



Chronologies du conflit armé au Pays basque

Caroline Guibet Lafaye

► To cite this version:

| Caroline Guibet Lafaye. Chronologies du conflit armé au Pays basque. 2022. hal-03526232

HAL Id: hal-03526232

<https://hal.science/hal-03526232>

Preprint submitted on 14 Jan 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

CHRONOLOGIES DU CONFLIT ARME AU PAYS BASQUE

Caroline GUIBET LAFAYEⁱ

(CNRS, Lisst - Université Toulouse Jean Jaurès)

Ce travail constitue un complément de l'ouvrage du même auteur *Conflit au Pays basque : regards de militants illégaux*, Oxford, Peter Lang, coll. Explosive Politics, septembre 2020.

Sommaire

Chronologies du conflit armé au Pays basque	1
Sommaire.....	1
Introduction	2
1. Chronologies de deux organisations.....	3
1.1 Chronologie d' <i>Euskadi Ta Askatasuna</i> (ETA).....	3
Années 1960	3
Années 1970	8
Années 1980	30
Années 1990	52
Années 2000	75
Années 2010	102
1.2 Chronologie d'Iparretarrak (IK).....	107
2. Chronologie d'un territoire.....	114
2.1 Hegoalde	114
2.2 Iparralde	141
3. Chronologie de lois antiterroristes en Espagne	147
Références	149

Introduction

Le recours à des moyens politiques extra-légaux voire à la violence ne peut jamais être expliqué indépendamment du contexte sociopolitique dans lequel ils sont convoqués, de même qu'il ne saurait être isolé des autres formes de contestation et de conflictualité présentes dans le cas étudié (voir Crenshaw, 1995). On ne peut comprendre la violence politique en la dissociant des instances d'action politique environnantes ni en la réduisant à des explosions de violence, témoignant de tensions structurelles, de privations matérielles ou de pathologies individuelles. La violence politique s'inscrit dans un maillage complexe de relations sociopolitiques, impliquant une pluralité d'acteurs tels que des institutions politiques et sociales, des acteurs institutionnels et des groupes de pression, des contre-mouvements, des partis politiques et des médias.

Quatre facteurs déclencheurs au moins de formes de violence politique peuvent être identifiés : des changements d'environnement politique, une répression étatique, une concurrence entre mouvements sociaux et l'existence de contre-mouvements (Bosi, 2012, p. 178), comme le développement et la perpétuation des groupes armés au Pays basque l'ont montré au cours du XXe siècle.

Le document que nous proposons vise à préciser les contextes espagnol et français, pertinent pour le Pays basque. Il aidera à saisir avec plus de finesse le développement des deux principaux groupes armés de chaque côté de la frontière. Ainsi l'élucidation de la question (« Pourquoi la lutte armée d'ETA persiste-t-elle après la mort de Franco ? ») suppose d'examiner plusieurs dimensions macrosociales ainsi que les interactions entre choix politiques et stratégies des organisations illégales, ETA n'étant pas la seule actrice du conflit.

L'analyse du contexte dans lequel ETA, les CAA, les GRAPO, le FRAP ont émergé et, pour certains, perduré suppose de distinguer les principales décisions des gouvernements espagnols successifs en matière de traitement des minorités, des groupes sociaux revendicatifs et d'antiterrorisme. L'une des questions la plus saillantes – dont les commentateurs s'étonnent toujours – est celle de la persistance de la violence politique après la fin du franquisme. Nous tenterons d'élucider ce point en identifiant les caractéristiques et événements marquants de la période avec la chronologie ci-après proposée.

En effet, le conflit au Pays basque entre les années 1990-2010 révèle par excellence l'aspect interactionniste de la relation qui conduit à la violence. En ce sens, il est essentiel de souligner l'importance d'une contextualisation du « terrorisme » consistant à envisager son inscription historique et temporelle ainsi que la vie du groupe avant l'usage des armes, l'imbrication de la violence dans des pratiques plus larges, l'évolution des stratégies violentes et leur association avec des actions n'ayant pas recours à la violence (voir Della Porta, 2013, p. 14).

1. Chronologies de deux organisations

1.1 CHRONOLOGIE D'EUSKADI TA ASKATASUNA (ETA)

- janvier 1959 : *Euskadi Ta Askatasuna* (ETA) publie une déclaration dans laquelle son acronyme apparaît pour la première foisⁱⁱ. L'organisation aurait vu le jour en décembre 1958 (Madariaga, *Punto y Hora in Euskal Herria*, 13 juillet 1984, n° 357, p. 8)ⁱⁱⁱ. Pendant quelques mois, le groupe ne diffuse ni son nom ni ne fait connaître son existence par mesure de sécurité.
- 31 juillet 1959 : ETA envoie une lettre au président du gouvernement basque (*Lehendakari*) Jose Antonio Agirre Lekube pour l'informer de son existence (Casanova, 2007, p. 16). Ce courrier et la tentative d'associer la naissance d'ETA à la fête religieuse de Saint Ignace ont longtemps conduit à la thèse erronée d'une création d'ETA en juillet 1959.
- 1959 : le yacht de Franco mouillant dans la baie de San Sébastien est « décoré » aux couleurs du drapeau basque, l'*ikurriña*^{iv}.
- novembre 1959 : opération de démantèlement d'EGI (organisation de jeunesse du Parti Nationaliste Basque - PNV). La police parvient à accéder à certains membres d'ETA qui à la suite de leur arrestation seront torturés.
- décembre 1959 : premières actions avec des explosifs. Trois bombes artisanales explosent au gouvernement civil de Gasteiz, à la rédaction du journal phalangiste *Alerta* à Santander et au commissariat de police d'Indautxu (Bilbao) (Casanova, 2007, p. 17).

Années 1960

- 21 mars 1960 : Julen Madariaga, José Antonio Etxebarieta, José Lekunbe et Iñaki Depardieu notamment sont arrêtés par la police à Bilbao. Ils sont accusés d'appartenir à EGI.
- 22 mars 1960 : le président du gouvernement basque Jose Antonio Agirre Lekube meurt à Paris. Une *ikurriña* avec un crêpe noir est placée sur le mont Urgull de San Sébastien.
- 1961 : attaques au cocktail Molotov contre des locaux de la police à Bilbao et du gouvernement civil à Vitoria.
- 27 mars 1961 : Javier Batarrita Elexpuru mitraillé accidentellement/« par erreur » à Bolueta par la police franquiste et la garde civile cherchant à éliminer Julen Madariaga ainsi que José María Benito del Valle et Manu Agirre (Casanova, 2007, p. 18)^v.
- 18 juillet 1961 : tentative de faire dérailler un train à Usurbil (Guipúzcoa) transportant des partisans de Franco vers San Sébastien, pour la célébration des 25 ans de la victoire de ce dernier durant la guerre civile. Des drapeaux espagnols sont brûlés à San Sébastien (*Zutik*, n° 13, Caracas, sans date). La répression est sévère : près de 200 personnes sont arrêtées et torturées. Parmi elles, 29 sont emprisonnées et 7 jugées. Les condamnations prononcées par le conseil de guerre vont de 5 à 20 ans de prison. Les premiers exilés, suivant les pas de Txillardegui et Jon Ozaeta, traversent la frontière vers la France.
- 20 octobre 1961 : premier conseil de guerre jugeant des membres d'ETA.
- novembre 1961 : ETA publie les noms des auteurs des tortures à la suite des arrestations de juillet 1961. Figurent notamment ceux du colonel et juge militaire Enrique Eymar Fernández et de l'inspecteur Melitón Manzanás (Casanova, 2007, p. 19).
- mai 1962 : première assemblée d'ETA au couvent des Bénédictins de Belloc (Pyrénées-Atlantiques). ETA se définit comme un « mouvement révolutionnaire basque de libération nationale » plutôt que comme un parti. Ne figure aucune femme parmi les 14 délégués qui se réunissent.

août 1962 : explosion d'une bombe dans la résidence d'été de Franco, le Palacio de Aiete, à San Sébastien. Des dizaines de personnes sont arrêtées et torturées (Casanova, 2007, p. 22).

mars 1963 : deuxième assemblée d'ETA à Capbreton dans les Landes. 17 personnes sont présentes dont deux femmes ainsi qu'une délégation d'*Enbata*. Des graffitis, symboles d'ETA, apparaissent dans l'ensemble du Pays basque.

14 avril 1963 : célébration de l'*Aberri Eguna* en Iparralde à laquelle des militants d'ETA participent (Casanova, 2007, p. 26).

fin 1963-début 1964 : cinq actions à la dynamite contre plusieurs centres du régime au Pays basque. Première utilisation d'explosifs non artisanaux (Casanova, 2007, p. 27).

1^{er} janvier 1964 : publication d'un manifeste d'ETA au peuple basque^{vi}.

début 1964 : publication dans les *Cuadernos* d'ETA, n° 20, de *La insurrección en Euskadi*. Texte élaboré par Julen Madariaga, responsable de la branche militaire d'ETA.

1964 : utilisation d'explosifs contre des plaques commémoratives de l'État espagnol (Zunbeltz, 1968, p. 105). De nombreuses actions de propagande sont menées durant l'année et plusieurs actions contre des monuments franquistes avec des explosifs non artisanaux volés dans une carrière (Casanova, 2007, p. 27). S'ensuit une répression brutale.

mars-avril 1964 : III^e assemblée d'ETA à Bayonne (rue des Cordeliers). Elle se tient en deux parties.

29 mars 1964 : le PNV appelle à la réalisation d'une *Aberri Eguna* à Guernica à laquelle ETA se joint en dépit des tensions entre les deux collectifs.

1^{er} mai 1964 : ETA s'implique dans les célébrations du 1^{er} mai ainsi que dans les fêtes basques à Deba (Nuñez, 1993a, p. 133-134).

automne 1964 : ETA rédige trois lettres visant à sensibiliser au sort des prisonniers. Elles sont adressées au Concile Vatican II qui se tenait à ce moment-là ; une deuxième à l'ensemble du clergé basque et une troisième lettre ouverte adressée à plusieurs institutions internationales et à l'opinion publique en général.

automne 1964 : attaque du chalet d'un ministre franquiste à Hondarribia (Casanova, 2007, p. 34).

automne 1964 : ETA fait exploser un transformateur électrique à Bergara (Casanova, 2007, p. 34).

septembre 1964 : publication par ETA de *Lettre ouverte aux intellectuels basques*. Ce texte a été écrit dans la prison de Larrínaga à Bilbao par les militants arrêtés en octobre et décembre 1963, principalement par José Luis Zalbide. La lettre est publiée dans le n° 25 de *Zutik*.

18 octobre 1964 : première manifestation en solidarité avec les prisonniers basques à San Sébastien. Elle a été suivie de dizaine d'arrestations. ETA répond en faisant exploser le répétiteur de la télévision espagnole à San Sébastien avec sept charges d'explosifs.

26 octobre 1964 : le ministre de l'Intérieur français ordonne par arrêté l'expulsion des fondateurs d'ETA à la suite d'une dénonciation par l'industriel Ramón de la Sota (Casanova, 2007, p. 35). Julen Madariaga, José María Benito del Valle, Eneko Irigarai et Txillardegui sont visés. Dans la foulée, la police française localise l'entreprise Ikar à Donibane Lohitzune où sont imprimés les *Zutik*.

janvier 1965 : Julen Madariaga, José María Benito del Valle, Eneko Irigarai et Txillardegui sont expulsés vers la Belgique et l'Algérie.

janvier 1965 : ETA et *Iratxe* fusionnent.

janvier 1965 : un policier tire dans la jambe du militant clandestin d'ETA Jokin Garate à Pampelune au moment de son arrestation (Casanova, 2007, p. 35). La blessure aurait pu lui coûter la vie.

avril 1965 : opération Bergara menée notamment par José Luis Zalbide^{vii}.

avril 1965 : ETA estime à 145 le nombre de personnes emprisonnées au cours des quatre dernières années pour appartenance à l'organisation (Casanova, 2007, p. 45).

18 avril 1965 : *Aberri Eguna* à Bergara. ETA profite de l'événement pour mener une campagne de propagande.

1^{er} mai 1965 : la police tente de limiter les manifestations ouvrières à l'occasion de la fête du travail. ETA publie le numéro 29 de *Zutik* dans lequel elle analyse la situation de la lutte ouvrière, en constatant le peu d'influence de l'abertzalisme dans les milieux des travailleurs immigrés (Casanova, 2007, p. 36). Elle critique le rôle que le nationalisme, représenté par le PNV, a joué jusqu'alors.

juin/juillet 1965 : IV^e assemblée d'ETA. Elle se tient à Loyola en Hegoalde (Casa de Ejercicios Espirituales, entre Azpeitia et Azkoitia). La IV^e assemblée était convoquée pour le 6 juin mais du fait de confrontations avec la garde civile, elle a finalement lieu au début de juillet 1965. 30 militants y assistent. Elle est l'occasion d'un inventaire permettant d'identifier entre 150 et 200 militants de l'organisation.

août 1965 : publication des conclusions de la IV^e assemblée d'ETA dans un « Communiqué au peuple basque », *Zutik*, n° 32.

été 1965 : création de nouveaux dispositifs permettant de placer des *ikurriñas* sur les câbles à haute tension qui, du fait du danger de leur enlèvement, restent en place (Casanova, 2007, p. 44).

24 septembre 1965 : un commando d'ETA attaque un convoi de transport de fonds (Clark, 1984, p. 41 ; Casanova, 2007, p. 44).

26 septembre 1965 : arrestation de José Luis Zalbide, à l'occasion d'un accident de voiture. Il est identifié comme l'auteur de l'attaque du transport de fonds. Il entame une grève de la faim pour revendiquer son statut de prisonnier politique. Les manifestations de solidarité avec Zalbide sont réprimées.

octobre 1965 : Okin Etxabe est kidnappé à Kanpazar par la garde civile qui le retient dans la montagne pendant une nuit pour tenter de retrouver son frère, Juan José, militant clandestin d'ETA.

décembre 1965 : un groupe de militants d'ETA arrêté à Arrásate alors qu'ils étaient en train de faire des graffitis est torturé et emprisonné.

décembre 1965 : la garde civile tue un migrant clandestin en fuite alors qu'elle tentait d'éliminer José María Eskubi, l'un des dirigeants d'ETA en fuite après la chute de Zalbide et qui se trouvait alors à quelques mètres du premier.

janvier-mars 1966 : raids répétés et torture contre des militants d'ETA et certains membres d'EGI (Casanova, 2007, p. 45).

mars 1966 : deux citoyens portugais, confondus avec des militants d'ETA, sont arrêtés à la frontière et torturés. L'un d'entre eux meurt dans la prison de Martutene quelques jours plus tard. Quatre personnes avaient déjà été tuées dans les montagnes le long de la frontière lors d'opérations contre des membres d'ETA, et une autre avait été tuée lorsqu'elle avait été prise pour un membre de l'organisation (Casanova, 2007, p. 45). Les ordres de tirer pour tuer sont étendus même aux militants qui font des graffitis.

avril 1966 : à la suite de l'*Aberri Eguna* d'Irún-Hendaye, Javier Zumalde, dit *el Cabra*, responsable de la branche militaire d'ETA, et 25 autres militants scissionnent pour former le Groupe Autonome d'ETA (Casanova, 2007, p. 47).

avril 1966 : Txillardegui, en exil à Bruxelles, fonde la revue Branka.

juin 1966 : José Luis Zalbide est condamné à 20 ans de prison.

20 novembre 1966 : convocation d'un comité exécutif spécial d'ETA à Mutriku. L'expulsion d'ETA de Patxi Iturrioz, membre de l'exécutif, et des autres composantes du Bureau politique est approuvée à l'unanimité (Casanova, 2007, p. 49).

7-11 décembre 1966 : V^e assemblée d'ETA à Gaztelu (Guipúzcoa). ETA se définit comme un Mouvement Basque Socialiste de Libération Nationale et désigne son idéologie comme un « Nationalisme Révolutionnaire ».

décembre 1966 : scission entre deux groupes, ETA Berri (Nouvelle ETA en euskara), autour d'Eugenio del Río et Patxi Iturrioz, et ETA Zaharra (Vieille ETA).

début 1967 : ETA compte 1 400 militants « liberados »^{viii} (Etxebarrieta et Lorenzo Espinosa, 1994, p. 93) et plus de 300 militants arrêtés.

début 1967 : ETA mène plusieurs actions pour placer des *ikurriñas*. Destruction d'un grand nombre de plaques commémorant ceux qui sont tombés du côté fasciste de la guerre (Casanova, 2007, p. 56).

début 1967 : ETA fait exploser un répétiteur de télévision à Olarizu (Araba) (Casanova, 2007, p. 56).

1967 : ETA recompose sa branche ouvrière et mène un travail continu de mobilisation et d'agitation au sein des usines, tant sur le plan politique que syndical. On compte environ 200 militants d'ETA dans l'estuaire de Bilbao à cette époque (Garmendia, 1980, p. 337). Actions de représailles contre des informateurs notamment du PNV (Jokin Gorostidi, « Ve Asamblea, un paso adelante », *Punto y Hora*, 13 juillet 1984, p. 12).

21-26 mars 1967 : 2^e partie de la Ve assemblée d'ETA à Guétary (Casa de Ejercicios Espirituales de los Jesuitas). 40 militants y participent. Deux des fondateurs d'ETA, José Luis Alvarez Enparanza, dit *Txillardegí*, et Benito del Valle, quittent l'organisation.

avril 1967 : quatre policiers espagnols tentent de kidnapper deux réfugiés basques sous la menace d'une arme dans un bar de Sara (Casanova, 2007, p. 56).

avril 1967 : un commando d'ETA attaque la banque du Guipúzcoa à Villabona (Clark, 1984, p. 47). C'est la première attaque de banque par l'organisation.

juin 1967 : la police mène une vaste opération contre EGI et le PNV à Gasteiz, qui touche certains membres d'ETA. Plus de 60 personnes sont arrêtées.

juin 1967 : opération de financement par l'organisation.

été 1967 : campagne BAI (Batasuna, Askatasuna et Indarra-Unidad, Libertad y Fuerza, qui signifie « oui »). C'est pourquoi l'ancien Bureau politique se scinde sous le nom d'ETA ETA-bai.

septembre 1967 : opération de financement par l'organisation.

1^{er} octobre 1967 : un rassemblement est convoqué à Urbia sous le nom de Batasun Eguna qu'ETA assume pleinement. Un dispositif policier important est déployé. Des centaines d'arrestations ont lieu.

octobre 1967 : attentat contre le monument au général Mola à Bilbao.

novembre 1967 : la garde civile tue par accident à la frontière Miguel Iturbe dans une embuscade visant à liquider Txabi Etxebarrieta. Quand ils l'ont vu arriver, ils ont commencé à tirer, mais il a réussi à s'échapper. Miguel Iturbe est la quinzième personne que la garde civile tue « par erreur » dans sa lutte contre ETA.

décembre 1967 : attentat à l'explosif contre les locaux de l'union franquiste à Eibar et Elgóibar (Guipúzcoa) (Clark, 1984, p. 48 ; Casanova, 2007, p. 58). Deux militants d'ETA sont blessés lors d'un échange de tirs avec la garde civile à un barrage routier.

début 1968 : le chef de la police de Bilbao avoue que « nous avons déclaré une guerre chaude contre ETA ». L'organisation répondra à cette déclaration dans un manifeste rédigé par Txabi Etxebarrieta et publié en mars 1968 à l'occasion de l'*Aberri Eguna*.

janvier 1968 : le n° 48 de *Zutik* titre « Qué hacemos, por qué lo hacemos. Qué tenemos que hacer. Por qué lo tenemos que hacer » (« Que faisons-nous et pour quoi le faisons-nous. Que devons-nous faire et pour quoi devons-nous le faire »).

mars 1968 : après un cambriolage à Aretxabaleta, la police lance une vaste opération contre ETA. À Gasteiz, Sabin Arana, l'homme responsable du *herrialde* d'Araba, est arrêté. Plus d'une centaine de personnes sont arrêtées, certaines torturées. Commence également une campagne de contre des prêtres progressistes et abertzales (Casanova, 2007, p. 60).

mars 1968 : explosion d'une puissante bombe dans les locaux du journal *El Correo Español* à Bilbao. Ce journal s'était distingué par ses positions contre le mouvement abertzale et est la propriété de la famille Ibarra, une des principales familles de l'oligarchie basque. L'explosion est suivie d'un appel public à son boycott.

avril 1968 : ETA s'équipe en armes, grâce à plusieurs lots de pistolets acquis en Tchécoslovaquie (marques Astra et Star de calibre 7,65 mm) et à l'acquisition de plusieurs mitrailleuses (Casanova, 2007, p. 60).

fin avril 1968 : explosion dans les locaux du journal *El Correo Español* à Eibar. Deux membres d'ETA sont blessés et arrêtés (Casanova, 2007, p. 60).

avril-mai 1968 : ETA mène plusieurs actions armées, plaçant des explosifs sur des pylônes à haute tension, dans des locaux franquistes, attaque des biens des informateurs... (Casanova, 2007, p. 62)

mi-mai 1968 : ETA abandonne une voiture qu'elle considérait comme « grillée » avec une petite charge d'explosif prête à être activée au démarrage du moteur mais la police a désamorcé le piège avant l'explosion (Casanova, 2007, p. 62).

7 juin 1968 : le garde civil José Antonio Pardines Arcay est tué par Javier Etxebarrieta Ortiz (dit *Txabi Etxebarrieta*) lors d'un contrôle policier.

7 juin 1968 : Javier Etxebarrieta est tué une heure plus tard par la police à la périphérie de Tolosa à Benta Haundi^{ix}. Iñaki Sarasketa qui l'accompagnait est arrêté le lendemain.

juillet 1968 : publication du n° 49 de *Zutik* consacré à la mort de Javier Etxebarrieta, intitulé « Los hechos, los mecanismos del opresor, los mecanismos del pueblo. ETA y la violencia » (« Les faits, les mécanismes de l'opresseur, les mécanismes du peuple. ETA et violence »).

2 août 1968 : exécution de Melitón Manzanos (« Operación Sagarra ») par ETA à Irún^x. Il est le commissaire en chef de la brigade politique et sociale de Guipúzcoa et un des tortionnaires les plus connus du Pays basque. Manzanos est considéré par l'organisation comme le reflet du régime franquiste et de sa répression (voir *Gudari* n° 48 et le communiqué de presse d'ETA du 13 octobre 1968)^{xi}. L'action est analysée dans n° 50 de *Zutik*, décembre 1968, p. 5. Dans les mois qui ont suivi, des centaines de personnes sont arrêtées et beaucoup d'entre elles sont torturées (Casanova, 2007, p. 64).

août 1968 : ETA mène quelques actions d'approvisionnement de matériel et d'explosifs (Casanova, 2007, p. 64).

dernier trimestre 1968 : l'action contre Melitón Manzanos fait grossir les rangs d'ETA qui compte alors 600 militants (Casanova, 2007, p. 65). Entre 1966 et 1970, 102 personnes ont assumé des tâches de « *liberados* » (Pereira, 2001, p. 105).

novembre 1968 : arrestation d'Arantza Arruti, cheffe de l'*herrialde* de Navarre.

1968 : un grand drapeau basque est placé sur le fleuve Nervión (Guipúzcoa) (Madariaga, *Punto y Hora, 25 Aniversario, así nació ETA*, 13 juillet 1984, p. 8).

premier trimestre 1969 : ETA apporte son soutien aux grèves ouvrières du début de 1969, qui s'étendent à une grande partie de la Biscaye et du Guipúzcoa, tant dans leur gestation que dans leur développement. Elle s'appuie sur l'appareil de propagande de l'organisation (Casanova, 2007, p. 66 ; Garmendia, 1980, p. 143 et sqq).

6 mars 1969 : arrestation de Xavier Larena, qui fait partie du noyau central d'ETA.

6 mars 1969 : arrestation des frères Txomin et de Felisa Ziluaga. Sont également arrêtés Jokin Gorostidi et Itziar Aizpurua.

11 mars 1969 : cinq militants d'ETA sont arrêtés à la frontière en possession d'une cargaison de *Zutik* (Casanova, 2007, p. 67).

début avril 1969 : dans les jours précédents l'*Aberri Eguna*, ETA place dix petites charges explosives dans des locaux du Régime, principalement en solidarité avec les luttes syndicales qui se déroulent au même moment (Casanova, 2007, p. 67).

- 6 avril 1969 : Joaquín Artajo Barrios et Alberto Asurmendi Arana, militants d'EGI, meurent en manipulant leur bombe à Ultzama (Navarre)^{xii}, le jour de l'*Aberri Eguna*.
- 9 avril 1969 : arrestation dans une planque de Bilbao, rue Artekale, de Mario Onaindía, Josu Abrisketa Korta (grièvement blessé), Bittor Arana Bilbao, et Víctor Arana, militants d'ETA^{xiii}. Ils seront jugés au procès de Burgos. Miguel Etxebarria Iztueta, dit *Makagüen*, bien que blessé, parvient à s'échapper^{xiv}.
- 9 avril 1969 : dans sa fuite, Miguel Etxebarria Iztueta tue Fermín Monasterio Pérez, réticent à l'aider^{xv}. Les circonstances de la mort de Fermín Monasterio, chauffeur de taxi, ne sont pas claires.
- 11 avril 1969 : arrestation à Mogrovejo (Cantabrie), de plusieurs dirigeants d'ETA Enrique Gelesaga, Teo Uriarte, Jone Dorronsoro et Jon Etxabe (Casanova, 2007, p. 67). À ce jour, tous les membres de la direction d'ETA sont soit arrêtés (Gorostidi, Uriarte, Onaindia, Arruti, Larena, Dorronsoro, Izko), soit en exil (Eskubi et Mariasun Goenaga), soit morts (Txabi Etxebarrieta)^{xvi}.
- 13 avril 1969 : arrestation de 30 personnes en Biscaye.
- mi-mai 1969 : la deuxième autorité religieuse de Biscaye, le vicaire général du diocèse José Ángel Ubieta, est accusé de collaborer avec ETA (Casanova, 2007, p. 68).
- 30 mai 1969 : un colis piégé est envoyé au couvent des Carmélites d'Eibar, prétendument par des membres de la garde franquiste.
- 31 mai 1969 : cinq prêtres s'enferment dans l'évêché de Bilbao et entament une grève de la faim pour protester contre les arrestations et la torture de religieux et de laïcs. Il s'agit de Xavier Amuriza, Alberto Gabikagogeaskoa, Nikola Telleria, Josu Naberan et Julen Kalzada.
- 3 juin 1969 : les cinq prêtres sont arrêtés par la police et condamnés par un tribunal militaire à une peine exemplaire de 10 à 12 ans (Casanova, 2007, p. 68).
- décembre 1969 : arrestation d'Unai Dorronsoro, *herrialde-buru* de la zone intermédiaire entre la Biscaye et le Guipúzcoa. Cette zone est très importante pour l'organisation en raison du nombre élevé de militants qu'elle accueille.
- 11 décembre 1969 : dix militants d'ETA et cinq prisonniers de droit commun parviennent à s'évader de la prison de « haute sécurité » de Basauri. Un mois plus tard, les militants se réfugient en France pour y demander l'asile politique.
- fin 1969 : Mariasun Goenaga et Eskubi sont expulsés vers la Belgique. Julen Madariaga est temporairement détenu (Casanova, 2007, p. 67).
- au cours du second semestre 1969 : 147 militants abertzales ont été jugées, dont 64 par des tribunaux militaires. Au cours de l'année 1969, 3 000 Basques ont été arrêtés et beaucoup torturés ; 300 demeurent en prison et l'équivalent sont en exil (Casanova, 2007, p. 70).

Années 1970

- début 1970 : ETA mène plusieurs actions financières contre des entreprises et des banques. Des braquages de banques ont eu lieu à Elizondo, Zarautz, Mundaka, Derio, Bera et Deustu (Casanova, 2007, p. 71).
- début 1970 : ETA envoie un millions de pesetas aux familles de trois employés tués par la police à Grenade (Casanova, 2007, p. 71).
- mars 1970 : deux militants basques solidaires de Juan José Etxabe, chef militaire d'ETA réfugié en France et harcelé par le gouvernement français, s'enferment dans la cathédrale de Bayonne pour exiger le respect des droits des réfugiés basques (Casanova, 2007, p. 70).
- 30 juillet 1970 : attaque des bureaux de *La Naval* à Sestao, où sont captés trois millions de pesetas^{xvii}.

4 août 1970 : attaque de l'entreprise Gestener à Bilbao. Une douzaine de photocopieurs et de duplicateurs ont été volés (Bruni, 2001, p. 99 ; Casanova, 2007, p. 71).

23 août 1970 : les journaux *La Voz de España* (San Sébastien) et *El Pensamiento Navarro* (Pampelune) ainsi que la délégation du ministère du logement à Bilbao ont été visés par des actions armées directes (Casanova, 2007, p. 71)^{xviii}.

31 août 1970 : assemblée d'ETA-VI à Itsasu (Lapurdi) (non reconnue par ETA) rassemblant 28 personnes.

1^{er} décembre 1970 : le consul de la République Fédérale Allemande à San Sébastien, Eugen Beihl, est enlevé par ETA-V pour attirer l'attention internationale sur le procès de Burgos. Un communiqué de l'organisation signifie que son sort est lié à celui des inculpés du procès. Il est libéré le 25 décembre 1970^{xix}.

3 décembre 1970 : procès de Burgos où sont jugés 16 militants d'ETA. Il dure sept jours consécutifs.

28 décembre 1970 : élaboration par les prisonniers d'ETA-VI, en cours de jugement, du « Documento de los presos de Burgos dirigido al Biltzar Tipia de su organización Euskadi Ta Askatasuna »^{xx}. Il sera publié le 1^{er} janvier 1971.

28 décembre 1970 : le verdict du procès de Burgos est rendu. Jokin Gorostidi, Xabier Izko et Teo Uriarte sont condamnés à deux peines de mort chacun. Onaindia, Dorronsoro et Larena sont également condamnés à mort. Le reste des accusés, à l'exception d'Arantza Arruti qui est acquittée, sont condamnés à des peines allant de 12 à 70 ans de prison.

31 décembre 1970 : Franco amnistie les militants d'ETA condamnés durant le procès de Burgos. Leur peine est commuée en prison à perpétuité.

1971 : les manifestations de soutien aux accusés de Burgos ont conduit à un raidissement de l'extrême droite menant avec les *Guerrilleros de Cristo Rey* (Guerriers du Christ Roi) des actions punitives contre l'extrême gauche et les militants abertzales, qu'il s'agisse de passages à tabac ou d'attaques contre leurs biens (Casanova, 2007, p. 86). Au Pays basque, plusieurs personnes ont été victimes de ces attaques, dont les deux avocats des accusés de Burgos. L'un d'eux, José Antonio Etxebarrieta, a été passé à tabac et la voiture de Juan María Bandrés (le second) a été incendiée.

mars 1971 : arrestation de la direction d'ETA-VI en Biscaye (Casanova, 2007, p. 82). Lors de cette opération, une centaine d'autres militants sont arrêtés. Un nombre important de militants partent en exil et constituent le mouvement appelé El Bloque ou *Barnuruntz*.

avril 1971 : l'incendie d'un drapeau français lors de l'*Aberri Eguna* à Saint-Jean-de-Luz sert de prétexte au gouvernement français pour prendre des arrêtés d'expulsion contre Telesforo Monzón et Txillardegui (Casanova, 2007, p. 84).

20 mai 1971 : l'arrêté d'expulsion arrive à date. Telesforo de Monzón et Txillardegui s'enferment dans la cathédrale de Bayonne et commencent une grève de la faim. 35 autres personnes les rejoignent pour revendiquer le droit des Basques à vivre en *Euskal Herria*.

27 mai 1971 : deux militants d'ETA tentent de kidnapper le consul de France à San Sébastien devant la dégradation de l'état de santé de Telesforo de Monzón (Casanova, 2007, p. 84).

28 mai 1971 : le sous-préfet propose aux grévistes de la faim un exil de deux mois. La lutte dans la cathédrale de Bayonne a contribué à unir les réfugiés, et à rapprocher beaucoup d'entre eux d'ETA-V^{xxi}.

août 1971 : pré-assemblée d'ETA-V visant à reconstituer une structure organisationnelle, articulée autour des fronts qui avaient émergé lors de la cinquième assemblée.

août 1971 : *Barnuruntz* fait un raid au siège d'ETA-VI à Bayonne pour s'emparer de ses archives, à la suite du rapprochement d'une partie de la direction d'ETA-VI avec la Ligue Communiste Révolutionnaire française (LCR) (Casanova, 2007, p. 82).

septembre 1971 : ETA-VI annonce dans le numéro 53 de *Zutik* sa rupture avec le nationalisme (*Zutik*, n° 53, p. 2)^{xxii}.

- 29 novembre 1971 : ETA incendie la boutique Gurruchaga à San Sébastian (Ibáñez, 2017) dont les propriétaires sont impliqués dans l'agression de José Antonio Etxebarrieta et de Juan María Bandrés (Casanova, 2007, p. 86).
- 10 décembre 1971 : ETA incendie la ferme Mainguama de José María Recondo à Urnieta (Ibáñez, 2017), soupçonné d'être un informateur de la police (Casanova, 2007, p. 86).
- 14 décembre 1971 : ETA détruit à Ondarroa la droguerie des Arrizabalaga (Ibáñez, 2017) impliqués dans l'agression de José Antonio Etxebarrieta et de Juan María Bandrés (Casanova, 2007, p. 86).
- décembre 1971 : destruction du Club Marítimo d'Algorta, où se réunit la famille Neguri (Casanova, 2007, p. 86).
- 1971 : naissance du Mouvement Communiste d'Espagne (MCE) à partir de *Komunistak*, une scission d'ETA.
- 1971 : Iñaki Mugika Arregi, dit *Ezkerra*, quitte EGI (i.e. le mouvement de jeunesse du PNV) pour rejoindre ETA, avec une centaine de militants.
- fin 1971 : la direction d'EGI et ETA amorce des négociations en vue d'une fusion des deux organisations. Ce dialogue conduira à l'entrée d'EGI dans ETA. Le processus sera ratifié lors de l'*Aberri Eguna* de 1972.
- 1972 : Ve assemblée d'ETA. La section politique s'engage vers une orientation d'extrême gauche délaissant le caractère national de la lutte menée par l'organisation. Celle-ci est alors divisée en ETA militaire, ETA politico-militaire et *Frente Obrero* (*Front ouvrier*, qui deviendra *LAIA*). La scission advient entre la direction politique d'ETA, un groupe minoritaire constitué autour des fondateurs d'*Ekin* ainsi que des membres d'ETA privilégiant une approche nationaliste et culturaliste non-marxiste, et le reste de l'organisation fortement influencé par les luttes menées dans le Tiers-monde et convaincu qu'il ne peut y avoir de libération nationale sans libération sociale et inversement. Ce dernier groupe se nourrit des œuvres de Federico Krutwig, notamment *Vasconia* et de *Nacionalismo Revolucionario*. La stratégie de l'action-répression-action est désignée comme le moyen de lutter contre un régime répressif et de promouvoir la libération. ETA s'organise en quatre fronts, en l'occurrence politique, culturel, militaire et ouvrier. EGI-Batasuna rejoint formellement ETA-V en 1972, après l'enlèvement de Lorenzo Zabala Suinaga (Letamendia, 1975, p. 483).
- janvier 1972 : deux commandos d'ETA échappent à des barrages routiers à Gasteiz et à Zarautz. Ils essuient des tirs intenses (Casanova, 2007, p. 87). La police accentue sa politique de « tirer pour tuer » contre les militants d'ETA.
- 19 janvier 1972 : Lorenzo Zabala Suinaga, homme d'affaire basque, secrétaire du conseil d'administration de Precicontrol, principal actionnaire de l'entreprise et gérant de Motobic, est enlevé par un commando d'ETA-V^{xxiii}. Des travailleurs ayant fait grève y avaient été licenciés. Les demandes sont satisfaites le 21 janvier. Lorenzo Zabala est relâché une heure plus tard. Les auteurs de l'action sont Txomin Iturbe et José Miguel Beñarán Ordeñana, dit *Argala*.
- janvier 1972 : destruction de la boutique Gurrutxaga de San Sébastian, de la ferme-bar del Sr. Recondo de Urnieta (jugé traître à la cause basque) et de la parfumerie du maire d'Ondarroa, Miguel Ángel Arrizabalaga Arkotxa, également membre des Guerrilleros de Cristo Rey (voir *Zutik*, n° 63, 1972, p. 24-27). Plasticages et expropriations de plusieurs agences bancaires.
- 15 mars 1972 : Jon Goikoetxea, dit *Txapela*, 22 ans, est tué d'une balle dans la tête par la garde civile à Elizondo (Navarre) lors d'une arrestation^{xxiv}. Il était responsable d'ETA en Navarre.
- avril 1972 : à la suite de l'enlèvement de Lorenzo Zabala Suinaga, le ministère de l'Intérieur espagnol et l'armée élaborent le plan « Udaberri », qui entre alors en vigueur. Il s'agit de former un réseau de mercenaires pour mener des actions de répression illégale (« guerre sale ») contre le mouvement abertzale (Casanova, 2007, p. 87).
- 1^{er} mai 1972 : publication d'un communiqué commun ETA, IRA, FLB.

mai 1972 : incendie du syndicat fasciste de Beasain. Destruction de la centrale téléphonique de Txoritokieta (Guipúzcoa). Sabotage du tour cycliste en Espagne organisé par *El Correo Español - El Pueblo Vasco* (Zutik, n° 63, 1972, p. 28-29).

29 août 1972 : lors d'un échange de tir à Galdakao le policier municipal Eloy Garcia Cambra est tué (Clark, 1984, p. 69)^{xxv}. Il semble que la balle vienne de la garde civile plutôt que des militants d'ETA (Casanova, 2007, p. 88). L'incident donne lieu à une vague d'arrestations (une centaine). Des interrogatoires menés sous la torture permettent à la police d'apprendre la présence de deux liberados d'ETA dans un appartement à Lekeitio.

1^{er} septembre 1972 : Benito Mujika et Mikelón Martínez de Murgia sont abattus dans l'appartement de Lekeitio par la garde civile (Casanova, 2007, p. 88).

octobre 1972 : 2^{nde} pré-assemblée (voir Hausti, janvier 1973, n° 2, p. 2).

1972 : deuxième partie de la VIe assemblée (non reconnue par ETA), convoquée par le secteur trotskiste. Ce dernier quittera ETA pour fusionner avec la Ligue communiste révolutionnaire (LCR).

1972 : au cours de l'année, ETA a mené 71 actions armées. ETA a attaqué les médias franquistes à plusieurs reprises, en plaçant des bombes dans les journaux *La Voz de España* et *El Diario Vasco*, à San Sébastian. Elle a attaqué un répétiteur de la TVE, action au cours de laquelle un échange de coups de feu a lieu avec la garde civile et deux membres d'ETA sont blessés. ETA a également mené plusieurs opérations contre des symboles et des monuments franquistes, contre des collaborateurs de la police, ainsi qu'un vaste programme d'approvisionnement, comprenant 27 actions de vol d'explosifs et plusieurs braquages (Casanova, 2007, p. 88 ; Pereira, 2001, p. 227).

16 janvier 1973 : Felipe Huarte Beaumont, industriel navarrais, est enlevé dans sa maison de Pampelune dans le cadre d'un conflit avec ses employés de l'usine de Torfinasa^{xxvi}. Il est libéré 10 jours plus tard après que la famille a payé les cinquante millions de pesetas demandés pour sa rançon et que les demandes des travailleurs soient satisfaites^{xxvii}.

31 janvier 1973 : trois tonnes d'explosifs sont volés près d'Hernani (Guipúzcoa) (Clark, 1984, p. 73).

février 1973 : un mois après la libération d'Huarte, 60 personnes sont arrêtées en Biscaye et en Guipúzcoa, dont les auteurs de l'enlèvement (Casanova, 2007, p. 91).

19 avril 1973 : Eustakio Mendizabal, dit *Txikia*, est tué par la garde civile dans une embuscade à la gare d'Algorta (Casanova, 2007, p. 91).

mai 1973 : réunion du comité exécutif d'ETA à Getafe (Madrid) (Casanova, 2007, p. 91).

août 1973 : première partie de la VIe assemblée d'ETA à Labortana (Hazparne) (reconnue par ETA) (voir *Kemen*, mars 1974). Réaffirmation d'une logique de lutte de classes^{xxviii}. ETA décide de réponse à l'exécution de chacun de ses militants par une action armée contre un membre de l'appareil politique ou répressif du régime, avec la plus grande immédiateté possible (Casanova, 2007, p. 93). À l'issue de l'assemblée, est publié le document « Por qué estamos por un Estado Socialista Vasco » (« Pourquoi nous sommes en faveur d'un État socialiste basque »).

août 1973 : ETA détruit les entreprises de trois collaborateurs de la police à Zamudio et Galdakao (Casanova, 2007, p. 100).

5 septembre 1973 : Iñaki Astiasuinzarra, avec l'aide d'un commando extérieur, s'échappe de la caserne de Loyola, où il attendait un procès militaire.

26 septembre 1973 : Imanol Mitxelena et Jesús María Zabarte Arregui, dit *Garratz*, qui ont remplacé *Txikia* dans ses fonctions de chef de l'appareil militaire sont pris dans une embuscade, tendue par la police, dans le quartier d'Indautxu à Bilbao (Casanova, 2007, p. 100). Les deux hommes sont grièvement blessés et arrêtés.

8 octobre 1973 : attentat manqué à San Sébastian contre un autobus de la garde civile de l'Institut des armées (Casanova, 2007, p. 98).

12 octobre 1973 : réunion du Ite *Biltzar Ttipia* (Casanova, 2007, p. 98).

novembre 1973 : explosion d'une voiture devant la caserne de la garde civile à Ordizia (Casanova, 2007, p. 100). Aucune victime n'est à déplorer.

26 novembre 1973 : incendie volontaire du Club Marítimo El Abra de Getxo^{xxix}.

28 novembre 1973 : deux membres d'ETA, José Etxeberria, dit *Beltza*, et José Luis Pagazaurtundua, sont tués par l'explosion de la bombe qu'ils manipulaient dans une rue de Getxo (Casanova, 2007, p. 100). Cet incident donne lieu à une vaste opération policière permettant de découvrir l'appartement du quartier d'Altza de San Sébastian où se trouve le liberado Josu Artetxe.

fin novembre 1973 : destruction de l'hôtel Orly à San Sébastian (Casanova, 2007, p. 100). ETA mène d'autres actions de moindre envergure ainsi que des opérations d'approvisionnement en matériel.

6 décembre 1973 : Josu Artetxe est abattu par un tireur d'élite dans l'appartement du quartier d'Altza de San Sébastian (Casanova, 2007, p. 101).

20 décembre 1973 : attentat contre Carrero Blanco (« Operación Ogro ») mené par le commando *Txikia* au sein duquel œuvre José Miguel Beñaran, *Argala*. Président du gouvernement, Carrero Blanco avait également présidé le Tribunal pour la répression de la franc-maçonnerie et du communisme. Il était une figure centrale des relations entre l'État espagnol et la CIA. Il avait organisé les nouveaux services secrets espagnols, le SECED, et dirigé la politique anti-terroriste. Le soir même, un communiqué est publié^{xxx}.

décembre 1973 : l'état d'urgence est déclaré au Pays basque.

fin décembre 1973 : ETA organise une conférence de presse en Iparralde avec quatre hommes cagoulés prétendant être les auteurs matériels de l'Operación Ogro, à des fins de propagande mais surtout pour alléger la pression policière à Madrid et faciliter la fuite du commando réel. Celui-ci ne parviendra à rejoindre l'Iparralde que début janvier 1974 (Casanova, 2007, p. 96).

2 mars 1974 : garrotage de Salvador Puig Antich et Heinz Chez.

3 avril 1974 : un militant d'ETA, Koldo Iztueta, est repéré par la police dans un appartement à Pampelune. Après l'attaque de la maison, Iztueta est gravement blessé. La police le jette par une fenêtre du cinquième étage (Casanova, 2007, p. 101). Il se remettra pourtant de ses blessures.

3 avril 1974 : exécution du capitaine de la garde civile, Gregorio Posadas Zurrón, connu pour sa brutalité, par le commando *Txapela* à Azpeitia (Guipúzcoa) (Casanova, 2007, p. 101)^{xxxi}. Il était responsable du département du renseignement de la police politique en Guipúzcoa. L'action est revendiquée le 4 avril par ETA (Letamendia, 1975, p. 511).

29 avril 1974 : un commando d'ETA intervient au domicile du directeur de l'entreprise Herederos de Ramón Múgica à San Sébastian (Casanova, 2007, p. 101). Après l'avoir expulsé, elle y met le feu dans un geste de soutien au conflit social.

29 avril 1974 : une bombe explose dans les locaux du syndicat franquiste à Errenteria (Casanova, 2007, p. 101).

20 mai 1974 : une cellule qui venait de se séparer d'ETA débarque trois de ses membres sur une plage de Hondarribia (Casanova, 2007, p. 101). La police les y attend et tue deux d'entre eux, José Luis Mondragón et Xavier Méndez, les deux étant toujours sympathisants d'ETA. Le troisième, José Luis Arrondo, dit *Cocoliso*, était un agent infiltré de la police qui avait facilité l'embuscade.

31 mai 1974 : une tentative de vol à Beasain se termine par une fusillade au cours de laquelle l'un des quatre assaillants est blessé (Casanova, 2007, p. 102). Deux des fuyards, José Luis Pagoaga, dit *Peixoto*, et Francisco Javier Aia Zulaika, dit *Trepa*, sont soupçonnés d'avoir participé à l'action contre Carrero Blanco. Le directeur général de la garde civile, le lieutenant général José Vega Rodríguez, se rend à Beasain pour diriger personnellement le siège, mobilisant près de deux mille policiers, trois hélicoptères, des dizaines de jeeps, de motos et

de chiens renifleurs. Le commando parvient pourtant à rejoindre l'Iparralde en dépit de ce dispositif.

2-3 juin 1974 : l'officier de la garde civile Manuel Pérez Vázquez est tué dans la nuit du 2-3 juin à Ataún (Guipúzcoa)^{xxxii}. Il participait au dispositif de contrôle mis en place après le vol à l'entreprise CAF (Compañía Auxiliar de Ferrocarriles) le 31 mai.

juin 1974 : ETA tient son IIIe *Biltzar Ttipia* après la VIe Assemblée. Trois objectifs de l'action armée sont désignés comme prioritaires : l'approvisionnement logistique et économique, l'attaque des forces de sécurité et la libération des prisonniers par des évasions ou des échanges (Casanova, 2007, p. 103). La majorité du Front ouvrier, soit la quasi-totalité de l'appareil au Guipúzcoa et une partie de celui de Biscaye, quitte ETA pour créer le parti LAIA (*Langileen Alderdi Iraultzaile Abertzalea - Partido Abertzale Revolucionario de los trabajadores*).

27 juin 1974 : explosion de la délégation du syndicat vertical à Tolosa (Casanova, 2007, p. 101).

27 juin 1974 : un commando pénètre dans la maison de l'actionnaire principal d'Emua, l'expulse puis l'incendie (Casanova, 2007, p. 101). À la suite de cette action, l'entreprise accepte les revendications formulées pendant des semaines par les employés et suspend les représailles contre les grévistes.

au cours du premier semestre 1974 : environ 50 militants d'ETA ont été arrêtés par la police.

été 1974 : le commando *Txikia* publie un document analysant les réactions à l'Opération Ogro.

6 juillet 1974 : un commando d'ETA entre dans l'hôpital de San Sébastian, déjoue la vigilance policière et enlève le militant Juan José Urcelay Imaz (Letamendia, 1975, p. 511).

juillet 1974 : création du bulletin d'information *Langile*, consacré à la thématique du travail.

25 juillet 1974 : une bombe est placée sous la voiture de Daniel Solar Ouro, responsable/directeur de l'entreprise *Entrecanales y Távora* chargée de la construction de la centrale nucléaire de Lemoiz.

11 septembre 1974 : arrestation de María Dolores González Cataráin, dite Yoyes, et José Antonio Inchaustegui Elizondo, dit *El Duque*^{xxxiii}.

11 septembre 1974 : l'officier Martín Durán Grande est blessé par un militant d'ETA alors qu'il surveille une plaque à Bilbao (Biscaye). Il meurt de ses blessures le 15 septembre^{xxxiv}. Une passante est également blessée. Au même moment, dans le quartier de Zorrotza à Bilbao, la police ouvre le feu sur Juan José Urcelay Imaz et le tue (Casanova, 2007, p. 107). Dans les jours qui suivent, une trentaine de personnes ont été arrêtées.

13 septembre 1974 : attentat à la bombe dans le café Rolando, calle Correo à Madrid. Il est conçu comme une réponse aux actions policières du 11 septembre (Casanova, 2007, p. 107). Le café Rolando est situé près de la Direction générale de la Sécurité et d'un autre bâtiment de police. 12 policiers sont tués^{xxxv}, 71 personnes sont blessées dont le numéro deux de la police du renseignement espagnole. Une personne décédera en 1975 des suites de ses blessures. ETA dément officiellement toute responsabilité (Clark, 1984, p. 79)^{xxxvi}. Dans le climat de l'époque, des doutes subsistent quant à la paternité de cette action et certains soupçonnent l'extrême droite (Casanova, 2007, p. 107).

15 septembre 1974 : dans un communiqué, ETA se dissocie de l'action menée au café Rolando mais la défend implicitement (Casanova, 2007, p. 107).

16 septembre 1974 : arrestation d'Eva Forest et d'Antonio Duran (Letamendia, 1975, p. 517).

octobre 1974 : IVe *Biltzar Txikia* dont l'objectif est de préparer la 2^{ème} partie de la VIe assemblée.

octobre 1974 : ETA V se scinde en ETA-m et ETA-pm, respectivement « tendance Septembre noir » et « tendance Tupamaros » (Letamendia, 1975, p. 517)^{xxxvii}. ETA-pm crée le parti politique EIA (Parti pour la Révolution Basque) et une coalition politique : la Gauche Basque (EE).

- 29 octobre 1974 : le sergent de la garde civile, Jeónimo Vera García, est tué dans le village de Pasajes (Guipúzcoa)^{xxxviii}. Dans cet affrontement, meurt également le premier militant libéré d'ETA-pm introduit en Hegoalde après la scission, Ignacio Iparragirre, dit *Iparra* (Casanova, 2007, p. 110).
- novembre 1974 : Argala élabore le document *ETAren Agiria* sur lequel ETA-m s'appuiera ensuite (Casanova, 2007, p. 113)^{xxxix}.
- 23 novembre 1974 : arrestation de José María Apalategui, responsable selon la police du front politique d'ETA pour la zone de San Sébastian et de Rentería (Letamendia, 1975, p. 521). 20 autres personnes sont également arrêtées.
- 24 novembre 1974 : commence une grève de la faim des prisonniers politiques basques – majoritairement d'ETA – à laquelle participent 158 militants (Casanova, 2007, p. 109) visant à dénoncer les conditions d'emprisonnement et la situation politique générale. En décembre 1974, 245 prisonniers basques sont emprisonnés dans 22 prisons espagnoles, la plupart sont liés à ETA. La grève dure un mois.
- 2-3 décembre 1974 : ETA-pm lance un appel à la grève générale sous le slogan « Liberté pour les prisonniers politiques, indépendance du Pays basque et unité du peuple basque » (Casanova, 2007, p. 109). 200 000 personnes auraient répondu à l'appel selon le journal *Le Monde* (Letamendia, 1975, p. 522). Plusieurs alertes à la bombe ont été données, des bâtiments publics ont été évacués. Certains ont explosé sans victime. Étaient visés des agences bancaires, un terrain de football, un tramway, le département du Trésor, la direction et le tribunal provincial de Vitoria (Letamendia, 1975, p. 522).
- 14 décembre 1974 : le sergent Rúa de la brigade d'information de la garde civile est grièvement blessé par un membre d'ETA à Beasaín (Casanova, 2007, p. 110 ; Letamendia, 1975, p. 522).
- 17 décembre 1974 : le lieutenant de la garde civile, Luis Santos Hernández, et l'agent Argimiro García Estévez sont tués à Mondragón (Guipúzcoa) (Letamendia, 1975, p. 522)^{xl}.
- 18 décembre 1974 : tentative d'« expropriation » dans une usine située près d'Urdúliz (Biscaye) Mecánica La Pena (Letamendia, 1975, p. 522). Deux membres de la garde civile sont blessés lors de la fuite des assaillants (Clark, 1984, p. 82).
- 18 décembre 1974 : la garde civile tire sur une voiture à San Sébastian dont les occupants n'étaient impliqués dans aucune activité politique (Casanova, 2007, p. 110). Le jeune Mikel Salegi est tué.
- 28 décembre 1974 : attaque de la banque de Bilbao à Vitoria.
- janvier 1975 : 2^{nde} partie de la VI^e assemblée où ne se réunissent que les Polimilis d'ETA-pm^{xli}. ETA-m pose comme pré-condition de son soutien à la démocratisation l'amnistie et la législation de tous les partis politiques. En revanche, ETA-pm soutient le parti de gauche *Euskadiko Ezkerra* (EE) en échange de la libération de certains prisonniers (Sanchez-Cuenca, 2009, p. 18).
- début 1975 : période de « trêve tactique » d'ETA-m (Casanova, 2007, p. 111) qui dure jusqu'en mai 1975.
- 1975 : institution de l'impôt révolutionnaire.
- 1975 : émergence de KAS (voir *Kemen*, n° 4).
- premier trimestre 1975 : ETA-pm mène plusieurs actions d'approvisionnement et place un grand nombre d'engins explosifs dans des endroits fréquentés par les membres des forces de sécurité, des magasins appartenant à des informateurs de la police et des installations officielles (Casanova, 2007, p. 115).
- 30 mars 1975 : José Diaz Linares, inspecteur de police, est exécuté à San Sébastian. Il est accusé d'être un tortionnaire.
- 22 avril 1975 : le policier Jose Ramon Morán Gonzalez est tué à Algorta (Guipúzcoa)^{xlii}. ETA le soupçonne d'être à l'origine de la mort de Txikia deux ans plus tôt (Casanova, 2007, p. 115).

- 24 avril 1975 : arrestation de Juan Miguel Goiburu, dit *Goierri*, dans une opération au cours de laquelle la police tue le militant Mikel Gardoki. Goierri est l'un des dirigeants d'ETA-pm (Casanova, 2007, p. 115).
- 25 avril 1975 : l'état d'urgence est déclaré en Biscaye et en Guipúzcoa pour trois mois.
- mai-août 1975 : ETA-m mène une campagne contre les forces de police et leurs collaborateurs, avec un bilan de trois policiers et trois informateurs tués lors d'actions directes, et trois policiers tués lors d'affrontements (Casanova, 2007, p. 118).
- 6 mai 1975 : un lieutenant de la garde civile, Andrés Segovia Peralta, est exécuté à Guernica (Biscaye) par ETA-m^{xliii}.
- 7 mai 1975 : l'inspecteur de police Fernando Llorente Roig est exécuté à Bilbao (Biscaye) par ETA-m^{xliv}.
- 14 mai 1975 : la garde civile, à la recherche des auteurs de l'action du 6 mai, donne l'assaut dans une maison de Guernica (Biscaye), tuant les propriétaires, Blanca Salegi et Iñaki Garai (Casanova, 2007, p. 116). Les membres d'ETA qui s'y trouvaient s'enfuient mais ils sont ensuite arrêtés. L'un d'eux, Josu Markiegi, dit *Mutiku*, est exécuté. Le lieutenant de la garde civile Domingo Sánchez Muñoz est tué dans l'opération^{xlv}.
- 5 juin 1975 : l'officier de la Garde civile Mariano Román Madroñal meurt à Rekalde (Guipúzcoa)^{xlvi}. Il saute du train après un échange de tirs et meurt sur le coup.
- 6 juin 1975 : le caporal de la police armée, Ovidio Díaz López, meurt à Barcelone lors d'une fusillade avec un commando d'ETA qui venait de dévaliser une banque^{xlvii}.
- juin 1975 : ETA-pm appelle à une journée de protestation contre le jugement en conseil de guerre d'Otaegi et Tupa. Des dizaines de milliers de travailleurs se mettent en grève (Casanova, 2007, p. 118).
- 26 juin 1975 : Fernando Fernández Moreno (militaire) meurt dans l'explosion d'une bombe placée devant le Commandement général de Ceuta^{xlviii}.
- 5 juillet 1975 : le chauffeur de bus Carlos Arguimberri Elorriaga est exécuté à Deva (Guipúzcoa)^{xlix}. Il est soupçonné d'être un informateur de la police.
- avril-juillet 1975 : durant l'état d'urgence, ETA tue six policiers lors d'attaques ciblées ou d'affrontements ainsi qu'un informateur de la police (Casanova, 2007, p. 116).
- 30 juillet 1975 : arrestation de plusieurs commandos d'ETA à Madrid lors d'une action au cours de laquelle le militant Josu Mujika qui est tué (Casanova, 2007, p. 117). L'arrestation met fin à la tentative d'évasion de la prison de Ségovie, dont la préparation était très avancée et qui impliquaient 60 prisonniers d'ETA.
- 30 juillet 1975 : arrestation de plusieurs militants à Barcelone, dont le chef des Bereziak, Wilson.
- 31 juillet 1975 : le chauffeur de taxi Francisco Espósito Canio est exécuté dans la ville d'Usurbil (Guipúzcoa)^l. Il est soupçonné d'être un informateur de la police.
- 8 août 1975 : le garde de sécurité Demetrio Lesmes Martín est exécuté à Hernani (Guipúzcoa)^{li}.
- 12 août 1975 : arrestation en Galice de plusieurs militants et d'une vingtaine de collaborateurs, dont l'un, Montxo Reboiras, est blessé puis achevé par la police (Casanova, 2007, p. 117).
- 18 septembre 1975 : démantèlement du commando Madrid d'ETA-pm grâce à l'infiltration du policier, Miguel Lejarza Egia, dit *El Lobo*, auquel le groupe avait confié la logistique de son groupe. Arrestation de vingt militants, dont Iñaki Mujika Arregi, dit *Ezkerra*. Montxo Martínez (ETA) est tué à Madrid (Casanova, 2007, p. 117).
- 19 septembre 1975 : démantèlement du commando Barcelone d'ETA-pm grâce à *El Lobo* (Casanova, 2007, p. 117). Andóni Campillo (ETA) est tué à Barcelone. Juan Paredes Manot, dit *Txiki*, est arrêté. Il sera condamné à mort à la fin du mois. Fin 1975 et à la suite des opérations commanditées par *El Lobo*, ETA-pm n'a plus qu'un seul commando opérationnel (Casanova, 2007, p. 117). Des dizaines de militants ont été arrêtés et plusieurs centaines (80 % des militants) ont fui en Iparralde (Giacopucci, 1997, p. 58).

- 5 octobre 1975 : une bombe détruit un véhicule de la garde civile lors d'une patrouille en Guipúzcoa de retour vers Oñati (Casanova, 2007, p. 122). Trois gardes civils, ôtant le drapeau basque (*ikurriña*), sont tués. L'événement marque le début d'une campagne d'ETA-m pour la défense de l'*ikurriña*.
- 6 octobre 1975 : des gardes en civil tuent le frère de l'ex-militant d'ETA Juanjo Etxabe (Casanova, 2007, p. 122).
- 14 octobre 1975 : le chauffeur de taxi d'Arrásate témoin du meurtre du frère de Juanjo Etxabe est tué (Casanova, 2007, p. 122).
- 18 octobre 1975 : exécution par le seul commando opérationnel d'ETA-pm du garde civil Manuel López Treviño à Zarautz (Guipúzcoa)^{lii}. Il faisait partie de la caserne de la Benemérita et était connu pour pratiquer la torture.
- 24 novembre 1975 : Antonio Echeverría Albisu, maire d'Oyarzun (Guipúzcoa), soupçonné d'être un informateur de la police, est exécuté par ETA-m^{liii}. À cette occasion, le groupe publie un document « ETA frente al Juancarismo » où les positions du groupe, après la mort de Franco, sont résumées.
- décembre 1975 : trois personnes sont tuées par des tirs de police à l'occasion de contrôles routiers. Koldo López de Gereño (ETA-pm) est tué alors qu'il tentait d'échapper à la garde civile (Casanova, 2007, p. 123).
- 1975 : 22 Basques ont été tués par les forces de sécurité dont 11 militants ou collaborateurs d'ETA et 11 citoyens tués à des barrages routiers, des manifestations ou lors d'autres interventions policières (Casanova, 2007, p. 123). Il y a 700 prisonniers politiques basques, dont la grande majorité appartient à ETA. Fin 1974, ils étaient 245 (*Euskal Herría y la Libertad*, vol. 4).
- 1975 : ETA-pm et ETA-m ont tué 16 personnes, pour la plupart membres des forces de sécurité et informateurs de la police (Casanova, 2007, p. 123).
- 1976 : création de la coalition abertzale de gauche *Euskadiko Ezkerra*, issue d'ETA-pm.
- début 1976 : évolution stratégique d'ETA. ETA-m décide d'attaquer la structure administrative de l'État. Le groupe demande à tous les maires d'extrême droite de démissionner sous peine d'exécution.
- 11 janvier 1976 : enlèvement de l'industriel guipúzcoan Francisco Luzuriaga Tobalina à Usúrbil^{liv}. Il est relâché très rapidement.
- 13 janvier 1976 : enlèvement à Bériz (Biscaye) par ETA-pm de José Luis Arrásate Gaztelurrutia, fils des propriétaires de Forjas de Bériz^{lv}. Il est libéré le 16 février. L'action est critiquée par ETA-m car la victime n'est pas un représentant de l'oligarchie espagnole (Casanova, 2007, p. 130). Juan Félix Eriz, arrêté à la suite à sa médiation dans l'affaire Orbegozo, intervient pour la première fois comme intermédiaire dans cette libération. Eriz a réussi à faire réduire la rançon demandée par les ravisseurs de cent à trente millions de pesetas^{lvi}.
- 17 janvier 1976 : l'explosion d'une bombe cachée sous une *ikurriña*^{lvii} tue l'officier de la garde civile Manuel Vergara Jiménez à Ordizia (Guipúzcoa)^{lviii}. Il s'agit de la poursuite de la « campagne pour la défense de l'*ikurriña* » menée en réaction contre le discours du président du gouvernement, Manuel Fraga, devant les Cortes en janvier 1976 (voir *Zutik*, mars 1976, n° 66, p. 12-13) et contre lequel ETA-m prend position (voir *Zutik*, mars 1976, n° 66, p. 13).
- 9 février 1976 : exécution de Victor Legoburu Ibarreche, maire d'extrême droite de Galdakao, soupçonné d'être un informateur de la police (Clark, 1984, p. 90)^{lix}.
- 10 février 1976 : Julián Galarza Ayastuy, physiquement ressemblant au maire Zuzurkil, est tué par erreur^{lx}. ETA-m reconnaît sa faute.
- février 1976 : communiqué interne des dirigeants d'ETA-pm récusant toute velléité de transformation de l'organisation en un parti politique qui accepterait les réformes du gouvernement (Casanova, 2007, p. 131).

- 1^{er} mars 1976 : Emilio Guezala Aramburu, inspecteur des transports publics, est tué à Lezo^{lxi}. Il est soupçonné d'être un informateur de la police.
- 13 mars 1976 : Manuel Albizu Idiáquez, chauffeur de taxi, soupçonné d'être un informateur de la police, est exécuté à Guéthary (Guipúzcoa)^{lxii}.
- 18 mars 1976 : enlèvement par ETA-pm d'Ángel Berazadi Urbe, industriel, directeur de l'entreprise *Sigma* et proche du PNV^{lxiii}. Sa famille déclare ne pas pouvoir payer la rançon (200 millions de pesetas). La direction politique d'ETA-pm décide de le libérer mais les commandos Berezi et d'ETA-pm qui le gardait l'exécutent. Le corps est retrouvé le 7 avril 1976 près d'Elgóibar^{lxiv}. L'exécution suscite des critiques au Pays basque et au sein d'ETA-pm. Deux membres de la direction, Pertur et Erreka, démissionnent (Casanova, 2007, p. 130).
- 30 mars 1976 : exécution de l'ouvrier Vicente Soria Blasco dans la ville de Placencia (Guipúzcoa)^{lxv}.
- 4 avril 1976 : enlèvement à Hendaye des deux policiers José Luis Martínez et Jesús María González Ituero^{lxvi}. Leurs corps sont retrouvés le 18 avril 1977 en France sur la plage d'Anglet. Toute la lumière sur les faits n'a pas été réalisée. L'enlèvement donne lieu à une vague d'interventions policières contre les réfugiés basques en Iparralde : trois sont arrêtés, six déportés et trente-deux enfermés (Casanova, 2007, p. 127). S'y ajoutent des centaines de perquisitions.
- 5 avril 1976 : évasion de la prison de Ségovie. L'action est menée par ETA-pm et conduit à la libération de 29 prisonniers politiques (Casanova, 2007, p. 126). Seuls quatre d'entre eux parviennent à rejoindre l'Iparralde.
- 11 avril 1976 : l'officier de la garde civile Miguel Gordo Garcia meurt électrocuté à Barakaldo (Biscaye) après avoir tenté d'enlever un drapeau basque relié à un câble haute tension^{lxvii}.
- fin avril 1976 : réunion des cadres d'ETA-pm pour préparer la VIIe assemblée (Casanova, 2007, p. 131). Est envisagée la création d'un parti politique abertzale et socialiste.
- 2 mai 1976 : l'explosion d'une bombe au passage de son véhicule tue le caporal de la garde civile Antonio de Frutos Sualdea dans la ville de Legazpia (Guipúzcoa)^{lxviii}.
- 3 mai 1976 : un garde civil est tué alors qu'il tente d'enlever un drapeau basque à Legazpia (Casanova, 2007, p. 125)^{lxix}.
- 2 juin 1976 : enlèvement à Las Palmas d'Eufemiano Fuentes, industriel canarien. Son corps est retrouvé le 5 octobre 1976^{lxx}.
- 9 juin 1976 : exécution à Basauri (Guipúzcoa) du leader local du *Mouvement*, Luis Carlos Albo Llamosas^{lxxi}. Il était aussi avocat. La branche militaire ETA-V revendique l'action^{lxxii}. Il avait déjà été mis en garde par le groupe pour sa collaboration avec les Forces de l'ordre.
- 23 juillet 1976 : Eduardo Moreno Bergaretxe, dit *Pertur*, membre du comité exécutif d'ETA-pm est enlevé puis tué par un groupe paramilitaire, si l'on en croit la revendication du Bataillon Basque Espagnol et de l'Alliance Apostolique Anticomuniste (AAA)^{lxxiii}. Quatre jours après sa disparition, l'AAA annonce son exécution^{lxxiv}.
- septembre 1976 : VII^{ème} assemblée d'ETA-pm à Donapaleu (Saint-Palais, Basse Navarre). Elle dure une semaine en présence d'une centaine de militants. Sont votées à la majorité les décisions de créer un nouveau parti et de séparer organiquement l'activité politique de l'activité armée (voir « Document Otsagabia », in Giacomucci, 1997, p. 68-69).
- 4 octobre 1976 : exécution par ETA-m de Juan María Araluce Villar, président du parlement de Guipúzcoa, de son chauffeur José María Elícegui Díaz et de trois policiers (Alfredo García González, Luis Francisco Sanz Flores, Antonio Palomo Pérez) à San Sébastien^{lxxv}. Juan María Araluce Villar était aussi membre du Conseil du Royaume et député dans les tribunaux franquistes. ETA-m avait dans les premiers mois de 1976 suspendu son action dans l'attente des orientations prises par le gouvernement Suárez. Le communiqué de revendication de l'action mentionne l'alternative KAS comme moyen de surmonter le conflit armé^{lxxvi}. L'action a donné lieu à des centaines d'arrestations (Casanova, 2007, p. 123).

décembre 1976-janvier 1977 : contacts à Genève (Suisse) entre ETA-pm, ETA-m et le gouvernement d'Adolfo Suárez, via Angel Ugarte (commandant des services de renseignement du SECED) afin d'établir une trêve de trois mois pour envisager la libération des prisonniers, le retour des exilés et la légalisation des partis politiques. ETA-m refuse le dialogue mais les discussions se poursuivent avec ETA-pm au cours des premiers mois de 1977, suscitant les critiques des Bereziak (Casanova, 2007, p. 141).

1976 : ETA-m est à l'origine de la mort de 14 personnes et ETA-pm de celle de l'industriel Berazadi. 22 personnes ont été tuées au Pays basque par les forces de sécurité ou au sein d'ETA (chiffre égal à celui de 1975). Parmi elles, 17 sont des citoyens tués pour avoir participé à des manifestations ou lors de contrôle de police (Casanova, 2007, p. 138). En 1975, la moitié des victimes étaient des militants ou des collaborateurs d'ETA.

11 janvier 1977 : exécution de l'inspecteur de police Felix Ayuso Pinel à Madrid^{lxxvii}.

8 mars 1977 : Nicolas Mendizabal, *Zaharra* et Sebas Goikoetxea sont tués par la garde civile à Itsaso (Guipúzcoa) lors d'un contrôle de police.

13 mars 1977 : en réponse à l'action du mars 1977, un commando des Bereziak tue le garde civil Constantino Gómez García à Mondragón (Guipúzcoa)^{lxxviii}, alors même que la direction d'ETA-pm avait convenu avec le gouvernement de ne pas réagir à la mort de ses militants.

20 avril 1977 : remise en liberté des deux membres d'ETA-V, Daniel Ansoátegui Etxebarria et Imanol Mitxelena Loyarte, arrêtés dans le cadre de l'enquête concernant l'attentat contre Carrero Blanco^{lxxix}.

24 avril-23 mai 1977 : réunions clandestines à l'hôtel Xiberta d'Anglet, initiées par Telesforo Monzón. Elles réunissent 28 participants issus de partis politiques légaux (ESB, ESEI, PNV, EIA, ANV), illégaux (EKA, EHAS, LAIA), ETA-m, ETA-pm, Bereziak. Elles sont soutenues par José Luís Elgoro ainsi qu'un groupe de maires (voir *Punto y Hora*, n° 26, 26 avril - 1^{er} juin 1977, p. 10-12). La première réunion officielle a lieu le 30 avril.

28 avril 1977 : vers 8h30 à l'occasion d'une attaque à main armée à la Banque Hispanoaméricaine de Tolosa (Guipúzcoa), le sergent de la garde civile Antonio Galán Aceituno est abattu^{lxxx}.

mai 1977 : les Bereziak décident d'expulser la direction d'ETA-pm et de constituer une organisation revendiquant l'acronyme ETA (Casanova, 2007, p. 145).

18 mai 1977 : exécution du policier Manuel Orcera de la Cruz à San Sébastian (Guipúzcoa)^{lxxxi}.

20 mai 1977 : enlèvement par un commando des Bereziak à Neguri (Bilbao) pendant les premières élections générales de Javier de Ibarra y Bergé. L'opération est menée par Miguel Ángel Apalategi, dit *Apala*, et Francisco Música Garmendia, dit *Paquito*. La rançon demandée s'élève à 1 000 millions de pesetas. Il est tué le 20 juin. Il était président du conseil d'administration de Babcock Wilcox et membre d'une dynastie industrielle de Biscaye^{lxxxii}, était conseiller de la banque de Biscaye et de *El Correo Español El Pueblo Vasco*. Il avait été maire de Bilbao, président du conseil provincial de Biscaye et député. Il était considéré comme l'un des principaux représentants du noyau dur de l'oligarchie franquiste.

21 mai 1977 : expulsion des principaux condamnés du procès de Burgos vers la Belgique (Casanova, 2007, p. 143). Dans les jours qui suivent, d'autres prisonniers sont expulsés vers l'Autriche, le Danemark et la Norvège. 21 prisonniers politiques basques demeurent ensuite encore en prison.

5-15 juin 1977 : à la suite de la décision de ne pas participer aux élections, ETA-m entame une campagne de 34 actions militaires (Casanova, 2007, p. 144). Ces actions consistent principalement en explosions de cibles logistiques et symboliques.

13 juin 1977 : José María Basana Jáuregui meurt dans l'explosion de la bombe qu'il confectionnait à Barakaldo (Biscaye)^{lxxxiii}. Son nom est souvent identifié à tort comme celui d'une victime d'ETA (Casanova, 2007, p. 144).

- 15 juin 1977 : ETA-pm et ETA-m récusent le résultat des élections (voir *Hautsi*, n° 15, juillet 1977, p. 19-20 in *Documentos Y*, tome 17, p. 217-218).
- 26 juin 1977 : le policier Valentín Godoy Cerezo est assassiné à Vitoria (Álava)^{lxxxiv}. L'action est attribuée à ETA^{lxxxv}.
- 1^{er} semestre 1977 : ETA-pm procède à des actions d'approvisionnement comme le vol de centaines de fusils de chasse à Elgóibar ou de 300 kg d'explosifs avant de reprendre l'activité armée (Casanova, 2007, p. 152).
- août 1977 : ETA-m et les Bereziak demandent l'expulsion d'EIA de KAS.
- 3 septembre 1977 : ETA-pm fait sauter une station-service en construction qui suscite les plaintes des habitants du quartier (Casanova, 2007, p. 152). Ce type d'action de soutien dans les conflits sociaux aura d'autres occurrences.
- 6 septembre 1977 : Michelangelo Apalategi, réfugié basque arrêté en France, militant du groupe Bereziak est libéré après une grève de la faim de 40 jours (Casanova, 2007, p. 148 ; Pastor, 1977).
- 24 septembre 1977 : les Commandos Bereziak (Berezi) se séparent d'ETA-pm pour opérer une fusion avec ETA-m^{lxxxvi}. Les Commandos Bereziak prennent principalement pour cibles les représentants de l'État.
- 26 septembre 1977 : premier numéro du journal *Egin* annonce la fusion d'ETA-m et des Bereziak (Casanova, 2007, p. 150).
- octobre 1977 : communiqué d'ETA-m concernant le Statut d'Autonomie : « *Cualquier forma estatutaria que no recoja los puntos de KAS, en vez de construir un progreso hacia la independencia y el socialismo, puede resultar un narcótico capaz de frenar la lucha de nuestro pueblo, ineficaz para solucionar alguno de los graves problemas que nos afectan.* »^{lxxxvii}
- 6 octobre 1977 : une bombe posée par le Triple A détruit les bureaux du magazine *Punto y Hora* à Pampelune^{lxxxviii}. Est également assassiné un chauffeur de taxi, David Salvador Bernardo, soupçonné de collaborer avec ETA^{lxxxix}.
- 8 octobre 1977 : ETA assassine à Guernica Augusto Unceta-Barrenechea Azpiri et deux de ses gardes du corps, Angel Ribera Navarrón et Antonio Hernández Segura. Augusto Unceta était président du parlement de Biscaye, fils du fondateur de l'usine de fabrication d'armes Astra, Unceta y Cía et dirigeant de celle-ci. Il était l'un des représentants les plus en vue du franquisme^{xc} et fervent défenseur de la centrale nucléaire de Lemoiz^{xc1}. Cette action renvoie à celle menée contre Juan María Araluce Villar un an plus tôt. ETA-pm condamne l'exécution alors qu'ETA-m, non satisfaite par la loi d'amnistie, annonce la poursuite de la lutte armée^{xcii}. L'action intervient également en représailles à celle du 6 octobre et comme terme à la mise entre parenthèses des actions armées d'ETA-m pendant la période de transition. Elle ouvre un nouveau cycle d'offensives d'ETA-m.
- 12 octobre 1977 : actions armées d'ETA-m contre des installations officielles et militaires, des informateurs et des répéteurs de télévision (Casanova, 2007, p. 151).
- 31 octobre 1977 : explosion d'une bombe dans la caserne de la police armée de Vitoria.
- 2 novembre 1977 : exécution à Irún du sergent de la police municipale, José Díaz Fernández par ETA-m^{xciii}. Il lui est reproché d'être le principal acteur de la répression des manifestations et des grèves dans le bassin de la Bidassoa, de réclamer des primes spéciales pour collaboration avec la police espagnole et d'avoir tué, vingt-cinq ans plus tôt, une personne qui se déplaçait clandestinement vers la France autour du mont San Marcial^{xciv}. La police municipale d'Irún avait déjà reçu des menaces de la part d'ETA. Quelques mois auparavant, un communiqué d'ETA avait été publié à Irún, accusant et menaçant José Luis Hornilla, chef de la police municipale de la ville. *El País* affirme qu'à la fin du communiqué, il est mentionné que le prochain évoquerait José Díaz Fernández (*El País*, 4/11/1977)^{xcv}.

- 3 novembre 1977 : revendication des deux attentats du 31 octobre et du 2 novembre par un appel téléphonique à Radio Popular de Bilbao^{xcvi}. L'objectif est « obligar al Estado a retirar de Euskadi los cuerpos armados que imposibilitan el normal acercamiento de nuestro pueblo a los cauces democráticos y a la libertad popular » [« d'obliger l'État à retirer du Pays basque les corps armés qui empêchent notre peuple de se rapprocher de façon normale des voies démocratiques et de la liberté populaire »].
- 3 novembre 1977 : explosion d'un répéteur de télévision à Eibar (Guipúzcoa)^{xcvii}.
- 10 novembre 1977 : ETA-m fait sauter les bureaux d'une entreprise en Biscaye^{xcviii}.
- 11 novembre 1977 : ETA-m fait exploser une jeep de la police (Casanova, 2007, p. 151)^{xcix}.
- novembre 1977 : ETA-m mène deux actions armées contre des installations des forces de sécurité (Casanova, 2007, p. 151).
- novembre 1977 : tentative d'exécution d'un garde civil à Villabona par Juan Lorenzo Lasa Mitxelena, dit *Txikiardi*.
- 26 novembre 1977 : le commandant d'infanterie Joaquín Imaz Martínez est assassiné à Pampelune (Navarre)^c. Il s'agit de la première exécution réalisée en Navarre.
- 13 décembre 1977 : Añat Galaraga, dit *Aldanando*, le dernier militant d'ETA à bénéficier de la loi d'amnistie sort de prison.
- 16 décembre 1977 : exécution de Julio Martínez Ezquerro, conseiller municipal d'Irún.
- 18 décembre 1977 : première intervention d'ETA dans le cadre du conflit autour de la construction de la centrale nucléaire de Lemoiz^{ci}. Un commando d'ETA, venu prendre des mesures sur le site de construction de la centrale nucléaire, subit les tirs de la garde civile^{cii}. L'un des membres du commando, David Álvarez Peña, est blessé. Il meurt le 14 janvier 1978 à l'hôpital des suites de ses blessures.
- 1977 : ETA se réorganise autour d'une assemblée générale (*Biltzar Nagusi*). Elle nomme la direction de l'organisation armée (*Biltzar Ttipia*), constituée de huit militants, représentant chacun un dispositif : information, propagande, commandos légaux, commandos illégaux, bureau politique, économie, relations internationales et frontières. ETA est à l'origine de 246 actions qui ont conduit à la mort de cinq personnes et de sept militants de l'organisation.
- 1978 : création du parti *ESB (Euskadi Sozialista Biltzarrea - Convergence Socialiste Basque)* issu du groupe Branka, c'est-à-dire de la branche culturaliste d'ETA.
- 11 janvier 1978 : Mariano Pérez de Viñaspre Churrua et Ceferino Sarasola Arregui, tous deux militants liberos d'ETA-m, sont tués lors d'un affrontement avec la police à Pampelune (Navarre). L'inspecteur de police José Manuel Baena Martín meurt également^{ciii}.
- février 1978 : publication dans le n° 69 de *Zutik* : « Tras la Marcha de la Libertad y las últimas manifestaciones por la amnistía, las movilizaciones populares cayeron en picado y el pueblo pasó de actor a espectador del juego parlamentario. El reformismo y la derecha vasca se erigieron en protagonistas de un proceso en el que el pueblo no pinta nada. Han sido precisos varios meses para que comience a verse lo poco que de la relación Suárez-parlamentarios vascos puede esperarse. El tiempo que pasa sin lucha afianza la Reforma y la fortalece de cara a futuras negociaciones [...]. La lucha de ETA constituye un intento de romper la tregua que casi toda la oposición vasca ha ofrecido a Suárez, un intento de frenar el avance de la estrategia de conversaciones interminables en los pasillos de las Cortes y los ministerios, de amenazas al Gobierno que nunca se cumplen y de las que aquél se ríe, de concesiones sin fin a cambio de nada. »
- 24 février 1978 : Manuel Lemos Moya, un agent de la police municipale de Bilbao (Biscaye), est tué dans cette ville^{civ}.
- 28 février 1978 : en soutien aux mouvements contre la centrale de Lemoiz, ETA-m prend pour cibles les installations de l'entreprise Iberduero, impliquée dans le projet de construction, à Irún, Guernica, Barakaldo, Gasteiz, Amurrio, Zarautz, Deba, Azpeitia, Romo et San

Sébastien/Irún, Rentería, Oiartzun, Urretxu, Usúrbil, Arizeta, Tolosa, Bermeo et Galdakao (Nuñez, tome VI, 1993, p. 13).

5 mars 1978 : les policiers armés Miguel Angel Raya Aguilar et Joaquín Ramos Gómez sont assassinés à Vitoria (Álava) dans le mitraillage de leur véhicule^{cv}. Trois autres policiers sont blessés^{cvi}.

10 mars 1978 : l'ancien sergent de la garde civile José María Acedo Panizo est exécuté à San Sébastien (Guipúzcoa)^{cvii}. Il s'agit d'une action de représailles à la suite de la mort du premier mort d'ETA, Txabi Etxebarrieta^{cviii}.

16 mars 1978 : l'adjoint au maire de Bilbao, Esteban Beldarraín Madariaga, est assassiné à Bilbao^{cix}. Ernesto Alberdi Jáuregui est présumé coupable de l'action^{cx}.

17 mars 1978 : une bombe explose dans la centrale de Lemoiz, tuant deux ouvriers, Alberto Negro Viguera et Andrés Guerra Pereda, et en blesse 14 autres^{cxii}. Trois appels d'avertissement avaient été passés aux médias. ETA présente des excuses publiques et souligne que la police avait été avertie de l'action (*Communiqué d'ETA au Peuple Basque*, 18 mars 1978).

À cette date, ETA-m mène une douzaine d'actions par mois en moyenne, y compris des opérations d'approvisionnement, des tirs de mitrailleuses, des explosions (Casanova, 2007, p. 161).

15 avril 1978 : attentat revendiqué par ETA contre José Larrañaga Arenas, militant de l'Union du Centre Démocratique (UCD), à Azcoitia^{cxiii}.

mai 1978 : communiqué d'ETA-m récusant l'existence d'un processus de négociation avec le gouvernement Suárez^{cxiiii}.

8 mai 1978 : une bombe explose au passage d'un véhicule de la garde civile à Pampelune et tue l'agent Manuel Lopez Gonzalez^{cxiv}. Trois autres gardes civils sont blessés.

9 mai 1978 : les officiers de la garde civile Juan Marcos Gutiérrez et Miguel Angel Iñigo Blanco sont assassinés à San Sébastien (Guipúzcoa)^{cxv}.

10 mai 1978 : à l'occasion d'un raid mené par des policiers et des groupes d'extrême droite dans la vieille ville de Pampelune, le lieutenant de la garde civile Juan Eseberri est poignardé (Casanova, 2007, p. 162). Il meurt quelques jours plus tard des suites de ses blessures.

11 mai 1978 : enlèvement par ETA-pm de Pedro Luis Iturregui, dirigeant de l'entreprise Teyca de Munguía, en conflit avec ses employés. Il est libéré mais blessé d'une balle dans chaque jambe (Casanova, 2007, p. 161).

11 mai 1978 : deux militants d'ETA meurent à Guernica sous les balles de la garde civile (Casanova, 2007, p. 162).

18 mai 1978 : le membre de l'ancienne garde franquiste Alfredo Aristondo Trincado est exécuté à 23h45 à Pasajes de San Pedro (Guipúzcoa)^{cxvi}.

23 mai 1978 : le chauffeur de taxi Martín Merquilanz Trincado [Martín ou José Martín Merquelanz Sarriegui] est tué à Oyarzun (Guipúzcoa). ETA-m récusé la responsabilité de l'action qui doit plutôt être attribuée au Bataillon Basque Espagnol^{cxvii}.

12 juin 1978 : ETA-pm place une bombe à l'Institut National de Prévision de Bilbao.

18 juin 1978 : un commando de plus de 10 personnes d'ETA-pm donne l'assaut au gouvernement militaire de Guipúzcoa. 30 personnes au total ont participé à l'action (Casanova, 2007, p. 165).

27 juin 1978 : le sergent de la police Francisco Martín González est exécuté à San Sébastien (Guipúzcoa)^{cxviii}.

28 juin 1978 : exécution de José María Portell Manos, rédacteur en chef de *La Gaceta del Norte* et directeur de *Hoja del Lunes* de Bilbao. Le gouvernement lui avait confié la tâche d'entrer en contact avec ETA lors des discussions de décembre 1976-janvier/mars 1977^{cxix}. Son assassinat marque la fin des discussions entre ETA-m et le gouvernement. ETA-m dénonce

les contacts de José María Portell avec la police et sa participation à une campagne contre ETA.

- 2 juillet 1978 : attentat à Saint-Jean-de-Luz contre Juanjo Etxabe (ETA-m) par l'AAA^{cxx}. Il est blessé de 18 impacts de balle. Son épouse, Rosario Arregui Letamendi (Agurtzane Arregi Letamendia), est tuée^{cxxi}. L'action est menée en représailles à l'exécution de José María Portell. Ce dernier avait contacté Juanjo Etxabe dans la perspective des discussions entre ETA-m et le gouvernement de 1976-1977. ETA avait été avertie de ce qu'elle devrait affronter une campagne d'attaques contre les réfugiés et les dirigeants de KAS, si elle n'acceptait pas le dialogue proposé par le gouvernement (Casanova, 2007, p. 160).
- 5 juillet 1978 : Domingo Herino Arévalo (civil) est tué à Zarautz (Guipúzcoa). L'action est attribuée à ETA^{cxxii}. Il est soupçonné d'être un informateur de la police.
- 8 juillet 1978 : le juge de paix de la ville de Lemona (Biscaye), Javier Jaúregui Bernaola, y est exécuté à 15h30^{cxxiii}. Il était aussi gérant du bar La Herradura et ambulancier^{cxxiv}. L'action est attribuée à ETA^{cxxv}.
- 21 juillet 1978 : exécution à Madrid du général d'artillerie Juan Sánchez Ramos-Izquierdo et du colonel José Antonio Pérez Rodríguez^{cxxvi}. Leur véhicule a été mitraillé. Il s'agit de la première action contre l'armée en tant que telle. ETA-m la revendique et accuse le commandement militaire d'être à l'origine de l'escalade de la violence policière au Pays basque, qu'elle considère préméditée et constituant une opération punitive contre les militants abertzales.
- 21 juillet 1978 : Antonio García Caballero, policier municipal, est exécuté à Tolosa (Guipúzcoa) à 22h^{cxxvii}. L'opération a été réalisée par le groupe Gamboa d'ETA. Il est accusé par celle-ci d'être un informateur de la police^{cxxviii}. Il avait reçu plusieurs menaces avant l'action qui a été revendiquée par ETA dans un communiqué.
- 25 août 1978 : la caserne de la police nationale de Vitoria (Álava) est mitraillée^{cxxix}. José García Gastiáin est tué dans l'action.
- 28 août 1978 : le caporal de la garde civile, Aurelio Salgueiro López, est exécuté à Mondragón (Guipúzcoa)^{cxxx}. Il était membre du service d'information (SIGC)^{cxxxi}.
- 28 août 1978 : l'inspecteur de police du service de renseignement, Alfonso Estevas Guilmaín, est exécuté par ETA-pm à Fuenterrabía (Guipúzcoa)^{cxxxii}.
- 4 septembre 1978 : exécution du chauffeur de taxi Amancio Barreiro Gens est assassiné dans la ville d'Aguinaga (Guipúzcoa)^{cxxxiii}. ETA le soupçonne d'être un informateur de la police^{cxxxiv}. L'exécution est revendiquée par le commando Iparraguirre des CAA.
- 23 septembre 1978 : le policier José Antonio Ferreiro González est tué dans un attentat à Vitoria (Álava)^{cxxxv}. Quatre autres policiers sont blessés^{cxxxvi}.
- 25 septembre 1978 : exécution du garde civil José Zafra Régil et de son chauffeur, Lorenzo Soto Soto, dans leur véhicule à San Sébastian^{cxxxvii}.
- 2 octobre 1978 : le garde forestier Ramón Quintero Ávila est assassiné à Lizarra (Guipúzcoa)^{cxxxviii}. Il travaillait à ICONA (organisme dépendant de l'administration générale de l'État espagnol).
- 3 octobre 1978 : exécution de Francisco Liesa Morote, second commandant de la Marine, à Bilbao (Biscaye)^{cxxxix}.
- 9 octobre 1978 : exécution du caporal de la Garde civile, Anselmo Durán Vidal, à Elgoibar (Guipúzcoa)^{cxli}.
- 9 octobre 1978 : exécution de l'officier de la garde civile Angel Pacheco Pata à Markina (Guipúzcoa) dans le cadre d'un contrôle routier^{cxli}.
- 12 octobre 1978 : ETA-pm enlève l'industriel basque (de Guipúzcoa) Jacinto Zulaica Iríbar en Orense. Il est libéré le lendemain près de Cestona avec une balle dans chaque jambe.

- 13 octobre 1978 : les policiers Ramón Muiños Fernández et Elías García González sont tués à la mitrailleuse dans une embuscade dressée sur leur passage à Bilbao (Biscaye)^{cxlii}. José Benito Díaz García est grièvement blessé. Il décède le 25 octobre^{cxliii}.
- 14 octobre 1978 : l'officier de la garde civile Alberto Villena Castillo est exécuté à Lequeito (Biscaye)^{cxliv}.
- 22 octobre 1978 : une embuscade opérée par ETA-m tue le sergent de la garde civile Luciano Mata Corral et l'agent Luis Carlos Gancedo Ron à Las Arenas (Biscaye). L'attentat à la mitrailleuse visait quatre gardes civils (*La Vanguardia*, 24 octobre 1978, p. 13)^{cxlv}. Andrés Silverio Martín meurt ses suites de ses blessures le 26 octobre. Carlos Troncoso Currito, le quatrième garde civil, survit à l'attaque.
- 25 octobre 1978 : exécution de l'ouvrier du bâtiment Epifanio Vidal Vázquez à Durango (Biscaye)^{cxlvi}. Il est soupçonné d'être un informateur de la police^{cxlvii}.
- 28 octobre 1978 : organisation par le PNV d'une marche contre le terrorisme, la « marche des colombes » qui signifie ainsi son rejet d'ETA (Casanova, 2007, p. 164).
- 30 octobre 1978 : exécution du chauffeur de bus Ignacio Olaiz Michelena à Andoaín (Guipúzcoa)^{cxlviii}. Il était membre de la Gestora Pro-amnistía. Les auteurs de l'action ont placé plusieurs milliers de billets de banque dans l'une de ses mains^{cxlix}.
- 30 octobre 1978 : assaut par ETA-pm de Radio San Sébastien, pour réclamer le non à la constitution.
- 2 novembre 1978 : exécution de l'homme d'affaires José Legasa Ubiría à Irún (Guipúzcoa) pour avoir refusé de payer l'impôt révolutionnaire et dénoncé le groupe ETA^{cl}. L'opération a été menée par le commando Argala.
- 2 novembre 1978 : Juan Cruz Hurtado Fernández est assassiné à Guernica (Biscaye)^{cli}. Sa compagne, Manuela Mosquera, est blessée. L'action est revendiquée le 4 novembre dans un communiqué. L'exécution de Rafael Recaola Landa, à Lezo (Guipúzcoa), y est également revendiquée. Juan Cruz Hurtado y est accusé d'être d'extrême droite et collaborateur de la police, comme Recaola Landa. Ils sont soupçonnés d'être des ultra-fascistes « appartenant au groupe para-militaire Guerrilleros de Cristo Rey » et accusés d'être des informateurs directs et collaborateurs des forces de police.
- 2 novembre 1978 : exécution de Rafael Recaola Landa, employé de l'entreprise Orbegozo, à Lezo (Guipúzcoa)^{clii}.
- 5 novembre 1978 : exécution de l'officier de la garde civile Mariano Criado Ramajo à Tolosa (Guipúzcoa)^{cliii}.
- 9 novembre 1978 : exécution à Anzuola (Guipúzcoa) de Luis Candendo Pérez, ouvrier des Altos Hornos de Biscaye et membre de l'Union Démocratique du Centre (UDC)^{cliv}.
- 11 novembre 1978 : l'explosion d'une bombe au passage de leur véhicule tue à Villarrubia (Guipúzcoa), le caporal de la garde civile José Rodríguez de Lama et l'officier Lucio Revilla Alonso^{clv}.
- 15 novembre 1978 : un affrontement a eu lieu à Mondragon entre la garde civile et des membres des Commandos Autonomes Anticapitalistes (CAA), après que ces derniers ont mitraillé la caserne d'Arechavaleta. Lors de l'affrontement, deux membres d'ETA sont tués, Etarras José María Iturrioz Garmendia et Roberto Aramburu Uribarren. Enrique Zurutuza Odriozola (CAA) est blessé. Une civile Emilia Larrea Saez de Adacia est tuée dans la fusillade^{clvi}. Zurutuza Odriozola (CAA) est grièvement blessé puis arrêté^{clvii}.
- 16 novembre 1978 : exécution par le commando Argala (ETA-m) à Madrid de José Francisco Mateu Cánovas, juge suppléant de la sixième chambre de la Cour suprême et ancien président du Tribunal de l'ordre public (TOP)^{clviii}. Il était le dernier président du tribunal de l'Ordre Public^{clix}.

- 20 novembre 1978 : mitraillage d'un match de football entre policiers à la caserne de Basauri (Biscaye)^{clx}. Le caporal de la police José Benito Sánchez et l'officier Benjamín Sancho Mejido sont tués.
- 25 novembre 1978 : exécution du chauffeur de taxi Elías Elexpe Astondoa à Amorebieta (Biscaye)^{clxi}. L'action est revendiquée par ETA-m. Elías Elexpe Astondoa y est accusé d'être un « collaborateur des forces de police et informateur » (*Diario 16*, 28/11/1978)^{clxii}.
- 27 novembre 1978 : exécution à 7h15 de l'officier de la garde civile à la retraite Heliodoro Arriaga Ciaurriz à Villabona (Guipúzcoa)^{clxiii}.
- 28 novembre 1978 : ETA-pm enlève le délégué du Ministère de l'Éducation et de la Science en Guipúzcoa, José Javier Crespo. Il est libéré le 30 novembre.
- 29 novembre 1978 : exécution d'Alejandro Hernández Cuesta à Irún (Guipúzcoa)^{clxiv}. Il travaillait comme concierge au Centre administratif de formation professionnelle pour le commerce extérieur à Irún et était propriétaire d'un bar. Avant l'action, il avait reçu plusieurs menaces. L'après-midi même, ETA revendique l'action, accuse la victime d'avoir appartenu à la garde franquiste et d'avoir collaboré avec la police.
- novembre-décembre 1978 : entretien avec ETA sur la Constitution espagnole^{clxv}.
- 1^{er} décembre 1978 : exécution par le commando Besaide de l'officier de la garde civile Manuel León Ortega dans le bar du centre sportif d'Oñate (Guipúzcoa)^{clxvi}.
- 5 décembre 1978 : exécution du commissaire de police José María Serrais Llasera, du commissaire adjoint Gabriel Alonso Perejil et du policier municipal Angel Cruz Salcines à San Sébastien (Guipúzcoa)^{clxvii}.
- 9 décembre 1978 : ETA-pm enlève l'industriel José Elícegui Gurruchaga à Hernani.
- 9 décembre 1978 : exécution du militaire à la retraite Vicente Rubio Ereño à Santurce (Biscaye)^{clxviii}. Il était sympathisant d'extrême droite et avait appartenu à la garde de Franco. Il avait reçu plusieurs menaces avant l'action.
- 13 décembre 1978 : exécution de l'industriel Saturnino Sota Argaiz à Vitoria (Álava)^{clxix}. Le 14 décembre, l'action est revendiquée. Il est accusé d'être un « confident rémunéré » de la police espagnole.
- 17 décembre 1978 : exécution à Saint-Sébastien (Guipúzcoa) par le commando Gamboa (ETA) du colonel Diego Fernández Montes Rojas, retraité de l'armée, travaillant au ministère de la culture^{clxx}. L'action a été revendiquée par ETA.
- 19 décembre 1978 : exécution Joaquín María Arada à Guecho (Biscaye), technicien industriel^{clxxi}. L'action est attribuée à ETA.
- 21 décembre 1978 : José Miguel Beñaran Ordeñana, dit *Argala*, figure phare du comité exécutif d'ETA (liberado), est tué à Anglet (Iparralde) par une bombe placée sous sa voiture. Il avait pris part au processus de dialogue avec le gouvernement espagnol. Participent à l'action le Bataillon Basque Espagnol, José María Boccardo, ancien membre de la Triple A, Jean-Pierre Chérid un ancien membre de l'OAS et Mario Ricci, néo-fasciste italien. L'assassinat est revendiqué par un militaire espagnol 25 ans après^{clxxii}.
- 23 décembre 1978 : exécution à 22h50 de l'homme d'affaires Pedro Garrido Caro à Saint-Sébastien^{clxxiii}. Son épouse Filomena González Carrilero et sa fille María Pilar sont également blessées. Garrido Caro était un militant Phalangiste, soupçonné par ETA d'être lié à la police. L'action a été réalisée par le commando *Txirrita* démantelé fin janvier 1981.
- 27 décembre 1978 : exécution de José María Arrizabalaga Arcocha à Ondarroa (Biscaye)^{clxxiv}. Il était carliste et dirigeant de la « Jeunesse traditionaliste du Seigneur » (*Juventudes Tradicionalistas del Señorío* - la Communion de la Jeunesse traditionaliste) en Biscaye. L'action, revendiquée comme antifasciste, a été réalisée par le commando Oiz et Bizkargi^{clxxv}.
- 30 décembre 1978 : exécution du chauffeur de taxi Lisardo Sampil Belmonte à Yurre (Biscaye)^{clxxvi}. L'action aurait été menée par le commando Kioto^{clxxvii}. Elle est revendiquée le 2 janvier 1979. Lisardo Sampil Belmonte est accusé d'être un informateur de la police.

- 30 décembre 1978 : tentative d'enlèvement du directeur de la succursale de la Banque Industrielle de Catalogne, José María Egaña Uranga, à San Sébastian^{clxxviii}.
- 31 décembre 1978 : exécution de l'homme d'affaires José Luís Vicente Cantón à Llodio (Álava)^{clxxix}. L'action est revendiquée le 2 janvier 1979. José Luís Vicente Cantón est accusé d'être un informateur de la police (voir aussi *La Vanguardia*, 12/01/1979).
- 1978 : ETA-m propose son premier cessez-le-feu en échange de la réalisation de l'alternative KAS.
- 1979 : ETA-m réalise 136 actions dont 71 ont des conséquences létales. Elles visent principalement des membres de la garde civile, de la police de l'armée basée au Pays basque ainsi que des gradés comme le général Constantino Ortín Gil, gouverneur militaire de Madrid, tué à Madrid le 3 février 1979 par le commando Argala, mené par Henri Parot, le général Luis Gómez Hortigüela, avec deux autres colonels et son chauffeurs sont exécutés à Madrid, à titre de représailles contre l'« Abrazo de la Moncloa » (voir *Communiqué d'ETA au Peuple Basque*, 10 août 1979). Les groupes paramilitaires réagissent à ces exécutions d'officiers.
- 2 janvier 1979 : exécution du commandant de l'armée José María Herrera Hernández à San Sébastian (Guipúzcoa)^{clxxx}. L'action est menée par le commando Otxobi^{clxxxi}. Le chauffeur du véhicule et un capitaine également présent sont blessés. Ángel Castrillo Alcalde, dit *El Gordo*, est présumé responsable de l'opération.
- 2 janvier 1979 : Francisco Berlanga Robles, de la brigade de déminage de la police nationale (TEDAX), meurt en tentant de désamorcer une bombe placée dans les bureaux de l'agence immobilière Jiménez Fuentes de la Plaza del Castillo à Pampelune (Navarre)^{clxxxii}.
- 3 janvier 1979 : exécution à 14h45 du gouverneur militaire de Madrid et général de division Constantino Ortín Gil à Madrid^{clxxxiii}.
- 5 janvier 1979 : attentat contre le garde civil Ciriaco Sanz García à Llodio (Álava)^{clxxxiv}. Il meurt le 9 janvier des suites de ses blessures.
- 6 janvier 1979 : exécution à Beasaín (Guipúzcoa) à 2h45 du garde civil Antonio Ramírez Gallardo et sa compagne Hortensia González Ruiz^{clxxxv}.
- 12 janvier 1979 : exécution de l'officier de police municipal Bienvenido Romero Montejo à Madrid^{clxxxvi}.
- 13 janvier 1979 : l'explosion de deux bombes, actionnées au passage de leur véhicule, tuent à 3h les officiers de la garde civile Francisco Gómez Gómez-Giménez et Miguel García Payo à Azpeitia (Guipúzcoa)^{clxxxvii}. Le garde civil, Francisco Mota Calvo, meurt des suites de ses blessures deux jours plus tard. José María Zaldúa Corta est présumé responsable de l'action.
- 13 janvier 1979 : attentat, mené par des mercenaires, qui blesse gravement Joxe Manuel Pogoaga, dit *Peixoto*.
- 15 janvier 1979 : exécution de Francisco Mota Calvo, garde civil, à Saint-Sébastien (Guipúzcoa)^{clxxxviii}.
- 27 janvier 1979 : exécution à 20h15 de Jesús Ulayar Liliaga, ancien maire de la ville d'Echarri-Aranaz (Navarre)^{clxxxix}. Un communiqué de revendication l'accuse d'être « franquiste et antibasque »^{cxc}.
- 29 janvier 1979 : attentat contre un convoi de la garde civile à Tolosa (Guipúzcoa)^{cxc}. Estaban Saez Gómez meurt des suites de ses blessures le 4 février à San Sébastian^{cxcii}. Trois autres gardes civils sont blessés. L'Audience nationale a condamné Pedro Juan Odriozola et Ángel Hernández à 25 ans de prison et à cinq peines de 15 ans de prison pour cette opération^{cxciii}.
- 30 janvier 1979 : exécution du représentant commercial et ancien garde civil José Fernando Artola Goicoechea à Anzuola (Guipúzcoa)^{cxciv}. Il est soupçonné d'être un informateur de la police^{cxcv}. Le commando Besaide tenta le 28 janvier de l'assassiner une première fois. En décembre 1981, l'Audience nationale condamne José Ramón Bidaburu Otaduy, Félix Bengoa Unzurrunzaga et Ramón Arzamendi Medinabeitia à 26 ans de prison pour cette action.
- 31 janvier 1979 : exécution du garde civil Felix de Diego Martinez à Irún (Guipúzcoa)^{cxcvi}.

janvier 1979 : le gouvernement envoie 3 000 nouveaux policiers au Pays basque, ce qui porte le nombre total des forces de sécurité espagnole présentes sur le sol basque à 11 000 personnes (Casanova, 2007, p. 170).

3 février 1979 : exécution du garde municipal Jesús Diez Pérez à Andoaín (Guipúzcoa) lors d'une attaque de banque^{cxvii}. L'action est attribuée à ETA mais non revendiquée.

5 février 1979 : ETA-pm enlève le directeur de Michelin, Georges Roucier, à Lasarte^{cxviii}. Il est retrouvé une heure plus tard avec une balle dans la jambe.

6 février 1979 : exécution à 21h15 du maire d'Olaberria (Guipúzcoa), José Antonio Vivo Undabarrena^{cxix}. Il était membre du parti *Guipúzcoa Unida*. L'Audience nationale a condamné Mercedes Galdós comme auteur du meurtre ainsi que Felix Ramon Gil^{cc}.

7 février 1979 : exécution de Vicente Irusta Altamira à Ibarruri (Biscaye)^{cci}. Il est soupçonné d'être un informateur de la police, ultrafasciste et guérillero du Christ Roi^{ccii}.

12 février 1979 : exécution à 21h20 du chef de la police municipale de Munguía (Biscaye) et ancien garde civil, César Pinilla Sanz^{cciii}. L'action est menée par les CAA et l'appui d'ETA-m. L'Audience nationale a condamné José Luis Bengoa, les membres du commando de soutien militaire d'ETA Andoni Campillo, une cellule créée dans la région de Bermeo et Guernica qui a fonctionné indépendamment d'ETA^{cciv}.

13 février 1979 : ETA-pm enlève l'industriel Jesús Molero, de l'entreprise *Arregui Construcciones*. Il est libéré peu après et retrouvé blessé d'une balle dans la jambe.

14 février 1979 : exécution de Sergio Borrajo Palacín, lieutenant-colonel d'infanterie de l'armée et chef provincial des « Mutilados de Álava » à Vitoria (Álava)^{ccv}.

14 février 1979 : exécution à 8h30 de l'officier de la garde civile Benito Arroyo Gutiérrez à Deva (Guipúzcoa)^{ccvi}.

19 février 1979 : ETA-pm enlève le directeur de l'usine Michelin de Vitoria, Luis Abaitua^{ccvii}. Il est libéré le 1^{er} mars.

22 février 1979 : ETA-pm enlève le délégué à l'agriculture en Biscaye, Víctor Herrero. Il est libéré le lendemain avec une balle dans la jambe.

23 février 1979 : ETA-pm enlève le gérant de la délégation de Citroën de Ordicia en Villafranca. Il est libéré peu après avec une balle dans la jambe^{ccviii}.

23 février 1979 : exécution ETA-m de Benito Arroyo Gutiérrez, garde civil, dans le Alto de Itziar (Guipúzcoa)^{ccix}. Benito Arroyo est accusé par le groupe de se consacrer à des « tâches d'information, de suivi et d'infiltration à l'égard de personnes et de groupes clairement positionnés avec les organisations et la politique de la gauche abertzale ».

5 mars 1979 : ETA-pm vole une tonne d'explosifs (goma-2) dans les environs de Pampelune.

5 mars 1979 : exécution du général de brigade de l'armée Agustín Muñoz Vázquez à Madrid^{ccx}. L'opération attribuée à ETA aurait été menée par les GRAPO.

9 mars 1979 : exécution de Miguel Chavarri Isasi, chef de la police municipale de Beasaín (Guipúzcoa)^{ccxi}.

16 mars 1979 : exécution à Bilbao (Biscaye) de José María Maderal Oleaga, employé d'Iberduero, ex-légionnaire et président de la confrérie des anciens chevaliers légionnaires de Biscaye^{ccxii}.

23 mars 1979 : exécution à Vitoria (Álava) de l'inspecteur de police et agent forestier du CESID, Antonio Recio Claver^{ccxiii}.

5 avril 1979 : l'explosion à 21h d'une bombe dans le restaurant *El Mohicano* tue Pedro Fernández Serrano à Pampelune (Navarre)^{ccxiv}. Le restaurant est situé à cinquante mètres du gouvernement civil de Navarre, où le quartier général de la police est installé. Il est fréquenté par la police et les gardes civils. Pedro Fernández avait précédemment reçu des menaces de la part du groupe clandestin. L'Audience nationale a condamné Ricardo Garcíandía, María Gloria del Sagrario Recarte et Miguel Mateo Asnariz à 27 ans de prison pour cette action^{ccxv}.

- 7 avril 1979 : exécution du sergent de la police nationale Ginés Pujante García et des caporaux Miguel Orenes Guillamón et Juan Bautista Peralta Montoya à San Sébastian (Guipúzcoa)^{ccxvi}.
- 9 avril 1979 : exécution de Dionisio Imaz Gorostiza à Villafranca de Ordizia (Guipúzcoa)^{ccxvii}. Il était connu pour ses sympathies pour le carlisme. L'action a été menée par le commando Txefe Sarasola, démantelé en mars 1980. Le commando était composé d'Eugenio Antonio Irastorza Fernández, Agustín Cortés Lorenzo, Francisco Senar Ijurco. Un quatrième membre, Agustín Imaz Sorozábal, a réussi à s'enfuir mais a été arrêté en 1987. En 1981, Eugenio Antonio Irastorza Fernández et Agustín Cortés Lorenzo ont été condamnés à 29 ans de prison pour le meurtre de Dionisio Imaz Gorostiza.
- 17 avril 1979 : exécution du garde civil Juan Bautista García à Villafranca de Ordizia (Guipúzcoa)^{ccxviii}. Le 10 mars, une bombe avait déjà été placée sous sa voiture mais elle avait été désamorcée.
- 28 avril 1979 : exécution de Pedro Ruiz Rodriguez, agent de la police municipale de Durango (Biscaye)^{ccxix}. L'action est revendiquée par ETA-m.
- 30 avril 1979 : l'explosion d'une bombe qu'il manipulait tue l'officier de la garde civile Juan Díaz Román à Oñate (Guipúzcoa)^{ccxx}. L'action est revendiquée par ETA-m^{ccxxi}.
- 2 mai 1979 : exécution des officiers de la garde civile José Miguel Maestre Rodríguez et Antonio Peña Solís à Villafranca de Ordizia (Guipúzcoa)^{ccxxii}.
- 4 mai 1979 : attentat contre Txomin Iturbe, membre de la direction d'ETA (Casanova, 2007, p. 169). Sa compagne avait quelques jours plus tôt subi une tentative d'enlèvement.
- 17 mai 1979 : exécution du propriétaire d'un bar à Lemona (Biscaye), Antonio Pérez García^{ccxxiii}. Il était également agent de sécurité pour la société Cementos Portland de Lemona. L'action a été menée par le commando Kyoto. En 1979, Juan José Larrinaga Echevarría a été condamné pour cette action. En 1987, les autres membres du commando Kyoto, Juan José Legorburu Guerediaga, Ernesto María Alberdi Olano, Juan Antonio Urrutia Aurteneche et Fernando Iraculis Albizu, ont été condamnés.
- 25 mai 1979 : exécution à Madrid du lieutenant général de l'armée Luis Gómez Ortigüela, des colonels Agustín Laso Corral et Jesús Abalos Jiménez et du chauffeur du véhicule dans lequel voyageait Luis Gómez Borrero^{ccxxiv}. Henri Parot a été jugé responsable de cette action et condamné à 30 ans de prison^{ccxxv}.
- 6 juin 1979 : ETA-pm enlève le délégué à l'industrie en Navarre, Ignacio Astiz. Il est libéré le 11 juin.
- 6 juin 1979 : exécution de Luis Berasategui Mendizábal à Vergara (Guipúzcoa)^{ccxxvi}. Il était proche de *Fuerza Nueva*.
- 7 juin 1979 : exécution à 14h20 du commandant d'infanterie à la retraite Andrés Varela Rua à Tolosa (Guipúzcoa)^{ccxxvii}.
- 13 juin 1979 : ETA attaque le réacteur de la centrale de Lemoiz, tuant un ouvrier, Angel Baños. L'organisation décide de changer sa stratégie concernant Lemoiz.
- 14 juin 1979 : sept bombes placées par ETA-pm explosent dans des bâtiments publics de San Sébastian.
- 19 juin 1979 : exécution de l'antiquaire Hector Abraham Muñoz Espiniza à Irún (Guipúzcoa)^{ccxxviii}.
- 22 juin 1979 : exécution de l'ouvrier Francisco Medina Albala à San Sébastian (Guipúzcoa)^{ccxxix}. Il travaillait à la construction d'un bâtiment résidentiel pour les officiers de la garde civile et de leurs familles.
- 22 juin 1979 : Diego Alfaro Orihuela, agent de commerce, est tué à Basauri (Guipúzcoa)^{ccxxx}. L'action a été attribuée à ETA alors que la police est à l'origine du coup de feu mortel, confondant Diego avec un membre d'ETA. Une version officielle a prétendu que Diego, voyageant avec deux autres vendeurs, a été pris au milieu d'un échange de tirs entre des membres d'ETA et des policiers.

- juin 1979 : ETA coule un bateau français dans le port de Pasaia en réponse aux mesures prises par le gouvernement depuis le début de l'année 1979 contre les réfugiés politiques et les exilés basques. ETA mène plusieurs autres actions contre les intérêts économiques de la France (Casanova, 2007, p. 169).
- Entre le 27 juin et le 4 juillet 1979 : ETA-pm fait exploser treize bombes en différents lieux touristiques de la côte méditerranéenne visant à obtenir le retrait des forces de police armée de la prison de Soria et le transfert des prisonniers basques vers leur région. En décembre 1978, la plupart des prisonniers politiques basques (une centaine avait été transférés à la prison de Soria). Chacune des explosions est précédée d'un communiqué les annonçant à une exception ayant conduit le 30 juin à ce que deux ressortissants belges soient blessés à Marbella.
- 1^{er} juillet 1979 : exécution du garde civil Emeterio de la Fuente Aller à Léon^{ccxxxi}.
- 3 juillet 1979 : ETA-pm est à l'origine d'un attentat contre le député de l'UCD Gabriel Cisneros (Casanova, 2007, p. 175). L'intention était de le séquestrer. À la suite de cet événement, le gouvernement établit un contact avec ETA-pm et accepte le départ de la police de Soria, qui s'opère le 9 juillet.
- 22 juillet 1979 : exécution à 23h de Jesús María Colomo Rodríguez, serveur dans un bar à Beasaín (Guipúzcoa)^{ccxxxii}. Le 24 juillet, l'action est revendiquée par ETA-m dans plusieurs medias basques signalant que le groupe se poursuivrait avec « l'action armée offensive contre tous les soutiens de l'État espagnol au Pays basque ».
- 28 juillet 1979 : exécution du caporal de la police nationale Emilio Lopez de la Peña et de l'officier Miguel Angel Saro Lopez à Bilbao (Biscaye)^{ccxxxiii}.
- 29 juillet 1979 : triple attentat mené par ETA-pm à Madrid à l'aéroport de Barajas et dans les gares de Chamartín et d'Atocha. Plusieurs personnes sont tuées dont Guadalupe Redondo Villar^{ccxxxiv} et une citoyenne tchèque, Dorotea Fetiz à Chamartín^{ccxxxv}. Dionisio Gonzalo Rey Amez, officier de police nationale à la retraite, meurt des suites de ses blessures le 2 août^{ccxxxvi}. José Anaya, Juan Luna Azol et Jesús Pérez Palma meurent à l'aéroport de Barajas à Madrid à la suite de l'explosion d'une bombe. Ces actions interviennent après que la police armée reviennent dans la prison de Soria et que des prisonniers basques soient transférés à la prison de La Mancha, en violation de l'accord de la Moncloa (Casanova, 2007, p. 175). Des alertes avaient été lancées pour prévenir des explosions.
- 29 juillet 1979 : mitraillage de la caserne de la garde civile d'Herrera (Guipúzcoa)^{ccxxxvii}. Le brigadier de la garde civile Moisés Cordero López et de l'agent Antonio Pastor Martín sont tués. José Álvarez Hillos est blessé.
- 30 juillet 1979 : *Communiqué d'ETA au Peuple Basque* dans lequel ETA-m dénonce l'accord passé entre le PNV et le gouvernement central sous le titre : « El abrazo de la Moncloa »^{ccxxxviii}. Dans un entretien ultérieur, ETA explicite sa position contre le Statut d'Autonomie en soulignant : le refus du droit à l'autodétermination, l'exclusion de la Navarre, l'absence de parité entre les langues basque et castillane, la permanence des forces de police espagnoles et des structures de domination économique dont la nature est contraire aux intérêts de la classe ouvrière.
- 2 août 1979 : ETA-pm annonce l'arrêt de ses actions en zone touristique.
- 4 août 1979 : exécution de l'officier de la garde civile Juan Tauste Sánchez à Eibar (Guipúzcoa)^{ccxxxix}.
- 8 août 1979 : l'officier de la garde civile Antonio Nieves Cañuelo est tué à aéroport de Sondika (Biscaye) dans une embuscade^{ccxl}. Deux autres gardes civils sont blessés.
- 13 août 1979 : Manuel Ferreira Simois, un agent de la police municipale de Portugalete (Biscaye), est tué à l'occasion d'un contrôle routier^{ccxli}. Il avait reçu plusieurs menaces de mort durant l'année précédant sa mort.
- 16 août 1979 : exécution de Antonio López Carreras, dit *Gento*, ancien membre de la garde de Franco, à Bilbao (Biscaye)^{ccxlii}.

- 30 août 1979 : l'agent de la police nationale José María Pérez Rodríguez est tué dans une embuscade tendue à sept policiers à Zumárraga (Guipúzcoa)^{ccxliii}.
- 30 août 1979 : Aureliano Calvo Val, agent de la police nationale, est retrouvé mort dans son taxi à San Sébastian (Guipúzcoa)^{ccxliv}. Il était chauffeur de taxi sur son temps libre. L'action n'a pas été revendiquée.
- 13 septembre 1979 : exécution du directeur de la Banco Hispano Americano à Barakaldo (Biscaye), Modesto Carriega Pérez^{ccxlv}.
- 19 septembre 1979 : mitraillage d'un véhicule militaire se dirigeant vers le gouvernement militaire de Biscaye à Bilbao^{ccxlv}. Le colonel de l'armée Aureliano Pérez Zamora et le commandant Julián Esquerro Serrano sont tués. Gustavo Pérez Domínguez, soldat chauffeur, est blessé.
- 23 septembre 1979 : exécution du général de brigade Lorenzo González Valles à San Sébastian (Guipúzcoa)^{ccxlvii}.
- 26 septembre 1979 : exécution du chauffeur de taxi Sixto Holgado Martín à Rentería (Guipúzcoa)^{ccxlviii}. Il avait été officier de police à San Sébastian^{ccxlix}.
- 29 septembre 1979 : attentat contre l'ancien maire de Bedia (Biscaye), Luis María Uriarte Alza^{ccl}. Il meurt des suites de ses blessures le 5 octobre 1979 (mitraillage par un commando d'ETA).
- 30 septembre 1979 : l'inspecteur de police Santos Sampedro Lozano est tué à San Sébastian (Guipúzcoa) par erreur par la garde civile^{ccli}. Carlos Martínez, son collègue, est blessé. L'action est à tort attribuée à ETA.
- 30 septembre 1979 : le chef de l'Ertzaintza de Guernica (Biscaye), Adolfo Vilariño Doce, est tué^{cclii}. L'action est attribuée à ETA.
- 30 septembre 1979 : Pedro Gori Rovira, barman dans un bar de Las Arenas (Biscaye), est assassiné^{ccliii}. L'action est attribuée à ETA.
- 7 octobre 1979 : les sergents de la garde civile Eugenio Recio Guzmán et Manuel Pérez Comerón sont tués dans la ville de Puente Arce (Santander)^{ccliv}.
- 8 octobre 1979 : le chef de la brigade d'enquête criminelle Carlos Sanz Biurun est tué à Pampelune (Navarre)^{cclv}. L'action est menée par le commando Nafarroa.
- 11 octobre 1979 : mitraillage de la voiture du commissaire de police Antonio Mesa Portillo à Getxo (Biscaye)^{cclvi}. Il meurt des suites de ses blessures le 2 novembre. Sont également blessés l'inspecteur Miguel Ángel González Fuentes qui l'accompagnait et un habitant d'Algorta, Francisco Andrés Cobreros, qui se trouvait à proximité.
- 17 octobre 1979 : Francisco Aldanondo Badiola, dit *Ondarru*, dernier prisonnier libéré après l'amnistie le 9 décembre 1977, est tué au cours d'un affrontement avec la police^{cclvii}. Il avait rejoint les CAA après avoir été militant d'ETA-pm (Casanova, 2007, p. 181).
- 27 octobre 1979 : les CAA exécute le socialiste Germán González López à Urretxu (Guipúzcoa), action critiquée par ETA-m comme portant préjudice à la lutte du mouvement abertzale (voir *Communiqué d'ETA au peuple basque*, 29 octobre 1979). L'Audience nationale a condamné Jesús María Larzabal à 25 ans de prison et Juan Carlos Arruti à 26 ans pour cette action^{cclviii}.
- 31 octobre 1979 : exécution du garde civil Manuel Fuentes Fontán à Portugalete^{cclix}.
- 7 novembre 1979 : ETA-pm enlève l'industriel basque José Luis Calvo, ultérieurement retrouvé avec une blessure à la jambe à Bilbao.
- 12 novembre 1979 : exécution du garde forestier Fernando Rodríguez Espínola à Oyartzun (Biscaye)^{cclx}. Politiquement de droite, il avait également été correspondant pour *El Diario Vasco* et puis pour *La Voz de España*. ETA-m le soupçonnait être un informateur de la garde civile. Il avait reçu plusieurs menaces avant d'être tué.
- 28 novembre 1979 : exécution à 22h30 par le commando Goierri des officiers de la garde civile Angel García Pérez, Antonio Alex Martínez et Pedro Sánchez Marfil dans le bar Izaro

d'Azpeitia (Guipúzcoa)^{cclxi}. L'Audience nationale a condamné Juan María Tapia pour complicité et Pedro María Leguina à 30 ans de prison ferme pour cette opération^{cclxii}.

18 décembre 1979 : exécution de Juan Cruz Montoya Ortueta à Vitoria (Álava)^{cclxiii}. Il aurait été pris pour un garde civil. Le 27 décembre, ETA-m nie son implication dans cette action.

20 décembre 1979 : à la suite de la mort de Juan Cruz Montoya Ortueta, 4 000 personnes manifestent silencieusement^{cclxiv}.

décembre 1979 : le nombre d'arrestations quotidiennes est de 200 (Casanova, 2007, p. 181). La torture est couramment pratiquée dans les commissariats de police.

fin 1979 : il y a 170 prisonniers politiques basques, dont la moitié dans la prison de Soria (Casanova, 2007, p. 181).

1979 : pour l'année 1979, la police dénombre 75 personnes tuées dans des attentats, incombant pour la plupart à ETA (Casanova, 2007, p. 181). Vingt-et-un citoyens basques ont été tués par les forces de sécurité espagnole ou par des groupes paramilitaires.

Années 1980

9 janvier 1980 : Sebastián Arroyo, ancien garde civil, est mitraillé à Alsasua (Navarre)^{cclxv}. ETA l'accuse d'appartenir aux Guerrilleros de Cristo Rey (Casanova, 2007, p. 182).

9 janvier 1980 : ETA-pm attaque à la grenade anti-char le gouvernement civil de Navarre (Casanova, 2007, p. 184)^{cclxvi}.

1^{er} février 1980 : six gardes civils sont tués dans une embuscade à Ispaster alors qu'ils escortaient des armes et des employés de l'entreprise Esperanza y Cia Arms factory vers Bilbao^{cclxvii}. Deux membres d'ETA sont tués dans l'opération. Le gouvernement espagnol répond en nommant le même jour le général Sáenz de Santamaria délégué spécial au Pays basque, avec les pleins pouvoirs de police (Casanova, 2007, p. 183).

7 février 1980 : rencontre à Miarritze entre Txomin Iturbe, Eugenio Etxebeste d'ETA et Jokin Gorostidi, venu porter un message de médiation politique de la part de l'UCD (Casanova, 2007, p. 183). Ils sont arrêtés par la police française.

15 février 1980 : exécution du chauffeur de taxi, Ignacio Arocena Arbeláiz^{cclxviii}. Il était ami du garde forestier Fernando Rodríguez Espínola tué le 12 novembre 1979 par ETA-m.

20 février 1980 : ETA-pm attaque à la grenade anti-char le Palais de la Moncloa (Casanova, 2007, p. 184)^{cclxix}. Aucune victime n'est à déplorer.

22 mars 1980 : un commando d'au moins 14 militants d'ETA-pm attaque la Banco Herrero à Oviedo (Casanova, 2007, p. 176)^{cclxx}. 130 millions de pesetas sont dérobés.

avril 1980 : explosion d'une bombe dans le pub El Huerto à San Sébastian^{cclxxi}. Il s'agit de la première action d'ETA contre le trafic de drogue. Un communiqué de revendication de l'action indique qu'il est par là question « d'ouvrir ce nouveau champ d'intervention armée » en avertissant que la drogue sert « d'arme complémentaire aux différents appareils de répression ». ETA considère que ce système « corrompt la société basque et désoriente la jeunesse dans le véritable objectif de libération personnelle et collective qui se manifeste dans la lutte révolutionnaire ».

avril 1980 : le PNV tente d'instaurer des négociations avec ETA qui déploie au même moment une campagne armée d'envergure (Casanova, 2007, p. 184).

17 avril 1980 : attaque du commissariat de police de Pampelune située dans le bâtiment du gouvernement civil de Navarre^{cclxxii}.

16 mai 1980 : deux gardes civils, le caporal Francisco Puig Mestre et l'officier Francisco Ruiz Fernández, sont abattus dans le bar Huici de Goizueta (Navarre)^{cclxxiii}.

16 mai 1980 : attentat commandité par ETA-pm contre Jesús Casanova, directeur de Michelin en Álava^{cclxxiv}. Il est connu pour sa fermeté dans les conflits salariaux. Il est blessé.

- 15 juin 1980 : exécution de l'officier de la police nationale Ángel Postigo Megía dans le quartier de Rochapea à Pampelune (Navarre)^{cclxxv}.
- 13 juillet 1980 : deux gardes civils sont tués dans une embuscade à Orio après leur service de garde d'une entreprise d'armement^{cclxxvi}. Deux membres d'ETA-m sont tués dans l'opération.
- 22 juillet 1980 : l'explosion de plusieurs charges au passage d'un convoi de trois bus transportant 120 gardes civils d'Andalousie et de Catalogne tue le lieutenant de la garde civile Francisco López Bescos à Villamediana (La Rioja)^{cclxxvii}.
- 23 juillet 1980 : ETA-pm annonce la reprise de sa campagne anti-tourisme. Elle donne lieu à plusieurs explosions dans les jours qui suivent (Casanova, 2007, p. 185). Le gouvernement répond en initiant une vague d'arrestations (une trentaine) frappant les membres d'EE, dont plusieurs ex-militants historiques d'ETA-pm.
- 23 juillet 1980 : ETA vole volé 7 tonnes de caoutchouc-2 en Cantabrie (Casanova, 2007, p. 186).
- 2 août 1980 : ETA-pm enlève et exécute Mario González Blasco, membre du BVE à Trapaga (Casanova, 2007, p. 185).
- 22 août 1980 : José Javier Uranga Santesteban, directeur du *Diario de Navarra*, reçoit plusieurs balles tirées par un commando d'ETA à Pampelune^{cclxxviii}. Il survit à l'attentat.
- fin de l'été 1980 : le ministre de l'Intérieur, Juan José Rosón, et le secrétaire général d'*Euskadiko Ezkerra*, Mario Onaindía, initient des discussions pour envisager des voies d'intégration sociale aux membres d'ETA décidant d'abandonner définitivement les armes.
- 6 septembre 1980 : un commando d'ETA-pm exécute un capitaine de police à Gasteiz (Casanova, 2007, p. 185).
- 11 septembre 1980 : ETA-pm attaque à la grenade le gouvernement civil de Guipúzcoa à San Sébastian^{cclxxix}.
- 20 septembre 1980 : attaque contre quatre gardes civils déjeunant dans le bar Arrieta de Marquina (Biscaye)^{cclxxx}.
- 29 septembre 1980 : ETA-pm exécute José Ignacio Ustarán Ramírez, membre du comité dirigeant de l'Union du Centre Démocratique (UCD) d'Alava^{cclxxxi}.
- 3 octobre 1980 : mitraillage d'un véhicule de police à Durango (Biscaye). Trois agents trouvent la mort : José Antonio Merenciano Ruiz, Jesús Hernando Ortega et Sergio Canal Canal^{cclxxxii}.
- 4 octobre 1980 : trois gardes civils sont tués lors d'un événement cycliste à Salvatierra (Alava)^{cclxxxiii}. Attentat attribué à ETA.
- octobre 1980 : les dirigeants d'EIA rencontrent le délégué du gouvernement Marcelino Oreia pour discuter du désarmement d'ETA-pm (Casanova, 2007, p. 188).
- 23 octobre 1980 : exécution de Jaime Arrese Arizmendiarieta, membre des Assemblées Générales de Guipúzcoa (*Juntas Generales de Guipúzcoa*), ancien maire d'Elgóibar et membre du bureau de l'UCD^{cclxxxiv}. Certaines sources attribuent l'exécution à ETA, d'autres aux autonomes (Casanova, 2007, p. 186).
- 30 octobre 1980 : exécution par ETA-m de Juan Fernandez Aspiazu, responsable des relations publiques de Telefonica (Leonisio *et al.*, 2016, p. 32) mais soupçonné d'être impliqué dans le trafic de drogue^{cclxxxv}.
- 31 octobre 1980 : ETA-pm exécute Juan de Dios Doval Mateos, membre du comité dirigeant de Guipúzcoa de l'Union du Centre Démocratique (UCD)^{cclxxxvi}.
- 31 octobre 1980 : le corps sans vie de Jose Maria Perez de Orueta, avocat à San Sébastian, est retrouvé^{cclxxxvii}. Il avait été séquestré à son domicile par ETA-m qui revendique son exécution au nom de la lutte contre le trafic de drogue^{cclxxxviii}. Un appel anonyme a indiqué le lieu où se trouvait le corps. Le communiqué précise que : « La campaña contra esta mafia de la droga no obedece a esquemas paternalistas o moralista a propios de la burguesía, sino a un análisis profundo de la situación y a las negativas repercusiones de índole socio-política que su proporcional extensión conlleva hacia las aspiraciones democráticas y nacionales de nuestro pueblo. »^{cclxxxix}

- 3 novembre 1980 : fusillade au bar Aizea de Zarautz^{ccxc}. Cinq personnes sont tuées dont 4 gardes civils.
- 12 novembre 1980 : ETA-pm enlève le député de l'UCD Javier Rupérez. Il est libéré le 11 décembre. Le rôle de l'UCD dans la campagne pour le Statut d'Autonomie est visé par l'organisation.
- 16 novembre 1980 : un commando de 13 militants d'ETA-pm donne l'assaut à la caserne militaire de Berga (Catalogne) afin de saisir les armes et de porter un coup symbolique à l'armée (Casanova, 2007, p. 188). L'opération est un échec. Quelques jours plus tard, sept des militants sont arrêtés.
- 1980 : ETA-m mène 113 actions conduisant à 81 décès. Parmi ceux-ci figurent principalement des officiers militaires, des informateurs de la police et des responsables du trafic de drogue au Pays basque. Ainsi le commandant de la cavalerie Jesús Velasco Zuazola est exécuté par l'organisation le 10 janvier 1980 à Vitoria. Un convoi de la garde civile est attaqué à Ereño (Ipatzer) le 1^{er} février 1980. À partir de 1980, ETA met en place une campagne contre les personnes impliquées dans le trafic de drogue consistant en 63 attentats et ayant conduit à la mort de 15 personnes. Au cours de l'année 1980, cinq militants d'ETA ont été tués (Casanova, 2007, p. 187), 2 140 personnes ont été arrêtées (chiffres du mouvement Gestoras pro-Amnistía) et, fin 1980, 265 prisonniers politiques basques sont en détention.
- Entre 1975 et 1980, les escadrons de la mort ont commis 500 attentats qui ont tué 38 personnes et blessés 128 individus. En Iparralde, 15 personnes ont été arrêtées en relation avec ces activités et 4 en Hegoalde (*Deia*, 19/09/1980, cité in Giacomucci, 1997, p. 92).
- 1981 : ETA-m apporte son soutien à la campagne « Lemoiz apurtu » (Détruire Lemoiz), en ciblant les installations et le personnel à Iberduero ce qui conduit à paralyser le projet^{ccxc}.
- janvier 1981 : ETA-m mène 16 attaques contre les installations d'Iberduero (Casanova, 2007, p. 190). Le militant Pepe Barros meurt à Tuteria dans l'une de ces actions.
- 13 janvier 1981 : enlèvement par ETA-pm du chef d'entreprise Luis Súñer, séquestré pendant 91 jours^{ccxcii}.
- 19 janvier 1981 : ETA-pm attaque à la grenade le gouvernement civil de Guipúzcoa à San Sébastian^{ccxciii}.
- 29 janvier 1981 : José María Ryan Estrada est enlevé par ETA-m. Il est ingénieur en chef sur le chantier de la centrale de Lemoiz et futur directeur de celle-ci. L'organisation demande, en échange de sa libération, la démolition dans un délai d'une semaine de l'installation nucléaire construite par l'entreprise Iberduero et le gouvernement espagnol (*Zuzen*, n° 5, février 1981). Le corps de Ryan Estrada est retrouvé sans vie dans la nuit du 6-7 février près de Zaratamo. Le geste est expliqué par l'organisation (voir *Communiqué d'ETA au Peuple Basque*, 6 février 1981).
- février 1981 : une grève générale est organisée en Araba, Guipúzcoa et Biscaye par ELA, les CCOO, l'UGT, le PNV (favorable au projet de centrale), le PSOE, le PCE et l'EE pour protester contre l'exécution de José María Ryan Estrada.
- 13 février 1981 : Joseba Arregi Izaguirre meurt à l'hôpital de la prison Carabanchel à Madrid des suites de la torture après son arrestation le 4 février. Le directeur général de la police, José Manuel Blanco, démissionne suite au décès. Cinq policiers soupçonnés d'être auteurs de torture sont arrêtés mais relâchés après un mois de détention. Parmi eux, Marín Ríos, sera récompensé en 1987 de la fonction de chef de l'unité de déminage par le gouvernement socialiste (Parti Socialiste Ouvrier Espagnol - PSOE).
- 15 février 1981 : conformément à un scénario préétabli avec ETA-pm, une assemblée générale d'EIA demande aux organisations armées une trêve (Casanova, 2007, p. 191).
- 20 février 1981 : ETA-pm l'enlève les consuls d'Autriche, du Salvador et de l'Uruguay (Casanova, 2007, p. 191).

février 1981 : début des négociations entre ETA-pm et le ministre Bosón pour la dissolution du groupe. Le nouveau statut autonome pour un rattachement de la Navarre au Pays basque, est soumis à referendum. Il est également question du rapprochement des prisonniers basques vers leur région, des conditions de leur libération, de la suspension des unités de sécurité récemment créées comme les GEO et les UAR, du transfert de toutes leurs compétences vers la police autonome basque (voir *Egin*, 26 février 1980). L'ensemble des parties récuse que de telles négociations soient en cours qu'il s'agisse du gouvernement UCD dirigé par Suárez ou des poli-milis. Premières mesures de réinsertion des militants d'ETA.

28 février 1981 : à la suite du 23-F, ETA-pm annonce un cessez-le-feu inconditionnel. ETA-pm libère les consuls d'Autriche, d'Uruguay et du Salvador que le groupe avait enlevé.

17 mars 1981 : tentative d'attentat avorté à Hendaye contre Mikel Lujua, considéré par la police espagnole comme ayant des responsabilités dans ETA.

21 mars 1981 : Ramón Romeo Rotaeché, chef de la zone de contingentement (Reclutamiento) du gouvernement militaire de Biscaye, est exécuté à Bilbao par ETA^{ccxciv}.

21 mars 1981 : exécution du colonel et chef de police de Navarre José Luis Prieto García à Pampelune^{ccxcv}.

21 mars 1981 : attentat à Saint-Jean-de-Luz contre Eugenio Etxebeste, dit *Antxon*. Il en sort blessé.

23 mars 1981 : communiqué d'ETA au peuple basque^{ccxcvi}.

28 mars 1981 : exécution par ETA-m de Juan Costas, considéré comme impliqué dans le trafic de drogue à Tolosa^{ccxcvii}.

29 mars 1981 : le militant d'ETA José Manuel Aristimuño est tué lors d'un affrontement avec la police (Casanova, 2007, p. 195).

avril 1981 : début des pourparlers officiels entre la direction d'EIA, notamment Juan María Bandrés et Mario Onaindia, et le ministre de l'Intérieur Juan José Rosón touchant ETA-pm. Le principal sujet de discussion concerne l'établissement de listes de militants susceptibles de bénéficier de mesures de grâce individuelle (Casanova, 2007, p. 196).

4 avril 1981 : tentative d'assassinat de Gerardo Huezos Fernández, au siège du journal *La Gaceta del Norte*, à Bilbao^{ccxcviii}. Il faisait partie de la garde de Franco^{ccxcix}.

8 avril 1981 : ETA exécute à Baracaldo (Biscaye) Vicente Sánchez Vicente, membre de la police nationale^{ccc}.

9 avril 1981 : cinq membres d'ETA prennent en embuscade à 7 h deux équipes de police venues installer un poste de contrôle sur les routes d'accès au centre de Bilbao^{ccci}. Trois policiers sont blessés (Francisco Francés Garzón, Antonio Muñoz Muñoz et Antonio Prado Martín). Le premier meurt d'un arrêt cardiaque.

7 mai 1981 : deux membres du commando Madrid lancent une bombe sur la voiture officielle du chef de la quatrième unité militaire du roi, le lieutenant-général Valenzuela^{cccii}. Elle tue le lieutenant-colonel Guillermo Tevar, le sous-officier Antonio Nogueira et le caporal Manuel Rodríguez. Elle blesse grièvement le lieutenant-général Valenzuela, commandant la division royale. S'en suit une vague d'arrestations : près d'une centaine au Pays basque (Casanova, 2007, p. 195). Le ministre de l'Intérieur ordonne l'arrestation de tous les représentants publics d'HB. Plus de soixante personnes sont arrêtées.

9 mai 1981 : trois jeunes Cantabrais venus à Almería pour assister à une communion sont enlevés par la garde civile, qui les confond avec des militants d'ETA (Casanova, 2007, p. 195). Ils sont torturés à mort. Leurs corps brûlés sont retrouvés dans leur voiture le 10 mai. Trois gardes civils, dont un lieutenant-colonel, sont condamnés pour les faits.

28 mai 1981 : ETA-pm annonce la fin de ses actions armées.

été 1981 : la direction d'EE tente de convaincre ETA-pm de maintenir le cessez-le-feu (Casanova, 2007, p. 196).

été 1981 : ETA-pm propose une série de cours théoriques et militaires à ses militants (Casanova, 2007, p. 195).

mi-juillet-octobre 1981 : ETA-m fait une parenthèse dans ses actions armées.

19-20 septembre 1981 : réunion du *Biltzar Txipia* d'ETA-pm à Hendaye^{ccciii}.

2 octobre 1981 : à la suite de la nomination de José Luis Fernández Dopico à la direction des forces de police et au déploiement de l'armée en Navarre, ETA-m coule le destroyer *Marqués de la Ensenada* (D-43) à Santander^{ccciv}. À cette période, ETA utilisait fréquemment la voie maritime pour le déplacement des militants et des armes.

17 octobre 1981 : Santiago González de Pazcaporal de la garde civile est tué dans une attaque d'ETA-m à Santurtzi (Casanova, 2007, p. 195)^{cccv}.

début novembre 1981 : arrestation de José Miguel Iza Unamuno, dit *Manolo*, considéré par la police comme responsable d'ETA-pm en Guipúzcoa et en Navarre^{cccvi}.

29 décembre 1981 : ETA-pm enlève le docteur Julio Iglesias Puga, fils du chanteur Julio Iglesias^{cccvii}. Il est libéré 20 jours plus tard, le 17 janvier, par le Groupe Spécial d'Opérations de la police^{cccviii}.

1981 : assemblée générale (*Biltzar Nagusia*) d'ETA-m pour envisager les opérations à mener sur le front du trafic de drogue (Casanova, 2007, p. 192). Une centaine de personnes y participent.

20 janvier 1982 : la police découvre dans un hameau d'Erandio le plus grand dépôt d'armes jamais trouvé au Pays basque : des centaines de canons, des fusils, des mitrailleuses, des lance-grenades, des munitions, l'ensemble représentant environ 90 % de l'arsenal d'ETA-pm (Casanova, 2007, p. 196).

5 février 1982 : ETA enlève l'industriel bisciaïen José Lipperheide^{cccix}. Il est libéré 30 jours plus tard après le paiement d'une rançon.

16 février 1982 : Benjamín Fernández Fernández, garde civil, est exécuté par ETA.

21 février 1982 : ETA-m procède à un sabotage dans l'entreprise Doñiturria y Estancona de Durango (Bizcaye)^{cccx}. L'entreprise travaille à la construction du réacteur nucléaire de la centrale de Lemóniz.

21-22 février 1982 : VIIIe assemblée d'ETA-pm dans les Landes en présence de presque une centaine de militants (Casanova, 2007, p. 197). Les trois quarts du groupe (*los octavos*) réaffirment leur engagement dans la lutte armée et décident de rompre la trêve promulguée par ETA-pm (voir Resoluciones de la Asamblea VIII, art. 3-4). Le reste de militants (*los zazpikis*) abandonnent l'organisation pour former le groupe ETA-pm VIIe Assemblée. La décision prise par la VIIIe Assemblée d'ETA-pm est motivée par le rejet du système de réinsertion des militants de la lutte armée. La rupture de la trêve est annoncée pour le 25 février 1982.

26 février 1982 : ETA-m attaque le commandement de la marine de la garde civile de San Sébastian et revendique l'action le lendemain dans *Egin*^{cccxi}.

5 mars 1982 : ETA-pm VIIIe Assemblée fait exploser une bombe à Bilbao (Casanova, 2007, p. 201).

17 mars 1982 : dix-huit prisonniers d'ETA-pm sont conduits à Langraitz, alors que le 12 mars trente-deux prisonniers d'ETA sont emmenés de Carabanchel à Puerto (Casanova, 2007, p. 198). Dans les semaines et les mois qui suivent, les *Zazpikis* sont libérés de prison.

23 mars 1982 : attentat à mitraillette à Sestao (Biscaye) par ETA-m contre un groupe de policiers. Deux inspecteurs de police et une civile les accompagnant sont tués^{cccxii}.

12 avril 1982 : le « commando électronique » et six militants d'ETA-pm sont arrêtés après une attaque manquée de la banque Reig en Andorre (Giacopucci, 1997, p. 237)^{cccxiii}.

14 avril 1982 : attaque au lance-grenades de la caserne de la garde civile dans le quartier Intxaurreondo de San Sébastian^{cccxiv}. L'opération a été menée par ETA-m. Le garde civil Juan Rodríguez Tarancón est légèrement blessé.

- 16 avril 1982 : tentative manquée d'attaque au lance-grenades d'un bus de l'armée à Barcelone (Casanova, 2007, p. 200).
- 17 avril 1982 : un commando d'ETA attaque à Pampelune, dans les environs du pont Magdalena à trois heures du matin, à la grenade antichar un char de la police nationale. L'agent de la police nationale Vicente Garcera López est tué. Neuf agents se trouvaient dans le char. Sept autres sont blessés. L'équipe de police venait d'assurer la relève de la garde d'une sous-station électrique^{cccxcv}.
- 17 avril 1982 : attaques des casernes de la garde civile à Bilbao et Algorta (Casanova, 2007, p. 200).
- 18 avril 1982 : destruction à l'explosif par le commando Madrid du Central Téléphonique rue Ríos Rosas à Madrid^{cccxcvi}. L'action est revendiquée comme une attaque contre l'oligarchie, responsable avec l'armée, de la situation de conflit au Pays basque (Casanova, 2007, p. 200).
- 18 avril 1982 : attaque de la caserne d'Eibar (Casanova, 2007, p. 200).
- avril 1982 : démantèlement d'une large part des infrastructures d'ETA-pm (Casanova, 2007, p. 201). Vingt sont arrêtées, deux planques sont découvertes à Bayonne et à Dax. Elles servaient d'infrastructures de formation et de propagande.
- 5 mai 1982 : Angel Pascual Múgica, futur directeur de la centrale de Lemoiz est tué à Begoña par ETA-m^{cccxcvii}. Le projet de construction est suspendu.
- 12 mai 1982 : Iberduero arrête les travaux à Lemoiz (Casanova, 2007, p. 200).
- juillet 1982 : une partie d'ETA-pm (*los zazpikis*) commencent à bénéficier du processus de réinsertion négocié avec le gouvernement. 22 prisonniers sont libérés et 70 exilés sont autorisés à rentrer au Pays basque. La première militante des Zazpikis renonçant officiellement à la lutte armée sort de prison (Casanova, 2007, p. 198).
- 3 juillet 1982 : enlèvement de l'industriel Rafael Abaitúa par ETA-pm VIIIe Assemblée^{cccxcviii}.
- 4 juillet 1982 : l'explosion d'une bombe à patelles devant une discothèque de Burguete (Navarre) tue l'officier de la garde civile Juan García González^{cccxcix}.
- 16 juillet 1982 : ETA-pm fait exploser dix-huit engins dans les installations de l'administration espagnole au Pays basque (Casanova, 2007, p. 201).
- 17 juillet 1982 : explosion d'une bombe à la délégation de l'agence EFE à San Sébastien^{cccxx}.
- second semestre 1982 : ETA-m déploie une stratégie d'action directe contre les installations bancaires avec 56 attaques à l'explosif contre les succursales des principales banques espagnoles (Casanova, 2007, p. 200).
- 14 septembre 1982 : 4 policiers sont tués dans une embuscade à Rentería (Casanova, 2007, p. 203).
- 30 septembre 1982 : la branche politico-militaire d'ETA, en l'occurrence les *Zazpikis*, annonce sa dissolution lors d'un programme de la télévision nationale espagnole et choisit l'action politique. Ne reste donc plus que ETA-militaire.
- 8 octobre 1982 : exécution d'Alberto Toca de Mutua Asepeyo dans son bureau^{cccxxi}.
- 15 octobre 1982 : attaque de la caserne de Leiza (Navarre)^{cccxxii}. Le civil Gregorio Hernández Corchete est tué. Quatre autres personnes sont blessées, dont un sergent et un caporal de la garde civile.
- 20 octobre 1982 : un commando d'ETA-m attaque avec des grenades et des fusils une guérite de la garde civile à Pasaia (Casanova, 2007, p. 204).
- 30 octobre 1982 : les *Octavos* placent vingt charges explosives dans des installations liées à l'*Opus Dei* (Casanova, 2007, p. 203).
- 31 octobre 1982 : explosion d'une voiture piégée à Iberduero (Vitoria) qui tue un policier^{cccxxiii}.
- 31 octobre 1982 : le PSOE, récemment élu, présente un plan (décalogue) de mesures, élaboré avant les élections, visant à « mettre fin à ETA ». Le plan s'appuie sur l'isolement politique du groupe, la répression et la collaboration internationale. Le Plan ZEN (Zone Spéciale Nord) mis en œuvre en février 1983 en est l'illustration.

- 4 novembre 1982 : un commando d'ETA exécute à Madrid le général Victor Lago, ancien combattant de la Division bleue et chef de la division blindée Brúnete (Casanova, 2007, p. 206).
- 6 novembre 1982 : la police française arrête trois militants d'ETA, identifiés comme des dirigeants : Carlos Ibarguren, Sabino Euba et Peio Ansola^{cccxxiv}.
- 10 novembre 1982 : attentat contre le siège du *Diario de Navarra* à Pampelune^{cccxxv}.
- 14 novembre 1982 : enlèvement de l'industriel Saturnino Orbegoza Izaguirre à Zumarraga^{cccxxvi}. Il est libéré le 30 décembre par la garde civile. L'action a été menée par ETA-pm VIII Assemblée^{cccxxvii}.
- novembre 1982 : prise de position d'ETA concernant la position du gouvernement dans le n° 26 de *Zuzen*^{cccxxviii}.
- fin 1982-début 1983 : un groupe issu d'ETA-pm et nommé « ETA-pm VIIIe Assemblée pro-KAS » (les *milikis*) émerge. Ils rejoignent ETA-m en février 1984 (Casanova, 2007, p. 206).
- 1982 : durant l'année, ETA a tué 37 personnes et perdu quatre militants (Casanova, 2007, p. 204). Trois citoyens sont morts aux mains de la police. Deux gendarmes français ont été tués à Baigorri.
- 1983 : à partir de 1983, chaque lundi ETA propose une émission de radio. Cette initiative avait commencé en 1982 mais devient hebdomadaire à partir de 1983 (Casanova, 2007, p. 201).
- 4 janvier 1983 : ETA-m a revendiqué l'exécution de deux gardes civils en gare d'Irún^{cccxxix}.
- [5 janvier 1983 : la cour d'appel de Pau infirme l'ordonnance de mise en liberté sous contrôle judiciaire rendue le 13 décembre en faveur de Domingo Iturbe Abassolo, dit *Txomin*, considéré comme l'un des chefs d'ETA militaire (*Le Monde*, 15 décembre 1982).]
- 10 janvier 1983 : ETA-pm VIIe Assemblée enlève à San Sébastien le fils d'un industriel de Guipúzcoa, Patricio Etxeberria. L'action n'est revendiquée ni par ETA-pm ni par ETA-m. On soupçonne les Zazpikis d'être à l'origine de l'action. L'homme est libéré le 17 janvier après qu'une rançon de 160 millions de pesetas a été payée (*La Vanguardia*, 02/07/1997)^{cccxxx}.
- février 1983 : début campagne d'attaques à l'explosif contre des bureaux de banque. 70 opérations sont menées en 1983 et 162 attaques auront lieu au total jusqu'au milieu de l'année 1984 (Casanova, 2007, p. 209).
- 5 février 1983 : explosion d'une bombe dans une succursale de la Banque de Biscaye à Bilbao. Trois civils sont tués dont l'un était délégué ELA et l'autre sympathisant HB.
- 23 février 1983 : un commando d'ETA effectue un raid sur le bâtiment du Conseil provincial de Guipúzcoa et saisit les armes du détachement d'*Ertzaintza* qui est affecté (Casanova, 2007, p. 209).
- 25 mars 1983 : ETA enlève l'homme d'affaires espagnol Diego Prado y Colón de Carvajal, un ami du roi Juan Carlos (Casanova, 2007, p. 209). Il est aussi président de la Banco de Descuento et frère de Manuel Prado, ex-président d'Iberia et de l'Instituto de Cooperación Iberoamericana. Il s'agit du premier enlèvement réalisé hors du Pays basque et dont la durée est la plus longue à ce jour, 72 jours. Il est libéré le 6 juin après le paiement d'une rançon estimée à 1 200 millions de pesetas.
- 28 mai 1983 : deux gardes civils, Fidel Lazaro Aparicio et Antonio Conejo Jalguero, sont tués à Pampelune alors qu'ils surveillaient l'intérieur du bureau de poste^{cccxxxi}. Attentat attribué à ETA-m. Il a lieu 24 h avant la célébration du Día de las Fuerzas Armadas.
- été-octobre 1983 : ETA-m réalise quinze attaques faisant sept morts parmi les forces de sécurité espagnoles (Casanova, 2007, p. 211).
- 16 juin 1983 : attentat manqué contre le lieutenant-colonel de la garde civile José Lull Catalá à Marquina (Biscaye)^{cccxxxii}. Le civil Eduardo Vadillo Vadillo est tué dans l'explosion.
- 23 juin 1983 : explosion à San Sébastien d'une voiture piégée lors du passage d'un véhicule de police qui tue un policier^{cccxxxiii}.

27 juin 1983 : exécution dans le quartier San Juan de Pampelune de Jesús Blanco Cereceda, chef des communications civiles à l'aéroport de Noáin (Navarre)^{cccxxxiv}.

août 1983 : ETA-pm VIIIe Assemblée pose six bombes à Barcelone visant des bâtiments militaires en protestation contre le procès à venir des neuf militants de leur organisation, accusés de l'attaque de la caserne Berga^{cccxxxv}.

été-octobre 1983 : ETA-m réalise quinze attaques faisant sept morts parmi les forces de sécurité espagnoles (Casanova, 2007, p. 211).

6 octobre 1983 : un commando d'ETA-pm VIII Assemblée enlève le capitane Alberto Martín Barrios à Bilbao^{cccxxxvi}. L'action coïncide avec le début du procès des militants d'ETA-pm accusés d'avoir attaqué la caserne de Berga (Catalogne) le 16 novembre 1980. Soupçonné de travailler pour les services de renseignement espagnol (Makazaga, 2015, p. 72), Alberto Martín Barrios est retrouvé mort le 19 octobre à Galdakao. Les demandes des ravisseurs (la libération des accusés et la lecture d'une déclaration à la TVE) ont été rejetées (Casanova, 2007, p. 212).

octobre 1983 : les *Milikis* mènent trois attaques au cours du mois (Casanova, 2007, p. 211).

14 octobre 1983 : Alfredo Jorge Suar Muro, médecin à la prison de Puerto de Santa María (Andalousie), est tué par ETA^{cccxxxvii}. L'organisation inscrit sur la liste de ses cibles les fonctionnaires de prison.

15 octobre 1983 : explosion d'une bombe au passage d'une patrouille de la garde civile d'Onate. Une personne est tuée et quatre blessées.

16 octobre 1983 : José Antonio Lasa Arostegi (*Joxean*) et José Ignacio Zabala Artano (*Joxi*) sont enlevés rue des Tonneliers à Bayonne, interrogés par des mercenaires de l'anti-terrorisme de la caserne d'Intxaurreondo puis tués. Les deux hommes sont considérés comme les premières victimes des GAL^{cccxxxviii}.

18 octobre 1983 : l'explosion d'une bombe vers 23h45 dans les environs du commandement de Burgos blesse un garde civil et un civil homme^{cccxxxix}.

18 octobre 1983 : tentative d'enlèvement du réfugié et dirigeant présumé d'ETA-pm (*los octavos*) José Maria Larretxea par quatre policiers espagnols dont trois membres du Groupe Spécial d'Opérations (GEO) et un fonctionnaire du corps supérieur de la police espagnole (Casanova, 2007, p. 212). L'opération avait été ordonnée par le gouverneur civil de Biscaye, Julián Sancristóbal, au chef de la lutte anti-ETA et chef de la police de Bilbao, le commissaire Francisco Álvarez.

30 octobre 1983 : arrestation de Joseba Artetxe et Gaizka Ormaza à Amberes (Belgique). Après avoir purgé leur peine d'un mois de prison, ils sont extradés vers l'Espagne sur la demande du juge Vázquez Rivera. Il s'agit de la première extradition de membres d'ETA vers l'Espagne.

30 octobre 1983 : l'explosion d'une bombe vers 21h dans les environs du gouvernement militaire de Burgos^{cccxl}. Aucune victime n'est à déplorer.

4 décembre 1983 : enlèvement à Hendaye du français Segundo Marey par les GAL.

15 décembre 1983 : exécution du policier Eduardo Navarro Cañada par le « commando Bianditz » d'ETA^{cccxli}. Un autre policier et un passant sont blessés.

19 décembre 1983 : les GAL abattent Ramón Oñaederra Bergara, *Kattu*, dans le bar Caiette à Bayonne^{cccxlii}. Le même jour, se réunissent à Paris Felipe González et François Mitterrand.

28 décembre 1983 : tentative d'assassinat de Mikel Goikoetxea Elorriaga, *Txapela*, membre présumé du comité exécutif d'ETA-m devant son domicile, à Saint-Jean-de-Luz, par un mercenaire des GAL suite aux informations données par José Antonio Lasa et José Ignacio Zabala et au 10^{ème} anniversaire de la mort de Carrero Blanco. Il meurt de ses blessures le 1^{er} janvier 1984.

1983 : au cours de l'année, ETA-m a tué 31 personnes, dont six qu'elle accusait d'être liées au trafic de drogue (Casanova, 2007, p. 211). Trois militants sont morts dans l'explosion de leur bombe.

1984 : le gouvernement français expulse José Antonio Mujika Arregi, José Mari Larretxea, Peio Ansola, Josu Abrisketa, José Miguel Arrugaeta et Carlos Ibarguren vers le Panama puis vers Cuba munis de passeports spéciaux. À partir de 1984, le gouvernement français commence à répondre positivement aux demandes d'extradition des militants d'ETA.

10 janvier 1984 : arrestation de six militants considérés comme haut placés dans les organigrammes d'ETA-m et d'ETA-pm^{cccxlili}.

20 janvier 1984 : les GAL revendiquent l'enlèvement et la mise à mort de Lasa et Zabala, capturés le 16 octobre 1983.

29 janvier 1984 : exécution du général Guillermo Quintana Lacacci dans le quartier de Moncloa à Madrid. Il est membre de la Division Bleue, située au sommet des forces armées espagnoles. *Txikierdi* et Henri Parot seront jugés par l'Audience nationale pour cet acte le 16 décembre 1996.

février 1984 : la branche pro-KAS annonce sa dissolution et rejoint ETA-m.

8 février 1984 : Angel Gurmindio Lizarraga, dit *Stein*, et Vicente Perurena Terexea, dit *Peru*, sont assassinés à Hendaye par les GAL. Ils sont membres présumés d'ETA-m.

16 février 1984 : un groupe du GEO donne l'assaut à une maison à Barakaldo et tire seize fois sur le militant d'ETA Iñaki Ojeda Martín (Casanova, 2007, p. 215)^{cccxliv}. Deux autres militants d'ETA-m, Juan Manuel González Merino et Juan Manuel Piriz López sont blessés.

23 février 1984 : ETA appelle à voter HB aux élections du 26 février 1984 dans un communiqué publié par le journal *Egin*^{cccxlvi}.

25 février 1984 : assassinat à Idoux-Mendy (64) de l'activiste Eugenio Gutierrez Salazar, dit *Tigre*, par les GAL.

1^{er} mars 1984 : assassinat à Hendaye d'un jeune cheminot, citoyen français, Jean-Pierre Leiba par les GAL. L'action est revendiquée par les GAL puis démentie.

23 mars 1984 : assassinat à Biarritz de Xabier Perez de Arenaza Sogorlo par les GAL à la suite de l'exécution d'un garde civil par ETA à Bilbao.

6 avril 1984 : tentative d'assassinat du policier José Verdú à Galdácano (Biscaye). Il meurt le 18 avril^{cccxlv}. L'action, réalisée par un homme et une femme, est attribuée au « commando Vizcaya » d'ETA^{cccxlvi}.

13 avril 1984 : un commandant de l'armée à la retraite, Jesús Alcocer Jiménez, est abattu par un commando d'ETA à Mercairuña (Navarre)^{cccxlvi}. Les deux policiers, Juan José Visiedo et Tomás Palacín, sont tués dans l'explosion de la bombe placée dans la voiture utilisée par le commando pour s'échapper après leur première action^{cccxlvi}.

21 avril 1984 : exécution du garde civil Antonio Velasco Benito devant le Tribunal régional de Bilbao^{ccccli}. L'action est attribuée au « commando Vizcaya »^{ccccli}.

3 mai 1984 : assassinat par les GAL sur la route de Baigorri de l'activiste Rafaël Goikoetxea Errazkin et tentative d'assassinat de Jesús Zugarramurdi Huitzi [Jesus Huici Iugarramurdi], dit *Kiskur*.

27 mai 1984 : l'explosion d'une bombe à patelles tue le capitaine de la garde civile Luis Ollo à Pampelune (Navarre)^{ccccli}. Son épouse est blessée.

mai 1984 : un marin faisait son service militaire est tué^{ccccli}. L'action est attribuée à ETA.

7 juin 1984 : lors d'une opération réalisée par le commando Mendaur l'agent de la police nationale Diego Torrente Reverte est tué dans le sud de Pampelune près du stade El Sadar^{ccccliv}. Le commando voulait voler la voiture. Le policier a découvert sa profession.

15 juin 1984 : attentat à la moto piégée par les GAL à Biarritz devant un bar fréquenté par des abertzales. Tomás Pérez Revilla, dit *Huesco*, meurt et Ramon Orbe Echevarria est blessé. Tous deux sont membres présumés d'ETA-m.

15 juin 1984 : deux militants d'ETA, Agustín Arregui Perurena, dit *Txurilla*, et Juan Luis Elorriaga, dit *Patxi*, encerclés dans une maison d'Hernani meurent carbonisés à la suite des projections de grenades de la garde civile (Casanova, 2007, p. 215)^{cccclv}. Jesús María Zabarte

Arregui, responsable du commando et blessé, est arrêté. L'arrestation permet de démanteler l'un des deux « taldes » (cellules) du « commando Donosti ». 31 autres personnes sont arrêtées.

juin 1984 : un groupe de jésuites, réunis autour de José María Martín Patiño, propose au gouvernement espagnol de réaliser une médiation avec ETA. La médiation s'opère en collaboration avec l'ambassadeur de France en Espagne, Pierre Guidoni, mais elle n'aboutit pas.

10 juillet 1984 : attentat par les GAL contre le bar La Consolation de Saint-Jean-de-Luz. Trois membres présumés d'ETA-m sont blessés : José Luis Oliva Gallastegui, Bonifacio Garcia Nuno et Juan Vicente Jauregui.

13 juillet 1984 : ETA fait savoir à Bilbao qu'elle va durcir ses actions contre les intérêts français sur le territoire espagnol en réponse aux opérations antiterroristes franco-espagnoles et à son attitude à l'égard des réfugiés basques espagnols (*Zuzen*, n° 41, janvier 1985).

25 juillet 1984 : exécution du policier municipal Juan Rodríguez Rosales à Ukeitio^{ccclvi}. L'action est attribuée au « commando Vizcaya »^{ccclvii}.

juillet 1984 : le gouvernement espagnol fait parvenir à ETA un message demandant une année de trêve avant d'entamer les négociations (Casanova, 2007, p. 217). Pendant l'année 1984, le gouvernement espagnol fait parvenir plusieurs messages à ETA pour établir des contacts. Le gouvernement souhaite obtenir un abandon de la lutte armée, qui serait accompagné de mesures de grâce comme celles dont ont bénéficié les *Zazpikis*. Pourtant, l'équipe de négociation d'ETA a été soit déportée (Antton Etxebeste), soit arrêtée (Txomin Iturbe).

6 août 1984 : ETA-pm place une bombe dans le Palais de justice d'Anvers comme représailles à la suite des extraditions concédées par le gouvernement belge de trois membres présumés d'ETA (*El País*, 7/08/1984 ; Panisello Sabaté, 2016, p. 36)^{ccclviii}.

9 août 1984 : l'Espagne demande l'extradition de huit militants présumés d'ETA que le tribunal de Pau accepte pour trois d'entre eux^{ccclix}.

24 août 1984 : la France met en œuvre les premières extraditions de militants présumés d'ETA vers l'Espagne. Francisco Javier Lujambio Galdeano, José Carlos García Ramírez et José Manuel Martínez Beiztegi sont remis à l'Espagne. Quatre autres personnes pour lesquelles une extradition avait été requise sont déportées au Togo. Il s'agit de Francisco Javier Alberdi Beguiristain, Ángel Castrillo, José Miguel Galdós et Luciano Eizaguirre^{ccclx}.

septembre 1984 : l'ambassadeur de France à Madrid, Pierre Guidoni, demande à deux représentants d'HB, Jokín Gorostidi et Santi Brouard, d'informer ETA d'un rendez-vous à Bordeaux pour le 22 septembre avec une délégation de l'exécutif français. P. Guidoni veut faire remettre à ETA un mémorandum en six points. Les deux États y proposent, via des ecclésiastiques, de rencontrer la direction clandestine d'ETA chez les Jésuites espagnols logés à Bordeaux, le 22 septembre à 10 heures. Si ETA accepte le principe d'une trêve de 60 jours, Madrid désignera un « officiel habilité à parler politique ». En cas de refus, la France menace de mener « la politique d'expulsions et éventuellement d'extradition à son terme » (*Libération*, 19/09/1995).

22 septembre 1984 : ETA n'est pas au rendez-vous proposé par P. Guidoni, ambassadeur de France à Madrid. Le soir même, François Mitterrand signe trois arrêtés d'extradition. Il inaugure ainsi les premières extraditions de réfugiés basques vers l'Espagne. Par la suite, d'autres lieux de rendez-vous seront proposés sans succès.

28 septembre 1984 : ETA tue trois gardes civils (Casanova, 2007, p. 216)^{ccclxi}.

septembre 1984 : à la suite du décret d'extradition signé par la France le 22 septembre, ETA déclenche une campagne contre les intérêts économiques français qui, à la fin de l'année, totalise 56 attaques, essentiellement des mitraillages de camions et des explosions dans des sociétés françaises (Casanova, 2007, p. 216).

- 18 novembre 1984 : assassinat par les GAL à Biriadou (64) de Christian Olaskoaga, citoyen français.
- 20 novembre 1984 : Santi Brouard (président d'*HASI*) est exécuté à Bilbao par les GAL après avoir déclaré que le gouvernement espagnol s'en est remis à lui pour entrer en contact avec ETA.
- 7 décembre 1984 : explosion à Galdácano (Biscaye) d'une voiture piégée lors du passage d'un convoi militaire. Deux militaires et un civil sont tués^{ccclxii}.
- 11 décembre 1984 : attentat à la voiture piégée contre Juan José Iradi par les GAL.
- 31 décembre 1984 : exécution revendiquée par ETA de José Larrañaga Arenas à Azcoitia^{ccclxiii}. Il était responsable provincial du *Movimiento* en Guipúzcoa.
- 1984 : ETA est à l'origine de la mort de 19 personnes parmi les forces de sécurité espagnoles et de l'armée ainsi que de 12 individus considérés comme des collaborateurs de la police espagnole (Casanova, 2007, p. 217). La police, l'armée ainsi que les GAL sont responsables de la mort de vingt-deux citoyens basques.
- 17 janvier 1985 : enlèvement par ETA-m de l'homme d'affaires et industriel Ángel Urteaga, sympathisant du PNV. L'action est revendiquée le 18 janvier^{ccclxiv}. Ángel Urteaga est libéré 38 jours plus tard (le 23 février) à Astigarraga (Guipúzcoa) après le paiement d'une rançon de 200 millions de pesetas^{ccclxv}.
- 30 janvier 1985 : arrestation à Anglet de Juan txo Lasa Mitxelena, *Txikierdi*, et d'Isidro Garalde, *Mamarru*, par la police française. *Txikierdi* est arrêté avec sept autres responsables d'ETA^{ccclxvi}.
- janvier 1985 : à la suite de la signature du pacte entre le PSOE et le PNV, ETA déclare maintenir ses objectifs et stratégie : attaques des forces de sécurité et de leurs collaborateurs, trafiquants de drogues, intérêts économiques français et espagnols, prélèvement de l'impôt révolutionnaire auprès de l'oligarchie (*Zuzen*, n° 41, janvier 1985).
- 1^{er} février 1985 : attentat à la voiture piégée contre Xavier Manterola par les GAL.
- 14 février 1985 : libération de Joseba Aulestia Urrutia, dit *Zotza*, ancien membre de la VIIème Assemblée d'ETA-pm^{ccclxvii}. Il est le dernier membre d'ETA-pm à figurer sur la liste des mesures de réinsertion sociale établie par Juan María Bandrés, député d'*Euskadiko Ezkerra*, et par le ministre de l'Intérieur de l'époque, Juan José Rosón.
- 19 février 1985 : exécution du directeur de la Banque Centrale, Ricardo Tejero, dans son garage à Madrid^{ccclxviii}.
- 4 mars 1985 : attaque à l'arme automatique perpétrée par les GAL au bar Lagunekin, rue Pannecau à Bayonne. Deux membres présumés d'ETA-m sont blessés : Jésus Amantes Arnais dit *Txirlas* et Angel Zabaleta Mendia dit *Gotzon*.
- 7 mars 1985 : attentat à la voiture piégée à Vitoria contre le lieutenant-colonel et directeur en chef de l'*Ertzaintza*, Carlos Díaz Arkotxa^{ccclxix}. ETA est accusé par l'exécutif d'attaquer le gouvernement et les institutions basques. De nouvelles mesures anti-terroristes sont prises dont la convocation d'une commission internationale d'experts pour évaluer le conflit au Pays basque et ses possibles voies de solution (Casanova, 2007, p. 223).
- 26 mars 1985 : attentat à l'arme automatique dans le bar Bittor à Ciboure par les GAL. Deux personnes sont blessées dont Ramon Basanez Jauregui, membre présumé d'ETA-m.
- 30 mars 1985 : exécution à l'arme automatique, revendiquée par les GAL, de Xavier Galdeano Arana, membre présumé d'ETA-m.
- 16 avril 1985 : explosion d'une voiture piégée dans une rue de Pampelune. Trois policiers sont blessés^{ccclxx}.
- 25 avril 1985 : première explosion d'une voiture piégée à Madrid. Elle fait trois morts^{ccclxxi}.
- 29 avril 1985 : exécution à Galdácano de Jesús Ildefonso García Vadillo, confondu avec un policier^{ccclxxii}. L'action est attribuée au « commando Vizcaya »^{ccclxxiii}.

fin avril 1985 : ETA commence une campagne contre le tourisme dans la région méditerranéenne (Casanova, 2007, p. 223). Elle donne lieu à une vingtaine d'actions à l'explosif. Des actions sont également menées contre les intérêts français et le trafic d'héroïne (Casanova, 2007, p. 223). Les attaques contre les forces de sécurité espagnoles se multiplient et s'appuient désormais sur des dispositifs de voitures piégées.

2 mai 1985 : explosion d'une voiture piégée près de la caserne de la garde civile de Llodio (Álava)^{ccclxxiv}.

2 mai 1985 : deux policiers, Máximo Díaz Barderas et Francisco Rivas López, qui n'étaient pas en service sont abattus près de San Sébastian (monte Ulía)^{ccclxxv}.

7 mai 1985 : l'explosion d'une bombe placée sous sa voiture blesse le policier José María Izquierdo Jiménez^{ccclxxvi}. L'action est attribuée à ETA.

16 mai 1985 : explosion d'une voiture piégée à Basauri (Biscaye) lors du passage de deux véhicules de la police nationale^{ccclxxvii}. Le capitaine de la police nationale, Luis Navarro Izquierdo, meurt. L'action est attribuée au « commando Vizcaya »^{ccclxxviii}.

17 mai 1985 : exécution du chauffeur de taxi Juan José Uriarte Orúe à Bermeo (Biscaye)^{ccclxxix}. L'action est revendiquée par ETA. Juan José Uriarte est soupçonné d'être un informateur de la police (« *hemos dejado tieso a un chivato* »).

30 mai 1985 : explosion d'une bombe à Pampelune qui tue un policier, Francisco Miguel Sánchez, et un enfant de 13 ans, Alfredo Aguirre Belascoáin^{ccclxxx}. Attentat attribué à ETA^{ccclxxxi}.

mai 1985 : déclaration d'ETA dans le *Zutabe*, n° 41^{ccclxxxii}.

12 juin 1985 : un artificier meurt en tentant de désamorcer un engin explosif dans le parking du *Corte Inglés* de l'avenue Felilica Argentina à Madrid^{ccclxxxiii}.

12 juin 1985 : un sous-officier de la marine, José Millarengo de Bernardo, est abattu à Portugalete (Casanova, 2007, p. 223)^{ccclxxxiv}.

14 juin 1985 : l'explosion d'une voiture piégée à Madrid tue le colonel de l'armée de terre Vicente Romero et son chauffeur Juan García Jiménez^{ccclxxxv}. Un policier est tué après l'attentat dans une nouvelle explosion (Casanova, 2007, p. 223).

14 juin 1985 : attentat contre le bar Txiki à Ciboure par les GAL.

18 juin 1985 : exécution du garde civil Eugenio Recio Garcia à Bilbao (Casanova, 2007, p. 223)^{ccclxxxvi}.

24 juin 1985 : exécution du marin Ignacio Montes Abad à Lekeitio (Biscaye)^{ccclxxxvii}. Il est soupçonné par ETA d'être un informateur.

26 juin 1985 : exécution d'Estanislao Galíndez Llano à Amurrio (Araba) (Casanova, 2007, p. 223)^{ccclxxxviii}.

26 juin 1985 : le prisonnier d'ETA-pm, José Ramón Coikoetxea, se suicide dans la prison d'Alcalá (Casanova, 2007, p. 224).

28 juin 1985 : assassinat de Santos Blanco Gonzalez, membre présumé d'ETA-m, à Bayonne par les GAL.

2-4 juillet 1985 : le commando Viscaya est démantelé^{ccclxxxix} après l'arrestation de Félix Zabarte Jainaga le 2 juillet puis de 17 autres personnes^{cccxc}.

7 juillet 1985 : deux militants d'ETA-m, Joseba Sarrionandia et Iñaki Pikabea, s'échappent de la prison de Martutene à l'intérieur de haut-parleurs utilisés pour un concert (Casanova, 2007, p. 224).

16 juillet 1985 : attentat manqué à la voiture piégée à Anglet (64) par les GAL contre Fernando Eguileor Ituarte, membre présumé d'ETA-m.

29 juillet 1985 : Fausto Escrigas Estrada, vice-amiral de l'armée et directeur général de la politique de défense, est exécuté par ETA à Madrid (sa voiture est mitraillée)^{cccxc}. Son chauffeur, Francisco Marañón García, est également blessé.

- 2 août 1985 : assassinat à St-Martin d'Arrosa par les GAL de Juan María Otegui Elicegui, dit *El Txato*, membre d'ETA.
- 16 août 1985 : exécution de Clément Perret, membre présumé des GAL, à Benicasim (Castellón de la Plana) par le commando Argala^{cccxcii}. Miguel Palanques Sanahuja, présent sur les lieux, est blessé. Clément Perret est soupçonné d'être à l'origine de la mort de deux personnes à Ziburu 14 juin (Casanova, 2007, p. 223).
- 4 septembre 1985 : attentat manqué à St-Martin d'Arrosa par les GAL contre Joseph Aratzoa, voisin de Juan María Otegui, tué un mois plus tôt (voir événement supra du 2 août 1985).
- 9 septembre 1985 : explosion d'une voiture piégée Plaza de la Republica Argentina à Madrid lors du passage d'un autobus de la garde civile^{cccxciii}. 16 policiers sont blessés. Un civil est blessé et un autre décède ultérieurement de ses blessures.
- 25 septembre 1985 : attentat à l'arme automatique à l'hôtel Monbar de Bayonne par les GAL. Quatre membres présumés d'ETA-m sont tués : José María Etxaniz Maiztegi, Iñaki Asteasuinzarra Pagola dit *Beltza*, Agustín Irrazustabarrena Urrusola et José Sabino Etxaide Ibarguren^{cccxciv}.
- octobre 1985 : dans un message à ses militants, ETA envisage la possibilité de la paix, fondée sur l'alternative KAS ("*la paz es posible aquí y ahora*", *Zutabe*, n° 42, octobre 1985)^{cccxcv}.
- 4 décembre 1985 : attentat manqué à Helette (64) par les GAL contre Juan Biurrun Inigo, membre présumé d'ETA-m.
- 15 décembre 1985 : la découverte du corps de Mikel Zabalza, enlevé le 26 novembre et mort sous la torture, provoque de larges manifestations et une grève générale au Pays basque le 18^{cccxcvi}.
- 23 décembre 1985 : le général de la garde civile et ancien franquiste Juan Atarés Peña est exécuté par le commando Nafarroa à Pampelune (Navarre)^{cccxcvii}.
- 24 décembre 1985 : attentat à l'arme automatique à Biarritz par les GAL tuant Robert Caplanne.
- 30 décembre 1985 : l'homme d'affaires de Neguri, Juan Pedro Guzmán, est enlevé (Casanova, 2007, p. 226).
- 1985 : ETA mène 39 attentats produisant 30 victimes mortelles. Durant l'année, 1 200 personnes sont passées par un commissariat de poste de police, dont 765 en vertu de la loi anti-terroriste. 80 % des détenus subissent la torture à cette époque (selon *Gestora pro-Amnistía*). 31 réfugiés ont été déportés vers l'Afrique et l'Amérique du Sud. Les GAL ont tué 11 personnes et un militant d'ETA est mort dans l'explosion de sa bombe. Un autre s'est suicidé en prison. ETA a tué 35 personnes en 1985, dont 24 policiers ou militaires, huit collaborateurs ou trafiquants et trois civils (Casanova, 2007, p. 223). Ces actions armées s'associent pourtant à des appels à la négociation.
- 1986 : Charles Pasqua donne l'instruction à la police française d'engager des actions véritablement répressives contre ETA en France.
- 1986 : échec des tentatives de négociation entre le gouvernement espagnol et ETA du fait des pressions réalisées sur le ministre de l'Intérieur José Quatero (voir Félix Eriz, 1986, p. 263 et sqq.).
- 8 janvier 1986 : un commando espagnol enlève en Équateur deux déportés qui appartenaient au commando Bizkaia (Casanova, 2007, p. 226). Sous la torture, ils finissent par indiquer où se trouve le local où Juan Pedro Guzmán, enlevé le 30 décembre 1985, est séquestré.
- 9 janvier 1986 : la police a fait une descente au n° 68 de la rue Nagusia à Basauri (Biscaye), où se trouvait l'homme d'affaires, le relâchant et arrêtant ses ravisseurs (Casanova, 2007, p. 226)^{cccxcviii}.
- 15 janvier 1986 : la garde civile tue Bakartxo Arzelus Arzelus^{cccxcix}, Alejandro Auzmendi Lizarbe, dit *Satza*, et Luis Mari Zabaleta Mendia, trois militants d'ETA sur l'autoroute Bilbao-Behobia, à la hauteur d'Intxaurren alors qu'ils s'apprêtaient à réaliser une action contre des intérêts français pour dénoncer l'implication de la France dans la « guerre sale »^{cd}.

- Les sources officielles décrivent la situation comme une confrontation mais il n'a pas été prouvé que les militants ont fait usage de leurs armes (Casanova, 2007, p. 226).
- 6 février 1986 : exécution du vice-amiral de la marine Cristóbal Colón de Carvajal et de son chauffeur, Manuel Trillo à Madrid^{cdi}. La voiture a été mitraillée.
- 13 février 1986 : attaque à l'arme automatique par les GAL du bar La Consolation à Saint-Jean-de-Luz. Ramon Basanez Jauregui, membre présumé d'ETA-m, est blessé (voir événement supra du 26/03/1985).
- 17 février 1986 : Christophe Machicotte et Catherine Brion à Bidarray sont tués « par erreur » par les GAL à Bidarray (64)^{cdii}. Dans une ferme voisine habite Pecho Garces Ilharragory, membre présumé d'ETA-m. Il s'agit du dernier attentat revendiqué par les GAL.
- 15 mars 1986 : Ángel Mari Galarraga Mendizabal, dit *Pototo*, est tué par la police à San Sébastian lors d'une fusillade alors qu'il préparait une action^{cdiii}. Les deux autres membres du groupe, Ignacio Erro et Estanislao Echaburu, parviennent à fuir en France et réorganisent le commando avec Lucía Urigoitia, dit *Luci*^{cdiv}.
- 20 mars 1986 : exécution de José Ignacio Aguirrezabalaga de la Granja dans le bar Nikol de Zumaya (Guipúzcoa)^{cdv}. Beau-frère de Jean Pierre Chérid, il est soupçonné d'être un informateur des GAL.
- avril 1986 : contact entre le représentant du PNV, Genaro García Andoain, directeur des unités de l'*Ertzaintza*, et Francisco Mujika Garmendia, dit *Pakito*, en vue de négociations (voir Clark, 1990, p. 169 ; Casanova, 2007, p. 228). Entre avril et juillet 1986, il y aurait eu six contacts entre les deux parties. En dépit des demandes formulées par ETA, le gouvernement refuse d'envoyer des délégués pour ces discussions (Casanova, 2007, p. 229) et autorisera même l'arrestation de Txomin Iturbe le 27 avril.
- 25 avril 1986 : cinq gardes civils meurent dans l'explosion d'une voiture piégée au carrefour des rues Juan Bravo et Príncipe de Vergara à Madrid, actionnée au moment de leur passage^{cdvi}. Quatre autres personnes sont blessées^{cdvii}. ETA utilise pour la première fois de l'explosif à l'ammoniac (Casanova, 2007, p. 231).
- 25 avril 1986 : des contacts officiels s'opèrent entre le PNV et HB et s'ouvrent par une réunion à Bergara le 25 avril (Casanova, 2007, p. 229). Des représentants au plus haut niveau des deux partis se rencontrent avec Txomin Ziluaga, Iñaki Esnaola, Jokin Gorostidi, Iñaki Aldekoa et Jon Idígoras pour la gauche abertzale et Xavier Arzalluz, Jesús Insausti, Markel Izagirre, Xavier Agirre et Carlos Claveria pour le PNV. La dernière réunion entre les deux parties a lieu à Durango le 26 mai.
- 27 avril 1986 : arrestation de Txomin Iturbe (Casanova, 2007, p. 229) près de Biarritz qui témoigne de la réticence du gouvernement espagnol face à toute négociation avec ETA puisque Txomin est un interlocuteur privilégié dans les discussions avec l'Espagne^{cdviii}.
- 17 mai 1986 : explosion de trois voitures piégées dans des centres militaires à Madrid^{cdix}.
- 17 juin 1986 : exécution du lieutenant-colonel Carlos Vesteiro Pérez, du commandant Ricardo Sáenz de Ynestrillas, qui participa à l'opération Galaxia avec le lieutenant-colonel Tejero, et de son chauffeur Francisco Casillas Martín^{cdx}.
- 13 juillet 1986 : Txomin Iturbe est déporté vers le Gabon (Casanova, 2007, p. 230).
- 14 juillet 1986 : explosion d'une voiture piégée place de la République dominicaine à Madrid. Un car de la garde civile est visé. 12 gardes civils sont tués^{cdxi}. L'action prend place après l'expulsion de Txomin Iturbe au Gabon.
- 21 juillet 1986 : attaque à la grenade du ministère de la défense, au cours de laquelle huit projectiles frappent sa façade (Casanova, 2007, p. 231).
- juillet 1986 : ETA commence une campagne contre les intérêts français en réponse à la politique du gouvernement Chirac de remettre les réfugiés basques à la police espagnole (Casanova, 2007, p. 230).

juillet 1986 : ETA ouvre un nouveau front d'attaque en plaçant trois bombes dans la province de Málaga, sur la côte sud en plaçant l'une près de l'Hôtel Cervantès de Torremolinos, l'autre près de l'Hôtel Tryp Guadalmar et la troisième sous un pont de l'autoroute A-7 proche de l'embouchure du fleuve Guadalhorce^{cdxii}. En trois mois, 50 engins ont explosé sur les plages et dans les hôtels de la zone méditerranéenne (Casanova, 2007, p. 231).

14 août 1986 : explosion d'une voiture piégée lors du passage de deux voitures de police dans le quartier de Deusto à Bilbao^{cdxiii}.

5 septembre 1986 : Txomin Iturbe est transféré en Algérie (Casanova, 2007, p. 230).

10 septembre 1986 : María Dolores González Cataráin, dite Yoyes, est tuée par un commando d'ETA à Ordizia (voir *Communiqué d'ETA au Peuple Basque*, 11 septembre 1986^{cdxiv} ; *Zutabe* n° 44, novembre 1986).

septembre 1986 : communiqué du collectif des prisonniers politiques basques à la suite de l'exécution de Yoyes^{cdxv}, dans le cadre d'une campagne médiatique visant à discréditer ETA (Casanova, 2007, p. 231).

13 septembre 1986 : explosion d'une voiture piégée dans le quartier de Poblenou à Barcelone lors du passage d'un minibus de la garde civile^{cdxvi}.

14 octobre 1986 : explosion d'une voiture piégée devant la caserne de la police nationale sur la place d'Espagne de Barcelone^{cdxvii}.

25 octobre 1986 : une explosion à la bombe tue le général Rafael Garrido, gouverneur militaire du Guipúzcoa (Casanova, 2007, p. 231). Son épouse, son fils et un passant sont également tués.

2 novembre 1986 : Genaro García de Andoia Larrinaga, délégué général de la police autonome (*Ertzaintza*), est tué dans un affrontement avec le commando d'ETA qui séquestre depuis le 15 octobre Lucio Aguinalde Aizpurúa dans les environs du mont Gorbeia, à Ubidea (Biscaye)^{cdxviii}. Lucio Aguinalde Aizpurúa, industriel, membre du PNV et ami de Genaro García de Andoia, est libéré dans cette opération menée par l'*Ertzaintza*^{cdxix}.

4 novembre 1986 : ETA accuse, dans un communiqué, le PNV de la mort de Genaro García de Andoia^{cdxx}.

5 novembre 1986 : grâce à une opération conjointe des services secrets américains et espagnols, la police française localise un important dépôt d'armes et une partie de la comptabilité d'ETA au siège de la société *Sokoa* à Hendaye (Casanova, 2007, p. 233). La police française découvre un arsenal, dont deux missiles sol-air et des documents à Hendaye dans une cache de la fabrique de meubles *Sokoa* gérée par des sympathisants d'ETA^{cdxxi}. José Arrieta Zubimendi, dit *Azkoiti*, responsable financier présumé d'ETA est arrêté au cours de l'opération.

12 novembre 1986 : premier contact entre ETA, représenté par Txomin Iturbe Abasolo, et l'avocat Jorge Argote^{cdxxii}, envoyé par le gouvernement espagnol avec Rafael Vera. Bien que transféré en Algérie, ce dernier n'assiste pas à la rencontre (communiqué d'ETA du 4/9/1987 publié in *Punto y Hora*, n° 485, 10/9/1987, p. 18-19). ETA refuse ensuite d'avoir des discussions avec des intermédiaires issus des rangs de la police.

10 décembre 1986 : ETA enlèvement l'homme d'affaires Jaime Caballero (Casanova, 2007, p. 233). Il est libéré deux mois plus tard après qu'une rançon d'environ 300 millions de pesetas a été payée.

11 décembre 1986 : explosion d'une voiture piégée dans le parking d'un concessionnaire Citroën à Barcelone^{cdxxiii}.

1986 : ETA développe la pratique des lettres piégées notamment envoyées à des fonctionnaires de prison.

1986 : durant l'année, 990 personnes sont arrêtées pour des raisons politiques, dont un peu moins de la moitié en vertu de la loi antiterroriste (Casanova, 2007, p. 233).

- 1987 : afin d'accroître la pression sur le gouvernement espagnol pour trouver une issue au conflit basque, ETA déploie ses commandos en Catalogne, à Madrid, en Asturies, en Galice, à la Rioja, à Santander et sur côte méditerranéenne.
- 1987 : publication du document *Alternativa y negociación* (MLNV) posant que les illusions de victoire militaire et révolutionnaire, par le biais d'une insurrection armée et populaire doivent être abandonnées. La négociation doit se placer dans le contexte d'une stratégie de « guerre prolongée et d'attrition »^{cdxxiv}. ETA concentre son action sur trois fronts : les relations extérieures, la lutte de masse et la lutte armée (Nuñez, tome VII, 1993, p. 101).
- 11-12 janvier 1987 : deuxième contact à Alger entre ETA et des émissaires du gouvernement espagnol, Julián Sancristóbal, accompagné de Manuel Ballesteros et Pedro Martínez Suarez (fonctionnaire de police faisant office de traducteur) (communiqué d'ETA du 4/9/1987 publié in *Punto y Hora*, n° 485, 10/9/1987, p. 18-19). Txomin est accompagné de l'avocate Christiane Fando^{cdxxv}.
- 16 janvier 1987 : arrestation du commando Madrid (Iñaki de Juana Chaos, Maite Rojo, Inmaculada Noble, Esteban Nieto, Cristina Arrizabalaga et Antonio Troitiño) qui avait œuvré pendant l'année 1986 (Casanova, 2007, p. 233). Associée au coup de filet de Sokoa en novembre 1986, cette arrestation convainc le gouvernement espagnol qu'ETA est dans une position de faiblesse pour des négociations.
- 30 janvier 1987 : explosion d'une voiture piégée à Saragosse lors du passage de deux autobus militaires transportant des enseignants de l'académie générale^{cdxxvi}. Deux militaires sont tués, Ángel José Ramos Saavedra et Manuel Rivera Sánchez (Casanova, 2007, p. 237)^{cdxxvii}.
- 27 février 1987 : Domingo Iturbe Abasolo, dit Txomin, meurt à Berrouaghia (Algérie)^{cdxxviii}.
- mars 1987 : ETA expose sa stratégie dans la perspective des élections européennes de juin 1987^{cdxxix}.
- 27 mars 1987 : explosion d'une voiture piégée stationnée devant une cabine de la garde civile sur le port de Barcelone^{cdxxx}. Antonio González Herrera, garde civil, est tué (Casanova, 2007, p. 237).
- 2 avril 1987 : explosion d'une voiture piégée sur la place Fernando Reyes de Barcelone lors du passage du véhicule de patrouille de la garde civile^{cdxxxi}.
- 5 avril 1987 : Alfonso Yoldi Martínez et Emiliano Iturri Lizoáin meurent à Tafalla (Navarre) dans l'explosion de la bombe qu'ils manipulaient^{cdxxxii}.
- 9 avril 1987 : explosion d'une voiture piégée à cent mètres du siège de la Délégation du gouvernement en Catalogne^{cdxxxiii}.
- 17 mai 1987 : trois explosions à la voiture piégée contre trois centres militaires de Madrid, la Direction Générale de la garde civile, le Quartier Général de l'Armée et le Quartier Général de l'Armée de l'air^{cdxxxiv}. Le civil, Carmen Pascual Carrillo, est tué (Casanova, 2007, p. 237)^{cdxxxv}.
- 17 mai 1987 : ETA enlève l'industriel Andrés Gutiérrez^{cdxxxvi}. Il est libéré après 46 jours et le paiement d'une rançon de 200 millions de pesetas.
- 12 juin 1987 : attaque à la bombe contre la raffinerie de l'entreprise Empetrol à El Morell (Tarragone)^{cdxxxvii}. Il s'agit d'une des actions qui a causé les plus grandes pertes économiques de l'histoire de l'organisation (Casanova, 2007, p. 237).
- 19 juin 1987 : attentat à la voiture piégée dans le parking du centre commercial Hipercor, propriété du Corte Inglés, de Barcelone. 21 morts et 45 blessés. La police urbaine, l'entreprise et le journal *Avui* ont été prévenus. Hipercor n'a pas été évacué^{cdxxxviii}. ETA diffuse ses excuses pour les conséquences de l'explosion (voir *Communiqué d'ETA au Peuple Basque*, 21 mai 1987)^{cdxxxix}. L'objectif était d'attaquer l'oligarchie espagnole afin qu'elle fasse pression sur le gouvernement en faveur d'un processus de négociation (Casanova, 2007, p. 237).

- 10 juillet 1987 : à la suite de l'attentat d'Hipercor, Eugenio Etxebeste est transféré, d'Équateur vers l'Algérie pour reprendre les contacts qui avaient été suspendus avec la mort de Txomin (Casanova, 2007, p. 238).
- 14 juillet 1987 : explosion d'une voiture piégée au passage d'un véhicule de la garde civile à Oñate. Deux agents Pedro Galnares Barreras et Antonio Angel López Martínez-Colmenero, sont tués^{cdxli}.
- 23 juillet 1987 : Lucía Urigoitia, membre du « commando Donosti » est tuée à bout portant par la garde civile d'une balle dans la nuque^{cdxlii}. Sept autres personnes sont arrêtées^{cdxlii}.
- 24 juillet 1987 : attentat à la voiture piégée contre Juan Carlos Garcia Goena à Hendaye par les GAL^{cdxliii}.
- 6 août 1987 : explosion d'une voiture piégée qui tue deux policiers à Vitoria durant les fêtes patronales de la Vierge Blanche^{cdxliv}.
- 9 août 1987 : le commando légal *Txarito* qui a quitté la Navarre fait exploser un engin de faible puissance dans le centre commercial *Cuatro Caminos* de La Corogne^{cdxlv}. Aucune victime n'est à déplorer.
- 10 août 1987 : explosion d'une voiture piégée à Eibar (Guipúzcoa) visant une patrouille de la garde civile^{cdxlvi}.
- 11 août 1987 : première rencontre en Algérie entre Eugenio Etxebeste, dit *Antxon*, interlocuteur d'ETA et deux officiers de police Manuel Ballasteros et Jesús Martínez Torres, représentant le gouvernement espagnol^{cdxlvii}. La rencontre n'est pas officielle.
- 15 août 1987 : María Teresa Pérez Ceber (25 ans) et Rafael Echeveste Garmendia (23 ans) meurent dans l'explosion de leur bombe^{cdxlviii}. Ils sont membres présumés du « commando Gohierri-Costa » d'ETA.
- 15 août 1987 : Pedro Aira Alonso, membre présumé d'ETA, est expulsé de France et remis à la police espagnole^{cdxlix}. Depuis juillet 1986, 80 réfugiés basques ont été expulsés de France.
- 5 septembre 1987 : arrestation de trois membres du commando Barcelona, María Josefa Ernaga, Domingo Troitiño et José Luis Gallastegui^{cdl}.
- 9 septembre 1987 : explosion d'une voiture piégée dans le quartier de la garde civile à Guernica (Biscaye)^{cdli}. Deux gardes civils sont tués.
- 18 septembre 1987 : rencontre officielle entre Antxon et Ballesteros (Casanova, 2007, p. 239).
- 27 septembre 1987 : explosion d'une voiture piégée dans le centre de San Sébastian^{cdlii}.
- 30 septembre 1987 : arrestation à Anglet de Santiago Arrospide Sarasola, dit *Santi Potros*^{cdliii}. Il est présenté comme le numéro deux d'ETA-m et le responsable des commandos d'ETA^{cdliv}.
- 15-16 octobre 1987 : rencontre entre Antxon et Julen Elgorriaga, émissaire du gouvernement espagnol (Casanova, 2007, p. 239). Le gouvernement annonce sa volonté de participer à une table politique si ETA déclare une trêve.
- 17 octobre 1987 : explosion d'une bombe placée devant la compagnie d'assurance *La Unión y el Fénix Español* à Pampelune (Navarre)^{cdlv}. María Cruz Yoldi Orradre meurt des suites de ses blessures^{cdlvi}.
- 21 novembre 1987 : rencontre entre Antxon et Julen Elgorriaga, émissaire du gouvernement espagnol (Casanova, 2007, p. 239).
- 26 novembre 1987 : douze militants sont arrêtés en Guipúzcoa dont Antxon López Ruiz, *Kubati*.
- décembre 1987 : poursuite des rencontres d'Alger avec un représentant du PSOE, Julen Elgorriaga.
- 11 décembre 1987 : explosion d'une voiture piégée visant le quartier général de la garde civile à Saragosse. Douze personnes sont tuées, 88 blessées^{cdlvii}. L'État espagnol demande à ETA un cessez-le-feu temporaire. ETA répond à cette demande le 28 janvier 1988 (*Egin*, 29 janvier 1988).
- 29 janvier 1988 : ETA propose un cessez-le-feu de 60 jours, impliquant l'arrêt des exécutions en échange de l'ouverture de discussions politiques dans lesquelles le gouvernement algérien

serait médiateur ainsi que la création d'une table de dialogue parallèle entre HB et le PSOE (Casanova, 2007, p. 239).

20 février 1988 : le représentant du gouvernement au Pays basque, Julen Elgorriaga, se rend en Algérie et demande à Eugenio Etxebeste, dit *Antxon*, une trêve indéfinie. Elgorriaga ne transmet pas l'acceptation du gouvernement à la proposition de cessez-le-feu par ETA du 29 janvier (Casanova, 2007, p. 240).

24 février 1988 : Emiliano Revilla, chef d'entreprise, est enlevé. Il est considéré comme un « élément hautement significatif de l'oligarchie espagnole ». L'action constitue une réponse à l'absence de suite donnée par le gouvernement à la proposition de cessez-le-feu formulée par ETA et à la multiplication des arrestations de militants ou de réfugiés depuis fin janvier de part et d'autre de la frontière (Casanova, 2007, p. 240). ETA répond qu'un cessez-le-feu bilatéral respecté est requis (voir communiqué du 25 février 1988). La recherche d'un dialogue est suspendue jusqu'en octobre 1988. Emiliano Revilla est libéré après 249 jours de détention à la suite du paiement d'une rançon de 1,5 milliard de pesetas, la plus grosse rançon jamais collectée par ETA^{cdlviii}. Grâce à un accord avec le Mouvement de la gauche révolutionnaire du Chili, Revilla était logé et gardé par des militants chiliens dans une maison de Madrid (Casanova, 2007, p. 242).

25 février 1988 : publication d'un communiqué d'ETA au peuple basque^{cdlix}.

mars 1988 : explosion d'une moto piégée près du stade Santiago Bernabéu (Madrid)^{cdlx}. Deux femmes sont blessées.

27 mars 1988 : exécution à Salvatierra de Luis Azcárraga Pérez-Caballero, ingénieur aéronautique et général de division de l'armée de l'air (Casanova, 2007, p. 241)^{cdlxi}.

15 avril 1988 : exécution de deux membres de la patrouille motorisée de la police nationale Francisco Espina Vargas et Antonio Gómez Osuna à Vitoria^{cdlxii}. L'action est attribuée à ETA (Casanova, 2007, p. 241).

25 mai 1988 : exécution « par erreur » de Sebastián Aizpiri Lejaristi à Eiboa dans le cadre de la campagne d'ETA contre le trafic de drogue^{cdlxiii}.

31 mai 1988 : arrestation à Biarritz de Julen Madariaga, qui fût l'un des fondateurs et des membres historiques d'ETA.

1988 : campagne d'attentats à la bombe à Santander, Logroño, en Navarre, Arabe, Guipúzcoa et Biscaye pour faire pression sur le gouvernement en vue de négociations.

11-12 juillet 1988 : une action policière menée à San Sébastien conduit à l'arrestation de plusieurs membres présumés du « commando Donosti »^{cdlxiv} dont José Miguel Latasa Guetaria, dit *Fermín*^{cdlxv}. 14 autres personnes sont arrêtées^{cdlxvi}.

19 août 1988 : explosion d'une voiture piégée dans les environs de Vergara (Guipúzcoa)^{cdlxvii}.

21 août 1988 : explosion d'une voiture piégée à Estella (Navarre) lors du passage d'une patrouille de la garde civile. Antonio Fernández Álvarez et José Ferri Pérez sont tués^{cdlxviii}.

10 septembre 1988 : exécution de Martín Martínez Velasco et Pedro Antonio Fonte Santo, policiers de la brigade d'information antiterroriste à Izurtza (Biscaye)^{cdlxix}.

16 octobre 1988 : explosion d'une voiture piégée qui tue le garde civil Julio Gangoso Otero dans une rue de Pampelune^{cdlxx}.

16 octobre 1988 : Juan José Pacheco Cano, membre de l'*Ertzaintza*, est tué en désactivant une bombe dans le tunnel de Legazpi, sur la voie ferroviaire Irún-Madrid^{cdlxxi}.

30 octobre 1988 : libération d'Emiliano Revilla, séquestré pendant 239 jours^{cdlxxii}. Le lendemain de sa libération, ETA réitère son offre de janvier et appelle le gouvernement à entamer un processus de dialogue. En janvier 1989, commencent les discussions d'Alger.

30 octobre 1988 : ETA propose à nouveau un cessez-le-feu au gouvernement espagnol conformément à la logique bilatérale proposée en janvier 1988 (*Egin*, 2 nov. 1988). Felipe González exprime son refus.

- 2 novembre 1988 : ETA propose à nouveau un cessez-le-feu, de deux mois maximum, soumis à la condition d'une négociation avec le gouvernement espagnol en Algérie.
- 22 novembre 1988 : explosion d'une fourgonnette piégée face à la Direction Générale de la garde civile, à Madrid^{cdlxxiii}. Deux civils sont tués. Une cinquantaine de personnes sont blessées.
- 26 novembre 1988 : explosion d'une voiture piégée lors du passage d'une fourgonnette de la police à Bilbao^{cdlxxiv}.
- 18 décembre 1988 : explosion d'une voiture piégée à Eibar (Guipúzcoa) lors du passage d'un convoi de police^{cdlxxv}. Le policier José Antonio Barrado Recio est blessé. Le sacristain de la paroisse d'Arrate, José Aldaolea Abaitua, l'est également. Il décédera ultérieurement des suites de ses blessures.
- 21 décembre 1988 : ETA donne son premier entretien à un quotidien espagnol, *Diario 16* (entretien avec le directeur du journal Pedro J. Ramírez) et affirme sa volonté de mettre un terme à la confrontation armée^{cdlxxvi}.
- 1988 : au cours de l'année, quatre militants d'ETA sont morts (Casanova, 2007, p. 241). Mikel Lopetegui s'est suicidé dans la prison de Herrera. Juan Carlos Alberdi est mort d'une crise cardiaque dans la même prison. Mikel Arrastia s'est tué dans le vide en essayant d'éviter une arrestation. Mikel Kastresana a été abattu par la police.
- 8 janvier 1989 : ETA annonce la première trêve de son histoire, un cessez-le-feu unilatéral de deux semaines comme « preuve de bonne volonté » (voir *Egin*, 8 janvier 1989, p. 11) et visant à débloquer la situation. ETA demande au gouvernement de prendre position en faveur d'un processus de dialogue et souligne que la négociation proposée doit porter sur « les étapes d'application de l'alternative KAS ». Le gouvernement décide de répondre positivement à l'appel mais demande publiquement à ETA de prolonger la trêve (Casanova, 2007, p. 244).
- 11 janvier 1989 : arrestation à Bayonne de José Antonio Urruticoechea, *Josu Ternera*, numéro un présumé d'ETA, d'Elena Beloqui Reza et d'Eloy Uriarte Díaz, dit *Señor Robles*^{cdlxxvii}. *Josu Ternera* est relâché en 2000 faute de preuve.
- 12 janvier 1989 : le forum réuni pour célébrer le premier anniversaire du pacte d'Ajuria Enea s'oppose aux négociations politiques entre ETA et le gouvernement, identifiant du côté de l'organisation clandestine « le manque de volonté réelle de mettre fin au dialogue » (*El Correo Español*, 13/01/1989).
- 16 janvier 1989 : réunion en Algérie de Rafael Vera, secrétaire d'État à la sécurité, Juan Miguel Eguigaray, délégué du gouvernement en Murcie, avec Eugenio Etxebeste, Ignacio Aracama et Belén González Peñalba. Les deux groupes d'interlocuteur constituent les délégations officielles respectives pendant toute la durée du processus. Au cours de la réunion de janvier 1989, le gouvernement demande une prolongation du cessez-le-feu à ETA.
- 21 janvier 1989 : une énorme manifestation appelée par HB parcourt les rues de Bilbao en clamant le slogan *Negoiazioaz Bakera Goaz* (Par la négociation, nous allons à la paix) (Casanova, 2007, p. 245).
- 22 janvier 1989 : ETA prolonge le cessez-le-feu jusqu'au 26 mars.
- 23 janvier 1989 : ETA publie le communiqué en 9 points issu des premières discussions d'Alger (voir *Egin*, 23 janvier 1989 - BAK). Le gouvernement réagit de manière ambiguë sans confirmer ou nier l'accord (Casanova, 2007, p. 244).
- 25 janvier 1989 : des délégations du gouvernement socialiste de Felipe Gonzalez et d'ETA avec Eugenio Etxebeste, dit *Antxon*, notamment se retrouvent à Alger. Quatre autres réunions de travail suivront. La première réunion est consacrée à discuter de la transition et à l'élaboration de la Constitution. Il s'agit de contacts préliminaires. Plusieurs réunions se tiendront encore en février et mars.
- 14 et 20 février 1989 : pourparlers politiques entre ETA et le gouvernement à Alger^{cdlxxviii}.

- 14 mars 1989 : pourparlers politiques entre ETA et le gouvernement à Alger. Les émissaires du gouvernement demandent à ETA de rendre publique une trêve indéfinie, condition pour que les pourparlers puissent se situer à un niveau politique et proposent de scinder le processus pour entamer un dialogue politique dans le cadre du pacte d'Ajuria Enea (Casanova, 2007, p. 246). Antxon exige que participent aux discussions les trois prisonniers militants d'ETA détenus en France : Josu Urrutikoetxea, Mamarru et Txikierdi. Les échanges aboutissent à une situation de blocage partiel.
- 16 mars 1989 : Antxon reçoit de l'intermédiaire algérien, le général Larby Benhair, une contre-proposition de Madrid évoquant la possibilité que le gouvernement espagnol annonce le 17 mars la décision de poursuivre le processus de pourparlers politiques et de recherche de solution pour les trois militants emprisonnés (Casanova, 2007, p. 247). ETA y voit une disposition du gouvernement à négocier plutôt qu'à maintenir le processus. Le gouvernement répond en s'engageant à exprimer « la nécessité d'une solution négociée au conflit », mais après le Conseil des ministres du 17 mars, il n'est plus question de dialogue en Algérie.
- 18 mars 1989 : organisation de la marche « La paix maintenant et pour toujours » appelée par le pacte d'Ajuria Enea contre ETA (Casanova, 2007, p. 247).
- 19 mars 1988 : exécution du garde civil Pedro Ballesteros Rodriguez à Durango (Casanova, 2007, p. 241)^{cdlxxxix}. Son épouse, Carmen Rodríguez Moya, est blessée.
- 22 mars 1989 : cinquième et dernière réunion des pourparlers entre ETA et le gouvernement à Alger (Casanova, 2007, p. 247). Un accord sur huit points est trouvé.
- 27 mars 1989 : ETA publie un nouveau communiqué assurant qu'un accord a été trouvé avec le gouvernement espagnol sur huit points, en l'occurrence maintenir les discussions politiques qui se tiennent en Algérie, le maintien du calendrier, renforcer les délégations des parties prenantes aux négociations, réaliser une table complémentaire avec le PSOE et HB, rendre les négociations publiques, prolonger la trêve jusqu'au 24 juin et rendre public le résultat de ces rencontres.
- 28 mars 1989 : après deux jours de réunion au ministère de l'Intérieur, le gouvernement espagnol, dans un communiqué, considère positives les « discussions politiques » avec ETA et affirme sa volonté de les poursuivre.
- 29 mars 1989 : à la suite d'une rencontre avec l'ensemble des représentants de son parti, José Luis Corcuera, qui fut l'un des représentants du gouvernement dans les négociations d'Alger, modifie dans sa déclaration officielle la question de la table complémentaire avec le PSOE et HB (voir *El País*, 29 mars 1989). Il laisse entendre que le gouvernement n'a pas signé le document issu des discussions d'Alger (Casanova, 2007, p. 248). ETA publie, quatre heures après la déclaration de Corcuera, un communiqué soulignant que ce changement met en danger le cessez-le-feu (voir *Egin*, 29 mars 1989).
- 31 mars 1989 : ETA, dans une nouvelle déclaration, avertit que si le gouvernement ne ratifie pas les accords signés, elle déclarera tous ses fronts de lutte ouverts (Casanova, 2007, p. 249). Elle informe le gouvernement que sa délégation en Algérie est prête à tenir une nouvelle réunion et demande au gouvernement d'organiser dans les 72 heures une rencontre à Alger. Ce dernier ne vient pas aux rencontres. En revanche, il procède à un déploiement de force ainsi qu'à des contrôles routiers renforcés au Pays basque. José Antonio Ardanza Garro, à l'origine de la marche « La paix maintenant et pour toujours » du 18 mars 1989, est reçu par le roi Juan Carlos.
- 4 avril 1989 : ETA publie un communiqué affirmant que les négociations d'Alger ont été rompues du fait que le gouvernement n'a pas respecté les points sur lesquels un accord avait été obtenu (voir *Euskadi Información*, n° 60, 1989). Le gouvernement a refusé d'admettre publiquement qu'un accord avait été trouvé (voir Casanova, 2007, p. 249). ETA déclare que tous les fronts (infrastructures, intérêts français, fonctionnaires pénitentiaires, police, militaires) sont à nouveau ouverts.

- 6 avril 1989 : le gouvernement algérien appelle Madrid et ETA à outrepasser leurs divergences et à continuer le dialogue initié en faveur de la paix. Le gouvernement espagnol réaffirme sa volonté de poursuivre les discussions (voir *El País*, 6 avril 1989) sans reconnaître l'existence d'un accord qu'ETA considère être une condition *sine qua* de la poursuite des discussions.
- 7 avril 1989 : un colis piégé est envoyé à José María Rubio Vázquez, professeur de dessin à Irún. Il visait un policier d'Irún (Casanova, 2007, p. 249).
- 8 avril 1989 : huit charges explosent sur la ligne ferroviaire Gasteiz-Altsasu (Casanova, 2007, p. 249).
- 9 avril 1989 : un colis piégé est envoyé à un fonctionnaire de prison (Casanova, 2007, p. 249).
- 9 avril 1989 : des lettres piégées adressées à Barrionuevo, Elgorriaga et Enrique Mujika sont désamorçées (Casanova, 2007, p. 249).
- 10 avril 1989 : après avoir obtenu le soutien des forces du pacte Ajuria Enea, le gouvernement met en place la riposte aux dernières attaques d'ETA (Casanova, 2007, p. 250).
- 12 avril 1989 : exécution du garde civil José Calvo de la Hoz dans le quartier Las Arenas de Guecho (Biscaye)^{cdlxxx}.
- 13 avril 1989 : ETA réaffirme sa volonté de négocier (voir *Egin*, 13 avril 1989). L'organisation adresse un message à Alger et Madrid réaffirmant la rupture du cessez-le-feu et sa détermination à poursuivre la lutte sur « tous les fronts », y compris militaire, tant que le gouvernement espagnol ne reconnaîtra pas les points d'accord obtenus à Alger (voir *Euskadi Información*, n° 60, 1989).
- 13 avril 1989 : envoi depuis San Sébastian d'un colis piégé au brigadier d'infanterie Joaquín Bordonaba Urriés. Il était affecté à l'unité automobile de l'école militaire d'Alta Montaña de Jaca (Huesca)^{cdlxxxi}.
- 14 avril 1989 : explosion d'une voiture piégée dans le port de Pasajes (Guipúzcoa) lors du passage d'un véhicule transportant des système de radio contrôle^{cdlxxxii}.
- 17 avril 1989 : le gouvernement espagnol déclare qu'« il ne peut y avoir et n'y aura pas de négociations politiques avec ETA » (Casanova, 2007, p. 250). Le même jour, six réfugiés sont expulsés d'Algérie vers la République dominicaine, dont Antxon, Arakama et Belén González, l'équipe de négociation d'ETA.
- 18 avril 1989 : arrestation du « commando Eibar » dans un appartement d'Ondarroa (Biscaye). Il est composé de Juan Carlos Balerdi Iturralde, dit *Eneko*, Jesús María Ciganda Sarratea et Fermín Urdiaín Cirizar^{cdlxxxiii}.
- 23 avril 1989 : arrestation à Pau de Joaquín Sánchez Biurrun, membre présumé du commando Mendaur^{cdlxxxiv}.
- 24 avril 1989 : arrestation à Hendaye de José Ramón López de Abetxuko Likiniano, *Patxuko*, par la PAF^{cdlxxxv}. Il est présumé responsable du logement et du passage de frontières des clandestins d'ETA.
- 26 avril 1989 : une bombe introduite par le réseau d'égouts provoque l'effondrement de la caserne de la garde civile à Laudio (Casanova, 2007, p. 252). Aucune victime n'est à déplorer.
- avril 1989 : après l'échec des « discussions d'Alger », ETA mène 29 opérations militaires tuant deux militaires, Juan Bautista Castellanos et José Calvo de la Hoz. L'organisation prend pour cibles des fonctionnaires de prison au nom de leur participation à la répression (voir *Zuzen*, n° 49, juillet 1990) et développe les actions contre les voies ferroviaires, provoquant ainsi d'importants dommages matériels. En réponse aux répressions de la France sur les réfugiés et aux extraditions de militants vers l'Espagne, ETA attaque les intérêts français en Hegoalde.
- mai 1989 : ETA publie dans le n° 48 *Zuzen* l'évaluation qu'elle fait des négociations d'Algérie.
- 8 mai 1989 : explosion d'une voiture piégée à l'entrée de la prison d'Alcalá-Meco (province de Madrid), lors du passage d'un autobus transportant des employés pénitentiaires^{cdlxxxvi}.
- 15 mai 1989 : Patxi Erdozain représentant d'HB en Navarre reçoit une lettre piégée qui le blesse.

- 24 mai 1989 : explosion d'une voiture piégée dans le quartier de Zorroza à Bilbao^{cdlxxxvii}. Sont tués deux membres de la police nationale, José María Sánchez García et Manuel Jódar Cabrera, un membre de l'Ertzaintza, Luis Hortelano García. L'action a lieu à la veille de la campagne pour les élections au Parlement européen.
- juin 1989 : arrestation à Montpellier d'Estéban González Retolaza et de José Ignacio Urdiain Cirizar, ce dernier est accusé d'avoir participé à l'exécution de Yoyes^{cdlxxxviii}.
- 19 juillet 1989 : exécution d'un commandant et d'un colonel de l'armée, respectivement Ignacio Julio Baragua Arbués et José María Martín Posadillo, près du gouvernement militaire de Madrid^{cdlxxxix}.
- 29 juillet 1989 : explosion à Bilbao d'une voiture piégée lors du passage d'un véhicule de police. L'attentat n'est pas revendiqué par ETA mais le véhicule a été volé par des militants d'ETA^{cdxc}.
- 10 août 1989 : un colis piégé est envoyé au fonctionnaire de la prison de Murcia, Juan Antonio Piñero, mais il est désamorcé^{cdxc}.
- 11 août 1989 : un colis piégé destiné à Dionisio Bolívar, affecté à la prison Salto del Negro à Las Palmas (Grande Canarie), tue Conrada Muñoz Herrera, sa mère^{cdxcii}.
- 12 septembre 1989 : exécution par le commando Madrid de Carmen Tagle González, procureur de l'Audience Nationale^{cdxciii}.
- 15 septembre 1989 : ETA apporte son appui aux opposants à la construction d'une autoroute entre San Sébastian et Pampelune, qui traverse la vallée de Leizarán (Casanova, 2007, p. 258). Le 15 septembre 1989, ETA s'attaque aux deux entreprises impliquées dans les travaux.
- septembre 1989 : ETA avertit publiquement tous les ingénieurs, techniciens supérieurs, responsables et dirigeants qu'il faut respecter le moratoire demandé par le mouvement populaire concernant l'autoroute entre San Sébastian et Pampelune, sous peine de devenir des cibles militaires de l'organisation (Zuzen, n° 49, juillet 1990). Les travaux sont suspendus. Jusqu'en 1991, ETA mène onze attaques contre les entreprises impliquées dans le projet de construction mais à titre exclusif de soutien au mouvement populaire à l'initiative de l'opposition au projet.
- 16 septembre 1989 : Juan Oyarbide, dit *Txilibita*, et Manu Urionabarrenetxea sont tués lors une fusillade par la garde civile alors qu'ils tentaient de traverser la frontière à bord d'un camion^{cdxciv}.
- 24 octobre 1989 : attentat à la bombe contre le consul espagnol à Rotterdam, Javier Gil Catalina^{cdxcv}. Sa voiture est détruite. Aucune victime n'est à déplorer. Des intérêts espagnols sont aussi attaqués à La Haye et Amsterdam.
- 27 octobre 1989 : explosion de deux bombes à La Haye dans les bureaux espagnols du commerce et de l'emploi à Patijnlaan et Riouwstraat^{cdxcvi}.
- 6 novembre 1989 : l'explosion d'une voiture piégée à Getxo tue le sous-inspecteur de la police nationale, Eladio Rodríguez García. L'action est attribuée au « commando Vizcaya »^{cdxcvii}.
- 17 novembre 1989 : exécution du lieutenant-colonel José Martínez Moreno par le commando Madrid^{cdxcviii}.
- 20 novembre 1989 : le journaliste et représentant d'HB au Congrès, Josu Muguruza, est tué par les GAL dans l'hôtel Alcala à Madrid.
- 24 novembre 1989 : enlèvement de l'ingénieur Adolfo Villoslada. Il est libéré après 85 jours de séquestration après le paiement d'une rançon substantielle^{cdxcix}.
- 6 décembre 1989 : deux grenades ont été tirées à La Haye contre la maison de l'ambassadeur d'Espagne, Manuel María Sassot Cañadas, à Lange Voorhout^d.
- 13 décembre 1989 : Angel Alcalde, qui remplace à son poste de député Josu Muguruza tué en novembre 1989, annonce lors d'une conférence de presse à Bruxelles, qu'ETA serait prête à

déclarer une trêve de trois mois si le gouvernement acceptait de reprendre le dialogue au point où il était resté en Algérie (Casanova, 2007, p. 254). Cette proposition reste lettre morte.

Années 1990

- 1990 : début des années 1990, envoi de lettres piégées à José Julián Elgorriaga Goyeneche^{di}, José Quartiernuevo et José Luis Corcuera^{dii} qui ont joué un rôle clef dans la répression contre ETA.
- 27 janvier 1990 : une bombe explose vers 4h30, à la porte du bar Quixote à Beriain, près de Pampelune^{diii}. La DYA (*Detente y Ayuda* - Association d'assistance routière) de Pampelune a été avertie avant l'explosion.
- 30 janvier 1990 : l'explosion d'une bombe placée sur une bicyclette tue un officier de police à Bilbao^{div}. Il s'apprêtait à prendre son véhicule.
- 5 février 1990 : des membres du service de déminage (GEDEX) désamorcent une bombe placée dans un sac poubelle devant le bureau de poste d'Ortuella (Biscaye)^{dv}.
- 6 février 1990 : une bombe placée sous la voiture d'un véhicule d'un garde civil à Ortuella (Biscaye) est désamorcée^{dvi}.
- 27 février 1990 : un colis piégé adressé au président de l'Audience nationale, Fernando de Mateo Lage, le blesse grièvement aux mains et à l'œil^{dvii}.
- 27 février 1990 : Eduardo Fungairiño Bringas, procureur, a reçoit un colis piégé que la police désamorce^{dviii}.
- 27 février 1990 : Francisco Albarracín Grech, lieutenant de réserve de Valence reçoit un colis piégé que la police désamorce^{dix}. José María Arregui Erostarbe, dit *Fiti*, est accusé de l'envoi de ces trois colis piégés.
- 28 février 1990 : l'explosion d'une lettre piégée blesse María del Pilar Fernández, fonctionnaire des postes^{dx}.
- 1^{er} mars 1990 : attentat contre Aureliano Rodríguez Arenas, lieutenant de marine, à San Sébastian^{dxii}. Il est blessé à la tête mais meurt des suites de ses blessures le 1^{er} juin.
- 3 mars 1990 : une grenade est lancée contre la caserne de la garde civile d'Amorebieta (Biscaye)^{dxiii}.
- 6 mars 1990 : une lettre piégée, envoyée au Congrès et adressée au ministre de l'Intérieur José Luis Corcuera, est interceptée par la police^{dxiiii}.
- 14 mars 1990 : exécution de Martutene Ángel Mota Iglesias, fonctionnaire pénitentiaire à San Sébastian^{dxiv}.
- 15 mars-20 juin 1990 : Eugenio Etxebeste, déporté en République dominicaine, reçoit cinq visites de délégués du gouvernement espagnol (Casanova, 2007, p. 256). Les représentants espagnols sont le lieutenant-colonel de la garde civile Felix Hernando et un civil dont l'identité n'est pas connue avec certitude. Le gouvernement cherche à faire revivre les discussions avec ETA pour tenter d'obtenir une pacification avant l'Exposition universelle de 1992 à Barcelone.
- 2 avril 1990 : arrestation d'Henri Unai Parot, appartenant au commando itinérant Argala, à Santiponce (Séville)^{dxv}. Suite à des aveux sous la torture, sont arrêtés en France José Otxoantesana, Txistor Haramboure, Jakes Esnal, Maite Esnal, Filipe Saez, Pantxo Denis, Panpi Erramundegi, Bixebte Garcia et Jon Parot, frère d'Henri.
- 4 avril 1990 : exécution à Pasajes Ancho de Benjamín Quintano, cuisinier de la garde civile à Intxaurreondo^{dxvi}.
- 6 avril 1990 : exécution d'un trafiquant de drogue, Miguel Paredes Garcia, et de sa compagne, Elena Moreno Jimenez, à la sortie d'un bar de San Sébastian^{dxvii}.

- 7 avril 1990 : attaque à la grenade de la caserne de la garde civile de Lekunberri (Navarre)^{dxviii}. Six grenades ont été lancées. Elles ont fait des blessés mais pas de mort.
- 19 avril 1990 : une lettre piégée blesse gravement María del Carmen de Felipe Corisco, fonctionnaire à Séville de la commission pour l'exposition universelle Expo'92^{dxix}. La lettre était destinée au commissaire général de l'Expo 92, Manuel Olivencia.
- 22 avril 1990 : troisième réunion entre Eugenio Etxebeste et les délégués du gouvernement espagnol en République dominicaine (Casanova, 2007, p. 256). Émergent les premières propositions : les émissaires gouvernementaux offrent de reprendre le dialogue à Alger avec Antxon et deux autres personnes après une trêve tacite de deux mois. ETA approuve la reprise du dialogue mais en présence de trois autres interlocuteurs, et refuse la trêve.
- 23 avril 1990 : un colis piégé est envoyé au directeur des travaux pénitentiaires, Rafael Martínez de la prison de Carabanchel. Il blesse le concierge de l'École des études pénitentiaires, Angel Guerrero Rojas^{dx}. Un autre colis piégé a été envoyé au Ministère de la justice. Il est désamorcé par la garde civile. Il s'agit du 19^{ème} colis piégé envoyé par ETA à des fonctionnaires du Ministère de la justice.
- 9 mai 1990 : deux bombes explosent sur le parcours du tour cycliste d'Espagne à l'étape du passage de la frontière entre La Rioja et la Navarre^{dxxi}. Aucun blessé n'est à déplorer.
- 16 mai 1990 : un colis piégé est désactivé à Burgos^{dxii}. Il était destiné à l'Expossegur de Séville.
- 3 juin 1990 : exécution à Rochapea (près de Pampelune) de Francisco Almagro Carmona, ex-policier limogé pour trafic de drogue^{dxiii}.
- 13 juin 1990 : exécution à San Sébastian du colonel d'infanterie à la retraite José Lasanta Martínez^{dxiv}.
- 18 juin 1990 : une bombe produit l'explosion de la voiture du policier Francisco Salas à Basauri (Biscaye)^{dxv}. On ne déplore aucun blessé.
- 20 juin 1990 : un engin explosif placé à l'intérieur d'une voiture appartenant à un agent de la police nationale est désamorcé à Bilbao par des membres de l'équipe de neutralisation des explosifs (EDEX)^{dxvi}.
- 25 juin 1990 : le « commando Nafarroa » d'ETA rencontre une patrouille de la garde civile près de Lumbier (Navarre)^{dxvii}. Se produit un échange de tirs. Le commando prend la fuite après avoir tué un officier militaire (Casanova, 2007, p. 257). L'un des membres du « commando Nafarroa », Germán Rubenach, grièvement blessé, est arrêté. Le lendemain matin, les corps de Susana Arregi et Jon María Lizarralde, dit *Heavy*, sont retrouvés avec des balles dans la tête tirées à bout portant. Le ministère de l'Intérieur défend la thèse d'un suicide collectif^{cdxxviii}.
- 28 juin 1990 : exécution à San Sébastian capitaine de l'armée à la retraite Ignacio Urrutia^{dxix}.
- 30 juin 1990 : explosion d'une bombe à Amsterdam devant un immeuble d'Overtoom où la compagnie aérienne Iberia est présente^{dx}. Aucune victime n'est à déplorer.
- juillet 1990 : ETA accuse l'État espagnol de bloquer le processus politique de résolution du conflit par la perpétuation de la confrontation et l'occupation par des moyens militaires du Pays basque (voir *Zuzen*, n° 49, juillet 1990). ETA annonce que les intérêts économiques de l'État espagnol seront visés lors de l'Expo'92 (voir *Zuzen*, n° 49, juillet 1990).
- 7 juillet 1990 : explosion de la voiture du policier, Juan Domínguez Cruz, à Baracaldo^{dxxi}. Il perd les deux jambes.
- 8 juillet 1990 : explosion d'une bombe dans une agence bancaire de la Banco de Bilbao Vizcaya à Herengracht (Amsterdam)^{dxiii}. Trois personnes sont blessées.
- 12 juillet 1990 : explosion d'une bombe à Algorta (Biscaye). Elle blesse le garde civil José Mangas Suárez^{dxiii}.
- 24 juillet 1990 : ETA revendique les actions menées à Amsterdam^{dxiv}.
- 12 août 1990 : quatre grenades sont lancées entre 3h25 et 3h57 du matin contre la caserne de la garde civile à Zarautz (Guipúzcoa)^{dxv}. Aucune victime n'est à déplorer.

- 12 août 1990 : trois camions appartenant à l'entreprise Construcciones y Contratas (Conycon) ont été incendiés à Saint-Sébastien par plusieurs inconnus. C'est la septième attaque qui touche plusieurs entreprises de construction liées au projet d'autoroute qui doit relier la Guipúzcoa et la Navarre. ETA est présumée responsable^{dxxxvi}. Trois jours auparavant ETA avait lancé une menace contre les techniciens des entreprises impliquées dans la construction de ce projet routier.
- 14 août 1990 : explosion d'une bombe à deux heures de l'après-midi à la station de Pajares, au kilomètre 49,5 de la ligne León-Gijón^{dxxxvii}. L'alerte avait été donnée par ETA. Aucune victime n'est à déplorer.
- 14 août 1990 : un engin explosif placé sous la voiture d'un policier est désamorcé à San Sébastian^{dxxxviii}.
- 17 août 1990 : explosion d'une voiture piégée près du commissariat de police de Burgos^{dxxxix}. Cinquante personnes sont blessées^{dxl}.
- 17 août 1990 : explosion d'une bombe sur la ligne ferroviaire Madrid-Oviedo entre les villes de Sanchidrián et Arévalo^{dxli}. Aucune victime n'est à déplorer. L'explosion fait suite à une menace prononcée par ETA le 13 août.
- 21 août 1990 : José María Arancistroqui meurt en manipulant une bombe à Oiartzun à 2h du matin^{dxlii}.
- 28 août 1990 : explosion de bombes dans deux bars de San Sébastian, Beste Bar et Cervecería Loyola^{dxliii}. Une alerte est donnée à 4h15. L'action s'inscrit dans la campagne d'ETA contre le trafic de drogue et les établissements où sont consommés des stupéfiants.
- 30 août 1990 : un engin explosif visant le lieutenant-colonel de la garde civile Enrique Rodríguez Galindo, impliqué dans la guerre sale, est désamorcé dans la caserne d'Intxaurrondo^{dxliv}. Pedro María Solana, dit *Kepa*, est accusé des faits^{dxlv}.
- 31 août 1990 : un engin explosif détruit un bateau auxiliaire du commandement de la Marine dans le port de San Sébastian^{dxlvi}. L'alerte a été donnée à 9h du matin. L'explosion s'opère sous le contrôle du service de déminage de la police nationale (TEDAX).
- 31 août 1990 : trois individus prétendant agir au nom d'ETA ont saisi 300 plaques d'immatriculation dans l'attaque à main armée d'un atelier de Bilbao^{dxlvii}.
- 2 septembre 1990 : explosion d'une voiture piégée visant le point de contrôle de la garde située sur le quai de Uribitarte (Bilbao)^{dxlviii}. L'action est réalisée quatre jours après que les administrations centrale et basque conviennent du réaménagement/restructuration des Corps de sécurité de l'État au Pays basque et du déploiement de l'*Ertzaintza* (police autonome basque). Il s'agit de la première utilisation par ETA d'une voiture piégée non postée (voiture bélier)^{dxlix}. Un garde civil, José Manuel Alba Morales, et un civil ont été tués.
- 9 septembre 1990 : explosion de deux bombes dans une raffinerie de pétrole (Repsol) à Tarragone^{dl}. ETA est présumée responsable.
- 11 septembre 1990 : explosion d'une voiture piégée face à la caserne de la garde civile de Carthagène (Murcie)^{dlí}. 17 personnes sont blessées^{dlíi}.
- 16 septembre 1990 : l'explosion d'une bombe, actionnée à distance au passage d'un véhicule de la police nationale, blesse deux agents à Bilbao^{dlíiii}.
- 18 septembre 1990 : échange de tirs à Pampelune entre une patrouille de la police nationale et un commando d'ETA préparant une action contre un vendeur de drogue présumé^{dlíiv}. Mikel Castillo Furtado (ETA) est tué. Bautista Barandalla Iriarte est arrêté.
- 22 septembre 1990 : trois grenades sont lancées contre la caserne de police d'Aldapeta de San Sébastian^{dlív}. L'action est menée par le commando Ipar Haizea.
- 23 septembre 1990 : arrestation à Biarritz de José Javier Zabaleta Elosegui, *Waldo/Baldo*, responsable de l'appareil logistique et des « commandos » d'ETA^{dlívi}.
- 26 septembre 1990 : un engin explosif placé sous la voiture d'un policier est désamorcé près du commissariat de Basauri (Biscaye)^{dlívií}.

- 6 octobre 1990 : Carlos Arberas, propriétaire du bar Batela à Plentzia, est tué^{dlviii}. L'action est attribuée à ETA. Elle a eu lieu quelques heures après que plusieurs milliers de personnes appelées par Herri Batasuna à Bilbao aient demandé des négociations entre le gouvernement et ETA, cinq jours avant l'ouverture de la campagne électorale au Pays basque.
- 17 octobre 1990 : une voiture piégée est désamorcée par la police à San Sébastien après un appel passé par ETA^{dlxix}. La voiture était stationnée devant un concessionnaire automobile.
- 23 octobre 1990 : une voiture piégée, placée devant le siège de l'institut de l'armée, est désamorcée par la garde civile à Unquera (Cantabrie)^{dlx}. Une alerte avait été donnée par ETA pour que la bombe puisse être localisée.
- 2 novembre 1990 : attaque à la grenade de la caserne de la garde civile à Balmaseda (Biscaye)^{dlxi}. Les cinq grenades lancées n'ont pas fait de blessé.
- 3 novembre 1990 : explosion dans le quartier Trintxerpe de San Sébastien non loin de bâtiments habités par des policiers^{dlxii}. 90 familles de policiers habitent dans le quartier. L'action n'a produit aucun blessé.
- 8 novembre 1990 : deux policiers, Antonio Felipe Gómez et Miguel Ángel Hidalgo, sont blessés à la suite de l'explosion d'une moto piégée à Pasaia (Guipúzcoa)^{dlxiii}.
- 14 novembre 1990 : arrestation de Luis María Zarauz Zabala (39 ans) et José María Beristáin Intxausti à Usurbil pour ce dernier, membres présumés de l'infrastructure du « commando Donosti »^{dlxiv}.
- 17 novembre 1990 : arrestation de Carmen Gisasola Solozábal, dite *Lourdes*, en Iparralde^{dlxv}. Elle était responsable des commandos légaux d'ETA depuis l'arrestation le 23 septembre 1990 de José Javier Zabaleta, dit *Baldo*.
- 18 novembre 1990 : explosion d'un camion piégé à Santurce (Biscaye) au passage d'un véhicule de police^{dlxvi}. Deux policiers sont tués.
- 23 novembre 1990 : explosion d'une voiture piégée devant la caserne de la garde civile à Sant Carles de la Rápita (Tarragone)^{dlxvii}.
- 1990 : des discussions sont menées à Saint-Domingue entre Eugenio Etxebeste et un interlocuteur anonyme surnommé *Botijero*. Les cinq rencontres aboutissent à un échec dans la mesure où le gouvernement espagnol pose comme pré-condition un cessez-le-feu de deux mois minimum et ETA de 15 jours (voir Nuñez, tome VIII, 1993, p. 78).
- décembre 1990 : dans le cadre des discussions mises en place depuis mars 1990, les émissaires du gouvernement communique par fax à Antxon la nécessité d'une trêve avant la reprise des pourparlers (Casanova, 2007, p. 256).
- décembre 1990 : ETA réaffirme le rôle déterminant de la lutte armée dans la stratégie politico-institutionnelle du MLNV et par conséquent le fait qu'il n'est pas possible d'y renoncer ou de lui conférer une fonction secondaire (voir *Barne Buletina*, n° 6, décembre 1990).
- 1^{er} décembre 1990 : explosion d'une bombe dans un bar de San Sébastien^{dlxviii}. L'alerte avait été donnée par ETA à la police municipale avant l'explosion.
- 8 décembre 1990 : explosion d'une voiture piégée lors du passage d'un fourgon de police à Sabadell (Barcelone)^{dlxix}. Six policiers sont tués et 10 personnes blessées.
- 9 décembre 1990 : explosion d'une bombe dans des logements militaires à San Sébastien^{dlxx}. Il s'agit du troisième attentat commis par ETA contre ce bâtiment au cours des cinq dernières années.
- 13 décembre 1990 : Vicente López Jiménez vendeur de journaux soupçonné d'être un informateur de la police est tué à San Sébastien^{dlxxi}. L'action est revendiquée par ETA.
- 14 décembre 1990 : explosion d'une bombe à Amorebieta^{dlxxii}. Un policier, Luis Alfredo Achurra Cianca, est tué.
- 14 décembre 1990 : explosion d'une bombe dans une station service de San Sébastien^{dlxxiii}. L'inspecteur Juan Manuel Sánchez Polo est blessé.

- 15 décembre 1990 : explosion d'une bombe devant la station de police de Basauri (Biscaye)^{dlxxiv}. Un civil est légèrement blessé. Attentat attribué à ETA.
- 17 décembre 1990 : explosion d'un colis piégé détourné de son destinataire^{dlxxv}. Action attribuée à ETA. Une blessée.
- 20 décembre 1990 : explosion d'une voiture piégée à Valence^{dlxxvi}. 12 personnes sont blessées.
- 27 décembre 1990 : une lettre piégée destinée à l'entreprise Segurisa, chargée de la sécurité des travaux de l'autoroute Irurzun-Andoaín, est désamorcée par la police^{dlxxvii}.
- 28 décembre 1990 : une voiture piégée, située devant la caserne de la garde civile de Durango (Biscaye), est désamorcée^{dlxxviii}.
- 1990 : ETA a réalisé plus d'une centaine d'actions qui tué 26 personnes (Casanova, 2007, p. 257). La campagne contre le trafic de drogue s'est intensifiée avec plusieurs actions meurtrières et l'envoi de lettres piégées qui ont souvent touché des tiers plutôt que les personnes visées.
- 1991 : à partir de 1991, ETA attaque les intérêts économiques espagnols en Allemagne et en Italie. Durant l'année 1991, ETA perpétue cinq exécutions de revendeurs de drogue présumés (voir Nuñez, tome VIII, 1993, p. 99). Le trafic de drogue participe au Pays basque d'une stratégie policière contre le mouvement abertzale (voir *Zuzen*, n° 49, juillet 1990). ETA est, en 1991, à l'origine de 137 actions armées ayant tué 44 personnes et blessé 98 autres. La France réalise la première extradition d'un dirigeant d'ETA, Iñaki Pujana, qu'elle remet à l'Espagne.
- 1^{er} janvier 1991 : un colis piégé est désamorcé par la police dans un bureau de police de Vitoria^{dlxxix}.
- 2 janvier 1991 : exécution de Luis García Lozano, colonel et gouverneur militaire de Guipúzcoa^{dlxxx}.
- 8 janvier 1991 : explosion à Bilbao d'une bombe sous la voiture d'une femme dont la famille est soupçonnée par ETA d'être impliquée dans le trafic de drogue^{dlxxxi}. María García Bañuelos et sa fille Laura Manzanares García sont blessées. Deux membres de la même famille furent déjà exécutés par ETA en 1988 et en 1989.
- 9 janvier 1991 : explosion à Bilbao d'une bombe placée sous la voiture d'un trafiquant de drogue présumé, Isidro Jiménez Dual^{dlxxxii}. Il meurt de ses blessures deux jours plus tard.
- 10 janvier 1991 : explosion d'une voiture piégée à San Sébastian^{dlxxxiii}. José Ignacio Lago est blessé. Attentat attribué à ETA.
- 18 janvier 1991 : explosion d'une bombe dans un immeuble de San Sébastian^{dlxxxiv}. Elle vise le garde civil Francisco Blanco. Attentat attribué à ETA.
- 22 janvier 1991 : explosion d'une bombe de faible intensité à la Banque Hispano-Américaine de Pampelune^{dlxxxv}. Attentat attribué à ETA.
- 31 janvier 1991 : exécution de l'ancien garde civil Francisco Díaz de Cerio Gómez dans le quartier Otxarkoaga de Bilbao^{dlxxxvi}.
- janvier 1991 : les émissaires du gouvernement communique en personne à une délégation d'HB la nécessité d'une trêve avant la reprise des pourparlers initiés à Saint-Domingue (Casanova, 2007, p. 256-257).
- 4 février 1991 : explosion de deux engins à 0h50 du matin près de maisons occupées par la police dans le quartier Trintxerpe de San Sébastian^{dlxxxvii}. Attentat attribué au commando Donosti d'ETA.
- 14 février 1991 : l'explosion d'une bombe à 5h du matin détruit un bateau de surveillance côtière dans le port d'Hondarribia (Guipúzcoa)^{dlxxxviii}. L'embarcation appartenait au commandement de marine de Bidasoa.
- 15 février 1991 : explosion d'une voiture piégée face à la prison provinciale de Málaga^{dlxxxix}.
- 19 février 1991 : l'explosion d'un engin détruit à 23h20 l'excavateur d'une entreprise travaillant à la construction de l'autoroute Navarre-Guipúzcoa^{dlxc}.

- 21 février 1991 : explosion d'une bombe à 23h dans la Banque centrale de Pampelune^{dxci}. L'action est attribuée à ETA.
- 2 mars 1991 : explosion à 0h20 d'une bombe placée dans un camion près du poste de contrôle de la garde civile de la raffinerie Petronor, à Somorrostro (Biscaye)^{dxcii}. Cinq gardes civils et une civile sont blessés. Il s'agit de la première action d'ETA utilisant un camion.
- 3 mars 1991 : explosion à 5h30 d'une bombe devant un concessionnaire Renault à San Sébastian^{dxciiii}. Aucun blessé. L'action est attribuée à ETA.
- 4 mars 1991 : exécution de José Edmundo Casañ Pérez-Serrano, directeur à Valence de l'entreprise *Ferrovial*, impliquée dans la construction de l'autoroute reliant San Sébastian et Pampelune (Casanova, 2007, p. 259)^{dxciiv}. L'entreprise *Ferrovial* participe également aux travaux pour l'exposition universelle de Séville^{dxciiv}. ETA présente l'action comme une volonté d'ouvrir le dialogue sans vouloir être impliquée directement dans le conflit (voir *Zuzen*, n° 51, mai 1991). Le tracé de l'autoroute est finalement modifié après les élections en Guipúzcoa et Navarre.
- 4 mars 1991 : une bombe est désamorcée à Valence^{dxciiv}. L'action est attribuée à ETA.
- 7 mars 1991 : explosion d'une voiture piégée face au siège de l'entreprise *Construcciones y Contratas*, dans le quartier de Chamartín à Madrid^{dxciivii}. Aucun blessé n'est à déplorer.
- 16 mars 1991 : une voiture piégée actionnée à distance tue le garde civil Luis Aragón Guillén dans le quartier d'Eguía de San Sébastian^{dxciiviii}. Trois gardes civils et deux civils sont blessés.
- 18 mars 1991 : arrestation à Biarritz de Jesús Arkautz Arana, dit *Josu Mondragón*, considéré par la police espagnole comme l'un des responsables d'ETA^{dxciix}.
- 20 mars 1991 : une voiture piégée est désamorcée, proche d'une caserne militaire, rue de la Virgen del Puerto à Madrid^{dc}.
- 8 avril 1991 : l'explosion de sa voiture, rue Juan de Garay à Barakaldo (Biscaye), tue José Manuel Cruz Martín, agent de l'École élémentaire du corps national de la police^{dc}.
- 15 avril 1991 : explosion d'une voiture piégée face à la caserne de la garde civile à Torremolinos (Málaga)^{dcii}.
- 15 avril 1991 : María del Coro Villamudría Sánchez, fille d'un policier, meurt dans l'explosion d'une bombe placée sous le véhicule de ses parents à San Sébastian (Casanova, 2007, p. 261)^{dciii}.
- 30 avril 1991 : Marisol Mujika, Rosa Díez et Jesús Fernández du groupe armé *Iraultza* sont tués en manipulant leur bombe à Sestao^{dciv}.
- 20 mai 1991 : explosion d'une voiture piégée devant la façade de la caserne de la garde civile à Casalarreina (Rioja)^{dcv}.
- 28 mai 1991 : explosions à l'ambassade d'Espagne à Rome, aux bureaux d'Iberia à Milan et de la BBV^{dcvi}. Explosion à Bologne à 3h30 près du bâtiment Cervantes. Une patrouille mobile de la police italienne affectée à la surveillance du siège milanais de la compagnie aérienne espagnole, a découvert vers 15h30 le colis piégé. Aucune victime n'est à déplorer. Les actions ont été revendiquées par ETA et la Falange Armada Italiana.
- 29 mai 1991 : attaque à la voiture piégée d'une caserne de la garde civile à Vich (Catalogne). Deux gardes civils (Juan Salas Píriz et Juan Chíncoa Alés) sont tués ainsi que sept membres des familles. ETA souligne qu'elle demande depuis 1981 l'évacuation des civils des installations militaires et de police (voir *Zuzen*, n° 52, septembre 1991)^{dcvii}. 44 personnes sont blessées.
- 30 mai 1991 : en réaction à l'attaque du 29 mai, des unités spéciales de la garde civile tue Joan Carles Monteagudo et Jon Erezuma à Lliça d'Amunt (près de Vich). José Zubieta est arrêté. Les militants appartenaient au commando ayant réalisé l'action du 29 mai (Casanova, 2007, p. 261).
- 31 mai 1991 : à Bilbao, Iberto García González, policier, est blessé dans l'explosion d'une bombe placée dans son véhicule^{dcviii}.

- printemps-été 1991 : ETA initie une campagne contre les intérêts touristiques espagnols en Alicante et à Málaga. On ne déplore aucun mort.
- 5 juin 1991 : l'explosion d'une bombe sous sa voiture tue le lieutenant Enrique Aguilar Prieto, de l'armée de l'air à Madrid^{dcix}. 4 autres personnes sont blessées. L'action est menée par le commando Madrid^{dcx}.
- 5 juin 1991 : explosion au bureau d'Iberia à Milan et à l'école espagnole de Bologne. Trois policiers italiens ont été légèrement blessés près d'Iberia^{dcxi}. Les actions ont été revendiquées lors d'appels téléphoniques au siège de l'agence Ansa à Rome par la *Falange Armada Italiana* et ETA.
- 12 juin 1991 : deux policiers, Andrés Muñoz Pérez et Valentín Martín Sánchez, tentant de désamorcer un engin explosif qui se trouvait dans l'entreprise Servitrans à Madrid sont tués^{dcxii}. 4 autres policiers et deux civils sont blessés. L'engin était destiné au Président de l'entreprise Construcciones Atocha, impliqué dans la construction de l'autoroute de Leizarán.
- 13 juin 1991 : exécution du garde civil Ricardo Couso Ríos à Trápaga (Biscaye)^{dcxiii}. Le commando Vizcaya et Juan María Ormazábal Ibarguen, dit *Turko*, sont soupçonnés d'être à l'origine de l'action^{dcxiv}.
- 23 juin 1991 : explosion d'une voiture piégée face au commissariat de police du quartier San Blas à Madrid^{dcxv}. Aucune victime n'est à déplorer.
- 24 juin 1991 : une bombe est placée sous la voiture d'un policier à Basauri (Biscaye) mais l'engin s'en est détaché puis a été désamorcé^{dcxvi}.
- 28 juin 1991 : un colis piégé envoyé à la prison de Séville tue un agent pénitentiaire, deux prisonniers et un parent d'un détenu^{dcxvii}. L'action est attribuée à ETA.
- 1^{er} juillet 1991 : un colis piégé tue à Madrid deux artificiers de la police nationale, Pedro Domínguez Pérez et Luis Claraco López, qui tentaient de le désamorcer^{dcxviii}. L'explosion a eu lieu dans l'entrepôt de la société de transport de colis Express Cargo dans la zone industrielle de Villaverde à Madrid. Un appel avait indiqué l'existence du colis.
- 6 juillet 1991 : deux bombes incendiaires ont été lancées aux premières heures du jour à Rome sur des bus touristiques espagnols en provenance de Madrid, sans faire de victimes^{dcxix}. ETA est soupçonnée d'être impliquée dans l'action. ETA avait précédemment envoyé une lettre aux agences de voyage basées dans le sud de la France pour les « prévenir » des risques du tourisme en Espagne. Les intérêts touristiques et économiques français « ont été un objectif militaire dans le cadre de la lutte contre l'État espagnol »^{dcxx}.
- 25 juillet 1991 : explosion d'une voiture piégée près de la caserne à Irún (Guipúzcoa)^{dcxxi}.
- juillet 1991 : le tracé initial de l'autoroute devant relier San Sébastien et Pampelune est entériné (Casanova, 2007, p. 261), ce qui conduit à une reprise des actions armées d'ETA et à la prolongation du conflit dans les mois qui suivent.
- 27 juillet 1991 : ETA remet une lettre aux agences de presse européennes expliquant ses actions contre les intérêts espagnols au sein de l'UE. Elle critique la démocratie postfranquiste, la violence d'État, le traitement des prisonniers, les opérations du GAL des lesquelles le gouvernement socialiste s'est compromis. Elle souligne le droit à l'auto-détermination, évoquant le cas des anciennes républiques soviétiques, et l'ambivalence de l'UE à l'égard des résistances armées à travers le monde (voir « Carta de ETA a las agencias de prensa europeas », in Nuñez, tome VIII, 1993, p. 295-296 ; voir aussi *Barne Buletina* n° 58, juillet 1991).
- 27 juillet 1991 : explosion d'une voiture piégée devant la caserne d'Irún (Guipúzcoa), où réside une centaine de gardes civils et leurs familles^{dcxxii}. 4 gardes et 12 membres des familles sont blessés.
- 27 juillet 1991 : explosion d'une voiture piégée lors du passage d'une voiture de patrouille de la police nationale à San Sébastien^{dcxxiii}. Aucune victime n'est à déplorer.

- 28 juillet 1991 : explosion d'une voiture piégée lors du passage d'un véhicule de la garde civile à Getxo (Biscaye)^{dcxxiv}. Un garde civil, Carlos Pérez Dacosta, est tué.
- 2 août 1991 : explosion d'un colis piégé à Madrid blesse Felipe Rey Patiño, cadre de Construcciones Atocha, propriétaire d'une entreprise participant aux travaux de l'autoroute de Leizarán, et son garde Antonio Llanes Chacón^{dcxxv}. Le colis était destiné à Felipe Rey Patiño.
- 3 août 1991 : explosion d'une bombe sur la voie ferrée près de Villamuriel de Cerrato (Palencia)^{dcxxvi}.
- 8 août 1991 : un engin explosif est désamorcé sur la ligne Medina-Segovia près d'Olmedo^{dcxxvii}.
- 16 août 1991 : lors d'une opération menée par la garde civile contre le « commando Donosti », Francisco Iciar Aguirre, José Joaquín Leunda Mendizábal et Francisco Javier Ormaetxea Antepara, membres présumés d'ETA, sont tués^{dcxxviii}. Les conditions de leur mort restent obscures (Casanova, 2007, p. 262).
- 17 août 1991 : explosion d'une bombe sur la voie ferrée près de Pancorbo (Burgos)^{dcxxix}.
- 19 août 1991 : explosion d'une voiture piégée au péage de l'autoroute basque-aragonaise A-68^{dcxxx}.
- 29 août 1991 : le militant basque Juan Mari Ormazabal, dit *Tturko*, et le policier autonome (*Ertzaintza*) Alfonso Mentxaka meurent dans le parc Exteberria de Begoña près de Bilbao dans une confrontation^{dcxxxi}. *Tturko* est tué à bout portant. Lors de la commémoration de la mort de *Tturko* en 1992, la police autonome intervient et arrête cinq membres de la Table Nationale d'HB à Rentería.
- septembre 1991 : publication d'un texte d'ETA dans *Zutabe*, récusant que l'organisation vise des civils^{dcxxxii}, d'une part, et que les dernières actions réalisées constituent une offensive avant l'Exposition universelle de 1992^{dcxxxiii}.
- 16 septembre 1991 : explosion d'une voiture piégée devant la caserne de la garde civile à Muchamiel (Alicante)^{dcxxxiv}. Trois morts, 30 blessés sont à déplorer.
- 7 octobre 1991 : Iñaki Pujana Alberdi (dit Alain Delon), responsable présumé des commandos opérationnels d'ETA en 1985 et 1987, est extradé vers l'Espagne pour être jugé comme auteur du meurtre de l'industriel Ramiro Salazar, exécuté le 23 juillet 1983 à Vitoria^{dcxxxv}. Il s'agit de la première extradition par la France d'un dirigeant d'ETA remis à l'Espagne.
- 17 octobre 1991 : explosion de trois voitures piégées dans le quartier d'Aluche à Madrid^{dcxxxvi}. La première bombe explose peu avant 9h00 sous la voiture du lieutenant d'artillerie de l'Armée de Terre, Francisco Caballar Muñoz, et le tue^{dcxxxvii}. Une heure plus tard, dans la rue Camarena, une deuxième bombe, placée sous la voiture de l'employée de bureau María Jesús González González, explose. Deux personnes sont blessées. À 11h20, dans la rue Pablo Casals, explose une troisième bombe, placée sous la voiture du commandant Rafael Villalobos Villa. Il est grièvement blessé.
- 23 octobre 1991 : exécution de deux gardes civils, Eduardo Sobrino González et Juan Carlos Trujillo García, dans le bar El Puente de San Sebastián^{dcxxxviii}.
- 25 octobre 1991 : Xabier Goitia Elordi, dit *Kabi*, meurt à Bilbao en manipulant sa bombe^{dcxxxix}.
- 7 novembre 1991 : Fabio Moreno Asla, enfant d'un garde civil, meurt dans l'explosion d'une bombe placée sous le véhicule de ses parents à Erandio (Casanova, 2007, p. 261). L'action est attribuée au « commando Vizcaya »^{dcxli}.
- novembre 1991 : trois kilos d'ammonium préparés pour exploser sur la ligne ferroviaire Madrid-Irún à Bujedo sont désactivés^{dcxlii}.
- novembre 1991 : ETA intervient à la télévision italienne RAI. Un homme explique les objectifs de l'organisation et critique l'appel du gouvernement espagnol aux États européens pour s'impliquer davantage dans la « lutte pour la démocratie » contre ETA (voir *El Correo Español*, 21 novembre 1991).
- 8 décembre 1991 : ETA s'affirme disposée à réaliser une trêve de deux mois « si le gouvernement espagnol » donne « certaines garanties » et que l'on parvient à un point

d'accord mutuel dans ce délai (« *llegó a apalabrarse un punto de distensión de dos meses por mutuo acuerdo* »). À quoi le gouvernement répond que la seule possibilité de discussion avec ETA est d'« abandonner les armes et de cesser de tuer ».

13 décembre 1991 : exécution de deux policiers Francisco Javier Delgado González-Navarro et José Antonio Garrido, à Barcelone (quartier Las Corts) par un commando composé de deux hommes^{dcxlii}. ETA mais aussi les GRAPO sont soupçonnés d'être à l'origine de l'action^{dcxliii}.

décembre 1991 : ETA réaffirme le rôle décisif de la lutte armée dans la stratégie politique (*Barne Zirkularra*, décembre 1991)^{dcxliv}.

1991 : ETA est, en 1991, à l'origine de 137 actions armées ayant tué 44 personnes et blessé 98 autres individus (Casanova, 2007, p. 261). L'intensité des actions armées n'a été dépassée que pendant les « années de plomb » (1978-1980) et 1987. Des attaques ont également été menées en Italie et en Allemagne, où les intérêts espagnols ont été visés jusqu'à 17 fois, afin de rendre l'existence du conflit manifeste au niveau international. L'action armée d'ETA s'est concentrée sur les forces de sécurité espagnoles mais s'est aussi déployée lors de la campagne contre le tourisme, récurrente en été, et au cours d'interventions occasionnelles dans le conflit autoroutier. En 1991, ETA opère cinq exécutions de revendeurs de drogue présumés (voir Nuñez, tome VIII, 1993, p. 99). Le trafic de drogue participe au Pays basque d'une stratégie policière contre le mouvement abertzale (voir *Zuzen*, n° 49, juillet 1990). Sept militants d'ETA ont été tués en 1991.

7 janvier 1992 : arrestation à Hendaye de Juan Carlos Iriarte Pérez, dit *Juankar*, membre présumé du commando Leizarán d'ETA^{dcxlv}. Sont également arrêtés à cette occasion Francisco Javier Laso Sanchez, Miren Elisabeth Balaustegui Pérez et Mario Artola Mendive ainsi qu'une centaine d'autres dans les semaines qui suivirent (Casanova, 2007, p. 263).

17 janvier 1992 : exécution de deux sous-officiers de l'armée espagnole, le brigadier Virgilio Mas Navarro et le sergent-chef Juan Antonio Querol Queralt, près du campus de l'université de Barcelone^{dcxlv}. Le commando itinérant d'ETA, dirigé par José Luis Urrusólo Sistiaga, est soupçonné d'avoir commandité l'opération. Juan José Narváez Goñi, dit *El Pajas*, serait responsable matériel de l'action.

6 février 1992 : explosion d'une voiture piégée lors du passage d'un véhicule militaire place de la Cruz Verde, à proximité de la capitainerie générale de l'armée à Madrid^{dcxlvii}. Quatre militaires et un civil sont tués. L'action est menée par le commando Madrid.

10 février 1992 : explosion d'une voiture piégée près du commandement de la garde civile de Murcie^{dcxlviii}.

19 février 1992 : explosion d'une voiture piégée lors du passage d'un véhicule de la police nationale dans le quartier de La Albericia à Santander^{dcxlix}.

19 mars 1992 : explosion d'une voiture piégée à Sant Quirze del Vallés (Barcelone)^{dcl}.

19 mars 1992 : explosion d'une voiture piégée à Llisa d'Amunt (Barcelone)^{dcli}.

29 mars 1992 : arrestation à Bidart (Pyrénées-Atlantiques) du collectif Artapalo. L'« opération Bidart » menée par le RAID conduit à l'arrestation de 11 personnes. Le collectif Artapalo est regroupé autour de Francisco Mugica Garmendia, dit *Pakito*. Se trouvent avec lui José Luis Alvarez Santacristina, dit *Txelis*, et José Arregui Irostarbe (*Fitti*). Ils sont considérés comme la « troïka dirigeante »^{dclii}. Sont également arrêtés Antoine Harispe, Manolo Rodríguez, Philippe Lasalle, Mathieu Tuya, Peio Langau et Gexan Alfaro.

31 mars 1992 : l'explosion à Madrid d'une lettre piégée tue un général de l'armée de l'air à la retraite, Joaquín Vasco Álvarez (Casanova, 2007, p. 269)^{dcliii}. Le colis était envoyé à son fils, mobilisé dans la guerre en Irak.

mars 1992-mai 1993 : ETA a provoqué la mort de neuf personnes (deux militaires, quatre membres des forces de sécurité (FSE), un agent de prison, un trafiquant de drogue présumé et un collaborateur de police présumé). Elle a placé une douzaine d'engins explosifs, envoyé deux lettres piégées et fait exploser trois voitures piégées (Casanova, 2007, p. 271).

- 3 avril 1992 : communiqué d'ETA publié dans *Egin*^{dcliv}.
- avril 1992 : en réponse à la menace d'ETA prononcée contre l'Expo'92, Paco Casero et 31 personnes mènent en Andalousie une grève de la faim pour demander à ETA un cessez-le-feu définitif^{dclv}.
- 8 avril 1992 : un colis piégé envoyé depuis Miranda de Ebro est désactivé à Las Palmas^{dclvi}. Il était destiné au chef de service de la prison Salto del Negro à Las Palmas, où 14 prisonniers d'ETA sont détenus. Le paquet a été désamorcé sans exploser.
- 10 avril 1992 : Juanxo Lasa Mitxelena, *Txikiardi*, l'un des porte-paroles dans les négociations d'Alger est extradé vers Madrid^{dclvii}. Il est incarcéré dans la prison madrilène d'Alcalá Meco.
- 22 avril 1992 : un affrontement fortuit entre un commando d'ETA et la police tue un agent, Juan Manuell Helices (Casanova, 2007, p. 269)^{dclviii}. Jon Olarra est acquitté à l'issue du procès.
- 24 avril 1992 : la garde civile désactive un explosif placé sous une voiture militaire devant le siège du gouvernement militaire de Burgos^{dclix}. La bombe visait le capitaine Revilla.
- 28 avril 1992 : arrestation à Roissy (Paris) de Sabino Euba, *Pelopintxo*, impliqué dans le financement d'ETA^{dclx}.
- 4 mai 1992 : arrestation de José Luis Arrieta Zubimendi, dit *Peio el Viejo*, considéré comme un dirigeant historique d'ETA.
- 12 mai 1992 : arrestation de 40 militants d'ETA en France, en particulier en Bretagne. Des opérations sont aussi menées en Uruguay où sont arrêtés 14 réfugiés, et contre *Jarrai*. L'opération est une conséquence de l'arrestation de Bidart du 29 mars précédent (Casanova, 2007, p. 264).
- 13 mai 1992 : arrestation par l'*Ertzaintza*, dans un bâtiment en construction d'Urduliz (Biscaye), de Javier Martinez Eizaguirre, dit *Javi de Usánsolo*, membre du commando Biscaye d'ETA, (Casanova, 2007, p. 264)^{dclxi}. Son compagnon, Juan Carlos Iglesias Chouzas, dit *Gaddafi*, est parvenu à s'échapper ce qui entraîna une mobilisation, jamais connue depuis le franquisme, de la quasi-totalité du personnel de l'*Ertzaintza*, soutenue par le reste des forces de sécurité espagnoles.
- 24 mai 1992 : explosion d'une voiture piégée rue Ivan de Vargas. Elle vise une patrouille de la police nationale se rendant au stade Vicente Calderón à Madrid^{dclxii}. Six personnes sont blessées (Casanova, 2007, p. 269).
- 31 mai 1992 : arrestation à Bayonne d'Iñaki Bilbao, *Iñaki de Lemona*, et de Bernardo Mella Duran, Bernardette Agirretxe et de Rosario Picabea, dit *Errota*, Iñaki et Rosario étant supposés avoir remplacés le collectif Artapalo^{dclxiii}.
- mai 1992 : Rafael Vera et Manuel Ballesteros invitent les avocats Iñaki Esnaola et Christiane Fandó à leur présenter une proposition de discussions entre le gouvernement et ETA qui se dérouleraient en France (Giacopucci, 2002, p. 21).
- mai 1992 : polémique autour de la politique de réinsertion des prisonniers politiques basques^{dclxiv}.
- 3 juin 1992 : tentative d'attentat à la bombe visant la caserne de la garde civile de Lerma à Burgos (Casanova, 2007, p. 269)^{dclxv}. Deux sacs à dos chargés de 25 kilos de munitions ont été repérés et désamorcé par les Tédax. Une personne a été légèrement blessée.
- 5 juin 1992 : arrestation de Miguel Angel Gil Cervera, dit *Kurika*, spécialisé dans la logistique et la chimie des explosifs, et de Luis Ignacio Iruretagoiena^{dclxvi}.
- 9 juin 1992 : explosion d'une voiture piégée rue Madre de Dios à Madrid^{dclxvii}. Elle vise la marine nationale^{dclxviii}. 10 militaires sont blessés (Casanova, 2007, p. 269).
- été 1992 : sept engins explosifs visent des intérêts espagnols en Italie (Casanova, 2007, p. 269).
- 10 juillet 1992 : ETA propose un nouveau cessez-le-feu de deux mois pour initier de nouveaux contacts et si le gouvernement accepte les conditions formulées lors de communications privées (Casanova, 2007, p. 270). Cette proposition n'a pas connu de réalisation, le gouvernement imposant l'abandon incondtionnel des armes.

- 2 août 1992 : explosion d'une bombe dans une succursale bancaire d'Álava^{dclxix}. Aucun blessé. L'action est attribuée à ETA.
- 3 août 1992 : arrestation de Faustino Estanislao Villanueva Herrera, dit *Txapu*, à Bordeaux^{dclxx}. Il est impliqué dans l'infrastructure d'ETA.
- 10 août 1992 : arrestation de Josu Amantes, *Txirlas*, à Nantes^{dclxxi}. Il est impliqué dans l'infrastructure d'ETA.
- 17 août 1992 : explosion d'une voiture piégée de la garde civile stationnée place de Valle de Tena à Sallent de Gállego^{dclxxii}.
- 17 août 1992 : exécution des deux gardes civils José Manuel Fernández Lozano et Juan Manuel Martín Gil à Oiartzun (Guipúzcoa)^{dclxxiii}.
- 18 août 1992 : ETA retire sa proposition de cessez-le-feu formulée le 10 juillet 1992 (Casanova, 2007, p. 270) en l'absence de réponse de la part du gouvernement et des opérations répressives menées depuis lors.
- 2 septembre 1992 : l'explosion d'une bombe placée sous véhicule tue colonel de l'armée Antonio Heredero Gil à Salamanque (Casanova, 2007, p. 270)^{dclxxiv}.
- 14 septembre 1992 : exécution de l'officier de la police nationale Ricardo González Colino à San Sébastian (Guipúzcoa) (Casanova, 2007, p. 270)^{dclxxv}.
- 29 septembre 1992 : exécution à Rentería de José Luis Luengos Martínez, employé par un sous-traitant de Telefónica^{dclxxvi}. Il est soupçonné par ETA d'être un informateur de la police (Casanova, 2007, p. 270).
- 3 octobre 1992 : arrestation à Ciboure d'Alberto Aldana Barrena dit *Gitano* et *Melenas*, responsable présumé de l'appareil logistique d'ETA^{dclxxvii}.
- 30 novembre 1992 : explosion d'une voiture piégée dans le quartier de Moratalaz à Madrid, face à des résidences de gardes civils et de fonctionnaires du Ministère de l'intérieur^{dclxxviii}. Le sous-lieutenant de la garde civile Miguel Miranda Puertas est tué^{dclxxix}.
- 31 novembre 1992 : arrestation à Biarritz d'Izaskun Rekalde, épouse de Santiago Arróspide, *Santi Potros*^{dclxxx} et de Georges Aguerre à Espelette.
- 1992 : entre la rupture des pourparlers d'Alger (avril 1989) et la fin de l'année 1992, ETA a provoqué la mort de 115 personnes au cours de 386 actions (Pereira, 2001, p. 246).
- 19 janvier 1993 : exécution à San Sébastian du propriétaire de la discothèque Ku et ancien footballeur de la Real Sociedad, José Antonio Santamaría, impliqué dans le trafic de drogue et les réseaux d'information de la garde civile (Casanova, 2007, p. 270)^{dclxxxi}.
- 22 janvier 1993 : exécution à San Sébastian du gardien de prison José Ramón Domínguez^{dclxxxii}.
- 3 février 1993 : arrestation des deux avocats d'HB Txemi Gorostiza et Arantxa Zulueta, soupçonnés d'être des intermédiaires avec ETA.
- 5 février 1993 : arrestation à Toulouse de José Luis Arrieta Zubimendi, *Azkoiti*, présumé responsable de l'appareil de financement d'ETA puis considéré comme l'un de ses responsables^{dclxxxiii}. José Bernardo Astiazarán Otamendi dit *Indio* meurt en manipulant une bombe dans une voiture à Hernani (Guipúzcoa).
- 12 février 1993 : arrestation à Bayonne de Pedro María Gorospe Lertxundi, *Txato el viejo*, figure historique d'ETA.
- 15 février 1993 : démantèlement à Bidart d'une des principales fabriques d'armes d'ETA.
- 16 février 1993 : arrestation à Saint-Étienne de Baigorri de José Manuel Pagoaga, *Peixoto*, membre historique d'ETA^{dclxxxiv}, et de quatre autres militants présumés d'ETA.
- 18 février 1993 : communiqué d'ETA déclarant que « Nous continuons à observer la ligne de toujours, à suivre le chemin que nous avons emprunté au départ, et nous n'avons pas varié dans nos principes. » (citée in Massey, 2010, p. 309).
- 21 février 1993 : arrestation à Toulouse de Rafael Caride Simón, responsable du commando Barcelone et auteur présumé de l'attentat d'Hipercor^{dclxxxv}.

- 26 février 1993 : communiqué d'ETA condamnant les manipulations politiques et la propagande menée par Vera, Asunción, Gurruchaga, Atutxa et leur entourage (Egaña, 2005, tome IX, p. 17).
- 18 mars 1993 : exécution à San Sébastian du garde civil Emilio Castillo (Casanova, 2007, p. 270).
- mars 1993 : explosion d'une bombe près de la voie ferrée de Burgos^{dclxxxvi}. L'action est attribuée à ETA.
- avril 1993 : Txelis, alors emprisonné, préconise la « paix des braves » et recommande à ETA de déposer les armes (Massey, 2010, p. 303).
- 18 avril 1993 : arrestation de Juan Vicente Jaureguizuria, *Juanvi*, « bras droit » d'Iñaki de Rentería, considéré comme appartenant au noyau dur d'ETA^{dclxxxvii}.
- 18 mai 1993 : condamnation à trois ans de prison de l'avocat d'HB Álvaro Reizábal pour le rôle joué dans la levée de l'impôt révolutionnaire.
- 30 mai 1993 : le Nicaragua remet à l'Espagne plusieurs militants d'ETA, en particulier José María Larreategui, *Atxulo*, Etxaniz Alicorta, *Sebas* et Javier Azpiazu.
- 1^{er} juin 1993 : *Egin* publie un communiqué d'ETA proposant un « dialogue » au gouvernement.
- 2 juin 1993 : exécution à San Sébastian d'Ángel María González Sabino, soupçonné de trafic de drogue^{dclxxxviii}.
- 18 juin 1993 : Francisco Múgica Garmendía, *Pakito*, arrêté en mars 1992 en France, est condamné à 10 ans de prison.
- 21 juin 1993 : une voiture piégée tue six militaires dont trois hauts gradés et le chauffeur civil. L'explosion a lieu rue López de Hoyos au coin de la rue Joaquín Costa à Madrid. 20 personnes sont blessées. Explosion une heure plus tard d'une autre voiture piégée^{dclxxxix}. Dans le communiqué de revendication de l'action, ETA souligne qu'aucun processus de dialogue n'est en cours parce que le gouvernement n'a pas accepté les conditions exigées par l'organisation pour l'initier avec les garanties requises (Casanova, 2007, p. 272).
- 5 juillet 1993 : enlèvement du chef d'entreprise d'*Ikusi* et ingénieur Julio Iglesias Zamora à San Sébastian. Il est séquestré pendant 116 jours^{dcxc}. Julio Iglesias Zamora est investi dans le secteur des télécommunications. Son entreprise fournit plusieurs secteurs de l'administration espagnole (Casanova, 2007, p. 272).
- 10 juillet 1993 : la France remet à l'Espagne Elena Beloki. Elle est libérée le 13, faute de preuve contre elle.
- été 1993 : ETA vise les intérêts économiques français et espagnols sur la côte méditerranéenne d'Alicante.
- 6 août 1993 : arrestation à Saint Denis (près de Paris) de Carlos Almorza Arrieta, *Pedrito de Andoain*, responsable du réseau de financement de l'organisation.
- 12 septembre 1993 : 80.000 personnes manifestent à San Sébastian pour demander la libération de Julio Iglesias Zamora.
- 16 septembre 1993 : exécution à Andoáin (Guipúzcoa) du garde civil à la retraite Juvenal Villafañe.
- 24 septembre 1993 : Miren Gurutze Yanci, arrêté le 23 septembre, meurt dans un commissariat de Madrid^{dcxci}. Le même jour, Xabier Kalparso (Galparsoro), dit *Anuk*, est arrêté au cours de la même opération. Il serait accidentellement tombé du deuxième étage de la caserne de la police nationale d'Indautxu à Bilbao. Il meurt des suites de ses blessures après avoir été envoyé à l'hôpital de Basurto le 26 septembre^{dcxcii}.
- 17 octobre 1993 : arrestation en France de 15 militants d'ETA participant à un réseau de passage de la frontière.
- 19 octobre 1993 : exécution à Madrid du général de l'armée de l'air Dionisio Herrero Albiñana (Casanova, 2007, p. 274). L'action est menée par le commando Madrid.

25 octobre 1993 : démantèlement du commando fabriquant les voitures piégées et identification de plusieurs *zulos* abritant des armes et des explosifs.

29 octobre 1993 : Julio Iglesias Zamora est libéré à Arrate après le paiement d'une rançon (Casanova, 2007, p. 274).

22 novembre 1993 : l'ancien sergent chef Joseba Antonio Goikoetxea Asla est exécuté à Bilbao par ETA (Casanova, 2007, p. 274). Il était responsable du groupe de renseignement de l'*Ertzaintza* (AVCS - Adjuntos a la Viceconsejería de Seguridad), homme de confiance du PNV dans les services spéciaux et responsable de la lutte contre ETA^{dcxciii}. Il s'agit de la première action directe et intentionnelle contre la police autonome menée par l'organisation. L'action est attribuée au « commando Vizcaya »^{dcxciv}. Dans le communiqué de revendication de l'action, ETA affirme que l'*Ertzaintza* est devenue « un instrument de contrôle et de répression des citoyens » et qu'elle « ne fera aucune distinction entre les tortionnaires, qu'ils soient espagnols ou basques » (Communiqué de presse d'ETA, novembre 1993). L'action est suivie d'une campagne contre la gauche abertzale et le journal *Egin*, son rédacteur Pepe Rei (Casanova, 2007, p. 274).

novembre 1993 : tentative d'assassinat de l'ancien président du Parlement basque Juan María Atutxa. Deux autres tentatives seront menées en juillet et septembre 1994.

25 janvier 1994 : la police désamorce une voiture piégée stationnée dans une rue au sud de Madrid (Paseo de la Ermita del Santo) et qui visait un minibus de l'armée de l'air^{dcxcv}.

mars 1994 : ETA demande au gouvernement espagnol de trouver une résolution au conflit plutôt que de pratiquer la désinformation et la manipulation des faits. Entretien avec trois militants d'ETA sur la télévision allemande West-3.

24 mars 1994 : ETA publie un communiqué réitérant la demande qu'elle avait faite à Felipe González un an plus tôt par des canaux privés d'une « solution plus sérieuse au conflit ». (Casanova, 2007, p. 276).

4 avril 1994 : une bombe placée sous sa voiture tue le garde civil Fernando Jiménez Pascual^{dcxcvi}. L'action est attribuée au « commando Vizcaya »^{dcxcvii}.

18 avril 1994 : attaque au mortier du quartier général militaire Plaza de Colon à Barcelone^{dcxcviii}. Un civil est tué et huit autres blessés.

28 avril 1994 : exécution à Valle de Trápaga de José Benigno Villalobos Blanco, membre de la Benemerita^{dcxcix}. L'action est attribuée au « commando Vizcaya »^{dcc}.

1^{er} mai 1994 : ETA publie un communiqué^{dcci}.

29 mai 1994 : à la veille des élections européennes, deux colis piégés explosé dans des zones de loisirs à Muskiz et Artxanda (Casanova, 2007, p. 277). Trois personnes sont blessées. Les actions sont attribuées à ETA sans certitude.

27 juillet 1994 : exécution du général de l'armée César García Contonente à Madrid (Casanova, 2007, p. 278).

27 juillet 1994 : exécution de José Manuel Olarte Urreitz à San Sébastian^{dccii}. Il est soupçonné par ETA d'être impliqué dans le trafic de drogue^{dcciii}.

29 juillet 1994 : explosion d'une voiture piégée Place de Ramales à Madrid visant le directeur général de la politique de défense, le lieutenant général Francisco Vaguillas^{dcciv}. Le chauffeur du véhicule et un passant sont tués. 20 personnes sont blessées. Le gouvernement espagnol considère qu'il s'agit d'une réponse était à la politique de réinsertion des prisonniers promue par Juan Alberto Belloch Julbe, ministre de la justice et de l'intérieur.

9 août 1994 : exécution à 23h30 de José Antonio Díaz Losada, à Bilbao^{dccv}. L'action est attribuée au « commando Vizcaya » qui le soupçonne d'être impliqué dans le trafic de drogue^{dccvi}.

21 août 1994 : exécution d'un officier de la police nationale, José Santana Ramos, au siège social du PNV à Berango (Casanova, 2007, p. 278). L'action est attribuée au « commando Vizcaya »^{dccvii}.

- 25 août 1994 : arrestation à Aix de Provence de María Idoia López Riaño, dite *La Tigresse*, accusée d'avoir participé à 23 assassinats^{dccviii}.
- 14 septembre 1994 : arrestation à Mouguerre de Pedro Maria Mugica Garmendia, dit *Kepa*, expert de la fabrication d'explosifs et frère de *Pakito*. Avec lui sont arrêtés José Martin Lopez Castanares (*Josu Beasain*), dit *Xabi*, ancien membre du commando Madrid, et Sabino Zubillaga Beloki^{dccix}. L'arrestation donne lieu au démantèlement de « l'usine clandestine d'explosifs d'ETA » (*L'Express*).
- 18 novembre 1994 : Anjel Irazabalbeitia, dit *Txorta* (commando Biscaye), meurt dans une confrontation avec l'*Ertzaintza* à Loiu^{dccx}. Le 19 novembre 1994 sont célébrées ses funérailles à Soralue. Elles donnent lieu à la publication de communiqués de la part d'ETA et du PNV (publié pour ce dernier le 25 novembre) et à une polémique autour du rôle de l'*Ertzaintza* au Pays basque^{dccxi}. ETA considère que les agents de l'*Ertzaintza* sont des « membres d'une armée qui défend les intérêts du PNV et de l'Espagne » (Casanova, 2007, p. 278). Les forces de sécurité estiment que le commando Vizcaya est démantelé^{dccxii}.
- 3 décembre 1994 : des centaines de personnes défilent dans les rues de Bilbao en clamant « *Ertzaintza ez da herriarena* » (*Ertzaintza* n'est/ne vient pas du peuple).
- 17 novembre 1994 : arrestation à Toulon de Félix López de la Calle Gauna, dit *Mobutu*, responsable des commandos et de l'appareil logistique^{dccxiii}. Sont également arrêtés José María Aldabe Echarte, Jesús María Zabala Muguía, dit *Esmeril*, et María Pilar Moindragón Zabala.
- novembre 1994 : tentative d'assassinat du sergent de l'armée de terre José Carollo.
- 1994 : durant l'année 1994, les actions menées par ETA ont coûté la vie à 11 personnes et blessé 25 personnes, pour l'essentiel des militaires et des policiers.
- 1995 : la stratégie militaire d'ETA évolue. L'organisation commence à cibler les élus, intellectuels ou policiers basques (*Ertzaintza*).
- 13 janvier 1995 : le policier national Domingo Durán est blessé dans une attaque. Il meurt le 7 mars 2003^{dccxiv}.
- 20 janvier 1995 : les corps de José Antonio Lasa Arostegi (*Joxean*) et José Ignacio Zabala Artano (*Joxi*), enlevés par les GAL le 15 octobre 1983, sont retrouvés à Busot (Alicante)^{dccxv}.
- 23 janvier 1995 : exécution de Gregorio Ordóñez, président du PP en Guipúzcoa et conseiller municipal^{dccxvi}. Il s'agit de la première action d'ETA contre un responsable politique (les opérations antérieures de ce type avaient été menées par ETA-pm ou les CAA) (Casanova, 2007, p. 280).
- janvier 1995 : le quotidien *El Correo Español El Pueblo Vasco* publie un document interne de KAS dans lequel KAS suggère à ETA de prendre pour cibles des journalistes et des moyens de communication, en raison de leur rôle de « répression contre la gauche abertzale »^{dccxvii}.
- mars 1995 : les corps de Lasa et Zabala sont retrouvés par un chasseur à Alicante. Il apparaît qu'ils ont été enlevés par le GAL vert.
- 19 avril 1995 : attentat manqué à la voiture piégée contre José Maria Aznar, rue José Silva à Madrid^{dccxviii}. Il est alors leader de l'opposition conservatrice et du PP. Aznar est perçu par ETA comme l'« un des plus grands ennemis garantissant l'oppression du Pays basque » (communiqué du 25 avril 1995)^{dccxix}. Le communiqué de revendication de l'action est l'occasion pour ETA de présenter sa nouvelle proposition pour la résolution du conflit (Casanova, 2007, p. 281). 16 personnes sont blessées. L'une décédera des suites de ses blessures 10 jours plus tard.
- 20 avril 1995 : publication par ETA de sa nouvelle proposition de résolution du conflit, l'« Alternative démocratique ». Celle-ci prévoit un double cadre de négociation. D'une part, entre ETA et l'État et, d'autre part, entre les entités politiques et sociales basques^{dccxx}.

- 20 avril 1995 : l'explosion d'une bombe tue le policier Eduardo López Moreno dans une caserne abandonnée de la garde civile à Enderlatza (Navarre)^{dccxxi}. L'action est attribuée au « commando Ibarla »^{dccxxii}.
- 8 mai 1995 : enlèvement de José María Aldaya Etxeburua, propriétaire de la société de transport Alditrans^{dccxxiii}. L'action soulève une forte vague de protestation s'exprimant dans les rues de San Sébastien le 20 mai derrière le slogan « Aldaia Askatu ! ». Le 21 mai, HB organise une contre manifestation avec pour slogan : « Liberté pour le Pays basque » (« Euskal Herria Askatu ! ») quoique certains responsables d'HB, comme Patxi Zabaleta, se déclarent en défaveur de l'enlèvement. Les employés d'Alditrans demandent par deux fois (dans deux lettres) à ETA de libérer Aldaya. José María Aldaya est libéré le 14 avril 1996 à Azkarate après 342 jours de détention^{dccxxiv}.
- 22 mai 1995 : attaque de la caserne de l'armée de Loyola à San Sébastien^{dccxxv}. Aucune victime n'est à déplorer. Juan Ramón Carasatorre sera jugé responsable de l'action. Valentin Lasarte et Francisco Javier García Gaztelu, dit *Txapote*, sont également condamnés pour ces faits.
- 8 juin 1995 : exécution à San Sébastien du chef de la lutte contre ETA en Guipúzcoa, l'inspecteur en chef Enrique Nieto (Casanova, 2007, p. 285).
- 19 juin 1995 : explosion à 7h15 d'une voiture piégée rue del Carmen au centre de Madrid^{dccxxvi}. Un appel avait averti de l'existence de la bombe. Le policier municipal, Jesús Rebollo García, est tué dans l'explosion^{dccxxvii}.
- 10 août 1995 : José Rego Vidal, Jorge García Sertutxa et Iñaki Rego sont arrêtés à Palma de Mallorca (Baléares)^{dccxxviii}. Ils projetaient de réaliser un attentat contre le roi Juan Carlos (Casanova, 2007, p. 285).
- 17 août 1995 : explosion d'une voiture piégée à la caserne d'Arnedo (La Rioja). L'action est attribuée au « commando Donosti »^{dccxxix}. Aucune victime n'est à déplorer.
- 18 août 1995 : communiqué d'ETA en lien avec la tentative d'attentat contre le roi^{dccxxx}.
- août 1995 : Enrique Rodríguez Galindo, notamment accusé d'avoir ordonné l'exécution de Joxi Zabala et Joxean Lasa mais également impliqué dans les GAL, est promu général^{dccxxxi}.
- été-septembre 1995 : ETA fait parvenir au gouvernement par l'entremise du prix Nobel de la paix Alfredo Pérez Esquivel une lettre évoquant son Alternative démocratique ainsi qu'une proposition de dialogue. Le gouvernement pose comme condition de la pérennité des contacts avec ETA la libération de José María Aldaya et une trêve de trois mois^{dccxxxii}.
- 10 novembre 1995 : une bombe placée sous sa voiture à Salamanque blesse le capitaine d'infanterie Juan José Aliste^{dccxxxiii}. Il est aujourd'hui président de l'Association des victimes du terrorisme de Castille de León. L'explosion a eu lieu à 8h20.
- 20 novembre 1995 : réunion à Algorta de la gauche abertzale, congrès *Ezkerra Iraulka*.
- novembre 1995 : démantèlement des réseaux de soutien d'ETA, à Rennes et Loyal.
- 10 décembre 1995 : José Luis González et Jesús Mendiluze, deux membres de l'*Ertzaintza*, sont tués par Mikel Otegi Unanue (Jarrai, ETA) à l'entrée de la ferme Oteizabal d'Itsasondo, alors qu'il craignait d'être arrêté par eux et déplorait le harcèlement continu de la police à son égard (Casanova, 2007, p. 285)^{dccxxxiv}.
- 11 décembre 1995 : attentat à la voiture piégée dans le quartier Vallecas de Madrid contre la marine nationale. Il tue six civils travaillant pour la marine^{dccxxxv}. 17 personnes sont blessées.
- 16 décembre 1995 : cinq bombes sont placées dans le *Corte Inglés* de la rue Pintor Sorolla de Valence^{dccxxxvi}. Un appel a été passé 1h30 avant l'explosion à la chaîne SER de Vitoria et à la Radio Egin pour annoncer l'explosion. Les bâtiments n'ont pas été évacués^{dccxxxvii}. Josefina Corresa Huerta est tuée et neuf personnes sont blessées. L'action est attribuée au « commando Ibarla » d'ETA^{dccxxxviii}.
- 18 décembre 1995 : deux engins explosifs sont désamorçés. L'un était placé sur la ligne de chemin de fer à Briviesca et l'autre dans une station-service à Cubillas de Santa Marta (Valladolid)^{dccxxxix}.

- 22 décembre 1995 : attentat à la voiture piégée contre le commandant de l'artillerie Artillería Luciano Cortizo Alonso à León. L'explosion le tue et blesse sa fille^{dccxi}.
- 1995 : ETA réalise 25 actions ayant tué 13 personnes et blessé 26 autres.
- 13 janvier 1996 : publication d'un communiqué d'ETA à la suite de l'absence de réponse du gouvernement à la proposition d'un dialogue^{dccxli}.
- 17 janvier 1996 : début de la prise d'otage de José Antonio Ortega Lara. Il est détenu pendant 532 jours (jusqu'au 1^{er} juillet 1997)^{dccxlii}. Par cette action, ETA, suite aux manifestations de janvier 1996 et à la condamnation du Parlement européen, demande le regroupement des prisonniers politiques basques^{dccxliii}.
- janvier 1996 : reconstitution du commando Biscaye^{dccxliv}.
- 7 février 1996 : ETA exécute dans les rues de San Martín (San Sébastian) Fernando Múgica Herzog, dirigeant historique du parti socialiste (PSOE), président de la branche provinciale du parti, proche de Felipe González et du général Rodríguez Galindo. ETA l'accuse d'avoir été l'un des garants de la stratégie du *statu quo*, après la mort de Franco, au même titre que Benegas, Jáuregui, Casas et d'autres. Il est le frère de l'ancien ministre de la justice Enrique, principal promoteur de la politique de dispersion (Casanova, 2007, p. 286).
- 14 février 1996 : ETA exécute l'ancien président du Tribunal Constitutionnel et membre du Conseil d'État, Francisco Tomás y Valiente, dans son bureau de la Faculté de Droit de l'Université Autonome de Madrid, à la veille de l'ouverture de la campagne électorale^{dccxlv}. L'action est menée par le commando Madrid et en particulier Jon Bienzobas Arretxe, dite *Karaka*.
- février 1996 : ETA réitère par voie de presse un appel au gouvernement pour une tentative de dialogue, en vain (Casanova, 2007, p. 285). Le PP laisse filtrer dans la presse l'existence de contacts via Alfredo Pérez Esquivel afin de discréditer le médiateur.
- mars 1996 : le Parti Populaire (PP) remporte les élections générales et le nouveau ministre de l'Intérieur, Jaime Mayor Oreja, annonce son refus de tout type de négociation avec ETA^{dccxlv}.
- 4 mars 1996 : attentat à la voiture piégée à Irún contre Ramón Doral Trabadelo, au lendemain des élections^{dccxlvii}. Il était membre de la AVCS de la police autonome et ancien responsable de la lutte anti-terroriste en Guipúzcoa (Casanova, 2007, p. 286). Il était également proche du PNV, sorti victorieux des urnes la veille. Au PNV, cette action contre l'*Ertzaintza* est perçue comme une attaque directe contre le parti (Casanova, 2007, p. 289). L'action est attribuée au « commando Ibarla »^{dccxlviii}.
- 20 mars 1996 : la police désamorce une voiture piégée à Madrid située devant le centre commercial du quartier Hortaleza et à 200 mètres du complexe policier de Canillas^{dccxlix}.
- 25 mars 1996 : la police autonome arrête un commando en Guipúzcoa qu'elle tient pour responsable des dernières actions armées d'ETA (Casanova, 2007, p. 289).
- 26 mars 1996 : attaque à la grenade antichar de l'Académie de la police autonome d'Arkaute en réponse aux arrestations menées le 25 mars (Casanova, 2007, p. 289)^{dccl}.
- 27 mars 1996 : arrestation à Oyarzun de Valentin Lasarte, membre du commando Donosti (San Sébastian)^{dccli}.
- 15 avril 1996 : José María Aldaya est libéré après le paiement d'une rançon (Casanova, 2007, p. 289). Les mobilisations « ruban bleu » s'évanouissent, bien que Ortega Lara demeure séquestré.
- 27 avril 1996 : une lettre d'Ortega Lara, toujours en captivité, est publiée appelant ses collègues de travail à cesser les traitements inhumains sur les prisonniers et appelle le gouvernement à entreprendre des négociations avec ETA (voir *Egin*, 27 avril 1996, in Egaña, 2006, tome X, p. 41-42)^{dcclii}.
- 4 mai 1996 : les autorités françaises remettent à l'Espagne Josu Urrutikoetxea, prisonnier depuis 1989, le jour de l'investiture de José Maria Aznar au gouvernement.

- 19 mai 1996 : l'évêque José María Setién demande la libération immédiate d'Ortega Lara et une solution à la dispersion des prisonniers.
- 20 mai 1996 : l'explosion Avenida de Carlos III à Córdoba, d'une bombe visant un autobus militaire qui se rendait à la base de Cerro, tue Muriano Miguel Ingel Ayllón Díaz-González (Casanova, 2007, p. 290)^{dccliii}.
- 29 mai 1996 : arrestation à Roissy de María Nagore Múgica, ex-membre du commando Madrid.
- 23 juin 1996 : ETA annonce une trêve d'une semaine et propose au gouvernement PP nouvellement élu de négocier une sortie de conflit^{dccliv}, une solution démocratique passant par le droit à l'auto-détermination du Pays basque. Le gouvernement ne donne aucune suite à la proposition et refuse tout dialogue. En revanche, les signataires du pacte d'Ajuria Enea s'engagent à dialoguer avec ETA en échange de la libération d'Ortega, de la suspension de façon complète et prolongée de ses actions armées et de l'acceptation de la pluralité des options politiques au Pays basque.
- 20 juillet 1996 : l'explosion d'une bombe terroriste à l'aéroport de Reus (est de l'Espagne) blesse 35 personnes, principalement des touristes britanniques^{dcclv}.
- 23 juillet 1996 : arrestation à Lasseube de Julián Atxurra Eguirola, dit *Pototo*, considéré comme le nouveau numéro trois d'ETA^{dcclvi}.
- 23 juillet 1996 : arrestation à Villejuif de Daniel Derguy, collaborateur de *Pototo*.
- 24 juillet 1996 : arrestation par la garde civile d'Aitor Fresnedo Asterix, Carlos Emilio Cristóbal Martínez et María Aránzazu Garballo, anciens membres du commando Biscaye, à Pontevedra (Galice)^{dcclvii}. Une cache d'armes a été également découverte à La Corogne.
- 27 juillet 1996 : exécution à Ordizia (Guipúzcoa) d'Isidro Usabiaga Esnaola, un homme d'affaire basque soupçonné d'avoir collaboré en 1993 avec la police dans l'opération « Diru gutxi » en lien avec l'« impôt révolutionnaire ». Usabiaga, dont la voiture semble figurer sur les vidéos de Juan María Atutxa Mendiola (PNV) relatives à la lutte contre cet impôt, est accusé par ETA de « colaborar con las fuerzas armadas españolas en 1993 » à cause desquelles « varios ciudadanos vascos han sido encarcelados tras ser detenidos por la Ertzaintza y la Policía francesa » (communiqué d'ETA, 28 juillet 1996).
- 21 août 1996 : ETA annonce avoir placé deux engins explosifs à Santiago (Galice) et un troisième à Bayonne^{dcclviii}. La police désamorce deux des bombes. La troisième est découverte en novembre 1996 à côté de l'église de Santa Susana à Compostelle (Galice).
- 23 août 1996 : une bombe placée près du Parador de Baiona est désamorcée par la police^{dcclix}.
- 24 août 1996 : la garde civile découvre un engin explosif sur une plage de Sanxenxo (Galice)^{dcclx}.
- 25 août 1996 : un engin explosif placé dans la promenade de Silgar (Galice) a été désamorcé^{dcclxi}. Les actions des 21-25 août ont été attribuées à un commando itinérant.
- 1^{er} novembre 1996 : explosion d'une voiture piégée dans la caserne de la garde civile de Buñuel (Navarre)^{dcclxii}.
- 11 novembre 1996 : enlèvement de Cosme Delclaux, chef d'entreprise et représentant, aux yeux d'ETA, de l'oligarchie de Neguri (Casanova, 2007, p. 291). Il est libéré le 1^{er} juillet 1997 après 233 jours^{dcclxiii}.
- 19 novembre 1996 : arrestation à Bordeaux de Juan María Insausti Múgica, dit *Karpov*, soupçonné d'être le responsable de l'appareil de formation d'ETA.
- 26 novembre 1996 : arrestation à Bayonne de Juan Luis Aguirre Lete (dit *Patas* ou *Isuntza*), responsable des commandos illégaux.
- 7 décembre 1996 : Juan María Ollora (PNV), ex-député d'Álava, appelle à des négociations politiques avec ETA « au-delà de la légitimité démocratique » (Casanova, 2007, p. 292)^{dcclxiv}.
- 20 décembre 1996 : dans un communiqué, ETA réaffirme son soutien aux prisonniers et dénonce la politique de dispersion de ces derniers. L'organisation propose au gouvernement Aznar d'entamer des pourparlers pour la libération d'Ortega Lara et sur la situation des prisonniers

politiques basques (Casanova, 2007, p. 292). Le PP rejette tout contact avec ETA comme toute éventualité d'assouplissement de la politique de dispersion des prisonniers.

1996 : ETA a principalement pris pour cibles des membres de la garde civile, de la police et de l'*Ertzaintza*, comme Ramón Doral Trabadelo, de l'armée ainsi que de l'administration de la justice, les intérêts économiques et le monde des affaires (Casanova, 2007, p. 291). Huit membres de l'appareil judiciaire espagnol dont certains juges de l'Audience Nationale ont été visés. Un homme politique, Múgica Herzog, et plusieurs hommes d'affaires ont été pris pour cibles ainsi que des installations touristiques, bancaires. Trois enlèvements ont également été réalisés. Durant l'année 1996, ETA a accompli plus de soixante attentats à l'explosif, aux voitures piégées et aux lance-grenades, en plus des cinq opérations meurtrières. On dénombre 1 000 actions de sabotage (Casanova, 2007, p. 296) dont le rythme s'accélère en 1997.

6 janvier 1997 : ETA attaque au lance-grenades l'aéroport de Madrid Barajas.

1997 : Juan Alberto Belloch Julbe déclare qu'ETA, HB, KAS constituent un même « conglomérat terroriste » ne se différenciant que par leurs fonctions et qu'ils doivent être poursuivis par la justice au même titre que l'insurrection urbaine (voir Egaña, 2006, tome X, p. 97). Juan María Atutxa déclare que toute personne arrêtée lors de révolte urbaine serait considérée comme appartenant aux « groupes Y », leur peine étant alors multipliée par cinq^{dcclxv}.

8 janvier 1997 : exécution à 15h15 du lieutenant-colonel de l'armée de terre, Jesús Agustín Cuesta Abril, par le commando Madrid^{dcclxvi}.

10 janvier 1997 : José Manuel Martínez Pereda, juge à la Cour Suprême, publie des accusations à l'égard des membres de la Table Nationale appartenant à HB.

12 janvier 1997 : les représentants de KAS sont qualifiés de « ministres d'ETA » à la une du quotidien *El Mundo*^{dcclxvii}. Les membres d'HB participant à la Table Nationale sont accusés d'appartenir à la mouvance d'ETA.

17 janvier 1997 : arrestation à Bordeaux de José Luis Urrusolo Sistiaga, dit *Joseba*, considéré comme appartenant au noyau dur d'ETA.

30 janvier 1997 : exécution d'Eugenio Olaziregi à San Sébastien. Il est soupçonné d'avoir donné des informations en 1996 à l'*Ertzaintza* concernant un commando d'ETA (Casanova, 2007, p. 293).

2 février 1997 : explosion d'une voiture piégée à San Sébastien face à l'entreprise *Bodegas y Bebidas*, située sur le Paseo de Urumea^{dcclxviii}.

7 février 1997 : le prisonnier politique José María Aranzamendi, dit *Katxue*, meurt dans la prison d'Alcalá, en raison de la détérioration de son état de santé (Casanova, 2007, p. 293). La situation donne lieu à une série de manifestations et d'affrontements avec les forces de police qui atteignent leur acmé le 9 février à Elorrio, où est né Katxue.

10 février 1997 : explosion d'une voiture piégée à Grenade lors du passage d'un véhicule militaire se rendant à la base aérienne d'Armilla, près de Grenade^{dcclxix}. Un employé civil voyageant dans le véhicule est tué (Casanova, 2007, p. 293).

10 février 1997 : ETA exécute Domingo Puente Marín et Rafael Martínez Emperador, juge de la Cour Suprême (Casanova, 2007, p. 293).

11 février 1997 : ETA exécute l'homme d'affaires Patxi Arratibel à Tolosa. Il est soupçonné par ETA d'avoir conservé une partie de l'argent de la rançon d'Emiliano Revilla, dans laquelle il a agi en tant qu'intermédiaire (Casanova, 2007, p. 293).

28 février 1997 : explosion d'une voiture piégée face au collège Montaña dans le quartier d'Uribarri à Bilbao^{dcclxx}.

4 mars 1997 : Juan Lorenzo Lasa Mitxelena, dit *Txikierdi*, porte-parole des prisonniers d'ETA, rencontre à la prison d'Alcalá-Meco quatre députés mais demande un contact direct avec le gouvernement. Il avoue ne rien pouvoir faire pour la libération des deux personnes encore enlevées par ETA, notamment José Antonio Ortega Lara. *Txikierdi* reçoit également la visite

de la Commission pour les droits de l'homme du Parlement de Gasteiz mais rejette le plan de rapprochement des prisonniers politiques élaboré par celle-ci^{dcclxxi}. Le ministre Jaime Mayor Oreja refuse, pour sa part, de recevoir les trois membres de la Commission du Parlement de Gasteiz.

- 11 mars 1997 : Fernando Elejalde exécute à San Sébastien le psychiatre de la prison de Martunete Francisco Javier Gómez Elosegui, qui était aussi un militant de l'union ELA et syndicaliste ELA/STV^{dcclxxii}. ETA explique avoir visé un gardien de prison plutôt qu'un militant ELA^{dcclxxiii}.
- 20 mars 1997 : José Luis Geresta Mujika dit *Ttoto* (commando Donosti) est retrouvé mort dans un terrain vague d'Orereta (Guipúzcoa) avec une balle dans la tête. La thèse officielle est celle du suicide mais l'autopsie montre qu'après sa mort des dents lui ont été arrachées. Les soupçons concernant celle-là porte sur l'*Ertzaintza*^{dcclxxiv}.
- 27 mars 1997 : le corps de Josu Zabala Salegi, dit *Basajaun*, est retrouvé à Itziar (Guipúzcoa) avec une balle dans la poitrine^{dcclxxv}. Il avait disparu le 23 mars. Juan María Atutxa et les autorités gouvernementales lancent la thèse du suicide. L'événement sera au cœur de l'*Aberri Eguna* de 1997. Le soupçon de sa mort porte sur l'*Ertzaintza*. Le jour de ses funérailles, la garde civile interdit toute cérémonie dans la ville natale, Etxarri Aranaz (Casanova, 2007, p. 296).
- 12 avril 1997 : la police découvre à Madrid des documents dans lesquels ETA désigne comme cibles possibles Luis María Ansón, directeur de *ABC*, Jesús Polanco, président de *Prisa*, des chroniqueurs José Luis Martín Prieto et Alfonso Ussía, et du présentateur Luis del Olmo^{dcclxxvi}.
- avril 1997 : un agent pénitentiaire, visé par un tir, est blessé à Rentería (Casanova, 2007, p. 296).
- 19 avril 1997 : Eduardo López Moreno est tué à Endarlaza^{dcclxxvii}.
- 24 avril 1997 : Luis Andrés Samperio Sañudo, garde civil, est tué à Bilbao (Casanova, 2007, p. 296)^{dcclxxviii}.
- 25 avril 1997 : à la suite du rôle joué par l'*Ertzaintza* lors de la mobilisation en faveur de l'Alternative démocratique du 25 avril, ETA décide de prendre pour cible ce corps à quelque échelon que ce soit (Casanova, 2007, p. 296).
- 29 avril 1997 : une voiture piégée prête à exploser au passage d'une camionnette de l'*Ertzaintza* à Rentería manquera sa cible en raison d'une erreur dans le mécanisme d'allumage (Casanova, 2007, p. 296).
- 3 mai 1997 : José Manuel García Fernández, garde civil, est tué à Ciervana (Casanova, 2007, p. 296).
- 5 mai 1997 : un commando d'ETA place deux bombes dans la caserne militaire d'Araca (Alava), dont l'une sous le bureau du commandant de la caserne^{dcclxxix}. Au même moment, Jaime Mayor Oreja, Juan María Atutxa, Celemente Auger (Président de l'Audience Nationale) et le procureur général Jesús Cardenal tiennent une réunion.
- 5 juin 1997 : l'*Ertzaintza* donne l'assaut dans un appartement de Guernica. Iñaxi Zeberio (commando Biscaye) est tuée de 24 balles^{dcclxxx}.
- 19 juin 1997 : Mujika Garmendia, *Pakito*, lors de son procès à Paris rappelle qu'ETA a présenté une Alternative démocratique le 5 avril 1995 et affirme face au juge que l'organisation n'est pas un obstacle à la résolution du conflit mais que c'est plutôt « l'organisation qui lutte pour parvenir à la paix et à une résolution de la dette historique à l'égard du peuple basque ».
- 1^{er} juillet 1997 : Cosme Delclaux est libéré après le paiement d'une rançon et 233 jours de captivité (Casanova, 2007, p. 297).
- 1^{er} juillet 1997 : libération de José Antonio Ortega Lara par la garde civile à la suite de l'arrestation de quatre personnes dans la région de Deba Goiena. Il s'agit du groupe qui garde Ortega Lara en otage et que la police a localisé dans un bâtiment industriel d'Arrásate

- (Casanova, 2007, p. 297). Le juge Garzón accuse Josu Uribetxebarria et José Luis Erosteigi d'avoir participé à l'enlèvement d'Ortega Lara.
- 6 juillet 1997 : entretien d'ETA dans *Egin*^{dcclxxxi}.
- 10 juillet 1997 : ETA enlève un conseiller municipal PP d'Ermua (Biscaye), Miguel Ángel Blanco Garrido, et réclame le rapatriement de 460 prisonniers basques dans les prisons du Pays basque sous 48 heures. L'action a été réalisée par le commando « Donosti »^{dcclxxxii}. Le gouvernement refuse cette demande formulée après que des rapports ont montré que les prisonniers basques étaient torturés et maltraités dans les prisons espagnoles (TAT Report, 1993). ETA aurait fait savoir au gouvernement que Miguel Ángel Blanco serait libéré en échange d'une rencontre entre le gouvernement et les autorités pénitentiaires dirigées par Txikiendi pour régler la question de la dispersion des prisonniers (Pereira, 2001, p. 272).
- 12 juillet 1997 : Miguel Ángel Blanco, conseiller municipal de droite (PP), est exécuté et retrouvé laissé pour mort à Lasarte^{dcclxxxiii}, alors que des milliers de personnes demandent sa libération dans les rues de Bilbao.
- 12 juillet 1997 : 6 millions d'Espagnols descendent dans la rue pour manifester contre ETA aux cris de « ETA, Basta ya ! ». À Ermua, 14 000 personnes se rassemblent pour protester contre son exécution. Les représailles civiles à l'égard de la gauche abertzale sont nombreuses. L'ex-militant d'ETA Manuel Soares Gamboa ainsi que deux militants, qui ont suivi la « voie Nanclares », Luis Gorriti Pagola et Luis Gastón Arrieta, déclarent publiquement que les membres d'HB participant à la Table Nationale sont des « terroristes civils » qui n'ont même pas condamné l'assassinat de Miguel Ángel Blanco.
- 16 juillet 1997 : une commission initiée par le juge María del Mar Rebolloso del Moral, le procureur Luis Navajas et le juriste Iñigo Iruin retrouve dans la caserne de la garde civile d'Intxaurrondo la baignoire dans laquelle Mikel Zabazla a été tué et laissé pendant plusieurs semaines entre novembre et décembre 1985 pour maquiller son meurtre en noyade^{dcclxxxiv}. L'événement n'est pas couvert par la presse.
- 21 juillet 1997 : le prisonnier politique Juan Carlos Hernando, dit *Peli*, est retrouvé mort dans sa cellule de la prison d'Albacete (Casanova, 2007, p. 299), dans le contexte de tension suscité par l'exécution du conseiller Miguel Ángel Blanco. Ses funérailles donnent lieu à un hommage massif à Arrigorriaga, suivi d'actes de sabotage et d'affrontements avec l'*Ertzaintza*.
- 22 juillet 1997 : attaque à la grenade (trois grenades antichars) de la caserne de police d'Oviedo (Asturies)^{dcclxxxv}. Aucune victime n'est à déplorer.
- 23 juillet 1997 : communiqué de l'organisation suite à l'exécution de Miguel Ángel Blanco : « La persévérance d'ETA ne fléchira pas » (*Egin*)^{dcclxxxvi}.
- 5 août 1997 : arrestation à Albi d'Igor Urrestarazu Garijo, dit *Bill Gates*, responsable du réseau d'information de l'organisation.
- 9 août 1997 : expulsion de trois dirigeants historiques d'ETA (Eugenio Etxebeste dit *Antxon*, Ignacio Aracama Mendia et José Maria Gantxegui Arruti) de la République dominicaine vers Madrid. Les trois hommes faisaient partie de l'« appareil de dialogue » d'ETA, constitué pour mener d'éventuelles négociations avec Madrid^{dcclxxxvii}. L'expulsion témoigne du refus du PP de toute solution négociée.
- septembre 1997 : intensification des actions de sabotage (Casanova, 2007, p. 300).
- 5 septembre 1997 : l'explosion d'une bombe placée sous sa voiture tue le policier national Daniel Villar Enciso à Basauri (Casanova, 2007, p. 299).
- 24 septembre 1997 : Gaizka Gaztelumendi et José Miguel Bustinza sont tués rue Amistad à Bilbao, dans une embuscade de la garde civile où seule cette dernière a tiré (Casanova, 2007, p. 301).
- 2 octobre 1997 : suite à la mort de Gaizka Gaztelumendi et de José Miguel Bustinza, ETA publie un communiqué^{dcclxxxviii}.

- 11 octobre 1997 : explosion d'une voiture piégée au passage d'un véhicule de l'Institut militaire et à 150 mètres du circuit des championnats mondiaux cyclisme de San Sébastian^{dccclxxxix}.
- 13 octobre 1997 : un commando d'ETA préparant une attaque à la grenade contre l'inauguration du musée Guggenheim de Bilbao, à laquelle le roi devait se rendre, est surpris par la police autonome. Dans l'échange de tirs, un membre de l'*Ertzaintza*, Txema Agirre, est tué. Plusieurs membres de l'organisation seront ensuite arrêtés (Casanova, 2007, p. 301).
- 18 octobre 1997 : déclaration d'ETA à l'occasion de la réunion à Guernica appelée par le syndicat ELA le 25 septembre^{dccxc}.
- 23 octobre 1997 : à l'approche du 20^{ème} anniversaire du statut de Guernica, ETA publie un communiqué ETA appelant toutes les parties nationalistes à se rassembler et à débattre des sujets fondamentaux, les mettre en pratique plutôt que de se diviser.
- 6 novembre 1997 : arrestation à La Rochelle de José Ramón Naveiro Gómez, dit *Gabarra*, chargé des « commandos de réserve » et de la formation à ETA^{dccxci}. Sont également arrêtés Idoia Martínez García, dite *Olga* (ancienne membre du commando Ekaitz puis du commando Madrid), et Roberto Murgiondo García de Albéniz^{dccxcii}.
- 20 novembre 1997 : ETA annonce la « suspension totale » de toutes ses actions sur le « front des prisons » en vue de faciliter le rapprochement des prisonniers du Pays basque (Casanova, 2007, p. 302).
- 2 décembre 1997 : trois membres de l'*Ertzaintza* sont blessés dans l'explosion d'une bombe qu'ils allaient inspecter à San Sébastian.
- 12 décembre 1997 : exécution à Irún du conseiller municipal PP, José Luis Caso Cortines, à Rentería (Guipúzcoa), dans le bar Trantxe, de la rue Juan de Arana^{dccxciii}. L'action est attribuée au commando « Donosti »^{dccxciv}.
- 19 décembre 1997 : communiqué d'ETA à la suite du retrait des syndicats de l'appel à la grève générale d'HB pour le 15 décembre^{dccxcv}.
- 22 décembre 1997 : un groupe proche d'ETA attaque à l'explosif le domicile de Carmen Gurruchaga, journaliste d'*El Mundo* à San Sébastian^{dccxcvi}.
- début 1998 : augmentation spectaculaire des actes de sabotage (Casanova, 2007, p. 303).
- 9 janvier 1998 : le conseiller municipal PP, José Ignacio Iruretagoyena meurt dans l'explosion de sa voiture piégée à Zarauz (Guipúzcoa)^{dccxcvii}. L'action est attribuée au commando « Donosti »^{dccxcviii}.
- 30 janvier 1998 : un conseiller municipal PP, Alberto Jiménez-Becerril, et son épouse également affiliée au PP, Ascensión García Ortiz, sont exécutés à Séville^{dccxcix}.
- 31 janvier 1998 : ETA revendique l'exécution de José Ignacio Iruretagoyena dans un communiqué^{dccc}.
- mars-avril 1998 : après la publication du manifeste « en faveur d'une solution négociée au conflit basque », la police démantèle de deux commandos d'ETA en Andalousie et en Araba. On découvre des systèmes d'espionnage installés par le CESID au siège d'HB à Gasteiz et à Bilbao (Casanova, 2007, p. 304).
- 28 avril 1998 : communiqué d'ETA^{dccci}.
- 3 mai 1998 : la garde civile démantèle un groupe présumé « légal » du commando « Donosti »^{dcccii}.
- 6 mai 1998 : exécution à Pampelune du conseiller municipal UPN-PP Tomás Caballero Pastor. Il était porte-parole du groupe municipal de l'UPN (Union du Peuple Navarrais) à la mairie de Pampelune^{dccciiii}. Son exécution suscite une manifestation où se rassemblent 134 professionnels de la culture et de la langue basques.
- 8 mai 1998 : tentative d'assassinat du sous-lieutenant de la garde civile Alfonso Parada Ulloa à Gasteiz^{dccciv}. Il meurt le 9 mai 1998. J. M. Aznar formule une déclaration à l'encontre d'ETA et d'HB^{dcccvi}. L'action est attribuée au « commando Galicia »^{dcccvi}.

- 5 juin 1998 : Inaxi Zeberio Arruabarrena est tué dans une opération menée par l'*Ertzaintza* à Guernica en vue de démanteler le « Commando Biscaye »^{dcccvi}. Treize autres personnes sont arrêtées^{dcccvi}.
- 12 juin 1998 : il apparaît qu'Inaxi Zeberio Arruabarrena a été tué de 24 balles alors que la version officielle de sa mort était qu'il avait été victime de sa propre violence et avait commencé à tirer.
- 28 mai 1998 : arrestation de dix militants abertzales, travaillant dans différentes entreprises légales et accusés de constituer un réseau de financement d'ETA (Casanova, 2007, p. 306). S'amorce ainsi le début du procès 18/98 incarnant l'orientation de la politique du PP à l'égard de la gauche abertzale. Il s'agit d'« une nouvelle dimension dans la lutte contre le terrorisme » (Mayor Oreja), tout militant de la gauche abertzale pouvant être accusé de terrorisme.
- 23 juin 1998 : ETA annonce par un communiqué publié dans *Egin* la fin de la trêve à l'égard de l'*Ertzaintza* qui aurait commencé sept mois plus tôt (le 20 novembre 1997). ETA reconnaît ne pas l'avoir annoncée publiquement si ce n'est auprès du syndicat ELA. L'organisation annonce toutefois un cessez-le-feu sur le « front des prisons » (depuis le 20 novembre 1997) mais une reprise des actions contre l'*Ertzaintza* à la suite de la mort d'Inaxi Zeberio Arruabarrena (Casanova, 2007, p. 306).
- 25 juin 1998 : une explosion à la bombe tue à Orereta le conseiller municipal PP Manuel Zamarreño^{dcccix}. L'action est attribuée au commando « Donosti »^{dcccix}. Des manifestations civiles de protestation sont organisées contre cet acte. 5 000 personnes se rassemblent à San Sébastien (Casanova, 2007, p. 307).
- août 1998 : signature d'un pacte secret entre le PNV, EA et ETA (*Papeles de Ermua*, n° 6, janvier 2004, vdocuments.site/papeles-de-ermua-no-06.html)^{dcccxi}.
- 1^{er} septembre 1998 : arrestation de quatorze personnes présumées proches d'ETA dont les frères Pagoaga Gallastegui, dit *Peixoto* II et *Peixotin*, dans une opération visant à démanteler « un important réseau de soutien logistique d'ETA »^{dcccxi}. *Peixoto* II et *Peixotin* sont les frères du militant historique José Manuel Pagoaga Gallastegui, dit *Peixoto*.
- 10 septembre 1998 : communiqué d'ETA^{dcccxi}.
- 16 septembre 1998 : ETA annonce une trêve illimitée ou « trêve unilatérale et indéfinie » commençant le 18 septembre, en soulignant que la continuité de cette trêve serait marquée par « les événements et les pas qui seront faits à partir de maintenant ».
- entre septembre 1998 et septembre 1999 : le gouvernement de J. M. Aznar permet le rapprochement de plus de 120 prisonniers d'ETA dans des prisons proches du Pays basque et autorise le retour de 300 exilés.
- 2 octobre 1998 : J. M. Aznar annonce qu'il est disposé à entrer dans un processus de paix si ETA abandonne définitivement la violence. À cette condition, il mettrait en œuvre les points 9, 10, 12 du Pacte d'Ajuria Enea, *i.e.* l'ouverture d'un processus de réinsertion des prisonniers et des exilés basques (d'ETA), l'ouverture d'un dialogue entre les pouvoirs compétents de l'État et ceux qui tournent le dos à la violence. Le processus de paix inclurait dans un premier temps un allègement de la politique pénitentiaire, le rapprochement des prisonniers des prisons basques, l'obtention du grade trois et à terme l'amnistie^{dcccxiv}.
- 3 novembre 1998 : J. M. Aznar annonce l'existence de contacts avec les interlocuteurs du « Mouvement de Libération National Basque ». Il s'agit d'éprouver la trêve déclarée par ETA.
- 5 novembre 1998 : le premier vice-président du gouvernement, Francisco Álvarez Cascos, demande à ETA de désigner des interlocuteurs pour que le gouvernement puisse entamer des discussions avec l'organisation.
- 10 novembre 1998 : le gouvernement décide de transférer dans la péninsule espagnole les prisonniers d'ETA détenus aux îles Canaries, à Ceuta et Melilla. 21 détenus sont concernés (Casanova, 2007, p. 316).

- mi-décembre 1998 : des contacts sont pris entre des représentants du gouvernement et HB sans qu'ils aboutissent (Casanova, 2007, p. 315). La réunion a lieu à Burgos. Elle rassemble, du côté abertzale, Iñigo Iruin, Fernando Barrena, Rafa Diez et Arnaldo Otegi. La représentation espagnole est composée de Pedro Arriola et Javier Zarzalejos, proches de José María Aznar, et de Ricardo Martí Fluxá, directeur général de la police. La prochaine réunion annoncée par le gouvernement pour le 15 janvier 1999 n'a pas lieu.
- 20 décembre 1998 : ETA fait le bilan des trois premiers mois de cessez-le-feu. Elle appelle à la fin de la politique de dispersion des prisonniers et à la constitution d'une assemblée des municipalités (Casanova, 2007, p. 315).
- février 1999 : communiqué d'ETA menaçant les journalistes qui « réalisent un travail oppressif sous couvert de liberté d'expression »^{dcccxcv}. « Euskal Herria no olvidará esos nombres », déclare le communiqué. La campagne médiatique s'appuie sur les collectifs de victimes d'ETA (Casanova, 2007, p. 317).
- 17 février 1999 : arrestation à Orthez de Mikel Gamuza Yániz^{dcccxvi}. Il est suspecté d'avoir participé à l'enlèvement de José Antonio Ortega Lara. Il est arrêté avec un complice alors qu'il tente de voler une voiture. Il a été jugé pour appartenance présumée aux groupes X et Y d'appui à ETA.
- 25 février 1999 : ETA souligne les progrès réalisés et ratifie la validité de son cessez-le-feu (Casanova, 2007, p. 316).
- 9 mars 1999 : arrestation à Paris de José Javier Arizkuren Ruiz, dit *Kantauri*. On estime qu'il appartenait au Comité exécutif d'ETA depuis avril 1997 et qu'il était responsable des commandos « illégaux » d'ETA. Sont également arrêtés José María Puy Lekumberri dit *Txuma*, Irantzu Gallastegui, Mikel Zubimendi, José Ignacio Herran Bilbao^{dcccxvii} et Jon Mirena San Pedro Blanco, dit *Jon*^{dcccxviii}. *Txuma* fut responsable d'un groupe de propagande dans la région de Pampelune en 1984^{dcccxiix}. Irantzu Gallastegui, dite *Amaia*, est membre présumé du commando Donosti^{dcccxx}. Mikel Zubimendi Berastegi est un ancien responsable de l'organisation de jeunesse *Jarrai* et ancien représentant de HB au Parlement basque de Guipúzcoa^{dcccxxi}. Le Tribunal correctionnel de Paris estime qu'il a eu un « rôle éminent » au sein d'ETA.
- 10 mars 1999 : arrestation à San Sébastien de deux « liberados » du « commando Donosti » d'ETA, Sergio Polo et Kepa Echevarría^{dcccxxii}, puis de sept autres personnes (Casanova, 2007, p. 317). Démantèlement de deux *taldes* (cellules) du commando Donosti^{dcccxxiii}. L'une des personnes arrêtées travaillant à HB, la garde civile prend d'assaut le siège d'HB à San Sébastien le 15 mars.
- 20 mars 1999 : le corps du troisième « liberado » du commando Donosti, José Luis Geresta, est retrouvé sans vie près de Rentería (Casanova, 2007, p. 317). La thèse officielle est celle du suicide mais plusieurs éléments autorisent sa réfutation. La gauche abertzale dénonce un sabotage du processus de résolution du conflit en cours. 60 000 personnes se rassemblent sous le slogan « Utzi Pakean Euskal Herria ».
- 20 mai 1999 : première et unique rencontre entre ETA et les représentants du gouvernement espagnol de José Maria Aznar à Zurich (Suisse), Javier Zarzalejos, secrétaire général de la présidence, et Ricardo Martí Fluxá, secrétaire d'État à la sécurité. La question abordée est celle de savoir si la trêve constitue ou non un cessez définitif de la violence. Les deux parties reconnaissent l'ouverture de discussions et le gouvernement le rôle de médiation de l'évêque de Zamora, Juan María Uriarte.
- juillet 1999 : ETA rencontre une délégation d'EA et du PNV pour relancer le processus politique de résolution du conflit (Casanova, 2007, p. 319).
- 1^{er} août 1999 : arrestation à Tarbes de Joaquín Echeberría Lagisket, chargé des relations internationales d'ETA.

août 1999 : faisant suite à la réunion de juillet, ETA envoie à EA et au PNV une proposition pour une fin définitive de la lutte armée : il s'agirait de mettre en place un processus électoral dans tout le Pays basque visant à créer une institution nationale qui initierait un nouveau statut souverain en élaborant une Constitution basque (Casanova, 2007, p. 319). Le rejet de cette proposition n'est accompagné d'aucune contre-proposition.

26 août 1999 : ETA indique dans un communiqué que le dialogue avec le gouvernement est bloqué et la communication suspendue face au « manque de discernement de l'exécutif et à l'usage électoral qu'il a fait du maintien du contact » avec ETA^{dcccxxiv}.

septembre 1999 : le gouvernement de José Maria Aznar accepte le transfert dans des prisons du Pays basque de 105 des 405 prisonniers d'ETA. Mais l'organisation fixe trois nouvelles conditions refusées par le gouvernement.

27 septembre 1999 : explosion d'une bombe devant le domicile de Mikel Muez, journaliste à *El País*, déposée par un groupe de l'environnement d'ETA^{dcccxxv}.

28 septembre 1999 : un commando d'ETA prend un entrepôt de dynamite en Bretagne d'où ils tireront dix tonnes de dynamite (Casanova, 2007, p. 320). Le 30 septembre, la police française arrête plusieurs citoyens basques et bretons et récupère la majeure partie de ce qui a été volé, mais plusieurs tonnes d'explosifs restent entre les mains d'ETA. 25 octobre 1999 : arrestation à Pau de Belén González Peñalva, dite *Carmen*, interlocutrice d'ETA dans les discussions de l'organisation avec les représentants du gouvernement en mai de 1999.

23 octobre 1999 : ETA rend publiques les conditions auxquelles elle reprendrait le dialogue avec le gouvernement^{dcccxxvi}. ETA ajoute également comme condition que ces rencontres aient lieu dans un pays neutre et désigne trois prisonniers comme interlocuteurs pour ces discussions : Anton Lopez Ruiz, dit *Kubati*, Josu Urrutikoetxea et José Arizkuren Ruiz, dit *Kantauri* (Casanova, 2007, p. 320). Le gouvernement nie avoir reçu aucune lettre d'ETA et réaffirme ses propres conditions pour un dialogue : celles de la première rencontre avec ETA.

25 octobre 1999 : arrestation à Pau de Belén González Peñalva, dite *Carmen*, interlocutrice pour ETA dans les discussions de l'organisation avec les représentants du gouvernement en mai 1999 à Zurich.

fin octobre 1999 : le gouvernement révèle aux medias le rôle de médiateur joué par l'évêque de Zamora, Juan María Uriarte. Ce dernier se retire de cette tâche. Le dialogue avec le gouvernement est bloqué (Casanova, 2007, p. 321).

28 novembre 1999 : ETA annonce publiquement sa décision de rompre la trêve indéfinie entamée le 18 septembre 1998 et avertit qu'à partir du 3 décembre 1999, il lui appartiendra de donner à ses commandos des ordres pour mener des actions (voir *Gara*, 28 novembre 1999)^{dcccxxvii}. ETA accuse le PNV et EA d'avoir abandonné le processus entamé un an et demi plus tôt et de n'avoir pas répondu à la proposition d'août de promouvoir un cycle constituant (Casanova, 2007, p. 321).

2 décembre 1999 : fin de la trêve.

21 décembre 1999 : la garde civile intercepte près de Calatayud (Saragosse) un fourgon à destination de Madrid conduit par des membres d'ETA. Il contient de 950 kg d'explosifs.

22 décembre 1999 : un autre fourgon chargé de 750 kg d'explosifs est retrouvé non loin de Calatayud (Saragosse)^{dcccxxviii}. L'incident est connu sous le nom de « la caravana de la muerte » (le convoi de la mort). ETA prévoyait d'utiliser ces 1 700 kg d'explosifs pour faire sauter la Torre Picasso.

Entre 1996 et 1999, le gouvernement de José María Aznar a autorisé le transfert de 190 prisonniers politiques (d'ETA) dans des prisons du Pays basque.

Années 2000

- 21 janvier 2000 : explosion d'une voiture piégée à Madrid, qui tue le lieutenant-colonel Pedro Antonio García Blanco et blesse quatre personnes^{dcccxxix}. La voiture dans laquelle les militants d'ETA se cachaient a également explosé à 500 mètres de la première à quelques minutes d'intervalle^{dcccxxx}. Une autre voiture explose également à Madrid sans faire de victime^{dcccxxxi}. Les explosions ont eu lieu la partie sud-est de la ville où se trouvent plusieurs casernes militaires et non loin d'une école liée à l'armée. À partir de cette date, ETA tue 21 personnes en douze mois et 40 entre janvier 2000 et août 2002 (Casanova, 2007, p. 324).
- 22 février 2000 : l'explosion d'une voiture piégée à Vitoria tue le secrétaire général du PSE-EE, porte-parole du PSOE au parlement basque à Alava, Fernando Buesa Blanco et le policier de l'Ertzaintza, Jorge Díez Elorza^{dcccxxxii}.
- 6 mars 2000 : explosion d'une voiture piégée à San Sébastian au passage d'un véhicule de la garde civile dans le quartier d'Intxaurreondo^{dcccxxxiii}. Sept personnes sont blessées.
- 21 mars 2000 : explosion d'une bombe devant le domicile des parents de Pedro Briongos à Bilbao, rédacteur en chef du journaliste *El Correo*^{dcccxxxiv}. Aucune victime n'est à déplorer.
- 27 mars 2000 : attentat manqué au colis piégé à Séville, au Centre Territorial de la Radio Nationale, contre le journaliste Carlos Herrera, directeur du programme *Buenos Días*^{dcccxxxv}. Le colis a été envoyé au siège de la Radio Nationale à Séville. Il a été désamorcé par la police.
- 25 avril 2000 : un colis piégé est envoyé à Jesús María Zuloaga, sous-directeur du quotidien *La Razón* et spécialiste d'ETA^{dcccxxxvi}. Le colis a été envoyé au siège du journal à Madrid^{dcccxxxvii}. Un groupe d'appui aux prisonniers de droit commun FIES (Ficher des Prisonniers de Surveillance Spécial), se nommant « Les Anarchistes », revendique l'attentat.
- 7 mai 2000 : le journaliste José Luis López de la Calle, collaborateur d'*El Mundo* et membre du forum d'Ermua, est abattu devant son domicile à Andoain (Guipúzcoa)^{dcccxxxviii}. Il avait reçu antérieurement plusieurs menaces. L'action est attribuée au « commando Donosti »^{dcccxxxix}.
- 4 juin 2000 : exécution du conseiller municipal PP Jesús María Pedrosa à Durango (Biscaye)^{dcccxl}.
- 24 juin 2000 : explosion d'une voiture piégée à Getxo, non loin du domicile d'un membre de la famille de Cosme Delclaux^{dcccxli}.
- 25 juin 2000 : explosion d'une voiture piégée au numéro 20 de la rue Manuel Smith à Getxo, très proche de l'attaque de la veille^{dcccxlii}.
- 7 juillet 2000 : explosion d'une bombe au siège du quotidien *El Correo* à Vitoria^{dcccxliii}.
- 7 juillet 2000 : tentative d'assassinat à la voiture piégée de Juan Bautista Rubio Beloki, hôtelier à Ordizia (Guipúzcoa)^{dcccxliv}. La bombe a été désamorcée par l'Ertzaintza.
- 11 juillet 2000 : le journaliste de *El Mundo* David Jiménez reçoit un colis piégé envoyé par le groupe « Les Anarchistes »^{dcccxlv}. Il a été désactivé.
- 12 juillet 2000 : explosion d'une voiture piégée rue El Carmen, proche de la place Callao, à Madrid^{dcccxlvi}. Une alerte avait été réalisée avant l'explosion. Le *Corte Inglés* et la FNAC sont endommagés.
- 15 juillet 2000 : exécution du conseiller municipal PP, José María Martín Carpena, à Málaga (Andalousie)^{dcccxlvii}.
- 16 juillet 2000 : explosion d'une voiture piégée visant la caserne de la garde civile d'Ágreda (Soria)^{dcccxlviii}. Estrella Ruiz, l'épouse d'un garde civil, est blessée^{dcccxlix}.
- 19 juillet 2000 : tentative d'attentat à la voiture piégée à Malaga contre le vice-secrétaire du PSOE en Andalousie José Asenjo^{dcccl}. La bombe est désactivée par la police.
- 24 juillet 2000 : explosion d'une voiture piégée avenue de Neguri à Getxo près du domicile de Pilar Aresti, sénatrice PP^{dcccli}. Quatre personnes sont blessées.
- 26 juillet 2000 : tentative d'assassinat à la bombe d'un élu PP, Agustín Ramos Vallejo, à Durango^{dccclii}.

- 27 juillet 2000 : explosion aux premières heures du jour d'un distributeur automatique de *Caja Vital* à Vitoria attribué à ETA par le conseiller de l'intérieur basque, Javier Balza^{dccllii}.
- 29 juillet 2000 : exécution à Tolosa de Juan María Jáuregui Apalategui par le « commando Buruntza »^{dccliv}. Il était ancien gouverneur civil de Guipúzcoa et militant socialiste. Les auteurs de l'action font exploser la voiture qu'ils ont utilisé dans l'opération à Villabona quelques heures plus tard^{dcclv}.
- 7 août 2000 : quatre membres présumés du commando Vizcaya d'ETA (trois hommes et une femme : Patxi Rementeria, Urko Gerrikagoitia, Zigor Aranbarri et Ekain Ruiz) sont tués dans l'explosion de la voiture dans laquelle ils transportaient armes et explosifs^{dcclvi}. L'incident s'est produit sur l'avenue Miraflores dans le quartier de Bilbao à Bolueta.
- 8 août 2000 : une voiture piégée tue José María Korta, président de l'association patronale de Guipúzcoa *Adegi*^{dcclvii}. L'attentat a lieu à Zumaia (Guipúzcoa). Il est attribué au « commando Buruntza » du « Complexe Donosti »^{dcclviii}.
- 8 août 2000 : explosion d'une voiture piégée à 18h30 dans le quartier de Chamartín, n° 4 de la rue Platerías à Madrid après que l'alerte a été donnée^{dcclix}. Onze personnes sont blessées.
- 9 août 2000 : exécution d'un sous-lieutenant de l'armée, Francisco Casanova Vicente à Berriozar (Navarre)^{dcclx}. L'agence Europa Press attribue l'action au « commando Donosti »^{dcclxi}.
- 9 août 2000 : des tensions ont lieu entre manifestants pro- et contre ETA à San Sébastian^{dcclxii}.
- 9 août 2000 : l'explosion d'une voiture piégée à Madrid blesse 11 personnes^{dcclxiii}.
- 20 août 2000 : l'explosion d'une voiture piégée tue deux gardes civiles, Irene Fernández Pereda et José Ángel de Jesús Encinas, à Sallent de Gállego^{dcclxiv}. L'action est attribuée au « commando Donosti »^{dcclxv}.
- 24 août 2000 : explosion de six bombes contre des entreprises basques à Irún, San Sébastian, Lazcano (Lazkao, Guipúzcoa)^{dcclxvi}.
- 29 août 2000 : exécution de Manuel Indiano Azaustre, conseiller municipal PP, à Zumárraga (Guipúzcoa)^{dcclxvii}. L'action est attribuée au « commando Gauda » du « Complexe Donosti »^{dcclxviii}.
- 10 septembre 2000 : destruction d'une des entreprises de la famille Korta, sa discothèque Txitzarro à Itziar^{dcclxix}. Aucun blessé n'est à déplorer.
- 13 septembre 2000 : le juge Garzón fait arrêter 20 membres d'*Ekin* qu'il accuse d'être les « commissaires politiques » d'ETA.
- 14 septembre 2000 : l'ex-conseiller socialiste basque José Ramón Recalde survit à une tentative d'assassinat mais il meurt le 17 des suites de ses blessures^{dcclxx}. L'action est attribuée au « commando Donosti »^{dcclxxi}.
- 15 septembre 2000 : arrestation à Bidart d'Ignacio Gracia Arregui, dit *Iñaki de Rentería*, présumé responsable de l'appareil militaire d'ETA, et démantèlement d'un atelier de confection de faux papiers d'ETA^{dcclxxii}. Quinze autres personnes sont arrêtées (Casanova, 2007, p. 326).
- 16 septembre 2000 : la police autonome (*Ertzaintza*) désactive à Hernani (Guipúzcoa) huit grenades prêtes à être lancées contre l'inauguration par le roi du musée du sculpteur Eduardo Chillida^{dcclxxiii}. L'action a été préparée par le Commando Buruntza du « Complexe Donosti »^{dcclxxiv}.
- 21 septembre 2000 : exécution de José Luis Ruiz Casado, conseiller municipal PP, à Sant Adrià de Besòs^{dcclxxv}.
- 30 septembre 2000 : une bombe détruit l'entreprise d'un des membres du PNV ayant refusé de payer l'impôt révolutionnaire^{dcclxxvi}.
- 6 octobre 2000 : condamnation de Pakito à 109 années de prison pour l'attaque de la direction de la garde civile^{dcclxxvii}.
- 7 octobre 2000 : la garde civile désamorce un engin explosif placé sous les sièges du véhicule du brigadier de l'armée José Manuel Velázquez à Chipiona (Cadix)^{dcclxxviii}.

octobre 2000 : la police désamorce une bombe trouvée sous le siège du véhicule personnel d'un sous-officier, stationné dans un entrepôt militaire de Séville^{dccclxxxix}.

9 octobre 2000 : exécution du procureur général d'Andalousie Luis Portero, par le « commando Andalucia », en réponse aux récentes réformes pénales^{dccclxxx}.

11 octobre 2000 : tentative d'attentat contre le journaliste Antonio Burgos par le commando Madrid^{dccclxxxi}.

16 octobre 2000 : un colis piégé envoyé à Raúl del Pozo, journaliste à *El Mundo* est désactivé par la police^{dccclxxxii}, par le groupe « Les Anarchistes »^{dccclxxxiii}.

16 octobre 2000 : exécution du médecin médical Antonio Muñoz Cariñanos à Séville^{dccclxxxiv}. Les auteurs des faits sont arrêtés.

19 octobre 2000 : un paquet piégé est découvert à *La Razón*. Il était destiné à Alfredo Semprún, sous-directeur du journal, par le groupe « Les Anarchistes »^{dccclxxxv}.

21 octobre 2000 : une bombe placée dans l'entreprise de serrurerie de Juan Antonio Gallastegui, militant d'EA, à Mondragón (Guipúzcoa) est désamorcée par l'*Ertzaintza*^{dccclxxxvi}.

22 octobre 2000 : l'explosion d'une voiture piégée à Vitoria tue Máximo Casado Carrera, travaillant à la prison de Nanclares de Oca^{dccclxxxvii}.

22 octobre 2000 : un colis piégé est envoyé au domicile de José María Velilla Muguruza, bâtonnier des avocats de San Sébastien et conseiller du journal *Dario Vasco*^{dccclxxxviii}. Il est désamorcé par l'*Ertzaintza*. L'action est attribuée au « commando Buruntza » du « Complexe Donosti »^{dccclxxxix}.

22 octobre 2000 : explosion d'une voiture piégée devant un bâtiment de l'administration de la banque Guipuzcoano à San Sébastien, rue Portuetxe^{dccxc}. L'action est attribuée au « commando Buruntza » du « Complexe Donosti »^{dccxci}.

30 octobre 2000 : attentat à la voiture piégée avenue Badajoz à Madrid contre le magistrat de la Cour Suprême et général de l'armée José Francisco Querol Lombardero. Il est tué ainsi que son chauffeur, Armando Medina, son escorte, Jesús Escudero et un chauffeur de bus^{dccxcii}. 64 autres personnes sont blessées^{dccxciii}.

octobre-novembre 2000 : la police arrête des commandos d'ETA à Séville et à Madrid (Casanova, 2007, p. 326).

1^{er} novembre 2000 : explosion d'une voiture piégée dans le centre de Barcelone, une heure avant la visite d'Aznar.

2 novembre 2000 : explosion d'une voiture piégée dans le centre de Barcelone, dans les jardins de Clara Campoamor, rue Gandesa (près de l'avenue Diagonal). Le quartier est habité par des membres du gouvernement^{dccxciv}. Sont blessés un garde assermenté et un gardien municipal. ETA a annoncé l'explosion quelques minutes avant qu'elle ne se produise, lors de deux appels téléphoniques au journal *Avui* ainsi qu'aux pompiers^{dccxcv}.

9 novembre 2000 : une bombe est désamorcée à Alsasua (Altsasu)^{dccxcvi}.

10 novembre 2000 : tentative d'attentat à San Sébastien contre un couple de journalistes Aurora Intxausti, travaillant à *El País* et Juan Palomo d'*Antena 3*^{dccxcvii}. L'action a été préparée par le Commando Buruntza du « Complexe Donosti »^{dccxcviii}.

11 novembre 2000 : explosion d'une bombe visant la police basque, la garde civile et la police nationale à San Sébastien dans la caserne du quartier d'Intxaurreondo^{dccxcix}. 10 agents sont blessés^{cm}. L'action a été menée par le Commando Buruntza du « Complexe Donosti »^{cmi}.

21 novembre 2000 : explosion au petit matin d'une bombe visant une société immobilière de la ville de Guernica (Biscaye). Aucune victime n'est à déplorer^{cmii}.

21 novembre 2000 : attaque contre une caserne de la garde civile d'Irún par le « commando Donosti »^{cmiii}. Un officier est légèrement blessé^{cmiv}.

21 novembre 2000 : exécution dans le garage de son domicile de Barcelone de l'ancien premier ministre socialiste Ernest Lluch^{cmv}.

- 21 novembre 2000 : explosion d'une voiture piégée sur un terrain vague de L'Hospitalet de Llobregat, près du logement du président du PP de Catalogne, Alberto Fernández^{cmvi}.
- 24 novembre 2000 : arrestation du militant présumé d'ETA Iñaki Beaumont à Pampelune alors qu'il s'apprêtait à tuer un ancien élu UPN, Miguel Ángel Ruiz de Langarica^{cmvii}.
- 5 décembre 2000 : la police autonome désactive une bombe posée au palais de justice d'Eibar (Guipúzcoa) après un appel lancé au journal *Gara*^{cmviii}.
- 14 décembre 2000 : l'explosion d'une bombe tue le conseiller municipal du PP, Francisco Cano Consuegra, à Terrassa^{cmix}. Il s'agirait d'une réponse au pacte antiterroriste signé entre le PP et le PSOE le 12 décembre 2000.
- 16 décembre 2000 : la police désactive un colis piégé envoyé à Agustín Yanel, journaliste au quotidien *El Mundo*^{cmx}.
- 17 décembre 2000 : des engins explosifs sont désactivés au sein du bâtiment de *Correos* à Chamartín (Madrid), destinés aux journalistes Alfredo Semprún, du journal *La Razón*, et à Antonio San José de *Interviú*. L'action est attribuée au groupe de soutien au FIES.
- 18 décembre 2000 : tentative d'assassinat à Lejona (Biscaye) d'Eduarne Uriarte, enseignante de l'université basque^{cmxi}.
- 20 décembre 2000 : un policier municipal, Juan Miguel Gervilla Valladolid, est tué à Barcelone alors qu'il s'approchait de deux jeunes hommes qui poussaient une voiture en panne^{cmxii}. Celle-ci contenait 13,5 kilos d'explosifs.
- 27 décembre 2000 : explosion d'une bombe dans un bureau de la sécurité sociale à San Sébastian^{cmxiii}.
- 31 décembre 2000 : une voiture piégée, située à proximité de la station de train Santa Justa de Séville, est désactivée^{cmxiv}.
- juin-20 décembre 2000 : huit tentatives d'assassinat du journaliste Luis del Olmo par le commando Barcelona^{cmxv}.
- fin décembre 2000 : après la signature à Madrid de l'« accord pour les libertés et contre le terrorisme » entre le PP et le PSOE le 12 décembre, ETA déclare que les partis signataires de l'accord sont à présent des objectifs militaires pour l'organisation (Casanova, 2007, p. 328).
- 2000 : les *Gestoras pro-Amnistía* recensent en 2000 plus de 700 arrestations politiques, dont 253 pour terrorisme, et 77 cas de torture signalés (Casanova, 2007, p. 327).
- 8 janvier 2001 : les autorités mexicaines expulsent Francisco José Ramada Estévez, dit *Vera*, et sa compagne Sagrario Yoldi Múgica, dite *Mila*, soupçonnés d'être liés au « commando Donosti » d'ETA^{cmxvi}.
- 9 janvier 2001 : tentative d'assassinat des dirigeants basques du PP et de membres de la famille du conseiller José Ignacio Iruretagoyen lors d'un hommage à ce dernier au cimetière de Zarauz^{cmxvii}. L'action est menée par le Commando Buruntza du « Complexe Donosti »^{cmxviii}.
- 10 janvier 2001 : deux bombes ont été placées près de locaux militaires à Giron^{cmxix}. Un appel anonyme d'ETA a été reçu à 7h45 par les pompiers de Barcelone. L'interlocuteur, qui s'est exprimé en espagnol, a assuré que la bombe se trouvait à côté du bâtiment du Gouvernement Militaire, faisant en fait référence à la Délégation de la Défense, adjacente à la précédente. L'interlocuteur anonyme a précisé que l'explosif se trouvait dans la rue Oriol Martorell, une rue nouvellement créée dans la zone d'expansion urbaine qui, il y a quelques années, était occupée par la caserne militaire de Gérone. Une bombe a explosé, l'autre pas. Aucune victime n'est à déplorer.
- 15 janvier 2001 : un engin explose au siège du syndicat ERNE de l'*Ertzaintza* à Bilbao. Aucune victime n'est à déplorer^{cmxx}. L'action est attribuée à ETA.
- 20 janvier 2001 : explosion de deux engins de fabrication artisanale devant des maisons d'*Ertzaintza* à Bilbao^{cmxxi}. L'action est attribuée à ETA.

- 22 janvier 2001 : explosion d'une voiture piégée dans le quartier de Neguri de Getxo au numéro 22 de la rue Paseo del Puerto, près d'un ensemble de bâtiment où a résidé Manuel Delclaux, le frère de Cosme Delclaux^{cmxxii}.
- 24 janvier 2001 : tentative d'attentat à la voiture piégée contre un sous-lieutenant de l'armée, José Díaz Pareja, à Zizur Mayor (Navarre)^{cmxxiii}.
- 26 janvier 2001 : l'explosion d'une voiture piégée à San Sébastian tue Ramón Díaz García, cuisinier au commandement de la marine^{cmxxiv}. Deux autres personnes sont blessées. L'action est attribuée au « commando Buruntza » du « Complexe Donosti »^{cmxxv}.
- 31 janvier 2001 : attentat contre deux gardes civils à Pasajes^{cmxxvi}. Aucune personne n'est blessée.
- 31 janvier 2001 : tentative d'explosion à la voiture piégée rue Sangenjo à Madrid^{cmxxvii}. La charge est désactivée par des artificiers.
- 3 février 2001 : destruction d'un bureau de poste à San Sébastian par jets de cocktails Molotov^{cmxxviii}.
- 12 février 2001 : tentative d'attentat à l'explosif 25 rue Sangenjo, dans le quartier de Chamartín à Madrid^{cmxxix}. Eliseo Fernández Centeno, membre de la cour des comptes et proche du parti socialiste, était visé. L'opération aurait été menée par le « commando Madrid »^{cmxxx}.
- 18 février 2001 : jet de cocktails Molotov contre la maison du fils et de l'épouse du conseiller municipal socialiste, Joseba Marcaida, à Getxo (Biscaye)^{cmxxxi}.
- 22 février 2001 : explosion d'une voiture piégée à San Sébastian dans le quartier Martutene. Elle fait suite à l'appel aux élections et visait le conseiller municipal socialiste Iñaki Dubreuil^{cmxxxii}. Elle a lieu durant la campagne électorale. Elle tue deux électriciens de l'entreprise Elektra S.A., José Angel Santos Larrañaga et Josu Leonet. Trois autres personnes ont été blessées. L'action est attribuée au « commando Buruntza » du « Complexe Donosti »^{cmxxxiii}.
- 22 février 2001 : arrestation à Anglet du chef présumé des commandos d'ETA, Francisco Javier García Gaztelu (35 ans), dit *Txapote*, qui avait également été membre du « commando Donosti »^{cmxxxiv}. Il est considéré comme responsable de l'appareil militaire d'ETA et est accusé d'avoir exécuté le conseiller municipal conservateur (PP) Miguel Angel Blanco en 1997.
- 23 février 2001 : explosion de trois bombes dans le centre pour mineurs de la ville de Zumárraga (Guipúzcoa)^{cmxxxv}. Aucune victime n'est à déplorer. L'action est attribuée à ETA.
- 23 février 2001 : l'*Ertzaintza* arrête à Ordizia (Guipúzcoa) Iñigo Guridi Laso, membre du « commando Ttoto » du « Complexe Donosti ». Elle saisit également des armes et des faux papiers^{cmxxxvi}. 28 personnes sont arrêtées dans le cadre de cette opération dont quatre sont finalement incarcérées : Sendoa Etxaiz, Nerea Goikoetxea, Olatz Galarraga et Leire Gallastegi^{cmxxxvii}. La juge les accuse d'avoir hébergé et aidé Asier Arzalluz et Aitor Agirrebarrena, membres présumés du « commando Ttoto », en fuite après l'arrestation de deux autres membres supposés du « complexe de Donosti », Iñigo Guridi Laso et Eñaut Lerma Usabiaga^{cmxxxviii}.
- 28 février 2001 : la police désactive une bombe à Cintruénigo (Navarre)^{cmxxxix}. L'action est attribuée à ETA.
- 28 février 2001 : explosion d'une bombe à la poste d'Hernani (Navarre)^{cmxl}. L'action est attribuée à ETA.
- 3 mars 2001 : une vingtaine de cocktails Molotov est lancée contre le siège du quotidien *El Correo*^{cmxli}.
- 7 mars 2001 : 16 170 détonateurs électriques et 9 400 détonateurs pyrotechniques sont dérobés par un commando d'ETA à Veurey-Veroise (Isère), au domicile du responsable de la société anonyme « Titanite », et 1 650 kg de dynamite ainsi que 23.500 mètres de cordeau détonant sont volés à Saint-Quentin-sur-Isère (Isère) au sein de cette même société^{cmxlii}.

- 9 mars 2001 : l'explosion d'une voiture piégée tue Iñaki Totorika Vega, membre de la police autonome à Hernani et blesse son collègue de patrouille^{cmlxliii}. L'action est attribuée au « commando Gaua » du « Complexe Donosti »^{cmlxiv}. Elle intervient après plusieurs opérations de l'*Ertzaintza* visant à démanteler le « commando Ttoto », qui fait partie du « complexe Donosti ».
- 9 mars 2001 : arrestation à Hernani de Jon Zubiaurre Aguirre et d'Asier García Justo par l'*Ertzaintza*^{cmlxlv}, puis d'Aitor García. Ils sont membres présumés du « commando Gaua », lié au « Complexe Donosti ».
- 9 mars 2001 : explosion dans un bureau de poste à Beasain (Guipúzcoa)^{cmlxvi}. Aucune victime n'est à déplorer. L'action est attribuée à ETA.
- 17 mars 2001 : explosion d'une voiture piégée placée face à l'hôtel Montecarlo visant une patrouille à Rosas (Giron)^{cmlxvii}. La dynamite employée a été volée à Grenoble. Un agent de la police autonome de Catalogne, Santos Santamaría Avedaño, est tué. Trois personnes sont blessées.
- 18 mars 2001 : la police désamorce une voiture piégée à Gandía (Valence)^{cmlxviii}.
- 20 mars 2001 : exécution de Froilán Elexpe Inciarte, conseiller municipal du PSE à Lasarte^{cmlxix}. L'action est attribuée au « commando Donosti »^{cml}.
- 23 mars 2001 : arrestation en France de José Luis Mitzelena Berasarte, dit *Orlegi*, présumé responsable du passage des commandos et du matériel par la frontière franco-espagnole^{cml}.
- 26 mars 2001 : arrestation d'Alicia Sáez de la Cuesta (27 ans), membre présumé d'ETA à La Coruña^{cmliii}. Avant elle, ont été arrêtés Eider Pérez Ariztizabal et Aitor Olaizola Baseta, respectivement à Irún et Rentería (Guipúzcoa). On les soupçonne de constituer un commando itinérant et de vouloir reconstituer un commando opérationnel en Galice^{cmliv}.
- 28 mars 2001 : explosion de deux bombes devant les palais de justice de Tolosa (Guipúzcoa) et d'Azpeitia (Guipúzcoa)^{cmliv}.
- 28 mars 2001 : la garde civile découvre une cache d'ETA à Santiago, rue Pelamios. L'appartement a été loué par Nerea Garaizar et Alicia Sáez de la Cuesta, soupçonnées de vouloir réaliser un attentat contre le président la province de Galice, Manuel Fraga^{cmlv}.
- 1^{er} avril 2001 : explosion d'une bombe devant le palais de justice d'Abadiño (Biscaye)^{cmlvi}. Aucune victime n'est à déplorer.
- 15 avril 2001 : attentat contre la résidence d'une conseillère UPN^{cmlvii}. Aucune victime n'est à déplorer.
- 21 avril 2001 : attaque à l'explosif avortée à Vitoria contre le domicile de deux élus du PP de Hondarribia et Irún^{cmlviii}. Sont visés respectivement María Rosario Dorda (élue PP à Hondarribia) et son José Manuel Lizarraga (élue PP à Irún)^{cmlx}.
- 2 mai 2001 : l'*Ertzaintza* désamorce une bombe trouvée dans le parc industriel d'Erratzu à Urnieta (Guipúzcoa)^{cmlx}.
- 6 mai 2001 : exécution à Saragosse de Manuel Giménez Abad, président aragonais du PP au cours de la campagne électorale au Pays basque^{cmlxi}.
- 12 mai 2001 : explosion d'une voiture piégée rue Goya, non loin de la place Colon de Madrid, le dernier jour de la campagne électorale^{cmlxii}. 14 policiers sont blessés^{cmlxiii}. L'action est attribuée au « commando Madrid »^{cmlxiv}.
- 15 mai 2001 : une lettre piégée est envoyée à Gorka Landáburu à son domicile de Zarautz (Guipúzcoa)^{cmlxv}. Il est blessé. L'action est attribuée au Commando Buruntza du « Complexe Donosti »^{cmlxvi}.
- 19 mai 2001 : explosion d'une bombe dans la maison d'un dirigeant du PSE en Alava^{cmlxvii}. Aucune victime n'est à déplorer.
- 23 mai 2001 : tentative d'assassinat d'un garde de sécurité de l'université du Pays basque^{cmlxviii}.

- 24 mai 2001 : exécution de Santiago Oleaga Elejabarrieta, directeur financier du journal *El Diario Vasco*, dans le parking de l'hôpital Matía de San Sébastian^{cmlxxix}. L'action est attribuée au « commando Buruntza » du « Complexe Donosti »^{cmlxx}.
- 3 juin 2001 : une cinquantaine de personnes masquées jettent des bombes incendiaires et des explosifs artisanaux dans Bergara (Guipúzcoa). Aucune victime n'est à déplorer. L'attaque a causé des dommages à trois banques, un magasin d'optique et cinq véhicules.
- 7 juin 2001 : explosion d'une bombe de faible intensité devant un concessionnaire automobile Peugeot dans le quartier Loiola à San Sébastian^{cmlxxi}.
- 9 juin 2001 : ETA s'interroge sur l'impact négatif de l'intensité de la lutte armée depuis la fin de la trêve en décembre 1999 sur les résultats de la gauche abertzale aux élections de mai 2001^{cmlxxii}.
- 10 juin 2001 : explosion à Logroño, devant le bâtiment de la banque *Atlántico*, d'une voiture piégée volée en France^{cmlxxiii}. L'action est attribuée au « commando Xoxua » du « Complexe Donosti »^{cmlxxiv}.
- 16 juin 2001 : l'*Ertzaintza* désamorce une bombe placée dans un bureau du PSE-EE d'Elgóibar (Guipúzcoa)^{cmlxxv}.
- 21 juin 2001 : explosion d'une voiture piégée face à la *Banco Guipuzcoano*^{cmlxxvi}. Le centre informatique de la banque est visé. Un appel a été lancé par ETA avant l'explosion au journal *Gara* et à la DYA. Aucune victime n'est à déplorer.
- 28 juin 2001 : tentative d'assassinat à Madrid du général Justo Oreja par une bicyclette piégée^{cmlxxvii}. Il meurt le 28 juillet 2001 des suites de ses blessures. 12 personnes sont blessées. L'action est attribuée au « commando Madrid »^{cmlxxviii}.
- 10 juillet 2001 : explosion d'une voiture piégée rue Ocaña à Madrid, près des bâtiments de la sous-direction générale de l'informatique du ministère de la justice à la veille de l'investiture de Juan José Ibarretxe comme *lehendakari*, i.e. comme chef du gouvernement autonome basque^{cmlxxix}. Les services de secours avaient été alertés. Luis Ortiz de la Rosa, agent de police, est tué^{cmlxxx}. L'action est attribuée au « commando Madrid »^{cmlxxxi}.
- 14 juillet 2001 : l'explosion d'un véhicule piégé tue le conseiller municipal de l'Union du Peuple Navarrais, José Javier Múgica, à Leiza, le jour de l'investiture^{cmlxxxii}.
- 14 juillet 2001 : exécution de Mikel Uribe Aurkia, responsable de l'unité disciplinaire de la police autonome et chef du commissariat d'Irún, à Leaburu (Guipúzcoa)^{cmlxxxiii}. Le mitraillage est attribué au « commando Buruntza » du « Complexe Donosti »^{cmlxxxiv}.
- 24 juillet 2001 : Olaia Castresana, militante d'ETA de 20 ans, est tuée par l'explosion de sa bombe à Torrevieja (Alicante)^{cmlxxxv}. Elle appartenait, avec Anartz Oyarzabal, son compagnon alors en fuite, au commando itinérant du « Complexe Donosti »^{cmlxxxvi}.
- 26 juillet 2001 : une voiture piégée est désamorcée par la police à l'aéroport de Málaga^{cmlxxxvii}.
- 27 juillet 2001 : explosion d'une bombe devant le domicile d'un lieutenant de l'armée à Vitoria^{cmlxxxviii}. Aucune victime n'est à déplorer.
- juillet 2001 : le journal *Gara* annonce la mort de Luis Arrieta Zubimendi, dit *Azkoiti*, sans préciser la date ni le lieu de sa mort^{cmlxxxix}.
- 3 août 2001 : explosion d'une bombe de faible intensité sur la ligne de chemin de fer à La Roda (Albacete)^{cmxc}. Aucune victime n'est à déplorer.
- 5 août 2001 : deux *Ertzaintza* sont blessés à la suite d'une attaque aux cocktails Molotov à Portugalete (Biscaye)^{cmxci}.
- 15 août 2001 : explosion de deux bombes sur les voies de l'AVE (autoroute) à l'entrée de Ciudad Real^{cmxcii}. Aucune victime n'est à déplorer.
- 15 août 2001 : explosion de la voiture d'un membre de la police autonome devant son domicile de San Sébastian^{cmxciii}.
- 16 août 2001 : deux bombes sont désamorcées devant les succursales de la banque de Guipúzcoa à San Sébastian^{cmxciv}.

- 18 août 2001 : explosion d'une voiture piégée face à un hôtel de Salou (Tarragone)^{cmxcv}. Aucune victime n'est à déplorer.
- 22 août 2001 : arrestation de Santiago Vicente Aragón Miró, militant présumé d'ETA, par l'*Ertzaintza*^{cmxcvi}. À la suite de cette arrestation et d'une opération menée dans les villes de Lasarte, Zizurkil et Zaldibia (Guipúzcoa), le « commando Buruntza », noyau central du « Complexe Donosti », est démantelé. Sont arrêtés Francisco Javier Makazaga Azurmendi, Ibon Etxezarreta Etxaniz, Oskarbi Jáuregui, Luis María Carrasco Aseguinolaza, Javier Unanue Estensoro, Miren Alaitz Intxausti et Susana López García. Celle-ci est la compagne d'Ibon Etxezarreta et la seule à être libérée après sa déposition.
- 27 août 2001 : explosion d'une voiture piégée dans le parking de l'aéroport de Madrid-Barajas, Terminal 2^{cmxcvii}. Aucune victime n'est à déplorer.
- 28 août 2001 : explosion avortée à San Sébastien d'une bombe devant le domicile de José Maria Aleman Amundarian, dessinateur pour le journal *El Diario Vasco* (Casanova, 2007, p. 333)^{cmxcviii}. Aucune victime n'est à déplorer.
- 2 septembre 2001 : explosion d'une bombe de faible portée dans une boutique d'électronique appartenant à un *Ertzaintza* à Vitoria^{cmxcix}. L'action est attribuée à ETA. Aucune victime n'est à déplorer.
- 18 septembre 2001 : explosion d'une bombe en face des bureaux de la sécurité sociale à San Sébastien^m. Aucune victime n'est à déplorer.
- 21 septembre 2001 : le conseil de l'Europe adopte un plan d'action de lutte contre le terrorisme.
- 23 septembre 2001 : arrestation en France de Asier Oyarzábal, responsable présumé de l'appareil logistique d'ETA^{mi}.
- 28 septembre 2001 : explosion d'une bombe dans une discothèque de Lacunza (Navarre)^{mii}. L'alerte a été donnée par ETA. Aucune victime n'est à déplorer. L'action intervient le jour de la session plénière du Parlement basque au cours de laquelle les parties en présence n'ont pu parvenir à un accord minimum de pacification.
- 1^{er} octobre 2001 : explosion d'une voiture piégée devant le palais de justice de Vitoria^{miii}. Une personne est légèrement blessée.
- 6 octobre 2001 : arrestation en France de Vicente Goikoetxea, dit *Willy*, considéré comme l'un des responsables de l'appareil politique d'ETA^{miv}.
- 12 octobre 2001 : explosion d'une voiture piégée Plaza de Colón à Madrid, dans le parking du centre culturel Villa, à proximité de la tribune d'où le roi, le gouvernement et le corps diplomatique devaient assister au défilé militaire pour la fête de l'Hispanité^{mv}. L'explosion devait avoir lieu au moment du défilé^{mvi}. 17 personnes sont blessées. L'action est attribuée au « commando Madrid »^{mvi}.
- 17 octobre 2001 : arrestation de sept membres présumés du « commando Aranba/Aramba » lié au « complexe Donosti » dont les deux libérés Roberto Lebrero Panizo et Luis Mariñelarena Garciandía^{mviii}. Ont également été arrêtés Ángel Murguítio Rivera, membre présumé légal d'ETA, Igor Bastarrica Salegui, Iñaki Ibaibarriaga Iramategui, Aritz Ibaibarriaga Azpiri et Asier Altuna Epelde, porte-parole de Batasuna à la mairie d'Azcoitia (Guipúzcoa)^{mix}.
- 6 novembre 2001 : explosion d'une voiture piégée rue Corazón de María, non loin du véhicule du secrétaire général de la police scientifique, Juan Junquera^{mx}. Ce dernier a été légèrement blessé. 100 autres personnes sont blessées. Les auteurs, appartenant au commando Madrid, sont arrêtés le même jour.
- 7 novembre 2001 : exécution du juge José María Lidón Corbi dans le quartier d'Algorta à Getxo^{mx}. Il prononça la peine la plus lourde pour la « kale borroka »^{mxii}.
- 20 novembre 2001 : explosion d'une bombe dans le parc d'Etxebarria de Bilbao. Elle vise la police autonome^{mxiii} et blesse deux membres de l'*Ertzaintza* alors qu'ils tentaient d'ôter un drapeau pro-ETA dans le parc d'Etxebarria.

- 23 novembre 2001 : exécution de deux membres de la police autonome, Ana Isabel Arostegi Legarreta et Javier Mijangos Martínez de Bujo, à Beasain (Guipúzcoa)^{mxiv}.
- 1^{er} décembre 2001 : explosion de deux bombes dans deux parcs industriels visant l'entreprise Erhardt, située dans le parc industriel de Bakiola à Arrankudiaga (Biscaye) et l'entreprise José Ezpeleta, dans le parc Boroa d'Amorebieta (Biscaye)^{mxv}.
- 27 décembre 2001 : le conseil de l'Europe élargit la liste des organisations terroristes et ses mesures spécifiques de lutte contre le terrorisme^{mxvi}. ETA se trouve inscrite sur cette liste.
- 28 décembre 2001 : explosion d'une bombe face à un bâtiment de télécommunication à Arrigorriaga (Biscaye)^{mxvii}. Aucune victime n'est à déplorer.
- 12 janvier 2002 : explosion d'une voiture piégée dans le centre de Bilbao le premier samedi des soldes^{mxviii}. Aucune victime n'est à déplorer. Un appel a été passé 15 mn avant l'explosion au journal *Gara*.
- 13 janvier 2002 : explosion d'une bombe au domicile d'un *Ertzaintza* à Añorga (San Sébastien)^{mxix}. Aucune victime n'est à déplorer.
- 17 janvier 2002 : trois bombes sont envoyées aux directeurs de RNE, *Antena 3* et du *Grupo Correo* en Biscaye, respectivement Santiago Silván, Marisa Guerrero et Enrique Ibarra. Elles sont désactivées avant l'explosion^{mx}. Les engins ont été désamorçés par l'*Ertzaintza*^{mxxi}.
- 19 février 2002 : tentative d'assassinat d'un dirigeant des Jeunesses du PSE, Eduardo Madina, à Sestao^{mxii}. Il est grièvement blessé.
- 26 février 2002 : le gouvernement des États-Unis demande qu'ETA soit placée sur sa liste des organisations terroristes^{mxiii}.
- 28 février 2002 : tentative d'assassinat à la voiture piégée de l'élue du PSE-EE, Esther Cabezudo, à Portugalete^{mxiv}. Elle-même et son escorte, Iñaki Torres, ont été blessés^{mxv}.
- 4 mars 2002 : un engin explosif est désamorçé par l'*Ertzaintza* dans la bourse de Bilbao^{mxvi}. Des appels anonymes ont été passés au journal *Gara* et à la DYA pour indiquer l'emplacement de l'explosif et annoncer l'explosion vingt minutes après l'appel^{mxvii}.
- 21 mars 2002 : exécution du conseiller municipal socialiste d'Orio, Juan Priede Perez, dans le bar *Gure Txoko* à Orio (Guipúzcoa)^{mxviii}. [Iñaki Bilbao serait responsable.]
- 20 avril 2002 : explosion d'une voiture piégée à Getxo face devant la maison de la mère de Cosme Delclaux, au numéro 14 de la rue Manuel María Smith^{mxix}. Aucune victime n'est à déplorer. Un appel avait été passé 40 mn avant l'explosion afin que l'*Ertzaintza* désamorce l'engin^{mx}.
- 21 avril 2002 : attentat à la voiture piégée, stationnée dans le parking du siège de la Respol YPF, rue Manuel Caldeiro (paseo de la Castellana), à Madrid^{mxxi}. Aucune victime n'est à déplorer. L'action a eu lieu dans la nuit du 21-22 avril 2002. Elle a été menée par le commando Madrid.
- 1^{er} mai 2002 : explosion d'une voiture piégée face au stade Santiago Bernabéu une heure avant le match du Real Madrid et du Barça^{mxiii}. 17 personnes sont légèrement blessées. Un appel avait été lancé par ETA au journal *Gara* avant l'explosion. Trente minutes plus tard, une bombe explose dans la rue Embajadores, dans la voiture utilisée par le commando^{mxiii}. Aucune victime n'est à déplorer.
- 2 mai 2002 : arrestation à Niort (France) de Javier Abaunza, considéré comme le numéro trois de l'appareil militaire d'ETA^{mxiv}. Sont également arrêtés Manex Zubiaga et Lexuri Gallastegui, membres présumés du « commando Madrid », Angel Maria Lopez Anta, membre présumé du « commando Bolueta », et Anartz Oyarzabal, qui s'était enfui après l'explosion d'une bombe dans un appartement de Torrevieja (Alicante) au cours de l'été 2001.
- 14 mai 2002 : arrestation à Eibar, Deba et Fuenterrabia de six collaborateurs présumés du « commando Aranba » lié au « complexe Donosti »^{mxv}. Les inculpés sont : Unai Arana Berasain, Iker Abanzabalegui Baskaran, Aitor Abanzabalegui Aranguren (tous ont 26 ans), Virginia Arrazola Garmendia (30 ans), Gorka Echaniz Soralue (29 ans) et Antonio Aldalur Irigoyen (46 ans).

- 23 mai 2002 : explosion d'une voiture piégée à l'université de Navarre (Pampelune)^{mxv}. Trois personnes sont légèrement blessées. Un appel avait été lancé par ETA au journal *Gara* 30 mn avant l'explosion^{mxvii}.
- 4 juin 2002 : arrestation d'Asier Arzalluz Goñi et d'Aitor Agirrebarrena Beldarían, liberados du « Commando Ttoto » du « Complexe Donosti »^{mxviii}. Ce commando est considéré comme démantelé.
- 21 juin 2002 : explosion de deux voitures piégées à Fuengirola et Marbella au début du sommet européen se tenant à Séville^{mxix}. La première explosion a eu lieu vers 7h du matin. Un appel avait été lancé à la DYA de Guipúzcoa avant l'explosion. Six personnes sont blessées dont cinq légèrement. Vers 13h, explosion d'une voiture piégée aux portes de l'hôtel Sultan, situé dans le centre de Marbella (Malaga)^{mxl}. Aucune victime n'est à déplorer. Des appels avaient été lancés à la DYA de Guipúzcoa avant chaque explosion.
- 21 juin 2002 : explosion à 22h15 d'une voiture piégée dans le *Corte Inglés* (centre commercial) de Saragosse^{mxli}. Un appel avait été lancé à la DYA de Guipúzcoa avant l'explosion. Un gardien et un démineur de la police sont légèrement blessés.
- 22 juin 2002 : attentat à la voiture piégée dans le parking de l'hôtel Tamisa Golf à Mijas (Malaga)^{mxlii}. Un appel avait été lancé à la DYA de Guipúzcoa avant l'explosion. Aucune victime n'est à déplorer.
- 22 juin 2002 : attentat à la voiture piégée à Santander par le commando Olaia^{mxliii}. L'engin explosif était placé devant le bâtiment de l'Administration de l'État et du ministère de l'Éducation du gouvernement de Cantabrie. Un appel avait été lancé à la DYA de Guipúzcoa avant l'explosion^{mxliv}. Deux policiers et deux passants ont été légèrement blessés. Les cinq actions mentionnées coïncident avec la tenue du sommet des dirigeants des pays de l'Union européenne à Séville. Chaque explosion a été annoncée entre 30 et 45 mn avant qu'elle ne se produise^{mxlv}.
- 16 juillet 2002 : découverte d'une cache d'armes (« Z 40 ») dans le sous-sol d'une ancienne scierie près de la gare désaffectée de Rivière (Landes) (Massey, 2010, p. 218-219). 300 kg de dynamique y sont saisis.
- 30 juillet 2002 : arrestation par la police uruguayenne de Jesús María Lariz Iriondo à Montevideo^{mxlvi}. Il est considéré comme le chef d'ETA en Uruguay.
- 4 août 2002 : explosion d'une voiture piégée près la caserne de la garde civile à Santa Pola (Alicante)^{mxlvii}. Deux personnes sont tuées et 40 blessées.
- 9 août 2002 : explosion d'une bombe dans la sandwicherie *Queen Burger* de Torrevieja (Alicante)^{mxlviii}. Un appel avait été lancé au journal *Gara* une heure avant l'explosion. L'organisation signale aussi un autre engin explosif sur la plage de Santa Pola que la police ne trouve pas.
- 10 août 2002 : deux bombes sont désactivées sur les plages de Cullera et Gandía, dans la région de Valence^{mxlix}.
- 12 août 2002 : à la suite d'un appel renouvelé de l'organisation, la police trouve l'engin explosif déposé sur la grande plage de Santa Pola^{ml}. Aucune victime n'est à déplorer^{mli}.
- 17 août 2002 : Ismael Berasategi Escudero s'évade de la prison de la Santé à Paris^{mlii}.
- 27 août 2002 : l'*Ertzaintza* désamorce une bombe placée devant le palais de justice de Tolosa (Guipúzcoa)^{mliii}. L'action se tient à la suite des attaques portées contre Batasuna, en particulier la suspension de ses activités et son interdiction^{mliv}.
- 1^{er} septembre 2002 : une fourgonnette piégée est désactivée au petit matin par la police autonome à Bilbao^{mlv}.
- 11 septembre 2002 : l'*Ertzaintza* désamorce une voiture piégée à Zierbena (Biscaye)^{mlvi}. La voiture est située dans une zone non habitée. Un appel avait été lancé au journal *Gara* pour indiquer l'emplacement de l'explosif^{mlvii}.

- 16 septembre 2002 : la police française arrête à Talence, près de Bordeaux, Juan Antonio Olarra Guridi, chef présumé de l'appareil militaire d'ETA, et sa compagne Ainhoa Múgica Goñi, responsable présumée des commandos d'ETA^{mlviii}.
- 23 septembre 2002 : l'explosion de leur engin tue Hodei Galarraga et Egoitz Gurrutxaga Gogorza à Bilbao (Casanova, 2007, p. 336)^{mlix}.
- 24 septembre 2002 : l'explosion d'un engin piégé tue le garde civil Juan Carlos Beiro Montes et blesse trois autres gardes civils à Leiza (Navarre). L'engin était dissimulé sous une pancarte affichant « Viva ETA. Guardia Civil muere aquí »^{mlx}. L'action fait suite à l'arrestation en France de Juan Antonio Olarra et Ainhoa Múgica^{mlxi}. Il s'agit de la première action mortelle depuis l'interdiction de *Batasuna*.
- septembre 2002 : explosion d'une voiture piégée à Santander (Casanova, 2007, p. 336).
- 12 octobre 2002 : cinq grenades sont lancées contre la caserne de la garde civile à Urdax (Navarre)^{mlxii}. Aucune victime n'est à déplorer.
- 1^{er} décembre 2002 : publication d'un communiqué d'ETA évoquant le triple échec du statut de la Moncloa^{mlxiii}.
- 3 décembre 2002 : explosion d'une voiture piégée dans le parking souterrain de la Plaza de Alfonso XIII à Santander^{mlxiv}. Aucune victime n'est à déplorer. Un appel avait été lancé au journal *Gara* avant l'explosion^{mlxv}.
- 17 décembre 2002 : exécution du garde civil, Antonio Molina Martín, à l'occasion d'un contrôle de police sur l'autoroute A-6 à Madrid^{mlxvi}. Gotzon Aranburu Sudupe, membre légal présumé du commando Donosti, est blessé. Jesús María Etxeberria Garaikoetxea, membre présumé du commando Aizkora^{mlxvii}, réussit à s'échapper mais est arrêté quelques heures plus tard à San Sébastian^{mlxviii}.
- 19 décembre 2002 : arrestation de Juan Ibón Fernández Iradi, dit *Susper*, à Urt. *Susper* est considéré comme le chef militaire d'ETA. Il s'évade le 22 décembre 2002 du poste de police de Bayonne mais est à nouveau arrêté le 5 décembre 2003^{mlxix}.
- 2002 : les actions offensives d'ETA sont ralenties. Le groupe n'agit de manière fatale qu'accidentellement à Santa Pola et contre un conseiller du PSOE à Orio en mars. On dénombre 600 arrestations, 250 mises à l'isolement et 127 plaintes pour torture (Casanova, 2007, p. 337).
- 10 janvier 2003 : arrestation à Dax de Carlos Sáenz de Eguilaz Murguiondo, dit *Kai* et *Beñat* (39 ans)^{mlxx}, de Cristina Goirizelaia González et d'Ana María Alberdi Zubirrementeria^{mlxxi}. Carlos Sáenz a été membre des *Gestoras pro Amnistía*, de HB et d'*Ekin*. Il a eu des responsabilités à *Xaki* et est soupçonné par la police de faire la liaison entre la direction d'ETA et les structures politiques connexes depuis la fin 1998. Il est considéré par le juge Baltasar Garzón comme faisant partie de « l'appareil de relations internationales » d'ETA. Cristina Goirizelaia González (35 ans), ancienne membre du commando Vizcaya, a été conseillère de HB à Yurre et a participé à l'appui logistique d'ETA^{mlxxii}. Ana María Alberdi Zubirrementeria (55 ans) est ancienne membre du commando Araba. Elle bénéficia d'une amnistie en 1978. Elle est soupçonnée de participer à la logistique d'ETA. L'arrestation est présentée par les forces de police comme un « coup à l'appareil politique d'ETA »^{mlxxiii}.
- 16 janvier 2003 : arrestation à Bourges (France) de Javier Aguirre Odriozola et Javier Echeverría Jáuregui, liés à la cellule (*talde*) Aranba du « complexe Donosti »^{mlxxiv}.
- 8 février 2003 : attentat contre le chef de la police municipale d'Andoain (Guipúzcoa), Joseba Pagazaurtundua, dans le bar Daytona^{mlxxv}. Il meurt le 7 mars des suites de ses blessures. Il était membre de « Basta Ya » et militant socialiste.
- 18 février 2003 : l'*Ertzaintza* désamorce un engin explosif situé près du domicile d'un agent de l'*Ertzaintza*, dans la municipalité de Murueta (Biscaye), à un carrefour sur la route entre les villes de Gernika et Mundaka^{mlxxvi}.

- 9 mai 2003 : arrestation d'Ainhoa García Montero, dite *Laia* ou *Nekane*, par la police française à Saintes^{mlxxvii}. Elle est considérée comme responsable de la structure d'information d'ETA et arrêtée avec Aitor García Justo, Asier Aranguren Urroz et Thierry Idiart^{mlxxviii}. Aitor García Justo a été condamné pour participation au réseau d'information d'ETA^{mlxxix}. Les trois hommes sont considérés comme appartenant à l'« équipe de réserve » du groupe.
- 30 mai 2003 : deux policiers, Bonifacio Martín Hernando et Julián Embid Luna, sont tués par l'explosion d'une bombe placée sous leur véhicule à Sangüesa en Navarre^{mlxxx}. Un autre agent est blessé ainsi qu'un civil.
- 5 juin 2003 : ETA est inscrite sur la liste européenne des organisations terroristes^{mlxxxi}.
- 14 juin 2003 : une voiture piégée est désamorcée par la police autonome à Bilbao^{mlxxxii}. Ce même jour coïncide avec la date de recomposition des mairies basques^{mlxxxiii}. Un appel avait été lancé au journal *Gara* pour indiquer l'emplacement du véhicule.
- 19 juin 2003 : la police autonome attribue à ETA la pose d'une bombe dans la station électrique d'Iberdrola à Iurreta (Biscaye)^{mlxxxiv}. Aucune victime n'est à déplorer.
- 23 juin 2003 : explosion d'une bombe dans l'hôtel Tamarises de Getxo (Biscaye)^{mlxxxv}. Aucune victime n'est à déplorer. Un appel avait été lancé au journal *Gara* pour signaler la bombe.
- 1^{er} juillet 2003 : l'*Ertzaintza* désamorce une voiture piégée située à côté d'une sous-station d'Iberdrola dans le quartier San Adrián de Bilbao^{mlxxxvi}.
- 6 juillet 2003 : explosion d'une bombe située dans un camion de l'entreprise de transport Azkar à Bedia (Biscaye)^{mlxxxvii}. Aucune victime n'est à déplorer. Un appel avait été lancé aux pompiers pour annoncer l'explosion 30 mn avant qu'elle n'intervienne^{mlxxxviii}.
- 13 juillet 2003 : la police nationale désamorce un dispositif explosif placé dans les services de l'hôtel Maisonnave à Pampelune^{mlxxxix}. Le 12 juillet 2003, un appel aurait été passé à l'hôtel pour annoncer l'explosion. La bombe n'a pas été trouvée la première fois. ETA lance un second appel.
- 22 juillet 2003 : « campagne d'été » : attentats à la bombe dans des hôtels des stations balnéaires d'Alicante et Benidorm^{mxci}. Un appel avait été lancé aux journaux *Gara* et *Levante*^{mxci}. La première bombe a explosé à midi dans la chambre 106 de l'hôtel Bahía de Alicante, situé à côté du siège du PP et en face de la plage El Postiguet. Il avait été évacué. Huit personnes ont été blessées. Un quart d'heure plus tard, la deuxième bombe a explosé au premier étage de l'hôtel Nadal à Benidorm, qui avait été évacué. Cinq personnes, dont quatre policiers, sont légèrement blessées.
- 25 juillet 2003 : explosion d'une bombe au palais de justice d'Estella (Navarre)^{mxcii}. Un appel avait été lancé 15 mn avant l'explosion^{mxcii}. Une personne est légèrement blessée.
- 27 juillet 2003 : explosion d'une voiture piégée à l'aéroport de Santander^{mxciiv}. Aucune victime n'est à déplorer. Un appel avait été lancé 70 mn avant l'explosion^{mxciiv}.
- 31 juillet 2003 : l'*Ertzaintza* désamorce un engin explosif situé à l'entrée du siège de la compagnie de transport La Guipuzcoana, à Azkoitia (Guipúzcoa)^{mxciiv}.
- 2 août 2003 : explosion à 0h05 d'une bombe chez un concessionnaire de Leioa (Biscaye)^{mxciiv}. Aucune victime n'est à déplorer. Un appel avait été lancé à la DYA quelques minutes plus tôt^{mxciiv}.
- 14 août 2003 : la garde civile désamorce un engin explosif dans un champ ouvert à Buezo, près de la ville de Briviesca à Burgos^{mxciiv}.
- 14 septembre 2003 : confrontation entre deux membres « légaux » d'ETA et l'*Ertzaintza* à Alto de Herrera (Alava)^{mxciiv}. Arkaitz Otazua (ETA) est blessé. Il meurt à quelques mètres de la route alors que les deux agents de l'*Ertzaintza* sont transportés à l'hôpital. Asier Mardones (ETA) parvient à s'échapper.
- 8 octobre 2003 : arrestation de 34 personnes qui, selon la police, sont liées à l'appareil de recrutement d'ETA (Casanova, 2007, p. 338). Elles sont accusées de figurer sur une liste de militants *potentiels* d'ETA (ce qui constitue un nouveau chef d'accusation) sans qu'il soit

- prouvé que les intéressés étaient au courant de cette circonstance. Ce type d'opération a donné lieu à 116 arrestations.
- 12 octobre 2003 : explosion de deux bombes détruisant 12 camions sur un parking d'Irún (Guipúzcoa)^{mci}.
- 18 octobre 2003 : attentat à la grenade avorté contre la brigade de déminage de l'armée de terre d'Aizoaïn (Navarre)^{mci}. La garde civile désamorce un engin explosif placé sous une camionnette. Aucune victime n'est à déplorer.
- 5 décembre 2003 : deuxième arrestation de Juan Ibon Fernandez Iradi, dit *Susper*, à Mont-de-Marsan.
- 9 décembre 2003 : arrestation de Gorka Palacios Alday dit *Andoni*, dont on considère qu'il avait remplacé *Susper*, à la tête du commandement militaire d'ETA^{mci}.
- 23 décembre 2003 : explosion d'une bombe de faible intensité sur la voie ferrée Saragosse-Alsasua^{mci}. Aucune victime n'est à déplorer.
- 24 décembre 2003 : tentative d'attentat à la gare de Chamartín à Madrid^{mcv}. La charge est découverte et désactivée à Burgos. Aucune victime n'est à déplorer.
- 24 décembre 2003 : arrestation de Gorka Loran Lafourcade à Hernani (Guipúzcoa) et de Garikoitz Arruarte à San Sébastian^{mcvi}. Le commando « légal » avait laissé des explosifs à la station Chamartín de Madrid.
- 26 décembre 2003 : les démineurs de la de la police nationale (TEDAX) désamorce une bombe placée sur la ligne ferroviaire Saragosse-Caspe-Barcelone, dans la municipalité de Samper de Calanda (Teruel)^{mcvii}.
- décembre 2003 : ETA réserve un accueil favorable à la « Propuesta de Bergara », formulée par la gauche abertzale dans la perspective des élections générales de mars 2004 (Casanova, 2007, p. 340). ETA exprime sa « complète disposition » à prendre « toutes les mesures nécessaires » pour faciliter ce processus (communiqué de presse d'ETA, décembre 2003).
- 2003 : on dénombre 210 arrestations et 90 plaintes pour torture (Casanova, 2007, p. 337).
- 4-5 janvier 2004 : Josep Lluís Carod-Rovira, leader d'*Esquerra Republicana de Catalunya* (ERC) et « conseiller en chef » de la Généralité de Catalogne rencontre des dirigeants d'ETA, identifiés comme Mikel Albizu Iriarte, dit *Antza*, et José Luis Urrutikoetxea, dit *Josu Ternera*, alors clandestin (Massey, 2010, p. 331).
- 18 février 2004 : ETA annonce un cessez le feu en Catalogne, un mois avant les élections générales, en l'occurrence la suspension de toutes ses « actions armées » en Catalogne [depuis le 1^{er} janvier], afin de « soutenir les forces indépendantistes » et pour la « prise de conscience du droit à l'auto-détermination ». L'annonce est rendue publique 23 jours après que le quotidien ABC mentionne la rencontre de Josep Lluís Carod-Rovira avec des dirigeants d'ETA (*Antza* et *Josu Ternera*).
- 29 février 2004 : la garde civile découvre un camion chargé de 536 kg d'explosifs^{mcviii}. Gorka Vidal Alvaro et Izkur Badillo sont arrêtés. Un attentat était prévu à Madrid. Le convoi est connu sous le nom de « caravane de la mort ».
- 11 mars 2004 : attentats en gare d'Atocha. Le gouvernement Aznar accuse ETA et insiste auprès des médias pour qu'ETA soit présentée comme responsable de l'opération (Thouverez, 2004). Des prisonniers basques subissent des représailles dues à la désinformation.
- 13 mars 2004 : un policier qui n'est pas en service tire sur un commerçant de Pampelune, Angel Berrueta, qui refuse d'afficher un panneau accusant ETA de l'attentat de Madrid (Casanova, 2007, p. 342).
- 14 mars 2004 : la police disperse violement une manifestation à Hernani dénonçant l'assassinat d'Angel Berrueta. Une habitante qui participe à la manifestation, Kontxi Sanchiz 58 ans, meurt des suites d'un infarctus alors qu'elle cherche à échapper à une charge de l'*Ertzaintza*.
- 20 mars 2004 : à la suite des élections générales, ETA demande publiquement au nouveau président, José Luis Zapatero, « d'adopter des gestes courageux envers Euskal Herria »,

- affirmant qu'il est possible de construire la paix « par la raison et le bon sens »^{mcix}. À cette date et du fait de la politique menée par le PP antérieurement, il y a, dans les prisons espagnoles et françaises, 700 prisonniers politiques – chiffre supérieur à ce qui était le cas à l'époque de Franco dont la peine moyenne est plus longue que pendant la dictature.
- 7 mai 2004 : exécution du chroniqueur José Luis de Lacalle devant son domicile d'Andoain^{mcx}.
- 8 juillet 2004 : Ohiane Errazkin Galdosse suicide dans sa cellule de la maison d'arrêt de Fleury Mérogis. Le 10 juillet, 15 000 personnes rendent hommage à la militante d'ETA à San Sébastian^{mcxi}.
- août 2004 : ETA envoie une lettre au président J. L. Zapatero réitérant l'appel formulé le 20 mars 2004 pour un dialogue en vue de la paix (Casanova, 2007, p. 342).
- 7 août 2004 : explosion de deux bombes de faible intensité à Ribadesella (Asturies) et avenue Miramar à San Vicente de la Barquera (Cantabrie)^{mcxii}. Deux appels téléphoniques avaient averti les journaux *Gara* et *La Nueva España* des explosions^{mcxiii}.
- 12 août 2004 : explosion simultanée de deux bombes de faible intensité sur la plage de San Lorenzo à Gijón et sur le Paseo de Pereda à Santander^{mcxiv}. Une personne est légèrement blessée. Un appel avait été lancé aux journaux *Gara* et *Diario Montañés* pour indiquer la localisation des bombes^{mcxv}.
- 15 août 2004 : explosion d'une bombe de faible intensité dans le port de Llanes (Asturies)^{mcxvi}. Un appel avait été lancé au journal *La Nueva España* pour indiquer la localisation de la bombe^{mcxvii}. Aucune victime n'est à déplorer.
- 21 août 2004 : explosion de deux bombes à Sanxenxo (Pontevedra) et Bayona de Pontevedra (Galice)^{mcxviii}. Trois personnes ont été légèrement blessées^{mcxix}. Un appel avait été lancé au journal *Gara* avant l'explosion.
- 28 août 2004 : explosion de deux bombes respectivement à Saint-Jacques de Compostelle et A Coruña (Galice)^{mcxx}. Aucune victime n'est à déplorer. Un appel avait été lancé au journal *Gara* pour indiquer la localisation des bombes^{mcxxi}.
- août 2004 : six membres « historiques » d'ETA lancent un appel : « notre stratégie politico-militaire a été défaite par la répression de l'ennemi [...]. Cette lutte armée, aujourd'hui, ne sert plus »^{mcxxii}.
- 8 septembre 2004 : ETA revendique les bombes ayant explosé en Cantabrie et à Cuenca ainsi que la tentative d'attentat dans la gare de Chamartín^{mcxxiii}.
- 15 septembre 2004 : explosion de quatre bombes de faible intensité à Irún (Guipúzcoa) dans une tourelle à haute tension^{mcxxiv}. Aucune victime n'est à déplorer.
- 25 septembre 2004 : un appel anonyme indique que des bombes ont été placées sur un pylône à haute tension dans la vallée pyrénéenne de Bujaruelo (Huesca) et une autre dans le quartier de Behovia à Irún (Guipúzcoa)^{mcxxv}. Cette dernière a été désamorcée par l'*Ertzaintza*. Les seize charges de faible intensité placées à Bujaruelo n'ont été retrouvées que le 26 septembre par la garde civile. Aucune victime n'est à déplorer.
- 27 septembre 2004 : dans une cassette vidéo a été adressée à *Gara*, ETA déclare qu'elle continuera à lutter pour l'autodétermination basque et « répondra par les armes contre ceux qui nous renient par la force des armes »^{mcxxvi}. Il s'agit de la première déclaration publique d'ETA depuis l'action du 11 mars à Madrid. Entre mars et septembre 2004, ETA a réalisé treize actions armées (Casanova, 2007, p. 343).
- 3 octobre 2004 : arrestation à Salies-de-Béarn (Pyrénées-Atlantiques) de Mikel Albizu Iriarte, dit *Antza* et de sa compagne Soledad Iparragirre Genetxea, dite *Anboto*. *Antza* est considéré comme le responsable politique d'ETA depuis 1992 et *Anboto*, présumée responsable des commandos légaux d'ETA^{mcxxvii}. À l'occasion de cette opération visant la logistique d'ETA, 21 personnes sont arrêtées en France (Casanova, 2007, p. 344). Une quantité importante d'armes et de matériel explosif est saisie. Lors de cette arrestation, on retrouve des documents

- esquissant les étapes d'une négociation s'échelonnant de 2004 à 2012 (Massey, 2010, p. 332)^{mcxxviii}.
- 16 octobre 2004 : explosion d'une bombe de faible intensité devant une agence immobilière de San Sébastian^{mcxxix}. Aucune victime n'est à déplorer.
- 22 octobre 2004 : explosion d'une bombe de faible intensité devant une deuxième agence immobilière de San Sébastian^{mcxxx}. Aucune victime n'est à déplorer.
- 23 octobre 2004 : explosion attribuée à ETA d'une bombe dans une troisième agence immobilière (Galarza) à Bilbao^{mcxxxi}. Aucune victime n'est à déplorer. La bombe était signalée par une pancarte^{mcxxxii}.
- octobre 2004 : une opération de police menée en Biscaye donne lieu à un grand nombre d'arrestations et à de nombreuses allégations de torture (Casanova, 2007, p. 344).
- 13 novembre 2004 : explosion de deux bombes de faible intensité dans le refuge militaire Belagua (Navarre - Pyrénées navarraises)^{mcxxxiii}. Aucune victime n'est à déplorer^{mcxxxiv}.
- 3 décembre 2004 : cinq bombes de faible intensité sont déposées à Madrid^{mcxxxv}. Les explosions coïncident avec l'« Operación Salida del Puente de la Constitución »^{mcxxxvi}. Un appel avait été lancé au journal *Gara* pour susciter l'évacuation des stations services. Deux policiers sont légèrement blessés.
- 4 décembre 2004 : la garde civile désamorce un engin explosif dans le quartier de Ciudad Jardín à Almería^{mcxxxvii}.
- 6 décembre 2004 : sept bombes explosent quasi simultanément le jour de la fête de la constitution à Ávila, Valladolid, León, Santillana del Mar, Alicante, Ciudad Real, Malaga^{mcxxxviii}. Des appels ont été réalisés pour indiquer leur localisation. 13 personnes ont été légèrement blessées^{mcxxxix}. Trois à Ciudad Real et 10 à Santillana del Mar (Cantabrie).
- 12 décembre 2004 : explosion de deux bombes de faible intensité devant deux entreprises situées dans les villes d'Usurbil et d'Ormaiztegui (Guipúzcoa) et d'une autre bombe au siège du PNV à Abendaño (Alava)^{mcxl}. Aucune victime n'est à déplorer.
- 12 décembre 2004 : à la suite d'un appel téléphonique passé au journal *Gara* pour avertir de l'existence d'une bombe dans le stade Santiago Bernabéu, 70 000 personnes sont évacuées et le match Real Madrid-Real Sociedad suspendu^{mcxli}. Les forces de sécurité n'ont pas trouvé l'explosif et l'auteur de l'attentat reste non élucidé.
- 22 décembre 2004 : explosion d'une bombe visant la caserne de la garde civile à Luna (Saragosse)^{mcxlii}. Le ministère de l'intérieur soupçonne ETA. Aucune victime n'est à déplorer.
- 2004 : ETA a mené trente-trois opérations qui ont fait une quinzaine de blessés légers. La plupart des actions ont été réalisées à l'aide de bombes de faible puissance et dans presque tous les cas, l'alerte a été donnée avant l'explosion.
- 8 janvier 2005 : explosion de trois bombes de faible intensité visant des entreprises à Bilbao (une concession automobile), Añorga (Guipúzcoa) (l'entreprise Transportes DHL) et Ordizia (Guipúzcoa) (une entreprise de grues)^{mcxliiii}. Aucune victime n'est à déplorer.
- 12 janvier 2005 : une bombe de faible intensité est découverte dans une concession à Barakaldo (Biscaye), quatre jours après l'action précédente^{mcxliv}. Aucune victime n'est à déplorer.
- 15 janvier 2005 : ETA assume officiellement son engagement public quant à la proposition d'Anoeta présentée le 14 novembre 2004 par la gauche abertzale (Casanova, 2007, p. 346).
- 18 janvier 2005 : explosion d'une voiture piégée visant la police autonome à Getxo (Biscaye). Un appel a été lancé à *Gara* 15 mn avant l'explosion pour indiquer son emplacement^{mcxlv}. Elle intervient après la comparution devant la justice du dirigeant de *Batasuna* Arnaldo Otegi. Une *Ertzaintza* est légèrement blessée^{mcxlvii}.
- 30 janvier 2005 : explosion d'une bombe à l'hôtel Port Denia à Denia (Alicante) deux jours avant l'ouverture des débats sur le Plan Ibarretxe^{mcxlviii}. La DYA de Bilbao avait été alertée avant l'explosion.

- 9 février 2005 : explosion d'une bombe près du Champ des Nations (Campo de las Naciones) accueillant la foire artistique de l'ARCO quelques heures avant son inauguration par le roi et le président mexicain, Vicente Fox et la visite de la feria d'Ifema (feriales de Ifema)^{mcxlviii}. Un appel avait été adressé au journal *Gara* avant l'explosion. Aucune victime n'est à déplorer.
- 11 février 2005 : commence le procès des 42 jeunes liés à *Jarrai*, *Haika* et *Segi*, dont neuf ne comparaîtront pas. Il s'agit du premier procès contre une organisation politique, accusée de faire partie d'ETA, après avoir été interdite durant plusieurs années par les juges d'instruction (Casanova, 2007, p. 347).
- 27 février 2005 : explosion d'une bombe dans la résidence (vide) de vacances des employés de BBVA à Villajoyosa (Alicante)^{mcxlix}. Un appel avait été adressé à *Gara* avant l'explosion. Aucune victime n'est à déplorer.
- 19 mars 2005 : arrestation au Cap d'Agde d'Iñaki Arietaleanizbeaskoa Tellería (37 ans) dit *Bixkai*, d'Aimar Altuna Ijurco (28 ans) et de Maite Aranalde Ijurco (22 ans, en fuite depuis septembre 2002)^{mcl}. Iñaki Arietaleanizbeaskoa aurait été chargé par Carlos Almorza de recruter d'autres militants pour former une cellule dédiée au financement d'ETA.
- 23 mars 2005 : arrestation à Lannemezan de Joseba Seguro Querejeta, dit *Giputxi* (28 ans, en fuite depuis octobre 2001) et de Miren Itxaso Zaldua Iriberry (32 ans), membre de *Hasi*^{mcli}. Le premier faisait partie du commando légal Jaiza (ou Jaitza). Il aurait été le « lieutenant » de Gorka Palacios, tenu pour le responsable militaire d'ETA, puis celui de *Txeroki*.
- 25 mars 2005 : arrestation du « commando Donosti », composé de trois « liberados » d'ETA, Iker Olabarrieta Colorado (27 ans), Carmelo Laucirica Orive (27 ans) et Igor González de Sola, dit *El Enfermo* (32 ans)^{mclii}.
- 22 avril 2005 : 4 000 kg de chlorate de soude sont dérobés à la société Quadripack à Saint-Benoit (Vienne).
- avril 2005 : ETA propose une trêve avant les élections du 17 avril 2005 pour le parlement basque mais le gouvernement pose comme condition à toute négociation l'abandon des armes.
- 15 mai 2005 : explosion entre 3 h et 4h05 du matin de quatre bombes de faible intensité visant les entreprises Eun à Beasain, Félix Gabilondo à Bergara, Bernardo Ecenarro à Elgoibar et Goi à Soraluze^{mcliii}. Toutes sont situées en Guipúzcoa^{mcliv}.
- 17 mai 2005 : le congrès approuve une résolution du PSOE admettant un dialogue avec ETA à condition que soient réunies les conditions pour une discussion sur une fin négociée de la violence^{mclv}.
- 22 mai 2005 : explosion de deux bombes visant des entreprises à Zarautz, notamment Gráficas Otzarreta^{mclvi}. Aucune victime n'est à déplorer^{mclvii}.
- 25 mai 2005 : explosion d'une voiture piégée rue Rufino González à Madrid alors que huit jours auparavant les députés ont voté en faveur de négociations de paix entre le gouvernement et ETA^{mclviii}. Le journal *Gara* a été averti avant l'explosion ainsi que *Radio Euskadi*. Trois personnes sont légèrement blessées^{mclix}.
- 27 mai 2005 : explosion d'une bombe de faible intensité dans la Valle de los Caídos près de Madrid^{mclx}. Un appel avait été adressé au journal *Gara* avant l'explosion. Aucune victime n'est à déplorer. Le 16 juin, ETA revendique l'attentat.
- mai 2005 : en un lieu inconnu se tient, entre les représentants d'ETA et du gouvernement espagnol une réunion afin d'ouvrir la voie à une résolution du conflit au Pays basque (Casanova, 2007, p. 349). Entre mai et juillet 2005, les deux délégations tentent de se mettre d'accord sur « le point O du processus », c'est-à-dire le moment à partir duquel celui-ci devrait s'initier. Ce premier cycle de négociations consiste en sept réunions, qui se sont tenues principalement en juillet, représentant un total de vingt heures de négociation directe à Genève (Suisse) et à Oslo (Norvège). Elles aboutissent à un accord.

- 10 juin 2005 : explosion d'une grenade à proximité de l'aéroport civil Saragosse^{mclxi}. Le journal *Gara* et la DYA de Biscaye avaient été informés une heure plus tôt. Aucune victime n'est à déplorer.
- 18 juin 2005 : ETA annonce la fin des assassinats de personnalités politiques élues en Espagne à l'exclusion des membres du gouvernement.
- 21 juin 2005 : José Antonio Urrutikoetxea, dit *Josu Ternera*, rencontre à Genève Jesús Eguiguren, président du parti socialiste du Pays basque (Massey, 2010, p. 331).
- 25 juin 2005 : explosion d'une voiture piégée dans un parking extérieur du stade olympique de La Peineta, dans le quartier San Blas de Madrid^{mclxii}. Il s'agit d'un attentat symbolique contre la candidature de la capitale espagnole aux Jeux Olympiques de 2012. Le stade de La Peineta était un des lieux possibles où les Jeux pouvaient se dérouler. Un appel avait été adressé au journal *Gara* 40 mn avant l'explosion. Aucune victime n'est à déplorer.
- 8 juillet 2005 : un article du bulletin interne d'ETA, *Zutabe*, fait savoir que sont exclues de la « trêve » les autorités de l'État et les personnes ayant des responsabilités dans le gouvernement.
- 12 juillet 2005 : explosion de quatre bombes de faible intensité près d'une centrale électrique à Boroa d'Amorebieta (Biscaye) (*El Mundo*, 12 juillet 2005)^{mclxiii}. Un appel avait été adressé au journal *Gara* avant l'explosion^{mclxiv}. La DYA de San Sébastian avait été alertée. Aucune victime n'est à déplorer.
- 22 juillet 2005 : explosion d'une bombe de faible intensité à Gernika (Biscaye), devant l'entreprise Construcciones Intxausti, dont le propriétaire, Karmelo Intxausti, est militant du PNV et membre du conseil d'administration de la Fondation Sabino Arana^{mclxv}.
- 29 juillet 2005 : explosion de deux bombes sur les autoroutes A-4 et A-5 au niveau de Tolède dans les deux cas en pleine période de départ en vacances^{mclxvi}. Le journal *Gara* avait été alerté. Aucune victime n'est à déplorer^{mclxvii}.
- juillet 2005 : les contacts entre le gouvernement et les émissaires d'ETA se concluent sur un accord (Casanova, 2007, p. 350)^{mclxviii}.
- 24 septembre 2005 : explosion à 22h01 d'une fourgonnette piégée dans la zone industrielle de Vicolozano près d'Ávila^{mclxix}. Un appel avait été adressé aux journaux *Gara* et *Deia* 45 mn avant l'explosion^{mclxx}. Aucune victime n'est à déplorer.
- 27 septembre 2005 : explosion d'une bombe de faible intensité dans une centrale électrique d'Añón del Moncayo (Saragosse) après que la DYA de Biscaye et de Guipúzcoa ont été averties^{mclxxi}. Aucune victime n'est à déplorer^{mclxxii}.
- 25 octobre 2005 : explosion de quatre bombes de faible intensité à Ordizia (Guipúzcoa), Amurrio (Álava), Gernika (Biscaye) et Berriozar (Navarre) entre 2h10 et 8h25^{mclxxiii}. Aucune victime n'est à déplorer^{mclxxiv}. Ces explosions font suite à un communiqué d'ETA remis la veille à *Gara* et *Berria*, dans lequel ETA déclare avoir la « ferme volonté » d'avancer dans la résolution du conflit basque « par la négociation et un accord » au sein d'un processus démocratique « sans condition ».
- 31 octobre 2005 : le prisonnier basque José Ángel Altzuguren, dit *Kotto*, se suicide en prison (Casanova, 2007, p. 354).
- 3 novembre 2005 : deux engins explosifs de faible intensité sont désamorçés par l'*Ertzaintza*^{mclxxv}. L'un était placé dans une poubelle près d'une agence pour l'emploi à Zarauz et l'autre dans le tribunal de Zarauz (Guipúzcoa).
- 5 novembre 2005 : explosion à 2h50 d'une bombe face à une succursale de la BBVA à Vitoria^{mclxxvi}.
- 13 novembre 2005 : explosion à 5h20 d'une bombe à l'extérieur de la cave de Rioja Alta à Haro (La Rioja)^{mclxxvii}. Aucune victime n'est à déplorer. ETA a revendiqué l'action le 14 novembre^{mclxxviii}.

- 19 novembre 2005 : explosion d'une bombe de faible intensité devant l'entreprise de bicyclettes Bialsa à Vitoria^{mclxxix}. Aucune victime n'est à déplorer.
- 20 novembre 2005 : explosion à 20h20 de trois bombes dans une usine de bicyclettes (Bicicletas Bialsa, Alava) et chez un concessionnaire de voitures de Vitoria^{mclxxx}. ETA revendique cinq opérations contre des entreprises qui ont « refusé d'apporter une aide financière » à la libération du Pays basque^{mclxxxi}. Les entreprises visées sont La Rioja Alta SL de Haro, Beistegui Hermanos, El Coto de Rioja, Transport Azkar de Lazkao (Guipúzcoa) et Angulas Anuinaga S.A. - La Gula del norte de Irura (Guipúzcoa). Aucune victime n'est à déplorer.
- 22 novembre 2005 : l'*Ertzaintza* retrouve les restes d'une bombe de faible intensité dans les caves de El Coto de la ville d'Oyón (Alava)^{mclxxxii}. L'engin a explosé le 19 novembre mais il a été signalé au journal *Gara* le 21 novembre.
- novembre 2005 : s'ouvre le deuxième cycle de négociations entre ETA et les représentants du gouvernement espagnol (Casanova, 2007, p. 352). Il ratifie l'accord initial sur la déclaration du chef de l'exécutif et définit précisément la portée du cessez-le-feu qu'ETA doit déclarer. Le Centre suisse Henri Dunant pour la médiation des conflits intervient comme médiateur du dialogue^{mclxxxiii}.
- 1^{er} décembre 2005 : explosion à 0h30 d'une bombe de faible intensité au siège de l'entreprise Azkar à Lazkao (Guipúzcoa)^{mclxxxiv}. Aucune victime n'est à déplorer^{mclxxxv}.
- 6 décembre 2005 : des lettres piégées explosent dans les bureaux de *Correos* à Alsasua (Navarre) à 3h00 et Zumarraga (Guipúzcoa)^{mclxxxvi}. Aucune victime n'est à déplorer^{mclxxxvii}.
- 6 décembre 2005 : à 12h, l'aéroport de Santander est évacué après qu'un appel au journal *Gara* a annoncé la mise en place d'un lance-grenades^{mclxxxviii}. Le 10 décembre 2005, deux lance-grenades non explosés ont été trouvés près de l'aéroport de Parayas (Santander).
- 6 décembre 2005 : explosion à 15h00 de cinq bombes de faible intensité sur des autoroutes madrilènes le jour de l'anniversaire de la constitution, après que l'alerte a été donnée à la DYA de Biscaye et au journal *Gara*^{mclxxxix}. Aucune victime n'est à déplorer^{mcxc}.
- 8 décembre 2005 : la garde civile trouve quatre boîtes contenant des explosifs abandonnés dans une zone proche de Villarubia de los Ojos (Ciudad Real)^{mcxc}. Le 9 décembre, une autre boîte est trouvée. Ces explosifs auraient probablement été utilisés lors de l'opération du 29 juillet 2005.
- 11 décembre 2005 : explosion d'une bombe dans les bureaux de *Correos* à Igorre (Biscaye)^{mcxcii}. Aucune victime n'est à déplorer^{mcxciii}.
- 17 décembre 2005 : explosion d'une bombe dans les abords de l'entreprise Angulas Aguinaga à Irura (Guipúzcoa). Un appel a été lancé au journal *Gara* et à la DYA^{mcxciv}. Aucune victime n'est à déplorer^{mcxcv}.
- 21 décembre 2005 : explosion d'une bombe dans la discothèque Bordatxo de Santesteban (Navarre)^{mcxcvi}. Un appel a été lancé au journal *Gara* et à la DYA 1 h avant l'explosion. Aucune victime n'est à déplorer^{mcxcvii}.
- 22 décembre 2005 : 1 290 kg de poudre d'aluminium sont dérobés à la société Radium Bronze à Heudebouville (Eure).
- 2005 : ETA a réalisé 45 opérations. 48 personnes ont été légèrement blessées^{mcxcviii}. Entre novembre et décembre 2005, ETA mène un total de 21 actions. Entre janvier et mars 2006, elle réalise 24 opérations, toutes cherchant à provoquer des dommages matériels (les objectifs étant plutôt des biens de personnes qui n'ont pas payé l'impôt révolutionnaire) (Casanova, 2007, p. 354).
- 5 janvier 2006 : explosion de deux engins dans le Parador de Sos del Rey Católico (Saragosse), fermé pour les vacances. Un appel avait annoncé l'explosion. Aucune victime n'est à déplorer^{mcxcix}. L'un des explosifs était disposé devant l'une des entrées de l'hôtel et l'autre dans un répétiteur situé à 500 mètres du complexe hôtelier.

- 5 janvier 2006 : un commando d'ETA place un engin explosif dans une installation électrique située entre les localités de Borau et d'Aratores^{mcc}. La garde civile ne trouve le dispositif, qui avait déjà explosé, que le 7 février, après avoir reçu deux appels indiquant son emplacement^{mccii}. Aucune victime n'est à déplorer.
- 22 janvier 2006 : explosion d'une bombe au siège du PSOE de Nanclares de la Oca^{mccii}. L'action est attribuée à ETA. Aucune victime n'est à déplorer.
- 26 janvier 2006 : explosion de deux bombes dans le bureau de *Correos* à Murguia (Álava) et au tribunal de Balmaseda à 7h15 (Biscaye)^{mcciii}. Aucune victime n'est à déplorer.
- 29 janvier 2006 : une explosion à 2h00 d'une bombe face à l'Institut National de l'Emploi (INEM) de Bilbao après un appel à elmundo.es^{mcciv}. Une pancarte signalait la bombe^{mccv}. Une *Ertzaintza* est légèrement blessée^{mccvi}.
- 1^{er} février 2006 : explosion dans la nuit d'une bombe dans les bureaux de *Correos* à Etxebarri (Biscaye)^{mccvii}. Un appel a été lancé au journal *Gara* et à la DYA de Guipúzcoa avant l'explosion^{mccviii}. Aucune victime n'est à déplorer.
- 13 février 2006 : arrestation de Leire Etxeberria Simarro (29 ans), dite *Garazi*, et de Gotzon Alcalde, son compagnon, dans une maison de Montluçon où se trouve l'« appareil de falsification » de documents d'ETA^{mccix}.
- 14 février 2006 : explosion d'une fourgonnette piégée dans la discothèque de Urdax (Navarre), après un appel à la DYA signalant l'explosion à venir et l'emplacement de la bombe^{mccx}. Aucune victime n'est à déplorer^{mccxi}.
- 16 février 2006 : explosion à 23h00 d'une bombe à l'entrée de l'entreprise *Enrique Otaduy S.L.* située dans la vallée de Trapagarán (Biscaye), après un appel à *Gara* passé une heure avant l'explosion et alors que se déroulent des débats sur une possible trêve^{mccxii}. Aucune victime n'est à déplorer^{mccxiii}.
- 19 février 2006 : alors qu'ETA et l'État espagnol sont engagés dans un plan de négociation, l'organisation clandestine publie un communiqué qui salue « les vertus du dialogue » (cité in Massey, 2010, p. 348).
- 22 février 2006 : explosion d'un sac piégé à proximité de l'entreprise Barrenetxea Goiri dans la zone industrielle de Santa Ana de Bolueta à Bilbao^{mccxiv}. Un appel a été lancé au journal *Gara* 1 h avant l'explosion^{mccxv}. Une pancarte signalait la bombe. Aucune victime n'est à déplorer.
- 27 février 2006 : Igor Miguel Angulo Iturrate, membre d'ETA incarcéré, est retrouvé mort dans sa cellule de la prison de Cuenca^{mccxvi}.
- 27 février 2006 : ETA publie un second communiqué consacré à l'analyse de l'apport de la Catalogne au débat sur les nationalités (Massey, 2010, p. 348-349).
- 27 février 2006 : explosion à 23h00 d'une bombe devant le tribunal de paix, rue Aita Elorriaga à Munguía, après un appel passé à la police autonome^{mccxvii}. Un *Ertzaintza* et un policier municipal sont légèrement blessés^{mccxviii}. Une pancarte signalait la bombe.
- 28 février 2006 : explosion à 21h00 d'une bombe à l'Institut Social de la Marine de Mutriku (Guipúzcoa)^{mccxix}. Un appel a été lancé au journal *Gara* et à la DYA 40 mn avant l'explosion^{mccxx}. Aucune victime n'est à déplorer.
- 3 mars 2006 : Ricardo Sainz Olmos, membre d'ETA incarcéré, est retrouvé mort dans sa cellule du centre pénitentiaire de Madrid VI à Aranjuez^{mccxxi}.
- 5 mars 2006 : un civil aurait été enlevé par ETA à Luz (Midi-Pyrénées, France) puis relâché le 30 décembre^{mccxxii}.
- 8 mars 2006 : explosion à 8h00 d'une bombe au siège de la phalange espagnole à Santoña (Cantabrie)^{mccxxiii}. Un appel a été lancé à la DYA de Guipúzcoa 40 mn avant l'explosion^{mccxxiv}. Une personne est légèrement blessée.
- 9 mars 2006 : explosions en Cantabrie et en Navarre sur la A-8 au niveau de la ville d'Ontón (Cantabrie) à 8h10 et sur la N-111 à 10h00 à Viana (Navarre), en soutien à la grève de Batasuna^{mccxxv}. Un appel a été passé avant l'explosion à la DYA de Guipúzcoa pour indiquer

- l'emplacement des deux bombes et de deux autres engins à Miranda de Ebro (Burgos) et Gallur (Saragosse)^{mccxxvi}. Les deux derniers n'ont été retrouvés que le 13 mars après que l'organisation a le 12 mars repréciser leur localisation. Aucune victime n'est à déplorer.
- 15 mars 2006 : un commando d'ETA dérobe environ 30 000 plaques vierges et des presses à emboutir dans la société La Superplaque de Replonges (Ain).
- 22 mars 2006 : ETA annonce un « cessez-le-feu permanent », entrant en vigueur sous 48 heures, en contrepartie de deux revendications principales – l'autodétermination du peuple basque et la reconnaissance d'un grand Pays basque qui comprendrait l'Euskadi, la Navarre et le Pays basque français. Dans un communiqué envoyé à la radiotélévision publique basque et au quotidien *Gara*, ETA justifie sa décision par le désir d'« encourager un processus démocratique au Pays basque »^{mccxxvii}. Elle intervient quatre mois après l'accord trouvé en novembre 2005 en Suisse.
- 13 avril 2006 : ETA confirme, dans le quotidien *Gara*, que « sans défaire ces deux nœuds, à savoir un accord sur la territorialité et l'auto-détermination, il n'est pas possible de surmonter le conflit et de parvenir à une solution démocratique. » (cité in Massey, 2010, p. 350).
- 14 mai 2006 : ETA déclare dans un entretien donné après l'annonce de cessez-le-feu que « le temps est venu de concrétiser les engagements dans le processus démocratique » ; « le processus ne pourra pas continuer si les attaques des États se poursuivent ». (Casanova, 2007, p. 356).
- 29 mai 2006 : réunion entre Batasuna et le PSE pour sauver le processus de dialogue (Casanova, 2007, p. 356). Le 31 juillet est fixé comme date pour parvenir à un accord définitif.
- 20 juin 2006 : arrestation de douze personnes accusées de faire partie d'un réseau de financement d'ETA (Casanova, 2007, p. 356). Depuis l'annonce du cessez-le-feu en mars, 35 arrestations, dont plusieurs sur le territoire français, ont eu lieu, 20 actes politiques ont été interdits, 300 barrages routiers ont été effectués selon *Gara*, ce qui signifie la violation des garanties données par le gouvernement à ETA.
- juin 2006 : au cours du mois de juin, ETA sollicite une réunion avec les représentants du gouvernement où elle les informe qu'elle considère que les accords conclus ont été violés et qu'il n'y aura pas d'autre réunion avec les émissaires du gouvernement sans leur respect.
- 29 juin 2006 : José Luis Zapatero annonce l'ouverture d'un « dialogue » avec ETA dans les couloirs du Congrès. Il formule une déclaration de respect des citoyens basques mais ses propos ne reprenne pas les termes de l'accord entre les représentants du gouvernement et ETA (Casanova, 2007, p. 357).
- 9 juillet 2006 : le journal *Gara* révèle que la trêve d'ETA est le résultat d'un processus entre le Parti socialiste basque (PSE) et Batasuna (Casanova, 2007, p. 357). Cette révélation, qui est le produit d'une fuite de la part d'un des deux partis, revient à rappeler à l'autre ses engagements.
- fin juillet 2006 : plusieurs réunions bilatérales entre partis politiques permettent de conclure, aussi bien du côté de Batasuna, du PSOE que du PNV, qu'une Table des partis serait mise en place à l'automne 2006 (Casanova, 2007, p. 357).
- 7 août 2006 : à la suite de la demande du procureur d'une peine de 96 ans de prison pour Iñaki de Juana Chaos, qui avait déjà purgé 18 ans de prison, celui-ci entame une grève de la faim (Casanova, 2007, p. 357)^{mccxxviii}. Cette situation provoque des protestations. Les sabotages reprennent.
- 18 août 2006 : les parties reconnaissent le blocage du dialogue entre ETA et le gouvernement (communiqué d'ETA).
- septembre-novembre 2006 : 11 réunions se tiennent dans le Sanctuaire des jésuites de Loyola à Azpeitia (Guipúzcoa). Elles réunissent Batasuna, le PSOE, le PNV et donnent lieu aux « accords de Loyola » qui dessinent les « bases pour un dialogue et un accord politique (*deia.com*, 4 octobre 2008)^{mccxxix}.

- 23 octobre 2006 : un commando d'ETA dérobe à la société Sidam 350 armes de poing à Vauvert dans le Gard^{mccxxx}.
- 25 octobre 2006 : le Parlement européen approuve une déclaration de soutien au processus de dialogue concernant le conflit au Pays basque (Casanova, 2007, p. 358).
- fin octobre 2006 : troisième réunion des représentants du gouvernement et d'ETA depuis le cessez-le-feu de mars (Casanova, 2007, p. 358).
- fin octobre 2006 : un avertissement est lancé dans *Gara* par ETA : « S'il n'y a pas d'avancées visibles rapides, le processus va se rompre. » (cité in Massey, 2010, p. 350).
- 4 novembre 2006 : ETA menace dans son bulletin interne de « rompre » le processus s'il n'y a pas « d'avancées visibles » à l'automne^{mccxxxi}.
- 27 novembre 2006 : le PSOE réalise une vidéo dans laquelle il se vante de n'avoir fait aucune concession pendant la période de trêve et souligne qu'il n'a pas moins avancé que le PP en 1999 (Casanova, 2007, p. 359).
- 29 novembre 2006 : trois activistes d'ETA, dont le chef présumé de son appareil logistique, Zigor Garro Perez, sont interpellés à Quézac (Lozère).
- 14 décembre 2006 : réunion entre trois émissaires du gouvernement et trois militants d'ETA dont José Antonio Urrutikoetxea Bengoetxea, dit *Josu Ternera*, qui pris part aux rencontres de Genève en juillet et d'Oslo en novembre. Le Parti Socialiste d'*Euskadi* (PSE) participe à la délégation gouvernementale. Assistent également à la réunion des représentants du Centre de Dialogue Humanitaire de Genève.
- 20 décembre 2006 : le quotidien basque *El Correo* fait état de la réunion du 14 décembre, ce que Madrid refuse de confirmer ou de démentir.
- 30 décembre 2006 : explosion d'une voiture piégée dans le Terminal 4 de l'aéroport madrilène de Barajas qui tue deux citoyens équatoriens, Carlos Alonso Palate et Diego Armando Estacio^{mccxxxii}. Vingt-six autres personnes sont blessées. L'explosion a été annoncée une heure avant. En dépit de cet attentat, ETA ne déclare pas de fin officielle de la trêve prononcée en mars 2006. Dans le communiqué de revendication de l'action, ETA déclare : « Au lieu de chercher un accord sur les bases d'un nouveau cadre politique qui reconnaisse les droits d'*Euskal Herria*, le gouvernement espagnol a établi comme butoir les limites de sa Constitution. » (cité in Massey, 2010, p. 359)
- 8 janvier 2007 : la commission de négociation de Batasuna demande publiquement à ETA et au gouvernement de ratifier les engagements pris dans la déclaration du 22 mars 2006 (Casanova, 2007, p. 360).
- 9 janvier 2007 : ETA confirme qu'elle ne considère pas le cessez-le-feu rompu, bien qu'elle se réserve le droit de « répondre à toute agression de la part des autorités » (Casanova, 2007, p. 360). Concernant l'action du 30 décembre 2006, ETA estime qu'« en mettant sans cesse des obstacles au processus démocratique, elles [les autorités espagnoles] ont provoqué cette grave situation » (cité in Massey, 2010, p. 364). Le groupe réaffirme « sa disposition en faveur d'un processus démocratique en *Euskal Herria* pour construire un cadre où seraient reconnus les droits qui nous reviennent en tant que peuple » (cité in Massey, 2010, p. 364).
- 15 janvier 2007 : J. L. Zapatero réaffirme au Parlement qu'« avec la violence, il n'y a pas de dialogue » sans invalider sa déclaration au Congrès du 29 juin 2006 ni préciser les modalités de gestion de la situation politique (Casanova, 2007, p. 360).
- février 2007 : ETA adresse une lettre au gouvernement dans laquelle elle réaffirme sa « voluntad de continuar adelante en el proceso, de avanzar en las negociaciones y de acordar una línea de acción positiva y decidida sobre las bases establecidas en los acuerdos y en la última reunión de diciembre ». À cette fin, ETA demande une nouvelle réunion et formule à l'attention du président « un llamamiento directo a actuar con responsabilidad histórica » (cité in Casanova, 2007, p. 361). Au même moment, Batasuna rend publique la proposition dite de Cadre démocratique.

- 28 mars 2007 : arrestation à Andoain de José Angel Lerín Sánchez, responsable du « commando Urederra » du « complexe Donosti ». Il appartenait antérieurement du « commando Zapa » d'ETA^{mccxxxiii}. Sept autres personnes sont arrêtées : Juan Carlos Herrador Pousa à San Sébastian, Endika Zurzunegi Zubizarreta à Oyón (Álava), Iñigo Orúe à Idiazábal (Guipúzcoa), Arkaitz Agote en Guipúzcoa, Itziar Agirre Castellanos à Zizurkil (Guipúzcoa), Lorea Irigoyen à Uharte Arakil (Navarre) et Julián Larrañaga Gantxegi en Guipúzcoa.
- 29 mars 2007 : arrestation à Hendaye de Jon Iurrebaso Atutxa (52 ans), membre de l'équipe de négociation d'ETA depuis 2005. Il est arrêté avec José Manuel Azcarate Ramos, dit *Manu* (44 ans) (ancien membre du commando Vizcaya^{mccxxxiv}), et Kepa Mirena Suárez Ugarte (47 ans)^{mccxxxv}. À cette période, les arrestations en France et en Espagne sont nombreuses. Kepa Mirena Suárez Ugarte est présumé responsable du recrutement de membres d'ETA en Biscaye^{mccxxxvi}.
- 30-31 mars 2007 : réunions entre des émissaires du gouvernement et ETA (Casanova, 2007, p. 361).
- 21 mai 2007 : réunion finale des deux tables de négociation (ETA et gouvernement ; partis politiques) (Casanova, 2007, p. 362). ETA conditionne la reprise des négociations avec le gouvernement à la tenue d'une réunion entre Batasuna et le PSOE ainsi qu'à la conclusion d'un accord. La réunion a lieu mais échoue à parvenir à un accord. Le PSOE ne veut pas prendre d'engagements concrets et Batasuna ne fait plus confiance aux déclarations de bonne volonté.
- fin mai 2007 : à l'issue de l'échec de la réunion du 21 mai, ETA communique aux médiateurs internationaux que « la confrontation armée sera inévitable » (Casanova, 2007, p. 362).
- 4 juin 2007 : ETA annonce la fin du « cessez-le-feu permanent » rendu public le 22 mars 2006 par un communiqué à *Gara* et à *Berria*, et proclame que tous les fronts de lutte sont à nouveau ouverts. Le cessez-le-feu prendra fin le 5 juin 2007 à minuit^{mccxxxvii}. Un communiqué est remis aux quotidiens basques *Gara* et *Berria*^{mccxxxviii}.
- 26 juin 2007 : vol commis par un commando d'ETA dans la société « Horizon Vertical », implantée à Bischoffsheim (Bas-Rhin) et spécialisée dans l'importation de matériel de haute montagne.
- 25 juillet 2007 : explosion de deux bombes de faible intensité au cours des étapes espagnoles du tour de France^{mccxxxix}. Un appel avait signalé l'emplacement des bombes deux heures avant leur explosion. Aucune victime n'est à déplorer.
- 26 juillet 2007 : arrestation de Juan Cruz Maiza Artola, considéré comme le responsable de la logistique d'ETA, par la police française avec deux autres membres présumés d'ETA à Rodez dans l'Aveyron^{mccxli}.
- 24 août 2007 : explosion à 3h30 d'une fourgonnette piégée devant la caserne de la garde civile à Durango (Biscaye)^{mccxlii}. Deux gardes civils sont blessés. L'action est attribuée au « commando Vizcaya » et revendiquée par ETA^{mccxlii}.
- 24 août 2007 : enlèvement de deux civils à Messanges (France). ETA est suspectée d'avoir menée l'opération^{mccxliii}.
- 25 août 2007 : explosion d'une voiture piégée dans une oliveraie de Castellón. Aucune victime n'est à déplorer. L'action est attribuée à ETA^{mccxliv}.
- 1^{er} septembre 2007 : explosion d'une bombe de très faible intensité sur l'autoroute près de Fuenmayor (Rioja), après un appel à la DYA de San Sébastian et au *Diario de Terue*^{mccxlv}.
- 10 septembre 2007 : tentative d'attentat à 23h30 contre la délégation du ministère de la défense à Logroño par l'explosion d'une bombe de très faible intensité^{mccxlv}. Un appel avait été passé à *Gara* avant l'explosion. Aucune victime n'est à déplorer.
- 25 septembre 2007 : explosion à 1h30 d'une bombe à l'extérieur du commissariat de l'*Ertzaintza* à Zarauz (Guipúzcoa)^{mccxlvii}. Aucune victime n'est à déplorer. L'action est attribuée au « commando Vizcaya »^{mccxlviii}.

- 9 octobre 2007 : l'escorte du conseiller municipal PSE, Gabriel Giner, est blessée par l'explosion d'une voiture piégée dans le quartier de La Pena à Bilbao^{mcclxix}. Cette attaque suit l'arrestation de 17 membres de Batasuna ordonnée par le juge de l'Audience nationale, Baltasar Garzón.
- 10 octobre 2007 : 400 bidons de 3 ou 5 litres de nitrométhane sont dérobés à la société Labema à Loreite (Loire).
- 11 novembre 2007 : une bombe est placée au tribunal de Getxo. Un appel de l'organisation la signale. Elle n'explose pas mais blesse accidentellement le lendemain un membre de l'*Ertzaintza* qui la manipule. L'action est attribuée au « commando Vizcaya »^{mccli}.
- 1^{er} décembre 2007 : deux gardes civils, Raúl Centeno et Fernando Trapero, sont tués dans un échange de tir à Capbreton^{mccli}. Le premier meurt sur le champ ; le second décède ultérieurement de ses blessures.
- 14 décembre 2007 : ETA publie un communiqué dans lequel elle menace les forces de sécurité de l'État espagnol (« fuerzas del Estado español sea en el lugar que sea ») et revendique cinq actions commises au cours des derniers mois dont l'échange de tir à Capbreton^{mccli}.
- 16 décembre 2007 : explosion d'une bombe devant le tribunal de paix de Sestao^{mccliii}. Un appel avait été passé à la DYA de Biscaye 50 mn avant l'explosion. Aucune victime n'est à déplorer. L'action est attribuée au « commando Vizcaya »^{mccliv}.
- 24 décembre 2007 : explosion d'une bombe au siège du PSE-EE de Balmaseda (Biscaye)^{mcclv}. L'action est attribuée au « commando Vizcaya »^{mcclvi}.
- janvier 2008 : ETA affirme que sa lutte pour l'indépendance est comparable à celle du Kosovo et de l'Écosse.
- 6 janvier 2008 : arrestation d'Igor Portu et Martín Sarasola Yarzabal, membres du « commando spécial » d'ETA dans une opération de police à Mondragón (Guipúzcoa)^{mcclvii}. L'arrestation fait échouer une action prévue contre le complexe Azca à Madrid.
- 8 février 2008 : explosion à 00h20 d'une bombe devant le palais de justice de Bergara (Guipúzcoa) après un appel anonyme l'annonçant^{mcclviii}. L'action intervient en réponse à l'interdiction de l'ANV^{mcclix}. Aucune victime n'est à déplorer.
- 23 février 2008 : explosion à 12h00 d'une bombe visant le répétiteur de la télévision situé sur le mont Arnotegi (Biscaye), après un appel passé le matin à la DYA de Bilbao^{mcclx}. L'action a été menée par le commando Vizcaya. Aucune victime n'est à déplorer.
- 23 février 2008 : une autre bombe visait des artificiers de l'*Ertzaintza*^{mcclxi}. L'action est attribuée au commando Vizcaya.
- 29 février 2008 : explosion d'une bombe au siège du PSE à Derio (Biscaye), après un appel au numéro d'urgence 112 de Biscaye^{mcclxii}. Aucune victime n'est à déplorer.
- 7 mars 2008 : exécution de l'ancien conseiller socialiste (PSE-EE) Isaías Carrasco à Arrasate-Mondragón (Guipúzcoa), au cours de la campagne électorale et deux jours avant les élections générales^{mcclxiii}.
- 21 mars 2008 : explosion d'une voiture piégée devant la caserne de la garde civile de Calahorra (La Rioja)^{mcclxiv}. Un agent est légèrement blessé. L'action est attribuée au « commando Vizcaya »^{mcclxv}.
- 30 mars 2008 : explosion de deux bombes de faible intensité près d'une station de répétiteurs sur le Monte Izarraitz, entre Azpeitia et Azkoitia (Guipúzcoa)^{mcclxvi}. Un appel avait été réalisé avant l'explosion. Aucune victime n'est à déplorer. Au même moment, le juge Garzón s'intéresse à des comptes secrets d'ETA au Lichtenstein.
- 17 avril 2008 : explosion à 6h00 d'une bombe à la Casa del Pueblo dans le quartier de La Peña de Bilbao après un appel à la DYA de Biscaye^{mcclxvii}. Il vise le PSOE. Sept *Ertzaintza* sont blessés. L'action est attribuée au « commando Vizcaya »^{mcclxviii}.
- 20 avril 2008 : explosion à 3h25 d'une bombe face au siège du PSOE à la Casa del Pueblo d'Elgoibar (Guipúzcoa), après un appel à la DYA de Biscaye^{mcclxix}. Aucune victime n'est à déplorer.

- 1^{er} mai 2008 : explosion de trois bombes en Biscaye et à Arrigorriaga (Guipúzcoa)^{mcclxx}. Explosion à 0h30 après un appel à la DYA de Biscaye de deux bombes dans l'une des dépendances de l'Institut Basque de Sécurité et de Santé au travail, ainsi que dans le bâtiment des Relations professionnelles (Osalan), dans le quartier d'Egia de San Sébastien. Ces explosions font suite à la demande d'arrestation par le juge Garzon de la maire de Mondragón, Inocencia Galparsoro (ANV), pour collaboration avec un gang armé. Explosion dans un bâtiment appartenant au ministère du Travail et du Trésor public à Arrigorriaga (Biscaye).
- 12 mai 2008 : l'explosion de deux bombes de faible intensité à 2h30 du matin a détruit du matériel de construction sur un chantier à Hernani (Guipúzcoa)^{mcclxxi}. Le matériel devait servir pour le nouveau réseau de train à grande vitesse Basque Y de la région. Un appel avait été passé à la DYA de Biscaye avant l'explosion.
- 14 mai 2008 : explosion d'une voiture piégée devant la caserne de la police autonome à Legutiano (Álava)^{mcclxxii}. Elle tue un garde civil, Juan Manuel Piñuel Villalón, et en blesse quatre autres. L'action est attribuée au « commando Biscaye »^{mcclxxiii}.
- 19 mai 2008 : explosion d'une bombe à 0h50 à Getxo (Biscaye) après un appel passé à la DYA de Biscaye pour prévenir de l'explosion^{mcclxxiv}. Le Real Club Marítimo est visé. Aucune victime n'est à déplorer.
- 20 mai 2008 : arrestation de Javier Lopez Peña, dit *Thierry*, à Bordeaux, avec trois activistes : Ainhoa Ozaeta Mendicute, Jon Salaberria Sansinenea et Ander Suberbiola Zumalde. Il était présenté par Madrid comme celui « qui a le plus de poids politique et militaire dans ETA »^{mcclxxv}.
- 1^{er} juin 2008 : explosion à 2h28 d'une bombe visant une entreprise travaillant pour la « Y basque » à Zarauz (Guipúzcoa), après un appel à la DYA de Biscaye^{mcclxxvi}. Trois blessés légers.
- 8 juin 2008 : explosion d'une bombe dans l'imprimerie du quotidien *El Correo* à Zamudio (Biscaye)^{mcclxxvii}. Aucune victime n'est à déplorer bien qu'aucun appel n'ait signalé l'existence de la bombe. L'action est attribuée au « commando Biscaye »^{mcclxxviii}.
- 4 juillet 2008 : explosion d'une bombe dans un émetteur de télévision à Urdingain (Álava)^{mcclxxix}. Aucune victime n'est à déplorer.
- 18 juillet 2008 : explosion d'une fourgonnette piégée à Getxo (Biscaye)^{mcclxxx}. Aucune victime n'est à déplorer.
- 20 juillet 2008 : explosion de quatre bombes de faible intensité dans des lieux touristiques de la Cantabrie dont Laredo et Noja^{mcclxxxi}. Un appel les annonçant avait été passé aux pompiers (de la Diputación de Vizcaya). Une personne est blessée^{mcclxxxii}.
- 22 juillet 2008 : démantèlement du commando Biscaye et arrestation de son responsable, Arkaitz Goikoetxea^{mcclxxxiii}.
- 28 juillet 2008 : explosion d'une bombe de faible intensité sur un chantier de construction d'autoroute à Orio (Guipúzcoa)^{mcclxxxiv}. Aucune victime n'est à déplorer. L'action est attribuée à ETA.
- 29 juillet 2008 : explosion sur le front de mer de Torremolinos (Malaga)^{mcclxxxv}. Aucune victime n'est à déplorer. L'attaque a lieu juste quelques jours après que la cellule biscayenne d'ETA a été arrêtée par les forces de sécurité^{mcclxxxvi}.
- 17 août 2008 : explosion de deux bombes sur les plages de Guadalmar et Benalmádena, toutes deux à Malaga^{mcclxxxvii}. Une troisième bombe placée sous un pont a été désamorcée. Aucune victime n'est à déplorer.
- 20 septembre 2008 : explosion d'une bombe à proximité de la *Caja Vital* en Vitoria, après un appel passé la veille à la police municipale pour annoncer l'explosion^{mcclxxxviii}. Un blessé léger. L'explosion intervient pendant la semaine où l'ANV et le Parti communiste du Pays

- basque (EHAK-PCTV) ont été interdits et où 21 membres de *Gestoras pro-Amnistía* ont été condamnés.
- 21 septembre 2008 : explosion d'une bombe à 4h30 devant le commissariat de la police autonome d'Ondarroa^{mccclxxxix}. 11 personnes sont blessées. Lors du jugement, le bilan est de 13 policiers et 5 passants blessés^{mccxc}.
- 22 septembre 2008 : explosion à la voiture piégée face à la résidence militaire de Santoña (Cantabrie)^{mccxcii}. Le brigadier Luis Conde de la Cruz est tué^{mccxcii}. Sept autres personnes sont blessées. Il s'agit d'une réponse à la dissolution des deux partis politiques basques, ANV et EHAK-PCTV.
- 4 octobre 2008 : explosion à 0h15 d'une bombe devant le palais de justice de Tolosa (Guipúzcoa), après un appel à la DYA^{mccxciii}. Aucune victime n'est à déplorer.
- 30 octobre 2008 : explosion d'une voiture piégée à l'université de Navarre à Pampelune^{mccxciv}. L'action a lieu deux jours après le démantèlement du « commando Nafarroa ». 21 personnes sont blessées.
- 16 novembre 2008 : Mikel Garikoitz Aspiazu Rubina, dit *Txeroki*, est arrêté à Cauterets^{mccxcv}. *Txeroki* est le principal suspect dans les meurtres de deux gardes-civils espagnols commis en décembre 2007.
- 20 novembre 2008 : explosion d'une bombe au pied d'un transmetteur de télévision à Bilbao^{mccxcvi}. Aucune victime n'est à déplorer.
- 3 décembre 2008 : exécution à Azpeitia (Guipúzcoa) d'Ignacio Uria Mendizabal, responsable de l'entreprise *Altuna y Uría*, laquelle participe à la construction du train à haute vitesse basque, *Y vasca*^{mccxcvii}.
- 31 décembre 2008 : explosion d'une voiture piégée devant le bâtiment de la télévision basque (EiTB) à Bilbao^{mccxcviii}. Un appel avait été lancé pour prévenir de l'explosion. Aucune victime n'est à déplorer.
- 16 janvier 2009 : explosion à 1 h du matin d'un répéteur de télévision, d'Internet et de téléphone dans le quartier Santa Bárbara d'Hernani (Guipúzcoa)^{mccxcix}. Aucune victime n'est à déplorer. Quelques heures plus tard sont découverts deux engins explosifs sur la route d'accès. On parle de bombes visant des policiers venus pour celle du répéteur de télévision. Une troisième bombe est encore trouvée.
- 30 janvier 2009 : communiqué d'ETA répondant à l'offensive de l'État espagnol et coïncidant avec les 50 ans de l'organisation^{mccc}.
- 3 février 2009 : une cache d'armes a été découverte par l'*Ertzaintza* en Guipúzcoa^{mccci}.
- 4 février 2009 : une voiture contenant une petite quantité d'explosifs est retrouvée à Salamanque^{mcccii}. Un détonateur porte l'inscription ETA. L'intention aurait été d'effacer des empreintes par l'explosion.
- 9 février 2009 : explosion à 9h00 d'une fourgonnette piégée sur le *Campo de las Naciones* face au siège de l'entreprise de construction ferroviaire Agromán à Madrid après un appel lancé aux pompiers. L'explosion intervient une heure après que la cour suprême annule les candidatures d'Askatasuna et de Demokrazia 3 Milioi (D3M) aux élections régionales du 1^{er} mars^{mcciii}. Aucune victime n'est à déplorer.
- 21 février 2009 : explosion à 0h10 d'une bombe au siège social (*Batzoki*) du PNV de Cruces à Barakaldo (Biscaye)^{mccciv}. Le lieu avait subi une attaque similaire en août 2008. Aucune victime n'est à déplorer.
- 21 février 2009 : attaque avec un liquide inflammable du Batzoki situé Avenida Carlos I de San Sébastien^{mcccv}.
- 23 février 2009 : attaque entre 0h30 et 1h00 aux cocktails Molotov de deux banques, la BBVA et la *Bankoa*, à Tolosa (Guipúzcoa)^{mcccvi}. L'action est placée au compte de la *Kale Borroka*.

- 23 février 2009 : explosion à 3h00 d'une bombe au siège du *Partido Socialista de Euskadi* (PSE) de Lazkao (Guipúzcoa)^{mcccvii}. Un appel avait averti la DYA de San Sébastian 1 h avant l'explosion. Aucune victime n'est à déplorer.
- 23 février 2009 : explosion d'une bombe à 0h30 devant le siège social (*Batzoki*) du PNV à Vitoria^{mcccvi}. L'action est placée au compte de la *Kale Borroka*.
- 1^{er} mars 2009 : attaque aux cocktails Molotov du palais de justice et de plusieurs banques à Amorebieta (Biscaye)^{mcccix}. Aucune victime n'est à déplorer. L'action intervient au moment des élections régionales.
- 26 mars 2009 : explosion d'une bombe à Amorebieta (Biscaye) dans le chalet de l'industriel, Juan Manuel Arana, également président d'Astilleros de Murueta^{mcccix}. Aucune victime n'est à déplorer. L'action est attribuée à ETA.
- 10 avril 2009 : arrestation à Paris d'Ekaitz Sirven Auzmendi, recherché depuis six ans. Il était impliqué dans la perception de l'« impôt révolutionnaire » et l'appareil de falsification de documents d'ETA.
- 18 avril 2009 : arrestation de Jurdan Martitegi, soupçonné d'être le successeur de *Txeroki*^{mcccxi}. L'arrestation a lieu à Montauriol, village des Pyrénées-Orientales.
- 18 avril 2009 : disparition de Jon Anza Ortunez (47 ans) entre Bayonne et Toulouse. Il est impliqué dans l'appareil de financement d'ETA^{mcccxi}.
- 21 avril 2009 : Jurdan Martitegi, responsable militaire présumé d'ETA, est inculpé pour assassinat dans le cadre d'un attentat à la voiture piégée commis le 14 mai 2008 contre une caserne de la garde civile à Legutiano^{mcccxi}.
- 28 avril 2009 : sommet bilatéral entre la France et l'Espagne où s'exprime à nouveau « toute la motivation et la détermination des autorités françaises pour coopérer dans la lutte contre un même ennemi : le terrorisme sous toutes ses formes et ETA en particulier »^{mcccxi}.
- 6 mai 2009 : explosion d'un répéteur téléphonique à Guriezo (Cantabrie), le lendemain de l'investiture de Patxi López (parti socialiste) comme *lehendakari*^{mcccxi}. Aucune victime n'est à déplorer. Une pancarte d'avertissement figurait sur la bombe. Attentat revendiqué le 15 juin 2009 dans le quotidien *Gara*, au même titre que ceux du 16/01, 9 et 23/02 et du 26/03/2009.
- 19 juin 2009 : l'explosion d'une voiture piégée à Arrigorriaga, près de Bilbao, tue Eduardo Puellas Garcia, inspecteur de la police nationale, spécialisé dans la lutte anti-terroriste^{mcccxi}.
- 4 juillet 2009 : arrestation d'Asier Borrero (24 ans), Itziar Plaza et de Iurgi Garitagoitia qui, selon les medias espagnols, comptent « parmi les membres d'ETA les plus recherchés ». Ils ont été interpellés à Idron (Pyrénées-Atlantiques), dans la banlieue de Pau, par des hommes de la BRI (Brigade de recherche et d'intervention) et de la police judiciaire de Bayonne^{mcccxi}. Iurgi Garitagoitia Salegui serait responsable d'un commando actif en Guipúzcoa depuis 2008.
- 9 juillet 2009 : explosion à 23h55 d'une bombe dans la maison du peuple du PSE-EE à Durango^{mcccxi}. Aucune victime n'est à déplorer. L'action fait suite à l'arrestation de trois membres importants d'ETA^{mcccxi}.
- 29 juillet 2009 : explosion vers 4h00 d'une bombe à proximité de la caserne de la garde civile de Burgos^{mcccxi}. 65 personnes sont blessées. ETA prétend avoir averti avant l'explosion ce que la police dément.
- 30 juillet 2009 : deux gardes civils, Carlos Sáenz de Tejada García et Diego Salvá Lezáun, sont tués dans l'explosion d'une voiture piégée à Palmanova (Calviá) sur l'île de Majorque^{mcccxi}. L'action est attribuée à ETA^{mcccxi}. Plusieurs autres attentats visent l'île au cours de l'été.
- 30 juillet 2009 : la police désamorce quelques heures plus tard à Palmanova un engin explosif placé sous la voiture d'un policier^{mcccxi}.
- 9 août 2009 : explosion de quatre bombes dans des bars, restaurants et zone commerciale à Palma Nova (Majorque)^{mcccxi}. Aucune victime n'est à déplorer.
- 19 août 2009 : trois membres présumés d'ETA sont arrêtés dans la station de montagne du Corbier (Savoie)^{mcccxi}.

20-27 août 2009 : treize caches (« zulo ») sont mises au jour sur les communes de Camplong (Hérault), Heletie (Pyrénées-Atlantiques), Ferrals-les-Montagnes (Hérault), Vieussan (Hérault), Minerve (Hérault), Lacoste-Mascabardès (Aude), Minerve (Hérault) pour une seconde cache, Montclar (Aveyron), Pardailhan (Hérault), Lacaune (Tarn), Cabrerolles (Hérault), Massaguel (Tarn) et Riviere (Gard)^{mcccxxvi}.

19 octobre 2009 : deux membres d'ETA, Aitor Elizaran et Oihana San Vicente, sont arrêtés à Carnac (Morbihan).

Années 2010

26 janvier 2010 : un commando « légal » d'ETA est démantelé par l'Ertzaintza. Ont été arrêtés à Ondárroa (Biscaye) Ibon Iparragirre Burgoa, 36 ans, Asier Badiola Lasarte, 29 ans, Xeber Uribe Beitia, 32 ans, et à Deba (Guipúzcoa) Jon Iñaki Esnaola Alba, 34 ans et Mutriku Javier Zubizarreta Lejardi, 40 ans^{mcccxxvii}. Le groupe est soupçonné d'avoir participé aux attentats de 2008 contre le commissariat de l'Ertzaintza à Ondárroa et contre le siège de *Caja Vital* à Vitoria.

4 février 2010 : une base d'ETA, « Cahors 2 », est découverte à Óbidos (Portugal)^{mcccxxviii}. S'y trouvent notamment 1 330 kg de nitrate d'ammonium et 75 kg de nitrate de potassium^{mcccxxix}.

16 février 2010 : arrestation à Camprodon (Girona) d'Adur Aristegi Aragón et de Jon Rosales Palenzuela (24 ans), membres présumés d'ETA^{mcccxxx}. Adur Aristegi est accusé d'avoir collaboré avec le commando Vizcaya dirigé par Arkaitz Goikoetxea^{mcccxxxi}.

17 février 2010 : explosion d'une bombe devant l'agence pour l'emploi (IMEN) de Vitoria^{mcccxxxii}. Aucune victime n'est à déplorer.

16 mars 2010 : ETA est officiellement mise en cause par les gouvernements français et espagnol dans le meurtre du commandant de police Jean-Serge Nerin à Dammarie-les-Lys (Seine-et-Marne) lors d'un échange de tirs.

14 avril 2010 : opération H-Alboka visant les avocats de la gauche abertzale^{mcccxxxiii}. Sont arrêtés Arantxa Zulueta, Jon Emparantza et Iker Sarriegi ainsi que sept de leurs collaborateurs. Ils sont soupçonnés d'être une courroie de transmission entre les prisonniers et les responsables d'ETA.

9 mai 2010 : explosion de deux bombes de faible intensité au domicile d'un juge et d'un garde de sécurité à San Sébastien^{mcccxxxiv}.

20 mai 2010 : la police française arrête à Bayonne quatre membres importants d'ETA dont le nouveau chef présumé de l'appareil militaire d'ETA, Mikel Karrera Sarobe, dit *Ata* (38 ans), et Arkaitz Aguirregabiria del Barrio (27 ans), soupçonné d'être impliqué dans la fusillade de Dammarie-les-Lys en mars 2010^{mcccxxxv}. Est également arrêtée Maite Aranalde Ijurco^{mcccxxxvi}. Arkaitz Aguirregabiria est soupçonné par la police espagnole d'être un « membre éminent de l'appareil militaire de l'organisation terroriste », chargé de la formation des nouvelles recrues^{mcccxxxvii}. Avant d'être responsable de l'appareil militaire d'ETA, *Ata* était chargé de sa logistique^{mcccxxxviii}.

25 mai 2010 : arrestation à Urrugne de Benoît Aramendi, militant basque légal de nationalité française, ayant prêté main forte à Mikel Karrera Sarobe (*Ata*), Arkaitz Aguirregabiria del Barrio et Maite Aranalde Ijurco^{mcccxxxix}.

1^{er} juin 2010 : la police française arrête Juan Carlos Iriarte Pérez, dit *Juankar*^{mcccxl}. Il est soupçonné de participer au soutien logistique d'ETA^{mcccxli}.

23 juin 2010 : un appel passé à *Gara* au nom d'ETA indique que quatre bombes se trouvent sur des routes et voies ferrées de Valence^{mcccxlii}. Les policiers n'ont retrouvé aucun engin explosif.

20 août 2010 : Pablo Ruz juge de l'Audience nationale interdit l'hommage à Laura Riera, condamnée à 9 ans de prison pour collaboration avec ETA, préparé par les collectifs de

soutien aux prisonniers catalans dans le quartier de Gràcia (Barcelone) et qui coïncide avec la Fiesta Mayor^{mcccxlili}.

- 5 septembre 2010 : ETA annonce l'observation d'un cessez-le-feu dans le journal basque *Gara* ainsi que dans une vidéo remise à la chaîne BBC, sans préciser s'il s'agit d'une décision temporaire ou définitive. Le groupe précise qu'il ne mènera plus d'« actions armées offensives » et que « si le gouvernement espagnol en a la volonté », ETA est disposée à accepter « les minima démocratiques nécessaires pour initier le processus démocratique ».
- 14 septembre 2010 : arrestation de neuf membres d'*Ekin*, accusés d'être des « courroies de transmission » entre l'exécutif d'ETA et la gauche abertzale.
- 26 septembre 2010 : dans un entretien publié par *Gara*, deux membres d'ETA précisent notamment que l'organisation se réserve « le droit de se défendre, de se livrer à ses approvisionnements habituels et à l'entretien de sa structure ».
- 17 octobre 2010 : le dirigeant de Batasuna Arnaldo Otegi appelle ETA à « décréter une trêve permanente » dans un entretien à *El País*, estimant que le « recours à la violence armée » n'est pas « compatible » avec l'indépendantisme.
- 20 décembre 2010 : un commando d'ETA, composé de trois personnes, vole environ 6 000 cartes à puce et supports plastiques au format carte, ainsi qu'une vingtaine d'imprimantes spécialisées et plusieurs logiciels d'impression dans une entreprise située à Bourg-de-Péage (Drôme, France)^{mcccxliv}.
- 2010 : le gouvernement socialiste propose la « voie de Nanclares » aux militants d'ETA incarcérés. Il s'agit d'une alternative offerte aux prisonniers souhaitant quitter ETA^{mcccxlv}.
- 10 janvier 2011 : ETA annonce un cessez-le-feu « permanent », « général » et « vérifiable par la communauté internationale », incluant la fin de la levée de l'impôt révolutionnaire, à titre d'« engagement ferme » pour « un processus de solution définitive et la fin de la confrontation armée » (*Gara*, 10 janvier 2011 ; communiqué daté du 8 janvier, diffusé le 10).
- 1^{er} mars 2011 : démantèlement du commando légal « Otazua » par les FSE espagnoles. Le commando était composé de quatre personnes.
- 10 mars 2011 : le nouveau chef militaire présumé d'ETA, Alejandro Zobarán Arriola, est arrêté dans le nord de la France, lors d'un coup de filet de la police.
- 24 mars 2011 : dans un communiqué daté du 24 et diffusé le 27 mars, ETA confirme la validité de son « initiative du 10 janvier », déplore « l'attitude irresponsable des gouvernements espagnol et français » et dénonce leur « soi-disant intention de rechercher une solution tout en soutenant la stratégie répressive ».
- 9 avril 2011 : un gendarme est blessé à Vallière (Limousin, France) lors d'un échange de tirs avec deux membres d'ETA, Oier Gómez Mielgo (27 ans) et Itziar Moreno Martínez (29 ans), voulant se soustraire à un contrôle de police^{mcccxlvi}. Ces deux derniers sont arrêtés le 10 avril 2011.
- 14 avril 2011 : démantèlement du commando légal « Erreka » par les FSE espagnoles. Le commando était composé de quatre personnes.
- 29 avril 2011 : dans un communiqué daté de mars et diffusé le 29 avril dans le journal *Gara*, ETA fait savoir au patronat basque que « l'exigence du paiement de l'impôt révolutionnaire que notre organisation a eu l'habitude de pratiquer est annulée ». Cette décision constitue une « conséquence du cessez-le-feu permanent et à caractère général qui est en vigueur depuis le 10 janvier dernier ».
- 2 octobre 2011 : dans un communiqué daté du 29 septembre et diffusé le 2 octobre dans les journaux *Gara* et *Berria*, ETA affirme « apprécier la création de la Commission internationale de vérification », exprime son « engagement ferme en faveur d'une solution au conflit politique et de la fin de la confrontation armée ». Elle dit vouloir œuvrer « intensément pour contribuer au processus de résolution », tout en dénonçant la « stratégie répressive et les mesures d'exception » prises par les États espagnols et français. L'organisation dénonce le

fait que « l'État français s'associe [...] à l'Espagne dans sa stratégie répressive à l'encontre de la résistance basque, depuis le franquisme jusqu'à aujourd'hui », précise qu'il « persécute et arrête les militant(e)s qui travaillent en faveur d'*Euskal Herria* » et que « 140 prisonnier(e)s politiques basques sont dispersé(e)s dans les prisons françaises ».

17 octobre 2011 : conférence de paix organisée à San Sébastian, palais d'Aiete.

20 octobre 2011 : ETA annonce publiquement l'abandon définitif des actions armées », trois jours après la tenue d'une conférence internationale à San Sébastien lui demandant la fin de la violence.

14 janvier 2012 : arrestation de trois hommes, membres présumés d'ETA à Joigny (Yonne).

24 février 2012 : arrestation d'un membre présumé d'ETA à Anglet (Pyrénées-Atlantiques).

9 avril 2012 : Iñigo Cabacas Liceranzu meurt à Bilbao d'une balle dans la tête tirée à bout portant lors d'une charge de la police.

16 mai 2012 : dans un communiqué rédigé en basque, castillan, français et anglais, daté d'avril et parvenu à l'AFP de Bayonne le 16 mai, ETA s'adresse à la communauté européenne afin qu'elle influe sur les gouvernements espagnol et français pour qu'ils s'impliquent dans le processus de résolution du conflit au Pays basque et répondent positivement à la déclaration d'Aiete. L'organisation indique avoir « désigné une délégation pour amorcer le dialogue direct avec les gouvernements d'Espagne et de France ». Elle précise que « le fait de repousser la solution [...] peut engendrer une impasse dangereuse » et rappelle son « engagement total envers un processus de résolution et la paix ».

27 mai 2012 : arrestation de deux hommes, membres présumés d'ETA, Xabier Aramburu Sagarminaga et Oroitz Gurruchaga Gogorza, à Cauna (Landes).

26 juin 2012 : arrestation de deux hommes, membres présumés d'ETA à Albi (Tarn).

22 octobre 2012 : arrestation d'un homme, membre présumé d'ETA à Puy-Saint-Gulmier (Puy-de-Dôme).

28 octobre 2012 : arrestation d'un homme et d'une femme, membres présumés d'ETA à Macon (Saône-et-Loire).

15 novembre 2012 : dans un communiqué adressé à la société basque et aux gouvernements espagnol et français, ETA propose un « agenda pour la paix », orchestré autour de trois axes : 1. « répondre à l'état d'exception : à la répression, à la violation des droits et, surtout nécessairement à la situation des prisonniers politiques basques » ; 2. « faire entendre l'exigence en faveur de la solution, pour que les désirs de liberté de ce peuple parviennent de tous les coins d'*Euskal Herria* jusqu'à Madrid et Paris » ; 3. « créer des domaines pour développer les voies de dialogue et parvenir à un accord ». Le communiqué est publié le 24 novembre sur les sites internet naiz.info et berria.info puis le 25 dans *Gara* et *Berria*.

24 novembre 2012 : ETA se dit prête à négocier avec la France et l'Espagne en vue de sa « dissolution ». Fin de non-recevoir de Madrid qui attend la « dissolution inconditionnelle ».

9 décembre 2012 : découverte d'un zulo à Brissac (Hérault) où se trouvait notamment 1 140 kg de poudres explosives (dont nitrate d'ammonium, pentrite).

12 décembre 2012 : ont été volés 23 000 cartes de plastique blanc au format carte bancaire, aujourd'hui généralisé en Europe pour la confection de documents administratifs, 11 logiciels dédiés à la conception graphique assistée par ordinateur, 6 imprimantes professionnelles avec leurs consommables, à savoir 365 ruban d'impression et 30 feuilles de papier thermique, dérobés le 20 décembre 2012 à la société Impuls France à Bourg-de-Péage (Drôme).

11 janvier 2013 : arrestation de deux hommes, membres présumés d'ETA à Sauvigny-les-Bois (Nièvre).

21 février 2013 : arrestation de deux hommes, membres présumés d'ETA à Moulins-Yzeure (Allier).

17 mars 2013 : dans un communiqué daté du 17, diffusé le 26 mars et adressé à la société basque, via l'édition numérique de *Gara*, ETA indique que « l'espace de dialogue et de

négociation établi pour la résolution du conflit a disparu », en dépit de sa relation et de sa collaboration constantes avec la Commission internationale de vérification. ETA tient les gouvernements espagnol et français pour responsables de cette disparition et considère « qu'il est nécessaire d'offrir des explications pour que les citoyens basques soient correctement informés des événements » concernant le « front de négociation », afin de compenser « les intoxications et les rumeurs intéressées, qui n'ont pas d'autre but que de faire du tort au processus ». ETA conclut que « l'annulation de l'espace de dialogue et de négociation est une régression évidente et elle aura des conséquences négatives dans la mesure où elle rend difficile et retarde la résolution du conflit ».

avril 2013 : ETA fait une demande non-publicisée à la CIV d'inclure dans son mandat la vérification d'un processus unilatéral de placement sous scellé et de mise hors d'utilisation opérationnelle des armes, des munitions et des explosifs.

7 mai 2013 : arrestation d'un homme et d'une femme, Kepa Arkauz Zubillaga et Ekhine Eizaguirre Zubiaurre, membres présumés d'ETA à Blois (Loir-et-Cher), de deux hommes à Brive-la-Gaillarde (Corrèze) et deux hommes à Montpellier (Hérault).

septembre 2013 : la CIV fait suite à la demande d'ETA d'avril 2013 et lui fait savoir qu'elle est disposée à faire le premier pas dans le processus de vérification de mise sous scellé de l'arsenal militaire.

janvier 2014 : la CIV procède à une vérification de mise sous scellé pour une « quantité déterminée d'armes, de munitions et d'explosifs » de l'organisation et à un inventaire précis. Celui-ci a fait l'objet d'une vidéo d'une minute trente.

29 janvier 2014 : dans un communiqué daté du 29, diffusé le 7 février dans *Gara* et adressé à la société basque, ETA critique vivement « l'affrontement entre *Euskal Herria* et l'État espagnol », dénonçant ainsi les arrestations de membres d'EPPK, les interdictions de manifestations notamment faites au réseau citoyen Tantaz Tanta, et le fait que « de son côté, l'État de la France reste silencieux ». ETA stigmatise également la politique pénitentiaire de l'État espagnol. Afin de « construire un avenir de paix et de liberté », ETA prend un triple « engagement » : « procéder sans cesse à des contributions significatives pour alimenter le processus [de paix] ; afficher [sa] prédisposition à participer à des conversations ou à des négociations qui peuvent être organisées avec pour objet de parvenir à la solution et à la paix » ; « croyant que la commission pour impulser le processus de paix a besoin d'une opportunité à cette fin, ETA entend révéler qu'elle prendra contact avec elle ».

3 février 2014 : un non lieu est prononcé pour Garikoitz Aspiazu, dit *Txeroki*, concernant l'attentat à la voiture piégée avorté contre la bourse à Bilbao en mars 2002^{mcccxlvi}.

21 février 2014 : diffusion d'une vidéo montrant deux membres d'ETA cagoulés et deux membres de la CIV, devant une table sur laquelle est disposé un matériel militaire.

24 février 2014 : dans un communiqué daté du 24 et diffusé le 1^{er} mars dans *Gara*, ETA indique qu'elle « veut garantir en scellant ses arsenaux que les armes, les explosifs et les engins sont hors d'usage opérationnel » ; « ETA entend confirmer que ce processus est en train d'être mené à son terme avec la participation de la CIV ». « Concrètement, ETA et la commission internationale de vérification se sont mises d'accord en ces termes sur le nouveau mandat : la commission internationale de vérification vérifiera le processus de mise sous scellés qu'ETA mènera à bien, en se fixant une méthode pour cela : - on fera l'inventaire des arsenaux, des armes, explosifs et engins qui vont être scellés et cet inventaire sera entre les mains de la commission internationale de vérification » ; - « le processus de mise sous scellés des arsenaux a déjà commencé et l'engagement d'ETA est de le conduire à terme, jusqu'à placer sous scellé son ultime arsenal. Le processus est complexe et connaîtra des difficultés. Il n'est pas seulement dépendant de la volonté d'ETA ou du professionnalisme de la commission internationale de vérification » ; - en guise de conclusion, « il faut en finir rapidement avec les violations des droits que subissent les prisonniers politiques basques ».

22 mars 2014 : découverte d'un zulo à Saint-Just (Puy-de-Dôme).

15 juillet 2014 : dans un communiqué daté du 15 et diffusé le 20 dans *Gara*, ETA indique qu'elle « a débuté un processus de transformations profonde » afin de « couvrir le chemin qui va du cycle de la confrontation armée à la confrontation politique démocratique » ; qu'« a été réalisé le démantèlement des structures logistiques et opérationnelles découlant de la lutte armée » ; qu'« une structure technico-logistique est en cours de formation qui aura pour tâche de finaliser la mise sous scellé de l'armement » ; que vont être renforcées les structures existantes, à savoir : celle « consacrée à l'exécution du travail politique d'ETA » et celles « qui ont pour objectif de mettre en place les discussions entre les différentes parties pour avancer dans le cadre du processus de paix ». ETA appelle en outre « tous les citoyens qui ont protégé ETA et qui ont dynamisé son activité au cours de toutes ces années à soutenir l'engagement et la décision actuelle en faveur de ces nouveaux défis du mouvement de libération, en s'organisant au sein de la Gauche abertzale ». L'organisation souligne qu'il revient à la celle-ci et aux mouvements populaires « d'assumer le leadership et de diriger le processus [de libération] ».

4 décembre 2014 : découverte d'un zulo à Le Margnes (Tarn).

30 avril 2015 : dans un communiqué daté du 30 avril et diffusé le 9 mai dans *Gara* et *Berria*, ETA répond à la proposition du Gouvernement basque formulée le 21 décembre 2014 et intitulée « proposition pour désarmement rapide, réalisable et efficace »^{mcccxlvi}. ETA reproche notamment au Gouvernement basque de : nuire à la Gauche abertzale en minimisant son engagement et celui d'ETA pour résoudre le conflit et ainsi donner « une légitimité à l'attitude de fermeture des Etats et à leurs attaques » ; ne pas suivre « les modèles internationaux pour la solution des conflits, mais un schéma vainqueurs-vaincus » où « le désarmement est l'un des composants des accords de paix » mais pas seulement alors que « le Gouvernement basque le présente isolément comme un impératif » et « méprise l'origine politique du conflit ; ne pas chercher l'apaisement puisqu'il « approuve les opérations policières » [...] et « à couvert des opérations de police contre ETA, sachant que ce qu'ils font c'est attiser le conflit et non le résoudre », il n'est donc pas un acteur impartial à l'instar de la police autonome basque ; ne pas offrir de garantie puisqu'il « n'a pas de compétences pour offrir des garanties juridiques à ce processus » ; vouloir « agir dans la légalité » ce qui signifie pour ETA « sous les ordres de la police espagnole et française et de leurs magistrats » ; agir « avec légèreté » en indiquant que « le processus pourrait se réaliser rapidement, sans avoir connaissance de l'importance et de la localisation des arsenaux d'ETA ». ETA estime néanmoins que le gouvernement basque a un rôle à jouer dans la résolution du conflit et « croit qu'il peut avoir une mission importante s'il agit en faveur de la résolution ».

28 mai 2015 : la police judiciaire de Bayonne et la Garde civile espagnole ont localisé à Biarritz des malles contenant des armes de poing et de la poudre d'aluminium (pouvant entrer dans la composition d'explosifs)^{mcccxlxi}. Le matériel est attribué à ETA.

30 mai 2015 : dans un communiqué faisant suite à l'opération de police du 28 mai, ETA déclare considérer celle-là comme « une attaque directe contre le processus de scellé de (son) armement », alors que rien n'indiquait que l'armement saisi était destiné à être « neutralisé » par l'organisation.

11 juin 2015 : conférence humanitaire pour la paix au Pays basque.

7 juillet 2015 : arrestation de deux hommes, membres présumés d'ETA à Osses (Pyrénées-Atlantiques).

22 septembre 2015 : arrestation à Saint-Etienne-de-Baïgorry (Pyrénées-Atlantiques) de deux des trois membres de la délégation d'ETA qui s'était rendue en Norvège pour les négociations concernant le processus de paix.

27 mars 2016 : communiqué de l'appareil politique d'ETA qui fait notamment le point sur la situation au Pays basque cinq ans après la tenue de la conférence d'Aiete.

12 octobre 2016 : découverte d'un zulo à Carlepont (Oise).

5 novembre 2016 : arrestation d'un membre présumé d'ETA à Ascain (Pyrénées-Atlantiques).

8 avril 2017 : ETA remet à la police française une liste de huit caches d'armes situées en Iparralde (Etcharry, Audaux-Castetbon, Viellenave de Navarrenx, Maslacq, Lahontan, Barcus, Araujuzon et Saint-Pée-Sur-Nivelle)^{mcccl}.

29 avril 2018 : la France remet à l'Espagne José Segurola Querejeta, dit *Aparra*^{mcccli}. Il est considéré comme étant l'un des responsables de « l'appareil militaire » d'ETA à l'époque où Garikoitz Aspiazu Rubina, dit *Txeroki*, était supposé être à sa direction. Segurola est impliqué dans le transport d'explosifs du 29 février 2004 connu sous le nom de « caravane de la mort » (sumario 38/04). Segurola Querejeta aurait remis les explosifs à Irkus Badillo et Gorka Vidal, membre du commando Gaztelu, du nom de Salvador Gaztelumendi Gil, membre d'ETA et cousin de Badillo.

3 mai 2018 : ETA annonce son autodissolution.

31 décembre 2018 : découverte fortuite d'une ancienne cache d'explosifs d'ETA à Tosse (40) (Sud-Ouest, 12/01/2018)^{mccclii}.

16 mai 2019 : arrestation de Jose Antonio Urrutikoetxea Bengoetxea à l'hôpital de Sallanches (Haute-Savoie).

1.2 CHRONOLOGIE D'IPARRETARRAK (IK)

(Chronologie non exhaustive)

- 11 décembre 1973 : première action armée d'IK avec un attentat à Banca, près de Baigorri (Basse-Navarre, Pyrénées-Atlantiques), à la suite du refus farouche de la direction de laisser les employés constituer un syndicat^{mcccliii}. Destruction des documents comptables d'un établissement psychopédagogique.
- 20 janvier 1974, le gouvernement français de Pompidou interdit le mouvement *Enbata*^{mcccliv} – première organisation abertzale en Iparralde – pour cause de séparatisme.
- juin 1977 : attaque du Victoria Surf à Biarritz^{mccclv}.
- décembre 1977 : attaque de l'Agence temporaire pour l'emploi à Bayonne, qui avait entraîné l'incendie du complexe de la Feria^{mccclvi},
- 23 décembre 1977 : première arrestation d'un militant d'IK : Jean-Claude « Xan » Marguirault, au volant d'une voiture volée avec des armes qu'il devait déposer dans un parking. Cette arrestation donne naissance à des comités de soutien. Les « comités Xan » constituent une étape indiscutable du regroupement des composantes « radicales » du mouvement abertzale (« patriote » ou « nationaliste » en basque) du « Pays basque Nord ».
- mars 1978 : incendie des chalets d'Iraty^{mccclvii}.
- mai 1978 : incendie des hameaux du Soleil, à Souraïde^{mccclviii}.
- 12 août 1978 : incendies revendiqués par « les organisations socialistes révolutionnaires basques de libération nationale Iparretarrak et Euskalzuzentasuna », des bureaux de la Mission interministérielle pour l'aménagement de la côte Aquitaine (MIACA) situés au château Lagorce, au Taillon-Médoc (Gironde), et une partie des locaux du Yacht Club basque du port de Laraldenia, à Saint-Jean-de-Luz (Pyrénées-Atlantiques)^{mccclix}.
- août 1978 : libération de Jean-Claude « Xan » Marguirault.
- 1-2 avril 1979 : attaque du complexe touristique du Miramar de Biarritz^{mccclx}.
- 10 avril 1979 : M. Dagorret, délégué de la SAFER est roué de coups^{mccclxi}.
- 9-10 octobre 1979 : Attentat à Urrugne contre la maison en construction de M. Gerbaud, demeurant à Talence (33)^{mccclxii}.
- juillet 1979 : attaque de la mission régionale de la Miaca, au Taillan.

- 4 janvier 1980 : attentat à la bombe dans une caserne en construction à Anglet^{mcclxxiii}. Néanmoins le commando a renoncé à conclure l'action en raison du nombre des ouvriers présents sur les lieux à son arrivée^{mcclxxiv}.

- 26 mars 1980 : deux militants d'IK, Dominique « Txomin » Olhagaray et Raymond « Ramuntxo » Arruiz, sont tués par l'explosion accidentelle d'une bombe qu'ils posaient dans la voiture de l'épouse du sous-préfet Biacabe sur le parking de l'hôpital de Bayonne^{mcclxxv}.

En mars 1980, l'organisation a revendiqué dix-huit des trente-neuf attentats perpétrés depuis cette date et commencé en 1973.

- 30 mars 1980 : explosion d'une bombe à la résidence inoccupée Grand-Large (résidence estivale)^{mcclxxvi}.

- 2 mai 1980 : action contre la caserne de la gendarmerie nationale de Bayonne^{mcclxxvii}.

- 26 juin 1980 : explosion à la bombe à l'Office du tourisme de Biarritz^{mcclxxviii}.

- 26 mars 1981 : « nuit bleue » d'IK (6 attentats à l'explosif) associé à Hordago : série d'explosions dans un village de vacances à Guétary, un autre à Saint-Palais, le Yacht-Club de Ciboure et des agences de travail temporaire^{mcclxxix}.

- 23-24 avril 1981 : explosion devant une agence de travail temporaire (Printer) à Bayonne.

- 27 avril 1981 : destruction au sol par une bombe de l'hélicoptère appartenant à Charles Etchandy, président de la chambre syndicale nationale des fabricants d'espadrilles et propriétaire de deux usines, l'une à Mauléon (Soule, Pyrénées-Atlantiques), l'autre à Tardets-Sorholus^{mcclxxx}. Il emploie plus de trois cents ouvriers.

- 1^{er} mai 1981 : IK s'attaque à deux agences de travail intérimaire à Hendaye (Pyrénées-Atlantiques)^{mcclxxxi}.

- juillet 1981 : explosion d'une bombe au domicile (dans le garage) de Pierre Trollier à Hasparren^{mcclxxxii}.

- 21 au 22 octobre 1981 : attaque à l'explosif contre la villa de M. Banquet, à Bayonne^{mcclxxxiii}.

- décembre 1981 : arrestation de Xabier Manterola, militant d'IK, inculpé de vol à main armée à la Caisse d'épargne de Saint-Paul-lès-Dax (Landes).

- 19 mars 1982 : attentat à Saint-Étienne-de-Baïgorry contre deux CRS, Jackie Bouyer et Bernard Roussarie, qui sont tués^{mcclxxxiv}. La police porte ses soupçons sur IK et plus particulièrement sur Filipe Bidart, passé clandestin en 1981, après un braquage dans les Landes. IK démentira toute responsabilité dans cette action^{mcclxxxv}.

- 5 octobre 1982 : communiqué d'Iparretarrak annonçant une reprise de la lutte armée : « C'est par la lutte que nous réussirons à franchir les étapes nécessaires à la libération et à la réunification d'une Euskadi (Pays basque) socialiste, et non pas en allant quémander des faveurs aux nouveaux dirigeants de Paris. La lutte doit être menée non seulement au niveau culturel, mais à tous les niveaux sociaux, économiques et politiques, renforcée et soutenue par la lutte armée »^{mcclxxxvi}.

- 25-26 mars 1983 : attaque à l'explosif contre la villa « Bakia », antenne bayonnaise récemment aménagée du Conseil général des Pyrénées-Atlantiques, et contre l'agence de travail temporaire « Ecco » à Bayonne^{mcclxxxvii}.

- juin 1983 : opération commando contre une patrouille de gendarmerie, dont le véhicule est détruit à coups d'explosifs, pas de blessés. Xabier Manterola (détenu depuis fin 1981) et Filipe Bidart (recherché) sont jugés par la Cour d'assises de Poitiers (braquage des Landes). Xabier Manterola est condamné à cinq ans de prison, dont deux avec sursis.

- 22-23 juillet 1983 : une bombe (2500 kg d'explosif) a été placée devant le syndicat d'initiative de Saint-Palais à Saint-Jean-Pied-de-Port. Elle n'a pas explosé^{mcclxxxviii}.

- 1^{er} août 1983 : attentat contre une villa d'Ascain louée à des touristes de Nantes^{mcclxxxix}. Iparretarrak dit « avoir voulu dénoncer les conditions dans lesquelles la villa a

été construite et son aspect insultant pour le pays ». Le texte précise par ailleurs : « Les enfants qui se trouvaient à l'intérieur de la villa ont été sortis avec ménagements en les mettant à l'abri de toute tentation d'aller chercher des affaires dans la villa en feu »^{mccclxxx}.

- 5 août 1983 : arrestation de Jean-Paul Hiribarren et de Xan Marguirault.
- 7 août 1983 : fusillade du camping de Lou Pantaou à Léon (Landes). Un gendarme est tué et un autre blessé lors d'une fusillade avec des militants d'IK. Disparition d'un militant d'IK, Jean-Louis Larre (dit « Popo »), après cet affrontement, personne ne peut certifier l'avoir revu. IK accuse les forces de police de l'avoir assassiné^{mccclxxxi}.

- 13 août 1983 : communiqué d'IK. Le groupe mentionne ses deux objectifs : lutte contre la touristification et pour la libération nationale et sociale. Le groupe Iparretarrak confirme sa participation à la fusillade de Léon, mais donne sa version des faits. Iparretarrak diverge sur un point essentiel : selon le groupe, le premier coup de feu aurait été tiré par les gendarmes. Iparretarrak écrit : « Des militants de l'organisation Iparretarrak ont été localisés par les forces de répression, puis pris en chasse. Les militants ont essayé de s'enfuir et d'éviter l'affrontement, mais les gendarmes les ont bloqués, puis ils ont immédiatement armé leurs pistolets et les ont braqués vers les militants en leur intimant l'ordre de se rendre. Les militants sont descendus de leur véhicule, les armes à la main et ont fait face aux gendarmes. Voyant que les militants n'étaient pas disposés à se laisser arrêter, les gendarmes ont paniqué et ont commencé à tirer vers les militants, tout en se protégeant derrière les arbres.^{mccclxxxii} Les militants ont immédiatement riposté et, après avoir neutralisé les gendarmes, ont évacué les lieux. [...] Nous, militants d'Iparretarrak, avons choisi la lutte armée pour appuyer et renforcer les luttes et revendications du peuple d'Ipar Euskadi (Pays basque-Nord). Cette démarche a entraîné le choix d'un engagement total de la part de certains militants. »^{mccclxxxiii}

- 13 septembre 1983 : attaque contre l'Office du tourisme de Biarritz^{mccclxxxiv}.
- 29 octobre 1983 : découverte d'une cache d'Iparretarrak à Espelette (Pyrénées-Atlantiques)^{mccclxxxv}.

- 3 décembre 1983 : incendie de la villa d'André Courrèges à Urrugne^{mccclxxxvi}, « symbole du luxe et de l'accaparement des terres au Pays basque ». Le château a été choisi comme « objectif parce que son propriétaire est, selon cette organisation, « le grand représentant de la haute couture parisienne et internationale, symbole de la haute société et de la vie de château, reflet de la société de gaspillage [...], insulte au peuple basque qui crève ». Dans ce texte, Iparretarrak dénonce aussi « l'accaparement » et le « détournement de la terre au profit de la bourgeoisie », citant le cas d'Urrugne, « commune rurale dont plus de la moitié de la terre est occupée par des résidences secondaires ». « La population n'est plus maître de sa terre », ajoute-t-il.

- 4 janvier 1984 : coups de feu contre un cantonnement de C.R.S. d'Anglet^{mccclxxxvii}.
- 10 janvier 1984 : tentative avortée de conférence de presse et arrestation de Betti Bidart (frère de Filipe Bidart), Joanes Borda, Xan Coscarat et Alain Matéo^{mccclxxxviii}.
- 16 janvier 1984 : inculpation des quatre militants arrêtés le 10 janvier^{mccclxxxix}.
- 17 janvier 1984 : début de la grève de la faim des quatre militants inculpés pour protester contre le motif de leur inculpation (association de malfaiteurs) et revendiquer le caractère politique de leur action^{mcccxc}.

- 20 janvier 1984 : Jean Borda refuse de s'exprimer dans une autre langue que le basque pour l'audition par le juge d'instruction^{mcccxc}. L'audition est renvoyée au 6 février 1984.

- 24 janvier 1984 : création de l'association Ahaideak de soutiens aux prisonniers d'IK^{mcccxcii}. Poursuite de la grève de la faim des inculpés.

- février 1984 : IK annonce le « renforcement de la lutte armée » « parce qu'à tous les niveaux, l'évolution de la situation d'Ipar Euskadi (Pays basque Nord) empire, explique le mouvement clandestin, que, en tant qu'organisation armée, nous avons décidé de porter des coups accrus au pouvoir français ». Et il précise que « le choix volontaire – et non accidentel

– de la clandestinité par certains » de ses « militants, signifie qu'Iparretarrak se donne les moyens de développer et renforcer la pratique de la lutte armée ». Qui est visé ? « Les véritables ennemis du peuple basque répond Iparretarrak, ceux qui aujourd'hui à la tête de l'État français sont les gestionnaires zélés d'un système organisé pour le profit et la domination ; ceux qui dans notre pays sont les maîtres d'œuvre, les relais, les responsables d'une politique qui nous fait crever ». L'organisation clandestine justifie son intention par l'analyse qu'elle fait de la situation de « sous-développement économique » du Pays basque, et la politique de « touristification » qu'elle assimile à une « véritable occupation et colonisation » et de l'assimilation culturelle qui est faite du Pays basque. Iparretarrak, qui souligne que son action armée vient en appui aux « luttes de masse » que le mouvement Abertzala a développées ces dernières années (écoles basques, organisations agricoles, coopératives) »^{mcccxciii}. Le texte est daté du 10 janvier 1984.

- 2 février 1984 : l'E.L.B., le syndicat de travailleurs paysans du Pays basque, proche du mouvement abertzale, dénonce aujourd'hui dans un texte la violence politique d'Iparretarrak^{mcccxciv}.

- 18 février 1984 : attentat sur la voie de chemin de fer, le train Talgo Paris-Madrid déraile sans faire de victime^{mcccxcv}. Néanmoins il n'a nullement fait état d'une confirmation ultérieure par écrit de la revendication, comme à l'accoutumée.

- 1^{er} mars 1984 : Didier Lafitte est tué par un policier lors de l'arrestation de Gabriel Mouesca^{mcccxcvi}.

- 4 mars 1984 : communiqué d'IK suite à la mort de Didier Lafitte : « comme tous les militants de Iparretarrak, il s'était engagé dans la lutte armée parce qu'il refusait l'oppression subie par *Ipar Euskadi*, parce qu'il était convaincu que la première violence est celle de l'État oppresseur et que le seul moyen pour *Ipar Euskadi* de ne pas disparaître est de renforcer toutes les forces de lutte y compris la lutte armée »^{mcccxcvii}.

- 6 mars 1984 : obsèques de Didier Lafitte à Saint-Jean-de-Luz. Six cents à sept cents personnes ont ensuite accompagné le corps jusqu'au cimetière^{mcccxcviii}.

- mars 1984 : communiqué d'IK accusant la police d'avoir tué un de ses militants, puis d'avoir faire disparaître son corps. Il semble qu'il s'agisse de Jean-Louis Larre, un jeune agriculteur de Helette, petit village proche de Cambo-les-Bains (Pyrénées-Atlantiques), disparu depuis sept mois. Il a été vu pour la dernière fois le 7 août dernier dans un camping de Léon (Landes) en compagnie de trois autres membres d'Iparretarrak^{mcccxcix}. La mère de Jean-Louis Larre porte plainte contre X. pour arrestation et séquestration arbitraires.

- 9 mars 1984 : Gabi Mouesca est inculpé pour « homicide volontaire et tentative d'homicide volontaire ».

- juin 1984 : Gabi Mouesca est condamné à 30 mois d'emprisonnement pour « participation à association de malfaiteurs »^{mcd}. Jean Coscarat, Pierre Bidard, Alain Matéo et Jean Borda qui avaient été arrêtés le 10 janvier alors qu'ils transportaient des journalistes vers une conférence de presse sont acquittés parce qu'à aucun moment la preuve matérielle de leur « intention de préparer un crime » n'avait été établie^{mcdi}.

- 15 juillet 1984 : une charge explosive endommage le pavillon du Syndicat d'initiative de Saint-Jean-Pied-de-Port.

- 8 août 1984 : une explosion détruit l'Office du tourisme de Saint-Jean-de-Luz^{mcdii}.

- 13 août 1984 : appel à manifestation lancé par le conseil municipal de Saint-Jean-de-Luz et par la récente Union pour la défense des industries touristiques du Pays basque (UDIP - Le Monde du 5 août)^{mcdiii}. On notera qu'au cours des huit mois précédents, neuf réfugiés basques espagnols ont été assassinés par les GAL.

- 25 août 1984 : 800 personnes manifestent à Hasparren contre l'éventuelle extradition de sept militants indépendantistes d'ETA. Suite à la manifestation, des tracts (« Pays basque

sans touristes... Pays basque mort ») et des affiches sont dispersés. Celles-ci portent le slogan : « Pays basque chasse les tueurs et leurs amis. Chasse ETA et Iparretarrak »^{mcdiv}.

- 10 octobre 1984 : destruction de la balise radio électrique de l'aéroport civil de Biarritz-Parme, la veille de la visite du président de la République en Iparralde^{mcdv}.

- 29 octobre 1984 : attaque contre les biens de Pierre Roger, conseiller général d'opposition de Mauléon et industriel. Destruction de sa permanence au centre de Mauléon, et incendie de sa villa située sur les hauteurs de Saint-Pée-sur-Nivelle^{mcdvi}. Pierre Roger était visé en tant que le gestionnaire de la fabrique d'espadrilles Biga qui avait récemment déposé son bilan. L'organisation voulait le punir d'avoir « bradé » Biga, une entreprise basque plus que centenaire, à des capitaux et des dirigeants extérieurs au « pays », c'est-à-dire à des Parisiens^{mcdvii}. La revue nationaliste *Abil* avait antérieurement mis en parallèle les difficultés de l'usine et la richesse de sa villa d'Ascain de Pierre Roger.

- novembre 1984 : mitraillage de cars de CRS à Anglet (Pyrénées-Atlantiques), attentat contre le syndicat d'initiative de Saint-Jean-Pied-de-Port (Basse-Navarre, Pyrénées-Atlantiques) et contre l'office de tourisme de Saint-Jean-de-Luz (64), destruction de la gendarmerie en construction à Lecumberry (Basse-Navarre, Pyrénées-Atlantiques) et de la résidence secondaire d'un patron souletin.

- 14 janvier 1985 : attentat contre la voiture du procureur de la République de Bayonne, M. Georges Mignonnat, la veille du verdict du jugement de Manex Borda, Betti Bidart, Xan Coscarat et Alain Matéo^{mcdviii}.

- 1985 : IK revendique une série d'attentats : voiture du procureur Mignonnat (Bayonne), gendarmeries (Mauléon, Saint-Jean-de-Luz), capitainerie du port de plaisance (Anglet), hôtel « Moderne » de Saint-Jean-de-Luz, palais de justice (Bayonne), boulangerie du sénateur et président du comité de tourisme départemental Althapé à Lanne (Béarn), commissariat de la police judiciaire (Bayonne), village vacance (Souraïde).

- mars 1986 : nouveau procès pour Gabi Mouesca, pour des faits remontant à 1981. Il est cette fois condamné à 3 mois de prison avec sursis. Procès également de Panpi Sainte-Marie pour l'action contre la gendarmerie de Lekunberri, incarcéré depuis janvier 1985, et déjà condamné à 4 ans de prison pour l'attentat contre la gendarmerie de Mauléon. Il est condamné à 5 ans de prison.

- 3 mars 1986 : « nuit bleue » avec cinq attentats ; explosion du véhicule d'un indicateur de police à Chéraute.

- mai 1986 : Maddi Héguy est condamnée à 4 ans de prison.

- juillet 1986 : arrestation de Pipo Eyherabide, Filipe Arruti et Jean Lopez pour association de malfaiteurs.

- 13 décembre 1986 : un commando d'IK entre dans la prison de Pau, et libère deux militants incarcérés : Maddi Heguy et Gabi Mouesca.

- 25 juillet 1986 : en protestation contre la politique française de déportation des réfugiés politiques basques espagnols, Iparretarrak jette au petit matin des explosifs de faible puissance contre le Palais de Justice à Bayonne

- mars 1987 : incarcération de Pantxo Angevin et Xan Ansalas (rédacteur d'Ekaitza).

- mai 1987 : procès de Pipo Eyherabide et de Filipe Arruti, procès de Filipe Bidart, condamné par contumace à la réclusion à perpétuité pour la fusillade de Baigorri en mars 1982 où deux CRS ont trouvé la mort.

- juin 1987 : incarcération de Gabriel Bidart, plus jeune frère de Filipe Bidart.

- 21 juin 1987 : au cours d'une course-poursuite entre des militants d'IK et des agents de la Police des Airs et des Frontières, la militante Maddi Heguy et le policier Roger Latasa sont tués, écrasés par un train.

- 6 juillet 1987 : mort de Christophe Istèque, par l'explosion d'une bombe qu'il allait poser ; Patrick Lembeye est grièvement blessé. Incarcération de Jean-Marc Abadie et de Philippe Lescourgues.
- 17 juillet 1987 : IK est dissous par un décret gouvernemental selon la loi du 10 janvier 1936 sur les groupes de combat et milices privées.
- août 1987 : mort d'un gendarme à Biscarrosse (Landes), Filipe Bidart et Lucienne Fourcade, militants d'IK, sont en fuite. Filipe Bidart devient « ennemi public n°1 » et sa traque s'intensifie. Nouvelle arrestation de Gabi Mouesca, en compagnie d'Henri Perez, dans les Hautes-Pyrénées.
- septembre 1987 : incarcération de Xabi Labéguerie.
- novembre 1987 : arrestation de Michel Lavie.
- décembre 1987 : incarcération de Daniel Crouspeyre et Odile Faltxa.
- actions en 1987 : gendarmeries d'Espelette, Ustaritz et Bayonne-Marracq, syndicat d'initiative de Saint-Palais ; véhicule d'un indicateur de police à Hasparren, et celui d'un gendarme à Mauléon ; perception de Cambo-les-Bains et Iholdy. IK revendique aussi l'action contre Jean Gurruchaga (deux balles dans le genou).
- 20 février 1988 : arrestation de Filipe Bidart et quatre autres militants d'IK, dont Ttote Etxebeste, grièvement blessé par une balle de la gendarmerie, lors de son interpellation.
- avril 1988 : libération de Xan Ansalas.
- août 1988 : libération de Michel Lavie.
- novembre 1988 : attentat contre le comité de tourisme de Biarritz.
- fin 1988 : arrestation de Lucienne Fourcade.
- mars 1989 : arrestations de Xan Coscarat, militant politique d'EMA et membre de l'équipe de l'hebdomadaire Ekaitza.
- mai 1989 : procès de Gabriel « Babi » Bidart, condamné à 3 ans d'emprisonnement avec sursis.
- 12 juin 1989 : libération de Ttote Etcheveste, ensuite hospitalisé à la Salpêtrière.
- juillet 1989 : procès de Ttote Etcheveste, 5 ans d'emprisonnement dont 2 avec sursis.
- 6 décembre 1989 : incarcération de Xan Ansalas et Daniel Harotzaren (militants EMA), inculpés dans le cadre de la conférence de presse clandestine d'Iparretarrak en novembre 1989.
- événements 1989 : procès à Paris de Michel Lavie, condamné à 18 mois d'emprisonnement, dont 12 avec sursis ; procès d'Odile Faltxa (2 ans dont 1 an avec sursis), Daniel Crouspeyre (2 ans dont 1 an avec sursis), Patrick Lembeye (5 ans) et Filipe Lesourgues (5 ans).
- actions 1989 - IK revendique : hôtel des impôts de Bayonne, cantonnement de gendarmerie de l'autoroute de Maignon ; plasticage de la voie ferrée à Biarritz lors de la venue de Pierre Joxe, ministre de la Justice le 30 juin ; incendie des locaux de l'antenne bayonnaise de la DDE.
- 3 mars 1991 : attentat d'IK contre l'agence EDF-GDF d'Orthez (64)
- 28 avril 1997 : attentat d'IK contre l'immeuble des douanes à Saint-Jean-Pied-de-Port (64).
- 29 mai 1997 : attentat contre le Mac Donald's de Saint-Jean-de-Luz. Le communiqué de revendication comportait notamment ce commentaire : « Si Mme Alliot-Marie pense qu'un Mac Donald's est un exemple de développement économique, c'est que ses capacités à résoudre le chômage sont nulles. Quant au PS, s'il approuve les conditions de travail de ces établissements, qu'il le dise. »
- 1998 : après la signature des accords de Lizarra-Garazi, IK déclare une trêve pour ne pas compromettre les négociations.

- avril 2000 : IK reprend la lutte armée et revendique, auprès de l'AFP de Bayonne, un attentat à la bonbonne de gaz perpétré contre le bâtiment de l'ancienne gendarmerie de Lekunberri (64), mettant fin à une trêve de 18 mois observée depuis les accords de Lizarra (1998). Par la même occasion, IK revendique aussi la bonbonne de gaz et le dispositif de mise à feu découverte intacte devant un centre « Pierre et vacances » en construction, sur la commune d'Arcangues (10 km de Bayonne).

2. Chronologie d'un territoire

2.1 HEGOALDE

- 1959-1960 : ouverture des trois premières *Ikastolas* en Guipúzcoa, accueillant soixante élèves (Casanova, 2007, p. 33).
- mai 1960 : 339 prêtres publient une lettre dénonçant l'oppression du peuple basque (Casanova, 2007, p. 18).
- 1961 : le gouvernement lance la campagne « 25 ans de paix » pour célébrer l'anniversaire du soulèvement militaire contre la République.
- 27 juin 1960 : une bombe déposée à la consigne de la station Amara de San Sébastien explose et tue Begoña Urroz, âgée de 22 mois. L'attentat a longtemps considéré comme ayant provoqué la première victime d'ETA mais il est le fait du DRIL^{medix}.
- début 1962 : une grève à la CAF de Beasain entraîne une série de grèves et de conflits du travail qui se propagent en Guipúzcoa puis en Biscaye.
- 7 avril 1962 : une grève générale est déclarée dans les mines des Asturies, provoquant des mobilisations de solidarité dans l'industrie biscayenne.
- mai 1962 : le mouvement atteindra son apogée avec des journées où 40 000 travailleurs font grève (Casanova, 2007, p. 20). Dans cette période d'état d'urgence, 300 personnes sont arrêtées pour avoir participé aux manifestations, dont 80 emprisonnées et 30 autres bannies.
- 1963 : publication de *Vasconia*, rédigé par Federico Krutwig, sous le pseudonyme de Fernando Sarraill de Ihartza.
- 1965 : arrestation de Kristiane Etxaluz près d'Elizondo, exilée, militante d'*Enbata*, soupçonnée de collaborer avec ETA.
- 1966 : le gouvernement espagnol prend la décision d'encercler avec un dispositif policier les villes et villages du Pays basque où se déroulent des événements politiques.
- 10 avril 1966 : lors de l'*Aberri Eguna* organisée à Irún-Hendaye la police tire à balles réelles, blessant au moins deux personnes (Casanova, 2007, p. 46).
- fin 1966 : grève à l'entreprise Laminación de Bandas, à Etxebarri. La direction de l'entreprise licencie les 564 grévistes et les remplace par des briseurs de grève engagés par l'État espagnol (Casanova, 2007, p. 56). La police harcèle les dirigeants du mouvement social qui s'étend à d'autres entreprises.
- 22 avril 1967 : l'état d'urgence est déclaré en Biscaye. Des centaines d'arrestations ont eu lieu au sein du mouvement ouvrier.
- avril 1968 : EGI place un puissant explosif sur le parcours du tour d'Espagne à vélo, sponsorisé par *El Correo Español*, aux étapes navarraises (Casanova, 2007, p. 60). La course est suspendue. Cette action d'EGI est suivie d'une autre action similaire.
- avril 1968 : l'*Aberri Eguna* à San Sébastien est le lieu de vives tensions (Nuñez, 1993b, p. 104-106).
- 2 août 1968 : exécution de Melitón Manzanás (« Operación Sagarra ») par ETA à Irún. Il était chef de la Brigade politico-sociale de Guipúzcoa, ancien collaborateur de la Gestapo durant la seconde guerre mondiale et tortionnaire notoire des opposants au régime franquiste.
- 3 août-novembre 1968 : l'état d'urgence est déclaré en Guipúzcoa. Les articles 14-15, 18 du *Fuero de los Españoles* sont suspendus ainsi qu'une grande partie des droits civils. Des tribunaux militaires sont déclarés compétents pour juger de délits civils. Une procédure accélérée permet à ces tribunaux de juger les crimes attribués à des organisations armées. Une vague d'arrestation massive commence dans l'ensemble du Pays basque. La torture est pratiquée.
- 24 janvier 1969 : l'état d'urgence est étendu à l'ensemble de l'Espagne. Il s'étend jusqu'au 22 mars 1969.

octobre 1969 : lors de manifestations contre la pollution de l'air à Erandio (Biscaye), deux citoyens, Jesús María Munueta et Antonio Fernández, sont abattus par la police. Ce sont les premières victimes mortelles de la répression des mouvements sociaux au Pays basque (Casanova, 2007, p. 69).

26 avril 1970 : *Aberri Eguna* à Guernica.

3 décembre 1970 : procès de Burgos où sont jugés et condamnés à mort 16 membres d'ETA.

décembre 1970 : larges mouvements de protestation en Guipúzcoa, Biscaye ainsi qu'en Iparralde et dans nombre de capitales européennes contre les condamnations prononcées à l'issue du procès de Burgos.

4 décembre 1970 : l'état d'urgence est déclaré en Guipúzcoa pour trois mois.

8 décembre 1970 : un policier en civil tue le jeune Roberto Perez à Eibar au milieu d'une journée de grève générale dans la ville (Casanova, 2007, p. 77).

1971 : les forces de répression espagnoles développent la politique du « tirer pour tuer » (Nuñez, 1993, p. 108).

avril 1972 : adoption du « *Plan Udaberri* » par l'Espagne en collaboration avec la France.

9 juin 1973 : Carrero est nommé président du gouvernement.

20 décembre 1973 : attentat contre Carrero Blanco.

décembre 1973 : l'état d'urgence est déclaré au Pays basque.

février 1974 : le successeur de Carrero Blanco, Arias Navarro, lance un programme d'ouverture politique communément appelé « esprit du 12 février ».

août 1974 : première assemblée constitutive de LAIA (*Langileen Alderdi Iraultzaile Abertzalea - Partido Abertzale Revolucionario de los trabajadores*).

25 avril 1975 : le gouvernement déclare l'état d'urgence en Biscaye et en Guipúzcoa pour trois mois. Les arrestations sont massives (environ 4 000 personnes pour la plupart torturées)^{mc dx}. Six personnes ont été tuées par des tirs de police durant cette période : un militant d'ETA, deux collaborateurs de l'organisation et trois personnes sans lien avec l'activité armée. L'état d'urgence prend fin avec la loi de « prévention contre le terrorisme » qui autorise l'utilisation de moyens spéciaux : arrestations, tortures, exécutions sur les barrages d'autoroutes ou durant les manifestations publiques.

1975 : arrestation de 4 625 personnes, 628 sont envoyées en prison, l'ensemble étant condamné à 3 500 ans de prison (Casanova, 2007). Début de la guerre sale par l'extrême droite.

mai-juin 1975 : actions indiscriminées des forces de sécurité contre la population. À Ondarroa et Plentzia, deux citoyens sont abattus par des policiers (Casanova, 2007, p. 116). En mai 1975, un citoyen allemand est abattu lors d'un barrage routier à San Sébastian (Casanova, 2007, p. 116).

1^{er} mai 1975 : la restructuration des COA (*Comisiones de Obreros Abertzales*) conduit à l'émergence du syndicat LAB (*Langile Abertzaleen Batzordeak*).

mai 1975 : premières réunions entre EAS, HAS, LAIA, ETA-pm et ETA-m, ainsi qu'ELI au siège de HAS en Iparralde.

juin 1975-fin 1976 : la « guerre sale » donne lieu à 150 attentats d'extrême droite (Casanova, 2007, p. 132).

1^{er} août 1975 : l'alternative KAS est présentée publiquement et définie comme « coordinatrice permanente de l'action, qui sera en même temps une table de débat ».

26 août 1975 : deux jours avant le second procès de Burgos, 350 prisonniers politiques basques en Espagne entament une grève de la faim qui durera trois semaines.

28 août 1975 : procès de Burgos. Parallèlement, commence une grève générale. Des centaines de manifestations ont eu lieu dans presque toutes les villes du Pays basque. Affrontements avec la police. Plus de 1000 personnes sont arrêtées et plus de 1000 personnes sont licenciées pour avoir participé à la grève générale.

- 31 août 1975 : le militant du MCE Jesús García Ripalda est tué à bout portant par la police lors d'une manifestation à San Sébastian (Casanova, 2007, p. 118).
- 27 septembre 1975 : exécution à l'issue du deuxième procès de Burgos en 1975 de Jon Paredes dit « Txiki » et Angel Otaegi ainsi que des trois membres du Front Révolutionnaire Antifasciste et Patriote (FRAP), José Luis Sánchez-Bravo Sollas, José Humberto Baena Alonso et Ramón García Sanz.
- 29-30 septembre 1975 : grève générale au Pays basque. Des sanctions commerciales et diplomatiques sont prises contre l'Espagne par l'Union européenne.
- 1^{er} octobre 1975 : naissance des GRAPO (*Grupos de resistencia antifascista primero de octubre* - Groupes de résistance antifasciste du premier octobre).
- 2 octobre 1975 : journée internationale de boycott des produits espagnols (Casanova, 2007, p. 119).
- octobre 1975 : EAS et HAS fusionnent pour former le parti EHAS, parti abertzale et socialiste, présidé par Santi Brouard.
- 20 novembre 1975 : mort de Franco.
- 25 novembre 1975 : grâce prononcée par le roi Juan Carlos de Bourbon au moment de sa réinstitution sur le trône^{mcxdi}. Elle concerne les prisonniers mais comporte de larges exclusions^{mcdxii}.
- 1975 : début des activités du groupe ATE (Anti-Terrorisme ETA).
- 1976 : début des activités du Bataillon Basque Espagnol (BVE) et des GAL (Groupes Anti-terroristes de Libération). Rencontre entre Manuel Fraga, ministre du Gouvernement, et son homologue français, Michel Poniatowski, ministre de l'Intérieur relative à la coopération antiterroriste entre les deux pays.
- 3 mars 1976 : grève générale en Gasteiz où cinq ouvriers sont tués par la police. Des civils sont également tués par la police lors des manifestations de protestation contre ces décès.
- 8 mars 1976 : à la suite des événements du 3 mars, une grève générale est déclarée. Un jeune homme meurt à Basauri sous les balles de la police (Casanova, 2007, p. 126).
- mai 1976 : trois mercenaires sont arrêtés à Miarritze (Casanova, 2007, p. 133). Lors de leur procès en novembre 1976, ils avouent que leur objectif était de kidnapper Argala ou Txomin Iturbe pour les remettre à la police espagnole.
- 1^{er} juin 1976 : les *Gestoras pro-Amnistía* (organisations pro-amnistie) sont présentées publiquement comme coordination des quatre *Gestoras* provinciales d'Hegoalde. Cette déclaration ouvre le début d'une lutte pour l'amnistie totale des opposants à la dictature.
- juin 1976 : création d'ESB (*Euskal Sozialisten Biltzarra - Asamblea de los Socialistas Vascos*), parti dirigé par Txillardegui et composé d'anciens militants de l'ELA ainsi que d'autres militants abertzales d'orientation socialiste non marxiste.
- juillet 1976 : création d'EIA (*Euskao Iraultzale Alderdia* - Parti Révolutionnaire Basque) à la suite de la réunion de préparation de la VIIe assemblée d'ETA-pm.
- 30 août 1976 : KAS présente lors d'une conférence de presse les sept points de son alternative (Casanova, 2007, p. 134 ; voir *Zutik*, n° 67, p. 11-12).
- 8 septembre 1976 : Jesús Mari Zabala est tué à Hondarribia (Casanova, 2007, p. 136). La garde civile argumente du fait qu'il portait l'*ikurriña*. Il s'agit du troisième mort qui les manifestations de l'été et leur répression par la police et les paramilitaires, après la mort de Normí Mentxaka à Santurtzi et d'Alberto Soliño à Eibar. Une grève générale est déclenchée.
- 27 septembre 1976 : les *Gestoras Pro-Amnistía* et dix-huit autres organisations politiques appellent à une grève générale à l'occasion du premier anniversaire de l'exécution de Txiki et Otaegi et demandent l'amnistie. Le même jour, une personne est abattue par la police à Laudio (Casanova, 2007, p. 137).
- 28 novembre 1976 : un garde civil en civil, aidé d'autres agents, tue deux clients dans une discothèque de Doneztebe (Casanova, 2007, p. 137).

15 décembre 1976 : referendum en Espagne sur le projet de réforme politique (« ¿Aprueba el Proyecto de Ley para la Reforma Política? »).

30 décembre 1976 : abolition des Tribunaux de l'Ordre Public (TOP) par décret-loi.

fin 1976 : 158 prisonniers politiques basques sont toujours en prison (Casanova, 2007, p. 137).

1977 : très forte répression des manifestations réclamant l'amnistie des prisonniers politiques.

début 1977 : l'*ikurriña* est légalisée.

janvier 1977 : les bureaux de la rédaction de la revue *Berriak* de San Sébastian sont détruits par un incendie criminel revendiqué par le commando Benito Mussolini^{mcdxiii}.

janvier 1977 : l'extrême droite attaque un cabinet d'avocats du travail proche du PCE dans la Calle de Atocha à Madrid (Casanova, 2007, p. 140).

26 février 1977 : début de la semaine pro-amnistie.

11 mars 1977 : une nouvelle grâce est décrétée. En sont exclus les prisonniers ayant commis des crimes de sang, ceux dont la condamnation à mort a été commuée en peine de prison, y compris lors du procès de Burgos.

3 avril 1977 : création d'EIA (*Euskal Iraultzarako Alderdia*).

8-15 mai 1977 : nouvelle semaine pro-amnistie. Au cours des manifestations organisées par *Gestoras Pro-Amnistía*, sept personnes sont tuées par la police (Casanova, 2007, p. 143).

15 juin 1977 : premières élections après la dictature.

10 juillet 1977 : « Marche pour la liberté » qui rassemble des manifestants ayant marché pendant trois semaines à travers le Pays basque. Elle converge vers Pampelune le 28 août et demande un Statut d'Autonomie pour le Pays basque ainsi que l'amnistie générale de tous les prisonniers politiques. Telesforo Monzón est à l'origine de cet événement (Casanova, 2007, p. 147).

8 septembre 1977 : une double manifestation est organisée à San Sébastian avec d'un côté les partisans d'un Statut d'Autonomie pour le Pays basque et de l'autre, plusieurs centaines de personnes commémorant l'assassinat de Josu Zabala par la garde civile. Les premiers réclament l'amnistie, le Statut d'Autonomie et la légalisation des partis.

20 septembre 1977 : explosion d'une bombe à la rédaction de la revue *El Papus* à Barcelone^{mcdxiv}. L'attentat est revendiqué par la Triple A.

29 septembre 1977 : sortie du premier numéro d'*Egin* (le terme signifiant : agir, faire).

5 octobre 1977 : explosion d'une bombe à Pampelune qui détruit les locaux de la revue *Punto y Hora de Euskal Herria*^{mcdxv}. L'attentat est revendiqué par la Triple A et le jeune Bataillon de Navarre.

15 octobre 1977 : promulgation de la loi d'amnistie des prisonniers politiques (Ley de Amnistía 46/1977)^{mcdxvi}. La *Ley de Amnistía* 46/1977 concerne tous les crimes et délits politiques commis avant le 15 décembre 1976 (article I, a) ainsi que d'autres plus tardifs liés « au rétablissement des libertés publiques ou à la revendication des autonomies », lorsqu'il n'y a pas eu de « violence grave contre la vie ou l'intégrité des personnes », écartant ainsi les auteurs de crime de sang ou d'atteinte à l'intégrité physique d'autrui et par conséquent une grande partie des prisonniers d'ETA (article I, c).

octobre 1977 : signature des « Pactes de la Moncloa » l'UCD, le PSOE, le PCE, l'AP, le PNV, le CCOO et d'autres partis.

24 octobre 1977 : se tiennent les Tables d'Altsasu, composées des organisations KAS, LAIA et HASI et des organisations indépendantes ANV, ESB et EIA. Les signataires s'engagent à lutter pour « la construction du socialisme dans une *Euskadi* libre, réunifiée et bascophone » (Casanova, 2007, p. 150).

30 décembre 1977 : approbation par le Conseil des Ministres du statut de pré-autonomie pour les provinces d'Hegoalde à l'exception de la Navarre.

30 janvier 1978 : redéfinition et publication d'une nouvelle version de l'alternative KAS autour de cinq points (amnistie pour tous les prisonniers politiques basques en Espagne ; légalisation

de tous les partis politiques y compris indépendantistes ; expulsion du Pays basque des forces policières et militaires de l'État espagnol ; amélioration des conditions de vie et de travail des classes populaires, et satisfaction immédiate des revendications en matière socioéconomique exprimées par leurs organismes représentatifs ; un Statut d'Autonomie accru^{mcdxvii}.

1978 : très nombreuses manifestations contre la construction de la centrale nucléaire de Lemoiz. La répression est toujours très importante. Celle-ci provoque une grève générale en Guipúzcoa et Navarre réclamant le retrait des forces de police nationale du Pays basque.

17 mars 1978 : célébration de la première Aberri Eguna légale. 200.000 personnes se rassemblent dans les quatre capitales d'Hegoalde.

27 avril 1978 : les « Tables d'Alsasua/Altsasu » débouchent sur la création de la coalition politique *Herri Batasuna* (Unité Populaire). La coalition se définit comme abertzale/patriote, de gauche et socialiste. Elle réunit ESB, EAE-ANV, le Parti Populaire pour la Révolution Socialiste (HASI) et le Parti des Travailleurs Révolutionnaires (LAIA - *Langile Abertzale Iraultzaileen Alderdia*), la majorité des maires indépendants et d'autres citoyens.

juin 1978 : deux personnes seront abattues à deux postes de contrôle à Apatamonasterio et Sestao (Casanova, 2007, p. 162).

1978 : création du syndicat LAB (*Langile abertzaleen batzordeak*), syndicat des travailleurs du Pays basque.

8 juillet 1978 : aux fêtes de Pampelune, la police tire sur des spectateurs. Germán Rodríguez, militant de LKI, est tué^{mcdxviii}.

11 juillet 1978 : à la suite de la répression menée à Pampelune une grève générale est déclenchée dans la ville.

11 juillet 1978 : Joseba Barandiaran est tué par la police à San Sébastian (Casanova, 2007, p. 162).

12 juillet 1978 : la grève générale s'étend à toute l'Hegoalde.

12 juillet 1978 : actions de pillage par la police à Rentería (Casanova, 2007, p. 162).

21 juillet 1978 : la nouvelle constitution est votée par le Congrès.

27 juillet 1978 : approbation à une large majorité par le congrès d'une loi sur la police (nouvelle loi antiterroriste) qui entrera en vigueur le 8 décembre 1978^{mcdxix}.

novembre 1978 : rébellion dans la caserne de Basauri (Casanova, 2007, p. 170).

décembre 1978 : avec l'assassinat d'*Argala* commence la « guerre du nord » mise en place par Madrid et qui implique l'Anti-Terrorisme ETA (ATE), l'Alianza Apostólica Anticomunista (AAA) ou Triple A, l'Acción Nacional Española (ANE), le Bataillon Basque Espagnol (BVE), les Grupos Armados Españoles (GAE) ainsi que la garde civile et la police espagnoles. Commence également la déportation des réfugiés basques espagnols par les autorités françaises.

6 décembre 1978 : referendum sur la Constitution.

29 décembre 1978 : présentation au gouvernement de Madrid de l'avant-projet sur le Statut d'Autonomie du Pays basque. En sont écartées les revendications relatives à la langue, à la territorialité et aux forces de l'ordre formulées par KAS et HB^{mcdxx}.

3 février 1979 : lors d'une manifestation pour les réfugiés à Gasteiz, la quasi-totalité de la direction de HB est arrêtée et emprisonnée (Casanova, 2007, p. 172). Tous sont libérés peu de temps après, à l'exception de Telesforo Monzón qui le restât jusqu'à son élection comme député.

1^{er} mars 1979 : élections générales.

3 avril 1979 : élections municipales. HB apparaît aux élections comme la seconde force politique indépendantiste après le PNV. ETA soutient la « politique d'abstention » menée par HB (voir *ETA ante las elecciones*, 6 février 1979)^{mcdxxi}.

avril 1979 : le général Ibáñez Freiré, un ancien combattant nazi, est nommé ministre de l'Intérieur (Casanova, 2007, p. 181).

6 mai 1979 : création de l'organisation de jeunesse *Jarraí* (« Suivre ») à Leioa (Biscaye). En 2007, l'Audience Nationale estime que *Jarraí* fait partie d'ETA du fait du « recrutement de nouveaux membres et la formation au maniement d'explosifs »^{mcdxxii}.

mai 1979 : un jeune homme a été tué à Andoain par la Triple A (Casanova, 2007, p. 174).

3 juin 1979 : une jeune femme, Gladys del Estal, est tuée par la garde civile à Tudela alors qu'elle participait à une manifestation anti-nucléaire (Casanova, 2007, p. 174)^{mcdxxiii}. Le meurtre déclenche une grève générale au Pays basque, marquée par des incidents au cours desquels plusieurs personnes ont été abattues. Le 6 juin, ETA-pm séquestre le délégué de l'industrie en Navarre, Ignacio Astiz, en repréailles.

22 juin 1979 : une personne est tuée à un poste de contrôle à Basauri (Casanova, 2007, p. 174).

26 juin 1979 : arrestation de la directrice du journal *Egin*, Mirentxu Purroy Ferrer, déjà incarcérée en décembre 1977 pour avoir publié un communiqué d'ETA (« El truco de la bandera ») dans la revue *Punto y Hora*^{mcdxxiv}. Elle est libérée deux jours plus tard.

29 juin 1979 : une femme meurt renversée à Rentería par une jeep de police intervenant dans une manifestation (Casanova, 2007, p. 174).

17 août 1979 : le livre *Euskadi: la paz es posible* est saisi (Casanova, 2007, p. 176).

septembre 1979 : le secrétaire général de l'ANV et un dirigeant de HASI sont arrêtés (Casanova, 2007, p. 176).

septembre 1979 : attentat manqué contre Juanjo Uria, maire d'Hernani et membre d'HB (voir Makazaga, 2015).

début septembre 1979 : Iñaki Kijera est tué par la police à San Sébastian (Casanova, 2007, p. 176). Une grève générale est déclenchée le lendemain de sa mort. La police tire à balles réelles.

28 septembre 1979 : Tomás Alba Irazusta, conseiller municipal HB de San Sébastian est tué par des paramilitaires à Astigarraga^{mcdxxv}. L'action intervient cinq jours après l'exécution du général de brigade Lorenzo González Valles à San Sébastian.

4 octobre 1979 : HB se voit refuser la possibilité d'utiliser les créneaux télévisés pour la campagne sur le Statut d'Autonomie du Pays basque (Casanova, 2007, p. 176).

19 octobre 1979 : le livre *Los vascos. De la nación al Estado* est saisi (Casanova, 2007, p. 176).

25 octobre 1979 : referendum sur le Statut d'Autonomie du Pays basque (dit Statut de Guernica) où le oui l'emporte avec 53,1 % des voix. Le PNV passe un accord avec le gouvernement central (« El abrazo de la Moncloa ») dénoncé par ETA-m (voir *Communiqué d'ETA au Peuple Basque*, 30 juillet 1979). Autre source : participation de 59,77 % et approbation à 90,29 % des votes^{mcdxxvi}.

11 novembre 1979 : le maire HB d'Etxarri-Aranaz (Navarre) Mikel Arregi est tué par la garde civile à un barrage de police^{mcdxxvii}.

29 novembre 1979 : le congrès approuve les projets relatifs au Statut d'Autonomie du Pays basque et de la Catalogne.

22 décembre 1979 : publication au journal officiel (BOE) de la loi organique 3/1979 du 18 décembre sur le Statut d'Autonomie du Pays basque.

fin 1979 : plusieurs viols sont commis sur des femmes basques dont les auteurs sont soit les forces de l'ordre soit des groupes paramilitaires (Casanova, 2007, p. 182 ; *Deia*, 15/01/1980 ; *Egin*, 15/01/1980).

1980 : commence avec les années 1980 une nouvelle stratégie répressive consistant à couper ETA de tous les mouvements sociaux et à criminaliser toute la gauche abertzale. Des représentants et sympathisants d'HB sont tués. Des adolescentes sont enlevées par la garde civile. Les groupes paramilitaires sont à l'origine d'attaques indiscriminées contre la population basque. L'application de la loi antiterroriste conduit à l'arrestation de 2.140 personnes c'est-à-dire quatre fois plus qu'en 1979.

- 9 janvier 1980 : Ana Tere Barrueta (jeune basque de 19 ans) est violée et tuée à Loiu par des paramilitaires des Groupes Anti-Terroristes Espagnols (GAE) (Casanova, 2007, p. 182)^{mcdxxviii}.
- 20 janvier 1980 : attentat à la bombe commandité par le Bataillon Basque Espagnol (BVE) contre le bar abertzale Aldana à Alonsotegi. Quatre clients sont tués (Casanova, 2007, p. 183).
- fin janvier 1980 : le PSOE propose la création d'un « front de Paix » pour faire face à ETA en isolant HB (Casanova, 2007, p. 183).
- 1^{er} février 1980 : le général José Antonio Sáenz de Santamaría est nommé délégué spécial au Pays basque, avec les pleins pouvoirs de police (Casanova, 2007, p. 183). Il fut l'un des principaux responsables des forces de répression du régime franquiste (en tant que chef d'État-Major de la Garde civile) et exerça jusqu'en 1997 au sein des FSE.
- 2 février 1980 : le BVE tue à Elgoibar le militant américain José Miguel Zubíkarai et à Madrid l'étudiante basque affiliée au PST, Yolanda González (Casanova, 2007, p. 183).
- 6 février 1980 : sont envoyées au Pays basque les nouvelles forces spéciales de police, l'UAR (Unité Antiterroriste Rurale) de la garde civile, unité ayant des fonctions d'occupation militaire dans les zones rurales, et le GEO (Groupes d'Opérations Spéciales), groupe d'assaut de la police nationale. Des véhicules blindés sont également envoyés au Pays basque pour patrouiller dans les rues et sur les autoroutes.
- 8 mai 1980 : María José Bravo (jeune basque de 16 ans) est violée et tuée à San Sébastien par des membres du groupe paramilitaire BVE (Casanova, 2007, p. 182)^{mcdxxix}.
- 14 juin 1980 : une descente de police à l'intérieur de la prison de Soria se termine avec des dizaines de prisonniers basques blessés, dont huit gravement (Casanova, 2007, p. 185).
- 23 juillet 1980 : attentat à la bombe dans la crèche Iturriaga de Bilbao où travaille la compagne du conseiller municipal HB de Zeberio, Antton Artiñano^{mcdxxx}. L'attentat est attribué au Bataillon Basque Espagnol. Trois personnes sont tuées.
- 30 août 1980 : Angel Etxaniz (HB) est tué par un groupe paramilitaire à Omdarru.
- 23 novembre 1980 : fusillade par trois mercenaires dans un bar d'Hendaye (Lapurdi) par un commando du Bataillon Basque Espagnol, où sont tués José Camio et Jean Pierre Haramendi^{mcdxxxi}. Le bar est fréquenté par des réfugiés basques mais les victimes ne sont pas des réfugiés.
- 1981-1982 : approfondissement de la politique antiterroriste espagnole avec la création de deux mandats : MULA (*Mando Unificado de la Lucha Antiterrorista*) et MULC (*Mando Único para la Lucha Contraterrorista*) à la suite d'un accord entre le roi Juan Carlos I et le chef de l'armée espagnole. L'état d'urgence est approuvé par le Congrès.
- 1981 : émergence d'*Iraultza* (« Révolution »), organisation armée dont l'objectif est de soutenir les mouvements sociaux dans une perspective socialiste révolutionnaire (Casanova, 2007, p. 207).
- 1981 : Lemoiz est déclarée « zone de sécurité militaire » par le capitaine général de l'armée Tejero.
- janvier 1981 : assemblée où une nouvelle phase de lutte contre la centrale est déclarée avec pour slogan : « Lemoiz apurtu » (Démolition de Lemoniz) et non plus « Lemoiz Gelditu ! » (Arrêtez Lemoniz) (voir les *Resoluciones adoptadas por la Asamblea Comités Antinucleares de Euskadi*).
- 29 janvier 1981 : Adolfo Suárez présente sa démission du gouvernement.
- 4 février 1981 : le roi d'Espagne Juan Carlos I visite le Pays basque et prononce un discours devant le gouvernement régional basque récemment formé, à l'assemblée (*casa de juntas*) de Guernica. Son discours est accueilli par le chant des combattants basques « Eusko Gudariak » entonné par les membres d'HB et LAIA.
- 23 février 1981 : coup d'État avorté (dit 23-F) mené par le lieutenant-colonel Antonio Tejero, soutien du régime franquiste. À la suite du coup d'État, la législation antiterroriste est étendue

(Casanova, 2007, p. 192). Le MULC (Commandement unique de lutte contre le terrorisme) est renforcé, l'armée y prenant plus de place. Le MULC rassemble tous les secteurs de la lutte anti-ETA. Le commissaire franquiste Manuel Ballesteros, impliqué dans de nombreux cas de torture et de guerre sale, en prend la direction.

mars 1981 : les élus d'Herri Batasuna qui ont protesté contre la visite du roi à la Casa de Juntas à Guernica sont arrêtés.

mars 1981 : José Luis Fernández Dopico, ancien officier franquiste, est nommé directeur des forces de police.

mars 1981 : l'armée reçoit la mission d'intervenir au Pays basque pour la surveillance des frontières (Casanova, 2007, p. 192). Des compagnies d'opérations spéciales sont déployées dans les zones montagneuses de la frontière tandis que sept patrouilleurs seront chargés de surveiller les côtes.

5 mars 1981 : arrestation d'Ignacio Iturbide et de Ladislao Zabala, qui met un terme à l'existence du BVE.

9 mars 1981 : la police tente d'intercepter le cercueil Telesforo Monzón pour empêcher tout hommage, lors de ses funérailles (Casanova, 2007, p. 195).

17 mars 1981 : tentative d'attentat à Hendaye contre Mikel Lujua, considéré comme ayant des responsabilités dans ETA.

21 mars 1981 : attentat à Saint-Jean-de-Luz contre Eugenio Etxebeste, dit *Antxon*. Il en sort blessé. Figure dans le commando un ancien fonctionnaire de la Direction Générale de la Sécurité madrilène, Vladimir Vit. Murió.

fin mars 1981 : la police tente d'intercepter le cercueil du militant d'ETA José Manuel Aristimuño empêcher tout hommage, lors de ses funérailles (Casanova, 2007, p. 195).

9 mai 1981 : Juan José Rosón Pérez, ministre de l'Intérieur, demande l'arrestation de toutes les personnalités publiques d'Herri Batasuna.

8-9 mai 1981 : 25 personnalités politiques d'HB sont arrêtées en Navarre, 18 en Guipúzcoa, 9 en Biscaye, 11 en Araba. Sont également arrêtées les personnes ayant pris part à la conférence de presse informant les médias des arrestations : Francisco Letamendia, Periko Solabarria, Jon Idígoras, Mikel Arizaleta, José Luis Cereceda et Karmel Etxebarria^{mc dxxxii}. Les prisonniers d'ETA-m et des CAA sont déplacés de la prison de Carabanchel à celle de Puerto de Santa María, dans le sud de l'Andalousie. Des arrestations de membres d'HB auront lieu jusqu'en 1994.

29 octobre 1981 : la proposition de Calvo Sotelo de demander l'entrée de l'Espagne dans l'OTAN est approuvée par le Congrès espagnol. Il s'agit d'une étape fondamentale dans la coopération internationale contre le « terrorisme basque ». Le 30 mai 1982, l'adhésion de l'Espagne à l'OTAN est officialisée.

décembre 1981 : 26 prisonniers poli-milis sont transférés à Langraitz (Nanclares de la Oca) alors que les prisonniers d'ETA et des CCA sont toujours soumis à des mesures d'éloignement (Casanova, 2007, p. 196).

1981-1982 : dans les douze mois qui ont suivi le coup d'État du 23-F, 7 000 arrestations ont été effectuées au Pays basque, dont 800 en vertu de la loi antiterroriste (Casanova, 2007, p. 205).

1982 : le modèle d'autonomie proposée après la mort de Franco est mis en place en Hegoalde, à l'exception de la Navarre.

mars 1982 : le Parlement de Navarre approuve la loi organique dite de réintégration et d'amélioration du régime foral de Navarre. Elle n'est pas soumise à l'approbation de la société navarraise.

12 mars 1982 : referendum sur le maintien de l'État espagnol dans l'OTAN.

19 mars 1982 : création du parti *Euskadiko Ezkerra-Izquierda Por el Socialismo* et célébration de son congrès.

- 26 mars 1982 : Enrique Cuesta Jiménez, représentant provincial de l'entreprise Telefónica à San Sébastien est exécuté par les CAA^{mcdxxxiii}.
- 29 mars 1982 : Esteban Muruetagoiena meurt d'une crise cardiaque trois jours après avoir été torturé pendant neuf jours dans un commissariat de police (Casanova, 2007, p. 205).
- juin 1982 : approbation de l'*Amejoramiento del Fuero* (Statut d'autonomie) de la Navarre (Casanova, 2007, p. 202).
- 30 juillet 1982 : la *Ley Orgánica de Armonización del Proceso Autonómico* (LOAPA) est approuvée à la suite d'un accord entre le PSOE et l'UCD.
- 1^{er} octobre 1982 : au lendemain de la dissolution d'ETA-pm, neuf attaques à l'explosif sont commises contre des agences pour l'emploi et des institutions bancaires au Pays basque et en Navarre^{mcdxxxiv}. Aucune victime n'est à déplorer. Les attaques ont eu lieu contre les bureaux du Banco de Vizcaya à Pampelune et Mondragón, du Banco de Santander à Mondragón et Lazcano, du Banco de Guipúzcoa à Beasaín, et de quatre bureaux pour l'emploi dans le quartier de Recaldeberri, Sestao, Baracaldo et un autre quartier de Bilbao, San Ignacio. Le groupe *Irautza*, dont l'action s'inscrit « dans le cadre de la lutte contre la répression patronale », a revendiqué la responsabilité des attaques contre les agences pour l'emploi. Au 2 octobre les actions contre les succursales bancaires n'ont pas été revendiquées.
- 16 octobre 1982 : à deux barrages routiers à Gasteiz et Lasarte, la police mitraille et tue trois citoyens basques (Casanova, 2007, p. 203).
- 26 octobre 1982 : la police autonome basque (*Ertzaintza*) entre en service, en application du Statut d'Autonomie du Pays basque adopté en 1979.
- 28 octobre 1982 : Felipe González est élu président du gouvernement d'Espagne.
- 23 novembre 1982 : mise sous séquestre ordonnée par décision judiciaire d'un numéro du journal *Egin* (Casanova, 2007, p. 204)^{mcdxxxv}.
- décembre 1982 : passage à tabac de prisonniers basques dans la prison d'Alcalá (Casanova, 2007, p. 204).
- Fin 1982 : organisation de la « Table pour la paix » à laquelle participent le PNV, le PSOE et Herri Batasuna. Cinq points sont inscrits à l'ordre du jour de la négociation.
- février 1983 : mise en place du plan ZEN (*Zona Especial Norte*) pour lutter contre le terrorisme basque. Il prévoit au « niveau social », la mise en place d'une « propagande noire indispensable pour délégitimer le mouvement *abertzale* aux yeux de la population »^{mcdxxxvi}.
- mars 1983 : à l'occasion d'une réunion de l'OTAN, le gouvernement de Felipe Gonzalez demande une intensification de la coopération dans l'extradition des réfugiés politiques (*El País*, 13 mars 1983).
- 6 mars 1983 : HB organise une grande manifestation sous le slogan de la souveraineté nationale et de la normalisation démocratique (Casanova, 2007, p. 210).
- 22 mars 1983 : le Ministère de l'intérieur espagnol offre un million à qui « collabore en donnant des informations » sur ETA.
- été 1983 : « guerre des drapeaux » (Casanova, 2007, p. 211). Cette lutte pour les symboles a commencé en Navarre fin 1981 mais atteint son apogée en juin 1983 lorsque la garde civile place de force le drapeau espagnol dans la mairie de Tolosa et que des dizaines des policiers en civil, armés de barres de fer, attaquent la foule à Rentería au début des festivités pour placer le drapeau espagnol sur la mairie.
- 6 juillet 1983 : élaboration d'un document par le CESID (*Centro Superior de Información de la Defensa*), i.e. les services secrets militaires, intitulé « Objet : actions en France » et renommé par la presse ultérieurement « Acte fondateur des GAL », évalue les avantages et les inconvénients de la guerre sale (Casanova, 2007, p. 212), c'est-à-dire du recours à des groupes paramilitaires dans la lutte antiterroriste
- 19 octobre 1983 : publication d'un communiqué du Collectif des réfugiés politiques basques^{mcdxxxvii}.

25 octobre 1983 : rencontre entre Felipe Gonzalez et Manuel Fraga, leader de l'opposition et président de l'AP, concernant la prise de mesures exceptionnelles dans la lutte contre le terrorisme (*Tiempo*, 31 octobre 1983 ; Casanova, 2007, p. 213-214).

novembre 1983 : rencontre entre Julio Feo, secrétaire général de la présidence et Michel Delebarre, chef de cabinet de Pierre Mauroy, alors premier ministre de François Mitterrand, relative à la collaboration antiterroriste entre les deux pays.

20 décembre 1983 : rencontre entre Felipe González et François Mitterrand concernant la question basque.

31 décembre 1983 : un député PS français, Jean Pierre Destrade, reconnaît les rapports entre la police espagnole et le GAL (*Le Monde*, 31 décembre 1983).

fin 1983 : création des Groupes Antiterroristes de Libération (GAL) par les forces espagnoles de sécurité. Entre 1983 et 1987, les GAL sont responsables de la mort de 28 personnes en Espagne, et en France. Durant la première phase d'action des GAL (octobre 1983-juin 1984), le groupe tue huit personnes, en fait disparaître deux, en séquestre une et blesse plusieurs personnes (Casanova, 2007, p. 215).

1984 : le gouvernement français expulse les réfugiés basques espagnols vers des pays tiers.

février 1984 : développement de la politique de réinsertion des militants de la lutte armée, promue par EE et par Joseba Azkarraga, député du PNV.

11 février 1984 : des balles en caoutchouc sont tirées [par la police] lors de la campagne électorale à Irún.

23 février 1984 : les CAA exécutent le sénateur Enrique Casas du PSOE au Pays basque^{mcdxxxviii}.

19 mars 1984 : mort de Jean-Pierre Cherid, légionnaire français des GAL, en manipulant sa bombe.

26 mars 1984 : deux militants d'*Iraultza* sont tués dans l'explosion de leur bombe à Bilbao (Casanova, 2007, p. 215).

mi-1984 : les organisations pro-amnistie estiment à 3 500 le nombre de personnes torturées depuis 1981 jusqu'à cette période (Casanova, 2007, p. 217).

14 juin 1984 : les ministres de l'Intérieur français et espagnol se réunissent à Madrid pour convenir d'une plus grande collaboration contre ETA, supposant l'extradition des militants basques (Casanova, 2007, p. 214).

14 juillet 1984 : les GRAPO font exploser une bombe dans une agence du Crédit Lyonnais à Barcelone en solidarité avec les réfugiés basques et après avoir récupéré 16.000 francs^{mcdxxxix}.

23 août 1984 : José Barrionuevo déclare que « le gouvernement est prêt à rechercher la paix directement avec ETA » « où et quand l'organisation le souhaite » (donde quiera y cuando quiera la organización) (*El País*, 23/08/1984)^{mcdxli}.

26 septembre 1984 : journée de grève générale au Pays basque où l'on commence à rédiger un manifeste pour la défense du droit d'asile, dite Charte des Peuples et des Nations du Monde, qui suscite l'adhésion de centaines de milliers de citoyens (Casanova, 2007, p. 216).

20 novembre 1984 : Santi Brouard, député, président d'*HASI* et membre de la direction nationale d'HB, est exécuté à Bilbao par les GAL, le jour de la date anniversaire de la mort de Franco. Sa mort est suivie d'une grève générale massive.

28 janvier 1985 : le drapeau espagnol est hissé pour la première fois de l'histoire sur la façade de l'Ajuria Enea, le siège de la présidence basque (Casanova, 2007, p. 218).

30 janvier 1985 : un accord est signé entre José María Txiki Benegas et le *lehendakari* José Antonio Ardanza. L'accord promeut un approfondissement de la coopération anti-terroriste et s'approprie les termes employés par le PSOE durant sa campagne électorale (Nuñez, tome VII, 1993, p. 12-13)^{mcdxlii}. Le PSOE et le PNV demandent le respect de la loi et s'accordent dans une lutte contre le terrorisme et la violence^{mcdxlii}. Le conflit basque devrait être résolu par le gouvernement basque autonome et les autres corps d'État compétents (voir *Deia*, 20 janvier 1985)^{mcdxliii}.

- 30 mars 1985 : assassinat de Francisco Xavier Galdeano Arana, correspondant du quotidien *Egin*, à Saint-Jean-de-Luz par les GAL^{mcdxlv}.
- 30 mai 1985 : le PSOE remet au PNV un plan en huit points relatifs à la lutte antiterrorisme (Casanova, 2007, p. 224).
- 3 juin 1985 : deux manifestations rassemblent à Bilbao et Pampelune plusieurs milliers de personnes défilant contre ETA (Casanova, 2007, p. 224).
- 12 juin 1985 : l'Espagne signe le traité d'adhésion à la Communauté Européenne et participe pour la première fois à la réunion sur la « Sécurité Européenne » du groupe de TREVI.
- juillet 1985 : la coopération anti-terroriste avec la France a été confirmée lors d'une visite à Paris du roi Juan Carlos I et du ministre des Affaires étrangères Francisco Fernández Ordóñez, ancien haut fonctionnaire du ministère de l'économie à l'époque franquiste (*Le Monde*, 11 juillet 1985). La déportation est largement utilisée comme moyen répressif contre ETA.
- 7 septembre 1985 : trois militants de *Jarrai* sont arrêtés à Pampelune alors qu'ils arborent une banderole avec le slogan : « chômage, armée, héroïne, répression. PSOE coupable » (Casanova, 2007, p. 221).
- 25 septembre 1985 : déclaration du général et chef d'état-major de la garde civile, Andrés Casinello : « Deberíamos aplicar las leyes de la guerra. Prefiero el terrorismo a la alternativa KAS y la guerra a la independencia de *Euskadi*. » (ABC, 25/09/1985)^{mcdxlv}.
- 10 octobre 1985 : le gouvernement espagnol annonce qu'il prépare une liste de réfugiés à qui il proposerait une réinsertion sociale (Casanova, 2007, p. 224). On apprend, une semaine plus tard, que María Dolores González Katarain, ancienne dirigeante d'ETA, a bénéficié de ces mesures.
- 1986 : création de la Coordination Anti-Autoroute, dont les revendications recevront le soutien d'HB (Casanova, 2007, p. 258). L'autoroute doit relier San Sébastian et Pampelune en traversant la vallée de Leizaran ce qui provoque une opposition.
- juillet 1986 : le gouvernement français remet à la police espagnole les réfugiés basques – en violation de la convention de Genève – dont Txema López Varona, Juantxo Nafarrate, José Luis Artola, Juan Ramón Ruiz de Gauna, Koldo Dobaran, Kepa Guridi, Fernando Egileor, Iñaki Alberdi et Juan Antonio Ginea déclarant ultérieurement avoir été torturés.
- 1986 : légalisation d'Herri Batasuna.
- 1986 : le gouvernement espagnol (ministère de l'intérieur) développe une politique de réinsertion des militants basques.
- 27 juin 1986 : explosion d'une bombe dans l'entreprise *Constructora Ugandía* de Portugalete. L'action a été réalisée par le groupe *Iraultza* (Révolution)^{mcdxlv}, apparu cinq ans plus tôt « en réponse à l'offensive répressive et idéologique contre le mouvement de résistance basque ». L'action a été menée « dans une perspective de soutien aux mobilisations ouvrières ». José Miguel Moros Peña meurt le 13 août 1986 des suites de ses blessures.
- 25 septembre 1986 : les *Gestoras pro-Amnistía* annoncent une campagne de boycott des produits français en réponse à la politique du gouvernement Chirac de remettre les réfugiés basques à la police espagnole (Casanova, 2007, p. 230).
- octobre 1986 : Rafael Vera est nommé secrétaire d'État à la sécurité (Casanova, 2007, p. 233). Deux hommes du PSOE, Luis Roldan et José Luis Rodríguez Colorado, sont nommés à la direction respectivement de la garde civile et de la police, Roldan étant le premier civil à diriger la Benemerita.
- 1987 : le gouvernement espagnol met en place des mesures de dispersion des prisonniers politiques basques à fonction répressive.
- 5 novembre 1987 : accords de Madrid sur le terrorisme passés entre les forces parlementaires PP et PSOE. Ils invitent le gouvernement basque à prendre l'initiative de leur mise en œuvre sur son territoire^{mcdxlvii}.

- 10 novembre 1987 : première signature du pacte d'Ajuria Enea à Madrid (Casanova, 2007, p. 240)^{mcdxlviii}.
- 1988 : actions de sabotage contre l'autoroute qui doit relier San Sébastian et Pampelune en traversant la vallée de Leizarán (Casanova, 2007, p. 258). La Coordination anti-autoroute réalise 158 actions de sabotage entre 1989 et 1991 consistant principalement en cocktails Molotov lancés contre des machines et des camions de chantier.
- 1988 : émergence du mouvement d'insubordination au service militaire au niveau national. Au Pays basque, il est particulièrement suivi en Navarre (Casanova, 2007, p. 268). En 1989, 1 % des jeunes Basques se déclaraient insoumis (Casanova, 2007, p. 268).
- 12 janvier 1988 : le pacte d'Ajuria Enea, ou accord pour la Normalisation et la Pacification du Pays basque, est signé par l'ensemble des forces politiques basques et espagnoles à l'exclusion d'Herri Batasuna. Il rejette publiquement toute alliance avec des organisations soutenant l'action violente – telles Herri Batasuna – ou toute négociation avec des mouvements clandestins.
- 17 mars 1988 : les groupes parlementaires de la gauche unie (*Izquierda Unida*) et *Euskadiko Ezkerra* considèrent que l'accord sur la loi antiterroriste approuvée par le Congrès en novembre 1987 est rompu dans la mesure où le gouvernement a approuvé le passage dans le droit commun de mesures exceptionnelles de l'actuelle loi antiterroriste^{mcdxlix}.
- mars 1988 : des dizaines d'attaques sont perpétrées contre de jeunes abertzales. Ils sont arrêtés, battus et on leur grave sur la peau avec des objets contendants le sigle GAL (Casanova, 2007, p. 242). Cette offensive coïncide avec la création de l'organisation étudiante *Ikasle Abertzaleak*^{mcdli}.
- 19 avril 1988 : trente prisonniers sont transférés de la prison de Herrera à Séville (Casanova, 2007, p. 251). Dans les jours qui suivent, d'autres transferts auront lieu. La politique de dispersion devient alors systématique.
- 15 juin 1988 : élections européennes.
- juillet 1988 : José Luis Corcuera remplace José Barrionuevo aux fonctions de ministre de l'Intérieur.
- octobre 1988 : KAS, *Negociación política*.
- octobre 1988 : dispersion des prisonniers politiques basques de la prison de Herrera vers d'autres prisons espagnoles. Le gouvernement reconnaît publiquement vouloir briser le collectif de prisonniers par la politique de dispersion (Casanova, 2007, p. 239).
- 3 novembre 1988 : enlèvement de Fermín Urtizberea, élu d'HB et conseiller municipal à la mairie d'Hondarribia (Guipúzcoa) par le GANE (Groupe Antiterroriste National Espagnol)^{mcdli}. Il est retenu pendant trois jours.
- 14 décembre 1988 : grève générale.
- janvier-février 1989 : José Luis Concuero (ministre de l'Intérieur) et Juan Lasa (Consejero) déclarent un cessez-le-feu bilatéral, premier en date de la part du gouvernement espagnol.
- février 1989 : la gauche abertzale initie une campagne de revendication du droit à l'autodétermination (Casanova, 2007, p. 246). En plein cœur des négociations d'Alger, le collectif des prisonniers politiques publie une déclaration rejetant la réinsertion sociale et soulignant le sens politique de l'amnistie.
- mars 1989 : trois prêtres basques de San Sébastian, Bilbao et Gasteiz ont proposé publiquement leur médiation dans le processus de dialogue en faveur de la paix. Leur offre n'a trouvé aucune issue positive auprès du gouvernement de José Antonio Ardanza en Gasteiz (voir *Deia*, 16 mars 1989).
- 17 mars 1989 : commence la marche dite *Bidez Bide*, comprenant plusieurs colonnes à travers tout le Pays basque (Casanova, 2007, p. 247). Elle converge vers Pampelune le jour de l'Aberri Eguna. HB y revendique le droit à l'autodétermination.

- 18 mars 1989 : le pacte d'Ajuria Enea appelle le 3 février à une manifestation pour le 18 mars, une semaine avant la fin du cessez-le-feu (Casanova, 2007, p. 246). Le slogan de l'événement est « La paix maintenant et pour toujours ». La violence est associée exclusivement à l'action d'ETA, la « paix » impliquant sa disparition. Une campagne de publicité massive, fortement soutenue par des fonds publics, a précédé la mobilisation et vise à une reddition sans condition d'ETA.
- 20 mars 1989 : l'Espagne entre dans l'espace Schengen, entrée qui facilitera le renforcement de la lutte antiterroriste.
- 20 mars 1989 : l'Espagne entre dans l'espace Schengen, entrée qui facilitera le renforcement de la lutte antiterroriste.
- 23 mars 1989 : clôture des négociations d'Alger. Un accord est obtenu sur huit points, l'introduction de nouveaux interlocuteurs et l'ouverture d'une Table Complémentaire ayant été particulièrement débattus.
- 26 mars 1989 : HB célèbre à Pampelune l'*Aberri Eguna* (Casanova, 2007, p. 248).
- 29 mars 1989 : après une rencontre avec l'ensemble des représentants de son parti, José Luis Corcuera, qui fut l'un des représentants du gouvernement dans les négociations d'Alger, modifie dans sa déclaration officielle l'un des points d'accord (voir *El País*, 29 mars 1989). ETA publie un communiqué soulignant que ce changement met en danger le cessez-le-feu (voir *Egin*, 29 mars 1989).
- 31 mars 1989 : rencontre de Felipe González avec François Mitterrand puis Michel Rocard à Paris.
- 10 avril 1989 : une lettre piégée a été envoyée depuis San Sébastian à un sergent de l'armée à Jaca (Huesca), et d'autres ont été interceptées avant qu'elles n'arrivent à Julen Elgorriaga, délégué du gouvernement au Pays basque.
- 11 avril 1989 : le gouvernement socialiste espagnol considère, à la suite de l'envoi des lettres piégées du 10 avril, que les pourparlers sont rompus. Les prisonniers basques sont dispersés sur l'ensemble du territoire de l'État espagnol. Des pressions sont portées sur les interlocuteurs pressentis pour de futures négociations/discussions, tels José Antonio Urrutikoetxea et Juanxo Lasa Mitxelena, *Txikierdi*.
- 18 avril 1989 : le gouvernement algérien annonce la fin de son intervention dans le dialogue entre le gouvernement espagnol et ETA. Il expulse six réfugiés basques en République Dominicaine : José Manuel Soares Ganboa, Iñaki Arakama Mendia, Belén González Peñalva, Eugenio Etxebeste (*Antxon*), José Mari Gantxegi et Angel Iturbe. Suivent d'autres expulsions au Cap Vert et au Venezuela.
- 15 mai 1989 : Patxi Erdozain, parlementaire Herri Batasuna dans l'assemblée de Navarre reçoit une lettre piégée^{mcdlii}.
- 27 mai 1989 : les syndicats de police organisent des manifestations contre les familles de prisonniers politiques détenus à la prison d'Alcalá-Meco. Après l'échec des discussions d'Alger, des représailles sont perpétrées sur des prisonniers politiques (voir le cas de Xabier Beloki in Gestoras pro-Amnistía, *Dispersión*, Hondarribia, Editorial Hiru, 1993, p. 78).
- juillet 1989 : en réponse à la politique pénitentiaire de dispersion des militants d'ETA dans plus de soixante prisons, les prisonniers commencent un *txapeo* (confinement dans leurs cellules) qui durent plusieurs mois (Casanova, 2007, p. 258).
- 20 septembre 1989 : le facteur José Antonio Cardoso meurt à Rentería-Orereta en portant une lettre piégée à Ildefonso Salazar, militant d'HB^{mcdliii}.
- 29 octobre 1989 : élections générales anticipées.
- 20 novembre 1989 : Josu Muguruza, candidat élu d'HB pour la Biscaye et journaliste à *Egin*, est tué dans l'hôtel Alcalá à Madrid par l'extrême droite la veille de son investiture au Parlement espagnol et à la date anniversaire de la mort de Franco^{mcdliv}. Iñaki Esnaola qui l'accompagnait est grièvement blessé. Les auteurs de l'action sont le policier Angel Duce et un inconnu que la

police soupçonne d'être Ricardo Saenz de Ynestrillas, sympathisant d'extrême droite, fils d'un militaire tué dans un attentat d'ETA. Angel Duce a été condamné. Ricardo Saenz de Ynestrillas a été acquitté faute de preuves.

novembre 1989 : la mort de Josu Muguruza est suivie d'une grève générale massive et d'obsèques auxquelles des dizaines de milliers de personnes ont assisté (Casanova, 2007, p. 254).

12 décembre 1989 : HB organise une manifestation dans les rues de Bilbao, défilant au slogan de « Bakea posible da. Negoziazioa. Autodeterminazioa » (La paix est possible. Négociation. Autodétermination). En réponse, le roi Juan Carlos I, Felipe González et Ramón Jáuregui réaffirment le caractère indivisible de l'Espagne et le danger qu'il y aurait de le remettre en question (*El Mundo*, 7 janvier 1990).

1990 : dissolution d'HASI (*Herriko Alderdi Sozialista Iraultzailea* - Parti Révolutionnaire Socialiste du Peuple).

1990 : *Jarrai* promeut le mouvement d'insubordination au service militaire (Casanova, 2007, p. 268).

janvier 1990 : José Antonio Ardanza, président de la communauté autonome basque, prend position dans le journal ABC en faveur de la dispersion des prisonniers basques (Casanova, 2007, p. 258).

février 1990 : l'*Ertzaintza* acquiert des canons à eau (Casanova, 2007, p. 258).

15 février 1990 : le Parlement basque proclame « le droit du peuple basque à l'autodétermination ».

octobre 1990 : élections au Pays basque.

décembre 1990 : le premier quotidien en langue basque, *Euskaldunon Egunkaria*, est lancé.

mars 1991 : un attentat tue à Valence un cadre de l'entreprise *Ferrovial* impliquée dans le projet d'autoroute reliant San Sébastien et Pampelune (Casanova, 2007, p. 259).

23 avril 1991 : Herri Batasuna cesse le boycott politique et siège dans toutes les institutions basques.

mai 1991 : élections municipales.

septembre 1991 : création de *Senideak*, organisation rassemblant les familles de prisonniers, de réfugiés et de déportés politiques basques.

6 octobre 1991 : l'association *Senideak* orchestre une manifestation à Bilbao sous le slogan « Etxean nahi ditugu » (Faites-les revenir au pays)^{mcldv}.

1991 : *Herri Batasuna* apporte son soutien à une campagne de désobéissance civile à l'encontre du service militaire espagnol.

1991 : mise en place d'une politique pénitentiaire de division des prisonniers instituant des permis pour certains plutôt que pour d'autres.

1992 : la coopération antiterroriste entre la France et l'Espagne s'accroît.

1992 : *Bai Independentziari* organise une marche vers Bruxelles pour demander la reconnaissance des droits historiques des Basques.

février 1992 : dissolution de HASI (Casanova, 2007, p. 268).

21 février 1992 : promulgation de la loi organique de protection de la sécurité citoyenne, dite loi Concuerda.

20 avril-12 octobre 1992 : exposition universelle à Séville (Expo'92).

avril 1992 : le PNV parvient à un accord avec le coordinateur Lurraldea sur la jonction de l'autoroute à Leizaran (Casanova, 2007, p. 264).

9 mai 1992 : lors du Ve congrès clandestin de *Jarrai*, organisation de jeunesse de la *Coordinadora Abertzale Sozialista* (KAS), 24 militants sont arrêtés^{mcldvi}.

27 mai 1992 : ELA et LAB appelle à une grève générale en Hegoalde contre la politique du PSOE, prenant partie en faveur du patronat dans les restructurations industrielles que connaît la région.

mai 1992 : Txema Montero [José María Montero], avocat lié à la gauche abertzale, découvre des micros dans son bureau (Casanova, 2007, p. 264).

été 1992 : le PVN et HB mène un processus de discussions, réparti sur dix réunions, pour procéder à une analyse de la situation (Casanova, 2007, p. 270).

25 juillet-9 août 1992 : Jeux olympiques de Barcelone.

17 août 1992 : le quotidien Egin rappelle que lors des discussions interrompues entre le PNV et HB, le PNV s'était engagé à demander au gouvernement d'établir un contact avec les déportés d'ETA à Saint-Domingue, au cas où il n'y aurait pas d'attaque avant le 1^{er} septembre 1992^{mcdlvii}.

21 octobre 1992 : Josu Olabarria, 35 ans, meurt en préparant un engin explosif artisanal. Il participait au mouvement de la *kale borroka*^{mcdlviii}.

1992 : au cours de l'année 1992 plaintes ont été déposées pour torture contre l'État espagnol, la plupart émanant de citoyens basques.

21 mars 1993 : KAS déclare que « la paix est synonyme de souveraineté ».

30 mars 1993 : l'Audience Nationale condamne à près de 100 ans de prison le policier Ángel Duce Hernández, comme unique responsable des dix attentats commandités par le GANE^{mcdlix}. Ricardo Sáenz de Ynestrillas bénéficie d'un non lieu.

4 mai 1993 : l'Audience Provinciale de Bilbao condamne Rafael López Ocaña à 33 ans de prison et José Díaz, *El Francés*, à 8 ans de prison pour l'assassinat de Santi Brouard, un des responsables d'HB.

25 mai 1993 : vote d'une loi obligeant les *Ikastolas* à choisir le statut d'écoles privées ou publiques.

28 mai 1993 : la police désamorce une bombe posée par les GRAPO au siège de l'agence centrale d'Efe à Madrid^{mcdlx}.

6 juin 1993 : élections générales. Le PSOE perd les élections le 12 juin.

juillet 1993 : Jon Idígoras, représentant de la table nationale d'HB, rédige une lettre au roi Juan Carlos I, demandant la reconnaissance du droit à l'auto-détermination du Pays basque sud dont le futur doit être décidé par les citoyens y vivant. Juan Carlos refuse la réception de la lettre^{mcdlxi}.

27 juillet 1993 : réunion du Pacte Ajuria Enea. Le Pacte adopte le ruban bleu comme emblème du geste pour la paix (*Gesto por la Paz*) et lance une campagne avec cet emblème après la revendication de l'enlèvement de Julio Iglesias Zamora le 2 août par ETA.

6 août 1993 : Felipe González affirme sa volonté de dialoguer avec le MLNV.

19 août 1993 : Juan Calvo Azabal meurt des suites de la torture dans la caserne de l'*Ertzaintza* à Arkaute^{mcdlxii}. Juan Calvo Azabal, est arrêté par la *Ertzaintza* et accusé d'avoir volé une voiture. Il est retrouvé mort à l'hôpital de Txagorritxu de Gasteiz après être passé par la base d'Arkaute. Le corps est entièrement contusionné et l'autopsie révèle qu'Azabal est mort par asphyxie.

août 1993 : la police autonome, l'*Ertzaintza*, intervient au cours d'événements publics comme les fêtes de San Sébastien. Affrontements entre des jeunes partisans de la gauche abertzale et des « promoteurs » du ruban bleu.

12 septembre 1993 : *Iniciativa Ciudadana* organise à San Sébastien une manifestation de protestation contre l'enlèvement de Julio Iglesias Zamora à laquelle participent 45.000 personnes. Elle coïncide avec l'un des moments forts de la campagne du ruban bleu (Casanova, 2007, p. 272).

19 septembre 1993 : en réponse à la manifestation du 12 septembre, la gauche abertzale réunit un nombre équivalent de personnes exigeant une solution politique au conflit au Pays basque (Casanova, 2007, p. 272).

1^{er} décembre 1993 : signature d'un accord antiterroriste entre la France et l'Espagne (Massey, 2010, p. 186).

décembre 1993 : l'Audience nationale ordonne une enquête exhaustive dans les locaux d'*Egin* à Bilbao et à Hernani (Casanova, 2007, p. 274).

18 décembre 1993 : une manifestation de soutien à *Egin* face aux mesures décidées par l'Audience nationale rassemble plus de 50 000 personnes à Bilbao (Casanova, 2007, p. 274).

fin 1993 : une grève de la faim est lancée, appelée « Arantzazu 93 », est rejointe par 700 personnes. Les avocats Txemi Gorostiza et Arantza Zulueta sont arrêtés sur la base d'enregistrements illégaux réalisés lors de visites à Iñaki de Juana Chaos et Esteban Nieto.

début 1994 : *Gestoras pro-Amnistía* publie des témoignages de personnes ayant été torturées par les forces de police. 70 cas sont recensés. La situation est dénoncée par Amnesty International et le Comité Contre la Torture des Nations unies.

3 avril 1994 : célébration de deux *Aberri Eguna* de chaque côté de la frontière à Pampelune et Anglet.

23 avril 1994 : rassemblement au stade Anoeta de San Sébastian contre la politique de dispersion des prisonniers.

29 avril 1994 : début de l'affaire de la réserve de fonds non contrôlée de l'État pour lutter contre le terrorisme, lancée par la juge Ana María Ferrer.

20 mai 1994 : l'Audience nationale reconnaît que la police n'a pas « réagi correctement » dans l'attentat de l'Hipercor de Barcelone et que beaucoup de victimes auraient pu être évitées.

29 mai 1994 : explosion d'une bombe à Muskiz et Artxanda (attentat indiscriminé réalisé par des paramilitaires anti-basques).

3 juin 1994 : Joseba Kamio, porte-parole de *Jarraí* – Herri Batasuna et KAS – et candidat d'HB aux élections européennes, ainsi que trois autres personnes sont arrêtées, sur ordre de Baltasar Garzón, et accusées d'activités pro-ETA^{mcdlxiii}.

début août 1994 : le ministère de l'Intérieur espagnol implique les medias et moyens de communication dans l'antiterrorisme, considérant que « la lutte contre le terrorisme revient aussi aux rédactions et aux professionnels des moyens de communication ».

24 août 1994 : le directeur de la rédaction d'*Egin*, Pepe Rei, est envoyé en prison par le premier juge d'Audience Nationale, Carlos Bueren. Il est accusé de collaborer avec ETA.

18 septembre 1994 : intervention de 35 véhicules de la garde civile lors du festival de l'*Ikastola* célébré à Bera (Navarre), 50 personnes sont blessées.

octobre 1994 : élections au Pays basque.

3 décembre 1994 : des centaines de personnes défilent dans les rues de Bilbao en clamant « *Ertzaintza ez da herriarena* » (*Ertzaintza* n'est/ne vient pas du peuple). Les actions de *kale borroka* contre l'*Ertzaintza* se multiplient (Casanova, 2007, p. 278).

19 décembre 1994 : le juge Garzón demande l'arrestation de cinq responsables et membres présumés du GAL, parmi lesquels Julián Sancristóbal, Francisco Alvarez, Miguel Planchuelo (voir la lettre ouverte de Luis Solana Madariaga au juge Garzón, in *ABC*, 25 décembre 1994).

1995 : la responsabilité de Felipe González est mise en question dans les enquêtes réalisées sur le GAL.

5 février 1995 : une patrouille de l'*Ertzaintza* arrête à Ondarroa (Biscaye) deux habitants convoquant la population à une réunion d'information du mouvement pro-amnistie. Ils sont amenés à la caserne. Une manifestation demande leur libération. Elle est violemment dispersée. Imanol Lertxundi, 68 ans, fait un infarctus et meurt près du commissariat.

16 février 1995 : Rafael Vera est arrêté pour le rôle joué dans l'enlèvement de Segundo Marey.

17 février 1995 : Ricardo García Damborenea, secrétaire du PSOE en Biscaye est également arrêté. Il confirme que F. González connaissait la stratégie du GAL.

27 février 1995 : capture de Luis Roldán, ancien responsable de la garde civile, au Laos^{mcdlxiv}.

8-12 mars 1995 : première conférence pour la paix d'Elkarri, rassemblant le PNV, HB, EA, IU et UA. La principale conclusion est que l'obtention d'un cessez-le-feu n'est pas une condition

- du dialogue. Le document publié souligne le caractère politique du conflit au Pays basque. Sur la réaction d'ETA, voir *Egin*, 17 avril 1995.
- 16 avril 1995 : célébration de l'*Aberri Eguna* où ELA et LAB signent un communiqué demandant l'autodétermination et une solution au conflit fondée sur « le dialogue et la négociation politique »^{mcdlxv} (Casanova, 2007, p. 283).
- 28 mai 1995 : les élections municipales confirment la prédominance du PP.
- 22 juin 1995 : les corps de Lasa et Zabala, torturés et assassinés en 1983 sont rapatriés au Pays basque. Des incidents se produisent à San Sébastien. Rosa Zarra, 58 ans, reçoit un tir de la *Ertzaintza* à bout portant et meurt six jours plus tard.
- 6 septembre 1995 : l'acte de fondation (*Acta fundacional del GAL*) des GAL est présenté au juge Garzón par Ricardo García Damborenea.
- 12 septembre 1995 : l'émetteur de la SER à San Sébastien est occupé par une cinquantaine de militants de *Jarra* qui exige la lecture d'un communiqué et posent une pancarte au balcon des bureaux de la radio : « Caña a los perros de la pluma y el micrófono »^{mcdlxvi}.
- 30 septembre 1995 : célébration du 20^{ème} anniversaire de l'exécution de Txiki et Otaegi, donnant lieu à une cérémonie pro-indépendantiste au stade d'Anoeta à San Sébastien.
- novembre 1995 : redéfinition de KAS comme « le moteur politique de la gauche abertzale et la référence politico-sociale » (voir le rapport *Karramaro*)^{mcdlxvii}.
- 1995 : l'alternative KAS cède le pas à l'« Alternative démocratique » (Casanova, 2007, p. 269).
- 1995 : développement du phénomène de la *Kale Borroka*^{mcdlxviii}, des sabotages et consécutivement de la criminalisation de la jeunesse basque à laquelle sont appliquées les lois antiterroristes en cas de rébellion (voir le magazine *Herria Eginez*, l'article « *kale borroka mintzo* », novembre 1995^{mcdlxix}).
- janvier 1996 : HB entame une phase de diffusion publique de l'Alternative démocratique proposée par ETA (Casanova, 2007, p. 287). Des présentations publiques et des discussions interindividuelles s'organisent dès début janvier 1996.
- janvier 1996 : manifestations à Bilbao réclamant le regroupement des prisonniers politiques basques.
- 16 janvier 1996 : en plein contexte électoral le juge Garzón annonce son intention d'enquêter sur KAS, coordination inactive depuis 1995 (Casanova, 2007, p. 287).
- 17 janvier 1996 : le juge Garzón convoque Jon Idígoras, porte-parole de la coalition HB, pour témoigner concernant les présentations de proposition de paix (Casanova, 2007, p. 287).
- 19 janvier 1996 : le Parlement européen condamne l'Espagne pour sa politique de dispersion des prisonniers et appelle le gouvernement à respecter la législation en la matière. La demande reste lettre morte.
- janvier 1996 : l'ancien ministre de l'Intérieur José Barrionuevo et Rafael Vera, ancien secrétaire d'État à la sécurité, sont jugés par la Cour Suprême pour leur implication dans le GAL^{mcdlxx}.
- février 1996 : nouvelles tentatives de dialogue entre le gouvernement et ETA.
- février 1996 : une campagne d'interdiction des spots télévisés d'HB est menée (Casanova, 2007, p. 288). Y sont inclus des fragments d'une vidéo dans laquelle ETA expose son Alternative Démocratique. La diffusion est interdite dans toutes les villes et villages.
- 21 février 1996 : Jon Idígoras, porte-parole de la coalition HB, est arrêté (Casanova, 2007, p. 288).
- 3 mars 1996 : élections anticipées. Le Parti Populaire remportent les élections générales et le nouveau ministre de l'Intérieur, Jaime Mayor Oreja, annonce son refus à tout type de négociation avec ETA^{mcdlxxi}.
- mars 1996 : manifestations de protestation à Bilbao organisées par la gauche abertzale.
- 16 mars 1996 : un accord d'unité d'action est signé entre ELA, syndicat auquel était affilié Ramón Doral Trabadelo, membre de l'*Ertzaintza* tué le 4 mars 1996 à Irún, et LAB

- (Casanova, 2007, p. 289). Si l'accord envisage une unité d'action, c'est « en maintenant de profondes différences dans le jugement de certaines expressions de ce conflit ».
- 8 avril 1996 : *Herri Batasuna, Euskal Batasuna, Ezkerreko Mugimendu Abertzalea* et *Herriaren Alde* publient un texte portant l'accent sur la construction nationale et la reconnaissance d'Iparralde comme une entité politique basque spécifique.
- avril 1996 : arrestation du général Galindo pour son implication dans les agissements des GAL.
- 4 mai 1996 : investiture de José Maria Aznar au gouvernement.
- mai 1996 : le juge Garzón demande la déclassification des documents du CESID dans le cadre de l'enquête sur les GAL (Casanova, 2007, p. 291). José Maria Aznar refuse la déclassification.
- 25 mai 1996 : instauration d'un nouveau code pénal qui étend le champ d'application de la qualification de terrorisme aux actes de sabotage urbain, dans le cas où ils sont commis par les « groupes Y » liés à ETA. La qualification s'applique à toute forme d'insurrection urbaine (comme les jets de cocktails Molotov). Ce nouveau code pénal évacue la notion de « terrorisme d'État », soustrayant ainsi les GAL à la qualification de terrorisme. Le juriste Álvaro Reizabal qualifie ce nouveau code de « loi Jarrai », en référence aux mouvements de jeunesse (*Egin*, 19 décembre 1996).
- 7 avril 1996 : sabotage par le collectif « Solidarios con Itoitz » des câbles de transport requis dans la construction du barrage, pourtant déclarée illégale par l'Audience nationale^{mcclxxii}. Le sabotage est également fêté pendant l'*Aberri Eguna*.
- 3 juin 1996 : 10 déportés basques espagnols revenus du Cap Vert, du Venezuela et d'Algérie rentrent au Pays basque et lancent une occupation de la cathédrale de Bayonne^{mcclxxiii}.
- 9 juin 1996 : six déportés sont remis à la police espagnole.
- été 1996 : le collectif des prisonniers politiques, associant Juan Lorenzo Lasa Mitxelena, dit *Txikiardi*, Jesús Marís Zabarte Arregi, Galdos Arsuaga, Begoña Sagarzazu Legorburu, Unai Parot, Gloria Rekarte Gutiérrez et Jon Gaztelumendi Uribarren, demande le regroupement dans sept prisons, Melilla, Salto del Negro, Murcia, Jaén II, Almería, Ourense et Puerto I en vue d'ouvrir un dialogue avec le gouvernement sur les conditions de détention des prisonniers. Le gouvernement y apporte une fin de non-recevoir. Les libérations conditionnelles de 120 prisonniers ayant déjà réalisé les trois quarts de leur peine sont refusées [alors que Tejero responsable du coup d'État de 1981, par exemple, a été relâché].
- 3 août 1996 : libération d'Enrique Rodríguez Galindo.
- août 1996 : arrestations de Fernando Alonso et Andoni Murga, journalistes à *Egin*^{mcclxxiv}.
- août 1996 : José Aznar, président du gouvernement espagnol refuse la déclassification du dossier CESID, i.e. les documents fondateurs/constitutifs des GAL et la note du colonel Juan Alberto Perote concernant la mise en œuvre des attentats en France, demandée par les juges Baltasar Garzón et Javier Gómez de Liaño^{mcclxxv}.
- 1^{er} septembre 1996 : Juan María Atutxa accuse *Egin* de participer indirectement à la collecte de l'« impôt révolutionnaire » (voir *El País*, 1^{er} septembre 1996).
- 3 octobre 1996 : la Commission des droits de l'homme et des demandes des citoyens du gouvernement basque de Gasteiz condamne les gouvernements français et espagnol pour leur politique pénitentiaire.
- décembre 1996 : Jaime Mayor Oreja, représentant du gouvernement, refuse toute avancée du dialogue sauf si ETA rend inconditionnellement ses armes et que les militants d'ETA abandonnent sans condition la lutte.
- 24 décembre 1996 : le prix Nobel argentin Adolfo Pérez Esquivel demande à J. L. Aznar, dans une lettre, d'engager des négociations sérieuses après les échecs des discussions d'Alger^{mcclxxvi}. La lettre reste sans réponse.
- 27 décembre 1996 : Mabel Cañada, du collectif « Solidarios con Itoitz », invite à continuer la lutte après le sabotage d'avril (*Egin*, 27 décembre 1996).

- 1996 : *Elkarri*, organisation pacifiste basque, déclare que la *kale borroka* est une conséquence de la politique de dispersion des prisonniers basques. En 1996, les actions de sabotage atteignent une moyenne de trois par jour (Casanova, 2007, p. 267).
- 1996 : le juge Baltasar Garzón déclare que les articles 174 et 174 bis du code pénal (création, direction, appartenance ou collaboration avec un groupe armé) sont applicables à la structure KAS.
- janvier 1997 : les bureaux de la rédaction de la revue *Berriak* de San Sébastien sont détruits dans un incendie provoqué par le commando Benito Mussolini^{mcdlxxvii}.
- janvier 1997 : la police nationale concentre ses opérations contre la *kale borroka* en Navarre (Casanova, 2007, p. 292). Une vaste opération menée en janvier aboutit à l'arrestation de 19 jeunes gens.
- 8 janvier 1997 : après l'attaque au lance-grenades de l'aéroport de Madrid Barajas le 6 janvier, la Cour suprême se saisit à nouveau de l'affaire de la diffusion de l'Alternative démocratique pour HB (Casanova, 2007, p. 293).
- 3 février 1997 : Juan María Atutxa, EBB et le PNV demande dans un appel officiel commun à ETA et au gouvernement espagnol d'entreprendre des négociations. Il s'agit de répondre à la décision du PP d'engager des poursuites pénales contre HB.
- 4-18 février 1997 : arrestations de 23 membres de la Table Nationale sur ordre de la Cour Suprême^{mcdlxxviii}.
- 10 février 1997 : Eugenio Aranburu dit Txo se suicide à Mallabia. Il est était conseiller municipal d'HB à Mallabia, membre de la Table Nationale, et *liberado* au syndicat LAB. Les pressions des accusations du Tribunal Suprême et une arrestation imminente ont joué un rôle clef dans ce geste (Casanova, 2007, p. 293)^{mcdlxxix}.
- 10 février 1997 : un prisonnier de l'insoumission de Navarre, prisonnier de troisième grade, Unai Salanueva se suicide (Casanova, 2007, p. 293)^{mcdlxxx}.
- 15 février 1997 : HB appelle à une manifestation nationale à Bilbao pour défendre l'Alternative démocratique. Des dizaines de milliers de personnes sont présentes (Casanova, 2007, p. 293). L'*Ertzaintza* procède à plusieurs inculpations. Les forces de police sont obligées de fuir mais écrasent plusieurs personnes avec leurs véhicules. Quatre agents de l'*Ertzaintza* tirent à balles réelles sur la manifestation qui a pour slogan « Démocratie pour le Pays basque » et blessent deux personnes, Santos Iragi, 46 ans, et José Pedro Hernandez Izkara.
- 19 février 1997 : six membres d'HB sont arrêtés^{mcdlxxxi}. Au cours du mois de février 25 responsables politiques élus d'HB ont été convoqués par les juges.
- février 1997 : le quotidien *Diario 16* titre « HB apunta, ETA dispara » (HB est visée, ETA frappe).
- 4 mars 1997 : une commission du Parlement basque rencontre Txikiierdi, le porte-parole du groupe de prisonniers politiques basques sur la question du sort de ces derniers (Casanova, 2007, p. 295). Mayor Oreja, ministre de l'Intérieur incarnant la ligne dure du PP, refuse tout rapprochement des prisonniers.
- mars 1997 : le PNV menace le gouvernement espagnol de saisir la Cour européenne des droits de l'homme à Strasbourg concernant le sort des prisonniers politiques basques (contre leur dispersion).
- avril 1997 : José Antonio Rubalcaba, président de la Commission pour les droits de l'homme du Parlement de Gasteiz, accepte de poursuivre le dialogue sur la question des prisonniers politiques aux conditions imposées par Jaime Mayor Oreja n'acceptant de s'adresser qu'aux « partis démocratiques », *i.e.* excluant HB des discussions.
- 20 avril 1997 : l'Audience nationale acquitte Pepe Rei (*Egin*).
- 25 avril 1997 : la gauche abertzale appelle à une journée de lutte en faveur de l'Alternative démocratique (Casanova, 2007, p. 296). Des milliers de personnes se mobilisent.
- 25 mai 1997 : déclaration de Juan María Atutxa sur les « Groupes Y »^{mcdlxxxii}.

- 13 juillet 1997 : à la suite de l'exécution de Miguel Ángel Blanco le 12 juillet, les médias entament une campagne contre la gauche abertzale (Casanova, 2007, p. 298). *El Mundo* (13-7-97) publie des photos des membres de la Table nationale avec le titre « Ils ont appuyé sur la gâchette ». Le journal *ABC* propose des mesures contre la gauche abertzale dont des sanctions pénales plus sévères et la mise hors la loi d'HB.
- mi-juillet 1997 : à la suite de l'exécution de Miguel Ángel Blanco et des mobilisations sociales contre cet acte, José Aznar annonce un durcissement de la politique antiterroriste.
- 27 juillet 1997 : HB appelle à une manifestation qui rassemble des dizaines de milliers de personnes à San Sébastien, cet appel constituant une sorte d'auto-affirmation politique (Casanova, 2007, p. 299).
- 7 août 1997 : l'audience de Bilbao condamne Daniel Ortiz à plus de 10 ans de prison pour avoir jeté un cocktail Molotov sur des policiers de l'*Ertzaintza*^{mcdlxxxiii}. La sentence traduit la nouvelle politique annoncée par José Aznar. José Ricardo de Prada, juge à l'Audience nationale, considère qu'une telle condamnation, pour les actes commis, est inconstitutionnelle.
- 9 août 1997 : Eugenio Etxebeste, *Antxon*, Iñaki Arakama et José María Gantxegi sont expulsés sur demande de l'Espagne et remis aux autorités espagnoles. Belén González et Anjel Iturbe Abasolo ne sont en revanche pas remis à l'Espagne.
- 25 septembre 1997 : le syndicat ELA proclame solennellement que « le Statut est mort » et convoque une réunion officielle à Guernica le 18 octobre pour expliquer les raisons de cette déclaration et faire une analyse de la situation au Pays basque (Casanova, 2007, p. 301).
- 28 septembre 1997 : la rencontre d'Ajuria Enea s'accorde pour poursuivre la discussion sur le sort des prisonniers en maintenant HB à l'écart des discussions. Cette exclusion produit des insurrections urbaines (*kale borroka*) et une riposte d'ETA.
- octobre 1997 : HB appelle à la création d'un forum de partis et de représentants de la société pour étudier le processus de paix irlandais et s'en inspirer pour trouver une solution à la situation au Pays basque (Casanova, 2007, p. 301).
- 6 octobre 1997 : la Cour Suprême accuse certains membres de la Table Nationale (*Mahaikides*) de « collaboration avec un groupe armé » en raison de l'introduction, dans leur campagne publicitaire, du slogan « Alternative Démocratique » associé à ETA^{mcdlxxxiv}.
- 1^{er} décembre 1997 : la suprême condamne 23 dirigeants de HB à 7 ans de prison pour collaboration avec un groupe armé et apologie du terrorisme. La décision est annulée par le tribunal constitutionnel le 20 juillet 1998^{mcdlxxxv}.
- 15 décembre 1997 : HB appelle à une grève générale au Pays basque à la suite de la condamnation de 23 de ses dirigeants. L'exécution du conseiller du PP, José Luis Caso, à Rentería le 12 décembre met en péril la fragile union entre HB et les syndicats de la gauche abertzale (Casanova, 2007, p. 302).
- janvier 1998 : José Antonio Ardanza propose un « dialogue ouvert et sans pré-conditions » avec HB.
- janvier 1998 : le ministre de l'Intérieur Mayor Oreja et Pablo Mosquero mettent en question l'éducation en langue basque, comme facteur d'incitation à la violence au Pays basque.
- 14 février 1998 : assemblée nationale d'HB à Pampelune où se trouve formulé un appel à l'unité de tous les Abertzales progressistes^{mcdlxxxvi}.
- 15 février 1998 : après la condamnation des membres de la Table nationale en décembre 1997, une nouvelle Table nationale provisoire est présentée publiquement. Joseba Permach et Arnaldo Otegi, porte-parole dans le conflit, en sont parties prenantes (Casanova, 2007, p. 302).
- 18 février 1998 : un texte contre la politique de dispersion est présenté au Conseil de l'Europe. Il est approuvé par le PNV, HB, EA et IU mais il n'est pas mis en œuvre.

- mars 1998 : négociations politiques entre les différents partis pour mettre fin à la violence aux Pays basque.
- 17 mars 1998 : présentation de la *Propuesta para un final dialogado* (Proposition pour une fin négociée) ou « Plan Ardanza » esquissant les bases d'une négociations avec ETA sans conditions préalables et exigeant une trêve préalable et indéfinie (Casanova, 2007, p. 304).
- 17 mars 1998 : dernière réunion du pacte d'Ajuria Enea au cours de laquelle le « Plan Ardanza » est rejeté (Casanova, 2007, p. 304).
- 26 mars 1998 : 146 personnalités espagnoles publient un manifeste « en faveur d'une solution négociée au conflit basque » (Casanova, 2007, p. 304).
- 5 avril 1998 : la majorité syndicale appelle à une manifestation en faveur du regroupement des prisonniers basques en *Euskal Herria* (Casanova, 2007, p. 305).
- 10 avril 1998 : signature des accords de Stormont ou du Vendredi Saint qui mettent un terme au conflit armé en Irlande du nord.
- 23 mai 1998 : tenue du referendum en Irlande du Nord prévu par l'accord de Stormont.
- 25 mai 1998 : on apprend qu'HB prépare un forum de discussions et de débats pour juin sur le processus de paix en Irlande du Nord avec la participation d'ELA et de LAB ainsi qu'avec d'autres secteurs abertzales et populaires.
- 19 juin 1998 : forum irlandais d'HB à Lizarra (Navarre) auquel participent 18 collectifs, *i.e.* des partis politiques comme le PNV et EA, des syndicats (ELA, LAB, EHNE, ESK, Izquierda Sindical et STEE-EILAS), les mouvements Elkarri et Bakea Orain, et d'autres collectifs tels des plateformes comme Zutik, Batzarre, Senideak, Gestoras Pro-Amnistía, Eliza 2000, Egizan, la Plateforme Gogoa Gernika Batzordea et Autodeterminazioruntz.
- 15 juillet 1998 : « opération Persiana » : fermeture du quotidien *Egin* et de la station de radio *Egin Irratia* sur demande du juge Baltasar Garzón^{mcdlxxxvii}. Arrestation de la direction d'*Egin*. Cette décision sera déclarée illégale par le tribunal suprême le 22 mai 2009 (sumario 18/98)^{mcdlxxxviii}. *Euskadi Información*, bulletin d'information artisanal se met en place pour pallier à la fermeture d'*Egin* (Casanova, 2007, p. 307).
- 18 juillet 1998 : 75.000 personnes manifestent silencieusement à San Sébastien pour dénoncer l'attaque contre la liberté de la presse et la liberté d'expression, pour demander la réouverture d'*Egin* et la libération de sa direction^{mcdlxxxix}.
- juillet 1998 : condamnation du ministre de l'Intérieur, José Barrionuevo, du secrétaire d'État à la sécurité, Rafael Vera et de l'ancien gouverneur civil de la province de Biscaye, Julian Sancristobal pour malversation financière et séquestration sur la personne de Segundo Marey^{mcdxc}.
- août 1998 : signature d'un pacte secret entre le PNV et EA avec ETA (*Papeles de Ermua*, n° 6, janvier 2004, vdocuments.site/papeles-de-ermua-no-06.html).
- août 1998 : HB annonce son projet de constituer une coalition abertzale avant les élections d'octobre au Pays basque (Casanova, 2007, p. 308).
- 3 septembre 1998 : le projet *Euskal Herriarrok*, composé d'HB, Zutik, Batzarre et *independientes*, est présenté (Casanova, 2007, p. 308).
- 12 septembre 1998 : déclaration de Lizarra-Garazi, Pacto de Estella. Les partis nationalistes basques (PNV, EA, EH anciennement HB, IU, Zutik-Batzarre et Abertzaleen Batasuna) et 19 organisations sociales et syndicales^{mcdxci} basques signent la Déclaration de Lizarra, dans laquelle ils s'engagent à initier ensemble une voie de lutte empruntant des moyens pacifiques, pour la « construction nationale du Pays basque par des institutions démocratiques ». La déclaration commune est ratifiée le 2 octobre à Garazi (Saint-Jean-Pied-de-Port). Elle porte également sur le droit à décider du Pays basque et sur la territorialité (la résolution de la question basque concerne aussi l'État français)^{mcdxcii}.
- 16 septembre 1998 : ETA annonce une trêve illimitée ou « trêve unilatérale et indéfinie ».

- 25 octobre 1998 : les élections au Pays basque confirment le poids des forces ayant signé l'accord Lizarra-Garazi (Casanova, 2007, p. 314-315).
- 10 novembre 1998 : le Parlement demande au gouvernement de s'engager dans « une nouvelle orientation consensuelle, dynamique et flexible de la politique pénitentiaire » en vue de mettre un terme à la violence.
- 28 novembre 1998 : une manifestation massive à Bilbao demande le rapprochement des prisonniers (Casanova, 2007, p. 316).
- 11 décembre 1998 : rencontre entre les membres d'*Euskal Herritarrok* et de trois représentants du gouvernement : le secrétaire d'État à la sécurité, Ricardo Martí Fluxá, Javier Zarzalejos et Pedro Arriola. Les porte-paroles de l'ancien Herri Batasuna affirment qu'ils sont des politiques et ne sont là que pour parler de politique. Pour envisager un arrêt de la violence, il convient de parler avec ETA.
- 23 décembre 1998 : une grâce partielle est accordée par le Conseil des ministres espagnol à plusieurs des personnes condamnées pour des activités des GAL (Casanova, 2007, p. 316).
- 1998 : Baltasar Garzón déclare illicites les activités de KAS^{mcdxciii}.
- 1998 : des négociations secrètes ont lieu entre des représentants du gouvernement Aznar et ETA en Suisse.
- 9 janvier 1999 : manifestation à Bilbao appelée par les forces du pacte de Lizarra (Casanova, 2007, p. 316).
- 30 janvier 1999 : création du journal *Gara*, bilingue basque castillan. Il succède à *Egin*, interdit par le juge de l'Audience nationale Baltasar Garzón.
- 6 février 1999 : 600 conseillers municipaux basques élus se réunissent à Pampelune pour discuter de la future constitution de l'Assemblée des municipalités basques (Casanova, 2007, p. 316)^{mcdxciv}.
- 4 mars 1999 : arrestation de quatre jeunes gens à Getxo pour une implication dans des actes de sabotage (Casanova, 2007, p. 317).
- 7 mars 1999 : l'Audience nationale ordonne l'arrestation de Pepe Rei et d'un autre ancien journaliste d'*Egin* (Casanova, 2007, p. 317).
- 22 avril 1999 : pacte de législature au Parlement Basque entre le PNV et *Euskal Herritarrok* (EH, issu de HB).
- 13 juin 1999 : élections municipales et forales.
- 15 juin 1999 : le Congrès demande au gouvernement de mettre en œuvre effectivement et dans les meilleurs délais cette nouvelle politique pénitentiaire.
- 1^{er} novembre 1999 : le collectif des prisonniers politiques entame une grève de la faim illimitée pour revendiquer leurs droits (Casanova, 2007, p. 321).
- 6 novembre 1999 : création d'*Ekin* dont l'objectif est la promotion de l'indépendance et du socialisme.
- 2 décembre 1999 : signature de l'accord de la Commission permanente du Pacte de Lizarra Garazi à Bilbao^{mcdxcv}.
- 3 décembre 1999 : des manifestations ont eu lieu en plusieurs parties du Pays basque, appelées par le gouvernement basque sous le slogan *Bakea behar dugu* (Nous avons besoin de paix) (Casanova, 2007, p. 323). Elles sont soutenues par *Euskal Herritarrok*.
- décembre 1999 : plusieurs prisonniers grévistes de la faim sont hospitalisés (Casanova, 2007, p. 323).
- 15 janvier 2000 : le lehendakari (président du gouvernement basque) Juan José Ibarretxe appelle à une manifestation avec pour slogan « ETA gelditu, gobernuak mugitu, Euskal herriak du hitzaecta erabakia » (ETA arrête-toi, gouvernements bougez-vous, le Pays basque a la parole et la décision) (Casanova, 2007, p. 324).
- 21 janvier 2000 : à la suite de l'explosion d'une voiture piégée à Madrid, qui tue le lieutenant-colonel Pedro Antonio García Blanco, le lehendakari Juan José Ibarretxe suspend l'accord de

législature avec *Euskal Herriarrok* (Casanova, 2007, p. 324). *Euskal Herriarrok* appelle à l'insoumission, pour la première fois depuis 1977, avant la convocation d'élections générales en mars 2000.

29 janvier 2000 : arrestation de huit personnes liées aux relations internationales d'HB (Casanova, 2007, p. 324).

12 mars 2000 : élections générales dont le Parti Populaire sort majoritaire.

22 avril 2000 : création d'*Haika* (« Se lever ») à partir des mouvements *Jarrai* et *Gazteriak* (d'Iparralde) lors d'une fête populaire à Cambo-les-Bains. Il s'agit d'une organisation de jeunesse socialiste et favorable à l'indépendance du Pays basque. Dans un communiqué, ETA exprime son soutien à *Haika*.

26 avril 2000 : condamnation du militaire haut gradé, le colonel Enrique Galindo et de l'ancien gouverneur civil de la province de Guipúzcoa, José Julian Elgorriaga Goyeneche pour assassinat et séquestration sur les personnes de José Ignacio Zabala et José Antonio Lasam^{mcdxcvi}.

juin 2000 : José Luis Rodríguez Zapatero est élu secrétaire général du PSOE.

7 juillet 2000 : la police nationale désactive des engins explosifs envoyés aux quotidiens *ABC* et *La Razón* par « Les Anarchistes »^{mcdxcvii}.

20 juillet 2000 : le juge Baltasar Garzón publie une ordonnance où *Gara* est présenté comme la continuation d'*Egin*.

13 septembre 2000 : le juge Garzón fait arrêter 20 membres d'*Ekin* qu'il accuse d'être les « commissaires politiques » d'ETA.

octobre 2000 : la Fondation Joxemi Zumalabe, qui soutient le mouvement des citoyens, est l'objet d'une opération de police qui donne lieu à plusieurs arrestations (Casanova, 2007, p. 327).

12 décembre 2000 : signature à Madrid de l'« accord pour les libertés et contre le terrorisme » entre le Parti Populaire (PP) et le parti socialiste^{mcdxcviii}. Le gouvernement de José Maria Aznar, avec le soutien de la gauche espagnole (PSOE) mène une série d'actions contre les organisations politiques et culturelles basques accusées d'être contrôlées par ETA. Toutes sont placées sous l'accusation d'apologie du terrorisme.

2001 : création de Batasuna.

2001 : le gouvernement basque de coalition (PNV, EA et IU/EB4) annonce l'élaboration d'un nouveau statut politique (qui prévoit un futur État – le Pays basque – « librement associé » à l'Espagne, avec son propre système légal séparé et une représentation au sein de l'Union européenne)^{mcdxcix}. Ce projet de statut est refusé par le Parlement d'Espagne, en janvier 2005.

4 avril 2001 : le juge Garzón déclare *Egin* illégale.

10 avril 2001 : appel à la grève générale pour « la souveraineté et la paix » (Casanova, 2007, p. 329). La journée a donné lieu à une série de grèves, de mobilisations et d'affrontements qui ont conduit à 50 arrestations.

10 mai 2001 : le juge Garzón déclare illégale l'organisation *Jarrai/Haika*, jugeant qu'elle constitue « un appendice intégré dans la structure terroriste d'ETA » et sert de « centre de formation des militants » d'ETA^{md}.

13 mai 2001 : élections anticipées au Pays basque.

23 mai 2001 : dissolution d'Herri Batasuna.

mai 2001 : fermeture préventive du magazine d'investigation *Ardi beltza*.

11 juin 2001 : le procureur de l'Audience nationale lance un mandat contre la direction de *Gara* pour menaces terroristes et justification d'actes terroristes après une rencontre avec deux militants d'ETA publiée quatre jours plus tôt dans le journal^{mdi}.

juin 2001 : création de *Segi* qui succède à *Jarrai*. L'organisation est fondée sur la défense d'une idéologie nationale, indépendantiste, bascophone, socialiste, révolutionnaire, jeune, pluraliste, inscrite dans la lignée des organisations qui l'ont précédée.

23 juin 2001 : EH-HB devient Batasuna.

31 juillet 2001 : 31 membres d'*Ekin* sont arrêtés pour appartenance ou collaboration avec ETA.

fin 2001 (après le 11 septembre) : au sommet européen de Laeken l'Espagne obtient l'adoption d'un mandat d'arrêt européen et l'inscription d'ETA sur la liste des organisations terroristes.

13 militants des *Gestoras pro-Amnistía* sont arrêtés (Casanova, 2007, p. 333).

7 octobre 2001-26 octobre 2002 : seconde étape du processus de Conférence pour la paix d'Elkarri.

décembre 2001 : la section 4 de la division criminelle de l'Audience Nationale libère les directeurs d'*Ekin* dont le juge Garzón avait demandé l'arrestation^{mdii}. Une autre partie des membres d'*Ekin* avait été libérée le 4 avril 2001 après un jugement de l'Audience Nationale formulé par les mêmes juges Carlos Cezón y Juan José López Ortega.

janvier 2002 : le conseil d'administration de RTVE (Radio Télévision Espagnole) adopte un texte de référence sur le terrorisme. L'article 2 recommande la « prise de position des médias » contre ce phénomène et l'article 5 l'adoption d'un « langage qui exclut la justification ou la promotion de l'activité des terroristes » (voir Petxo et Ramírez de la Piscina, 2002).

5 février 2002 : le juge Garzón déclare illicites (mais non terroristes) les activités de *Segi*, *Jarrai*, *Haika*, apparentées à ETA^{mdiii}.

26 février 2002 : le gouvernement des États-Unis demande que soient ajoutés à la liste de personnes et de groupes terroristes ETA, *Euskal Herritarrok*, *Herri Batasuna*, *Jarrai-Haika-Segi*, *Gestoras pro-Amnistía*^{mdiv}. La garde civile collige les noms de ces individus.

19 avril 2002 : le conseil des ministres approuve la remise aux cours de justice de la nouvelle loi sur les partis politiques.

27 mai 2002 : interdiction de *Jarrai*^{mdv}.

5 juin 2002 : six lois sont modifiées conduisant à la réduction des possibilités d'action de la politique abertzale (Casanova, 2007, p. 333).

27 juin 2002 : loi organique 6/2002 sur les partis politiques, appelée « loi des partis »^{mdvi}.

juillet 2002 : embargos et blocages des comptes de Batasuna et des *Herriko Tabernak* (Casanova, 2007, p. 333).

26 août 2002 : le juge Garzon suspend pour trois ans les activités de *Batasuna* en Espagne. Ses sièges sociaux et sa page internet sont fermés.

30 août 2002 : le gouvernement demande au Tribunal suprême l'interdiction de Batasuna, *Euskal Herritarrok* et HB^{mdvii}.

14 septembre 2002 : une manifestation dénonce l'interdiction de Batasuna et le démantèlement de ses sièges sociaux (Casanova, 2007, p. 335).

octobre 2002 : opérations policières contre la *kale borroka* donnant lieu à des dizaines d'arrestations (Casanova, 2007, p. 335).

2002 : interdiction de l'association de prisonniers *Askatasuna*.

2002 : interdiction de l'association de prisonniers *Gestoras pro-Amnistia*.

2002 : à une date qui demeure indéterminée, des contacts ont lieu entre la gauche abertzale et le PSOE qui débouchent sur un accord^{mdviii}.

20 février 2003 : interdiction et fermeture du seul quotidien en langue basque *Egunkaria*. Le chef d'accusation est levé par le procureur général de la république en 2006^{mdix}.

28 mars 2003 : la Cour suprême espagnole interdit *Batasuna*, *Euskal Herritarrok* et HB^{mdx}.

25 mai 2003 : élections municipales.

27 mai 2003 : création par la loi organique 5/2003 des tribunaux centraux de vigilance pénitentiaire dont le siège est à Madrid^{mdxi}.

5 juin 2003 : le Conseil de l'Europe décide d'allonger la liste des personnes et groupes terroristes en y incluant *Batasuna*, *Herri Batasuna*, *Euskal Herritarrok*, *Jarrai-Haika-Segi*, ainsi que

- d'autres organisations de la gauche abertzale, toutes considérées par l'UE comme faisant partie du « groupe terroriste ETA ».
- 19 décembre 2003 : José Atanes, travailleur galicien, résident à Beasain, meurt d'une balle d'un agent de l'*Ertzaintza* sans que José Atanes ne l'ait menacé ou cherché à s'échapper^{mdxii}.
- décembre 2003 : Batasuna formule à Bergara une proposition visant à élaborer une candidature unique des forces politiques basques en vue des élections de mars 2004 (Casanova, 2007, p. 339). Il s'agit de mettre en place avec les élus de cette plate-forme un processus de dialogue avec l'État concernant le Pays basque^{mdxiii}. Le PNV, avec Josu Jon Imaz à sa tête, répond en proposant au PP et au PSOE un « dialogue sans conditions » et une relation d'« affectivité » avec l'État espagnol (Gara, 17/01/2004).
- 11 mars 2004 : attentats en gare d'Atocha revendiqués par Al Qaeda.
- 14 mars 2004 : élections générales en Espagne dont le PP et J. M. Aznar sortent perdants.
- 13 juin 2004 : élections pour le Parlement européen.
- 9 novembre 2004 : remise du grand prix de l'Académie universelle des cultures (UNESCO) au juge Baltasar Garzon.
- 14 novembre 2004 : Batasuna organise un acte politique massif au Vélodrome d'Anoeta, présenté comme « acte illégal d'une organisation illégale » en vue du dépassement du conflit au Pays basque. Batasuna y rend publique la proposition d'Anoeta qui se résume dans la formule : « Oraín Bakea Orain Herria » (Maintenant la paix, maintenant le peuple) (Casanova, 2007, p. 344)^{mdxiv}.
- 2004 : la politique antiterroriste du gouvernement Aznar et les nombreuses arrestations (plus de 130 suspects proches d'ETA arrêtés en 2004) laissent penser qu'ETA s'essouffle.
- 1^{er} janvier 2005 : Batasuna s'adresse au lehendakari Juan José Ibarretxe en vue de la résolution du conflit (Casanova, 2007, p. 346)^{mdxv}.
- 14 janvier 2005 : Batasuna, via son porte-parole Arnaldo Otegi, propose que la résolution du conflit basque passe par la « voie politique » et invite J. L. Zapatero à être le « Tony Blair espagnol », en négociant une « démilitarisation multilatérale » au Pays basque^{mdxvi}.
- 15 janvier 2005 : J. L. Zapatero déclare publiquement sa réceptivité à ses propositions qu'il lie toutefois à l'arrêt de la lutte armée (Casanova, 2007, p. 346).
- 1^{er} février 2005 : rejet du plan Ibarretxe, *i.e.* du projet de réforme du Statut d'Autonomie du Pays basque, par le Congrès des députés.
- 11 février 2005 : commence le procès des 42 jeunes liés à *Jarraí*, *Haika* et *Segi*, dont neuf ne comparaîtront pas. Il s'agit du premier procès contre une organisation politique, accusée de faire partie d'ETA, après avoir été interdite durant plusieurs années par les juges d'instruction (Casanova, 2007, p. 347).
- 25 février 2005 : lettre ouverte de Batasuna au président Chirac demandant à son gouvernement « qu'il prenne contact avec l'ETA », la France devant « faire partie d'un scénario de paix au Pays basque »^{mdxvii}.
- 17 avril 2005 : élections au Pays basque.
- 17 mai 2005 : le Congrès, à l'exception des députés du Parti populaire, vote une motion « pour une fin négociée de la violence » et autorise le gouvernement à entamer un dialogue avec la gauche abertzale, à condition de renoncer à la violence^{mdxviii}.
- 25 mai 2005 : l'Audience nationale ordonne l'arrestation d'Arnaldo Otegi (Casanova, 2007, p. 350), principal interlocuteur pour la gauche abertzale dans les discussions récemment entreprises avec le gouvernement. Cette décision constitue une réponse à l'explosion d'une voiture piégée à Madrid le même jour.
- juin 2005 : l'Audience nationale ordonne la dissolution de *Jarraí*, *Haika* et *Segi* au titre d'associations illégales sans toutefois en faire des organisations terroristes. Cependant, un an et demi plus tard, cette décision est contredite par la Cour suprême qui fait des trois groupes des organisations terroristes et demande l'arrestation de 23 de leurs membres^{mdxix}.

15 juillet 2005 : Nicolas Sarkozy, alors ministre de l'Intérieur en visite à Madrid, annonce « sa détermination complète » à collaborer contre ETA à J. L. Zapatero et à son homologue José Antonio Alonso (Massey, 2010, p. 340).

septembre 2005 : l'Audience nationale initie une enquête contre EHAK (Casanova, 2007, p. 353).

22 octobre 2005 : le PVN présente une proposition de « pacification et normalisation »^{mdxx}.

21 novembre 2005 : l'audience du procès (instruction 18/98) contre la gauche abertzale commence (Casanova, 2007, p. 353). Il dure seize mois.

28 février 2006 : sentence du Tribunal Suprême d'Espagne concernant la réduction des peines de prison connue sous le nom de doctrine Parot.

5 mars 2006 : à la suite du décès respectivement le 27 février de deux membres d'ETA incarcérés, Igor Miguel Angulo Iturrate^{mdxxi}, et le 3 mars de Ricardo Sainz Olmos^{mdxxii}, Batasuna et le syndicat *Langile Abertzaleen Batzordeak* appellent à une journée de protestation et de grève générale au Pays basque le 9 mars.

22 mars 2006 : ETA annonce un « cessez-le-feu permanent ».

fin mars 2006 : l'Audience nationale fait arrêter une nouvelle fois A. Otegi pendant dix jours et interdit tous les actes appelés par Batasuna (Casanova, 2007, p. 356).

27 avril 2006 : A. Otegi est condamné à 15 mois de prison pour avoir rendu hommage à Argala lors d'une manifestation publique (Casanova, 2007, p. 356).

19 mai 2006 : l'Audience nationale appelle huit membres de la Table nationale à témoigner (Casanova, 2007, p. 356). Vives tensions au sein de la gauche abertzale.

29 juin 2006 : José Luis Rodriguez Zapatero annonce l'ouverture « d'un dialogue », de négociations de paix avec ETA. Le Parti Populaire refuse de soutenir ce processus.

6 juillet 2006 : première rencontre officielle entre le Parti socialiste basque et Batasuna dans une logique de négociation de paix avec ETA.

20 août 2006 : un groupe de jeunes indépendantistes brûle un minibus à San Sébastien (Guipúzcoa), ce qui marque le début d'une reprise des violences urbaines au Pays basque et en Navarre.

septembre 2006 : premières réunions informelles des partis basques (sauf le Parti populaire), Batasuna compris, en vue de trouver un pré-accord sur les négociations politiques.

6 janvier 2007 : à la suite de l'explosion à l'aéroport de Barajas, José Luis Zapatero déclare que le processus de paix est rompu.

19 janvier 2007 : la Cour Suprême espagnole modifie la résolution prise par l'Audience nationale estimant *Jarraí*, *Haika* et *Segi* appartenant à une association illégale mais non terroriste^{mdxxiii}. Elle déclare que *Jarraí*, *Haika* et *Segi* font partie d'une organisation terroriste et augmente les peines prononcées contre les 24 dirigeants incarcérés^{mdxxiv}. *Jarraí* et *Haika* sont illégalisées.

4 février 2007 : 18 des 19 membres de *Jarraí*, *Haika* et *Segi* qui étaient en fuite depuis le 19 janvier 2007 sont remis à la police autonome après une manifestation qui s'est tenue au fronton de la Esperanza à Bilbao.

février 2007 : Batasuna rend publique la proposition dite de Cadre démocratique se résumant dans la constitution d'une autonomie avec le droit de décider de son avenir dans les quatre territoires d'Hegoalde et un département pour l'Iparralde (Casanova, 2007, p. 361).

27 mai 2007 : élections municipales.

4 octobre 2007 : le juge Garzon fait arrêter 22 dirigeants de Batasuna.

19 décembre 2007 : 47 des 52 accusés du procès contre Ekin, Kas et Xaki sont condamnés à des peines allant de 2 à 24 ans de prison^{mdxxv}. Ce jugement est revu le 22 mai 2009 par le Tribunal Suprême qui acquitte 9 d'entre eux et réduit leur peine en raison d'un manque de proportionnalité entre l'accusation et la condamnation à l'exception de l'un d'entre eux^{mdxxvi}.

décembre 2007 : accords bilatéraux formalisant la coopération franco-espagnole contre ETA.

11 septembre 2008 : le Tribunal constitutionnel interdit la tenue d'un referendum au Pays basque décidé par le gouvernement régional sur le droit du peuple basque à l'autodétermination.

16-18 septembre 2008 : la Cour suprême dissout le Parti basque ANV (Action nationaliste basque) et le Parti communiste des terres basques (PCTV) en raison de leurs liens avec ETA^{mdxxvii}. 21 membres de *Gestoras pro-Amnistía* sont condamnés.

2009 : la Cour européenne des droits de l'Homme confirme la décision d'interdiction de Batasuna par l'Espagne.

7 février 2009 : attaque à 21h d'un véhicule d'*EuskoTren* stationné dans un hangar à Rentería avec des engins incendiaires^{mdxxviii}. L'action est placée au compte de la *Kale Borroka*.

7 février 2009 : cinq personnes masquées ont à 21h45 mis le feu à un bus à Amurrio (Álava) après en avoir évacué les passagers^{mdxxix}. L'action est placée au compte de la *Kale Borroka*.

21 février 2009 : attaque avec un liquide inflammable du Batzoki situé Avenida Carlos I de San Sébastian^{mdxxx}.

23 février 2009 : attaque entre 0h30 et 1h00 aux cocktails Molotov de deux banques, la BBVA et la *Bankoa*, à Tolosa (Guipúzcoa)^{mdxxxi}. L'action est placée au compte de la *Kale Borroka*.

23 février 2009 : explosion d'une bombe à 0h30 devant le siège social (*Batzoki*) du PNV à Vitoria^{mdxxxii}. L'action est placée au compte de la *Kale Borroka*.

16 octobre 2009 : attaque de plusieurs bus, voitures et de trois banques à Bilbao et Ondarroa^{mdxxxiii}. Ces actions font suite à l'arrestation ordonnée par le juge Baltasar Garzón d'Arnaldo Otegi et de quatre autres politiciens basques accusés pour avoir voulu reconstituer la direction de Batasuna. Les actions sont placées au compte de la *Kale Borroka*.

24 novembre 2009 : arrestation de 34 membres de *Segi*, organisation de jeunesse de Batasuna^{mdxxxiv}.

26 novembre 2009 : explosion d'une bombe de faible intensité devant les bureaux du journal local de Pampelune.

26 novembre 2009 : un bus est brûlé à 22h50 à Markina (Biscaye)^{mdxxxv}.

27 novembre 2009 : explosion d'une bombe à 2h40 dans une station de métro à Getxo et dégradations au siège du PSE à Deusto^{mdxxxvi}. Ces actions des 26-27 novembre interviennent après que la police a arrêté 34 jeunes Basques.

12 avril 2010 : 14 stations de train sont attaquées par des groupes de jeunes basques en Guipúzcoa et Biscaye^{mdxxxvii}.

16 avril 2010 : explosion à 1h00 d'une bombe de faible intensité près d'une agence de la compagnie de téléphone Telefonica à Llodio^{mdxxxviii}. Aucune victime n'est à déplorer. L'action est placée au compte de la *Kale Borroka*.

août 2010 : attaques coordonnées de *Kale Borroka* pendant tout le mois.

7 août 2010 : plusieurs conteneurs de déchets et un bâtiment sont brûlés à Ondarroa^{mdxxxix}.

11 août 2010 : des dizaines de conteneurs de déchets sont brûlés à Zarautz^{mdxl}. Deux policiers sont légèrement blessés.

13 août 2010 : une bombe à essence est lancée sur un bureau de poste à Zalla^{mdxli}.

16 août 2010 : destruction à Andoain de deux camions travaillant sur un projet lié au TAV^{mdxlii}.

17 août 2010 : plusieurs conteneurs de déchets sont brûlés dans les villes d'Azkoitia au moment des fêtes d'Andramaixek et de Vitoria^{mdxliii}.

18 août 2010 : plusieurs conteneurs de déchets sont brûlés à Vitoria^{mdxliv}.

20 août 2010 : huit conteneurs de déchets et 12 voitures sont brûlés à Bilbao et des bombes à essence sont lancées à Amorebieta^{mdxlv}.

21 août 2010 : explosion d'une bombe à Bilbao^{mdxlvi}. Aucune victime n'est à déplorer. L'action est placée au compte de la *Kale Borroka*. Elle dénonçait un informateur.

16 septembre 2010 : explosion à 1h25 d'une bombe de faible intensité dans la zone industrielle de Vitoria alors que le cessez-le-feu a été déclaré par ETA^{mdxlvii}. Aucune victime n'est à déplorer. L'action est placée au compte de la *Kale Borroka*.

- 28 septembre 2010 : arrestations de cinq membres d'*Askapena*, considérés comme participant au « front international » d'ETA^{mdxlviii}.
- 7 février 2011 : Batasuna présente un nouveau parti, *Sortu*, « rejetant » pour la première fois la violence du groupe armé, espérant ainsi pouvoir se présenter aux élections locales de mai prochain.
- 23 mars 2011 : le Tribunal suprême espagnol décide de refuser l'inscription en tant que parti politique de *Sortu*, la nouvelle formation créée par Batasuna^{mdxlix}.
- 22 mai 2011 : la coalition de gauche *Bildu* devient la deuxième force politique du Pays basque. Cette formation qui a permis une présence indirecte de Batasuna, a remporté plus d'un quart des suffrages, derrière le PNV.
- 17 octobre 2011 : déclaration d'Aiete suite à la conférence internationale pour la promotion d'une résolution du Conflit.
- 20 novembre 2011 : la coalition indépendantiste Amaiur issue de la mouvance Batasuna, entre au Parlement espagnol.
- 5 mai 2012 : le gouvernement de Mariano Rajoy rejette l'offre de dialogue et la médiation d'une commission internationale.
- 20 juin 2012 : légalisation de *Sortu* par le Tribunal constitutionnel.
- 10 juillet 2012 : la cour européenne des droits de l'homme de Strasbourg établit que la « doctrine Parot » viole les articles 7 et 5.1 de la convention européenne des droits de l'homme.
- 21 octobre 2012 : la gauche indépendantiste EH *Bildu* devient la première force politique aux élections régionales anticipées en Guipúzcoa.
- 3 janvier 2013 : Batasuna annonce sa dissolution.
- 2 juin 2014 : communiqué de presse commun des ministres de l'Intérieur espagnol et français réaffirmant leur volonté de poursuivre leur coopération pour lutter contre le terrorisme et faire disparaître définitivement ETA^{mdl}.
- 7 octobre 2014 : Arantza Quiroga, la présidente du Parti populaire au Pays basque, propose de créer une commission sur la « Liberté et le vivre ensemble » au parlement basque et de travailler de concert avec les autres partis du Pays basque espagnol, dont la gauche indépendantiste basque^{mdli}. Arantza Quiroga quitte la vie politique le 14 octobre.
- 20 février 2017 : À l'occasion du 25^{ème} sommet franco-espagnol qui s'est tenu à Málaga le 20 février 2017, Jean-Jacques Urvoas, garde des Sceaux, ministre de la Justice et Bruno Le Roux, ministre de l'Intérieur, ont signé avec leurs homologues espagnols Rafael Catala et Juan Ignacio Zoido, une déclaration d'intention relative à la remise à l'Espagne de biens saisis dans des dossiers judiciaires français impliquant l'organisation ETA^{mdlii}.
- 25 février 2018 : le gouvernement basque prend en charge les fonds documentaires du quotidien *Egin*, pour les déposer provisoirement dans les Archives historiques du Pays basque, à Bilbao^{mdliii}.
- 16 septembre 2019 : procès de 47 citoyen.ne.s basques ayant assisté médicalement et juridiquement des proches incarcérés, travaillé à la défense des droits humains et à la résolution du conflit (*El Periódico*, 11/04/2019). Seront également jugées deux porte-paroles d'*Etxerat*, association de familles et d'amis de prisonniers, exilés et déportés politiques basques.

2.2 IPARRALDE

- 1962 : création de ce qui deviendra le comité de réfugiés au Pays basque nord contre les mesures d'expulsion demandées par Franco à leur encontre.
- 1963 : création du mouvement *Enbata* ; revendication de la création d'un département dans lequel l'euskara (langue basque) aurait un statut particulier.

14 avril 1963 : célébration de l'*Aberri Eguna* en Iparralde à laquelle *Enbata* prend une part active (Casanova, 2007, p. 26).

janvier 1965 : Kristiane Etxaluz, militante d'*Enbata* et collaboratrice d'ETA, est arrêtée à un poste de contrôle près de la frontière (Casanova, 2007, p. 36). Cette arrestation provoque une intensification de l'activité d'*Enbata* et un accroissement de la pression de la police française sur les médias abertzales, ainsi que plusieurs phases d'arrestations et de mauvais traitements.

20 octobre 1967 : création de la Mission interministérielle d'aménagement de la Côte Aquitaine (MIACA).

décembre 1970 : à l'occasion du procès de Burgos ont lieu à Bayonne et Mauléon des manifestations rassemblant respectivement 10 000 et 1 500 personnes, manifestations jusqu'à ce jour sans pareille ampleur en Iparralde (Casanova, 2007, p. 79).

20 avril 1972 : le schéma d'aménagement du territoire est approuvé par le Comité Interministériel d'Aménagement du Territoire (CIAT).

octobre 1972 : à la suite de l'explosion, attribuée à ETA, de trois engins dans des installations officielles d'Iparralde, le gouvernement français décrète l'expulsion de plusieurs réfugiés. S'ensuivent une grève de la faim et l'enfermement des réfugiés dans la cathédrale de Bayonne ainsi que des opérations du même type en Iparralde, Hegoalde et en Belgique. Malgré la pression et les expulsions, un accord est finalement conclu pour traiter les questions concernant les réfugiés basques par le biais d'une commission spéciale dirigée par la Croix-Rouge (Casanova, 2007, p. 90).

début 1974 : en réponse à l'attentat contre Carrero Blanco, le gouvernement français lance une nouvelle campagne contre les réfugiés basques. La police française arrête une douzaine de réfugiés basques et s'introduit dans les locaux d'Anai Artea (Casanova, 2007, p. 101). La majorité des personnes arrêtées, militants d'ETA et non militants, comme Juanjo Etxabe ou José Luis Zumalde, el Cabra, est séquestrée. Une nouvelle réclusion dans la cathédrale de Bayonne se produit (la quatrième depuis 1970).

10 janvier 1974 : le gouvernement français dissout *Enbata*.

mars 1974 : les plus jeunes membres d'*Enbata* créent le groupe HAS (*Herriko Alderdi Sozialista*-Parti socialiste populaire).

1975 : début des activités du groupe ATE (Anti-Terrorismo ETA).

7 avril 1975 : explosion d'une bombe visant la librairie Mugalde à Hendaye. Il s'agit du premier épisode des « guerres sales » menées contre les militants et réfugiés basques (Makazaga, 2015, p. 9).

avril 1975 : un tribunal français refuse l'extradition de deux militants d'ETA au motif que les buts et les activités de cette organisation sont politiques (Casanova, 2007, p. 169).

6 juin 1975 : un mercenaire meurt dans l'explosion de la bombe qu'il destinait au réfugié Josu Urrutikoetxea (Casanova, 2007, p. 116).

28 juin 1975 : attentat contre le restaurant Udalaiz de Bayonne par un mercenaire impliqué dans la guerre sale, François Chabessier, ex-membre de l'OAS.

27 août 1975 : mitraillage à Bidache de militants, de réfugiés basques et de leurs familles revenant d'une manifestation contre l'application de la peine de mort en Espagne. L'action est réalisée par le mercenaire américain Jay Salby, œuvrant également pour les Guérilleros du Christ roi.

26 mai 1977 : déportation de réfugiés basques vers l'île de Porquerolles.

13 janvier 1979 : attentat mené par des mercenaires qui blesse gravement Joxe Manuel Pogoaga, dit *Peixoto*.

30 janvier 1979 : les autorités françaises suppriment le statut de réfugié politique. Le même jour est menée une grande rafle au cours de laquelle une trentaine de réfugiés sont arrêtés. 18 réfugiés basques sont déportés à Valensole (Alpes-Maritimes).

21 février 1979 : tentative d'enlèvement d'Arantxa Sasiain, réfugiée basque espagnole à Bayonne, commanditée par Jean-Pierre Chérid.

juin 1979 : le Bataillon Basque Espagnol tue Enrique Alvarez, réfugié basque (Casanova, 2007, p. 174).

août 1979 : le Bataillon Basque Espagnol tue Juan Lopategi, réfugié basque (Casanova, 2007, p. 174).

avril-mai 1981 : six sentences d'extradition de réfugiés basques sont édictées mais le gouvernement français ne permet pas qu'elles se concrétisent (Casanova, 2007, p. 193).

mai 1981 : François Mitterrand est élu président de la République.

11 juin 1980 : enlèvement de José Miguel Etxeberria, dit *Naparra*, dirigeant des Commandos Autonomes Anticapitalistes (Casanova, 2007, p. 185).

mars 1982 : deux gendarmes français sont tués à Baïgorry dans une action revendiquée par le BVE (Casanova, 2007, p. 205).

7 avril 1983 : première réunion interministérielle entre les ministres de l'intérieur Gaston Deferre et José Barrionuevo à Paris, l'Espagne voulant encourager la France à coopérer dans la lutte antiterroriste contre ETA.

septembre 1983 : le roi Juan Carlos se rend à Paris pour participer à la XIIe Conférence Générale de l'UNESCO, où il rencontre François Mitterrand et peut se faire l'émissaire de la collaboration antiterroriste entre la France et l'Espagne.

25 octobre 1983 : suite à une série d'enlèvements par ETA, une nouvelle prison (Herrera de la Mancha) ainsi que de nouvelles mesures « anti-terroristes » sont inaugurées.

4 décembre 1983 : Segundo Marey est enlevé à Hendaye et séquestré pendant dix jours. Première revendication et première erreur des GAL, qui le croyaient participer à la levée de l'impôt révolutionnaire d'ETA. L'action intervient après l'échec de l'opération contre José Maria Larretxea le 18 octobre 1983 (Casanova, 2007, p. 213). José Amedo avait recruté des mercenaires afin d'enlever le réfugié Mikel Lujua. Segundo Marey est finalement libéré en échange de la libération des policiers impliqués dans la tentative d'enlèvement de José Maria Larretxea.

19 décembre 1983 : Ramon Oniaedera, dit *Kaxu*, réfugié basque est assassiné par les GAL à Bayonne (Casanova, 2007, p. 213).

28 décembre 1983 : Miguel Goixea Elorriaga, dit *Txapela*, abattu à Saint-Jean-de-Luz par les GAL (Casanova, 2007, p. 213).

fin 1983 : le gouvernement français expulse systématiquement tous les réfugiés basques espagnols vers l'Espagne.

10 janvier 1984 : le gouvernement français entame une politique systématique contre les réfugiés basques espagnols, suite à un accord secret passé à la fin de l'année 1983 avec le gouvernement espagnol (Makazaga, 2015, p. 6). On évoque une conversation téléphonique le 19 novembre 1983 entre F. Gonzalez et F. Mitterrand. La Police de l'Air et des Frontières arrête 17 réfugiés basques. 11 sont assignés à résidence à distance du Pays basque et six – considérés comme dirigeants d'ETA ou des *Octavos* – sont expulsés vers des pays tiers (Panama).

8 février 1984 : Angel Gurmino Lizarraga, dit *Stein*, et Vicente Perurena Terexea, dit *Peru*, sont assassinés à Hendaye par les GAL (Casanova, 2007, p. 214). Ils sont membres présumés d'ETA-m.

25 février 1984 : Eugenio Gutierrez Salazar est assassiné à Mauléon par les GAL (Casanova, 2007, p. 214).

1^{er} mars 1984 : la police française tue le militant d'IK Didier Laffitte à Bayonne (Casanova, 2007, p. 215).

19 mars 1984 : Jean-Pierre Chérid, légionnaire français du GAL, meurt en manipulant sa bombe.

- 3 mai 1984 : Rafael Goikoetxea, réfugié basque, est tué par les GAL à Saint-Etienne-de-Baïgorry (Casanova, 2007, p. 214).
- 1^{er} juin 1984 : le tribunal de Pau engage une procédure d'extradition contre quatre citoyens basques (Casanova, 2007, p. 216).
- 15 juin 1984 : Tomás Pérez Revilla, militant historique d'ETA, est blessé par les GAL à Biarritz et meurt quelques semaines (Casanova, 2007, p. 214).
- 9 août 1984 : l'Espagne demande l'extradition de huit militants présumés d'ETA que le tribunal de Pau accepte pour trois d'entre eux^{mdliv}. Quatre déportations vers le Togo sont prononcées (Casanova, 2007, p. 216).
- 10 août 1984 : incendie criminel à St-Martin d'Arrosa de la coopérative abertzale Denek par les GAL.
- 23 septembre 1984 : la France signe le décret d'extradition des militants concernés par le jugement du 9 août (Casanova, 2007, p. 216). Une étape est passée dans la politique de la France : jusque-là les extraditions avaient été refusées car les délits étaient considérés comme politiques. À présent, elles sont acceptées en raison de la « particulière gravité » des faits commis.
- 25 septembre 1985 : attentat à l'arme automatique à l'hôtel Monbar de Bayonne par les GAL. Quatre membres présumés d'ETA-m sont tués : José Maria Etxaniz Maiztegi, Ignacio Astiasuizarra Pagola, Agustin Irrazustabarrena Urrusola et José Sabino Echaïde Ibarguren^{mdlv}. S'ensuit une grève générale en Guipúzcoa.
- 18 novembre 1984 : nouvelle bavure du GAL, Christian Olascoaga est tué et son frère Claude blessé.
- 11 décembre 1984 : attentat à la voiture piégée à Bayonne par les GAL. Juan Iradi Lizarazu est blessé.
- 1^{er} février 1985 : attentat à la voiture piégée contre Xavier Manterola par les GAL. Il en sort indemne.
- 4 mars 1985 : attaque à l'arme automatique perpétrée par les GAL au bar Lagunekin, rue Pannecau à Bayonne. Deux membres présumés d'ETA-m sont blessés : Jésus Amantes Arnais dit *Txirlas* et Angel Zabaleta Mendia dit *Gotzon*.
- 13 mars 1985 : mitraillage d'un hôtel à Bayonne revendiqué par les GAL.
- 26 mars 1985 : attaque à l'arme automatique dans le bar Bittor à Ciboure par les GAL. Deux personnes sont blessées dont Ramon Basanez Jauregui, membre présumé d'ETA-m.
- 29 mars 1985 : mitraillage du bar les Pyrénées à Bayonne par les GAL. Le Français Benoît Pecastaing est tué. Pedro Picabea Ugalde dit *Kepa* et membre présumé d'ETA-m, est blessé.
- 30 mars 1985 : assassinat du journaliste d'*Egin* Francisco Xavier Galdeano Arana à Saint-Jean-de-Luz par les GAL.
- 14 juin 1985 : mitraillage revendiqué par les GAL du bar Trinquet à Ciboure. Mort de deux Français, Émile Weiss et Claude Doer.
- 26 juin 1985 : assassinat de Santos Blanco Gonzalez à Bayonne.
- 8 juillet 1985 : attaque à l'arme automatique, revendiquée par les GAL, dans un café basque de Ciboure, faisant deux blessés dont Juan Carlos Lecertua Urritibescaoa, membre présumé d'ETA.
- 16 juillet 1985 : attentat manqué à la voiture piégée à Anglet (64) par les GAL contre Fernando Eguileor Ituarte, membre présumé d'ETA-m.
- 31 août 1985 : attentat manqué contre Dominique Labeyrie, réfugié basque, à Saint-Jean-de-Luz par les GAL.
- 25 septembre 1985 : attentat à l'arme automatique à l'hôtel Monbar de Bayonne par les GAL. Quatre membres présumés d'ETA-m sont tués : José Maria Echaniz Mattegui, Ignacio Astiasuizarra Pgola, Agustin Irrazustabarrena Urrusola et José Sabino Echaïde Ibarguren.
- 24 décembre 1985 : le GAL tue « par accident » Robert Caplanne à Biarritz.

- 8 février 1986 : attaque à l'arme automatique, revendiquée par les GAL, au bar *Batxoki* à Bayonne. Six personnes sont blessées dont la veuve et la fille de Juan María Otegui (voir événement supra du 2/08/1985 ; Casanova, 2007, p. 229).
- 13 février 1986 : attaque à l'arme automatique par les GAL du bar *La Consolation* à Saint-Jean-de-Luz. Ramon Basanez Jauregui, membre présumé d'ETA-m, est blessé (voir événement supra du 26/03/1985).
- 17 février 1986 : Christophe Machicotte, berger, et Catherine Brion, touriste, sont tués « par erreur » par les GAL à Bidarray (64)^{mdlvi}. Dans une ferme voisine habite Pecho Garces Ilharragory, membre présumé d'ETA-m. Il s'agit du dernier attentat revendiqué par les GAL.
- 13 mars 1986 : quatre réfugiés basques sont jugés, dont Txikierdi et Mamarru (Casanova, 2007, p. 229). Ce procès ouvre en France une nouvelle étape du traitement des réfugiés puisqu'il aboutit à une peine de cinq ans de prison pour les personnes accusées d'association des malfaiteurs.
- 19 juillet 1986 : avec le gouvernement Chirac qui prend ses fonctions en juillet 1986, les réfugiés basques sont remis à la police espagnole en violation de la convention de Genève. Un nouveau motif est convoqué : l'expulsion dans le cadre de la « procédure d'urgence absolue ». Il n'avait pas été utilisé depuis 1945 (Casanova, 2007, p. 230). Ce jour, le réfugié Txema López Varona est remis aux autorités espagnoles.
- 24 juillet 1987 : attentat à la voiture piégée contre Juan Carlos García Goena à Hendaye par les GAL (Casanova, 2007, p. 229). Il n'était pas réfugié basque mais (seulement) voisin de Juan Bautista Argote.
- juillet 1986-mai 1987 : 60 réfugiés basques espagnols sont déportés vers des pays du tiers monde.
- mai 1987 : accord de Bégur prévoyant la constitution d'un comité bilatéral se réunissant une fois par an au minimum et, à partir de 1990, un fonctionnaire de la police espagnole et un membre de la garde civile travaillent à Pau auprès du coordinateur de la lutte antiterroriste en France.
- octobre 1987 : durant la première semaine du mois, 256 réfugiés basques sont arrêtés, remis aux autorités espagnoles ou déportés vers l'Algérie et le Vénézuéla.
- 1988 : création d'*Abertzaleen Batasuna* (AB).
- mai-juin 1988 : la défaite de la droite aux élections législatives met un terme quasi complet à la politique de remise des réfugiés aux autorités espagnoles dans le cadre de la procédure d'urgence absolue (Casanova, 2007, p. 242). Elle a toutefois concerné plus de 200 réfugiés.
- 1990 : création de *Gazteriak*.
- 13 novembre 1993 : début d'un vaste procès à Paris où comparaissent 62 personnes (30 Basques, 38 Bretons, 3 Français, un Irlandais) accusées d'avoir hébergé des réfugiés basques. Ils sont, pour certains, condamnés à des peines de prison le 20 décembre par la chambre correctionnelle de justice.
- 12 septembre 1998 : déclaration de Lizarra-Garrai, dont *Abertzaleen Batasuna*, parti nationaliste basque d'Iparralde France, est cosignataire : « Le contentieux basque est un conflit historique d'origine et de nature politiques dans lequel sont impliqués l'État espagnol et l'État français. Sa résolution doit nécessairement être politique ».
- février 1999 : création d'Udalbitza, « institution nationale de communes et élus municipaux de Euskal Herria ».
- Fin 2002 : formation de Batera (« Tous ensemble »), regroupement d'associations portant une « plate-forme de revendications pour le Pays basque : un département, une chambre d'agriculture, une université de plein exercice, et la co-officialisation de la langue ».
- janvier 2013 : dissolution de Batasuna en France.
- 17 décembre 2016 : des personnalités de la société civile basque détruisent une partie du stock d'armes d'ETA à Louhossoa.

3. Chronologie de lois antiterroristes en Espagne

- 30 juillet 1959 : loi sur l'ordre public 45/1959^{mdlvii}.
- 21 septembre 1960 : décret 1794/1960 dit décret sur les bandits et le terrorisme. Il amplifiait les compétences militaires en matière d'ordre public et interdit toute forme de manifestation, réunion et grève.
- 16 août 1968 : le décret du 21 septembre 1960 sur la « Rébellion Militaire, le banditisme et le terrorisme » (*Rebelion Militar, Bandidaje y Terrorismo*) est rétabli le 16 août 1968 après avoir été abrogé en 1963. Il reconnaît la justice militaire compétente en la matière.
- 15 novembre 1971 : la loi 42/1971 place les délits considérés comme relevant de faits de terrorisme sous le code et la juridiction militaires, lorsque les actions ont été commises par « des groupes ou organisations permanents ».
- 14 septembre 1973 : publication du décret 3096/1973 rendant effectif le code pénal, texte revu conformément à la loi 44/1971 du 15 novembre 1971^{mdlviii}.
- 25 avril 1975 : l'état d'urgence est déclaré dans les provinces basques de Biscaye et Guipúzcoa.
- 22 mai 1975 : toute information liée à l'état d'urgence dans les provinces de Biscaye et Guipúzcoa est placée sous le secret.
- 26 août 1975 : décret-loi 10/1975 de « répression du terrorisme ». Il coïncide avec une loi antiterroriste qui donnera lieu à la fermeture des journaux (hebdomadaires) *Destino*, *Posible* et *Cambio 16* le 27 août. Le décret-loi étend la peine de mort^{mdlix}.
- 18 février 1976 : décret-loi 2/1976^{mdlx}. Il révisé le décret-loi 10/75 du 26 août 1975.
- 4 janvier 1977 : création de l'Audience Nationale par décret royal 1/77. Elle juge les délits de terrorisme qui ne relèvent pas de juges d'instruction, mais de cette juridiction siégeant à Madrid.
- 29 juin 1978 : décret-Loi 21/1978 qui modifie l'article 17 de la Constitution.
- 27 juillet 1978 : approbation à une large majorité par le Congrès d'une loi sur la police^{mdlxi}. Elle prévoit notamment pour les crimes commis par des groupes armés : une prolongation de la détention préventive pendant plus de 72 heures, jusqu'à un maximum de sept jours supplémentaires, par notification à l'autorité judiciaire ; la mise au secret du détenu pendant le temps jugé nécessaire, sans préjudice des droits de la défense ; l'observation postale, télégraphique et téléphonique sous contrôle judiciaire pour une période de trois mois, prorogeable pour des périodes égales.
- 4 décembre 1978 : loi 56/1978 portant sur des « mesures spéciales relatives aux infractions terroristes commises par des groupes armés »^{mdlxii}. Elle entre en vigueur le 8 décembre 1978.
- 28 décembre 1978 : promulgation de la loi 82/1978 qui modifie le code pénal en matière de terrorisme et qui transforme les délits de terrorisme en délits de droit commun.
- 28 décembre 1978 : promulgation de la loi de police 85/1978.
- 26 janvier 1979 : adoption du décret royal 3/1979 sur la sécurité citoyenne^{mdlxiii}. Tout en abrogeant la loi antiterroriste adoptée pendant le régime franquiste, elle amplifie les mesures susceptibles d'être prises dans le domaine en pénalisant tous les actes d'apologie et de préparation de délits reconnus comme terroristes^{mdlxiv}.
- 6 février 1979 : adoption du décret-loi sur la sécurité citoyenne ou loi antiterroriste^{mdlxv}.
- 20 décembre 1979 : le congrès des députés vote le décret-loi qui prolonge d'un an loi antiterroriste et accroît y les compétences de l'Audience nationale^{mdlxvi}.
- 1^{er} juillet 1980 : loi organique 6/1980 sur l'organisation de la défense nationale et l'organisation militaire.
- 1^{er} décembre 1980 : promulgation de la loi organique 11/1980 sur le délit de coopération et la suspension des droits fondamentaux de l'article 55.2 de la Constitution^{mdlxvii}.
- 4 mai 1981 : promulgation de la loi organique 2/1981 pour la défense de la démocratie^{mdlxviii}.

- 6 juin 1981 : loi organique 4/1981, du 1^{er} juin 1981, sur les états d'alarme, d'urgence et de siège^{mdlxix}. Publiée le 5 juin, elle entre en vigueur le 6 juin 1981.
- 26 décembre 1984 : promulgation de la loi organique 9/1984 (loi antiterroriste) contre les agissements de bandes armées et d'éléments terroristes^{mdlxx}. Elle étend la suspension des droits et des libertés prévue par l'article 55.2 de la Constitution espagnole^{mdlxxi}.
- 16 mars 1985 : correction des erreurs de la loi organique 9/1984 du 26 décembre.
- 13 mars 1986 : loi organique 2/1986 sur les Forces et Corps de la Sécurité d'État.
- 17 décembre 1987 : le tribunal constitutionnel déclare inconstitutionnels quatre des mesures prises dans le décret-loi 3/1979 sur la sécurité citoyenne et concernant notamment l'apologie de terrorisme, le prolongement de la détention préventive, la non communication du prévenu sans décision judiciaire antérieure^{mdlxxii}.
- 25 mai 1988 : promulgation de la loi organique 3/1988 qui réforme le code pénal.
- 25 mai 1988 : promulgation de la loi organique 4/1988 qui réforme la procédure criminelle (publiée au journal officiel le 26 mai 1988)^{mdlxxiii}. Elle entre en vigueur le 15 juin 1988 et autorise les conditions de non communication des prévenus (article 4)^{mdlxxiv}.
- 21 février 1992 : promulgation de la loi organique 1/92 de protection de la sécurité citoyenne^{mdlxxv}. Elle est appelée « loi Corcuera », du nom du ministre socialiste qui l'a portée^{mdlxxvi}. L'article qui 21.2 autorise l'entrée des forces de police au domicile sans mandat judiciaire, est annulé par le tribunal constitutionnel dans sa décision 341/1993 du 18 novembre 1993.
- 7 juillet 1992 : loi 4/1992 de police du Pays basque qui redéfinit et assure la coordination entre la police autonome (*Ertzaintza*) et les polices locales^{mdlxxvii}.
- 23 novembre 1995 : promulgation de la loi organique 10/1995 qui approuve la réforme du code pénal^{mdlxxviii}. Concernant les délits de terrorisme, elle augmente les peines de prison pour tout délit susceptible d'être associé à un groupe terroriste^{mdlxxix}, renforce les conditions pour accéder au troisième grade en prison ainsi que l'obtention de la liberté conditionnelle^{mdlxxx}.
- 13 janvier 1999 : la loi organique 5/1999 du 13 janvier 1999 modifie l'article 282 de la loi de procédure criminelle en matière d'investigations en relation avec le trafic de drogue, et « toute autre activité illicite grave ». Elle permet aux membres de la police judiciaire de faire valoir leurs investigations d'agents infiltrés au titre de preuves, sans avoir à dévoiler leurs identités et de modifier les modalités d'enquête concernant la « délinquance organisée » dont les délits de terrorisme font partie.
- 8 octobre 1999 : loi 32/1999 sur la solidarité avec les victimes du terrorisme^{mdlxxxi}.
- 17 décembre 1999 : décret royal 24267/1999 sur l'approbation de la loi 32/1999.
- 23 décembre 1999 : décret royal 24430/1999 sur la reconnaissance du statut de victime du terrorisme.
- 12 janvier 2000 : loi organique 5/2000 sur la responsabilité pénale des mineurs.
- 22 décembre 2000 : la loi organique 7/2000 qui porte modification de la loi organique 10/1995 du 23 novembre 1995, du code pénal et de la loi organique 5/2000 du 12 janvier 2000^{mdlxxxii}. Elle modifie l'âge de la responsabilité pénale en matière de délits de terrorisme et statue sur la responsabilité pénale des mineurs qui passe à 14 ans, en relation avec les délits de terrorisme et vise les actions de *kale borroka*, qualifiées de terrorisme de basse intensité ou de terrorisme urbain. La loi organique 7/2000 prévoit la privation des droits civiques et politiques pendant vingt ans et une condamnation de même niveau des délits commis à l'encontre des élus que ceux visant les détenteurs ou les représentants de l'autorité de l'État.
- 27 juin 2002 : loi organique 6/2002 sur les partis politiques, appelée « loi des partis »^{mdlxxxiii}. Elle permet la dissolution des partis dans les cas caractérisés d'association illégale/d'association à des organisations illégales^{mdlxxxiv}. Ainsi « un parti est déclaré illégal lorsque ses activités fragilise les principes démocratiques »^{mdlxxxv}, l'indétermination des termes de la loi permettant des décisions d'interdiction aux modalités très souples. Plus précisément, le texte ajoute qu'un

parti peut être interdit, lorsqu'il « promeut, encourage ou légitime la violence », « s'associe et soutient politiquement des actions terroristes », « promeut, apporte son soutien ou participe à des célébrations » en l'honneur d'individus ayant commis des actions violentes^{mdlxxxvi}.

- 30 juin 2003 : loi organique 7/2003^{mdlxxxvii} portant réforme de l'accomplissement intégral et effectif des peines de prison^{mdlxxxviii}. Elle modifie l'article 76 du code pénal pour porter la limite maximum d'accomplissement des peines 40 ans pour les individus condamnés à deux ou plus délits de terrorisme plutôt que 30 ans. L'accès à la libération conditionnelle suppose une collaboration avec la justice^{mdlxxxix}. « La ley reforma el artículo 78 del Código Penal para que los beneficios penitenciarios, los permisos de salida, la clasificación en tercer grado y el cómputo de tiempo para la libertad condicional en los supuestos de crímenes especialmente graves se refieran siempre a la totalidad de las penas impuestas en las sentencias. »
- 25 novembre 2003 : loi organique 15/2003, modifiant la loi organique 10/1995 (du 23 novembre) réformant le code pénal notamment sur la question des « collaborateurs de justice »^{mdxc}.
- 28 février 2006 : sentence du tribunal suprême de l'Espagne sur la réduction de peine, appelée « doctrine Parot ». Le 10 juillet 2012 la Cour européenne des droits de l'homme annule la décision du Tribunal Suprême, estimant que la doctrine Parot, lorsqu'elle est postérieure à la condamnation, viole les articles 5 et 7 de la Convention européenne des droits de l'homme^{mdxci}.
- 22 septembre 2011 : promulgation de la loi 29/2011 pour la reconnaissance et la protection intégrale des victimes du terrorisme^{mdxcii}.
- 30 mars 2015 : loi organique de la sécurité citoyenne 4/2015, dite loi Mordaza ou loi des gangs, est adoptée. Elle entre en vigueur le 1^{er} juillet 2015^{mdxciii}. Elle s'accompagne de la création du registre (fichier) central des infractions contra la sécurité citoyenne^{mdxciv}.

Références

Bosi Lorenzo, « Explaining Pathways to Armed Activism in the Provisional Irish Republican Army, 1969-1972 », *Social Science History*, vol. 36, n° 3, août 2012, p. 347-390.

Bruni Luigi, *ETA. Historia política de una lucha armada*, Tafalla, Txalaparta, 2001.

Casanova Alonso Iker, *ETA 1958-2008. Medio siglo de historia*, Tafalla (Navarre), Txalaparta, 2007.

Clark Robert P., *The Basque Insurgents : ETA, 1952-1980*, Madison, University of Wisconsin Press, 1984.

Clark Robert, *Negotiating with ETA*, Reno, University of Nevada Press, 1990.

Crenshaw M. (dir.), *Terrorism in Context*, University Park, Pennsylvania State University Press, 1995.

Della Porta Donatella, *Clandestine Political Violence*, Cambridge, Cambridge University Press, 2013.

Egaña Iñaki (dir.), *Euskadi eta Askatasuna. Euskal Herria y la libertad - Reconstrucción de ETA. 1993-1995*, tome IX, Andoain, éd. Aise Liburuak, 2005.

Egaña Iñaki (dir.), *Euskadi eta Askatasuna. El PP en el poder. 1996-1997*, tome X, Andoain, éd. Aise Liburuak, 2006.

Egaña Iñaki (dir.), *Euskadi eta Askatasuna. Lizarra-Garazi. 1998-1999*, tome XI, Andoain, éd. Aise Liburuak, 2006.

Etxebarrieta Txabi et José María Lorenzo Espinosa, *Armado de palabra y obra*, Tafalla, Txalaparta, 1994.

Félix Eriz Juan, *Yo he sido mediador de ETA. Mi larga andadura por un diálogo hacia la paz*, Madrid, Arnao, 1986.

Garmendia José Maria, *Historia de ETA*, San Sébastian, éd. Haranburu, 1980.

Gestoras pro-Amnistía, *Dispersión*, Hondarribia, Editorial Hiru, 1993.

Giacopucci Giovanni, *ETA. Historia política de una lucha armada*, partie 2, Tafalla, Txalaparta, 1997.

Giacopucci Giovanni, *ETA-pm: el otro camino*, Tafalla, Txalaparta, 1997.

Giacopucci Giovanni, *Sin tregua*, Tafalla, Txalaparta, 2002.

Ibáñez Víctor Javier, *Una resistencia olvidada. Tradicionalistas mártires del terrorismo*, Barcelone, ed. Auzolan, 2017.

Leonisio Rafael, Fernando Molina et Diego Muro, *ETA's Terrorist Campaign: From Violence to Politics, 1968-2015*, Londres, Routledge, 2016.

Letamendia Francisco, *Historia de Euskadi. El nacionalismo vasco y ETA*, Madrid, Ruedo Iberico, 1975.

Letamendia Francisco, *Euskadi. Pueblo y nación*, tome VII, San Sebastian, Sendoa Argitaldaria, 1990.

Letamendia Francisco, *Historia del nacionalismo vasco y de ETA*, 3 vol., San Sébastian, éd. R&B, 1994.

Lizarralde Marín Imanol, *Teoría Francesa y estrategia del MLNV (1967-2015)*, éd. Aranalde, 2016.

Makazaga Xabier, *Guerra sucia en Iparralde. 1975-1987*, 2015, <https://ia601305.us.archive.org/19/items/GuerraSuciaEnIparralde19751987/GuerraSuciaEnIparralde19751987.pdf>

Massey Jacques, *ETA histoire secrète d'une guerre de cent ans*, Paris, Flammarion, 2010.

Nuñez Astrain L. C. (dir.), *Euskadi eta Askatasuna*, tomes I-VIII, Tafalla, Txalaparta, 1993.

Pastor Robert, *Apala. De maldito a héroe*, San Sébastian, Éditions basques, 1977.

Pereira Rui, *La guerra desconocida de los vascos*, Tafalla, Txalaparta, 2001.

Petxo Idoiaga et Txema Ramírez de la Piscina, *Al filo de la (in) comunicación: Prensa y conflicto vasco*, Fundamentos, Madrid, 2002.

Sánchez García de Paz Isabel, « El coimputado que colabora con la justicia penal. Con atención a las reformas introducidas en la regulación española por las Leyes Orgánicas 7/ y 15/2003 », *Revista Electrónica de Ciencia Penal y Criminología*, RECPC 07-05, 2005.

Sánchez-Cuenca Ignacio, « Explaining temporal variation in the lethality of ETA », *Revista Internacional de Sociología*, vol. 67, n° 3, 2009, p. 609-629.

Thouverez Ludivine, « “Mr Azn@r, parT” », *Amnis*, 4 | 2004, mis en ligne le 1^{er} septembre 2004, <http://journals.openedition.org/amnis/710>.

Torturaren Aurkako Taldea (TAT) Report, « Torture in Centers of Detention Objectives », Euskal Herria Journal, 1993 report. www.easynet.co.uk/cam/censorship/ehj/html/torture.html

Zumalde Xabier, *Mi lucha clandestina en ETA: memorias del primer jefe del Frente Militar, 1965-1968*, Arrigorriaga, Status, 2004 [1980].

ⁱ CNRS, Lisst - Université Toulouse Jean Jaurès. Contact : caroline.guibetlafaye@u-bordeaux.fr; c.guibetlafaye@wanadoo.fr.

ⁱⁱ I. Casanova la fait remonter à décembre 1958 lors d'une réunion à Deba (Guipúzcoa) (Casanova, 2007, p. 5).

ⁱⁱⁱ José Antonio Etxeberriata a confirmé cette affirmation.

^{iv} <http://www.esferalibros.com/noticias/cronologia-de-eta/>

^v <https://borrokagaraia.wordpress.com/2014/03/29/javier-batarrita-la-primera-victima/>

^{vi} « Ha terminado el año de 1963 en Euskal Herria bajo el signo patente del recrudescimiento de las acciones de la Resistencia vasca revigorizada por ETA. [...] Al comenzar 1964 nos vemos esperanzados por el rumbo que hemos marcado a la Resistencia y con ella a Euzkadi entera. Por eso llamamos al año que ha empezado, año primero de la lucha por la liberación de nuestra patria. »

^{vii} Voir Acción de ikurriña en Bergara (Zumalde, 1980, p. 167).

^{viii} Les *liberados* sont les « militants professionnels de la révolution basque ». Leur vie est entièrement dédiée à l'organisation qui les rémunère. Elle se déroule dans la clandestinité.

^{ix} Communiqué d'ETA : « Ante tanto sensacionalismo y tanta información tendenciosa por parte del aparato informador fascista-capitalista, ETA sale al paso para dar a conocer en lo posible al pueblo la muerte de Xabier Etxebarrieta. Txabi Etxebarrieta fue asesinado en Tolosa, no cabe duda alguna. Los testigos presenciales, las quemaduras de la camisa y la autopsia efectuada así lo confirman. Los mantenedores del Orden Capitalista muestran sus métodos: Txabi Etxebarrieta fue sacado del coche y sin tan siquiera pedirle la documentación fue esposado, colocado junto a la pared y muerto de un tiro en el corazón, a quemarropa [...] » [« Face à tant de sensationnalisme et d'informations tendancieuse de la part l'organe d'information fasciste-capitaliste, ETA fait tout son possible pour faire connaître au peuple le décès de Xavier Etxebarrieta. Txabi Etxebarrieta a été assassiné à Tolosa, il n'y a aucun doute. Les témoins oculaires, des brûlures de sa chemise et l'autopsie pratiquée le confirment. Les partisans de l'ordre capitaliste dévoilent leurs méthodes : Txabi Etxebarrieta a été sorti de la voiture et sans même lui demander ses papiers il a été menotté, placé face au mur et tué d'une balle dans le cœur, à bout portant [...] ».]

^x Police version was a revenge of Etxebarrieta whereas ETA claimed that it just accelerated the already-planned action (Nuñez, 1993b, p. 111-114).

^{xi} « No queremos que la ejecución sea considerada como un hecho aislado, como una venganza privada de poca importancia. La ejecución del policía Manzanos es un importante paso adelante en nuestra lucha revolucionaria y adquiere su verdadero valor al situarlo dentro de esta lucha. » [« Nous ne voulons pas que l'exécution soit considérée comme un événement isolé, comme une vengeance privée de peu de conséquence. L'exécution du policier Melitón Manzanos est un important pas en avant dans notre lutte révolutionnaire et acquiert sa véritable valeur en étant placée dans cette lutte. »] (Communiqué d'ETA, in *Euskal Herria y la libertad*, vol. 2, p. 111).

^{xii}

https://www.diariodenavarra.es/noticias/navarra/mas_navarra/los_cuarenta_asesinados_que_eta_dejado_navarra_46414_2061.html

^{xiii} <http://www.esferalibros.com/noticias/cronologia-de-eta/>

^{xiv} <https://mapadelolvido.wordpress.com/category/miguel-etxebarria-iztueta-eta/>

^{xv} <https://mapadelolvido.wordpress.com/category/miguel-etxebarria-iztueta-eta/>

^{xvi} La direction d'ETA (*Biltzar Tipia*) comprend à cette époque trois femmes : Arantza Arruti, Jone Dorronsoro et Mariasun Goenaga.

^{xvii}

https://www.lemonde.fr/archives/article/1970/08/03/l-eta-revendique-l-agression-de-bilbao_2644151_1819218.html

^{xviii}

https://www.hispanidad.com/sin-categoria/eta-se-atribuye-un-atentado-carlista-de-1970-en-el-ultimo-zutabe_3086498_102.html

^{xix}

« Nuestro objetivo ha sido atraer la atención del mundo entero sobre la existencia de nuestro pueblo y sobre la inquebrantable voluntad de lucha por su liberación integral: independencia nacional y la instauración de un moderno estado vasco, democrático, euskaldun y socialista. » (Communiqué d'ETA-V, décembre 1970) [« Notre objectif a été d'attirer l'attention du monde entier sur l'existence de notre peuple et sur la volonté inébranlable de lutter pour sa libération intégrale : l'indépendance nationale et la création d'un État basque moderne, démocratique, bascophone et socialiste. »]

Communiqué d'ETA : « Nuestro primer objetivo ha sido el de salvar la vida de nuestros compatriotas procesados y juzgados en Burgos. El segundo objetivo hacer que el mundo entero conozca la existencia de nuestro pueblo y nuestra voluntad inquebrantable de luchar por su liberación total. » (cité in Luigi Bruni, *ETA. Historia política de una lucha armada*, Tafalla, Txalaparta, 2001).

^{xx}

<http://www.ehk.eus/es/vi-asamblea-cast/documentos-vi-asamblea-cast/4323-documento-de-los-presos-de-burgos>

^{xxi}

Ultérieurement quatre des grévistes de la faim sont morts en menant des actions armées avec ETA (Casanova, 2007, p. 84).

^{xxii}

ETA-VI, bien que revendiquant encore ce nom, ne fera plus partie d'ETA. À partir de la fin 1971, elle se rapproche définitivement du trotskysme. Après une nouvelle scission à l'automne 1972, lors de la VIIe Assemblée, les Mayos (majoritaires) convergent avec la LCR en 1973.

^{xxiii}

« Todos los patronos son iguales para nosotros, son nuestros explotadores, no cambia nada que tengan o no apellidos vascos, pues nos oprimen igualmente sean vascos, españoles, franceses o yanquis. » [« Tous les patrons sont les mêmes pour nous, ce sont nos exploiters, cela ne change rien qu'ils aient des noms de famille basques ou non, car ils nous oppriment de la même manière qu'ils soient basques, espagnols, français ou yankees. »] (*Zutik*, n° 63, 1972). Voir aussi https://elpais.com/diario/1977/05/21/espana/233013625_850215.html; <https://cronologiasecuestros.blogspot.com/1972/01/secuestro-de-lorenzo-zabala.html>

https://www.diariodenavarra.es/noticias/navarra/mas_navarra/los_cuarenta_asesinados_que_eta_dejado_navarra_46414_2061.html

^{xxv} <http://blogs.libertaddigital.com/in-memoriament/ely-garcia-cambra-policia-municipal-y-manuel-indiano-concejal-del-pp-en-zumarraga-10201/>

^{xxvi} https://elpais.com/diario/1977/05/21/espana/233013625_850215.html

^{xxvii} https://elpais.com/diario/1983/01/11/espana/411087603_850215.html

^{xxviii} « *The Basque Pueblo do not confront to Spanish Pueblo, but the Spanish oligarchy*; Basque people are in solidarity with Spanish people in their confrontation against Spanish oligarchy. [the same repeat for French people and oligarchy] [...] It is about to be in favour of the exploitation that the oligarchy suppresses our Pueblo or to be against it. » (*Documentos Y*, vol. 15, p. 119, cité in Nuñez, 1993, p. 360-361).

^{xxix} https://www.abc.es/espana/abci-incendio-provocado-1973-obligo-demoler-club-maritimo-200805190300-1641877833253_noticia.html

^{xxx} « Por ello consideramos que nuestra acción llevada a cabo contra el Presidente del Gobierno español significará sin dudo un avance de orden fundamental en la lucha contra la opresión nacional y por el socialismo en Euskadi y por la libertad de todos los explotados y oprimidos dentro del Estado español. » [« Nous considérons donc que notre action contre le président du gouvernement espagnol constituera sans aucun doute une avancée fondamentale dans la lutte contre l'oppression nationale et pour le socialisme au Pays basque et pour la liberté de tous les exploités et opprimés au sein de l'État espagnol. »] (communiqué d'ETA du 20 décembre 1973)

^{xxxi} <https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html>

^{xxxii} <https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html>;

<https://mapadelolvido.blogspot.com/2012/03/manuel-perez-vazquez-ataun-guipuzcoa.html>

^{xxxiii} <http://blogs.libertaddigital.com/in-memoriament/martin-duran-grande-guardia-civil-asesinado-por-eta-tras-la-detencion-de-yoyes-en-1974-10309/>

^{xxxiv} <http://blogs.libertaddigital.com/in-memoriament/martin-duran-grande-guardia-civil-asesinado-por-eta-tras-la-detencion-de-yoyes-en-1974-10309/>; <https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html>

^{xxxv} https://elpais.com/diario/1979/05/27/espana/296604007_850215.html

^{xxxvi} « ETA niega totalmente la responsabilidad de la preparación y ejecución del atentado de la cafetería Rolando [...]. Intentar determinar quién o quiénes eran los responsables auténticos de la explosión ha sido la razón de nuestro silencio. » (Biltzar Txikia, IV, octubre 1974)

^{xxxvii} ETA-m considère que : « la organización militar debe organizarse aisladamente de toda la organización de masas » et que « la actividad armada debe acelerar la crisis del sistema ». ETA-m revendique : « Disociación de la lucha armada y luchas populares; romper con la función actual de la lucha armada que ETA desempeña desde la V Asamblea [...] Privarle [al pueblo trabajador vasco] de una vanguardia e instrumentos de contrapoder organizado y abandonar las luchas populares en manos de españolistas y derecha vasca; [...] Subordinar el problema de Euskal-Herría a una serie de eventuales cambios a nivel del Estado español. Se explica que esta línea es opuesta a la de unos cuadros nuevos de militantes, con una nueva fuerza de lucha y unos nuevos planteamientos políticos e ideológicos; éstos se resumieron en una palabra clave [...] Esta palabra era “cuadros político-militares” » (cité in Letamendia, 1975, p. 518).

^{xxxviii} <https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html>

^{xxxix} Extraits du document : « El desarrollo de la estrategia aceptada en la V Asamblea no nos ha llevado a una situación de guerra popular, sino que, junto a la lucha del resto de los pueblos del Estado español, nos ha conducido a las puertas de un proceso democrático burgués. El pueblo vasco no ha conseguido crear un ejército popular de liberación, pero su lucha, junto a la de los pueblos vecinos, [...] impide a la oligarquía continuar sosteniendo el sistema fascista. [...] una organización que desarrolla la actividad armada centra sobre sí toda la represión y se ve obligada a sufrir constantes caídas, imposibilitando la creación de organismos de masas estables. [...] La estructura político-militar es totalmente elitista, y el aceptarla por la totalidad de lo que es ETA significa renunciar a participar en la legalidad democrática » (cité in Letamendia, 1975, p. 520). Il s'agit de « hacer un llamamiento a todas las organizaciones, grupos y personalidades de los sectores independentistas, obreros y populares (antioligárquicos) a buscar la unidad de acción en un frente común de cara a la posición política a tomar con respecto a la alternativa democrática » (cité in Letamendia, 1975, p. 520-521). Le manifeste affirme : « un grupo de militantes de ETA dentro del que forma la casi totalidad del Frente militar: [...] 2. Decidimos no entrar en la legalidad democrática y mantener nuestra estructura en la clandestinidad. 3. Por ello nos separamos del aparato de masas, y tácticamente limitaremos nuestras funciones al desarrollo de la lucha [...] con el fin de: a) sustraer al citado aparato de masas de los efectos de la represión [...] b) mantenernos independientes de todo compromiso... » (cité in Letamendia, 1975, p. 521).

xl

<https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html>;
<https://www.eldiestro.es/2018/05/todas-las-victimas-eta-luis-santos-hernandez-subteniente-guardia-civil-argimiro-garcia-estevez-agente-guardia-civil-17-12-1974-niolvidoniperdon/>

^{xli} « En realidad toda nuestra estrategia política está en función directa con nuestra capacidad militar. Si esto adquiere un nivel muy elevado mediante la extensión de la lucha armada a amplios sectores de nuestro pueblo y un aumento en la complejidad de nuestro dispositivo militar, la perspectiva de una victoria total sobre el aparato de ocupación y explotación implantado por la oligarquía española sobre Euskadi debe pasar a un primer plano. Si en cambio, nuestro dispositivo armado queda a un nivel semejante al de nuestra actual potencia de fuego, las perspectivas políticas deben cambiar. Entonces cobra mayor importancia la idea de lograr arrancar ciertas concesiones a la oligarquía, imponiendo condiciones que, si bien no suponen su derrota total, sí desbordan los límites previstos por ella. » [« En fait, toute notre stratégie politique est directement liée à notre capacité militaire. Si elle parvient à un niveau très élevé grâce à l'extension de la lutte armée à de larges secteurs de notre peuple et à l'augmentation de la complexité de notre dispositif militaire, la perspective d'une victoire totale sur l'appareil d'occupation et d'exploitation implanté par l'oligarchie espagnole sur le Pays basque devra passer au premier plan. Si, en revanche, notre dispositif armé reste à un niveau similaire à celui de notre puissance de feu actuelle, les perspectives politiques doivent changer. Alors l'idée de réussir à arracher certaines concessions à l'oligarchie, en imposant des conditions qui, sans impliquer leur défaite totale, vont au-delà des limites qu'ils ont envisagées, devient encore plus importante. »] (Communiqué de la 2^{nde} partie de la VI^e assemblée d'ETA-pm)

^{xlii} <http://www.angelfire.com/pq/terroristas/eta.htm>

^{xliii}

<https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html>;
<https://mapadelolvido.blogspot.com/2012/03/andres-segovia-peralta-guernica-vizcaya.html>

^{xliv}

<https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html>;
<https://mapadelterror.com/en/victims/fernando-llorente-roig-en/>

^{xlvi}

<https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html>;
<https://elcorreodeespana.com/historia/609383354/Teniente-Domingo-Sanchez-Munoz-residente-en-Barcelona-victima-de-ETA-1975.html>

^{xlvi}

<https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html>;
<https://mapadelterror.com/en/victims/mariano-roman-madronal-en/>

^{xlvii}

<https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html>;
<http://blogs.libertaddigital.com/in-memoriament/eta-asesina-a-un-policia-nacional-al-propietario-de-un-taller-y-a-un-empresario-9762/>

^{xlviii}

<https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html>;
<https://inmemoriampropax.blogspot.com/2011/06/fernando-fernandez-moreno.html>

^{xlix}

<https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html>

ⁱ

<https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html>;
<https://laverdadofende.blog/2015/01/06/espanoles-asesinados-por-el-totalitarismo-racista-del-regionalista-arana-a-traves-de-la-banda-eta/>

^{li}

<https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html>;
<https://mapadelterror.com/en/victims/demetrio-lesmes-martin-en/>

^{lii}

<https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html>;
<https://mapadelolvido.blogspot.com/2012/05/manuel-lopez-trevino-zarauz-guipuzcoa.html>

^{liii}

<http://www.angelfire.com/pq/terroristas/eta.htm>

^{liv}

https://elpais.com/diario/1977/05/21/espana/233013625_850215.html

^{lv}

https://elpais.com/diario/1977/05/21/espana/233013625_850215.html

^{lvi}

https://elpais.com/diario/1983/01/11/espana/411087603_850215.html

^{lvii}

Le drapeau basque demeure interdit par le gouvernement.

^{lviii}

<https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html>;
<https://mapadelterror.com/fr/victims/manuel-vergara-jimenez-fr/>; <https://www.eldiestro.es/2020/01/todas-las-victimas-de-eta-manuel-vergara-jimenez-guardia-civil-17-01-76-niolvidoniperdon-sanchezcastejon/>

^{lix}

<https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html>

^{lx}

<https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html>

^{lxi}

<https://mapadelolvido.wordpress.com/category/1976/>; <https://www.gasteizhoy.com/critica-vitoria-3-de-marzo/>

^{lxii}

<https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html>;
<http://blogs.libertaddigital.com/in-memoriament/eta-asesina-a-manuel-albizu-en-1976-y-a-constantino-gomez-en-1977-9248/>

^{lxiii}

<https://gaizkafernandez.com/2015/03/28/angel-berazadi-una-victima-civil-del-conflicto/>;
<https://www.diariovasco.com/pg060408/prensa/noticias/Politica/200604/08/DVA-POL-314.html>;

<http://blogs.libertaddigital.com/in-memoriament/asesinato-del-industrial-secuestrado-berazadi-y-de-dos-agentes-de-policia-9418/>

^{lxiv} <https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html>

^{lxv} <https://mapadelterror.com/en/victims/vicente-soria-blasco-en/>;

^{lxvi} https://elpais.com/diario/1977/05/21/espana/233013625_850215.html;

<https://mapadelolvido.wordpress.com/2012/03/09/jesus-maria-gonzalez-ituero-hendaya-francia/>

^{lxvii} <https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html>

^{lxviii} <https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html>;

<https://mapadelterror.com/victims/antonio-de-frutos-sualdea/>

^{lxix} <https://mapadelterror.com/fr/victims/antonio-de-frutos-sualdea-fr/>

^{lxx} https://elpais.com/diario/1977/05/21/espana/233013625_850215.html

^{lxxi} <https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html>;

<http://blogs.libertaddigital.com/in-memoriament/eta-asesina-en-basauri-al-abogado-luis-carlos-albo-llamosas-9779/>

^{lxxii} https://elpais.com/diario/1976/06/12/espana/203378408_850215.html

^{lxxiii} https://elpais.com/diario/1977/05/21/espana/233013625_850215.html

^{lxxiv} Quelques jours avant sa disparition, le journal *La Voz de España* dévoilait que des personnes restant anonymes étaient prêtes à payer jusqu'à dix millions de pesetas à qui assassinerait des dirigeants d'ETA, Pertur figurant en tête de la liste proposée. Or Pertur s'était précédemment exposé en assumant un rôle d'interlocuteur lors des négociations menées au cours de l'enlèvement de Berazadi (Casanova, 2007, p. 132).

^{lxxv} <https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html>

^{lxxvi} « Finalmente proclamamos nuestra voluntad de continuar haciendo justicia revolucionaria ante cualquier acto de violencia ejercido contra nuestro pueblo, y de continuar atacando a la monarquía imperialista española en tanto no se [ofrecen] unos cauces constitucional democráticos mínimos para la expresión de la voluntad popular vasca. Caudes democráticos mínimos que vienen configurados por los puntos programáticos de la alternativa anunciada por KAS. » [« Enfin, nous proclamons notre volonté de continuer à rendre la justice révolutionnaire face à tout acte de violence contre notre peuple, et de continuer à attaquer la monarchie impérialiste espagnole tant qu'il n'y aura pas de voies constitutionnelles démocratiques minimales pour l'expression de la volonté populaire basque. Des canaux démocratiques minimums ont été configurés par les points programmatiques de l'alternative proposée par KAS. »] (*Zutik*, n° 67, novembre 1976, p. 20)

^{lxxvii} <https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html>;

https://eu.m.wikipedia.org/wiki/Urtarrilaren_11

^{lxxviii} <https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html>

^{lxxix} https://elpais.com/diario/1977/04/22/espana/230508003_850215.html

^{lxxx} <https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html>;

<https://mapadelterror.com/fr/victims/antonio-galan-aceituno-fr/>

^{lxxxi} <https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html>;

<https://mapadelterror.com/fr/victims/manuel-orcera-de-la-cruz-fr/>

^{lxxxii} https://elpais.com/diario/1977/05/21/espana/233013625_850215.html

^{lxxxiii} https://fr.m.wikipedia.org/wiki/Membres_d%27Euskadi_ta_Askatasuna_morts;

<https://luchadisidente.wordpress.com/2011/08/10/las-otras-victimas/>

^{lxxxiv} <https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html>;

<https://www.eldiestro.es/2018/07/todas-las-victimas-de-eta-valentin-godoy-cerezo-policia-armada-26-06-1977-niolvidoniperdon-sanchezcastejon/>

^{lxxxv} <https://www.elnortedecastilla.es/castillayleon/atento-treinta-veces-20180521105233-nt.html>

^{lxxxvi} This agreement was affirming that the armed struggle (ETA) would be carried out by an independent organization from the popular mass struggle, but in coordination and cohesion with political level, and this armed struggle would be of character popular, especially seeking for the priorities of Basque working class in a politico-militaire y ground. (Nuñez, 1993, tome V, p. 24-25)

^{lxxxvii} « Quelle que soit la forme prise par le statut, si elle ne reprend pas les points de KAS, au lieu de construire le progrès vers l'indépendance et le socialisme, elle ne s'avérera être qu'un narcotique ralentissant la lutte de notre peuple, inefficace pour résoudre certains des graves problèmes qui nous affectent. »

^{lxxxviii} https://elpais.com/diario/1977/10/07/sociedad/245026803_850215.html

^{lxxxix} <https://mapadelterror.com/fr/victims/david-salvador-bernardo-fr/>

^{xc} Il avait fait de Franco le fils adoptif de Guernica (Casanova, 2007, p. 151).

^{xci} « ETA considera que su acción [el asesinato] no puede desestabilizar la democracia porque en el Estado español no existe ninguna democracia. [...] Por ello, la organización militar socialista revolucionaria de liberación nacional ETA ha llevado a cabo la ejecución del presidente de la Diputación de Vizcaya y sus guardaespaldas, y manifiesta su voluntad de continuar atacando todos los instrumentos de dominación de Euskadi por la oligarquía española. » (ETA militar reivindica, *Egin*, 11 octobre 1977, p. 5)

^{xcii} « Nosotros consideramos que para que se pueda hablar de amnistía total es preciso, por lo menos, que sean legalizados todos los partidos políticos de la izquierda abertzale que continúan en la ilegalidad [...]. Nosotros

comenzamos a luchar porque Euskadi estaba oprimida y esto continúa estando igual. » (ETA continuará la lucha armada hasta que no se consiga un estado socialista independiente, *Deia*, 8 octubre 1977, p. 5)

^{xciii} <https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html>

^{xciv} <https://mapadelolvido.blogspot.com/2012/06/jose-diaz-fernandez-irun-guipuzcoa.html>

^{xcv} https://elpais.com/diario/1977/11/04/espana/247446026_850215.html

^{xcvi} « Hoy por hoy, nuestra organización ETA tiene como objetivo inmediato la alternativa táctica KAS, uno de cuyos puntos es la disolución de los cuerpos represivos y la petición de responsabilidades a los miembros destacados de su labor terrorista contra el pueblo vasco. [...] Creemos que en tanto las fuerzas armadas de la Guardia Civil, Policía Armada, Cuerpo General de Policía, bandas parapoliciales, confidentes sigan acantonados y actuando en Euskadi, nuestro pueblo no tiene ninguna posibilidad de lograr el mismo grado de autogobierno con la garantía suficiente para que en Euskadi se pueda hablar en términos de democracia. » (La rama militar de ETA reivindica el atentado, *Egin*, 4 noviembre 1977, p. 5)

^{xcvii} https://elpais.com/diario/1977/11/05/espana/247532429_850215.html

^{xcviii} <https://www.start.umd.edu/gtd/search/IncidentSummary.aspx?gtid=197711090003>

^{xcix} <https://www.start.umd.edu/gtd/search/IncidentSummary.aspx?gtid=197711120002>

^c <https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html>;

<https://mapadelolvido.blogspot.com/2012/06/joaquin-imaz-martinez-pamplona-navarra.html>

^{ci} <https://comopanoenoro.wordpress.com/2008/02/22/lemoniz-lemoiz/>

^{cii} <https://www.llibertat.cat/2015/01/1978-mor-el-militant-d-eta-david-alvarez-pena-ferit-de-bala-per-la-guardia-civil-29329>

^{ciii} https://elpais.com/diario/1978/01/12/espana/253407637_850215.html

^{civ} <https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html>;

http://especiales.ideal.es/2006/eta/atentados/atentados_ano_1978.html

^{cv} <https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html>;

http://especiales.ideal.es/2006/eta/atentados/atentados_ano_1978.html

^{cvi} <https://mapadelolvido.wordpress.com/2012/03/05/miguel-angel-ray-a-aguilar-vitoria-alava-espana/>

^{cvi} <https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html>;

http://especiales.ideal.es/2006/eta/atentados/atentados_ano_1978.html

^{cvi} <http://blogs.libertaddigital.com/in-memoriament/eta-venga-la-muerte-de-etxebarrieta-asesinando-a-jose-maria-acedo-9234/>

^{cix} <https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html>;

http://especiales.ideal.es/2006/eta/atentados/atentados_ano_1978.html

^{cx} <https://mapadelolvido.wordpress.com/2012/03/09/esteban-beldarrain-madariaga-galdacano-vizcaya-espana/>

^{cx} <https://www.eldiestro.es/2020/03/el-17-de-marzo-de-1978-eta-asesinaba-a-alberto-negro-viguera-y-a-andres-guerra-pereda-obreros-que-trabajaban-en-la-construccion-de-la-central-nuclear-de-lemoniz-niolvidoniperdon-sanchezcastejon/>

^{cxii} https://elpais.com/diario/1985/01/02/espana/473468403_850215.html

^{cxiii} « El Gobierno de Suárez, en comunicados difundidos por diversos medios de propaganda, ha utilizado al referirse a ETA la palabra “negociación” como una muestra de voluntad por su parte en solucionar pacíficamente la problemática del País Vasco. Pensamos que tal cuestión no es sino otra burda maniobra encaminada a hacernos sentir en una mesa, donde no vamos a lograr otra cosa que perder el tiempo hablando y posibilitando la táctica del “diálogo” y el “pacto” que el Gobierno y la burguesía española están promoviendo con objeto de ganar tiempo y asentar una Reforma cada vez más reforzada y portante menos dispuesta a conceder algo. El mismo juego utilizado por los partidos y sindicatos para acabar con la movilización obrera y popular y estabilizar una pseudo-democracia cuyas bases reales se fundamentan en una dictadura militar reformada. » (cité in Casanova, 2007, p. 159)

^{cxiv} <http://blogs.libertaddigital.com/in-memoriament/eta-asesina-a-cuatro-guardias-civiles-y-a-un-policia-nacional-9604/>;

<https://www.eldiestro.es/2019/01/todas-las-victimas-de-eta-manuel-lopez-gonzalez-guardia-civil-niolvidoniperdon-sanchezcastejon/>;

<https://web.archive.org/web/20110927120103/http://www.guardiacivil.org/terrorismo/acciones/detalle.jsp?id=215>

^{cxv} <https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html>;

http://especiales.ideal.es/2006/eta/atentados/atentados_ano_1978.html

^{cxvi} https://elpais.com/diario/1978/05/19/espana/264376824_850215.html

^{cxvii} [https://eu.m.wikipedia.org/wiki/Zerrenda_eztabaida:ETAk_hildakoak_\(1968-1979\)](https://eu.m.wikipedia.org/wiki/Zerrenda_eztabaida:ETAk_hildakoak_(1968-1979))

^{cxviii} <https://mapadelolvido.wordpress.com/2012/04/14/francisco-martin-gonzalez-san-sebastian-guipuzcoa-espana/>; <https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html>

^{cxix} <https://www.elcorreo.com/vizcaya/20081231/mas-actualidad/politica/cronologia-ataques-medios-comunicacion-200812311134.html>; <http://lahemerotecadelbuitre.com/piezas/eta-asesina-al-periodista-de-la-hoja->

del-lunes-jose-maria-portell-considerando-uno-de-los-negociadores-del-gobierno-con-los-terroristas/;
<https://www.elmundo.es/elmundo/2008/06/08/espana/1212923586.html>
 cxx <http://escadronsmort.centerblog.net/>
 cxxi https://elpais.com/diario/1978/07/04/espana/268351201_850215.html
 cxxii <http://blogs.libertaddigital.com/in-memoriain/txomin-merino-supuesto-confidente-un-guardia-civil-y-un-teniente-del-ejercito-9939/>; <https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html>;
http://especiales.ideal.es/2006/eta/atentados/atentados_ano_1978.html
 cxxiii <https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html>;
http://especiales.ideal.es/2006/eta/atentados/atentados_ano_1978.html
 cxxiv <https://mapadelterror.com/fr/victims/javier-jauregui-bernaola-fr/>
 cxxv https://elpais.com/diario/1978/07/09/espana/268783217_850215.html
 cxxvi https://elpais.com/diario/1978/07/22/espana/269906416_850215.html L'action est revendiquée et justifiée, dans les termes suivants, dans *Enbata* le 27 juillet 1978 : "El Pueblo vasco ha sufrido durante la primera quincena de julio una agresión de las más brutales y mejor preparadas de cuantas podemos recordar desde la muerte de Franco. Los tristes sucesos de Donostia (quartier de Egia), Errenteria e Iruñea son la prueba de una escalada represiva perfectamente coordinada, cuyo alcance político sobrepasa de lejos los proyectos gubernamentales en materia policial. [...] ETA jamás ha actuado, actúa o actuará por venganza; nosotros hemos realizado una acción que responde al golpe que el enemigo, el Ejército español, ha infligido inicialmente contra nuestro pueblo." (Nuñez, 1993, tome V, p. 63-64)
 cxxvii <https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html>;
http://especiales.ideal.es/2006/eta/atentados/atentados_ano_1978.html
 cxxviii <https://mapadelolvido.wordpress.com/category/1978/>
 cxxix https://elpais.com/diario/1985/04/19/sociedad/482709608_850215.html
 cxxx <https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html>;
http://especiales.ideal.es/2006/eta/atentados/atentados_ano_1978.html
 cxxxi <https://mapadelolvido.wordpress.com/2012/04/21/aurelio-salgueiro-lopez-mondragon-guipuzcoa-espana/>
 cxxxii <https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html>;
<https://www.diariovasco.com/bidasoa/hondarribia/declaracion-ayuntamiento-internacional-20181211003053-ntvo.html>
 cxxxiii <https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html>;
http://especiales.ideal.es/2006/eta/atentados/atentados_ano_1978.html
 cxxxiv https://gl.m.wikipedia.org/wiki/Amancio_Barreiro_Gens
 cxxxv <https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html>;
http://especiales.ideal.es/2006/eta/atentados/atentados_ano_1978.html
 cxxxvi [https://gl.m.wikipedia.org/wiki/Jos%C3%A9_Antonio_Ferreiro_Gonz%C3%A1lez_\(polic%C3%ADa\)](https://gl.m.wikipedia.org/wiki/Jos%C3%A9_Antonio_Ferreiro_Gonz%C3%A1lez_(polic%C3%ADa))
 cxxxvii <https://mapadelolvido.blogspot.com/2012/04/jose-zafra-regil-san-sebastian.html>
 cxxxviii <https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html>;
<https://m.europapress.es/otr-press/firmas/cayetano-gonzalez/noticia-cayetano-gonzalez-memoria-dignidad-lizarza-20081114000028.html>
 cxxxix <https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html>;
<https://somatemp.me/2017/03/03/catalanes-asesinados-por-eta-fuera-de-cataluna-francisco-de-asis-liesa-morote/>
 cxl <https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html>;
<https://mapadelolvido.blogspot.com/2014/10/anselmo-duran-vidal-elgoibar-guipuzcoa.html>
 cxli <https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html>;
<https://mapadelterror.com/fr/victims/angel-pacheco-pata-fr/>
 cxlii <https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html>;
https://elpais.com/diario/1978/10/18/espana/277513226_850215.html;
<https://www.elcorreo.com/vizcaya/20080420/politica/disparo-memoria-20080420.html>
 cxliiii <https://cnpjefb.blogspot.com/2017/04/1978-eta-asesina-en-bilbao-los-policias.html>
 cxliv <https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html>;
<http://blogs.libertaddigital.com/in-memoriain/alberto-villena-guardia-civil-alfredo-suar-muro-medico-y-angel-gonzalez-policia-10478/>
 cxlv <http://hemeroteca.lavanguardia.com/preview/1978/10/24/pagina-13/33744126/pdf.html>; <https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html>;
<https://mapadelolvido.blogspot.com/2012/05/luciano-mata-corrall-guecho-vizcaya.html>
 cxlvi <https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html>
 cxlvii <https://mapadelolvido.blogspot.com/2012/06/epifanio-benito-vidal-vazquez-durango.html>
 cxlviii <https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html>

cxlix <https://mapadelterror.com/victims/ignacio-olaiz-michelena/>
cl [https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html](https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html;);
<http://blogs.libertaddigital.com/in-memoriain/legasa-ubiria-asesinado-por-denunciar-la-extorsion-de-eta-y-cinco-victimas-mas-10584/>; https://elpais.com/diario/1978/11/03/espana/278895606_850215.html
cli [https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html](https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html;);
<https://mapadelolvido.blogspot.com/2012/06/juan-cruz-hurtado-fernandez-guernica.html>
clii <https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html>
cliii [https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html](https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html;);
<https://mapadelterror.com/fr/victims/mariano-criado-ramajo-fr/>
cliv [https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html](https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html;);
<https://www.fpev.es/index.php/en/47-victimas/ficas-victimas/ingles/199-luis-candendo-perez-2>;
https://en.m.wikipedia.org/wiki/Luis_Candendo_P%C3%A9rez
clv [https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html](https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html;);
<http://blogs.libertaddigital.com/in-memoriain/jose-rodriguez-lucio-revilla-y-la-cuarta-victima-del-atentado-contra-la-familia-garrido-10633/>
clvi <https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html>
clvii <http://blogs.libertaddigital.com/in-memoriain/dos-agentes-de-los-servicios-de-informacion-y-un-empresario-de-irun-10196/>
clviii [https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html](https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html;);
<https://mapadelolvido.blogspot.com/2012/06/jose-francisco-mateu-canoves-madrid.html>
clix https://elpais.com/diario/1978/11/18/espana/280191602_850215.html
clx [https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html](https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html;);
<https://mapadelolvido.blogspot.com/2012/06/jose-benito-sanchez-sanchez-basauri.html>
clxi <https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html>
clxii <http://blogs.libertaddigital.com/in-memoriain/elias-elexpe-astondoa-taxista-de-amorebieta-y-cuatro-victimas-mas-de-eta-10712/>
clxiii [https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html](https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html;);
<http://blogs.libertaddigital.com/in-memoriain/heliodoro-arriaga-miguel-angel-san-martin-y-miguel-garciarena-jefe-de-la-policia-municipal-10723/>
clxiv [https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html](https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html;);
<https://mapadelterror.com/victims/alejandro-fernandez-cuesta/>
clxv « Pensar, pues, que el presente proyecto constitucional está al margen de la influencia de las FFAA supone simplemente cerrar los ojos a la realidad. En este proyecto constitucional las FFAA han impuesto (...) una serie de puntos como son: la forma de Estado monárquica, el sistema capitalista, la falta de libertad de opinión y expresión, la continuación del franquismo sin Franco, la negación del derecho de autodeterminación pacífica de los pueblos oprimidos del Estado, la ley antiterrorista, la división de Euskadi Sur entre Navarra y “provincias vascongadas”, la obligatoriedad del castellano y el intento de desaparición del euskara por la miseria económica, en general la carencia absoluta de libertades nacionales para nuestro pueblo (...) Y, por si todo ello fuera poco, el derecho a sí mismos para cargarse la Constitución cuando les venga en gana. Y todo esto al servicio de unos intereses concretos, los de la clase social que provocó el levantamiento del 18 de julio: la burguesía española. » (Entrevista con ETA en La Constitución española, 1978, Vascas, Oartzun, 1978, p. 66-67)
clxvi [https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html](https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html;);
<https://mapadelterror.com/victims/manuel-leon-ortega/>
clxvii [https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html](https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html;);
https://elpais.com/elpais/2018/12/06/album/1544090962_129576.html#foto_gal_1
clxviii [https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html](https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html;);
<https://mapadelolvido.blogspot.com/2012/06/saturnino-sota-argaiz-vitoria-alava.html>
clxix [https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html](https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html;);
<https://mapadelterror.com/fr/victims/vicente-rubio-ereno-fr/>
clxx [https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html](https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html;);
<https://mapadelolvido.blogspot.com/2012/06/diego-fernandez-montes-rojas-san.html>
clxxi [https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html](https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html;); <https://victimas-de-eta.blogspot.com/2006/12/>
clxxii Extrait de l'enregistrement envoyé par Argala quelques jours avant sa mort au comité pro-amnistie de son village : « Lo que vale para luchar contra la reforma, para luchar por los 5 objetivos que antes hemos dicho que se marca KAS, son únicamente la lucha armada y la movilización popular de la forma que sea. » (cité in Casanova, 2007, p. 169).

clxxiii <https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html>;
http://blogs.libertaddigital.com/in-memoriap/pedro-garrido-carro-y-el-general-atares-juzgado-por-enfrentarse-a-
gutierrez-mellado-10828/
clxxiv <https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html>
clxxv <https://mapadelterror.com/en/victims/jose-maria-arizabalaga-arcocha-en/>;
https://elirrintzi.blogspot.com/2018/12/jose-maria-arizabalaga-arcocha.html
clxxvi <https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html>
clxxvii https://elpais.com/diario/1978/12/31/espana/283906803_850215.html; http://blogs.libertaddigital.com/in-
memoriap/jose-luis-vicente-canton-y-jose-txiki-larranaga-arenas-militante-de-ucd-10855/
clxxviii https://elpais.com/diario/1978/12/31/espana/283906803_850215.html
clxxix <https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html>;
<http://blogs.libertaddigital.com/in-memoriap/jose-luis-vicente-canton-y-jose-txiki-larranaga-arenas-militante-de-ucd-10855/>
clxxx <https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html>
clxxxi <https://mapadelolvido.blogspot.com/2012/01/jose-maria-herrera-hernandez-san.html>
clxxxii <https://mapadelolvido.blogspot.com/2012/01/francisco-berlanga-robles-pamplona.html>; <https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html>
clxxxiii <https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html>;
<https://mapadelterror.com/en/victims/constantino-ortin-gil-en/>
clxxxiv <https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html>;
<https://mapadelterror.com/en/victims/ciriaco-sanz-garcia-en/>;
https://www.elnortedecastilla.es/castillayleon/atento-treinta-veces-20180521105233-nt.html
clxxxv <https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html>;
https://www.elespanol.com/reportajes/20170331/204980104_0.html; <http://blogs.libertaddigital.com/in-memoriap/los-novios-de-cadiz-antonio-ramirez-gallardo-y-hortensia-gonzalez-ruiz-8833/>
clxxxvi <https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html>
clxxxvii <https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html>;
<http://blogs.libertaddigital.com/in-memoriap/francisco-gomez-gomezjimenez-miguel-garcia-poyo-y-rafael-leiva-loro-8874/>
clxxxviii <https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html>
clxxxix <https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html>;
<http://blogs.libertaddigital.com/in-memoriap/asesinados-por-eta-jesus-ulayar-juan-manuel-roman-y-benigno-garcia-8968/>
cxc <https://victimas-de-eta.blogspot.com/2007/01/27-de-enero-de-1979.html>
cxci <https://mapadelolvido.wordpress.com/2012/02/04/esteban-saez-gomez-4021979-tolosa-guipuzcoa-espana/>
cxcii <https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html>
cxci <https://www.elnortedecastilla.es/castillayleon/atento-treinta-veces-20180521105233-nt.html>
cxci <https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html>
cxci <https://mapadelolvido.wordpress.com/2012/01/30/jose-fernando-artola-goicoechea-anzuola-guipuzcoa-espana/>
cxcvi <https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html>;
<http://blogs.libertaddigital.com/in-memoriap/eta-asesina-a-felix-de-diego-1979-y-francisco-diaz-de-cerio-1991-8994/>
cxcvii <https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html>;
https://elpais.com/diario/1979/02/20/sociedad/288313206_850215.html
cxcviii http://fundacionvt.org/wp-content/uploads/pdfs/Vidas_Rotas.pdf
cxcix <https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html>
cc <https://www.elnortedecastilla.es/castillayleon/atento-treinta-veces-20180521105233-nt.html>
cci <https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html>;
<https://mapadelolvido.blogspot.com/2012/02/jose-antonio-vivot-undabarrena.html>
ccii <http://blogs.libertaddigital.com/in-memoriap/eta-asesina-a-vicente-irusta-y-leopoldo-garcia-fallece-benicio-alonso-9044/>
cciii <https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html>;
<https://mapadelolvido.blogspot.com/2012/02/cesar-pinilla-sanz-munguia-vizcaya.html>
cciv <https://www.elnortedecastilla.es/castillayleon/atento-treinta-veces-20180521105233-nt.html>
ccv <https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html>;
<https://mapadelterror.com/en/victims/sergio-borrajo-palacin-en/>
ccvi <https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html>;
<https://mapadelterror.com/victims/benito-arroyo-gutierrez>

ccvii http://fundacionvt.org/wp-content/uploads/pdfs/Vidas_Rotas.pdf

ccviii <http://hemeroteca.lavanguardia.com/preview/1979/01/05/pagina-4/33432785/pdf.html?search=ETA%20pol%C3%ADtico-militar>

ccix <https://www.elnortedecastilla.es/castillayleon/atento-treinta-veces-20180521105233-nt.html>

ccx <https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html>;
https://elpais.com/diario/1979/03/06/espana/289522817_850215.html

ccxi <https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html>;
<https://mapadelterror.com/en/victims/jose-miguel-chavarri-isasi-en/>

ccxii <https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html>;
<https://mapadelolvido.wordpress.com/2012/03/09/jose-maria-maderal-oleaga-bilbao-vizcaya-espana/>

ccxiii <https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html>;
<https://mapadelterror.com/en/victims/antoniorecio-claver-en/>

ccxiv <https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html>

ccxv <https://www.elnortedecastilla.es/castillayleon/atento-treinta-veces-20180521105233-nt.html>

ccxvi <https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html>

ccxvii <https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html>;
https://elpais.com/diario/1979/04/10/espana/292543225_850215.html;
<https://mapadelolvido.wordpress.com/2012/03/10/dionisio-imaz-gorostiza-villafranca-de-oria-guipuzcoa-espana/>

ccxviii <https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html>;
<https://mapadelolvido.wordpress.com/2012/03/10/juan-bautista-garcia-tolosa-guipuzcoa-espana/>

ccxix <https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html>;
https://elpais.com/diario/1979/05/03/espana/294530409_850215.html

ccxx <https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html>

ccxxi https://elpais.com/diario/1979/05/03/espana/294530409_850215.html

ccxxii <https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html>;
https://elpais.com/diario/1979/05/03/espana/294530409_850215.html

ccxxiii <https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html>;
<http://blogs.libertaddigital.com/in-memoriamentre-asesina-a-un-vigilante-de-seguridad-y-al-primo-del-obispo-uriarte-9645/>

ccxxiv <https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html>;
<http://blogs.libertaddigital.com/in-memoriamentre-asesina-a-tres-militares-y-un-civil-en-madrid-y-a-un-empresario-en-eibar-9693/>

ccxxv <https://www.elnortedecastilla.es/castillayleon/atento-treinta-veces-20180521105233-nt.html>

ccxxvi <https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html>;
<https://mapadelolvido.blogspot.com/2012/03/luis-berasategui-mendizabal-vergara.html>

ccxxvii <https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html>;
https://elpais.com/diario/1979/06/08/espana/297640805_850215.html

ccxxviii <https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html>;
<https://mapadelterror.com/fr/victims/hector-abrahammunoz-espinoza-fr/>

ccxxix <https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html>;
<https://mapadelterror.com/en/victims/francisco-medina-albala-en/>

ccxxx <https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html>;
<https://mapadelterror.com/en/victims/diego-alfaro-orihuela-en/>

ccxxxi <https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html>;
<https://en.calameo.com/read/0002775444ee9dcf3a0a1>

ccxxxii <https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html>;
<https://mapadelolvido.wordpress.com/2012/04/16/jesus-maria-colomo-rodriguez-beasain-guipuzcoa-espana/>

ccxxxiii <https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html>;
<https://mapadelolvido.wordpress.com/2012/04/17/emilio-lopez-de-la-pena-bilbao-vizcaya-espana/>

ccxxxiv L'épouse de Dionisio Gonzalo Rey Amez.

ccxxxv <https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html>

ccxxxvi <https://mapadelterror.com/fr/victims/dionisio-gonzalo-rey-amez-fr/>

ccxxxvii <https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html>;
<https://mapadelolvido.wordpress.com/2012/04/19/moises-cordero-lopez-san-sebastian-guipuzcoa-espana/>

ccxxxviii Pour ETA, cet accord « ha sumido en un mar de tinieblas la sacrificada lucha de resistencia de un sector de nuestro pueblo que ha combatido honradamente con el Estado opresor y ahora ve cómo sus mismos líderes se rinden al enemigo por un simple plato de lentejas » (*Communiqué d'ETA au Peuple Basque*, 30 juillet 1979).

ccxxxix <https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html>;
<https://mapadelterror.com/fr/victims/juantauste-sanchez-fr/>

ccxl [https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html](https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html;);
<https://mapadelterror.com/fr/victims/antonionieves-canuelo-fr/>
ccxli <http://blogs.libertaddigital.com/in-memoriain/manuel-ferreira-policia-municipal-y-jose-miguel-moros-obrero-de-una-constructora-10125/>; <https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html>
ccxlii <https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html>;
<http://blogs.libertaddigital.com/in-memoriain/antonio-lopez-antiguo-guardia-de-franco-y-clement-perret-presunto-miembro-del-gal-10140/>
ccxliii <https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html>;
<http://blogs.libertaddigital.com/in-memoriain/jose-maria-perez-y-aureliano-calvo-policias-nacionales-asesinados-por-eta-en-1979-10204/>
ccxliv <https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html>;
<http://blogs.libertaddigital.com/in-memoriain/jose-maria-perez-y-aureliano-calvo-policias-nacionales-asesinados-por-eta-en-1979-10204/>; <https://mapadelolvido.wordpress.com/2012/04/21/aureliano-calvo-val-san-sebastian-guipuzcoa-espana/>
ccxlv <https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html>;
<https://www.abc.es/archivo/periodicos/abc-sevilla-19790914-19.html>
ccxlvi <https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html>;
<http://blogs.libertaddigital.com/in-memoriain/julian-ezquerro-comandante-de-infanteria-y-aurelio-perezzamora-coronel-de-caballeria-10338/>
ccxlvii <https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html>;
https://elpais.com/diario/1979/09/25/espana/307058408_850215.html
ccxlviii <https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html>;
<https://www.abc.es/especiales/eta/victimas/11.asp>
ccxlix <https://www.elnortedecastilla.es/castillayleon/atento-treinta-veces-20180521105233-nt.html>
ccl <https://mapadelolvido.blogspot.com/2012/04/luis-maria-uriarte-alzaa-lemona-vizcaya.html>
ccli https://elpais.com/diario/1979/10/02/espana/307666806_850215.html;
<https://inmemoriampropax.blogspot.com/2011/09/santos-sampedro-lozano.html>; <https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html>
cclii <https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html>;
<https://www.erne.es/Web/Modulos/InMemoriain/InMemoriain.aspx>;
http://www.bideo.info/buesa/imagenes/victimas_policiales.pdf
ccliii <https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html>;
<https://atizandolalumbre.blogspot.com/2009/01/32-aos-no-son-nada.html>;
<https://www.abc.es/especiales/eta/victimas/11.asp>
ccliv <http://clientes.vianetworks.es/personal/angelberto/listatentados.htm>; <https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html>
cclv <http://clientes.vianetworks.es/personal/angelberto/listatentados.htm>; <https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html>;
<https://mapadelterror.com/fr/victims/carlos-sanz-biurrun-fr/>
cclvi <https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html>;
<https://mapadelolvido.blogspot.com/2012/06/antonio-mesa-portillo-guecho-vizcaya.html>
cclvii https://elpais.com/diario/1979/10/19/espana/309135613_850215.html
cclviii <https://www.elnortedecastilla.es/castillayleon/atento-treinta-veces-20180521105233-nt.html>
cclix https://www.elconfidencial.com/espana/2018-12-08/el-asesinato-olvidado-de-eta-1979-un-guardia-civil-y-una-novia-desaparecida_1671906/
cclx <https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html>;
<https://mapadelolvido.blogspot.com/2012/06/fernando-rodriguez-espinola-oyarzun.html>
cclxi <https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html>;
<https://mapadelolvido.blogspot.com/2012/06/angel-garcia-perez-azpeitia-guipuzcoa.html>
cclxii <https://www.elnortedecastilla.es/castillayleon/atento-treinta-veces-20180521105233-nt.html>
cclxiii <https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1970-1980.html>;
<http://blogs.libertaddigital.com/in-memoriain/juan-cruz-montoya-conserje-en-vitoria-y-el-cochebomba-contr-un-furgon-policial-en-eibar-10805/>
cclxiv <http://blogs.libertaddigital.com/in-memoriain/juan-cruz-montoya-conserje-en-vitoria-y-el-cochebomba-contr-un-furgon-policial-en-eibar-10805/>
cclxv https://www.diariodenavarra.es/noticias/navarra/mas_navarra/los_cuarenta_asesinados_que_eta_dejado_navarra_46414_2061.html; <https://mapadelterror.com/fr/victims/sebastian-arroyo-gonzalez-fr/>

cclxvi https://elpais.com/diario/1980/02/22/espana/320022009_850215.html

cclxvii https://en.wikipedia.org/wiki/1980_Ispaster_attack

cclxviii <https://mapadelolvido.blogspot.com/2012/06/fernando-rodriguez-espinola-oyarzun.html>

cclxix https://elpais.com/diario/1980/02/22/espana/320022009_850215.html

cclxx https://elpais.com/diario/1980/03/23/espana/322614004_850215.html

cclxxi https://elpais.com/diario/1994/08/11/espana/776556014_850215.html

cclxxii https://elpais.com/diario/1980/02/22/espana/320022009_850215.html

cclxxiii https://elpais.com/diario/1985/04/23/sociedad/483055205_850215.html

cclxxiv http://fundacionvt.org/wp-content/uploads/pdfs/Vidas_Rotas.pdf

cclxxv https://www.diariodenavarra.es/noticias/navarra/mas_navarra/los_cuarenta_asesinados_que_eta_dejado_navarra_46414_2061.html; <https://www.abc.es/archivo/periodicos/abc-madrid-19800617-32.html>

cclxxvi https://en.wikipedia.org/wiki/1980_Orio_ambush

cclxxvii <http://blogs.libertaddigital.com/in-memoriain/francisco-lopez-bescos-guardia-civil-y-una-victima-del-atentado-contra-aznar-10019/>

cclxxviii <https://www.elcorreo.com/vizcaya/20081231/mas-actualidad/politica/cronologia-ataques-medios-comunicacion-200812311134.html>

cclxxix https://elpais.com/diario/1980/02/22/espana/320022009_850215.html

cclxxx https://elpais.com/diario/1985/11/28/sociedad/501980411_850215.html

cclxxxi https://elpais.com/diario/1980/10/01/espana/339202812_850215.html

cclxxxii https://elpais.com/diario/1980/10/04/espana/339462005_850215.html;

<https://blogs.lasprovincias.es/javiermartinez/2015/02/18/nueve-asesinatos-de-policias-en-la-memoria/?ref=https:%2F%2Felite.qwant.com%2F>

cclxxxiii https://elpais.com/diario/1980/10/05/espana/339548410_850215.html

cclxxxiv <https://mapadelterror.com/fr/victims/jaime-arrese-arizmendiarieta-fr/>

cclxxxv https://elpais.com/diario/1994/08/11/espana/776556014_850215.html;

<https://mapadelterror.com/fr/victims/carlos-fernandez-aspiazu-fr/>

cclxxxvi https://elpais.com/diario/1980/11/01/espana/341881206_850215.html

cclxxxvii <http://www.angelfire.com/pq/terroristas/eta.htm>

cclxxxviii https://elpais.com/diario/1980/11/02/espana/341967602_850215.html; Casanova, 2007, p. 187.

cclxxxix « La campagne contre cette mafia de la drogue n'obéit pas aux plans paternalistes ou moralisateurs de la bourgeoisie, mais à une analyse approfondie de la situation et des répercussions sociales et politiques négatives que son extension proportionnelle apporte aux aspirations démocratiques et nationales de notre peuple. »

ccxc <http://hemeroteca.lavanguardia.com/preview/1980/11/05/pagina-16/32914618/pdf.html>;

<https://www.lavanguardia.com/politica/20030320/51262771563/el-supremo-confirma-la-condena-de-200-anos-impuesta-a-baldo-por-el-asesinato-de-cinco-personas-en-z.html>;

https://en.wikipedia.org/wiki/1980_Zarautz_attack

ccxci <http://www.euskaletxeak.org/lemoiz/1972/1972.html>

ccxcii <https://www.elmundo.es/eta/historia/secuestros.html>

ccxciii https://elpais.com/diario/1980/02/22/espana/320022009_850215.html

ccxciv <http://blogs.libertaddigital.com/in-memoriain/eta-asesina-a-un-taxista-a-un-mecanico-y-a-un-policia-nacional-9423/>

ccxcv <https://mapadelolvido.blogspot.com/2012/03/jose-luis-prieto-gracia-pamplona.html>

ccxcvi « ETA de ninguna manera desea ver paseando los tanques del Ejército español por las calles de Euskadi Sur o del resto del Estado. ETA desea que, de una vez por todas, se produzca la ruptura democrática y que a nuestro pueblo se le devuelvan sus más elementales libertades y se le reconozcan sus legítimos derechos soberanos. Por esos objetivos luchamos, y por su consecución estamos dispuestos a ofrecer un alto el fuego sincero y duradero. » [« ETA ne souhaite en aucun cas voir les chars de l'armée espagnole passer dans les rues du sud de l'Euskadi ou du reste de l'Espagne. ETA souhaite que, une fois pour toutes, la rupture démocratique ait lieu et que notre peuple retrouve ses libertés les plus élémentaires et que ses droits souverains légitimes soient reconnus. Nous nous battons pour ces objectifs, et pour leur réalisation, nous sommes prêts à offrir un cessez-le-feu sincère et durable. »]

ccxcvii https://elpais.com/diario/1981/03/28/espana/354582011_850215.html

ccxcviii <https://www.elcorreo.com/vizcaya/20081231/mas-actualidad/politica/cronologia-ataques-medios-comunicacion-200812311134.html>; <https://www.elmundo.es/elmundo/2009/02/22/paisvasco/1235298085.html>

ccxcix <https://www.elmundo.es/elmundo/2001/05/15/portada/989919012.html>

ccc <http://blogs.libertaddigital.com/in-memoriain/asesinato-del-industrial-secuestrado-berazadi-y-de-dos-agentes-de-policia-9418/>;

<https://www.elnortedecastilla.es/salamanca/201503/22/fuente-esteban-rinde-homenaje-20150322122108.html>

ccc
<http://blogs.libertaddigital.com/in-memoriamentaxista-a-un-mecanico-y-a-un-policia-nacional-9423/>

cccii
<https://elcorreodeespana.com/historia/945353829/Mayo-de-1981-Cuando-el-gobierno-de-UCD-estuvo-a-punto-de-decretar-el-estado-de-excepcion-Por-Rafael-Maria-Molina.html>;
https://elpais.com/elpais/2002/05/14/actualidad/1021364229_850215.html;
<https://news.google.com/newspapers?nid=1734&dat=19810507&id=FZobAAAIBAJ&sjid=1IEAAAAIBAJ&pg=3964,4217850&hl=en>

ccciii
https://elpais.com/diario/1982/01/19/espana/380242811_850215.html

ccciv
https://elpais.com/diario/1981/10/03/espana/370911604_850215.html

ccciv
<https://mapadelterror.com/victims/santiago-gonzalez-de-paz/>

cccvi
https://elpais.com/diario/1982/01/19/espana/380242811_850215.html

cccvi
 Étant en période de trêve, ETA-pm ne revendique aucune action mais considère légitimes les opérations d'« approvisionnement » logistique.

cccvi
<https://www.revistavanityfair.es/sociedad/celebrities/articulos/secuestro-doctor-iglesias-puga-julio-iglesias-eta/23277>

cccix
https://elpais.com/diario/1982/02/06/espana/381798004_850215.html

cccix
https://elpais.com/diario/1982/02/28/espana/383698815_850215.html;
<http://www.euskaletxeak.org/lemoiz/1982/1982.html>

cccxi
https://elpais.com/diario/1982/02/28/espana/383698815_850215.html

cccxi
https://elpais.com/diario/1982/03/23/espana/385686027_850215.html

cccxi
https://elpais.com/diario/1982/04/22/espana/388274432_850215.html

cccxi
https://elpais.com/diario/1982/04/15/portada/387669603_850215.html

cccxi
<https://mapadelolvido.wordpress.com/2012/03/10/vicente-garcera-lopez-pamplona-navarra-espana/>;
https://www.diariodenavarra.es/noticias/navarra/mas_navarra/los_cuarenta_asesinados_que_eta_dejado_navarra_46414_2061.html

cccxi
<https://lahemerotecadelbuitre.com/piezas/el-comando-madrid-de-eta-liderado-por-macario-y-urrusolo-vuela-la-sede-nacional-de-telefonica-interrumpiendo-700-000-lineas-en-todo-el-pais/>

cccxi
<http://blogs.libertaddigital.com/in-memoriamentaxista-a-un-mecanico-y-a-un-policia-nacional-9423/>

cccxi
<http://blogs.libertaddigital.com/in-memoriamentaxista-a-un-mecanico-y-a-un-policia-nacional-9423/>

cccxi
https://elpais.com/diario/1983/01/11/espana/411087603_850215.html

cccxi
https://www.diariodenavarra.es/noticias/navarra/mas_navarra/los_cuarenta_asesinados_que_eta_dejado_navarra_46414_2061.html

cccxi
<https://www.elcorreo.com/vizcaya/20081231/mas-actualidad/politica/cronologia-ataques-medios-comunicacion-200812311134.html>

cccxi
https://www.diariodenavarra.es/noticias/navarra/mas_navarra/los_cuarenta_asesinados_que_eta_dejado_navarra_46414_2061.html;
<https://www.periodistadigital.com/politica/autonomias/20150706/bildu-coloca-ikurrina-ayuntamiento-pamplona-sanfermines-noticia-689401744569/>

cccxi
https://www.diariodenavarra.es/noticias/navarra/mas_navarra/los_cuarenta_asesinados_que_eta_dejado_navarra_46414_2061.html;
<https://mapadelolvido.blogspot.com/2012/04/gregorio-hernandez-corchete-leiza.html>

cccxi
https://elpais.com/elpais/2001/02/22/actualidad/982833418_850215.html

cccxi
https://elpais.com/diario/1982/11/10/espana/405730803_850215.html

cccxi
<https://www.elcorreo.com/vizcaya/20081231/mas-actualidad/politica/cronologia-ataques-medios-comunicacion-200812311134.html>

cccxi
https://elpais.com/diario/1982/11/15/espana/406162803_850215.html

cccxi
https://elpais.com/diario/1983/01/11/espana/411087603_850215.html

cccxi
 « Si el Gobierno que surja se limita a pactar y cumplir una labor de mera gestión a las órdenes del Ejército y de la CEOE, es fácilmente presagiable el rumbo de derechización que adquirirá la política del Estado y, como consecuencia lógica de ello, el inevitable descalabro por frustración social de la alternativa socialdemócrata en favor de opciones de Gran Derecha. En este sentido, el PSOE, dependiendo de la postura que adopte, tiene entre sus manos el compromiso de convertirse en garante de las libertades democráticas o, por contra, en puente aliado de la reacción llamada golpista. » (Zuzen, n° 26, novembre 1982)

cccxi
 Dans un communiqué, ETA-m accuse le gouvernement « social-démocrate », et notamment le ministre de l'Intérieur, M. José Barrionuevo, de suivre la même politique vis-à-vis du Pays basque que ses prédécesseurs. ETA-m affirme qu'on ne peut à la fois la considérer comme une bande de délinquants et lui demander une trêve de six mois après laquelle des négociations seraient possibles. (A.F.P.)

cccxxx <https://argituz.org/proyecto-argituz/conculcaciones-del-derecho-a-la-integridad-fisica-y-psiquica-eta-y-otros/secuestros-puestas-en-libertad-eta-vii/>

cccxxxi https://elpais.com/diario/1983/05/29/espana/423007201_850215.html;

http://www.angelfire.com/pq/terroristas/eta.htm

cccxxxii <https://www.elmundo.es/elmundo/2002/02/08/espana/1013196924.html>

cccxxxiii https://elpais.com/elpais/2001/02/22/actualidad/982833418_850215.html

cccxxxiv https://www.diariodenavarra.es/noticias/navarra/mas_navarra/los_cuarenta_asesinados_que_eta_dejado_navarra_46414_2061.html; <https://mapadelterror.com/victims/jesus-blanco-cereceda/>

cccxxxv http://www.cat.elpais.com/diario/1983/08/08/espana/429141608_850215.html

cccxxxvi https://elpais.com/diario/1983/10/20/espana/435452405_850215.html

cccxxxvii <http://blogs.libertaddigital.com/in-memoriain/alberto-villena-garde-civil-alfredo-suar-muro-medico-y-angel-gonzalez-policia-10478/>

cccxxxviii https://www.liberation.fr/planete/1996/05/29/detail-de-la-sale-guerre-contre-les-basques-recit-du-rapt-et-de-l-execution-de-deux-proches-de-l-eta_170387

cccxxxix <https://www.elnortedecastilla.es/castillayleon/atento-treinta-veces-20180521105233-nt.html>

cccxl <https://www.elnortedecastilla.es/castillayleon/atento-treinta-veces-20180521105233-nt.html>

cccxli <https://blogs.lasprovincias.es/javiermartinez/2015/02/18/nueve-asesinatos-de-policias-en-la-memoria/?ref=https:%2F%2Fflite.qwant.com%2F>

cccxliv <https://gara.naiz.eus/paperezkoa/20081216/111854/es/25-anos-sin-Kattu-Onederra-primera-muerte-impune-GAL>; https://elpais.com/diario/1999/11/20/espana/943052405_850215.html

cccxlvi https://elpais.com/diario/1984/01/11/espana/442623609_850215.html

cccxlvi https://elpais.com/diario/1984/02/17/espana/445820403_850215.html

cccxlvi <https://blogs.elpais.com/fondo-de-armario/2014/02/el-asesinato-de-enrique-casas-.html>;

cccxlvi https://elpais.com/diario/1984/02/24/espana/446425208_850215.html

cccxlvi <https://www.eldiestro.es/2020/04/el-18-de-abril-de-1984-muere-el-policia-nacional-jose-verdu-ortiz-debido-a-las-heridas-provocadas-por-un-atentado-de-eta-del-dia-6-niolvidoniperdon-sanchezcastejon/>

cccxlvi http://www.cat.elpais.com/diario/1985/07/07/espana/489535203_850215.html

cccxlvi https://www.diariodenavarra.es/noticias/navarra/mas_navarra/los_cuarenta_asesinados_que_eta_dejado_navarra_46414_2061.html

cccxlvi https://www.diariodenavarra.es/noticias/navarra/mas_navarra/los_cuarenta_asesinados_que_eta_dejado_navarra_46414_2061.html

cccxlvi <https://www.eldiestro.es/2020/04/el-21-de-abril-de-1984-eta-asesinaba-al-guardia-civil-antonio-velasco-benito-ametrallandolo-desde-un-coche-niolvidoniperdon-sanchezcastejon/>

cccxlvi http://www.cat.elpais.com/diario/1985/07/07/espana/489535203_850215.html

cccxlvi https://www.diariodenavarra.es/noticias/navarra/mas_navarra/los_cuarenta_asesinados_que_eta_dejado_navarra_46414_2061.html

cccxlvi https://elpais.com/diario/1991/02/15/espana/666572407_850215.html

cccxlvi https://www.diariodenavarra.es/noticias/navarra/mas_navarra/los_cuarenta_asesinados_que_eta_dejado_navarra_46414_2061.html; <https://mapadelterror.com/fr/victims/diego-torrente-reverte-fr/>

cccxlvi https://elpais.com/diario/1984/06/16/espana/456184805_850215.html;

cccxlvi https://elpais.com/elpais/2001/02/23/actualidad/982919821_850215.html

cccxlvi https://elpais.com/diario/1984/07/26/espana/459640805_850215.html

cccxlvi http://www.cat.elpais.com/diario/1985/07/07/espana/489535203_850215.html

cccxlvi Le communiqué de revendication souligne « caractère exceptionnel de esta acción, motivada por el gravísimo precedente que sienta la actitud del Gobierno belga » (*El País*, 7/08/1984).

cccxlvi https://elpais.com/diario/1984/08/10/espana/460936809_850215.html

cccxlvi https://elpais.com/diario/1985/04/19/sociedad/482709608_850215.html

cccxlvi <https://www.hoy.es/extremadura/extremenos-asesinados-20180420123049-nt.html>

cccxlvi https://elpais.com/elpais/2001/02/22/actualidad/982833418_850215.html

cccxlvi https://elpais.com/diario/1985/01/02/espana/473468403_850215.html

cccxlvi https://elpais.com/diario/1985/01/19/espana/474937204_850215.html

cccxlvi https://elpais.com/diario/1985/02/24/espana/478047612_850215.html

cccxlvi https://www.lexpress.fr/actualite/societe/une-eta-decimee-par-les-arrestations_704396.html

cccxlvi https://elpais.com/diario/1985/01/15/espana/474591601_850215.html

ccclxviii <http://blogs.libertaddigital.com/in-memoriament/eta-asesina-a-un-banquero-a-una-limpiadora-y-a-tres-personas-mas-en-santander-9123/>

ccclxix https://www.noticiasdegipuzkoa.eus/2019/06/03/politica/en-la-diana-de-eta;https://elpais.com/diario/1985/03/08/espana/479084404_850215.html;https://ertzaione-1.blogspot.com/2009/06/atentados-de-eta-contra-la-Ertzaingoa.html

ccclxx https://elpais.com/elpais/2001/02/22/actualidad/982833418_850215.html

ccclxxi https://elpais.com/elpais/2004/03/11/actualidad/1078996618_850215.html

ccclxxii <https://www.eldiestro.es/2020/04/el-29-de-abril-de-1985-eta-asesinaba-al-analista-quimico-jesus-ildefonso-garcia-vadillo-al-confundirle-con-un-policia-y-lo-hacen-delante-de-su-hija-de-5-anos-quien-gritaba-dejad-a-mi-papa/>

ccclxxiii http://www.cat.elpais.com/diario/1985/07/07/espana/489535203_850215.html

ccclxxiv https://elpais.com/elpais/2001/02/22/actualidad/982833418_850215.html

ccclxxv https://elpais.com/diario/1985/05/23/espana/485647201_850215.html;https://cnpjefb.blogspot.com/2018/05/1985-eta-asesina-en-san-sebastian-los.html

ccclxxvi https://elpais.com/diario/1985/05/08/espana/484351219_850215.html

ccclxxvii https://elpais.com/elpais/2001/02/22/actualidad/982833418_850215.html

ccclxxviii http://www.cat.elpais.com/diario/1985/07/07/espana/489535203_850215.html

ccclxxix <http://blogs.libertaddigital.com/in-memoriament/eta-asesina-a-un-vigilante-de-seguridad-y-al-primodel-obispo-uriarte-9645/>

ccclxxx https://elpais.com/diario/1985/05/31/espana/486338404_850215.html;http://www.angelfire.com/pq/terroristas/eta.htm

ccclxxxi https://www.diariodenavarra.es/noticias/navarra/mas_navarra/los_cuarenta_asesinados_que_eta_dejado_navarra_46414_2061.html

ccclxxxii « Hay que tener siempre presente que uno de los objetivos eternos que persigue el Gobierno español es desviar los polos del enfrentamiento real y potenciar una Guerra Civil entre vascos. Ésta es una provocación en la que no vamos a caer a pesar de que los dirigentes del PNV se presten al juego de Madrid. El PNV es adversario político pero no el enemigo directo; nuestro comportamiento hacia él tiene que ser en base a esa definición. » (Zutabe, nº 41, mai 1985)

ccclxxxiii https://elpais.com/elpais/2004/03/11/actualidad/1078996618_850215.html

ccclxxxiv <https://mapadelolvido.wordpress.com/2012/04/12/jose-millarengo-de-bernardo-portugalete-vizcaya-espana/>

ccclxxxv <https://victimas-de-eta.blogspot.com/2007/06/12-de-junio-de-1985.html>

ccclxxxvi https://elpais.com/diario/1985/06/19/espana/487980007_850215.html;https://mapadelolvido.blogspot.com/2012/04/eugenio-recio-garcia-santurce-vizcaya.html

ccclxxxvii <http://www.hispanidad.info/montes.htm>

ccclxxxviii https://elpais.com/diario/1985/06/27/espana/488671223_850215.html

ccclxxxix http://www.cat.elpais.com/diario/1985/07/07/espana/489535203_850215.html

ccxc http://www.cat.elpais.com/diario/1985/07/04/espana/489276014_850215.html

ccxc <https://mapadelolvido.wordpress.com/2012/04/19/fausto-escribas-estrada-madrid-comunidad-de-madrid-espana/>

ccxcii <http://blogs.libertaddigital.com/in-memoriament/antonio-lopez-antiguo-guardia-de-franco-y-clement-perret-presunto-miembro-del-gal-10140/>

ccxciii https://elpais.com/elpais/2001/02/22/actualidad/982833418_850215.html

ccxciv <https://inter-rev.foroactivo.com/t1333-terrorismo-de-estado-gal-francia-espana-euskal-herria>

ccxcv « Hoy en día, después de 25 años de vida activa, de perfeccionamiento y consolidación de la organización, ETA y el resto del MLNV, hemos alcanzado un grado de enfrenamiento que demuestra que no estamos dispuestos a ceder en los puntos mínimos de defensa de los derechos legítimos de nuestro pueblo. Hace ya ocho años que ETA haciendo gala de madurez, y honradez políticas, viene ofreciendo reiterada y unilateralmente la posibilidad de un alto el fuego en base a la negociación de los cinco puntos de la alternativa KAS. Si la organización ofrece esta posibilidad es porque somos perfectamente conscientes de que la paz es posible aquí y ahora. Pero no cualquier paz, no la paz de los cementerios, ni la Pax Hispana, sino una paz sin vencedores ni vencidos. » (Zutabe, nº 42, octubre 1985)

ccxcvi <http://gara.naiz.eus/paperezkoa/20101128/234687/es/mikel-zabalza-continua-removiendo-conciencias--euskal-herria;https://lamordaza.com/actualidad/non-dago-mikel/>

ccxcvii https://www.diariodenavarra.es/noticias/navarra/mas_navarra/los_cuarenta_asesinados_que_eta_dejado_navarra_46414_2061.html;https://mapadelolvido.blogspot.com/2012/06/juan-atares-pena-pamplona-navarra.html

ccxcviii https://elpais.com/diario/1986/01/11/espana/505782002_850215.html

cccxcix Il s'agit de la première femme militante d'ETA tuée par les forces de sécurité espagnole.
cd <https://rsamadrid.wordpress.com/2011/01/14/terrorismo-de-estado-1986-1990/>
cdi https://elpais.com/diario/1986/02/07/espana/508114807_850215.html
cdii <https://rsamadrid.wordpress.com/2011/01/14/terrorismo-de-estado-1986-1990/>
cdiii <https://rsamadrid.wordpress.com/2011/01/14/terrorismo-de-estado-1986-1990/>
cdiv https://elpais.com/elpais/2001/02/23/actualidad/982919821_850215.html
cdv <https://mapadelolvido.wordpress.com/2012/03/09/jose-ignacio-aguirrezabalaga-de-la-granja-zumaya-guipuzcoa-espana/>; <https://www.eldiestro.es/2020/03/el-20-de-marzo-de-1986-eta-asesinaba-a-jose-ignacio-aguirrezabalaga-de-la-granja-camarero-niolvidoniperdon-sanchezcastejon/>
cdvi https://elpais.com/elpais/2001/02/22/actualidad/982833418_850215.html
cdvii https://elpais.com/diario/1986/04/26/espana/514850407_850215.html
cdviii <http://www.afrique-asie.fr/eta-des-bombes-au-pardon/>
cdix https://elpais.com/elpais/2004/03/11/actualidad/1078996618_850215.html
cdx https://elpais.com/diario/1986/06/18/espana/519429605_850215.html
cdxi https://elpais.com/elpais/2001/02/22/actualidad/982833418_850215.html
cdxii <http://www.surinenglish.com/20080818/news/costasol-malaga/plant-three-bombs-province-200808180943.html>
cdxiii https://elpais.com/elpais/2001/02/22/actualidad/982833418_850215.html
cdxiv « Yoyes era colaboradora en los planes represivos del Estado opresor español y traidora al proceso de liberación nacional que el pueblo trabajador vasco lleva a cabo. La traición ha de ser medida por el pueblo vasco en función de la colaboración, tanto policial como política, con los planes genocidas que las fuerzas de ocupación del Estado opresor español desarrollan en Euskal Herria, bajo las directrices de los poderes lácticos y en la gestión de la servil socialdemocracia española representada por el PSOE. » (*Comunicado de ETA al pueblo vasco*, 11 septiembre 1986).
cdxv « Cuando la situación de los refugiados se agrava hasta los límites que todos conocemos, cuando más duras se han hecho las condiciones de vida en Iparralde, con atentados frecuentes del GAL y asesinatos, con detenciones, deportaciones, extradiciones y entregas directas de refugiados a manos policiales españolas, Yoyes, sin ningún problema de éstos, con una vida medianamente normalizada en México, con trabajo y residencia legal (sin que nadie le criticara por apartarse de la lucha), decide acogerse a las medidas de Barrionuevo. [...] No es sólo el buscarse la salida particular y el rechazo a la solución global ya argumentados en otras ocasiones; es el desprecio consciente a quienes en el exilio sufren una situación más aguda que nunca. » (*Comunicado de Colectivo de Presos Políticos Vascos*, septiembre 1986)
cdxvi https://elpais.com/elpais/2001/02/22/actualidad/982833418_850215.html
cdxvii https://elpais.com/elpais/2001/02/22/actualidad/982833418_850215.html
cdxviii <https://mapadelolvido.blogspot.com/2012/06/genaro-garcia-de-andoain-larrinaga.html>; <https://ertzaione-1.blogspot.com/2009/06/atentados-de-eta-contra-la-Ertzaintza.html>;
cdxix https://elpais.com/diario/1986/11/02/espana/531270005_850215.html
cdxx https://elpais.com/diario/1986/11/03/espana/531356402_850215.html
cdxxi <https://mapadelolvido.blogspot.com/2012/06/genaro-garcia-de-andoain-larrinaga.html>
cdxxii https://www.lexpress.fr/actualite/societe/une-eta-decimee-par-les-arrestations_704396.html ;
<https://elpais.com/tag/jose-luis-arrieta-zubimendi-azkoiti/a/>;
https://elpais.com/diario/1989/06/23/espana/614556015_850215.html
cdxxiii Jorge Argote est connu pour être l'avocat des membres des forces de sécurité espagnoles poursuivis pour torture (Casanova, 2007, p. 234).
cdxxiiii https://elpais.com/elpais/2001/02/22/actualidad/982833418_850215.html
cdxxv Un texto del MLNV de 1987 llamado « Alternativa y Negociación » pondría las bases de este tiempo sobre este tema. Este decía que en la nueva fase había que olvidar todas las ilusiones de victoria militar y revolucionaria por medio de la insurrección armada y popular. La negociación se tenía que poner en el contexto de una estrategia de « guerra prolongada y de desgaste » y de creación « de una nueva correlación de fuerzas favorables » para obtener « conquistas irreversibles » en el proceso de negociación. Pero la « alternativa » era sólo « un punto de apoyo para avanzar superándolo ». (cité in Lizarralde Marín, 2016)
cdxxvi https://cadenaser.com/ser/2018/05/02/politica/1525285117_723532.html
cdxxvii https://elpais.com/elpais/2001/02/22/actualidad/982833418_850215.html
cdxxviii <https://www.eldiestro.es/2020/01/el-30-de-enero-de-1987-eta-asesinaba-a-angel-jose-ramos-saavedra-conductor-y-a-manuel-rivera-sanchez-comandante-e-t-niolvidoniperdon-sanchezcastejon/>
cdxxix https://elpais.com/diario/1988/03/12/espana/574124402_850215.html
cdxxx « La correlación de fuerzas más favorable, insistimos, vendrá dada por el desarrollo armonioso de las luchas. Nosotros asumimos el compromiso de llevar adelante el accionar armado, en la línea del desarrollo tanto cualitativo como cuantitativo del hostigamiento a los poderes reales hasta que se avengan a reconocer las

reivindicaciones contenidas en la alternativa táctica de KAS. Tanto la lucha de masas e institucional como el trabajo de proyección internacional deben tener en cuenta los retos a los que el Movimiento hace frente: por un lado, profundizar en la crisis de la Reforma en Euskadi, y por otro, paralelamente, acumular fuerzas obreras y populares en tomo a la alternativa KAS y a la negociación política como únicas garantías del proceso de Normalización Democrática y Reconstrucción Nacional. » (*Zutabe*, nº 45, mars 1987)

cdxxx https://elpais.com/elpais/2001/02/22/actualidad/982833418_850215.html

cdxxxi https://elpais.com/elpais/2001/02/22/actualidad/982833418_850215.html

cdxxxii

https://www.diariodenavarra.es/noticias/navarra/mas_navarra/los_cuarenta_asesinados_que_eta_dejado_navarra_46414_2061.html

cdxxxiii https://elpais.com/elpais/2001/02/22/actualidad/982833418_850215.html

cdxxxiv https://elpais.com/elpais/2001/02/22/actualidad/982833418_850215.html

cdxxxv <https://mapadelterror.com/fr/victims/carmen-pascual-carrillo-fr/>

cdxxxvi https://www.larazon.es/historico/6772-fallece-el-empresario-andres-gutierrez-secuestrado-por-eta-en-1987-KLLA_RAZON_494388/

cdxxxvii <https://www.diaridetarragona.com/tarragona/El-gran-golpe-de-ETA-en-Tarragona-Las-piernas-me-temblaban-de-miedo-sin-poder-controlarlas-20180503-0071.html>

cdxxxviii La Chambre administrative contentieuse de la Cour suprême a établi la responsabilité de l'administration de l'État « pour la passivité ou l'omission des forces de sécurité et de police dans ces événements » (Casanova, 2007, p. 237).

cdxxxix « Queremos testimoniar todo nuestro pesar a todo el pueblo catalán y a los familiares y allegados de las víctimas inocentes en particular. Hacemos nuestra la sincera censura del pueblo trabajador vasco y catalán, aceptando sin descargos la gran responsabilidad que nos corresponde por este luctuoso suceso y reconociendo de modo acorde a nuestra trayectoria de honestidad revolucionaria el grave error cometido en el desarrollo de esta operación. Deseamos expresar asimismo nuestra inequívoca solidaridad con el pueblo de Catalunya y todos los pueblos del Estado. No nos resta más que asegurar que pondremos todos los medios a nuestro alcance para garantizar la selectividad de nuestras acciones y que hechos como éste no vuelvan a reproducirse, y que el tiempo y el avance de nuestro proceso ayuden a situar en su justo lugar este desgraciado accidente y el irreparable daño causado, que empaña la nitidez de nuestras luchas de liberación nacional y las tradicionalmente solidarias relaciones. » (*Comunicado de ETA al Pueblo Vasco*, 21 mai 1987)

cdxli <https://mapadelolvido.wordpress.com/2012/04/16/antonio-angel-lopez-martinez-colmenero-onate-guipuzcoa-espana/>

cdxlii <http://lahemerotecadelbuitre.com/piezas/la-terrorista-lucia-urigoitia-del-asesino-comando-donosti-muerta-tras-un-tiroteo-con-la-policia/>; <https://rsamadrid.wordpress.com/2011/01/14/terrorismo-de-estado-1986-1990/>

cdxliii https://elpais.com/elpais/2001/02/23/actualidad/982919821_850215.html

cdxliv <https://rsamadrid.wordpress.com/2011/01/14/terrorismo-de-estado-1986-1990/>

cdxlv https://elpais.com/diario/1987/08/07/espana/555285608_850215.html

cdxlvi <https://www.elcorreogallego.es/panorama/nacional/ecg/once-atentados-en-galicia/idEdicion-2010-09-06/idNoticia-586703/>

cdxlvi https://elpais.com/elpais/2001/02/22/actualidad/982833418_850215.html

cdxlvii « Esta entrevista discurrió en todo momento en un clima cerril e irrespetuoso por parte de la representación del Estado español, que empleó modos y tonos más propios de un interrogatorio, mostrando un retroceso en la actitud de esta parte, sin realizar ninguna oferta – remitiéndose de nuevo a las salidas personales y al Arrepentimiento –, volviendo así al punto de partida, en un intento de sondear la actitud de ANTIXON como sucediera en la primera entrevista entre nuestro compañero TXOMIN y ARGOTE. » (communiqué d'ETA, 4/09/1987, *Punto y Hora*, nº 485, 10 septembre 1987)

cdxlviii https://elpais.com/diario/1987/08/16/espana/556063207_850215.html;

<https://lahemerotecadelbuitre.com/piezas/mueren-los-etarras-rafael-etxebeste-y-maria-teresa-perez-sever-al-estallarles-en-la-cara-la-bomba-que-estaban-colocando-contrapolicias/>

cdxlix https://elpais.com/diario/1987/08/16/espana/556063207_850215.html;

<https://lahemerotecadelbuitre.com/piezas/mueren-los-etarras-rafael-etxebeste-y-maria-teresa-perez-sever-al-estallarles-en-la-cara-la-bomba-que-estaban-colocando-contrapolicias/>

cdli https://elpais.com/diario/1987/09/25/espana/559519207_850215.html

cdli https://elpais.com/elpais/2001/02/22/actualidad/982833418_850215.html

cdlii https://elpais.com/elpais/2001/02/22/actualidad/982833418_850215.html

cdliiii <https://www.elmundo.es/elmundo/2000/09/15/espana/969051636.html>

cdliiv https://www.lexpress.fr/actualite/societe/une-eta-decimee-par-les-arrestations_704396.html

cdlv

https://www.diariodenavarra.es/noticias/navarra/mas_navarra/los_cuarenta_asesinados_que_eta_dejado_navarra_46414_2061.html

cdlvi <https://mapadelterror.com/fr/victims/maria-cruz-yoldi-orradre-fr/>

cdlvii https://elpais.com/elpais/2001/02/22/actualidad/982833418_850215.html

cdlviii <https://www.elmundo.es/eta/historia/secuestros.html>

cdlix « Queremos reiterar que de darse una tregua, ahora inexistente, ésta no puede ser, en ningún caso, unilateral y ha de ser fruto de un acuerdo bilateral lo que exige la constitución de una mesa de conversaciones. Por lo que instábamos, e instamos, al Gobierno del Estado a que abandone maniobras dilatorias intoxicadoras... » (Comunicado de ETA al pueblo vasco, 25 février 1988).

cdlx https://elpais.com/diario/1990/11/09/espana/658105224_850215.html

cdlxi https://es.wikipedia.org/wiki/Luis_Azc%C3%A1rraga_P%C3%A9rez-Caballero;

[https://mapadelterror.com/fr/victims/luis-azcarraga-perez-caballero-fr/;](https://mapadelterror.com/fr/victims/luis-azcarraga-perez-caballero-fr/)

https://elpais.com/diario/1988/03/29/espana/575589603_850215.html

cdlxii https://elpais.com/diario/1988/04/16/espana/577144804_850215.html

cdlxiii [https://mapadelterror.com/en/victims/sebastian-aizpiri-lejaristi-en/;](https://mapadelterror.com/en/victims/sebastian-aizpiri-lejaristi-en/)

https://elpais.com/diario/1994/08/11/espana/776556014_850215.html

cdlxiv https://elpais.com/elpais/2001/02/23/actualidad/982919821_850215.html

cdlxv <https://www.elmundo.es/elmundo/2002/01/31/espana/1012484768.html>

cdlxvi https://elpais.com/diario/1988/07/13/espana/584748002_850215.html

cdlxvii https://elpais.com/elpais/2001/02/22/actualidad/982833418_850215.html

cdlxviii https://elpais.com/elpais/2001/02/22/actualidad/982833418_850215.html

cdlxix https://elpais.com/diario/1988/09/12/espana/590018402_850215.html

cdlxx https://elpais.com/elpais/2001/02/22/actualidad/982833418_850215.html

cdlxxi <http://blogs.libertaddigital.com/in-memoriain/juan-jose-pacheco-ertzaina-julio-gangoso-guardia-civil-y-el-doctor-munoz-carinanos-10487/>

cdlxxii https://elpais.com/diario/1988/10/31/espana/594255607_850215.html

cdlxxiii http://cadenaser.com/ser/2004/03/11/espana/1078966214_850215.html

cdlxxiv https://elpais.com/elpais/2001/02/22/actualidad/982833418_850215.html

cdlxxv <http://blogs.libertaddigital.com/in-memoriain/juan-cruz-montoya-conserje-en-vitoria-y-el-cochebomba-contr-un-furgon-policial-en-eibar-10805/>

cdlxxvi https://elpais.com/diario/1988/12/21/espana/598662009_850215.html. « Estamos dispuestos a negociar, pero no a arrepentirnos ni a rendirnos ». « Nosotros proponemos que mañana mismo, con Antxon Etxebeste como interlocutor, en Argel, se empiecen a poner las soluciones », se agrega en la citada entrevista. Respecto a los contactos mantenidos en Argelia con representantes del Gobierno español, los etarras aseguran que la última entrevista tuvo lugar en diciembre de 1987. Más adelante la cúpula de la organización dice: « A los poderes del Estado no les queda otra alternativa si no quieren negociar que verse obligados a cometer un auténtico genocidio [...] y continuar siendo objeto de nuestros ataques que nunca cesarán ». La dirección de ETA manifiesta que la autodeterminación de Euskadi "es el nudo gordiano para la resolución del llamado contencioso vasco que propiamente es el problema del Estado español ». Los etarras reiteran el valor de la alternativa KAS y aseguran que pedirán "en su día a la población vasca que opte por un estado independiente". Concernant Hipercor, l'organisation reconnaît : « Nuestra organización reconoció y reitera ahora el error y la grave responsabilidad que cometió en la puesta en marcha del operativo de tan trágicas consecuencias. Asumimos plenamente esa autocritica". ETA añade, no obstante, la responsabilidad del Gobierno "al negarse a desalojar el local". »

cdlxxvii https://www.lexpress.fr/actualite/societe/une-eta-decimee-par-les-arrestations_704396.html

cdlxxviii Sur les thématiques abordées durant ces discussions, voir Casanova, 2007, p. 245.

cdlxxix <https://mapadelterror.com/fr/victims/pedro-ballesteros-rodriguez-fr/>

cdlxxx <http://blogs.libertaddigital.com/in-memoriain/el-asesinato-que-es escenifica-la-ruptura-de-las-conversaciones-de-argel-9445/>

cdlxxxi <http://blogs.libertaddigital.com/in-memoriain/el-asesinato-que-es escenifica-la-ruptura-de-las-conversaciones-de-argel-9445/>

cdlxxxii https://elpais.com/elpais/2001/02/22/actualidad/982833418_850215.html

cdlxxxiii https://www.lainformacion.com/espana/ataque-cuernos-detencion-ETA-Bidart_0_1012099014.html

cdlxxxiv https://elpais.com/diario/1989/04/25/espana/609458411_850215.html

cdlxxxv https://elpais.com/diario/1989/04/25/espana/609458411_850215.html

cdlxxxvi https://elpais.com/elpais/2001/02/22/actualidad/982833418_850215.html;

http://cadenaser.com/ser/2004/03/11/espana/1078966214_850215.html

cdlxxxvii https://elpais.com/elpais/2001/02/22/actualidad/982833418_850215.html;

https://elpais.com/diario/1989/05/25/portada/612050401_850215.html

hospital. Quinto, con toda probabilidad, su localización y traslado por la Guardia Civil le salva la vida. [...] En este punto, señorías, caben dos posibilidades: a) que la decisión fuera colectiva y cada uno ejecutase la opción contra su persona. El hecho de que el cadáver de Susana Arregui presente dos disparos puede ser porque al tratarse de un arma semiautomática, ya que portaba la del sargento a quien se la habían sustraído, cualquier sobrepresión en el disparador en las décimas de segundo que tenía la pistola encarada pudo producir dos disparos, o incluso por defecto mecánico en el arma, porque en ocasiones, como señalo a SS. SS. esto se ha producido. b) Que Lizarralde Urreta por causas o motivos que obviamente desconozco, disparara contra su compañera o sus compañeros y posteriormente atentara contra su vida » (« Comparecencia del señor Ministro del Interior (Corcuera Cuesta), a petición propia, para informar sobre los últimos hechos relacionados con la lucha antiterrorista en Navarra », Congreso de los Diputados, 29 jun 1990, nº 214/000021, http://www.congreso.es/public_oficiales/L4/CONG/DS/CO/CO_125.PDF).

dxix https://elpais.com/diario/1990/06/29/espana/646610406_850215.html

dxix <https://www.nrc.nl/nieuws/1990/07/24/aanslagen-amsterdam-opgeest-deur-de-eta-6936238-a1296893>

dxix https://elpais.com/diario/1990/07/08/espana/647388003_850215.html

dxix <https://www.nrc.nl/nieuws/1990/07/09/politie-vermoedt-betrokkenheid-van-eta-bij-aanslag-6934946-a60489>

dxix https://elpais.com/diario/1990/07/13/espana/647820017_850215.html

dxix <https://www.nrc.nl/nieuws/1990/07/24/aanslagen-amsterdam-opgeest-deur-de-eta-6936238-a1296893>

dxix https://elpais.com/diario/1990/08/13/espana/650498408_850215.html

dxix https://elpais.com/diario/1990/08/15/espana/650671202_850215.html

dxix https://elpais.com/diario/1990/08/15/portada/650671203_850215.html

dxix https://elpais.com/diario/1990/08/15/espana/650671202_850215.html

dxix https://elpais.com/elpais/2001/02/22/actualidad/982833418_850215.html

dxli <https://www.elnortedecastilla.es/castillayleon/atento-treinta-veces-20180521105233-nt.html>;

https://elpais.com/diario/1990/08/18/espana/650930401_850215.html

dxli https://elpais.com/diario/1990/08/18/espana/650930402_850215.html

dxli https://elpais.com/diario/1990/08/22/espana/651276002_850215.html

dxli https://elpais.com/diario/1990/08/29/espana/651880806_850215.html

dxli https://elpais.com/diario/1990/08/31/espana/652053612_850215.html

dxli https://www.eladelantado.com/nacional/16_portazos_a_eta/

dxli https://elpais.com/diario/1990/09/01/espana/652140002_850215.html

dxli https://elpais.com/diario/1990/09/01/espana/652140002_850215.html

dxli https://elpais.com/elpais/2001/02/22/actualidad/982833418_850215.html;

https://elpais.com/diario/1990/09/03/espana/652312801_850215.html

dxli https://elpais.com/diario/1990/09/03/espana/652312801_850215.html

dxli https://elpais.com/diario/1990/09/10/portada/652917601_850215.html

dxli https://elpais.com/elpais/2001/02/22/actualidad/982833418_850215.html

dxli https://elpais.com/diario/1990/09/12/espana/653090412_850215.html

dxli https://elpais.com/diario/1990/09/17/espana/653522408_850215.html

dxli https://elpais.com/diario/1990/09/19/espana/653695201_850215.html

dxli <https://www.lavanguardia.com/politica/20031009/51262782394/condenan-a-josu-mondragon-a-33-anos-por-atentar-contra-la-policia-en-san-sebastian.html>

dxli https://www.elconfidencial.com/espana/pais-vasco/2019-07-28/asociacion-victimas-del-terrorismo-eta-audiencia-nacional-jose-javier-zabaleta-elosegi-baldo_2149379/

dxli https://elpais.com/diario/1990/09/27/espana/654386408_850215.html

dxli https://elpais.com/diario/1990/10/08/portada/655340401_850215.html

dxli https://elpais.com/diario/1990/10/18/portada/656204404_850215.html

dxli https://elpais.com/diario/1990/10/24/portada/656722804_850215.html

dxli https://elpais.com/diario/1990/11/03/espana/657586810_850215.html

dxli https://elpais.com/diario/1991/02/06/espana/665794807_850215.html

dxli https://elpais.com/diario/1990/11/09/espana/658105224_850215.html

dxli https://elpais.com/diario/1990/11/16/espana/658710014_850215.html

dxli https://elpais.com/diario/1990/11/21/espana/659142020_850215.html;

https://elpais.com/diario/2001/03/02/espana/983487609_850215.html

dxli https://elpais.com/elpais/2001/02/22/actualidad/982833418_850215.html

dxli https://elpais.com/elpais/2001/02/22/actualidad/982833418_850215.html;

<https://www.diaridetarragona.com/tarragona/El-gran-golpe-de-ETA-en-Tarragona-Las-piernas-me-temblaban-de-miedo-sin-poder-controlarlas-20180503-0071.html>

dxli https://elpais.com/diario/1990/12/02/espana/660092408_850215.html

dlxxix https://elpais.com/elpais/2001/02/22/actualidad/982833418_850215.html
dlxxx https://elpais.com/diario/1990/12/10/espana/660783604_850215.html
dlxxxi https://elpais.com/diario/1990/12/14/espana/661129226_850215.html
dlxxxii https://elpais.com/diario/1990/12/15/espana/661215616_850215.html
dlxxxiii https://elpais.com/diario/1990/12/15/espana/661215616_850215.html
dlxxxiv https://elpais.com/diario/1990/12/16/espana/661302009_850215.html
dlxxxv https://elpais.com/diario/1990/12/19/espana/661561206_850215.html
dlxxxvi https://elpais.com/elpais/2001/02/22/actualidad/982833418_850215.html
dlxxxvii https://elpais.com/diario/1990/12/28/espana/662338804_850215.html
dlxxxviii https://elpais.com/diario/1990/12/29/espana/662425203_850215.html
dlxxxix https://elpais.com/diario/1991/01/02/espana/662770802_850215.html
dlxxx https://elpais.com/diario/1991/01/03/espana/662857211_850215.html
dlxxxxi https://elpais.com/diario/1991/01/09/espana/663375619_850215.html
dlxxxii https://elpais.com/diario/1991/01/10/espana/663462010_850215.html
dlxxxiii https://elpais.com/diario/1991/01/11/espana/663548418_850215.html
dlxxxiv https://elpais.com/diario/1991/01/19/espana/664239607_850215.html
dlxxxv https://elpais.com/diario/1991/01/23/espana/664585212_850215.html
dlxxxvi https://elpais.com/diario/1991/02/01/espana/665362810_850215.html;
http://www.angelfire.com/pq/terroristas/eta.htm
dlxxxvii https://elpais.com/diario/1991/02/05/espana/665708411_850215.html
dlxxxviii https://elpais.com/diario/1991/02/15/espana/666572407_850215.html
dlxxxix https://elpais.com/elpais/2001/02/22/actualidad/982833418_850215.html
dxc https://elpais.com/diario/1991/02/21/espana/667090815_850215.html
dxc https://elpais.com/diario/1991/02/22/espana/667177207_850215.html
dxcii https://elpais.com/elpais/2001/02/22/actualidad/982833418_850215.html;
https://elpais.com/diario/1991/03/03/espana/667954805_850215.html
dxciii https://elpais.com/diario/1991/03/04/espana/668041211_850215.html
dxciv <https://mapadelolvido.blogspot.com/2012/03/jose-edmundo-casan-perez-serrano.html>
dxcv <https://mapadelolvido.wordpress.com/2012/03/04/jose-edmundo-casan-perez-serrano-valencia-valencia-espana/>
dxcvi https://elpais.com/diario/1991/03/06/espana/668214005_850215.html
dxcvii https://elpais.com/elpais/2001/02/22/actualidad/982833418_850215.html
dxcviii <https://mapadelolvido.blogspot.com/2012/03/luis-arago-guillen-san-sebastian.html>;
https://elpais.com/diario/1991/10/24/espana/688258837_850215.html
dxcix https://elpais.com/diario/1991/03/20/espana/669423620_850215.html
dc http://cadenaser.com/ser/2004/03/11/espana/1078966214_850215.html
dci https://elpais.com/diario/1991/04/09/espana/671148006_850215.html
dcii https://elpais.com/elpais/2001/02/22/actualidad/982833418_850215.html
dciii <https://mapadelterror.com/victims/maria-del-coro-villamudria-sanchez/>
dciv <https://gara.naiz.eus/paperezkoa/20070502/16000/es/Tres/miembros/Iraultza/recibieron/homenaje/ano/mas/Bilbo>
; https://lahaine.org/paisvasco/listado_03.htm
dcv https://elpais.com/elpais/2001/02/22/actualidad/982833418_850215.html
d cvi https://elpais.com/diario/1991/06/12/espana/676677604_850215.html
d cvii https://elpais.com/elpais/2001/02/22/actualidad/982833418_850215.html
d cviii https://elpais.com/diario/1991/05/31/espana/675640804_850215.html
d cx https://elpais.com/diario/1991/06/06/espana/676159221_850215.html
d cx https://elpais.com/elpais/2002/05/14/actualidad/1021364229_850215.html
d cxi https://elpais.com/diario/1991/06/12/espana/676677604_850215.html
d cxii https://elpais.com/diario/1991/06/13/portada/676764002_850215.html
d cxiii https://elpais.com/diario/1991/06/14/espana/676850407_850215.html;
<https://www.elmundo.es/cronica/2017/10/30/59f4d18c22601d2e2a8b4657.html>
d cxiv http://www.cat.elpais.com/diario/1997/09/24/espana/875052003_850215.html
d cxv https://elpais.com/elpais/2001/02/22/actualidad/982833418_850215.html
d cxvi https://elpais.com/diario/1991/06/26/espana/677887225_850215.html
d cxvii https://elpais.com/diario/1991/06/29/portada/678146401_850215.html
d cxviii https://elpais.com/diario/1991/07/02/portada/678405604_850215.html
d cxix https://elpais.com/diario/1991/07/07/espana/678837604_850215.html
d cxx https://elpais.com/diario/1991/07/07/espana/678837604_850215.html

dcxxi https://elpais.com/elpais/2001/02/22/actualidad/982833418_850215.html;
elpais.com/diario/1991/07/26/espana/680479211_850215.html
dcxxii https://elpais.com/diario/1991/07/29/espana/680738415_850215.html
dcxxiii https://elpais.com/elpais/2001/02/22/actualidad/982833418_850215.html;
https://elpais.com/diario/1991/07/29/espana/680738415_850215.html
dcxxiv https://elpais.com/elpais/2001/02/22/actualidad/982833418_850215.html
dcxxv https://elpais.com/diario/1991/08/03/espana/681170417_850215.html
dcxxvi <https://www.elnortedecastilla.es/castillayleon/atento-treinta-veces-20180521105233-nt.html>
dcxxvii <https://www.elnortedecastilla.es/castillayleon/atento-treinta-veces-20180521105233-nt.html>
dcxxviii https://elpais.com/elpais/2001/02/23/actualidad/982919821_850215.html;
<http://gara.naiz.eus/idatzia/20060817/art176821.php>
dcxxix <https://www.elnortedecastilla.es/castillayleon/atento-treinta-veces-20180521105233-nt.html>
dcxxx https://elpais.com/elpais/2001/02/22/actualidad/982833418_850215.html
dcxxxi https://elpais.com/diario/1991/08/30/espana/683503215_850215.html; commentaire du vice Conseiller à la
sécurité, Juan Manuel Martiarena : « me siento bien, satisfecho de haber tenido la ocasión de demostrar que la
preparación intensiva recibida en diez años no ha constituido un juego » (*El Correo*, 08/09/1991, cité in
Letamendia, vol. III, 1994, p. 386).
dcxxxii « Tanto la muerte de nuestros compañeros a manos de la Guardia Civil como las ocasionadas por nuestras
acciones armadas son, sin duda alguna una vez más, el DOLOROSO-así con mayúsculas-reflejo de un
enfrentamiento cuya solución definitiva se niegan a aceptar tanto los poderes del Estado como el mismo
Gobierno del PSOE, Soluciones cuyas coordinadas políticas y técnicas razonables continuamos recordando
insistentemente, pero que no encuentran oídos actualmente en los despachos de la Moncloa ni, como es
superfino decir, en los aparatos del Estado [...]. Las vidas humanas en juego, sean las nuestras, las de quienes
nos ocupan militarmente, las de víctimas accidentales, o las de familiares de los policías o guardias civiles
utilizadas como repugnante escudo, son demasiadas para que alguno pretenda rentabilizarlas políticamente y
menos todavía para servirse de ellas como horripilante moneda de cambio o carne de cañón. » (*Zutabe*, n° 52,
septembre 1991)
dcxxxiii « Euskadi ta Askatasuna no caerá en provocaciones ni en pretendidas apuestas o carreras locas ‘ante el 92’,
como a alguno le gusta afirmar. [...]. Se equivoca quien cree que la estrategia de ETA está diseñada o
condicionada en base a los acontecimientos político-económicos del 92-93. ETA no pretende ‘forzar’ nada que
no haya sido buscado y anunciado anteriormente: el comienzo de un proceso negociador que acometa sin
complejos y con honestidad, generosidad e imaginación compartidas la solución definitiva del contencioso. »
(*Zutabe*, n° 52, septembre 1991)
dcxxxiv https://elpais.com/elpais/2001/02/22/actualidad/982833418_850215.html;
<http://hemeroteca.lavanguardia.com/preview/1991/09/17/pagina-18/33491269/pdf.html>
dcxxxv https://elpais.com/diario/1991/10/08/espana/686876412_850215.html
dcxxxvi https://elpais.com/diario/1991/10/18/espana/687740431_850215.html ;
https://elpais.com/elpais/2004/03/11/actualidad/1078996618_850215.html
dcxxxvii <https://mapadelterror.com/fr/victims/francisco-carballar-munoz-fr/>
dcxxxviii https://elpais.com/diario/1991/10/24/espana/688258837_850215.html
dcxxxix https://elpais.com/diario/1991/10/26/espana/688431614_850215.html
dcxl http://www.cat.elpais.com/diario/1997/09/24/espana/875052003_850215.html
dcxli <https://www.elnortedecastilla.es/castillayleon/atento-treinta-veces-20180521105233-nt.html>
dcxlii https://elpais.com/diario/1991/12/14/portada/692665204_850215.html
dcxliiii <https://mapadelolvido.blogspot.com/2012/06/francisco-javier-delgado-gonzalez.html>
dcxliv « La lucha armada sigue siendo el factor decisivo en el desgaste [usure] de nuestro enemigo político y el
elemento determinante a la hora de posibilitar un contexto político favorable a la acumulación de fuerzas en
torno a unos objetivos y condiciones mínimas que garanticen el futuro de Euskal Herria como pueblo. » (*Barne*
Zirkularra, décembre 1991)
dcxlv https://cincodias.elpais.com/cincodias/2010/06/01/sentidos/1275524602_850215.html
dcxlvii https://elpais.com/diario/1992/01/17/espana/695602814_850215.html
dcxlviii https://elpais.com/elpais/2001/02/22/actualidad/982833418_850215.html
dcxlvix https://elpais.com/elpais/2001/02/22/actualidad/982833418_850215.html
dcl https://elpais.com/elpais/2001/02/22/actualidad/982833418_850215.html
dcli https://elpais.com/elpais/2001/02/22/actualidad/982833418_850215.html
dclii https://www.lexpress.fr/actualite/societe/une-eta-decimee-par-les-arrestations_704396.html
dcliii https://elpais.com/diario/1992/04/02/espana/702165620_850215.html;
<https://mapadelterror.com/victims/aquilino-joaquin-vasco-alvarez-fr/>

dcliv « No hace mucho que ETA manifestaba su firme intención de seguir golpeando contra todas las fuerzas y aparatos de Estado y en todos sus frentes de lucha, subrayamos y reiteramos esa intención; si alguien piensa, ciega y cobardemente, que recurriendo a la vía policial se va a evitar lograr los derechos fundamentales que a nuestro pueblo se le deben, debería saber a estas alturas que la sed de libertad de nuestro pueblo está firme y hondamente enraizada. [...] Queremos dejar claro también que el marco ETA-Gobierno español es la única base sólida de la Negociación Política para resolver el conflicto actual, el marco que abrirá el camino a la participación de los partidos e Instituciones, en definitiva. [...] Mientras tanto, y en la medida que el Gobierno español no avance en ese camino, ETA mantiene todos sus frentes abiertos »
(https://www.lainformacion.com/espana/ataque-cuernos-detencion-ETA-Bidart_0_1012099014.html).

dclv <https://mavazquez.wordpress.com/tag/paco-casero/>; https://www.eldiario.es/andalucia/andaluces-ayunaron-Semana-Santa-ETA_0_633436967.html

dclvi <https://www.elnortedecastilla.es/castillayleon/atento-treinta-veces-20180521105233-nt.html>

dclvii https://elpais.com/diario/1992/04/09/espana/702770405_850215.html;
<https://www.elmundo.es/espana/2013/12/09/52a6236461fd3d4a268b456e.html>

dclviii <https://www.naiz.eus/fr/actualidad/noticia/20171214/la-audiencia-nacional-absuelve-a-jon-olarra-de-la-muerte-de-un-policia-en-1992>

dclix <https://www.elnortedecastilla.es/castillayleon/atento-treinta-veces-20180521105233-nt.html>

dclx https://www.abc.es/hemeroteca/historico-07-08-2007/abc/Nacional/muere-pelopintxo-jefe-de-finanzas-de-eta-entre-1986-y-1992_164290569846.html; <https://www.elcorreo.com/vizcaya/20070806/mas-actualidad/politica/fallece-amorebieta-historico-dirigente-200708061038.html>

dclxi https://elpais.com/diario/1992/05/14/espana/705794413_850215.html

dclxii https://elpais.com/elpais/2001/02/22/actualidad/982833418_850215.html

dclxiii <https://www.elmundo.es/elmundo/2004/10/03/espana/1096798122.html>

dclxiv http://www.cat.elpais.com/diario/1992/05/08/espana/705276019_850215.html

dclxv <https://www.elnortedecastilla.es/castillayleon/atento-treinta-veces-20180521105233-nt.html>

dclxvi <https://www.elmundo.es/elmundo/2007/09/01/espana/1188649038.html>;
<https://www.elmundo.es/elmundo/2001/01/27/espana/980606142.html>

dclxvii https://elpais.com/diario/1992/06/10/espana/708127218_850215.html

dclxviii https://cadenaser.com/ser/2004/03/11/espana/1078966219_850215.html

dclxix https://elpais.com/diario/1992/08/03/espana/712792812_850215.html

dclxx https://www.liberation.fr/france-archive/1996/08/07/deux-basques-accusent-la-police-francaise-des-violences-auraient-eu-lieu-lors-de-leur-arrestation-a-_180212 ;
https://elpais.com/diario/1996/08/07/espana/839368820_850215.html

dclxxi https://elpais.com/diario/1992/08/11/espana/713484001_850215.html

dclxxii <https://okdiario.com/espana/mas-comunidades/2018/08/20/sallent-gallego-guardias-civiles-asesinados-eta-3017764>

dclxxiii https://elpais.com/diario/1992/08/18/espana/714088805_850215.html

dclxxiv <https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1990-2000.html>

dclxxv <https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1990-2000.html>;
<http://blogs.libertaddigital.com/in-memoriain/la-emboscada-a-cuatro-policas-en-oyarzun-suicidio-de-otro-y-asesinato-de-dos-policas-mas-10304/>

dclxxvi <https://ns-markoss88.blogspot.com/2013/03/asesinatos-de-eta-1990-2000.html>;
<https://extraconfidencial.com/noticias/estos-son-los-12-asesinados-por-eta-en-renteria-donde-albert-rivera-les-recuerda-en-su-mitin-rodeado-de-lazos-amarillos-una-cacerolada-y-protegido-por-la-ertzaintza/>

dclxxvii https://elpais.com/diario/1992/10/04/espana/718153214_850215.html;
<http://hemeroteca.lavanguardia.com/preview/1992/10/04/pagina-17/33528812/pdf.html>

dclxxviii https://elpais.com/elpais/2001/02/22/actualidad/982833418_850215.html;
https://elpais.com/elpais/2004/03/11/actualidad/1078996618_850215.html

dclxxix https://cadenaser.com/ser/2004/03/11/espana/1078966219_850215.html

dclxxx https://elpais.com/diario/1992/12/01/espana/723164414_850215.html

dclxxxi <https://www.diariovasco.com/politica/tamborrada-triste-20180119003115-ntvo.html>

dclxxxii https://elpais.com/diario/1993/10/31/espana/752022005_850215.html

dclxxxiii https://elpais.com/diario/2001/07/21/espana/995666416_850215.html

dclxxxiv <https://www.elmundo.es/elmundo/1998/septiembre/01/nacional/etarras.html>

dclxxxv [https://www.lemonde.fr/archives/article/1993/02/23/plus-de-cinq-ans-apres-l-attentat...;](https://www.lemonde.fr/archives/article/1993/02/23/plus-de-cinq-ans-apres-l-attentat...)
https://www.elespanol.com/espana/20190818/caride-simon-gallego-expulso-arrepentirse-masacre-hipercor/421958511_0.html

dclxxxvi <https://www.elnortedecastilla.es/castillayleon/atento-treinta-veces-20180521105233-nt.html>

delxxxvii https://elpais.com/diario/2000/09/16/espana/969055225_850215.html;
<https://www.elmundo.es/elmundo/2010/04/29/espana/1272557667.html>
 delxxxviii https://elpais.com/diario/1993/06/03/espana/739058450_850215.html
 delxxxix https://elpais.com/elpais/2001/02/22/actualidad/982833418_850215.html
 dcxc <https://www.elmundo.es/eta/historia/secuestros.html>
 dcxci Elle serait morte à la suite de tortures visant à obtenir des informations quant à la localisation du lieu où Julio Iglesias Zamora était séquestré (Casanova, 2007, p. 272).
 dcxcii <https://halabedi.eus/2018/09/26/25-anos-anuk/>
 dcxciii La revendication de l'action souligne que l'Ertzaintza s'est transformée en « un instrumento para controlar y reprimir a los ciudadanos » et qu'il « no hará distinciones entre los torturadores, sean españoles o vascos » (Communiqué d'ETA, novembre 1993). https://elpais.com/diario/1993/11/23/espana/754009224_850215.html;
<https://www.eitb.eus/es/noticias/politica/detalle/880300/condenado-36-anos-asesinato-ertzaina-joseba-goikoetxea/>
 dcxciv http://www.cat.elpais.com/diario/1997/09/24/espana/875052003_850215.html
 dcxcv https://elpais.com/elpais/2001/02/22/actualidad/982833418_850215.html
 dcxcvi <https://www.eldiastro.es/2020/04/el-4-de-abril-de-1996-eta-asesinaba-a-fernando-jimenez-pascual-guardia-civil-niolvidoniperdon-sanchezcastejon/>
 dcxcvii http://www.cat.elpais.com/diario/1997/09/24/espana/875052003_850215.html
 dcxcviii <https://www.independent.co.uk/news/world/europe/barcelona-mortar-attack-kills-passers-by-1371002.html>
 dcxcix <https://www.eldiastro.es/2020/04/el-28-de-abril-de-1994-eta-asesinaba-al-guardia-civil-jose-benigno-villalobos-blanco-disparandole-en-la-cabeza-por-la-espalda-niolvidoniperdon-sanchezcastejon/>
 dcc http://www.cat.elpais.com/diario/1997/09/24/espana/875052003_850215.html
 dccci « No podemos permanecer a la espera ni con la esperanza puesta en soluciones milagrosas. Mediante la lucha diaria debemos obtener nuevos resultados en el camino de la libertad [...]. No buscamos la victoria sobre nadie pero vamos a ganar, a ganar el futuro para Euskal Herria. Debemos dejar atrás las etapas de resistencia, las dudas y las falsas expectativas, los delegacionismos y demás. Es momento de avanzar, de demostrar fuerza e iniciativa. » (Communiqué d'ETA, 1^{er} mai 1994)
 dcccii <https://mapadelterror.com/victims/jose-manuel-olarte-urreizti/>
 dccci https://elpais.com/diario/1994/08/11/espana/776556014_850215.html
 dcciv https://elpais.com/elpais/2001/02/22/actualidad/982833418_850215.html
 dccv <https://mapadelterror.com/victims/jose-antonio-diaz-losada>
 dccvi http://www.cat.elpais.com/diario/1997/09/24/espana/875052003_850215.html
 dccvii http://www.cat.elpais.com/diario/1997/09/24/espana/875052003_850215.html
 dccviii https://elpais.com/diario/1994/08/26/portada/777852003_850215.html;
<https://www.elimparcial.es/noticia/68384/nacional/polemica-por-el-traslado-de-la-etarra-la-tigresa-a-una-prision-alavesa.html>
 dccix https://elpais.com/diario/1994/11/18/espana/785113214_850215.html;
https://www.lexpress.fr/informations/eta-la-prise-de-l-arsenal_600272.html
 dccx https://elpais.com/diario/1994/11/19/espana/785199619_850215.html
 dccxi http://www.cat.elpais.com/diario/1994/11/19/espana/785199619_850215.html
 dccxii http://www.cat.elpais.com/diario/1994/11/19/espana/785199619_850215.html
 dccxiii <https://www.elmundo.es/elmundo/2004/10/03/espana/1096798122.html>
 dccxiv https://www.elcorreo.com/alava/pg060322/actualidad/politica/200603/22/ETA_atentados.html
 dccxv https://elpais.com/diario/1995/04/11/espana/797551214_850215.html
 dccxvi Déclaration d'ETA du 29 janvier 1995 : « Después de muchos años de opresión, Euskal Herria sigue condenada a una muerte a fuego lento en tanto que se le niega su desarrollo, identidad, cultura y lengua. [...] Izquierda abertzale sigue pagando un alto precio para mantener vivo el proyecto político de una Euskal Herria independiente. Mientras el dúo PSOE-PNV les hace el trabajo sucio, las fuerzas más reaccionarias y españolistas que agrupa el PP han estado tranquilamente tras su posición inmovilista, esperando a la alternancia y esperando el momento de profundizar en la represión 'democratizada' por el PSOE. [...] En la acción contra Carrero ayer y en la llevada a cabo contra Ordóñez hoy, ETA no lucha sólo contra el franquismo y sus sucesores, sino contra el Estado que oprime a Euskal Herria, cualquiera que sea el régimen que adopte. [...] y en especial Gregorio Ordóñez, estaba en contra de una solución política, y si estuviese en el Gobierno, los caminos del diálogo no estarían más abiertos que ahora » (in Egaña, 2005, tome IX, p. 212-213). « El objetivo de esa acción fue atacar contra los políticos responsables de la prolongación del conflicto, y los políticos profesionales lo han entendido bien. Siendo el Estado el máximo responsable de la prolongación del conflicto, mediante el Pacto de Madrid, los dirigentes de los partidos le han ofrecido su total apoyo para alargar y mantener el contencioso, respecto a las consecuencias, y al margen de las primeras declaraciones, se ha vuelto a poner de manifiesto el carácter político del conflicto y la necesidad de dotarlo de una solución política. Los políticos profesionales han entendido que las

consecuencias de la prolongación del contencioso afectarán a todos y que cada uno debe esforzarse a la hora de buscar una solución racional » (entretien du 16 avril 1995 in *Euskaldunon Egunkaria* ; in Egaña, 2005, tome IX, p. 213).

dccxvii

<https://www.elcorreo.com/vizcaya/20081231/mas-actualidad/politica/cronologia-ataques-medios-comunicacion-200812311134.html>

dccxviii

https://elpais.com/elpais/2001/02/22/actualidad/982833418_850215.html

dccxix

« La propuesta de negociación política que representa ETA para superar el actual carácter del conflicto entre Euskal Herria y el Estado español constituye el instrumento que debe coger en sus manos la sociedad vasca. En la medida en que surjan nuevas condiciones, ETA, sin abandonar la lucha por la independencia de Euskal Herria y por una sociedad basada en la justicia social, adecuará su iniciativa a la nueva situación en la que se encuentre el conflicto. El desarrollo de esta propuesta determinará la superación del conflicto armado entre Euskal Herria y el Estado. » (communiqué d'ETA du 25 avril 1995).

dccxx

Sur le premier point, « la reconnaissance d'Euskal Herria », la « reconnaissance du droit à l'autodétermination et à l'unité territoriale », ETA estime que : « El derecho de Autodeterminación no es una posición política, sino un derecho democrático que nos corresponde como pueblo [...]. Cómo se lleve a cabo la unidad territorial, cómo se organice Euskal Herria... será decisión soberana de los/as ciudadanos/as de Euskal Herria [...]. Tras aceptar el Estado español lo que hay que acordar, para desarrollar el proceso democrático que hay que llevar a cabo en Euskal Herria. ETA anunciará un alto al fuego. » Sur le second point et la participation de tous les citoyens.ne.s à ce débat, une amnistie générale est indispensable : « Tendrán que tomar parte sindicatos, organismos, movimientos sociales, fuerzas políticas, todo tipo de instituciones, en definitiva toda la sociedad, definiendo para ello opciones, debates y marcos de decisión. A lo largo de ese proceso habría que definir como mínimo estos temas: la ejercitación del Derecho de Autodeterminación (formulación, metodología, opciones, plazos...), formulación de la unidad territorial y el proceso para su construcción: las relaciones entre el conjunto de Euskal Herria; las competencias, sin limitaciones previas, de la organización institucional a pactar. Planificación para euskaldunizar Euskal Herria; modelos y planificación socio-económicas: desmilitarización de Euskal Herria (el papel del Ejército – incluida su desaparición – carácter y composición de las fuerzas policiales)-, derechos para la enseñanza, libertades democráticas. [...] ».

dccxxi

<https://mapadelolvido.blogspot.com/2012/03/eduardo-lopez-moreno-endarlaza-navarra.html>;
https://www.diariodenavarra.es/noticias/navarra/mas_navarra/los_cuarenta_asesinados_que_eta_dejado_navarra_46414_2061.html

dccxxii

<http://www.angelfire.com/pq/terroristas/donosti.html>

dccxxiii

https://elpais.com/tag/jose_maria_aldaya_etxeburua/a/1

dccxxiv

<https://www.elmundo.es/eta/historia/secuestros.html>;
<https://www.diariovasco.com/politica/201505/08/secuestro-removio-conciencias-20150508003158-v.html>

dccxxv

<https://www.eitb.eus/es/noticias/politica/detalle/2995018/eta--ts-confirma-pena-carasatorre-atentado-loyola/>; https://elpais.com/diario/1995/05/23/espana/801180028_850215.html

dccxxvi

https://elpais.com/elpais/2001/02/22/actualidad/982833418_850215.html;
<http://www.matrix666.net/?p=2533>; <https://confilegal.com/20160125-el-etarra-arri-se-enfrenta-a-593-anos-de-carcel-por-el-atentado-contr-la-fnac/>

dccxxvii

<https://mapadelterror.com/fr/victims/jesus-rebollo-garcia-fr/>

dccxxviii

https://elpais.com/diario/1995/08/11/espana/808092010_850215.html;
https://elpais.com/diario/1995/08/10/espana/808005611_850215.html;

<https://www.diariovasco.com/v/20120928/politica/etarra-rego-sebastian-queda-20120928.html>

dccxxix

https://elpais.com/elpais/2001/02/23/actualidad/982919821_850215.html;
<https://www.larioja.com/v/20111128/rioja-region/piden-anos-carcel-para-20111128.html>

dccxxx

« Al sucesor de la dictadura le resulta admisible cualquier método que mantenga la 'unidad de la patria', añadiendo a la ocupación militar la tortura y la Policía y, por si eso fuera poco, castigando la resistencia vasca de la mano del PSOE mediante acciones parapoliciales bautizadas con el nombre de los GAL. [...] Responsabilizamos a los partidos sometidos al Ejército [...] de la legalización del exterminio de los luchadores vascos de la extorsión económica que sufre Euskal Herria, del genocidio cultural y de la falta de futuro » (in Egaña, 2005, tome IX, p. 228-229).

dccxxxi

<http://www.enbata.info/articles/lespagne-fete-les-30-ans-du-gal/>

dccxxxii

https://cadenaser.com/ser/2018/05/02/politica/1525285117_723532.html

dccxxxiii

<https://www.elnortedecastilla.es/castillayleon/atento-treinta-veces-20180521105233-nt.html>

dccxxxiv

https://elpais.com/diario/1997/03/07/espana/857689201_850215.html

dccxxxv

https://elpais.com/elpais/2001/02/22/actualidad/982833418_850215.html

dccxxxvi

<http://blogs.libertaddigital.com/in-memoriain/julio-martinez-concejal-y-josefina-corresa-asesinada-en-el-corte-ingles-de-valencia-10798/>; https://elpais.com/diario/1995/12/17/espana/819154816_850215.html

dcxxxvii Le ministre de la Justice et de l'Intérieur, Juan Alberto Belloch, a demandé que ne soit soulevée aucune controverse sur la responsabilité des événements (*El País*, 17/12/1995).

dcxxxviii <http://www.angelfire.com/pq/terroristas/donosti.html>

dcxxxix <https://www.elnortedecastilla.es/castillayleon/atento-treinta-veces-20180521105233-nt.html>

dcxxl https://elpais.com/diario/1995/12/23/espana/819673208_850215.html

dcxxli « ETA hizo pública una propuesta en el año 95 y en unos pocos meses se la hizo llegar al Gobierno español, Felipe González. La propuesta, que fue enviada de modo oficial, no ha tenido todavía respuesta por parte de los mandatarios españoles, puesto que no se pueden considerar como respuesta unas manifestaciones no oficiales, que no merecieran ni una declaración de prensa. ETA les ha venido pidiendo a los mandatarios españoles que actúen con seriedad, ya que mientras que para González y compañía lo único que está en juego es asegurarse una jubilación lo más tranquila posible, para nosotros, los miembros de ETA, se juega el futuro de nuestro pueblo. » (communiqué de presse d'ETA du 13 janvier 1996)

dcxxlii <https://www.elmundo.es/eta/historia/secuestros.html>

dcxxliii « Si el Gobierno español acaba con la estrategia represiva que practica a través de Instituciones Penitenciarias y que lideran sus carceleros, ETA haría un gesto semejante, y los funcionarios de prisiones dejarían de ser objetivo de sus acciones » (*Communiqué d'ETA*, 1^{er} février 1996, p. 18).

dcxxliv https://elpais.com/diario/1996/01/07/espana/820969212_850215.html

dcxxlv Extrait du communiqué d'ETA publié par HB suite à cette action : « Tenemos que volver a señalar, ante la acción armada contra Tomás y Valiente, que quienes se niegan a buscar soluciones son los únicos responsables de que siga la espiral de acciones violentas por ambas partes », decía que « estos hechos son consecuencia directa de la intransigencia y cerrazón tanto del Gobierno como de las fuerzas políticas comprometidas con la estrategia de liquidación de Euskal Herria como nación. Sin duda, si el Gobierno no siguiera apostando una y otra vez por la acción represiva jamás se habría producido la acción armada de hoy »; se añadía que « existe una propuesta firme para dar una solución al conflicto, una oferta realizada explícitamente una y otra vez por ETA »; que el « Estado no puede acabar con ETA, en realidad ni siquiera puede impedir una acción cada vez más contundente de esta organización vasca. Y esto es así porque ETA es la punta del iceberg, una expresión de una sociedad insatisfecha que desea ser la dueña de su destino »; y concluía: « Hacemos un nuevo llamamiento a la cordura y al pragmatismo y nos preguntamos qué más necesita el estado para comprender que ha perdido su batalla contra el pueblo vasco. Por nuestra parte, reafirmamos nuestro compromiso de seguir defendiendo el proyecto independentista y hacemos nuestros los compromisos de la Alternativa Democrática que es, insistimos, la única propuesta de paz que hay sobre la mesa. Es el Gobierno el que tiene la palabra » (« Nota de prensa de Herri Batasuna » du 14 février 1996, signée par la « Oficina de prensa de Herri Batasuna »).

dcxxlvi https://cadenaser.com/ser/2018/05/02/politica/1525285117_723532.html

dcxxlvii https://elpais.com/diario/1996/03/05/espana/825980459_850215.html

dcxxlviii <http://www.angelfire.com/pq/terroristas/donosti.html>

dcxxlix https://elpais.com/elpais/2001/02/22/actualidad/982833418_850215.html

dccl <https://ertzaione-1.blogspot.com/2009/06/atentados-de-eta-contra-la-Ertzaintza.html>

dccli https://www.liberation.fr/planete/1996/03/27/arrestation-d-un-militant-tres-recherche-de-l-eta_164735

dcclii https://elpais.com/diario/1996/07/02/espana/836258419_850215.html;

https://elpais.com/diario/1996/04/28/espana/830642420_850215.html

dccliii <https://mapadelolvido.blogspot.com/2012/03/miguel-angel-ayllon-diaz-gonzalez.html>

dccliv « Aunque hay distintas maneras de luchar y dirimir conflictos, desde mucho antes del franquismo y hasta hoy en día sólo nos han ofrecido la alternativa de vivir en paz como españoles o morir luchando como vascos » (*in* Egaña, 2006, tome X, p. 54-55).

dcclv <https://www.nytimes.com/1996/08/04/travel/after-bomb-in-airport-spain-tightens-security.html>

dcclvi <https://www.elmundo.es/elmundo/2004/10/03/espana/1096798122.html>

dcclvii https://elpais.com/diario/1996/07/25/espana/838245601_850215.html

dcclviii <https://www.elcorreogallego.es/panorama/nacional/ecg/once-atentados-en-galicia/idEdicion-2010-09-06/idNoticia-586703/>

dcclix <https://www.elcorreogallego.es/panorama/nacional/ecg/once-atentados-en-galicia/idEdicion-2010-09-06/idNoticia-586703/>

dcclx <https://www.elcorreogallego.es/panorama/nacional/ecg/once-atentados-en-galicia/idEdicion-2010-09-06/idNoticia-586703/>

dcclxi <https://www.elcorreogallego.es/panorama/nacional/ecg/once-atentados-en-galicia/idEdicion-2010-09-06/idNoticia-586703/>

dcclxii https://elpais.com/diario/1996/11/02/espana/846889217_850215.html ;

https://elpais.com/elpais/2001/02/22/actualidad/982833418_850215.html

dcclxiii <https://www.elmundo.es/eta/historia/secuestros.html>

dcclxiv https://elpais.com/diario/1996/12/08/espana/849999607_850215.html

dcclxv « El terrorismo es mucho más que ETA y que sin el amparo de todas las organizaciones alegales y legales que forman este fenómeno es imposible entender la pervivencia de la violencia y del terrorismo. » (Atutxa in Egaña, 2006, tome X, p. 100)

dcclxvi https://elpais.com/diario/1997/01/09/espana/852764402_850215.html

dcclxvii <https://www.elmundo.es/1997/01/12/espana/12N0100.html>

dcclxviii https://elpais.com/elpais/2001/02/22/actualidad/982833418_850215.html

dcclxix https://elpais.com/elpais/2001/02/22/actualidad/982833418_850215.html

dcclxx https://elpais.com/elpais/2001/02/22/actualidad/982833418_850215.html

dcclxxi https://elpais.com/diario/1997/03/05/espana/857516401_850215.html

dcclxxii <http://blogs.libertaddigital.com/in-memoriamenteta-asesina-al-psicologo-de-martutene-impulsor-del-acercamiento-de-presos-9238/>

dcclxxiii « La acción no fue contra Gómez Elósegi, militante de ELA, sino una acción contra un carcelero español sin más » (*Egin*, 6 juillet 1997).

dcclxxiv <https://www.elmundo.es/elmundo/1999/marzo/21/nacional/guerresta.html>

dcclxxv <https://elperiodistacanalla.net/2016/03/26/josu-zabala-aparecio-con-un-disparo-en-el-corazon/>; elpais.com/diario/1997/03/30/espana/859676401_850215.html ; <https://www.naiz.eus/fr/actualidad/noticia/20170323/josu-zabala-veinte-anos-de-una-muerte-plagada-de-interrogantes>

dcclxxvi <https://www.elcorreo.com/vizcaya/20081231/mas-actualidad/politica/cronologia-ataques-medios-comunicacion-200812311134.html>

dcclxxvii <https://mapadelterror.com/fr/victims/eduardo-lopez-moreno-fr/>

dcclxxviii <https://mapadelterror.com/victims/luis-andres-samperio-sanudo/>

dcclxxix https://elpais.com/diario/1997/05/06/espana/862869601_850215.html

dcclxxx <http://busturieginez.blogspot.com/2014/04/historial-represivo-criminal-del.html>

dcclxxxi « Con el atentado contra Aznar, igual que con el del Rey, ETA demostró una vez más que tiene capacidad para condicionar de forma determinante la estabilidad de España. Y así será mientras dure el conflicto » (*Egin*, 6 juillet 1997, in Egaña, 2006, tome X, p. 149).

dcclxxxii https://elpais.com/elpais/2001/02/23/actualidad/982919821_850215.html

dcclxxxiii https://elpais.com/diario/1997/07/13/espana/868744825_850215.html

dcclxxxiv <http://www.mikelzabalzagogoan.org>; <http://gara.naiz.eus/paperezkoa/20101128/234687/es/mikel-zabala-continua-removiendo-conciencias--euskal-herria>; <http://escadronsmort.centerblog.net/79--76>

dcclxxxv https://elpais.com/diario/1997/07/22/espana/869522412_850215.html

dcclxxxvi « Nuestra acción ha creado gran conmoción en la clase política y opinión pública española. Y el bien domesticado complejo mediático-policial ha elegido 'basta ya' como consigna para que la sociedad española haga una impresionante demostración de su 'hartzago'. España se ha visto convertida en una gran Plaza de Oriente para recabar adhesión al régimen, creando una histeria colectiva cuyo único objetivo es criminalizar y aniquilar el independentismo vasco. No es cuestión de 48 horas, ni 532 días: la política de dispersión dura ya diez años y se ha cobrado numerosas vidas entre presos y sus familiares. [...] Por encima del comprensible dolor de familiares y alegados de Miguel Ángel Blanco, ETA denuncia: la irresponsabilidad política del PP y de los partidos políticos que le ha apoyado en su inmovilismo; la embrutecedora campaña mediática y utilización de instituciones llevada a cabo durante estos días para eludir responsabilidades, y la potenciación del linchamiento policial y parapolicial contra la izquierda abertzale, con todos los riesgos a los que esta política conduce » (in Egaña, 2006, tome X, p. 158).

dcclxxxvii https://www.liberation.fr/planete/1997/08/11/trois-membres-de-l-eta-extrades-vers-madrid_213135

dcclxxxviii « No nos devolverán gratis la libertad que nos robaron Francia y España [...] en realidad no es sino un linchamiento contra Euskal Herria. [...] Que nuestros descendientes no tengan que coger las armas y dar la vida para liberar a Euskal Herria » (in Egaña, 2006, tome X, p. 174).

dcclxxxix https://elpais.com/elpais/2001/02/22/actualidad/982833418_850215.html

dcxc « Euskadi Ta Askatasuna cree que es necesario crear espacios para trabajar en común en la construcción de Euskal Herria, espacios que defiendan la diversidad de los ciudadanos y ofrezcan la posibilidad de seguir adelante en la pluralidad, espacios que garanticen que la opinión mayoritaria será respetada. [...] En la sociedad vasca está tomando cuerpo una antigua petición, la referida a la necesidad de un nuevo marco jurídico-político basado en la soberanía ya que mayoritariamente se acepta que mantener la actual situación no aporta soluciones. » (cité in Casanova, 2007, p. 301).

dcxcxi https://elpais.com/diario/1997/11/07/espana/878857222_850215.html

dcxcxii https://elpais.com/diario/1997/11/07/espana/878857222_850215.html;

https://elpais.com/diario/1997/11/08/espana/878943611_850215.html; <https://violenciainv.blogspot.com/1997/>

dcxcxiii https://elpais.com/diario/1997/12/12/espana/881881202_850215.html

dcxcxiv https://elpais.com/elpais/2001/02/23/actualidad/982919821_850215.html

^{dccxcv} « ELA, LAB, EHNE y Elkarri con la excusa del atentado y guiados por una ética humana errónea y parcial han cometido un error político por su falta de madurez. [...] Han echado a perder una hermosa oportunidad para avanzar en el camino de la paz y recalamos que es en los momentos más crudos donde hay que demostrar la dignidad y los verdaderos deseos de paz, aunque no se esté de acuerdo con algunas formas de lucha empleadas por ETA. Los pasos hay que darlos uno detrás del otro, tanto en política como en el trabajo por la paz. Sin malicia ni engaños. Sin crear falsas expectativas. Sin realizar despreciables intentos para demostrar que quien promueve el conflicto es ETA y la izquierda abertzale, que anhelan la paz, pero que saben que ésta llegará sólo desde el verdadero respeto de los derechos y de la justicia. » (communiqué d'ETA, 19 décembre 1997)

^{dccxcvi} <https://www.elcorreo.com/vizcaya/20081231/mas-actualidad/politica/cronologia-ataques-medios-comunicacion-200812311134.html>

^{dccxcvii} https://elpais.com/diario/1998/01/10/espana/884386801_850215.html;
<https://ezkertoki.wordpress.com/2016/01/09/el-ensanamiento-contra-la-familia-iruretagoyena-tras-el-asesinato-de-jose-ignacio-iruretagoyena-el-9-de-enero-de-1998/>

^{dccxcviii} https://elpais.com/elpais/2001/02/23/actualidad/982919821_850215.html

^{dccxcix} https://elpais.com/diario/1998/01/31/espana/886201202_850215.html

^{dccc} « Euskal Herria no dispone todavía de ningún instrumento eficaz para hacer frente a sus deseos y necesidades, mientras los instrumentos para españolizar y afrancesar Euskal Herria continúan, día a día, con su trabajo. Todo aquel que desee cambiar la situación ha de ser consciente de que ello requiere compromiso, esfuerzo y sacudirse de la rutina diaria, y teniendo en cuenta los mecanismos represivos que nos oprimen, también sufrimiento. ETA apoyará los puntos de encuentro que se creen para impulsar la construcción nacional y reitera que la mano de ETA está tendida. ETA no se avergonzará nunca de las iniciativas que lleve a cabo para conseguir la paz y no utilizará esas gestiones para rentabilizarlas políticamente. Si se consiguiera la garantía de que será respetada la palabra de toda Euskal Herria y sin la violencia de las fuerzas de ocupación que en nuestra tierra son extranjeras, el conflicto con el Estado español tendría otras connotaciones. En ese momento las armas callarían para siempre. » (communiqué d'ETA, 31 janvier 1998, cité in Egaña, 2006, tome XI, p. 25-26 et Casanova, 2007, p. 303-304)

^{dccci} « La difusión de la idea de que la democracia llegará a Euskal Herria cuando se dé la palabra al pueblo y esa palabra sea respetada; la incapacidad de todos los instrumentos institucionales de estos últimos veinte años: el Estatuto de la Moncloa, el Mejoramiento del Fuero Navarro, el no reconocimiento francés, así como los pactos de Ajuria Enea, Iruñea y Madrid; las nuevas fuerzas, tendencias y actitudes que se están sumando a favor de la construcción nacional; y la opinión casi generalizada a favor de una solución dialogada y negociada. » (communiqué d'ETA, 28 avril 1998)

^{dcccii} https://elpais.com/elpais/2001/02/23/actualidad/982919821_850215.html

^{dccciiii} elpais.com/diario/1998/05/07/espana/894492001_850215.html ; <https://okdiario.com/espana/mas-comunidades/2017/05/06/bildu-eta-caballero-fiesta-proetarra-969251>

^{dccciv} <https://www.noticiasdealava.eus/2016/05/09/araba/vitoria-homenaje-a-alfonso-parada-en-18-aniversario-de-su-asesinato-por-eta>; <https://mapadelolvido.wordpress.com/category/alicia-saez-de-la-cuesta-eta/>

^{dcccv} « España no va ceder, el País Vasco no se va a rendir, el Estado no va a claudicar, el Gobierno no va a dialogar y ETA y HB acabarán en la cárcel, dónde tienen que estar todos. » (cité in Casanova, 2007, p. 306 ; https://www.clarin.com/ediciones-antteriores/aznar-duro-eta_0_H1Bbp4gJU3g.html)

^{dcccvi} <http://www.angelfire.com/pq/terroristas/donosti.html>

^{dcccvii} https://elpais.com/diario/1998/06/06/espana/897084001_850215.html

^{dcccviii}

http://www.euskalmemoria.eus/euskalmemoriakoblogak/eu/bloga/20171025/Nombres_para_recordar:_Inaxi_Zeberio_Arruabarrena

^{dcccix} <http://errenteriagorria.blogspot.com/2015/>

^{dcccx} https://elpais.com/elpais/2001/02/23/actualidad/982919821_850215.html

^{dcccxi} ETA, le PNV et EA s'accordent pour « Dar pasos efectivos para la creación de una institución única y soberana que acoja en su seno a Araba, Bizkaia, Gipuzkoa, Lapurdi, Nafarroa y Zuberoa. Uniéndose a las fuerzas políticas y sociales que tienen el mismo objetivo, y en el camino de creación de esa institución suprema, impulsarán, apoyarán y pactarán todas las iniciativas que tengan como objetivo la superación institucional y estatal existente actualmente. » (cité in Casanova, 2007, p. 310) « EAI-PNV y EA asumen el compromiso de abandonar todos los acuerdos que tienen con las fuerzas cuyo objetivo es la destrucción de Euskal Herria y la construcción de España : PP y PSOE » et ETA une trêve probatoire de quatre mois.

^{dcccxi} https://www.liberation.fr/societe/1998/09/02/quatorze-interpellations-au-pays-basque_247333/;

<https://www.elmundo.es/elmundo/1998/septiembre/01/nacional/etarras.html>

^{dcccxiii} « Estarán engañando a la sociedad quienes buscan en este profundo paso de Euskadi Ta Askatasuna la “normalización”, la consolidación del marco actual y una paz sin que nada cambie. Eso será tan falso como que el problema de Euskal Herria es que ETA hace frente al enemigo a través de la lucha armada. No habrá paz si no

se asienta en los derechos de Euskal Herria. Siendo el objetivo de todos el respeto de la realidad de Euskal Herria, sus derechos y las decisiones adoptadas en libertad, y siendo el objetivo y el deseo de Euskadi Ta Askatasuna que la sociedad vasca asuma por completo la responsabilidad para lograr la independencia, esperamos que la respuesta que vayamos a recibir sea de la misma magnitud que el paso adoptado, y queremos manifestar que desde este momento en adelante los acontecimientos futuros puedan determinar el carácter definitivo de esta suspensión. » (communiqué d'ETA, 10 septembre 1998) La position d'ETA, fin août-début septembre 1998, est que : « Gracias al trabajo realizado, hoy día vemos oportunidades únicas para que surjan nuevos acuerdos y puntos de unión en el camino de la independencia de Euskal Herria compartiendo esfuerzos. ETA por su parte, en este nuevo camino de acuerdos quiere manifestar su total voluntad de seguir adelante y declara que está a la expectativa de la concesión de similares voluntades y esfuerzos. En este sentido. ETA hace un llamamiento público a partidos políticos, agrupaciones culturales, agrupaciones sociales y a todos los ciudadanos vascos para que la fase política que tenemos delante sea la de la soberanía, para que tomen los compromisos necesarios y adopten los pasos concretos. Entre todos los pasos, uno de los que más importancia tiene será la superación de la división institucional y estatal; para ello será necesario dar los pasos eficaces para que se cree una institución única y soberana que acoja en su seno a Araba, Bizkaia, Gipuzkoa, Lapurdi, Nafarroa y Zuberoa. » (cité in Casanova, 2007, p. 312-313)

dcccxiv <http://easy-newal.blogspot.com/2006/11/lo-que-aznar-prometa-eta-en-1998.html>

dccc xv <https://www.elmundo.es/elmundo/2001/05/15/portada/989919012.html>

dccc xvi <https://www.elmundo.es/elmundo/1999/noviembre/10/nacional/ganuja.html>;

dccc xvii <http://www.interior.gob.es/documents/10180/1210197/Actividad+antiterrorista+ETA.pdf/d3596dcc-57d7-462d-8a97-0f76d9b316f7>

dccc xviii <https://www.elmundo.es/elmundo/2000/09/15/espana/969051636.html>;

https://elpais.com/diario/1999/03/10/espana/921020401_850215.html;

https://elpais.com/diario/1999/03/14/espana/921366007_850215.html

dccc xix <https://www.libertaddigital.com/nacional/la-policia-francesa-entrega-a-la-guardia-civil-al-terrorista-de-eta-jesus-maria-puy-lecumberry-1276298075/>

dccc xx https://www.liberation.fr/societe/2002/06/08/irantzuz-gallastegui-une-basque-pretee-a-madrid_406235/

dccc xxi https://www.abc.es/espana/abci-miembro-mikel-zubimendi-libertad-tras-expulsado-francia-200503070300-201055736523_noticia.html

dccc xxi https://elpais.com/elpais/2001/02/23/actualidad/982919821_850215.html

dccc xxi <http://www.angelfire.com/pq/terroristas/historia.htm#Secuestros>

dccc xiv « Muchos han sido los intentos de volver á la situación anterior al 18 de septiembre, de dejar a un lado la construcción popular, la construcción de Euskal Herria. y de sustituirla por un insustancial pseudo-proceso de paz, precisamente por parte de algunos sectores del PNV que supuestamente decían aportar todos sus esfuerzos al proceso y actuar como guías. Y para ello, esos supuestos abertzales han disfrazado su tibieza y cobardía con el “inmovilismo” de Francia y España y con las acciones que expresan la impaciencia de muchos ciudadanos vascos. ¡se refiere a la kale borroka! [...] La clave del proceso iniciado el 18 de septiembre no podía ser qué hicieran nuestros enemigos de siempre. Eso lo sabíamos desde el comienzo [...]. La cuestión era hasta dónde llegaba el cambio de actitud de quienes hasta entonces habían actuado en defensa del marco jurídico político contrario a Euskal Herria [...]. Ahora nos encontramos en un momento crítico: o seguir adelante llevando el proceso a su culminación, o ver cómo el proceso se pudre sin hacer nada, frustrando totalmente el camino ya recorrido. » (cité in Casanova, 2007, p. 319-320)

dccc xv <https://www.elcorreo.com/vizcaya/20081231/mas-actualidad/politica/cronologia-ataques-medios-comunicacion-200812311134.html>

dccc xvi « - Constatar si el Gobierno español está dispuesto a respetar la voluntad y las decisiones que libremente exprese Euskal Herria. La fórmula y el proceso por el que se vehicule esa forma de decisión es algo que sólo compete a Euskal Herria. - Discutir con el Gobierno español acerca de la forma y manera en que el Estado español se comprometería a respetar ese proceso. - Cuándo y cómo se producirá la liberación de todos los presos políticos. - Cuándo y cómo se producirá la salida de las fuerzan armadas de nuestro pueblo. - La aceptación de los citados puntos conllevaría por parte de ETA la superación del conflicto armado con España. » (Communiqué d'ETA, 23 octobre 1999)

dccc xvii « Así las cosas, ETA propuso a PNV y EA llegar a un nuevo acuerdo que se basa en ese planteamiento democrático. Ni PNV ni EA han dado respuesta concreta todavía. [...] El proceso que comenzó el año pasado está sufriendo un claro bloqueo y se está pudriendo, y en ese contexto, ETA ha tomado la decisión de reactivar la lucha armada respondiendo al compromiso tomado en defensa de Euskal Herria. [...] La interrupción de las actividades que estaba en vigor desde el 18 de septiembre de 1998 ya ha acabado. » (Communiqué d'ETA, 28 novembre 1999) ; <https://www.elmundo.es/nacional/eta/tregua/ruptura.html> ; <https://www.elmundo.es/elmundo/1999/noviembre/28/nacional/eta.html>

dcccxxviii On suppose qu'ETA souhaitait réaliser une attaque spectaculaire, comme l'IRA l'avait fait à Londres lorsqu'elle a temporairement rompu sa trêve en 1996.

dcccxxix <https://www.elmundo.es/elmundo/2000/01/21/espana/948439774.html>

dcccxxx https://elpais.com/elpais/2001/02/22/actualidad/982833418_850215.html

dcccxxxi <https://www.theguardian.com/world/2000/jan/21/spain.marktran1>

dcccxxxii https://elpais.com/elpais/2001/02/22/actualidad/982833418_850215.html;
<http://lahemerotecadelbuitre.com/piezas/un-comando-de-eta-asesina-a-fernando-buesa-lider-del-psoe-en-alava-y-a-su-escolta-jorge-diez/>

dcccxxxiii <https://www.elmundo.es/2000/03/07/espana/07N0028.html>;
https://www.elcorreo.com/alava/pg060322/actualidad/politica/200603/22/ETA_atentados.html

dcccxxxiv <https://www.elcorreo.com/vizcaya/20081231/mas-actualidad/politica/cronologia-ataques-medios-comunicacion-200812311134.html>; https://elpais.com/diario/2000/03/23/espana/953766060_850215.html

dcccxxxv https://elpais.com/diario/2000/03/28/espana/954194409_850215.html;
https://www.elcorreo.com/alava/pg060322/actualidad/politica/200603/22/ETA_atentados.html

dcccxxxvi https://elpais.com/diario/2000/04/26/espana/956700021_850215.html;
<https://www.elmundo.es/2000/04/26/espana/26N0043.html>

dcccxxxvii <https://www.elcorreo.com/vizcaya/20081231/mas-actualidad/politica/cronologia-ataques-medios-comunicacion-200812311134.html>

dcccxxxviii https://elpais.com/diario/2000/05/08/espana/957736801_850215.html;
<https://www.elcorreo.com/vizcaya/20081231/mas-actualidad/politica/cronologia-ataques-medios-comunicacion-200812311134.html>

dcccxxxix <http://www.angelfire.com/pq/terroristas/donosti.html>

dcccxl https://elpais.com/diario/2000/06/05/espana/960156008_850215.html;
<https://www.elmundo.es/2000/06/05/espana/5N0011.html>;

dcccxli https://www.elcorreo.com/alava/pg060322/actualidad/politica/200603/22/ETA_atentados.html

dcccxlii https://www.abc.es/hemeroteca/historico-20-04-2002/abc/Nacional/eta-coloca-un-coche-bomba-en-getxo-frente-a-la-casa-de-la-familia-delclaux_93512.html#;

dcccxliii <https://www.ultimahora.es/noticias/nacional/2000/11/13/882989/el-comando-vizcaya-de-eta-tenia-a-la-familia-delclaux-como-su-principal-objetivo.html>

dcccxliv https://elpais.com/elpais/2001/02/22/actualidad/982833418_850215.html

dcccxlv <https://www.elcorreo.com/vizcaya/20081231/mas-actualidad/politica/cronologia-ataques-medios-comunicacion-200812311134.html>

dcccxlvi https://elpais.com/diario/2000/07/08/espana/963007215_850215.html;
<http://www.elmundo.es/2000/07/08/espana/8N0042.html>

dcccxlvii <https://www.elcorreo.com/vizcaya/20081231/mas-actualidad/politica/cronologia-ataques-medios-comunicacion-200812311134.html>

dcccxlviii <https://www.elmundo.es/2000/07/13/espana/index.html>;
https://elpais.com/elpais/2001/02/22/actualidad/982833418_850215.html

dcccxlvix <https://www.elmundo.es/2000/07/16/espana/index.html>;
<https://www.diariosur.es/20110110/local/malaga/atentado-veintena-veces-malaga-201101101442.html>

dccccl https://elpais.com/elpais/2001/02/22/actualidad/982833418_850215.html;
<https://www.elnortedecastilla.es/20111020/local/castilla-leon/atentados-anos-castilla-leon-201110202026.html>

dccccli <https://www.elnortedecastilla.es/castillayleon/atento-treinta-veces-20180521105233-nt.html>

dccccli <https://www.elmundo.es/elmundo/2010/07/18/paisvasco/1279457018.html>;
<https://www.elmundo.es/2000/07/20/>;

dccccli <https://www.elmundo.es/2000/07/20/espana/index.html>

dccccli <https://www.elmundo.es/2000/07/25/espana/index.html>

dccccli https://elpais.com/diario/2000/07/27/espana/964648817_850215.html

dccccli https://elpais.com/diario/2000/07/20/espana/964044019_850215.html

dccccli https://elpais.com/diario/2000/07/30/espana/964908008_850215.html

dccccli https://web.archive.org/web/20090720091945/http://www.mir.es/DGRIS/Terrorismo_de_ETA/esp/p41-esp.htm

dccccli https://elpais.com/diario/2000/08/08/espana/965685619_850215.html

dccccli <https://www.elmundo.es/2000/08/09/espana/09N0011.html>;
https://elpais.com/elpais/2001/02/22/actualidad/982833418_850215.html

dccccli <http://www.angelfire.com/pq/terroristas/donosti.html>

dccccli https://elpais.com/elpais/2004/03/11/actualidad/1078996618_850215.html

dccclx https://elpais.com/diario/2000/08/10/espana/965858408_850215.html;
<http://lahemerotecadelbuitre.com/piezas/eta-asesina-al-subteniente-del-ejercito-francisco-casanova-en-berriozar-navarra/>;
<https://www.elmundo.es/2000/08/10/espana/10N0010.html>;
<https://mapadelterror.com/fr/victims/francisco-casanova-vicente-fr/>;
<http://www.angelfire.com/pq/terroristas/eta.htm>
 dccclxi <http://www.angelfire.com/pq/terroristas/donosti.html>
 dccclxii <http://news.bbc.co.uk/2/hi/europe/875087.stm>
 dccclxiii https://www.elcorreo.com/alava/pg060322/actualidad/politica/200603/22/ETA_atentados.html
 dccclxiv elpais.com/diario/2000/08/21/espana/966808805_850215.html;
<https://www.elmundo.es/2000/08/21/espana/21N0012.html>
 dccclxv <http://www.angelfire.com/pq/terroristas/donosti.html>
 dccclxvi https://www.abc.es/hemeroteca/historico-25-08-2001/abc/Nacional/el-comando-buruntza-de-eta-asesino-al-menos-a-una-decena-de-personas-y-cometio-mas-de-30-atentados_42362.html ;
<https://www.elmundo.es/2000/08/25/espana/25N0097.html>
 dccclxvii <https://www.elmundo.es/elmundo/2001/03/09/espana/984101249.html> ;
<https://www.elmundo.es/2000/08/30/espana/30N0000.html>
 dccclxviii <http://www.angelfire.com/pq/terroristas/donosti.html>
 dccclxix https://elpais.com/diario/2000/09/11/espana/968623202_850215.html;
<https://www.elmundo.es/2000/09/11/espana/11N0063.html>
 dccclxx <https://www.elmundo.es/pais-vasco/2016/07/17/578b70f3ca4741d4728b4574.html>;
<https://www.elmundo.es/2000/09/15/espana/15N0013.html>
 dccclxxi <http://www.angelfire.com/pq/terroristas/donosti.html>
 dccclxxii <https://www.elmundo.es/elmundo/2004/10/03/espana/1096798122.html>
 dccclxxiii https://elpais.com/diario/2000/09/17/espana/969141616_850215.html
 dccclxxiv <http://www.angelfire.com/pq/terroristas/donosti.html>
 dccclxxv <http://blogs.libertaddigital.com/in-memoriam/jose-maria-martinez-comerciante-y-jose-luis-ruiz-casado-concejal-del-pp-10351/>; <https://www.elmundo.es/2000/09/22/espana/22N0006.html>
 dccclxxvi <https://www.elmundo.es/eta/atentados/2000.html>;
<https://www.elmundo.es/2000/10/01/espana/01N0057.html>
 dccclxxvii https://elpais.com/diario/2000/10/07/espana/970869613_850215.html
 dccclxxviii https://www.elcorreo.com/alava/pg060322/actualidad/politica/200603/22/ETA_atentados.html;
<http://hemeroteca.abc.es/nav/Navigate.exe/hemeroteca/madrid/abc/2000/10/08/002.html>;
<https://www.elmundo.es/eta/atentados/2000.html>; <https://www.elmundo.es/2000/10/08/espana/8N0064.html>
 dccclxxix https://www.elcorreo.com/alava/pg060322/actualidad/politica/200603/22/ETA_atentados.html
 dccclxxx <http://lahemerotecadelbuitre.com/piezas/el-fiscal-jefe-de-andalucia-luis-portero-asesinado-por-el-comando-andalucia-de-eta/>;
 dccclxxxi https://elpais.com/diario/2000/10/28/espana/972684017_850215.html;
<https://www.elmundo.es/elmundo/2008/06/08/espana/1212923586.html>
 dccclxxxii https://elpais.com/diario/2000/10/17/espana/971733624_850215.html
 dccclxxxiii <https://www.elcorreo.com/vizcaya/20081231/mas-actualidad/politica/cronologia-ataques-medios-comunicacion-200812311134.html>
 dccclxxxiv <https://www.matrix666.net/?p=1261>; <https://aionsur.com/un-hijo-de-munoz-carinanos-en-huelga-de-hambre-para-pedir-que-el-estado-le-indemnice/>
 dccclxxxv <https://www.elcorreo.com/vizcaya/20081231/mas-actualidad/politica/cronologia-ataques-medios-comunicacion-200812311134.html>
 dccclxxxvi https://www.elcorreo.com/alava/pg060322/actualidad/politica/200603/22/ETA_atentados.html;
<https://www.elmundo.es/elmundo/2001/03/09/espana/984101249.html>
 dccclxxxvii <https://www.elmundo.es/elmundo/2013/03/14/espana/1363284063.html>;
<https://www.elmundo.es/noticias/2000/graficos/octubre/semana3/vitoria1.html>
 dccclxxxviii https://www.abc.es/hemeroteca/historico-08-06-2008/abc/Nacional/los-medios-de-comunicacion-en-el-punto-de-mira-de-eta_1641920003394.html; www.elmundo.es/elmundo/2001/06/21/espana/993104848.html
 dccclxxxix <http://www.angelfire.com/pq/terroristas/donosti.html>
 dcccxc <https://www.elmundo.es/elmundo/2001/06/21/espana/993104848.html>
 dcccxi <http://www.angelfire.com/pq/terroristas/donosti.html>
 dcccxcii https://elpais.com/elpais/2001/02/22/actualidad/982833418_850215.html;
<https://www.elmundo.es/noticias/2000/10/30/espana/972894793.html>
 dcccxciii https://www.elcorreo.com/alava/pg060322/actualidad/politica/200603/22/ETA_atentados.html
 dcccxciv https://elpais.com/elpais/2001/02/22/actualidad/982833418_850215.html
 dcccxcv https://www.elcorreo.com/alava/pg060322/actualidad/politica/200603/22/ETA_atentados.html

dccxcvi <https://www.elmundo.es/eta/atentados/2000.html>;
<https://www.elmundo.es/2000/11/10/espana/10N0047.html>
 dccxcvii <https://www.elcorreo.com/vizcaya/20081231/mas-actualidad/politica/cronologia-ataques-medios-comunicacion-200812311134.html>; <https://lasteles.com/cuando-eta-decidio-matarme-junto-a-mi-familia-aurora-intxausti-el-pais>
 dccxcviii <http://www.angelfire.com/pq/terroristas/donosti.html>
 dccxcix http://elpais.com/diario/2000/11/12/espana/973983612_850215.html
 cm https://elpais.com/diario/2000/11/12/espana/973983612_850215.html
 cmi <http://www.angelfire.com/pq/terroristas/donosti.html>
 cmii https://www.elcorreo.com/alava/pg060322/actualidad/politica/200603/22/ETA_atentados.html
 cmiii https://elpais.com/diario/2000/11/22/espana/974847626_850215.html
 cmiv https://www.elcorreo.com/alava/pg060322/actualidad/politica/200603/22/ETA_atentados.html
 cmv <https://www.elmundo.es/2000/11/22/espana/index.html>
 cmvi https://elpais.com/elpais/2001/02/22/actualidad/982833418_850215.html
 cmvii <https://okdiario.com/espana/2016/04/14/el-etarra-olaiz-juzgado-por-asesinato-frustrado-a-un-edil-de-upn-recibido-como-un-heroe-en-pamplona-109851>
 cmviii https://www.elcorreo.com/alava/pg060322/actualidad/politica/200603/22/ETA_atentados.html;
<https://www.lavanguardia.com/politica/20020827/51262760151/eta-responde-a-la-suspension-con-una-bomba-en-el-palacio-de-justicia-de-tolosa.html>
 cmix <http://alahoraenellugar.com/10-50-h-14-de-diciembre-de-2000>;
https://www.elcorreo.com/alava/pg060322/actualidad/politica/200603/22/ETA_atentados.html;
https://elpais.com/diario/2000/12/15/espana/976834801_850215.html
 cmx <https://www.elcorreo.com/vizcaya/20081231/mas-actualidad/politica/cronologia-ataques-medios-comunicacion-200812311134.html>
 cmxi <http://clientes.vianetworks.es/personal/angelberto/atenuuniversidad.htm>;
<https://www.elmundo.es/2000/12/19/espana/19N0005.html>
 cmxii <https://www.elmundo.es/noticias/2000/12/20/espana/977297096.html>;
<https://www.elmundo.es/elmundo/2004/02/18/espana/1077114439.html>;
https://www.elcorreo.com/alava/pg060322/actualidad/politica/200603/22/ETA_atentados.html
 cmxiii https://www.elcorreo.com/alava/pg060322/actualidad/politica/200603/22/ETA_atentados.html
 cmxiv <https://www.emol.com/noticias/internacional/2000/12/31/42078/desactivan-coche-bomba-con-cien-kilos-de-dinamita-en-su-interior.html>; <https://www.elmundo.es/elmundo/2011/07/17/paisvasco/1310896782.html>;
https://www.elcorreo.com/alava/pg060322/actualidad/politica/200603/22/ETA_atentados.html;
<https://www.elmundo.es/2001/01/02/espana/e000119.html>
 cmxv https://elpais.com/elpais/2001/08/28/actualidad/998986619_850215.html;
https://www.elnacional.cat/enblau/es/television/luis-del-olmo-bertin-eta_253596_102.html;
<https://www.elmundo.es/elmundo/2001/08/28/espana/999016110.html>
 cmxvi <https://www.elmundo.es/elmundo/2001/08/22/espana/998478281.html>
 cmxvii https://elpais.com/diario/2001/01/10/espana/979081201_850215.html;
<https://www.elmundo.es/elmundo/2001/01/26/espana/980491654.html>
 cmxviii <http://www.angelfire.com/pq/terroristas/donosti.html>
 cmxix https://elpais.com/diario/2001/01/11/espana/979167612_850215.html;
<https://www.elmundo.es/2001/01/11/espana/e000113.html>
 cmxx <https://web.archive.org/web/20080313001442/http://www.mir.es/DGRIS/Cronologia/2001/enero.htm>
 cmxxi <https://web.archive.org/web/20080313001442/http://www.mir.es/DGRIS/Cronologia/2001/enero.htm>
 cmxxii <https://www.elmundo.es/elmundo/2005/01/18/espana/1106058665.html>;
<https://www.elmundo.es/2001/01/23/espana/e000168.html>;
https://elpais.com/diario/2001/01/23/espana/980204420_850215.html;
<https://www.elmundo.es/2001/01/24/espana/e000151.html>;
<https://www.elmundo.es/elmundo/2005/01/18/espana/1106058665.html>
 cmxxiii <https://www.elmundo.es/elmundo/2001/01/24/espana/980323571.html>;
<https://www.elmundo.es/elmundo/2001/01/24/espana/980323571.html>
 cmxxiv <https://victimas-de-eta.blogspot.com/2007/01/26-de-enero-de-2001.html>;
<https://www.elmundo.es/elmundo/2001/01/26/espana/980491654.html>
 cmxxv <http://www.angelfire.com/pq/terroristas/donosti.html>
 cmxxvi <https://www.elmundo.es/elmundo/2001/03/09/espana/984101249.html>;
<https://www.elmundo.es/2001/02/01/espana/e000096.html>
 cmxxvii https://elpais.com/diario/2001/02/01/internacional/980982004_850215.html
 cmxxviii <https://web.archive.org/web/20080313001447/http://www.mir.es/DGRIS/Cronologia/2001/febrero.htm>

cmxxix <https://www.elmundo.es/elmundo/2001/02/12/espana/981991009.html> ;
https://elpais.com/elpais/2001/02/22/actualidad/982833418_850215.html
cmxxx <https://www.elmundo.es/2001/02/13/espana/e000141.html>
cmxxxi <https://web.archive.org/web/20080313001447/http://www.mir.es/DGRIS/Cronologia/2001/febrero.htm>
cmxxxii https://elpais.com/diario/2001/02/23/espana/982882801_850215.html
cmxxxiii <http://www.angelfire.com/pq/terroristas/donosti.html>
cmxxxiv <https://www.elmundo.es/elmundo/2004/10/03/espana/1096798122.html>
cmxxxv <https://web.archive.org/web/20080313001447/http://www.mir.es/DGRIS/Cronologia/2001/febrero.htm>
cmxxxvi <https://www.elmundo.es/elmundo/2001/08/22/espana/998478281.html>
cmxxxvii <https://www.elmundo.es/elmundo/2001/03/01/espana/983471809.html>
cmxxxviii <https://www.elmundo.es/elmundo/2001/03/01/espana/983471809.html>
cmxxxix <https://web.archive.org/web/20080313001447/http://www.mir.es/DGRIS/Cronologia/2001/febrero.htm>
cmxl <https://web.archive.org/web/20080313001447/http://www.mir.es/DGRIS/Cronologia/2001/febrero.htm>
cmxli <https://rsf.org/es/noticias/la-policia-desactiva-tres-paquetes-bomba-dirigidos-periodistas-del-pais-vasco-espanol>; <https://www.europapress.es/nacional/noticia-supremo-confirma-condena-dos-anos-carcel-jon-crespo-atacar-sede-correo-20060406185331.html>; <https://www.elmundo.es/2001/03/04/espana/963358.html>
cmxlii <https://web.archive.org/web/20080311064426/http://www.mir.es/DGRIS/Cronologia/2001/marzo.htm>
cmxliii <https://www.elmundo.es/elmundo/2001/03/09/espana/984096475.html>;
<https://www.elmundo.es/elmundo/2001/03/09/espana/984096475.html>;
<https://web.archive.org/web/20080311064426/http://www.mir.es/DGRIS/Cronologia/2001/marzo.htm>
cmxliv <http://www.angelfire.com/pq/terroristas/donosti.html>;
<https://www.lavanguardia.com/politica/20031107/51262783805/condenados-cuatro-etarras-a-entre-93-y-97-anos-por-el-asesinato-de-un-ertzaina.html>
cmxlv <https://www.elmundo.es/elmundo/2001/08/22/espana/998478281.html>;
<https://mapadelolvido.wordpress.com/category/jon-zubiaurre-aguirre-eta/>
cmxlvi <https://web.archive.org/web/20080311064426/http://www.mir.es/DGRIS/Cronologia/2001/marzo.htm>
cmxlvii <http://hemeroteca.abc.es/nav/Navigate.exe/hemeroteca/madrid/abc/2001/03/18/028.html>;
https://www.abc.es/hemeroteca/historico-19-03-2001/abc/Nacional/eta-preparo-en-el-sur-de-francia-el-atentado-de-rosas-con-dinamita-robada-en-grenoble_18771.html;
<https://www.elmundo.es/elmundo/2001/03/17/espana/984868177.html>;
<https://www.elmundo.es/2001/03/18/espana/970538.html>; <https://www.elmundo.es/eta/atentados/2001.html>
cmxlviii <https://www.elmundo.es/elmundo/2001/03/17/espana/984868177.html>;
<https://web.archive.org/web/20080311064426/http://www.mir.es/DGRIS/Cronologia/2001/marzo.htm>
cmxlx <https://www.elmundo.es/elmundo/2001/03/20/espana/985098154.html>
cml <http://www.angelfire.com/pq/terroristas/donosti.html>
cml <https://www.elmundo.es/elmundo/2004/10/03/espana/1096798122.html>
cml https://elpais.com/diario/2001/03/27/espana/985644002_740215.html;
cml <https://www.elmundo.es/elmundo/2001/03/26/espana/985607361.html>
cml https://www.abc.es/espana/abci-detenido-coruna-etarra-conducia-caravana-muerte-hacia-madrid-200103270300-20464_noticia.html
cmliv <https://www.elmundo.es/elmundo/2001/03/28/espana/985813635.html>
cmlv <https://www.thinkspain.com/news-spain/14569/eta-activist-gets-ten-years-for-fraga-assassination-attempt>;
<https://www.elmundo.es/elmundo/2001/03/26/espana/985607361.html>
cmlvi <https://web.archive.org/web/20080311064426/http://www.mir.es/DGRIS/Cronologia/2001/abril.htm>
cmlvii <https://www.elmundo.es/eta/atentados/2001.html>; <https://www.elmundo.es/2001/04/16/espana/982288.html>
cmlviii https://elpais.com/diario/2001/04/22/espana/987890404_850215.html;
<https://www.elmundo.es/2001/04/22/espana/985435.html>
cml <https://web.archive.org/web/20080311064426/http://www.mir.es/DGRIS/Cronologia/2001/abril.htm>
cml <https://web.archive.org/web/20080313001503/http://www.mir.es/DGRIS/Cronologia/2001/mayo.htm>
cml https://elpais.com/diario/2001/05/07/espana/989186401_850215.html
cml <https://www.lanacion.com.ar/304464-atentado-de-eta-en-el-centro-de-madrid>;
<https://www.elmundo.es/elmundo/2001/07/10/espana/994795385.html>
cml https://elpais.com/elpais/2002/05/14/actualidad/1021364229_850215.html
cml <http://www.angelfire.com/pq/terroristas/donosti.html>
cml https://www.liberation.fr/planete/2001/05/16/gorka-landaburu-journaliste-blesse-par-l-eta_364724;
<https://www.elmundo.es/2001/05/16/espana/996225.html>
cml <http://www.angelfire.com/pq/terroristas/donosti.html>
cml <https://www.elmundo.es/eta/atentados/2001.html>

cmlxviii https://cincodias.elpais.com/cincodias/2001/05/24/economia/990683792_850215.html;
<https://www.elmundo.es/2001/05/24/espana/999932.html>
 cmlxix https://www.ifex.org/spain/2008/06/10/basque_newspaper_office_bombed/es/;
<https://mapadelolvido.wordpress.com/2012/03/20/santiago-oleaga-elejabarrieta-san-sebastian-guipuzcoa-espana/>
 cmlxxx <http://www.angelfire.com/pq/terroristas/donosti.html>
 cmlxxxi <https://web.archive.org/web/20080313091752/http://www.mir.es/DGRIS/Cronologia/2001/junio.htm>
 cmlxxii « Las elecciones no han sido un referéndum sobre la lucha armada. Si hay que señalar alguna responsabilidad es la de quienes han llevado su voto de EH al PNV. Por supuesto que la lucha armada tiene sus consecuencias. Ha sido positiva para reforzar el voto abertzale. Desgraciadamente no hemos sabido recoger ese refuerzo. El desplazamiento de voto ha sido provocado, también, por la represión que sufren las estructuras de la izquierda abertzale y las organizaciones populares. [...] ¿Qué resultados hubiera obtenido el PNV si previamente hubiera estado encarcelada toda su dirección al completo, si hubieran metido en la cárcel a los miembros más representativos de EGI, si hubieran cerrado EITB y Deia?! » (entretien d'ETA à Gara et Egunkaria, 9 juin 2001 ; cité in Casanova, 2007, p. 327-328).
 cmlxxiii https://elpais.com/diario/2001/06/11/espana/992210401_850215.html
 cmlxxiv <http://www.angelfire.com/pq/terroristas/donosti.html>
 cmlxxv <https://web.archive.org/web/20080313091752/http://www.mir.es/DGRIS/Cronologia/2001/junio.htm>
 cmlxxvi https://cincodias.elpais.com/cincodias/2001/06/22/economia/993189395_850215.html
 cmlxxvii <https://mapadelterror.com/victims/justo-oreja-pedraza/>;
https://elpais.com/elpais/2001/07/28/actualidad/996308220_850215.html
 cmlxxviii <http://www.angelfire.com/pq/terroristas/donosti.html>
 cmlxxix https://www.abc.es/hemeroteca/historico-12-07-2001/abc/Madrid/el-corazon-de-aluche-intenta-recuperar-el-pulso-tras-elatentado-de-eta_34119.html;
https://elpais.com/elpais/2004/03/11/actualidad/1078996618_850215.html
 cmlxxx <https://victimas-de-eta.blogspot.com/2007/07/10-de-julio-de-1981.html>
 cmlxxxi <http://www.angelfire.com/pq/terroristas/donosti.html>
 cmlxxxii https://elpais.com/diario/2001/07/15/espana/995148001_850215.html
 cmlxxxiii <https://www.elmundo.es/elmundo/2001/07/14/espana/995138474.html>;
<http://www.angelfire.com/pq/terroristas/eta.htm>
 cmlxxxiv <http://www.angelfire.com/pq/terroristas/donosti.html>
 cmlxxxv https://elpais.com/diario/2001/07/25/espana/996012006_850215.html
 cmlxxxvi <https://www.elmundo.es/elmundo/2001/08/22/espana/998478281.html>
 cmlxxxvii <https://www.diariosur.es/20110110/local/malaga/atentado-veintena-veces-malaga-201101101442.html>
 cmlxxxviii <https://web.archive.org/web/20080313091752/http://www.mir.es/DGRIS/Cronologia/2001/julio.htm>
 cmlxxxix <https://www.nouvelobs.com/monde/20010720.OBS6639/deces-du-fondateur-de-l-eta.html>
 cmxc http://www.elcorreo.com/alava/pg060322/actualidad/politica/200603/22/ETA_atentados.html
 cmxc <https://web.archive.org/web/20080313001432/http://www.mir.es/DGRIS/Cronologia/2001/agosto.htm>
 cmxcii https://elpais.com/diario/2001/08/17/espana/997999205_850215.html;
https://www.elcorreo.com/alava/pg060322/actualidad/politica/200603/22/ETA_atentados.html
 cmxciii <https://web.archive.org/web/20080313001432/http://www.mir.es/DGRIS/Cronologia/2001/agosto.htm>
 cmxciv <https://www.elmundo.es/elmundo/2001/08/16/espana/997925300.html>;
<https://web.archive.org/web/20080313001432/http://www.mir.es/DGRIS/Cronologia/2001/agosto.htm>
 cmxcv <https://www.elmundo.es/elmundo/2001/08/18/espana/998116143.html>;
<https://www.elmundo.es/2001/08/19/espana/1037670.html>
 cmxcvi <http://clientes.vianetworks.es/personal/angelberto/criminales.htm>
 cmxcvii https://cincodias.elpais.com/cincodias/2001/08/28/economia/998978191_850215.html;
<https://www.20minutos.es/noticia/449088/0/eta/coche-bomba/madrid/>
 cmxcviii <https://www.start.umd.edu/gtd/search/IncidentSummary.aspx?gtdid=200108280007>
 cmxcix https://en.wikipedia.org/wiki/List_of_ETA_attack
 m https://www.elcorreo.com/alava/pg060322/actualidad/politica/200603/22/ETA_atentados.html
 mi <https://www.elmundo.es/elmundo/2004/10/03/espana/1096798122.html>
 mii https://www.elcorreo.com/alava/pg060322/actualidad/politica/200603/22/ETA_atentados.html
 miii https://cincodias.elpais.com/cincodias/2001/10/02/economia/1002002191_850215.html;
<https://www.elmundo.es/2001/10/02/espana/1054996.html>
 miv <https://www.elmundo.es/elmundo/2004/10/03/espana/1096798122.html>
 mv https://elpais.com/diario/2001/10/13/espana/1002924021_850215.html;
<https://www.elmundo.es/2001/10/13/espana/1058617.html>
 mvi https://www.elcorreo.com/alava/pg060322/actualidad/politica/200603/22/ETA_atentados.html
 mvii <http://www.angelfire.com/pq/terroristas/donosti.html>

mviii <https://www.ultimahora.es/noticias/nacional/2001/10/19/823331/el-comando-aramba-de-eta-estaba-preparado-para-sembrar-la-muerte.html>; http://www.interior.gob.es/noticias/detalle/-/journal_content/56_INSTANCE_1YSSI3xiWuPH/10180/1182669/
 mix <https://www.elmundo.es/elmundo/2001/10/17/espana/1003299032.html>
 mx <https://elmundo.es/elmundo/2001/11/06/espana/1005045549.html>;
<https://www.elmundo.es/2001/11/07/espana/index.html>;
<https://tuotrodiario.hola.com/noticia/2011112314329/olarra-guridi-condenado-a-1-000-anos-por-el-atentado-frustrado-contra-junquera/>; http://www.belt.es/noticias/2001/01_noviembre/02_09/06_atentado.htm
 mxii <https://www.elmundo.es/elmundo/2005/01/18/espana/1106058665.html>
 mxiii <https://www.elmundo.es/elmundo/2005/01/18/espana/1106058665.html>;
<https://www.elmundo.es/elmundo/2001/11/07/espana/1005116174.html>
https://www.abc.es/hemeroteca/historico-24-11-2001/abc/Nacional/la-Ertzaintza-objetivo-principal-de-la-banda-terrorista-tras-la-tregua_61774.html; <https://www.elmundo.es/2001/11/21/espana/1074649.html>
 mxiv <https://www.elmundo.es/elmundo/2001/11/23/espana/1006540499.html>
 mxv <https://www.elmundo.es/2001/12/02/espana/1079652.html>;
https://www.elcorreo.com/alava/pg060322/actualidad/politica/200603/22/ETA_atentados.html
 mxvi Position commune du conseil de l'Europe, 2001/931/CFSP. <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:32001E0931&from=EN>
 mxvii https://www.elcorreo.com/alava/pg060322/actualidad/politica/200603/22/ETA_atentados.html
 mxviii <https://www.elmundo.es/elmundo/2002/01/12/espana/1010841403.html>
 mxix https://en.wikipedia.org/wiki/List_of_ETA_attack
 mxix <https://www.elcorreo.com/vizcaya/20081231/mas-actualidad/politica/cronologia-ataques-medios-comunicacion-200812311134.html>; <https://www.elmundo.es/elmundo/2002/01/17/espana/1011297696.html>
 mxxi https://www.elcorreo.com/alava/pg060322/actualidad/politica/200603/22/ETA_atentados.html
 mxix <https://www.elmundo.es/elmundo/2002/02/19/espana/1014105121.html>
 mxix <http://www.treas.gov/offices/enforcement/ofac/actions/20020226.shtml>
 mxix http://www.belt.es/noticias/2002/02_febrero/25_28/28_atentado.htm
 mxix https://www.elcorreo.com/alava/pg060322/actualidad/politica/200603/22/ETA_atentados.html;
<http://edition.cnn.com/2002/WORLD/europe/04/04/spain.eta/index.html>
 mxix <https://www.elmundo.es/elmundo/2002/03/04/espana/1015243123.html>;
<http://edition.cnn.com/2002/WORLD/europe/04/04/spain.eta/index.html>;
https://elpais.com/politica/2014/02/03/actualidad/1391436109_745833.html
 mxix https://www.elcorreo.com/alava/pg060322/actualidad/politica/200603/22/ETA_atentados.html
 mxix <https://www.ladepeche.fr/article/2002/08/06/402303-l-eta-frappe-aznar-menace.html>;
<https://www.elmundo.es/elmundo/2002/03/21/espana/1016717885.html>
https://www.abc.es/hemeroteca/historico-20-04-2002/abc/Nacional/eta-coloca-un-coche-bomba-en-getxo-frente-a-la-casa-de-la-familia-delclaux_93512.html#;
<https://www.elmundo.es/elmundo/2002/04/20/espana/1019305234.html>
 mxix https://www.elcorreo.com/alava/pg060322/actualidad/politica/200603/22/ETA_atentados.html
 mxix <https://www.elmundo.es/elmundo/2002/04/22/espana/1019431095.html>;
https://cadenaser.com/ser/2004/03/11/espana/1078966219_850215.html
 mxix <https://www.elmundo.es/elmundo/2002/05/01/espana/1020265206.html>;
http://cadenaser.com/ser/2004/03/11/espana/1078966214_850215.html
 mxix https://www.elcorreo.com/alava/pg060322/actualidad/politica/200603/22/ETA_atentados.html
 mxix <https://www.elmundo.es/elmundo/2004/10/03/espana/1096798122.html>
 mxix http://www.interior.gob.es/noticias/detalle/-/journal_content/56_INSTANCE_1YSSI3xiWuPH/10180/1182669/
 mxix <https://www.elmundo.es/elmundo/2002/05/23/espana/1022181083.html>
 mxix https://www.elcorreo.com/alava/pg060322/actualidad/politica/200603/22/ETA_atentados.html
 mxix https://www.elconfidencial.com/espana/2009-11-10/llega-a-espana-el-etarra-asier-arzalluz-acusado-de-numerosos-atentados_343702/
 mxix <https://www.elmundo.es/elmundo/2002/06/21/espana/1024658465.html>
 mxli https://www.elcorreo.com/alava/pg060322/actualidad/politica/200603/22/ETA_atentados.html
 mxli <https://www.elmundo.es/elmundo/2002/06/21/espana/1024691200.html>
 mxli <https://www.elmundo.es/elmundo/2002/06/22/espana/1024755362.html>;
<https://www.diariosur.es/nacional/amargo-rastro-malaga-20180503000513-ntvo.html>
 mxli https://elpais.com/politica/2012/03/20/actualidad/1332251958_238685.html
 mxli https://www.elcorreo.com/alava/pg060322/actualidad/politica/200603/22/ETA_atentados.html
 mxli https://www.elcorreo.com/alava/pg060322/actualidad/politica/200603/22/ETA_atentados.html

mxlvi <https://www.elmundo.es/elmundo/2004/10/03/espana/1096798122.html>

mxlvii <https://www.elmundo.es/elmundo/2002/08/04/espana/1028487391.html>

mxlviii <https://www.elmundo.es/elmundo/2002/08/09/espana/1028895186.html>

mxlix <https://www.elmundo.es/elmundo/2002/08/12/espana/1029137073.html>

ml <https://www.elmundo.es/elmundo/2002/08/12/espana/1029137073.html>

ml https://www.elcorreo.com/alava/pg060322/actualidad/politica/200603/22/ETA_atentados.html

ml https://www.liberation.fr/societe/2002/08/23/la-belle-fraternelle-d-un-detenu-basque_413330;

<http://www.presse.justice.gouv.fr/communiqués-de-presse-10095/archives-des-communiqués-de-2002-10238/evasion-dismael-berasategui-escudero-11710.html>

ml https://www.elcorreo.com/alava/pg060322/actualidad/politica/200603/22/ETA_atentados.html

mliv <https://www.elmundo.es/elmundo/2002/08/27/espana/1030428287.html>

mlv <https://www.elmundo.es/elmundo/2002/08/31/espana/1030814570.html>

mlvi <https://www.elmundo.es/elmundo/2002/09/11/espana/1031742510.html>

mlvii https://www.elcorreo.com/alava/pg060322/actualidad/politica/200603/22/ETA_atentados.html

mlviii <https://www.elmundo.es/elmundo/2004/10/03/espana/1096798122.html>

mlix https://elpais.com/elpais/2002/09/25/actualidad/1032941820_850215.html

mlx https://www.elcorreo.com/alava/pg060322/actualidad/politica/200603/22/ETA_atentados.html

mlxi Ainhoa Mujika est considérée par la police comme faisant partie de la direction d'ETA. <https://www.elmundo.es/elmundo/2002/09/24/espana/1032866280.html>

mlxii <https://www.elmundo.es/elmundo/2002/10/12/espana/1034406510.html>

mlxiii « No ha servido para poner a Euskal Herria en el camino de la libertad, (contra lo que algunos abertzales honrados pensaban. No les ha valido para destruir a la izquierda abertzale (Como era la intención del PNV y de las fuerzas españolas). Y no les ha valido para integrar Euskal Herria en España (porque la izquierda abertzale lo ha evitado con su lucha). [...] El conflicto se mantendrá mientras no se respeten los derechos de Euskal Herria, mientras no se articule una solución política para toda Euskal Herria. » (communiqué d'ETA, 1^{er} décembre 2002)

mlxiv <https://www.elmundo.es/elmundo/2002/12/03/espana/1038927626.html>

mlxv https://www.elcorreo.com/alava/pg060322/actualidad/politica/200603/22/ETA_atentados.html

mlxvi <https://www.elmundo.es/elmundo/2002/12/17/madrid/1040140948.html>;

<https://www.elmundo.es/elmundo/2002/12/17/espana/1040152960.html> ;

https://elpais.com/elpais/2004/03/11/actualidad/1078996618_850215.html;

<https://www.elmundo.es/elmundo/2003/12/24/espana/1072267028.html> ;

https://elpais.com/elpais/2004/03/11/actualidad/1078996618_850215.html

mlxvii <https://www.elmundo.es/elmundo/2002/12/17/espana/1040161330.html>

mlxviii <https://www.diariodeleon.es/articulo/leon/villahierro-resta-etarras-acercamiento-prisiones-vascas/202108010133142134773.html>

mlxix https://www.lexpress.fr/actualite/societe/une-eta-decimee-par-les-arrestations_704396.html

mlxx <https://www.elmundo.es/elmundo/2011/06/21/espana/1308680111.html>

mlxxi https://www.abc.es/espana/abci-etarras-detenido-francia-y-nbsp-eran-miembros-comando-aramba-200301170300-156242_noticia.html

mlxxii https://www.lainformacion.com/asuntos-sociales/la-etarra-cristina-goiricelaya-gonzalez-trasladada-a-espana-desde-francia_qMQ5EKbc8StywGCwjimJq5/

mlxxiii https://www.abc.es/espana/abci-detenido-francia-tres-etarras-estaban-ordenes-jefe-200301110300-154865_noticia.html

mlxxiv https://www.abc.es/espana/abci-etarras-detenido-francia-y-nbsp-eran-miembros-comando-aramba-200301170300-156242_noticia.html

mlxxv <https://www.elmundo.es/elmundo/2003/02/08/espana/1044696431.html>

mlxxvi https://www.elcorreo.com/alava/pg060322/actualidad/politica/200603/22/ETA_atentados.html

mlxxvii <https://www.elmundo.es/elmundo/2004/10/03/espana/1096798122.html>

mlxxviii https://elpais.com/elpais/2003/05/10/actualidad/1052554617_850215.html;

<https://www.diariodeleon.es/articulo/espana/detenida-francia-ainhoa-garcia-jefa-comandos-eta/2003051100000660469.html>

mlxxix <https://www.europapress.es/nacional/noticia-francia-condena-14-anos-carcel-etarra-ainhoa-garcia-montero-20090330181211.html>

mlxxx <https://www.elmundo.es/elmundo/2003/05/30/espana/1054292061.html>

mlxxxi http://www.belt.es/legislacion/reciente/pdf/posicion_comun_2003.pdf

mlxxxii <https://www.elmundo.es/elmundo/2003/06/14/espana/1055585829.html>

mlxxxiii https://www.elcorreo.com/alava/pg060322/actualidad/politica/200603/22/ETA_atentados.html

mlxxxiv <https://www.elmundo.es/elmundo/2003/06/19/espana/1056002487.html>

mlxxxv <https://www.elmundo.es/elmundo/2005/01/18/espana/1106058665.html>;
<https://www.elmundo.es/elmundo/2003/06/23/espana/1056376265.html>
mlxxxvi https://www.elcorreo.com/alava/pg060322/actualidad/politica/200603/22/ETA_atentados.html
mlxxxvii <https://www.elmundo.es/elmundo/2003/07/06/espana/1057464168.html>;
<https://www.elmundo.es/elmundo/2003/10/12/espana/1065939601.html>
mlxxxviii https://www.elcorreo.com/alava/pg060322/actualidad/politica/200603/22/ETA_atentados.html
mlxxxix https://www.elcorreo.com/alava/pg060322/actualidad/politica/200603/22/ETA_atentados.html
mxc <https://www.elmundo.es/elmundo/2003/07/22/espana/1058868662.html>
mxc https://www.elcorreo.com/alava/pg060322/actualidad/politica/200603/22/ETA_atentados.html
mxcii <https://www.elmundo.es/elmundo/2003/07/25/espana/1059110663.html>
mxciii https://www.elcorreo.com/alava/pg060322/actualidad/politica/200603/22/ETA_atentados.html
mxciv <https://www.elmundo.es/elmundo/2003/07/27/espana/1059331790.html>
mxcv https://www.elcorreo.com/alava/pg060322/actualidad/politica/200603/22/ETA_atentados.html
mxcvi https://www.elcorreo.com/alava/pg060322/actualidad/politica/200603/22/ETA_atentados.html
mxcvii <https://www.elmundo.es/elmundo/2003/08/02/espana/1059779669.html>
mxcviii https://www.elcorreo.com/alava/pg060322/actualidad/politica/200603/22/ETA_atentados.html
mxcix https://www.elcorreo.com/alava/pg060322/actualidad/politica/200603/22/ETA_atentados.html
mc <https://www.elmundo.es/elmundo/2003/09/14/espana/1063575924.html>
mci <https://www.elmundo.es/elmundo/2003/10/12/espana/1065939601.html>
mci <https://www.elmundo.es/elmundo/2003/10/18/espana/1066494827.html>
mci <https://www.ladepeche.fr/article/2003/12/10/135461-eta-l-appareil-militaire-decapite.html>
mci <https://www.elmundo.es/elmundo/2003/12/25/espana/1072358958.html>
mcv <https://www.elmundo.es/elmundo/2003/12/25/espana/1072344474.html>;
<https://www.elmundo.es/elmundo/2004/09/08/espana/1094671630.html>
mcvi <https://www.elmundo.es/elmundo/2003/12/24/espana/1072267028.html>;
https://www.elcorreo.com/alava/pg060322/actualidad/politica/200603/22/ETA_atentados.html
mcvii https://www.elcorreo.com/alava/pg060322/actualidad/politica/200603/22/ETA_atentados.html
mcviii https://www.elcorreo.com/alava/pg060322/actualidad/politica/200603/22/ETA_atentados.html
mcix *Gara*, 21/09/2007, Supplément spécial 2005-2007, « Proceso de Negociación en un acuerdo político
resolutivo ».
mcx <https://www.courrierinternational.com/article/2000/05/18/l-itineraire-d-un-basque-anti-franquiste-assassine-par-l-eta>; <http://www.angelfire.com/pq/terroristas/eta.htm>
mcxi <https://nantes.indymedia.org/articles/4681>
mcxii <https://www.elmundo.es/elmundo/2004/08/07/espana/1091878098.html>
mcxiii https://www.elcorreo.com/alava/pg060322/actualidad/politica/200603/22/ETA_atentados.html
mcxiv <https://www.elmundo.es/elmundo/2004/08/12/espana/1092328780.html>
mcxv https://www.elcorreo.com/alava/pg060322/actualidad/politica/200603/22/ETA_atentados.html
mcxvi <https://www.elmundo.es/elmundo/2004/08/15/espana/1092571142.html>
mcxvii https://www.elcorreo.com/alava/pg060322/actualidad/politica/200603/22/ETA_atentados.html
mcxviii <https://www.elmundo.es/elmundo/2004/08/21/espana/1093111302.html>
mcxix https://www.elcorreo.com/alava/pg060322/actualidad/politica/200603/22/ETA_atentados.html
mcxx <https://www.elcorreogallego.es/panorama/nacional/ecg/once-atentados-en-galicia/idEdicion-2010-09-06/idNoticia-586703/>
mcxxi https://www.elcorreo.com/alava/pg060322/actualidad/politica/200603/22/ETA_atentados.html
mcxxii Francisco Múgica Garmendia, dit *Pakito*, Ignacio Aracama Mendia, dit *Makario*, Iñaki Bilbao Beaskoetxea, dit *Iñaki de Lemona*, Carlos Almorza Arrieta, dit *Pedrito de Andoain*, Kepa Solana Arrondo et Koldo Aparicio Benito. Voir *ABC*, 06/12/2005, https://www.abc.es/espana/abci-expulsa-seis-historicos-para-evitar-fisuras-ante-posible-dialogo-200512060300-712804694732_noticia.html.
mcxxiii <https://www.elmundo.es/elmundo/2004/09/08/espana/1094671630.html>
mcxxiv <https://www.elmundo.es/elmundo/2004/09/15/espana/1095237028.html>
mcxxv https://www.elcorreo.com/alava/pg060322/actualidad/politica/200603/22/ETA_atentados.html
mcxxvi https://en.wikipedia.org/wiki/List_of_ETA_attack
mcxxvii https://www.lexpress.fr/actualite/societe/une-eta-decimee-par-les-arrestations_704396.html ;
https://www.lexpress.fr/actualite/les-secrets-bien-gardes-d-eta_488074.html
mcxxviii Une trêve est envisagée, par celui qui est alors considéré comme le numéro un d'ETA, à partir de 2005, en échange d'une déclaration d'intention du gouvernement espagnol inspirée des procédures mises en œuvre en Irlande du nord en 1993. Un cessez-le-feu définitif est prévu pour 2008, si plusieurs revendications sont satisfaites : (re)légalisation de Batasuna, formation d'une table ronde politique pour débattre de l'avenir du Pays

basque, reconnaissance du droit à l'autodétermination des provinces basques, rapprochement des prisonniers puis amnistie.

mcxxxix <https://www.elmundo.es/elmundo/2004/10/16/espana/1097928778.html>
mcxxx <https://www.elmundo.es/elmundo/2004/10/22/espana/1098424850.html>
mcxxxii <https://www.elmundo.es/elmundo/2004/10/23/espana/1098546146.html>
mcxxxiii https://www.elcorreo.com/alava/pg060322/actualidad/politica/200603/22/ETA_atentados.html
mcxxxiv <https://www.elmundo.es/elmundo/2004/11/13/espana/1100347618.html>
mcxxxv https://www.elcorreo.com/alava/pg060322/actualidad/politica/200603/22/ETA_atentados.html
mcxxxvi <https://www.elmundo.es/elmundo/2004/12/03/espana/1102095302.html>
mcxxxvii https://www.elcorreo.com/alava/pg060322/actualidad/politica/200603/22/ETA_atentados.html
mcxxxviii <https://www.elmundo.es/elmundo/2004/12/06/espana/1102335044.html>
mcxxxix https://www.elcorreo.com/alava/pg060322/actualidad/politica/200603/22/ETA_atentados.html
mcxl https://www.elcorreo.com/alava/pg060322/actualidad/politica/200603/22/ETA_atentados.html
mcxli https://www.elcorreo.com/alava/pg060322/actualidad/politica/200603/22/ETA_atentados.html
mcxlii <https://www.elmundo.es/elmundo/2004/12/22/espana/1103699505.html>
mcxliiii <https://www.elmundo.es/elmundo/2005/01/08/espana/1105170781.html>
mcxliv <https://www.elmundo.es/elmundo/2005/01/08/espana/1105170781.html>
mcxlv <https://www.elmundo.es/elmundo/2005/01/18/espana/1106055907.html>
mcxlvi https://www.elcorreo.com/alava/pg060322/actualidad/politica/200603/22/ETA_atentados.html
mcxlvii <https://www.elmundo.es/elmundo/2005/01/30/espana/1107094985.html>
mcxlviii https://elpais.com/elpais/2004/03/11/actualidad/1078996618_850215.html;
<https://www.elmundo.es/elmundo/2005/02/09/espana/1107938801.html>;
<https://www.elmundo.es/elmundo/2005/05/25/espana/1117006759.html>
mcxlix <https://www.elmundo.es/elmundo/2005/02/27/espana/1109514943.html>
mcl <https://violenciainlv.blogspot.com/2005/03/>
mcli <https://violenciainlv.blogspot.com/2005/03/>;
https://elpais.com/diario/2005/03/24/espana/1111618806_850215.html;
<https://www.elmundo.es/elmundo/2005/03/23/espana/1111600013.html>
mclii https://www.abc.es/espana/abci-desarticulacion-comando-donosti-suma-ocho-detenciones-200703280300-1632238425462_noticia.html; <https://www.elmundo.es/elmundo/2005/03/26/espana/1111845222.html>
mcliii <https://www.elmundo.es/elmundo/2005/05/15/espana/1116138937.html>
mcliv https://www.elcorreo.com/alava/pg060322/actualidad/politica/200603/22/ETA_atentados.html
mclv « Las cuestiones políticas deben resolverse únicamente a través de los representantes legítimos de la voluntad popular. La violencia no tiene precio político y la democracia española nunca aceptará el chantaje. »
mclvi <https://www.elmundo.es/elmundo/2005/05/22/espana/1116744013.html>
mclvii https://www.elcorreo.com/alava/pg060322/actualidad/politica/200603/22/ETA_atentados.html
mclviii <https://www.elmundo.es/elmundo/2005/05/25/espana/1117006759.html>
mclix https://www.elcorreo.com/alava/pg060322/actualidad/politica/200603/22/ETA_atentados.html
mclx https://www.elcorreo.com/alava/pg060322/actualidad/politica/200603/22/ETA_atentados.html
mclxi <https://www.elmundo.es/elmundo/2005/06/10/espana/1118399221.html>
mclxii <https://www.elmundo.es/elmundo/2005/06/25/espana/1119719063.html>
mclxiii <https://www.elmundo.es/elmundo/2005/07/12/espana/1121170633.html>
mclxiv https://www.elcorreo.com/alava/pg060322/actualidad/politica/200603/22/ETA_atentados.html. D'autres sources indiquent 50 blessés (<https://www.20minutos.es/noticia/26491/0/eta/atentado/madrid/>).
mclxv https://www.elcorreo.com/alava/pg060322/actualidad/politica/200603/22/ETA_atentados.html
mclxvi <https://www.elmundo.es/elmundo/2005/07/29/espana/1122655247.html>
mclxvii https://www.elcorreo.com/alava/pg060322/actualidad/politica/200603/22/ETA_atentados.html
mclxviii « El Gobierno español respetará las decisiones que sobre su futuro adopten libremente los ciudadanos vascos. Dichas decisiones deberán ser adoptadas en ausencia de cualquier tipo de violencia o coacción, respetando las normas y procedimientos legales, los métodos democráticos y los derechos y libertades de los ciudadanos. El Gobierno español entiende que son los partidos políticos vascos, así como los agentes sociales, económicos y sindicales, en los foros que constituyan, quienes alcanzarán los acuerdos y establecerán los mecanismos de negociación y aplicación correspondientes. El Gobierno español entiende además que los acuerdos adoptados por los representantes de la ciudadanía vasca, lo serán con el máximo consenso posible, teniendo en cuenta la pluralidad política existente y en plena igualdad de condiciones para todas las opciones políticas. Finalmente, en cumplimiento de la resolución del Congreso del 17 de mayo de 2005, el Gobierno abrirá un proceso de diálogo con ETA respetando en todo momento el principio democrático e irrenunciable de que las cuestiones políticas deben resolverse únicamente a través de los representantes legítimos de la voluntad

popular. » (Gara, 23/09/2007, Supplément spécial 2005-2007, « Proceso de Negociación en un acuerdo político resolutivo », p. 60).

- mclxxix <https://www.elmundo.es/elmundo/2005/09/24/espana/1127593744.html>
- mclxx https://www.elcorreo.com/alava/pg060322/actualidad/politica/200603/22/ETA_atentados.html
- mclxxi <https://www.elmundo.es/elmundo/2005/09/27/espana/1127804390.html>
- mclxxii https://www.elcorreo.com/alava/pg060322/actualidad/politica/200603/22/ETA_atentados.html
- mclxxiii <https://www.elmundo.es/elmundo/2005/10/25/espana/1130222613.html>
- mclxxiv https://www.elcorreo.com/alava/pg060322/actualidad/politica/200603/22/ETA_atentados.html
- mclxxv https://www.elcorreo.com/alava/pg060322/actualidad/politica/200603/22/ETA_atentados.html
- mclxxvi <https://www.elmundo.es/elmundo/2005/11/05/espana/1131182723.html>
- mclxxvii <https://www.elmundo.es/elmundo/2005/11/15/espana/1132059291.html>
- mclxxviii https://www.elcorreo.com/alava/pg060322/actualidad/politica/200603/22/ETA_atentados.html
- mclxxix https://www.elcorreo.com/alava/pg060322/actualidad/politica/200603/22/ETA_atentados.html
- mclxxx <https://www.elmundo.es/elmundo/2005/11/19/espana/1132432646.html>
- mclxxxi <https://www.libertaddigital.com/nacional/eta-se-jacta-de-que-el-atentado-contr-la-disco-teca-bordatxo-fue-contr-un-confidente-de-las-fuerzas-armadas-1276268505/>
- mclxxxii https://www.elcorreo.com/alava/pg060322/actualidad/politica/200603/22/ETA_atentados.html
- mclxxxiii Pour des extraits de l'accord, voir Casanova, 2007, p. 352-353.
- mclxxxiv <https://www.elmundo.es/elmundo/2005/12/01/espana/1133423858.html>
- mclxxxv https://www.elcorreo.com/alava/pg060322/actualidad/politica/200603/22/ETA_atentados.html
- mclxxxvi <https://www.elmundo.es/elmundo/2005/12/06/espana/1133858989.html>
- mclxxxvii https://www.elcorreo.com/alava/pg060322/actualidad/politica/200603/22/ETA_atentados.html
- mclxxxviii https://www.elcorreo.com/alava/pg060322/actualidad/politica/200603/22/ETA_atentados.html
- mclxxxix <https://www.elmundo.es/elmundo/2005/12/06/espana/1133878555.html>
- mcxc https://www.elcorreo.com/alava/pg060322/actualidad/politica/200603/22/ETA_atentados.html
- mcxci https://www.elcorreo.com/alava/pg060322/actualidad/politica/200603/22/ETA_atentados.html
- mcxcii <https://www.elmundo.es/elmundo/2005/12/11/espana/1134298711.html>
- mcxciii https://www.elcorreo.com/alava/pg060322/actualidad/politica/200603/22/ETA_atentados.html
- mcxciv <https://www.elmundo.es/elmundo/2005/12/17/espana/1134851026.html>
- mcxcv https://www.elcorreo.com/alava/pg060322/actualidad/politica/200603/22/ETA_atentados.html
- mcxcvi <https://www.elmundo.es/elmundo/2005/12/21/espana/1135199749.html>
- mcxcvii https://www.elcorreo.com/alava/pg060322/actualidad/politica/200603/22/ETA_atentados.html
- mcxcviii https://www.elcorreo.com/alava/pg060322/actualidad/politica/200603/22/ETA_atentados.html
- mcxcix https://www.elcorreo.com/alava/pg060322/actualidad/politica/200603/22/ETA_atentados.html
- mcc <https://www.elmundo.es/elmundo/2006/01/07/espana/1136627879.html>
- mcci https://www.elcorreo.com/alava/pg060322/actualidad/politica/200603/22/ETA_atentados.html
- mccii <https://web.archive.org/web/2009122022127/http://www.mir.es/DGRIS/Cronologia/2006/01/>
- mcciii <https://www.elmundo.es/elmundo/2006/01/26/espana/1138262217.html>
- mcciv <https://www.elmundo.es/elmundo/2006/01/29/espana/1138513051.html>
- mccv https://www.elcorreo.com/alava/pg060322/actualidad/politica/200603/22/ETA_atentados.html
- mccvi https://www.elcorreo.com/alava/pg060322/actualidad/politica/200603/22/ETA_atentados.html
- mccvii <https://www.elmundo.es/elmundo/2006/02/01/espana/1138829317.html>
- mccviii https://www.elcorreo.com/alava/pg060322/actualidad/politica/200603/22/ETA_atentados.html
- mccix <https://www.larazon.es/espana/la-etarra-leire-etxeberrria-sale-de-la-carcel-tras-cumplir-12-anos-AN19503377/>; <https://elliberaldebilbao.wordpress.com/2018/06/12/11-leire-etxeberrria-simarro/>
- mccx <https://www.elmundo.es/elmundo/2006/02/14/espana/1139944902.html>
- mccxi https://www.elcorreo.com/alava/pg060322/actualidad/politica/200603/22/ETA_atentados.html
- mccxii <https://www.elmundo.es/elmundo/2006/02/16/espana/1140126934.html>
- mccxiii https://www.elcorreo.com/alava/pg060322/actualidad/politica/200603/22/ETA_atentados.html
- mccxiv <https://www.elmundo.es/elmundo/2006/02/22/espana/1140616218.html>
- mccxv https://www.elcorreo.com/alava/pg060322/actualidad/politica/200603/22/ETA_atentados.html
- mccxvi <https://www.racocatala.cat/forums/fil/36118/etarra-mort-responsables-penitenciaris-parlen-suicidi?pag=1>
- mccxvii <https://www.elmundo.es/elmundo/2006/02/27/espana/1141079962.html>
- mccxviii https://www.elcorreo.com/alava/pg060322/actualidad/politica/200603/22/ETA_atentados.html
- mccxix <https://www.elmundo.es/elmundo/2006/03/01/espana/1141176193.html>
- mccxx https://www.elcorreo.com/alava/pg060322/actualidad/politica/200603/22/ETA_atentados.html
- mccxxi <https://www.elmundo.es/elmundo/2006/03/03/espana/1141385840.html>
- mccxxii https://en.wikipedia.org/wiki/List_of_ETA_attack
- mccxxiii <https://www.elmundo.es/elmundo/2006/03/08/espana/1141801591.html>

mccxxiv https://www.elcorreo.com/alava/pg060322/actualidad/politica/200603/22/ETA_atentados.html

mccxxv <https://www.elmundo.es/elmundo/2006/03/09/espana/1141886833.html>

mccxxvi https://www.elcorreo.com/alava/pg060322/actualidad/politica/200603/22/ETA_atentados.html

mccxxvii ETA explique en ces termes ses motivations : « El objetivo de esta decisión es impulsar un proceso democrático en Euskal Herria para que mediante el diálogo, la negociación y el acuerdo, el pueblo vasco pueda realizar el cambio político que necesita. [...] Al final de ese proceso los ciudadanos y ciudadanas vascas deben tener la palabra y la decisión sobre su futuro, dando así una solución democrática al conflicto. » (cité in Casanova, 2007, p. 355).

mccxxviii https://es.wikipedia.org/wiki/I%C3%B1aki_de_Juana_Chaos

mccxxix J. Guindo et J.G. Lurgain. «PSE, Batasuna y PNV fraguaron en Loiola un acuerdo de mínimos para la normalización». *deia.com*. Archivado desde [el original](#) el 4 de octubre de 2008.

mccxxx https://www.lemonde.fr/europe/article/2007/01/01/l-attentat-de-madrid-affaiblit-zapatero_850876_3214.html

mccxxxi « Si el Gobierno no cumple sus compromisos y no hay pasos visibles, el proceso se romperá » (*Zutabe*).

mccxxxii https://elpais.com/elpais/2004/03/11/actualidad/1078996618_850215.html

mccxxxiii https://www.abc.es/espana/abci-desarticulacion-comando-donosti-suma-ocho-detenciones-200703280300-1632238425462_noticia.html; <https://www.publico.es/politica/etarra-lerin-sanchez-sale-carcel.html>

mccxxxiv <https://www.rtve.es/noticias/20131203/detienen-francia-negociador-eta-gobierno-2005-otro-miembro-banda/809344.shtml>

mccxxxv https://elpais.com/politica/2013/12/03/actualidad/1386088416_180009.html

mccxxxvi https://www.elcorreo.com/vizcaya/20070329/politica/ECD-mirena_200703291314.html; https://www.hoy.es/prensa/20070417/nacional/kepa-mirena-suarez-chofer_20070417.html; https://elpais.com/diario/2007/04/17/espana/1176760807_850215.html

mccxxxvii <https://www.theguardian.com/world/2007/jun/05/spain.gilestremlett>

mccxxxviii « Ce sont des temps d'éclaircissement. Euskal Herria veut faire des pas en avant pour surmonter la division institutionnelle actuelle et construire un État indépendant. [...] Nous appelons tous les citoyens à affronter cette démocratie fausse et pourrie, à s'engager dans la construction de l'État libre appelé Euskal Herria. Chacun a sa place, selon ses possibilités. Avec générosité et en travaillant au coude à coude. Les élections locales (du 27 mai) ne sont pas légitimes. À la suspension permanente des activités armées offertes par ETA, le gouvernement espagnol a répondu par des arrestations, tortures et poursuites en tout genre. La justice a exclu de ces élections antidémocratiques des milliers de citoyens et le principal acteur du processus, la gauche indépendantiste. ETA se positionne en faveur du processus de libération de ce peuple, un processus dont l'issue, sans doute, sera un État indépendant. Mais pour en arriver là, un cadre unique sera nécessaire, qui inclut la Navarre, Álava, la Biscaye et Guipúzcoa (les quatre provinces basques espagnoles) et un autre qui réunisse le Labourd, la Basse-Navarre et la Soule (les trois provinces basques françaises). De cette façon, les sept territoires unis, nous construirons l'avenir de notre peuple. Il est clair que les fausses solutions qui ont été présentées jusqu'à présent ne nous conduisent nulle part. L'avenir est entre nos mains, et nous y parviendrons. » (cité in Massey, 2010, p. 368)

mccxxxix <https://www.reuters.com/article/us-spain-eta-idUSL2585261220070725>

mccxl https://www.lexpress.fr/actualite/societe/une-eta-decimee-par-les-arrestations_704396.html

mccxli <https://www.elmundo.es/elmundo/2007/08/24/espana/1187922064.html>

mccxlii <https://www.elmundo.es/elmundo/2008/07/22/espana/1216696703.html>

mccxliii https://en.wikipedia.org/wiki/List_of_ETA_attack

mccxliv https://en.wikipedia.org/wiki/List_of_ETA_attack

mccxlv <https://www.elmundo.es/elmundo/2007/09/02/espana/1188745044.html>

mccxlvi <https://www.elmundo.es/elmundo/2007/09/10/espana/1189381191.html>

mccxlvii <https://www.elmundo.es/elmundo/2007/09/25/espana/1190679975.html>; https://elpais.com/diario/2008/02/09/espana/1202511604_850215.html

mccxlviii <https://www.elmundo.es/elmundo/2008/07/22/espana/1216696703.html>

mccxlix <https://www.elmundo.es/elmundo/2007/10/09/espana/1191929665.html>

mcccl <https://www.elmundo.es/elmundo/2008/07/22/espana/1216696703.html>

mcccli <https://www.elmundo.es/elmundo/2007/12/01/espana/1196503716.html>

mccclii <https://www.elmundo.es/elmundo/2007/12/16/espana/1197764957.html>

mcccliii <https://www.elmundo.es/elmundo/2007/12/16/espana/1197764957.html>

mcccliv <https://www.elmundo.es/elmundo/2008/07/22/espana/1216696703.html>

mccclv <https://www.elmundo.es/elmundo/2007/12/24/espana/1198528391.html>

mccclvi <https://www.elmundo.es/elmundo/2008/07/22/espana/1216696703.html>

mcclvii

https://www.heraldo.es/noticias/aragon/portu_sarasola_ensayaron_otra_caravana_muerte_entre_zaragoza_madrid.html

mcclviii <https://www.elmundo.es/elmundo/2008/02/08/espana/1202429915.html>

mcclix https://elpais.com/diario/2008/02/09/espana/1202511604_850215.html

mcclx <https://www.elmundo.es/elmundo/2008/02/23/espana/1203765772.html>

mcclxi https://elpais.com/diario/2008/02/24/espana/1203807620_850215.html

mcclxii <https://www.elmundo.es/elmundo/2008/02/29/espana/1204245324.html>

mcclxiii <https://www.elmundo.es/elmundo/2008/03/07/espana/1204893932.html>

mcclxiv <https://www.elmundo.es/elmundo/2008/03/21/espana/1206104929.html>

mcclxv <https://www.elmundo.es/elmundo/2008/07/22/espana/1216696703.html>

mcclxvi

https://web.archive.org/web/20120301184528/http://www.typicallyspanish.com/news/publish/article_15822.shtml

mcclxvii <https://www.elmundo.es/elmundo/2008/04/17/espana/1208405758.html>

mcclxviii <https://www.elmundo.es/elmundo/2008/07/22/espana/1216696703.html>

mcclxix <https://www.elmundo.es/elmundo/2008/04/20/espana/1208656073.html>

mcclxx <https://www.elmundo.es/elmundo/2008/05/01/espana/1209596539.html>

mcclxxi <https://www.thinkspain.com/news-spain/14933/eta-claim-basque-ave-construction-site-attack>

mcclxxii <https://www.elmundo.es/elmundo/2008/05/14/espana/1210730312.html>

mcclxxiii <https://www.elmundo.es/elmundo/2008/07/22/espana/1216696703.html>

mcclxxiv

<https://www.elmundo.es/elmundo/2008/05/19/espana/1211151749.html>;

<https://www.diariodeibiza.es/nacional/2008/05/20/furgoneta-bomba-getxo-contenia-60-kilos-explosivo/246212.html>

mcclxxv https://www.lexpress.fr/actualite/societe/une-eta-decimee-par-les-arrestations_704396.html

mcclxxvi <https://www.elmundo.es/elmundo/2008/06/01/espana/1212281850.html>

mcclxxvii <https://www.elmundo.es/elmundo/2008/06/08/espana/1212896310.html>

mcclxxviii <https://www.elmundo.es/elmundo/2008/07/22/espana/1216696703.html>

mcclxxix <https://web.archive.org/web/20110721040826/http://www.mir.es/DGRIS/Cronologia/2008/07/>

mcclxxx <http://www.tiempodehoy.com/espana/eta-estalla-un-coche-bomba-en-getxo/>

mcclxxxi <https://www.elmundo.es/elmundo/2008/07/20/espana/1216549301.html>

mcclxxxii <https://www.telegraph.co.uk/news/worldnews/europe/spain/2437910/Five-Eta-bombs-start-summer-terror-season.html>

mcclxxxiii

<https://www.lejdd.fr/International/Europe/L-enlevement-avorte-d-ETA-89562-3273035>;

https://elpais.com/elpais/2008/07/27/actualidad/1217146617_850215.html

mcclxxxiv <http://www.rte.ie/news/2008/0728/106294-eta/>

mcclxxxv <http://www.surinenglish.com/20080729/news/costasol-malaga/device-explodes-torremolinos-seafront-200807291206.html>

mcclxxxvi https://elpais.com/diario/2008/07/24/espana/1216850409_850215.html

mcclxxxvii <https://www.europapress.es/nacional/noticia-atentado-eta-mantiene-campana-verano-malaga-tres-bombas-escasa-potencia-no-provocado-heridos-20080817182353.html>

mcclxxxviii <https://www.elmundo.es/elmundo/2008/09/21/espana/1221948999.html>

mcclxxxix

<https://www.eltiempo.com/archivo/documento/CMS-4542263>;

<https://www.elmundo.es/elmundo/2008/09/21/espana/1221948999.html>

mcxc <https://shasados.blogspot.com/2014/01/cuatro-ertzainas-heridos-en-un-atentado.html>

mcxcxi <http://alfredoalonso.blogspot.com/2008/09/atentado-de-eta-en-santoa.html>

mcxcxii

https://www.diariodesevilla.es/espana/ETA-militaire-Santona-tercer-atentado_0_188981526.html;

<https://www.elmundo.es/elmundo/2008/09/22/espana/1222039264.html>

mcxcxiii <https://www.elmundo.es/elmundo/2008/10/04/espana/1223076879.html>

mcxcxiv <http://www.elmundo.es/elmundo/2008/10/30/espana/1225361629.html>

mcxcxv

https://www.lexpress.fr/actualite/societe/une-eta-decimee-par-les-arrestations_704396.html

https://en.wikipedia.org/wiki/Miguel_Garikoitz_Aspiazu_Rubina

mcxcxvi https://elpais.com/elpais/2008/11/21/actualidad/1227259018_850215.html

mcxcxvii <https://www.elmundo.es/elmundo/2008/12/03/espana/1228306873.html>

mcxcxviii <https://www.elmundo.es/elmundo/2008/12/31/espana/1230716471.html>

mcxcxix

<https://www.elmundo.es/elmundo/2009/01/16/espana/1232082374.html>;

<https://www.20minutos.es/noticia/474852/0/atentados/eta/2009/>

mccc « Aujourd'hui, tout comme il y a cinquante ans, les gouvernants espagnols répètent qu'ils sont sur le point d'en finir avec ETA. [...] Pour nous, les indépendantistes, le regard sur ces cinquante années passées à ouvrir la

route est nécessairement aigre-doux. Aigre, parce que bien qu'ayant tout sacrifié au combat pour l'indépendance, nous n'avons pas conduit notre pays jusqu'à la liberté. Doux, parce que bien que le combat soit parfois rude et porteur d'amertume, nous avons obtenu jusqu'à ce jour, grâce à l'apport de nos concitoyens, qu'Euskal Herria vive de façon sans cesse renouvelée. » (cité in Massey, 2010, p. 382)

mcccxi <https://m.derf.com.ar/espana-desmantelan-un-escondite-armas-eta-n246069>

mcccxi <https://www.elmundo.es/elmundo/2009/02/04/espana/1233774803.html>

mcccxi <https://www.elmundo.es/elmundo/2009/02/09/espana/1234166846.html>;

<https://www.20minutos.es/noticia/474852/0/atentados/eta/2009/>;

https://elpais.com/elpais/2004/03/11/actualidad/1078996618_850215.html

mccciv <https://www.laverdad.es/murcia/20090221/espana/explota-artefacto-sede-social-200902210208.html>;

<https://web.archive.org/web/20090224111259/http://www.eitb.com/noticias/politica/detalle/92289/un-artefacto-explosivo-causa-importantes-danos-batzoki-cruces>

mccciv <https://web.archive.org/web/20090224111259/http://www.eitb.com/noticias/politica/detalle/92289/un-artefacto-explosivo-causa-importantes-danos-batzoki-cruces>

mcccvi <https://www.elmundo.es/elmundo/2009/02/23/espana/1235358061.html>

mcccvi <https://www.elmundo.es/elmundo/2009/02/23/espana/1235358061.html>;

<https://www.20minutos.es/noticia/474852/0/atentados/eta/2009/>

mcccvi <https://www.20minutos.es/noticia/452519/0/explosion/pnv/vitoria/>

mcccix <https://www.theguardian.com/world/2009/mar/01/spanish-elections>

mcccix <https://www.elmundo.es/elmundo/2009/03/26/paisvasco/1238053614.html>;

<https://www.20minutos.es/noticia/474852/0/atentados/eta/2009/>

mcccxi <https://www.midilibre.fr/2013/09/02/un-ancien-haut-responsable-de-l-eta-arrete-pres-de-perpignan-condamne-a-7-ans-de-prison,751897.php>; https://www.lepoint.fr/monde/les-principales-arrestations-de-dirigeants-de-l-eta-en-france-20-05-2010-457047_24.php

mcccxi https://www.lemonde.fr/europe/article/2009/12/03/eta-une-etrange-disparition_1275506_3214.html

mcccxi <https://www.nouvelobs.com/societe/20090421.OBS4172/le-chef-militaire-de-l-eta-inculpe-pour-assassinat.html>

mcccxi <https://www.interieur.gouv.fr/Archives/Archives-des-actualites/2009-Actualites/Rencontre-homologue-esagnol>

mcccxi <https://www.elmundo.es/elmundo/2009/05/06/espana/1241613872.html>;

<https://www.20minutos.es/noticia/474852/0/atentados/eta/2009/>

mcccxi <https://www.elmundo.es/elmundo/2009/06/19/espana/1245396007.html>;

https://elpais.com/elpais/2009/06/19/actualidad/1245399418_850215.html

mcccxi <https://www.leparisien.fr/faits-divers/trois-membres-importants-d-eta-arretes-en-france-04-07-2009-570108.php>

mcccxi <https://www.elmundo.es/elmundo/2009/07/10/paisvasco/1247178466.html>

mcccxi http://www.diariodemallorca.es/secciones/noticia.jsp?pRef=2009071000_6_483065__Nacional-PSOE-condena-atentado

mcccxi <https://www.elmundo.es/elmundo/2009/07/29/espana/1248837221.html>

mcccxi <https://www.elmundo.es/elmundo/2009/07/30/espana/1248955815.html>;

https://elpais.com/elpais/2009/07/31/actualidad/1249028224_850215.html

mcccxi https://www.diariodenavarra.es/noticias/navarra/mas_navarra/los_cuarenta_asesinados_que_eta_dejado_navarra_46414_2061.html;

<https://fr.calameo.com/read/002698969fa34a161a609>

mcccxi <https://uk.reuters.com/article/uk-spain-explosion/two-spain-police-killed-by-new-bomb-blamed-on-eta-idUKTRE56T2VK20090730>

mcccxi https://es.m.wikipedia.org/wiki/Atentado_de_Palma_Nova_de_2009

mcccxi https://www.lemonde.fr/societe/article/2009/08/21/cinq-caches-d-eta-decouvertes-dans-le-sud-de-la-france_1230650_3224.html

mcccxi https://www.lemonde.fr/societe/article/2009/08/21/cinq-caches-d-eta-decouvertes-dans-le-sud-de-la-france_1230650_3224.html;

<https://www.ladepeche.fr/article/2009/08/21/658072-eta-arrestations-caches-decouvertes-logistique-eta-mise-mal.html>

mcccxi <https://javiaurelio.wordpress.com/tag/ibon-iparragirre-burgoa/>

mcccxi <https://www.lavanguardia.com/internacional/20200916/483512594696/portugal-la-base-frustrada-de-eta-cuando-se-acercaba-su-fin.html>

mcccxi <https://www.elmundo.es/elmundo/2010/02/06/espana/1265481493.html>

mcccxi <https://web.archive.org/web/20100329132203/http://www.mir.es/DGRIS/Cronologia/2010/02/>;

https://elpais.com/diario/2010/02/18/espana/1266447613_850215.html

mcccxi <https://www.elmundo.es/elmundo/2010/02/17/espana/1266441847.html>

mcccxxxii <https://web.archive.org/web/20100329132203/http://www.mir.es/DGRIS/Cronologia/2010/02/>
mcccxxxiii <https://www.europapress.es/euskadi/noticia-segundo-gran-golpe-cantera-etarra-cuarto-sector-mas-duro-banda-ultimo-ano-20101022061425.html>; <https://www.elcorreo.com/alava/rc/20110713/sociedad/detenida-abogada-arantza-zulueta-201107131552.html>
mcccxxxiv https://en.wikipedia.org/wiki/List_of_ETA_attack
mcccxxxv https://elpais.com/elpais/2010/06/01/actualidad/1275380217_850215.html;
<https://www.sudouest.fr/2010/06/02/eta-une-nouvelle-arrestation-a-hendaye-106873-4171.php>
mcccxxxvi https://www.lepoint.fr/societe/un-espagnol-proche-de-l-eta-interpelle-pres-de-la-frontiere-francaise-01-06-2010-461547_23.php
mcccxxxvii <https://www.rtve.es/noticias/20100319/arkaitz-aguirregabiria-alto-responsable-del-aparato-militar-banda-terrorista-eta/324418.shtml>
mcccxxxviii <https://www.diariovasco.com/rc/20100520/mas-actualidad/nacional/mikel-karrera-sarobe-jefe-201005200923.html>
mcccxxxix <https://www.sudouest.fr/2010/06/02/eta-une-nouvelle-arrestation-a-hendaye-106873-4171.php>;
https://www.liberation.fr/societe/2010/05/21/le-chef-militaire-d-eta-desarme_627467/
mcccxl https://elpais.com/elpais/2010/06/01/actualidad/1275380217_850215.html
mcccxli <https://www.sudouest.fr/2010/06/02/eta-une-nouvelle-arrestation-a-hendaye-106873-4171.php>;
<http://www.leparisien.fr/faits-divers/un-membre-de-l-eta-arrete-en-france-01-06-2010-945844.php>
mcccxlii <https://web.archive.org/web/20110728103030/http://www.eitb.com/infos/politique/detail/451547/menace-dattentats-leta-valence/>
mcccxliii <https://www.elmundo.es/elmundo/2010/08/20/barcelona/1282295436.html>;
<https://www.elmundo.es/elmundo/2010/08/21/barcelona/1282379331.html>
mcccxliv <https://www.europe1.fr/faits-divers/Drome-Braquage-d-un-commando-ETA-E1-508310>
mcccxlv En échange d’une demande de pardon, ils s’engagent à payer les indemnités requises par la justice et à collaborer à la lutte contre ETA, ils sont regroupés dans une prison à Nanclares, proche du Pays basque, et obtiennent des permissions de sortie (on parle de la « voie de Nanclares »). Ils peuvent espérer une libération conditionnelle une fois les trois quarts de leur peine accomplis moyennant des projets de réinsertion convaincants. Par ce processus, les anciens militants d’ETA reconnaissent la légalité de leur incarcération sans demander que leur libération soit liée à une négociation globale sur les prisonniers.
mcccxlii <https://france3-regions.francetvinfo.fr/nouvelle-aquitaine/deux-membres-de-l-eta-juges-pour-tentative-de-meurtre-sur-des-gendarmes-creusois-en-2011-1089247.html>; <https://www.lamontagne.fr/limoges-87000/actualites/eta-le-limousin-etait-une-base-arriere-du-mouvement-independantiste-basque-depuis-15-ans-17829/>; https://elpais.com/diario/2011/04/11/espana/1302472801_850215.html
mcccxlvi https://elpais.com/politica/2014/02/03/actualidad/1391436109_745833.html
mcccxlvi Cette proposition prévoyait la création d’un comité approuvé par le Parlement de Vitoria composé de membres de la CIV, de personnalités internationales et de représentants du gouvernement basque. ETA devait fournir les éléments permettant de localiser ses arsenaux au comité afin que ce dernier les transmette au Gouvernement basque afin de lui conférer un cadre légal.
mcccxlvi <https://francais.rt.com/france/2706-operation-anti-eta-biarritz->
mccccli <https://www.lavanguardia.com/politica/20170408/421540708721/medios-franceses-informan-de-que-eta-ha-entregado-la-lista-de-12-zulos-repartidos-por-el-suroeste-de-francia.html>
mccccli https://www.vozpopuli.com/espana/Francia-entrega-suministro-furgoneta-caravana_0_1243076938.html
mccccli <https://www.sudouest.fr/politique/eta/tosse-40-une-ancienne-cache-d-explosifs-de-l-eta...>
mccccli Sud_Ouest-1982-03-23
mccccli Qui signifie « le vent marin annonciateur de tempête ».
mccccli Sud_Ouest-1979-07-01
mccccli Sud_Ouest-1979-07-01
mccccli Sud_Ouest-1979-07-01
mccccli Sud_Ouest-1979-07-01
mccccli Sud_Ouest-1979-07-01
mccccli Le_Monde-1978-08-15
mccccli Sud_Ouest-1979-04-03
mccccli Sud_Ouest-1979-04-10
mccccli Sud_Ouest-1979-10-11
mccccli Sud_Ouest-1980-01-05 ; Sud_Ouest-1980-01-06 ; Le_Monde-1980-01-07.
mccccli L’organisation, qui dit avoir différé l’opération, indique que « le chantier étant désert vendredi, à 7h50, le moment a semblé propice au commando ». Elle ajoute que « dès la pose de l’explosif les pompiers ont été prévenus par téléphone et qu’il leur a été demandé de faire évacuer le chantier ». Iparretarrak explique en substance que cet attentat constitue sa réponse à « la violence d’État qui s’exerce au Pays Basque depuis 1977 »

et à la mise en place, par les pouvoirs publics, de nouvelles structures de répression, telle cette caserne d'Anglet où seront à pied d'œuvre cent quarante C.R.S.

^{mccclxv} Sud_Ouest-1980-03-29. « Il s'agissait, explique Iparretarrak, de remplacer la roue de secours par une roue piégée qui devait exploser au bout de onze heures, soit vers 2 heures du matin, alors que la voiture se trouverait dans le garage à la sous-préfecture. Un garage situé sous les bureaux et non sous l'appartement du sous-préfet. En aucun cas la personne de Mme Biacabe ni celle du sous-préfet n'étaient visées. »

^{mccclxvi} Sud_Ouest-1980-03-31

^{mccclxvii} Le_Monde-1980-06-27

^{mccclxviii} Le_Monde-1980-06-27

^{mccclxix} Le_Monde-1981-09-12

^{mccclxx} Le_Monde-1981-04-28

^{mccclxxi} Le_Monde-1981-05-04

^{mccclxxii} Sud_Ouest-1981-07-29

^{mccclxxiii} Sud_Ouest-1981-10-29

^{mccclxxiv} Le_Monde-1982-04-02 ; Le_Monde-1982-04-09.

^{mccclxxv} Voir Le_Monde-1982-03-23 ; Sud_Ouest-1982-03-23.

^{mccclxxvi} Sud_Ouest-1982-03-23

^{mccclxxvii} Sud_Ouest-1983-04-30

^{mccclxxviii} Sud_Ouest-1983-07-17

^{mccclxxix} Le_Monde-1983-08-05

^{mccclxxx} Sud_Ouest-1983-08-14

^{mccclxxxi} Le_Monde-1983-08-09

^{mccclxxxii} « Les militants ont essayé de s'enfuir et d'éviter l'affrontement, mais les gendarmes les ont bloqués puis ils ont immédiatement armé leurs pistolets et les ont braqués vers les militants en leur intimant l'ordre de se rendre. Les militants sont alors descendus de leur véhicule les armes à la main et ont fait face aux gendarmes. Voyant que les militants n'étaient pas disposés à se laisser arrêter, les gendarmes ont paniqué et ont commencé à tirer vers les militants tout en se protégeant derrière des arbres. Les militants ont immédiatement riposté et, après avoir neutralisé les gendarmes, ont évacué les lieux. » (Le_Monde-1983-08-15)

^{mccclxxxiii} Sud_Ouest-1983-08-14

^{mccclxxxiv} Sud_Ouest-1983-09-15

^{mccclxxxv} Sud_Ouest-1983-11-03 ; Sud_Ouest-1984-12-05.

^{mccclxxxvi} Sud_Ouest-1983-12-05

^{mccclxxxvii} Sud_Ouest-1984-01-05. « Le tir des armes automatiques a été intentionnellement dirigé sur les véhicules (N.D.L.R. : des fourgons en stationnement devant le bâtiment) et sur le cantonnement, et ce de manière à éviter le C.R.S. qui montait la garde ».

^{mccclxxxviii} Sud_Ouest-1984-01-11

^{mccclxxxix} Le_Monde-1984-01-16

^{mcccxc} Sud_Ouest-1984-01-17

^{mcccxcxi} Sud_Ouest-1984-01-20

^{mcccxcii} Sud_Ouest-1984-01-24

^{mcccxciii} Sud_Ouest-1984-02-01

^{mcccxciv} Sud_Ouest-1984-02-02

^{mcccxcv} Sud_Ouest-1984-02-19 ; Sud_Ouest-1984-02-20.

^{mcccxcvi} Sud_Ouest-1984-03-02

^{mcccxcvii} Sud_Ouest-1984-03-05

^{mcccxcviii} Le_Monde-1984-03-08

^{mcccxcix} Le_Monde-1984-03-08

^{mcd} Le_Monde-1984-06-15

^{mcdi} Sud_Ouest-1984-06-15

^{mcdii} Sud_Ouest-1984-08-09

^{mcdiii} Le_Monde-1984-08-15

^{mcdiv} Le_Monde-1984-08-28

^{mcdv} Le_Monde-1984-10-12

^{mcdvi} Sud_Ouest-1984-10-31

^{mcdvii} Le_Monde-1984-11-19

^{mcdviii} Le_Monde-1985-01-17

^{mcdix}

<https://www.20minutos.es/noticia/629452/7/lasarte/victimas/terrorismo/>;

<http://www.deia.com/2010/02/21/politica/el-propio-soutomaior-reconocio-su-autoria>

^{mcdx} Le 8 mai 1975, la Plaza de Toros de Bilbao est utilisée comme centre d'hébergement provisoire pour les quatre cents personnes arrêtées dans la nuit (Casanova, 2007, p. 115).

^{mcdxi} Elle est prononcée « homenaje en memoria de la egregia figura del Generalísimo Franco (q. e. G. e.), artífice del progresivo desarrollo en la paz que ha disfrutado España en las últimas cuatro décadas ». (https://www.tendencias21.net/espana/Las-dos-amnistias-de-la-transicion_a13.html)

^{mcdxii} I.e. los “delitos” por los que habían sido condenados: son numerosos los casos de trabajadores de Comisiones Obreras, UGT y USO detenidos por la policía, encarcelados o multados por participar en reuniones no autorizadas, repartir propaganda o realizar alguna pintada. (https://www.tendencias21.net/espana/Las-dos-amnistias-de-la-transicion_a13.html)

^{mcdxiii} <https://www.elcorreo.com/vizcaya/20081231/mas-actualidad/politica/cronologia-ataques-medios-comunicacion-200812311134.html>

^{mcdxiv} <https://www.elcorreo.com/vizcaya/20081231/mas-actualidad/politica/cronologia-ataques-medios-comunicacion-200812311134.html>

^{mcdxv} <https://www.elcorreo.com/vizcaya/20081231/mas-actualidad/politica/cronologia-ataques-medios-comunicacion-200812311134.html>

^{mcdxvi} Elle concerne « todos los delitos ejecutados con intencionalidad político social, en tanto no afectasen a bienes como la vida y la integridad corporal ».

^{mcdxvii} Impliquant la reconnaissance de la souveraineté nationale d'*Euskadi*, son droit à l'autodétermination incluant le droit à la création d'un État basque indépendant ; la reconnaissance de l'Euskara comme langue officielle et prioritaire en Euskadi ; la création d'unités de défense civiles, remplaçant les forces répressives, ces unités étant créées par le Gouvernement Basque et dépendent uniquement de lui ; la reconnaissance de droits économiques, sociaux, politiques permettant le bien-être et le progrès du peuple basque (ETAk Euskal Herriari, ETA-m, communiqué, janvier 1978).

^{mcdxviii} « Preparar todas las bocachas y tirar con todas las energías y lo más fuerte que podáis. No os importe matar. » (Enregistrement d'une radio de police à Pampelune le 8 juillet 1978, cité in *Euskal Herria y la Libertad*, vol. 5, p. 62).

^{mcdxix} <https://boe.vlex.es/vid/relacion-terrorismo-cometidos-armados-255499746>

^{mcdxx} Voir communiqué d'ETA au peuple basque, 30 novembre 1979.

^{mcdxxi} « La práctica, maestra de toda teoría, nos enseña que, en ciertas ocasiones, para vencer al enemigo, más vale servirse de la astucia que de la fuerza, y todavía mejor sí ambos elementos se unifican bajo una misma fuerza común No se trata pues, de participar en las antidemocráticas y antivascas elecciones al Parlamento español, sino de contrarrestar la maniobra de la burguesía y sus domesticados aliados de la “oposición”, utilizando hasta cierto punto uno de sus instrumentos alienadores de combate para asentar las bases de un proceso autónomo vasco. Dicha presentación viene a ser una forma de concretar y canalizar el amplio marco de la política abstencionista preconizada desde siempre por la izquierda abertzale consecuente. » (*ETA ante las elecciones*, 6 février 1979)

^{mcdxxii} <https://www.elmundo.es/eta/entorno/jarrai.html>

^{mcdxxiii} <https://euskadi.mauvaisetroupe.org/abecedaire/l/>

^{mcdxxiv} https://elpais.com/diario/1979/06/27/espana/299282430_850215.html;
https://elpais.com/diario/1979/06/28/espana/299368815_850215.html

^{mcdxxv} https://elpais.com/diario/1979/09/29/espana/307404001_850215.html

^{mcdxxvi} <http://www.congreso.es/consti/constitucion/cronologia/cronologia.jsp?anio=1979>

^{mcdxxvii} <http://www.lejpb.com/paperezkoa/20131120/433729/fr/Un-hommage-a-Santi-Brouard-et-Josu-Muguruza>;

<https://www.youtube.com/watch?v=R-ah14E82WE>

^{mcdxxviii} https://www.naiz.eus/eu/hemeroteca/gara/editions/gara_2014-07-04-07-00/hemeroteca_articles/ana-tere-barrueta-violaciones-y-torturas-impunes

^{mcdxxix} <https://elperiodistacanalla.net/2016/05/08/a-maria-jose-la-mataron-a-golpes-despues-de-violarla/>

^{mcdxxx} <http://aunamendi.eusko-ikaskuntza.eus/eu/batallon-vasco-espanol/ar-25713/>

^{mcdxxxi} <http://laamapolalibertaria.blogspot.com/2014/03/las-victimas-de-la-transicion-durante.html>

^{mcdxxxii} https://elpais.com/diario/1981/05/10/espana/358293607_850215.html

^{mcdxxxiii} https://elpais.com/diario/1982/03/27/espana/386031602_850215.html

^{mcdxxxiv} https://elpais.com/diario/1982/10/02/portada/402361201_850215.html

^{mcdxxxv} <https://lahemerotecadelbuitre.com/piezas/secuestrada-una-edicion-del-diario-egin-por-incluir-una-proclama-de-terroristas/>

^{mcdxxxvi} Voir en particulier *Euskadi Information*, n° 27, août 1983 et n° 57, septembre 1988. Sur Internet, voir www.access.ch/euskadi.

^{mcdxxxvii} « A las lógicas y consecuentes aspiraciones del pueblo vasco de Libertades democráticas y de Soberanía nacional, no se les puede seguir respondiendo sistemáticamente con el ciego y necio lenguaje de la represión.

Este método, por experiencia manifiesta para todos, le falló a la Dictadura y les ha ido fallando a los sucesivos Gobiernos. El PSOE tropieza con la misma piedra y todos sabemos el porqué.

Responsabilidad suya, pues, la de zafarse de los Poderes fácticos, porque, si no, se hundirá en la inmundicia fascista. »

mcdxxxviii

mcdxxxix <https://lahemerotecadelbuitre.com/piezas/asesinado-por-terroristas-el-senador-y-lider-del-psoe-en-guipuzcoa-enrique-casas-pablo-gude-pego-comandos-autonomos-anticapitalistas/>

mcdxl <http://krononationseurope.weebly.com/pays-basque-1984.html>

mcdxli https://elpais.com/diario/1984/08/23/espana/462060001_850215.html

mcdxlii S'y affirme la volonté « trabajar coordinadamente, desde las exigencias de un Estado de derecho, en la lucha contra la violencia y el terrorismo ».

mcdxlii « El documento rechaza implícitamente la negociación política con los terroristas y, en líneas generales, recoge los contenidos del acuerdo antiterrorista suscrito meses atrás en Madrid por los representantes del PSE-PSOE, Euskadiko. Ezkerra y Coalición Popular del País Vasco.

El compromiso, igualmente recogido en el pacto, de establecer un diálogo institucional, abierto a todas las fuerzas políticas, para establecer en el plazo de un año el definitivo modelo institucional de la comunidad autónoma abre la posibilidad de la revisión de la ley de Territorios Históricos (LTH) y de otras leyes, como la polémica ley del himno, no, consensuadas por la oposición. »
(http://www.cat.elpais.com/diario/1985/01/21/espana/475110002_850215.html)

mcdxliii Se solicitaba del Gobierno Vasco « el liderazgo de la desaparición de la violencia y el terrorismo y en la construcción definitiva de la paz »; y se hacía un llamamiento a la ciudadanía para trabajar « por la desaparición del fanatismo y la intolerancia en nuestra convivencia, y por la consolidación de la libertad ».

mcdxliv

<https://www.elcorreo.com/vizcaya/20081231/mas-actualidad/politica/cronologia-ataques-medios-comunicacion-200812311134.html>

mcdxlv « Nous devrions appliquer les lois de la guerre. Je préfère le terrorisme à l'alternative KAS et la guerre à l'indépendance de l'Euskadi ».

mcdxlvi

<http://blogs.libertaddigital.com/in-memoriam/manuel-ferreira-policia-municipal-y-jose-miguel-moros-obrero-de-una-constructora-10125/>

mcdxlvii « Desde esta perspectiva, los partidos firmantes queremos insistir en que cualquier referencia que en el Acuerdo se haga a problemas políticos del pueblo vasco, al desarrollo estatutario o a las relaciones que la Comunidad Autónoma Vasca vaya a mantener con la Comunidad Foral de Navarra no puede entenderse en ningún caso ni como justificación del terrorismo ni como condición, contrapartida o moneda de cambio para el caso de la violencia terrorista, que no tiene ningún tipo de justificación en esta sociedad. Esta condena y rechazo de ETA la hacemos los partidos vascos desde la legitimidad que nos confiere la defensa democrática y pacífica del autogobierno para nuestro pueblo. [...] »

Tanto las disposiciones positivas que contiene, como estas reservas cautelares, unidas a la disposición adicional primera y a las posibilidades que ofrece el artículo 150.2 de la Constitución, hicieron que el pueblo vasco viera en el Estatuto de Gernika un instrumento válido para la progresiva satisfacción de sus aspiraciones y lo refrendara por amplia mayoría.

Incluso algunos sectores, que habían continuado utilizando la violencia para la consecución de sus fines políticos, supieron apreciar la novedad de la situación creada a raíz de su aprobación, abandonaron la actividad violenta y decidieron su incorporación a la actividad política dentro del marco mayoritariamente aprobado.

Hoy es el día, sin embargo, en que, pasados ya ocho años desde la aprobación del Estatuto, ciertos sectores, en contra de la voluntad mayoritaria clara y reiteradamente expresada por su pueblo, continúan utilizando la violencia como medio de imponer modelos políticos alternativos, que, además de no haber podido articularse hasta ahora en una oferta política clara, han resultado siempre minoritarios en cuantos procesos electorales se han producido.

Por otra parte, el uso ilegítimo y reprochable del terrorismo, además de suponer la expresión más dramática de la intolerancia y del exclusivismo, un inadmisibles desprecio de la voluntad popular y un atentado contra los derechos fundamentales de la persona, continúa acumulando sobre la sociedad vasca desastrosas consecuencias en los aspectos morales, sociales, políticos y económicos, que se ven sustancialmente distorsionados y deteriorados por su causa.

Más aún, la llamada violencia política, sea cual fuere su utilidad respecto de los fines que los propios violentos afirman perseguir, se ha demostrado ya en nuestro país, dotado de instituciones democráticas, no sólo ineficaz, sino perjudicial para la consecución efectiva del autogobierno a que el pueblo vasco aspira, erigiéndose así en un importante obstáculo para la satisfacción de sus aspiraciones.

Ya en marzo de 1985, el Parlamento Vasco adoptó, en circunstancias muy concretas, una postura decidida contra la utilización de la violencia para la consecución de fines políticos, negándole cualquier pretensión de suplantar la voluntad popular.

Hoy se puede constatar con satisfacción que en la sociedad vasca se ha extendido e intensificado el deseo de alcanzar su definitiva pacificación. Van haciéndose cada vez más frecuentes las llamadas al abandono del terrorismo y a la participación de todos los sectores, desde sus respectivas posiciones legítimamente discrepantes, en la resolución progresiva, por las vías democráticas e institucionales, de los graves problemas que tiene planteados el país.

La sociedad vasca, que ha optado mayoritariamente por la vía estatutaria, ha adquirido ya una conciencia clara de que ni la violencia política ni los planteamientos de quienes la exculpan o justifican deben condicionar su posicionamiento democrático y mayoritario, de modo que la persistencia del uso de la fuerza no puede servir ni de argumento para intentar acceder a mayores cotas de autogobierno que las democráticamente aprobadas ni de freno a la plena satisfacción de sus aspiraciones mayoritarias, actitudes ambas que redundarían en la quiebra de su confianza democrática.

Convencidos, por tanto, de que la única vía para la normalización y pacificación de la sociedad es la que pasa por el estricto respeto de la voluntad popular, dirigimos un llamamiento a quienes aún continúan utilizando o legitimando la violencia para que, por respeto a esa misma voluntad popular, abandonen las armas y se incorporen a la actividad institucional, desde la que estarán legitimados para defender, por vías pacíficas y democráticas, sus propios planteamientos políticos. » (Vitoria-Gasteiz, 12 janvier 1988, <http://www.filosofia.org/his/h1988ae.htm>)

mcdxlviii <http://www.filosofia.org/his/h1988ae.htm>

mcdxlix

<https://web.archive.org/web/20091211202223/http://narros.congreso.es/constitucion/constitucion/cronologia/cronologia.jsp?anio=1988>

mcdli <http://www.ikasleabertzaleak.org/gaiak/info/>

mcdlii https://elpais.com/diario/1988/11/07/espana/594860405_850215.html

mcdliii https://elpais.com/diario/1989/05/16/espana/611272806_850215.html

mcdliiii <https://rsamadrid.wordpress.com/2011/01/14/terrorismo-de-estado-1986-1990/>

mcdliv <http://www.lejpb.com/paperezkoa/20131120/433729/fr/Un-hommage-a-Santi-Brouard-et-Josu-Muguruza>

mcdlv <http://mokoka.free.fr/senideak.htm>

mcdlvi

https://elpais.com/diario/1992/05/03/espana/704844015_850215.html;

https://elpais.com/diario/1992/05/12/espana/705621606_850215.html

mcdlvii https://elpais.com/diario/1992/08/18/espana/714088805_850215.html

mcdlviii https://issuu.com/herrikolore/docs/josu_albizkaria

mcdlix

https://elpais.com/diario/1993/03/31/espana/733528825_850215.html;

https://elpais.com/diario/1997/08/17/espana/871768806_850215.html

mcdlx

<https://www.elcorreo.com/vizcaya/20081231/mas-actualidad/politica/cronologia-ataques-medios-comunicacion-200812311134.html>

mcdlxi https://elpais.com/diario/1993/07/02/espana/741564017_850215.html

mcdlxii <http://gara.naiz.eus/paperezkoa/20070820/34367/es/Los-mismos-que-mataron-Calvo-han-querido-impedir-su-homenaje>; https://elpais.com/diario/1995/02/24/espana/793580407_850215.html

mcdlxiii https://elpais.com/diario/1994/06/04/espana/770680810_850215.html

mcdlxiv

https://www.liberation.fr/planete/1995/03/01/l-ancien-patron-de-la-garde-civile-espagnole-terme-sa-cavale-picaresque-au-laos_128512; https://www.liberation.fr/planete/1995/03/04/la-vraie-fausse-extradition-de-luis-rodan-embarrasse-le-gouvernement-espagnol_128104

mcdlxv « Lo preocupante es que la frontera que separa a ambas posiciones (la favorable al diálogo y la que no) tiende cada vez más a ser la misma que separa a nacionalistas de no nacionalistas, algo que el Pacto de Ajuria Enea trataba de evitar, y evitó durante muchos años. » (*El País*, 13/03/1995)

mcdlxvi

<https://www.elcorreo.com/vizcaya/20081231/mas-actualidad/politica/cronologia-ataques-medios-comunicacion-200812311134.html>

mcdlxvii

« Tenemos que construir algo nuevo, que sea capaz de mover la sociedad, que sea referente político social y, sobre todo, que tenga una visión como pueblo y no una visión sujeta a la coyuntura o que sólo se dedique a buscar rentabilidad para unas organizaciones determinadas o para unos aspectos concretos del trabajo político social. [...] Debemos crear una organización real que sea reflejo de la situación que vive el proceso de liberación de Euskal Herria. » (*Egin*, 29 novembre 1995, in Egaña, 2005, tome IX, p. 234).

mcdlxviii

<https://web.archive.org/web/20031125224056/http://www.guardiacivil.org/quesomos/organizacion/organosdeapoyo/gabinete/cap/nota02.jsp>

mcdlxix

« Euskal Herria, ante la estrategia criminal de los estados francés y español, que quieren hacerla desaparecer como pueblo, tiene derecho a utilizar cualquier tipo de lucha para hacerse dueña de su futuro.” “Golpeamos cuando vemos que es necesario y posible. Algunas veces como respuesta a la represión, otras ante un hecho especial, muchas veces acciones que tienen un carácter puramente ofensivo [...] los sabotajes no los

hacemos sólo para responder, sino también para atacar, aunque medimos mucho las acciones que hacemos, no solo tomando medidas en torno a nuestra seguridad, sino también analizando las consecuencias que pueden tener los sabotajes. Ponemos mucho cuidado para que no ocurran consecuencias que no deseamos » (in Egaña, 2005, tome IX, p. 187). Interprétation du phénomène par ETA : « La *kale borroka* debe tener su propio sentido. Los que la practican deben medir muy bien sus objetivos y su voluntad de compromiso, y saben que si quieren elevar ese nivel de compromiso, si quieren estar a favor de Euskal Herria de un modo organizado, existen numerosas organizaciones, ETA entre ellas » (*Egin*, 6 juillet 1997, in Egaña, 2006, tome X, p. 149).

mcclxx https://elpais.com/diario/1996/01/25/portada/822524401_850215.html;

mcclxxi https://elpais.com/diario/1996/01/25/espana/822524417_850215.html

mcclxxii https://cadenaser.com/ser/2018/05/02/politica/1525285117_723532.html

mcclxxiii <https://archive.org/details/CorteCables>

mcclxxiii https://www.liberation.fr/france-archive/1996/06/08/a-bayonne-le-siege-policier-se-referme-sur-dix-basques-espagnols-ils-s-etaient-refugies-lundi-dans-l_175024

mcclxxiv https://elpais.com/diario/1997/12/03/espana/881103608_850215.html;

mcclxxv https://elpais.com/diario/1997/11/19/espana/879894015_850215.html

mcclxxvi https://elpais.com/diario/1995/09/13/espana/810943204_850215.html ; <http://www.gesto.org/es/areas-trabajo/defensa-estado-derecho/contraguerra-sucia/documentos-cesid.html>

mcclxxvi https://elpais.com/diario/1996/12/24/espana/851382011_850215.html

mcclxxvii <https://www.elcorreo.com/vizcaya/20081231/mas-actualidad/politica/cronologia-ataques-medios-comunicacion-200812311134.html>

mcclxxviii Floren Aoiz, Adolfo Araiz, Itziar Aizpurua, Joxe Mari Olarra, Tasio Erkizia, Koldo Castañeda Alberto de Lorenzo, Juan de Plaza, Rufi Etxeberria, Carlos Rodríguez, Mati Iturralde, José Luis Elkoro, Joseba Álvarez, Karmelo Landa, Antxon Morcillo, Juan Mari Olano, Koldo Celestino, Txotxe Andueza, Amaia Bao, Gorka Martínez, Joseba Martín et Mikel Arregi. https://elpais.com/diario/1997/12/07/portada/881449205_850215.html

mcclxxix <https://gogoanmemoria.wordpress.com/tag/eugenio-aranburu/>

mcclxxx https://elpais.com/diario/1997/02/12/espana/855702016_850215.html

mcclxxxi <https://www.nytimes.com/1997/02/19/world/6-basques-arrested-in-spanish-roundup.html>

mcclxxxii « No detenemos ahora, más Grupos Y que antes; pero hay una diferencia. Esa diferencia es que tomamos la determinación de empezar a llamar grupo Y a lo que antes no llamábamos grupo Y. La diferencia está ahí. [...] La razón no está en vender imagen. No, no. Para vender no, para satisfacer la apetencia de los medios de comunicación. [...] Estando en Bruselas, a principios de año. un periodista, me dice que nosotros no detenemos a los Grupos Y, y la Policía Nacional y la Guardia Civil sí lo hacen. Yo creo que la gente no sabe de qué habla. Y entonces le di instrucciones al Gabinete de Prensa para que a todos los detenidos relacionados con los disturbios callejeros se les denominara Grupo Y. Me es igual. Y a partir de ese momento, a todos los venimos llamando Grupos Y. Y si nos entendemos entre nosotros y vosotros, pues perfecto. » (*El Mundo*, 25/05/1997)

mcclxxxiii https://elpais.com/diario/1997/08/08/espana/870991208_850215.html

mcclxxxiv <https://www.elmundo.es/nacional/sentencia/sentencia2.html>

mcclxxxv <https://www.elmundo.es/elmundo/1999/julio/20/nacional/constitucional.html>

mcclxxxvi « HB no existe para dar cobertura política a la lucha armada, sino para desarrollar su propio proyecto político y debe mantener la capacidad de realizar sus propias reflexiones ante diversos tipos de lucha. [...] HB no surgió para defender, justificar o explicar las acciones de ETA ni de nadie. HB es una fuerza que evoluciona conforme a sus propias decisiones. Así ha sido siempre. Antes de nacer HB, y después también, ETA ha tenido siempre su propia personalidad, su referencialidad y, como es obvio, muchos abertzales han hecho causa común con ETA. [...] ETA, HB y otros abertzales vascos, al margen de los métodos de lucha, acumulan sus esfuerzos en la construcción nacional » (Texto de debate, in Egaña, 2006, tome XI, p. 22). A new social and economical before the threats of neo-liberalism (and not to wait to confront this until the independence), euskera and the education models and a social transformation through pacts among Basque citizens were main points in the process of “democratic alternative” and national construction. (Egaña, 2006, tome XI, p. 23)

mcclxxxvii Voir <https://www.scribd.com/document/29833216/18-98-sententzia-Egin-en-itxieraz-eta-beste>;

mcclxxxviii <http://gara.naiz.eus/idatzia/20061010/art183921.php>

mcclxxxix <https://www.diagonalperiodico.net/supremo-decreta-la-ilicitud-del-cierre-del-diario-egin-11-anos-despues-su-clausura.html>

mcclxxxix https://www.naiz.eus/eu/hemeroteca/gara/editions/2018-07-15/hemeroteca_articles/veinte-anos-del-cierre-de-egin-y-egin-irratia

mcclxc Affaire « Segundo Marey », *Tribunal Supremo*, Sala de lo Penal, Sentencia (jugement) n° 2/1998, Causa Especial n° 2530/1995, en date du 19/07/1998

mcclxci Les syndicats ELA, LAB, ESK, Stee-Eilas, Ezker Sindikala, EHNE, Hiru.

mcclxcii « El contencioso vasco es un conflicto histórico de origen y naturaleza política en el que se ven implicados el Estado español y el Estado francés. Su resolución debe ser necesariamente política. Siendo distintas las

concepciones que existen sobre la raíz y permanencia del conflicto, expresadas en la territorialidad, el sujeto de decisión y la soberanía política, éstos se constituyen en el núcleo de cuestiones fundamentales a resolver [...]. Ello conlleva que una negociación resolutoria no comporte imposiciones específicas, respete la pluralidad de la sociedad vasca, sitúe todos los proyectos en igualdad de condiciones de consecución, profundice la democracia en el sentido de depositaren los ciudadanos de Euskal Herria la última palabra respecto a la conformación de su futuro y se respete la decisión, por parte de los Estados implicados. Euskal Herria debe tener la palabra y la decisión. » (déclaration de Lizarra, 12 septembre 1998, signée par AB, HB, PNV, EA, IU, Batzarre, Zutik, ELA, LAB, ENHE, ESK-CUIS, STEE-EILAS, Ezker Sindikala, Hiru, Gogoa, Amnistiaren Aldeko Batzordeak, Senideak, Bakea Orain, Elkarri, Egizan, Herria 2000 Eliza, Gernika Batzordea, Autodeterminazioaren Biltzarra)

^{mc dxci} https://elpais.com/diario/2007/12/20/espana/1198105202_850215.html

^{mc dxciiv} Le document issu de la réunion affirme trois objectifs : « 1. Affirmer la existencia de Euskal Herria como nación. 2. Coadyuvar a la estructuración política de Euskal Herria dando testimonio de su territorialidad y con la pretensión de englobar en un marco común a los representantes municipales de los seis territorios vascos. 3. Impulsar la construcción nacional de Euskal Herria, entendida como proceso dinámico y democrático y sustentado en la libre participación y decisión de todos los ciudadanos vascos. » (Document de l'Assemblée des élus basques, Pampelune, 6 février 1999 ; cité in Casanova, 2007, p. 316)

^{mc dxci v} L'accord stipule que : « Urgimos a todas las partes con capacidad de determinar el curso de este proceso a analizar y revisar sus decisiones, cada cual desde su propia y diferente responsabilidad, de modo que posibiliten y aporten las condiciones para que el proceso emprendido sea irrevocable. Nos comprometemos y hacemos una invitación a la sociedad a impulsar un nuevo marco de convivencia política, acorde con la realidad plural de nuestro país y basado en la aceptación de la voluntad de los hombres y mujeres de Euskal Herria. » (cité in Casanova, 2007, p. 323)

^{mc dxci vi} Sumario nº 15/95, Juzgado Central de Instrucción nº 1, *Audience Nationale*, 26 avril 2000.

^{mc dxci vii} <https://www.elcorreo.com/vizcaya/20081231/mas-actualidad/politica/cronologia-ataques-medios-comunicacion-200812311134.html>

^{mc dxci viii} « El único déficit democrático que sufre la sociedad vasca, el verdadero conflicto, es que aquellos que no creen en la democracia ejercen la violencia terrorista para imponer sus objetivos a la mayoría. La estrategia de ETA no puede ser más evidente: tratan de generalizar el miedo para conseguir que los ciudadanos y las instituciones desistan de sus principios, ideas y derechos y así alcanzar sus objetivos que, por minoritarios, excluyentes y xenófobos, no lograrían abrirse camino jamás con las reglas de la democracia. El abandono definitivo, mediante ruptura formal, del Pacto de Estella y de los organismos creados por éste, por parte de ambos partidos, PNV y EA, constituye una condición evidente y necesaria para la reincorporación de estas fuerzas políticas al marco de unidad de los partidos democráticos para combatir el terrorismo. La recuperación plena de esa unidad para luchar contra el terrorismo debe llevarse a cabo en tomo a la Constitución y el Estatuto de Guernica, espacio de encuentro de la gran mayoría de los ciudadanos vascos. [...] Al Gobierno de España corresponde dirigir la lucha antiterrorista, para combatir el terrorismo es una tarea que corresponde a todos los partidos políticos democráticos, estén en el Gobierno o en la oposición. [...] Si nuevas formas delictivas a actitudes y comportamientos que constituyeran objetivamente colaboración o incitación al terrorismo exigiesen reformas legales, nos comprometemos a impulsarlas en el marco del mutuo acuerdo. » (cité in Casanova, 2007, p. 327-328).

^{mc dxci ix} Trois éléments clefs sont évoqués : la reconnaissance du peuple basque (les sept provinces du Nord et Sud) et un peuple avec une identité propre dans l'Europe ; son droit à décider de son avenir ; le respect des décisions de la population de chaque communauté (Communauté autonome Pays basque, Navarre et Pays basque Nord) sur le projet de futur.

^{md} <https://www.elmundo.es/eta/entorno/jarra.html>

^{md i} <https://www.elmundo.es/eta/entorno/gara.html>

^{md ii} https://elpais.com/diario/2001/12/22/espana/1008975608_850215.html

^{md iii} <https://www.elmundo.es/elmundo/2009/11/24/espana/1259025695.html>;

<https://www.elmundo.es/eta/entorno/jarra.html>

^{md iv} <https://factoriahistorica.wordpress.com/2011/09/13/la-politica-antiterrorista-despues-de-la-tregua/>

^{md v} https://issuu.com/josu/docs/sp_sentencia_an_27_05_ilegalizacion_jarra_haika_

^{md vi} http://noticias.juridicas.com/base_datos/Admin/lo6-2002.html

^{md vii} <https://e00-elmundo.uecdn.es/documentos/2002/09/demanda.pdf>

^{md viii} « El objetivo de estas conversaciones es intentar acordar las condiciones políticas que permitan establecer un escenario de resolución del conflicto político vasco ». « La voluntad de ambas partes es llegar a dicho acuerdo, con el compromiso claro de no legar a las futuras generaciones esta situación » (*Gara*, 21/09/2007, Supplément spécial 2005-2007, « Proceso de Negociación en un acuerdo político resolutorio », p. 27).

^{md ix} La Fiscalía pide el archivo del "caso Egunkaria" porque no hay indicios de que el diario fuera un instrumento de ETA, *Diario de Noticias*, 15 décembre 2006.

mdx

Voir

<https://www.scribd.com/document/95048329/Sentencia-Ilegalizacion-Batasuna>.

<https://www.elmundo.es/especiales/2002/08/espana/batasuna/index.html>

mdxi http://noticias.juridicas.com/base_datos/Admin/lo5-2003.html

mdxii José había bajado de su coche en la autovía para ver por qué se detenía el vehículo que circulaba delante, en el que iba su hermano con cuatro compañeros más de trabajo. Entonces una patrulla autonómica española se acerca a la escena, un policía sale corriendo hacia él gritando que no se mueva. Mientras la víctima intenta explicar que sólo se había parado un momento, el agente le da un culatazo en la cabeza y luego le dispara. La versión de Interior fue que Atanes se había abalanzado sobre el agente, al que “se le disparó su arma reglamentaria de forma accidental”.

mdxiii « Constituir entre todas las fuerzas favorables al derecho de autodeterminación una candidatura única para presentarse a las elecciones españolas. Dicha candidatura se convertiría en la interlocución nacional del pueblo vasco en lo que respecta al Estado español. El objetivo de la candidatura sería, representando a Euskal Herria, abrir un proceso de negociaciones con el Estado español para que sea respetado el derecho de autodeterminación para nuestro pueblo. » (Propuesta de Bergara, décembre 2003 ; cité in Casanova, 2007, p. 339-340).

mdxiv Sur le contenu de l'accord, voir Casanova, 2007, p. 344-345.

mdxv « Ahora, señor Ibarretxe, toca hablar de las bases para un proceso democrático entre todos y todas. Ésa es la filosofía de la aportación Orain bakea, orain herria y del voto de ayer. Y, en consecuencia, Ibarretxe tiene todo el apoyo de Batasuna para sumarse a la resolución del conflicto, entre todos los agentes de este país, con las bases que él mismo ha defendido en el preámbulo de su plan. Sin embargo, nunca tendrá el apoyo de Batasuna para llevar a cabo un nuevo fraude estatutario. » (communiqué de Batasuna à J. J. Ibarretxe, 1^{er} janvier 2005).

mdxvi « Señor presidente del Gobierno de España: Batasuna no está planteando un escenario independentista para la solución del conflicto. Batasuna plantea acordar las reglas democráticas que llagan posible un nuevo escenario donde todos los proyectos políticos tengan cabida, también el nuestro, socialista e independentista. Señor presidente del Gobierno de España: Batasuna no está planteando un frente nacionalista vasco que imponga una solución unilateral del conflicto. Batasuna plantea un acuerdo entre nacionalistas y no nacionalistas, un acuerdo que debe contar con la adhesión y el respeto de las distintas sensibilidades existentes en el pueblo vasco. Y que debe ser refrendado, inevitablemente, por todos y cada uno de los ciudadanos y ciudadanas que vivimos y trabajamos en Euskal Herria. » (Lettre ouverte de Batasuna à José Luis Rodríguez Zapatero, 14 janvier 2005).

mdxvii Batasuna estime que « dans la mesure où l'État français est un des acteurs du conflit, un vrai processus de solution définitive à ce conflit ne peut être envisagé sans sa participation ». Selon Batasuna, « une discussion entre l'ETA et les gouvernements espagnol et français » concernant « la démilitarisation, la libération des prisonniers politiques » et la prise en considération « de toutes les victimes du conflit » est nécessaire pour mettre en marche « une dynamique globale de solution du conflit » (*Le Monde*, 1/03/2005).

mdxviii « Convencidos como estamos de que la política puede y debe contribuir al fin de la violencia, reafirmamos que, si se producen las condiciones adecuadas para un final dialogado de la violencia, fundamentadas en una clara voluntad para poner fin a la misma y en actitudes inequívocas que puedan conducir a esa convicción, apoyamos procesos de diálogo entre los poderes competentes del Estado y quienes decidan abandonar la violencia, respetando en todo momento el principio democrático irrenunciable de que las cuestiones políticas deben resolverse únicamente a través de los representantes legítimos de la voluntad popular. La violencia no tiene precio político y la democracia española nunca aceptará el chantaje de la violencia. » (Résolution du Congrès des Députés d'Espagne, 17 mai 2005)

mdxix <https://www.europapress.es/nacional/noticia-jarrai-sentencia-puede-afectar-otros-sumarios-abiertos-contra-entorno-eta-20070119182334.html>; <https://www.elmundo.es/eta/entorno/jarrai.html>

mdxx « En Euskadi existe un viejo conflicto político sin resolver-anterior por cierto a la violencia de ETA- a interpretar en clave de no aceptación de un sujeto político con derecho a decidir, cuya resolución requiere un Juego complejo de acuerdos políticos y respeto democrático a la voluntad de la ciudadanía vasca. [...] La propuesta de constituir dos mesas de diálogo tiene el valor de poner en marcha un proceso cuya iniciativa y decisión están en manos de los representantes políticos legítimos y, finalmente, de la sociedad vasca. » (Document du PNV sur la pacification et normalisation, Elkarbizitzarako bake-bideak, 22 octobre 2005)

mdxxi <https://www.racocatala.cat/forums/fil/36118/etarra-mort-responsables-penitenciaris-parlen-suicidi?pag=1>

mdxxii <https://www.elmundo.es/elmundo/2006/03/03/espana/1141385840.html>

mdxxiii <https://www.elmundo.es/elmundo/2009/11/24/espana/1259025695.html>;

<https://www.europapress.es/nacional/noticia-jarrai-sentencia-puede-afectar-otros-sumarios-abiertos-contra-entorno-eta-20070119182334.html>

mdxxiv <http://www.lamoncloa.gob.es/serviciosdeprensa/boln/documents/2007/boln20070120.pdf>;

<https://www.elmundo.es/elmundo/2009/11/24/espana/1259025695.html>

mdxxv https://elpais.com/diario/2007/12/20/espana/1198105202_850215.html

mdxxvi https://www.abc.es/hemeroteca/historico-26-05-2009/abc/Nacional/el-supremo-absuelve-a-9-de-los-procesados-en-el-caso-ekin-_921238940692.html

mdxxvii <https://www.elmundo.es/elmundo/2008/09/21/espana/1221948999.html>

mdxxviii <https://ecodiario.eleconomista.es/sociedad/noticias/1019749/02/09/Los-danos-por-el-ataque-contr-una-unidad-de-Euskotren-en-Errenteria-ascienden-a-600000-euros.html>

mdxxix https://elpais.com/diario/2009/02/07/espana/1233961218_850215.html

mdxxx <https://web.archive.org/web/20090224111259/http://www.eitb.com/noticias/politica/detalle/92289/un-artefacto-explosivo-causa-importantes-danos-batzoki-cruces>

mdxxxi <https://www.elmundo.es/elmundo/2009/02/23/espana/1235358061.html>

mdxxxii <https://www.20minutos.es/noticia/452519/0/explosion/pnv/vitoria/>

mdxxxiii https://archive.vn/20130124195246/http://www.google.com/hostednews/afp/article/ALeqM5jNosY7_YagFqH5HcEIxtbPgR1T9A

mdxxxiv <https://www.nuevatribuna.es/articulo/espana/34-detenidos-balance-final-de-la-operacin-contr-segi-rama-juvenil-de-batasuna/20091127015911006207.html>

mdxxxv <https://web.archive.org/web/20110728102619/http://www.eitb.com/news/politic/detail/302295/street-violence-in-markina-getxo-and-bilbao/>

mdxxxvi <https://web.archive.org/web/20110728102619/http://www.eitb.com/news/politic/detail/302295/street-violence-in-markina-getxo-and-bilbao/>

mdxxxvii <https://web.archive.org/web/20101007185950/http://www.mir.es/DGRIS/Cronologia/2010/04/>

mdxxxviii <http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2010/04/17/97001-20100417FILWWW00448-petite-explosion-au-pays-basque.php>

mdxxxix <http://www.diariovasco.com/v/20100818/politica/quema-contenedores-azkoitia-confirma-20100818.html>

mdxl <http://www.diariovasco.com/v/20100818/politica/quema-contenedores-azkoitia-confirma-20100818.html>

mdxli <http://www.diariovasco.com/v/20100818/politica/quema-contenedores-azkoitia-confirma-20100818.html>

mdxlii <http://www.diariovasco.com/v/20100818/politica/quema-contenedores-azkoitia-confirma-20100818.html>

mdxliiii <http://www.diariovasco.com/v/20100818/politica/quema-contenedores-azkoitia-confirma-20100818.html>

mdxliv <https://www.elcorreo.com/vizcaya/v/20100820/politica/arden-cuatro-contenedores-vitoria-20100820.html>

mdxlv <https://www.elmundo.es/elmundo/2010/08/20/paisvasco/1282289738.html>

mdxlvi <https://www.elmundo.es/elmundo/2010/08/21/paisvasco/1282390815.html>

mdxlvii <https://www.bbc.com/news/world-europe-11325067>

mdxlviii https://elpais.com/diario/2010/09/30/espana/1285797621_850215.html;
<https://www.diariodeleon.es/articulo/espana/detenidos-operacion-eta-es-cabecilla-askapena/201009281006001129903.html>;
<https://www.eitb.eus/es/noticias/politica/detalle/3558510/juicio-askapena--los-acusados-niegan-cualquier-relacion-eta/>

mdxlx Voir

mdli <https://docs.google.com/document/d/1Ry5HkfgHBv15X1haXK0XaAXxb59gpErp27Oi5vCEyQs/edit?hl=es#!>

mdlii <https://www.interieur.gouv.fr/Archives/Archives-des-communiqués-de-presse/2014-Communiqués/Les-ministres-espagnol-et-français-de-l-Interieur-reaffirment-leur-volonte-de-poursuivre-leur-cooperation-pour-lutter-contre-le-terrorisme-et-faire-disparaitre-definitivement-l-ETA>

mdlii <https://www.sudouest.fr/2015/10/14/pays-basque-espagnol-la-chef-de-file-de-la-droite-conservatrice-demissionne-2154268-5469.php>

mdliii <https://www.interieur.gouv.fr/Archives/Archives-des-actualites/2017-Actualites/La-lutte-contre-l-ETA-a-l-ordre-du-jour-du-25eme-sommet-franco-espagnol>

mdliiii <https://www.eitb.eus/es/noticias/politica/detalle/5428460/gobierno-vasco-se-hara-cargo-patrimonio-documental-egin-26-febrero-2018/>

mdliv https://elpais.com/diario/1984/08/10/espana/460936809_850215.html

mdlv https://elpais.com/diario/1987/12/01/espana/565311602_850215.html

mdlvi <https://rsamadrid.wordpress.com/2011/01/14/terrorismo-de-estado-1986-1990/>

mdlvii <https://boe.vlex.es/vid/ley-orden-445684478>

mdlviii http://noticias.juridicas.com/base_datos/ Penal/d3096-1973.html

mdlix A « los grupos u organizaciones comunistas, anarquistas, separatistas y aquellos otros que preconicen o empleen la violencia como instrumentos de acción política y social [...] y a quienes, por cualquier medio, realizaren propaganda de los anteriores grupos u organizaciones que vaya dirigida a promover o difundir sus actividades, se les impondrá una pena correspondiente a tal delito en su grado máximo [...] los que, públicamente, sea de modo claro o encubierto, defendieren o estimularen aquellas ideologías... serán castigados con la pena de prisión menor, multa de cincuenta mil a quinientas mil pesetas e inhabilitación especial para el ejercicio de funciones públicas y para las docentes, públicas o privadas ».

mdlx <http://www.kosmopolis.com/2015/03/la-legislacion-antiterrorista-en-espana/>

mdlxi https://elpais.com/diario/1978/07/28/espana/270424802_850215.html

mdlxii <https://boe.vlex.es/vid/relacion-terrorismo-cometidos-armados-255499746>

mdlxiii https://elpais.com/diario/1979/02/02/espana/286758003_850215.html « El Boletín Oficial del Estado publicó ayer un decreto-ley sobre protección de la seguridad ciudadana, por el que se deroga completamente la legislación antiterrorista del franquismo, amplía y completa la elaborada durante el pasado año por el régimen democrático y endurece al mismo tiempo los procedimientos y medidas legales en la persecución de otros delitos, no necesariamente relacionados con el terrorismo, pero cuya comisión implica la realización de actos violentos. »

mdlxiv https://elpais.com/diario/1979/02/02/espana/286758004_850215.html

mdlxv <https://boe.es/buscar/doc.php?id=BOE-A-1979-3062>

mdlxvi https://elpais.com/diario/1979/12/21/espana/314578807_850215.html;

https://elpais.com/diario/1979/12/05/espana/313196401_850215.html

mdlxvii <https://www.boe.es/buscar/doc.php?id=BOE-A-1980-25996>

mdlxviii <http://realdecreto.org/15554/ley-organica-2-1981/>

mdlxix <https://www.boe.es/buscar/pdf/1981/BOE-A-1981-12774-consolidado.pdf>;

<https://www.boe.es/buscar/act.php?id=BOE-A-1981-12774#top>

mdlxx <https://www.boe.es/buscar/doc.php?id=BOE-A-1985-63>

mdlxxi « La ley antiterrorista, que entró en vigor el 4 de enero de este año, calificada en sectores progresistas como “monstruo legal”, supone una compilación de normas penales, procesales y restrictivas de derechos fundamentales que se encontraban dispersas, que tienen como eje la represión de los delitos cometidos por ciudadanos integrados en bandas armadas o relacionados con actividades terroristas o rebeldes; o más claramente, con nombres y apellidos, es el instrumento legal que ordena la actividad policial y judicial del Estado para luchar, fundamentalmente, contra los miembros del GRAPO, la organización ETA o los grupos del terrorismo negro. » (https://elpais.com/diario/1985/04/22/espana/482968810_850215.html)

mdlxxii https://elpais.com/diario/1987/12/18/espana/566780402_850215.html

mdlxxiii

<https://web.archive.org/web/20070929091124/http://www.augc.info/delegaciones/castillayleon/disposiciones/seguridad%20del%20estado.htm>

mdlxxiv http://narros.congreso.es/constitucion/ficheros/leyes_espa/lo_004_1988.pdf

mdlxxv http://noticias.juridicas.com/base_datos/Admin/lo1-1992.html

mdlxxvi <https://webs.ucm.es/info/uepei/corcuera.html>

mdlxxvii http://noticias.juridicas.com/base_datos/CCAA/pv-l4-1992.html; <http://www.euskadi.eus/proyecto-ley/27-ley-de-policia-del-pais-vasco/web01-s2segur/es/>; <https://policialocal.wordpress.com/2010/12/22/interior-acercas-las-policias-locales-a-la-Ertzaintza-para-optimizar-la-seguridad/>; http://www.legegunea.euskadi.eus/x59-preview/es/contenidos/decreto/bopv199402952/es_def/index.shtml

mdlxxviii http://noticias.juridicas.com/base_datos/Penal/lo10-1995.html

mdlxxix « Artículo 573 bis

1. Los delitos de terrorismo a los que se refiere el apartado 1 del artículo anterior serán castigados con las siguientes penas:

1.^a Con la de prisión por el tiempo máximo previsto en este Código si se causara la muerte de una persona.

2.^a Con la de prisión de veinte a veinticinco años cuando, en los casos de secuestro o detención ilegal, no se dé razón del paradero de la persona.

3.^a Con la de prisión de quince a veinte años si se causara un aborto del artículo 144, se produjeran lesiones de las tipificadas en los artículos 149, 150, 157 o 158, el secuestro de una persona, o estragos o incendio de los previstos respectivamente en los artículos 346 y 351.

4.^a Con la de prisión de diez a quince años si se causara cualquier otra lesión, o se detuviera ilegalmente, amenazara o coaccionara a una persona.

5.^a Y con la pena prevista para el delito cometido en su mitad superior, pudiéndose llegar a la superior en grado, cuando se tratase de cualquier otro de los delitos a que se refiere el apartado 1 del artículo anterior.

2. Las penas se impondrán en su mitad superior si los hechos se cometieran contra las personas mencionadas en el apartado 3 del artículo 550 o contra miembros de las Fuerzas y Cuerpos de Seguridad o de las Fuerzas Armadas o contra empleados públicos que presten servicio en instituciones penitenciarias.

3. Los delitos de terrorismo a los que se refiere el apartado 2 del artículo anterior se castigarán con la pena superior en grado a la respectivamente prevista en los correspondientes artículos.

4. El delito de desórdenes públicos previsto en el artículo 557 bis, así como los delitos de rebelión y sedición, cuando se cometan por una organización o grupo terrorista o individualmente pero amparados en ellos, se castigarán con la pena superior en grado a las previstas para tales delitos. »

mdlxxx https://www.eldiario.es/politica/reinsercion-codigo_penal-justicia-gallardon_0_90641207.html

mdlxxxi http://noticias.juridicas.com/base_datos/Admin/l32-1999.html

mdlxxxii http://noticias.juridicas.com/base_datos/Penal/lo7-2000.html

mdlxxxiii http://noticias.juridicas.com/base_datos/Admin/lo6-2002.html

mdlxxxiv http://noticias.juridicas.com/base_datos/Admin/lo6-2002.html#a10
mdlxxxv « Un partido será declarado ilegal cuando su actividad vulnere los principios democráticos ».
mdlxxxvi <https://www.elmundo.es/especiales/2002/08/espana/batasuna/como.html>
mdlxxxvii <https://boe.es/buscar/doc.php?id=BOE-A-2003-13022>
mdlxxxviii http://noticias.juridicas.com/base_datos/Penal/lo7-2003.html
mdlxxxix « Artículo 90 : 1. Se establece la libertad condicional en la pena privativa de libertad para aquellos sentenciados en quienes concurren las circunstancias siguientes: [...] en el caso de personas condenadas por delitos de terrorismo de la sección segunda del capítulo V del título XXII del libro II de este Código, o por delitos cometidos en el seno de organizaciones criminales, se entenderá que hay pronóstico de reinserción social cuando el penado muestre signos inequívocos de haber abandonado los fines y los medios de la actividad terrorista y además *haya colaborado activamente con las autoridades*, bien para impedir la producción de otros delitos por parte de la banda armada, organización o grupo terrorista, bien para atenuar los efectos de su delito, bien para la identificación, captura y procesamiento de responsables de delitos terroristas, para obtener pruebas o para impedir la actuación o el desarrollo de las organizaciones o asociaciones a las que haya pertenecido o con las que haya colaborado, lo que podrá acreditarse mediante una declaración expresa de repudio de sus actividades delictivas y de abandono de la violencia y una petición expresa de perdón a las víctimas de su delito, así como por los informes técnicos que acrediten que el preso está realmente desvinculado de la organización terrorista y del entorno y actividades de asociaciones y colectivos ilegales que la rodean y su colaboración con las autoridades. » (nous soulignons)
mdxc http://noticias.juridicas.com/base_datos/Penal/lo15-2003.html. « Quincuagésimo noveno. Se modifica el apartado 2 del artículo 170, que queda redactado como sigue: : “Serán castigados con la pena de prisión de seis meses a dos años, los que, con la misma finalidad y gravedad, reclamen públicamente la comisión de acciones violentas por parte de bandas armadas, organizaciones o grupos terroristas.” »
« Centésimo trigésimo segundo. Se modifica el artículo 376, que queda redactado como sigue: “En los casos previstos en los artículos 368 a 372, los jueces o tribunales, razonándolo en la sentencia, podrán imponer la pena inferior en uno o dos grados a la señalada por la ley para el delito de que se trate, siempre que el sujeto haya abandonado voluntariamente sus actividades delictivas y haya colaborado activamente con las autoridades o sus agentes bien para impedir la producción del delito, bien para obtener pruebas decisivas para la identificación o captura de otros responsables o para impedir la actuación o el desarrollo de las organizaciones o asociaciones a las que haya pertenecido o con las que haya colaborado.” »
« La reciente reforma operada por la Ley Orgánica 15/2003, de 25 de noviembre, de reforma del Código Penal (B.O.E. de 26 de noviembre de 2003), en vigor desde el 1 de octubre de 2004, elimina la necesidad de confesión a las autoridades de los hechos en que haya participado buscando así seguramente una mayor aplicación de la figura en la práctica procesal. En conclusión se exige: a. que el sujeto haya abandonado voluntariamente sus actividades delictivas; b. y que colabore activamente con las autoridades o sus agentes, alternativamente: b.1. para impedir la producción del delito, b.2. para obtener pruebas decisivas para la identificación o captura de otros responsables o para impedir la actuación o el desarrollo de las organizaciones o asociaciones a las que haya pertenecido o con los que haya colaborado. » (Sánchez García de Paz, 2005, p. 15)
mdxcxi [https://hudoc.echr.coe.int/eng#{"itemid":\["002-5563"\]}\]](https://hudoc.echr.coe.int/eng#{)
mdxcxii http://noticias.juridicas.com/base_datos/Admin/l29-2011.html
mdxcxiii <https://www.elmundo.es/espana/2015/07/01/559418d5268e3eb16d8b4582.html>;
https://elpais.com/elpais/2018/12/07/opinion/1544200224_076037.html;
https://www.elconfidencial.com/espana/2018-12-05/gobierno-planea-legalizar-barricadas-grafitis-manifestaciones-espontaneas_1686934/;
<https://www.implementaabogados.com/ley-de-seguridad-ciudadana-ley-mordaza/>
mdxcxiv https://elpais.com/politica/2013/11/29/actualidad/1385759642_492953.html;
<https://www.samuelparra.com/2015/07/06/el-registro-de-infractores-de-la-ley-de-seguridad-ciudadana-no-puede-ser-utilizado/>